MAIRIE DE PARIS

Bulletin
Municipal
Officiel

DÉBATS DU CONSEIL DE PARIS

Séance des lundi 11 et mardi 12 février 2013

CONSEIL MUNICIPAL



Table des matières

Ouverture de la séance. 3

Félicitations. 3

Adoption de comptes rendus. 3

Félicitations au nouveau maire du 19e arrondissement. 3

Election d'un nouvel adjoint au Maire de Paris. 4

Observations sur le déroulement de la séance. 5

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à l'assiette de la taxe de balayage. 5

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif aux répercussions de l'augmentation de la taxe de balayage. 5

Vœu déposé par l'Exécutif. 5

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la modulation de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. 8

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif aux conditions de la future installation d'un café-concert au 127, rue Saint-Maur (11e). 9

2013 DDEEES 4 - Création du marché découvert alimentaire Jourdan (14e) et signature d'un avenant à la convention de gestion du lot B des marchés découverts alimentaires. 11

2013 DDEEES 43 - Subvention (220.000 euros) et avenant à convention avec le Comité Champs-Elysées pour les illuminations de fêtes de fin d'année 2012 (8e). 13

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à une solution viable pour les salariés de Virgin. 14

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à la situation des magasins Virgin. 14

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif aux salaires au mérite pour les très hauts cadres de la Ville. 16

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif au plan de restructuration de la Banque de France. 19

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à la fermeture des agences de proximité et des agences spécifiques de Pôle emploi. 21

Vœu déposé par l'Exécutif. 21

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à une étude sur l'implantation de commerces liée à l'économie sociale et solidaire 1-3, rue Ramponeau (20e). 22

2013 DDEEES 41 - DVD 19 Convention d'occupation du domaine public pour l'occupation du Café Monde et Médias, situé place de la République (3e, 10e et 11e). 24

2013 DVD 42 - Création de trois stations Vélib' dans le bois de Vincennes (12e). Dépôt des demandes au titre des codes de l'environnement et de l'urbanisme. 26

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à l'implantation de stations Vélib' dans le bois de Boulogne. 26

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif aux aménagements cyclables dans le bois de Vincennes. 26

2013 DVD 8 - Conventions d'occupation temporaire et convention de financement avec la S.N.C.F. et R.F.F. relatives aux études pour la réalisation d'un cheminement piéton provisoire Bercy/Charenton (12e). 27

2013 DVD 4 - Signature d'un marché relatif à l'exploitation et la maintenance du site PASS autocar et du système de contrôle d'accès des parcs de stationnement. 29

2013 DVD 5 - Signature des marchés relatifs à la réalisation d'enquêtes de circulation et d'enquêtes d'opinion et de comportement sur les conditions de déplacement et de stationnement à Paris (2 lots). 30

2013 DU 4 - Fixation des alignements et classement dans le domaine public routier de la Ville de Paris de la cité du Labyrinthe (20e). 32

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la desserte du quartier dit des "Peupliers". 33

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la réduction de la vitesse de circulation dans les bois de Vincennes et Boulogne. 33

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la sécurité de la traversée du cours de Vincennes. 35

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à la sécurisation des boîtes de réseau de type diphasé. 37

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif au stationnement résidentiel. 38

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la limitation de la vitesse avenue de Clichy. 39

Vœu déposé par l'Exécutif. 39

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la traverse Batignolles-Bichat. 42

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'éclairage des passages piétons. 43

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif à une action de prévention ciblée pour les piétons et les deux roues-motorisés. 43

Vœu déposé par l'Exécutif. 43

2013 DPE 14 - Approbation des modalités de lancement de marchés de collecte en porte à porte des déchets ménagers et assimilés et de mise à disposition de moyens de collecte (1er, 3e, 4e, 7e, 10e, 11e, 13e, 15e, 18e et 19e)..... 45

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à une remunicipalisation de la collecte des déchets ménagers à Paris. 45

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à la diminution de la production d'emballages industriels..... 46

Vœu déposé par les élus non-inscrits relatif à l'instauration d'une part variable dans les prestations versées aux entreprises délégataires. 46

2013 DPE 18 - Approbation des modalités de mise à disposition de véhicules de collecte avec chauffeurs et rippeurs pour assurer des services complémentaires de collecte des réceptacles de propreté (2e, 5e, 6e, 8e, 9e, 12e, 14e, 16e, 17e et 20e)..... 46

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à un plan d'urgence pour la modernisation de la DPE. 46

Vœu déposé par les élus non-inscrits relatif à l'instauration d'une part variable dans les prestations versées aux entreprises délégataires. 46

Dépôt de questions d'actualité. 65

Suspension et reprise de la séance. 65

Examen des questions d'actualité. 65

I - Question d'actualité posée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés à M. le Maire de Paris relative à l'expérimentation d'une salle de consommation à moindre risque à Paris. 65

II - Question d'actualité posée par le groupe E.E.L.V.A. à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police relative à l'installation de la salle de consommation à moindre risque. 65

III - Question d'actualité posée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche à M. le Maire de Paris relative à la situation de l'A.P.-H.P. 70

IV - Question d'actualité posée par le groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative aux défaillances d'un prestataire dans le cadre du marché couvrant les besoins alimentaires dans des crèches du 17e arrondissement..... 72

V - Question d'actualité déposé par le groupe U.D.I. à M. le Maire de Paris relative aux conséquences de la réforme des rythmes scolaires pour la collectivité parisienne. 75

VI - Question d'actualité posée par M. Jean-François MARTINS à M. le Maire de Paris relative à l'attractivité internationale de la Ville de Paris en matière d'accueil des investissements étrangers. 77

Suspension et reprise de la séance. 80

2013 DPE 21 - Adhésion de la Ville de Paris à l'Association des Villes pour la Propreté Urbaine (AVPU) et versement de la cotisation pour l'année 2013 et les années ultérieures. 80

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la publication des résultats du baromètre propreté..... 80

2013 DPE 8 - Subvention (135.000 euros) et convention avec l'association Coup de Main, pour la création d'une recyclerie (20e). 82

2013 SGCP 1 - Communication relative au bilan global de l'activité des Missions d'Information et d'Evaluation du Conseil de Paris (2008-2012)..... 84

2013 DPA 10 - Présentation de l'état d'avancement du projet performance énergétique-écoles. Proposition de traitement différencié pour 200 nouvelles écoles. Principe et modalités de passation d'un appel d'offres ouvert européen pour le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage..... 90

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'usage de groupes électrogènes diesel à Paris. 93

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la création de deux espaces de liberté pour les chiens dans le parc des Buttes Chaumont..... 95

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la protection du bois de Vincennes..... 96

2013 DGRI 6 - DPE 10 - Subvention (50.601 euros) et convention avec l'association pour le développement médical et aide humanitaire au Cambodge (69470 GENAS), pour le projet d'approvisionnement en eau potable de la commune rurale de Baray au Cambodge. ... 98

2013 DEVE 16 - Dépose des demandes d'autorisations administratives pour le projet de reconquête paysagère sur le plateau de Gravelle (12e) et la plaine sud de Longchamp (16e) qui intègre notamment deux aires d'accueil des gens du voyage..... 99

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la fermeture de tronçons près du lac de Gravelle et à une étude sur la liaison piétonne..... 99

Débat relatif à la réforme des rythmes scolaires. 110

Vœu déposé par l'Exécutif relatif à la mise en œuvre de réforme des rythmes éducatifs à Paris..... 110

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. pour une concertation approfondie à Paris et pour la création d'un groupe de travail sur les modalités d'application de la réforme des rythmes scolaires..... 110

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à la mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires. 110

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la mise en place de la réforme des rythmes scolaires. 110

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif aux locaux scolaires nécessaires à la mise en oeuvre de la réforme des rythmes scolaires. . 110

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche en solidarité avec le porte-parole du DAL, contre le recours aux tests ADN et l'inscription dans le fichier FNAEG et pour l'amnistie des militants syndicalistes et associatifs. 130

Vœu déposé par l'Exécutif. 130

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux troubles de voie publique dans le 3e arrondissement. 132

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif à la manifestation du 13 janvier 2013. 135

2013 DU 43 - Avenants aux conventions financières avec l'ANRU pour les sites GPRU Joseph Bédier - Porte d'Ivry (13e), GPRU de la Porte Pouchet (17e) et des Portes Montmartre et Clignancourt (18e). 137

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration. 138

Suspension et reprise de la séance. 139

2013 SG 37 - Communication relative au rapport de la Commission Communale pour l'Accessibilité (CCA). 139

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à l'association Escapade. 141

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la réquisition de la force publique pour l'exécution des décisions de justice relatives aux campements Roms. ... 143

2013 DASES 7 - DUCT 22 : Volet social de la charte des arrondissements..... 145

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif aux animateurs des temps périscolaires..... 149

Vœu déposé le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à la titularisation des agents du dispositif "Action Collégiens". 149

Vœu déposé par l'Exécutif. 149

2013 DFPE 8 - Autorisation de percevoir une subvention de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) dans le cadre du marché à procédure adaptée relatif au diagnostic et à la formation à l'application des pratiques environnementales dans les établissements d'accueil de petite enfance de la Ville de Paris. 151

2013 DFPE 294 - Lancement d'un marché article 30 relatif à la gestion et à l'exploitation de deux établissements de petite enfance situés dans les 13e et 19e arrondissements. 153

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux places dans les crèches d'entreprises. 155

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la sécurité alimentaire dans les crèches. 156

Vœu déposé par l'Exécutif. 156

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la réouverture de la halte-garderie sise 51 rue Berzelius (17e). 159

2013 DJS 189 - Lancement de marchés article 30 pour l'organisation, la mise en oeuvre et le suivi des ateliers bleus sportifs dans les écoles élémentaires publiques ou privées. 160

Vœu déposé par M. David ALPHAND et Mme Laurence DREYFUSS relatif à la candidature de Paris pour l'Euro 2020 de football. 161

2013 DU 41 - Signature d'une promesse de vente pour un volume foncier au 295, avenue Daumesnil (12e), destiné à un programme hôtelier. 162

2013 DU 53 - Cession au syndicat des copropriétaires de l'immeuble 2, rue Descartes et de la parcelle municipale 43, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève (5e). 162

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au bilan économique et environnemental du réaménagement des voies sur berges..... 163

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'aménagement et l'avenir de la rue Baron-le-Roy et le futur quartier de Bercy-Charenton. 164

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la dénomination de la rue intérieure de la Z.A.C. "Beaujon" (8e). 166

2013 DU 51 - Avis sur l'engagement par le Maire d'une procédure de modification du PLU sur le secteur "Grand Parc" du Parc des expositions de la Porte de Versailles (15e). 167

2013 DU 35 - DPE 17 - DJS 274 - Signature d'un protocole foncier et d'une convention de maîtrise d'ouvrage conclus avec Paris Habitat-OPH relatifs à l'opération d'aménagement au 49-53, boulevard de Ménilmontant, 7-15, passage de la Folie-Régnault et 6, rue René-Villermé (11e). 176

2013 DLH 40 - Modification de la situation foncière de l'immeuble communal, 62 rue Nicolo (16e). 181

2013 DLH 49 - DU 105 - Reprise en gestion par la Ville de Paris de l'ancienne Caserne Château-Landon (10e). 182

2013 SG 23 - Communication relative aux actions menées par les bailleurs sociaux pour garantir la mise aux normes et la maintenance de leur parc d'ascenseurs. 184

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif aux expulsions des

personnes reconnues prioritaires au Droit Au Logement Opposable (DALO). 188

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à un moratoire sur les expulsions locatives. 188

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à l'interdiction de marchands de listes de logements. 189

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à la création d'une Charte promoteur régulant le prix de vente moyen du mètre carré neuf à Paris à compter du 1er janvier 2014. 190

Vœu déposé par l'Exécutif. 190

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif au nombre de logements soumis à la taxe sur les logements vacants. 192

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la réforme du système d'attribution des logements sociaux. 193

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. visant à améliorer la tranquillité dans les ensembles sociaux. 194

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux possibilités d'expulsion par Paris Habitat pour "trouble de jouissance". 194

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux possibilités d'expulsion par Paris Habitat pour "trouble de jouissance". 194

Vœu déposé par l'Exécutif. 194

Suspension et reprise de la séance. 197

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. visant à améliorer la tranquillité dans les ensembles sociaux. 197

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux possibilités d'expulsion par Paris Habitat pour "trouble de jouissance". 197

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux possibilités d'expulsion par Paris Habitat pour "trouble de jouissance". 197

Vœu déposé par l'Exécutif. (Suite). 197

Vœu déposé par M. Jean-François MARTINS relatif à la réquisition d'immeubles inoccupés à Paris. 198

Vœu déposé par M. Jean-François MARTINS relatif à l'habitat indigne et à l'hébergement d'urgence. 199

Vœu déposé par M. Jean-François MARTINS relatif aux biens de moins de 9 mètres carrés. 200

Vœu déposé par l'Exécutif relatif à la vente à la découpe par la société Alliance des immeubles situés 14-16 rue du Dahomey et 5 rue Faidherbe. 201

2013 DAC 96 - Subvention (3.000 euros) à l'association "Le 6e, Ateliers d'Artistes" (6e). 202

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif au souhait d'une exposition sur les populations Roms en France. 202

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux tournages de films. 203

2013 DAC 34 - Acquisition de documents anciens, rares ou précieux pour l'enrichissement des collections des bibliothèques de la Ville de Paris. 206

2013 DPA 3 - Lancement d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'étude de programmation pour la rénovation globale du musée Carnavalet (3e) et modalités de passation du marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage. 207

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif aux Catacombes de Paris. 208

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la nomination des Pussy Riot comme Citoyennes d'honneur de la Ville de Paris. 209

Vœu déposé par l'Exécutif. 209

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à Pinar SELEK. 211

Vœu déposé par l'Exécutif. 211

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à Nadir DENDOUNE. 212

2013 DAC 35 - Apposition d'une plaque commémorative (3.000 euros) en hommage à Nicole de Hauteclocque, galerie du Conseil de Paris de l'Hôtel de Ville (4e). 213

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à un hommage aux victimes de la guerre d'Algérie et des combats de Tunisie et du Maroc. 215

2013 DAC 121 - Contrat pluriannuel de performance 2013-2015 entre la Ville de Paris et l'établissement public Paris Musées. 216

Hommage à M. MÉLINAND. 219

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal et d'une personnalité qualifiée dans divers organismes. 220

Modification de la composition de Commissions. 221

Observations relatives à l'ordre du jour. 221

Adoption, par un vote global d'approbation de l'Assemblée, des projets de délibération n'ayant pas fait l'objet d'une inscription. 221

Clôture de la séance. 221

Annexe n° 1 - Liste des questions posées à M. le Maire de Paris. 221

QE 2013-1 Question de Mme Rachida DATI et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative aux conservatoires de musique dans Paris..... 222

QE 2013-2 Question de Mme Rachida DATI et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative aux nombres de jours de fermeture des piscines municipales..... 222

QE 2013-3 Question de Mme Rachida DATI et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative aux produits encaissés des services de la collectivité parisienne. 222

QE 2013-4 Question de Mme Rachida DATI et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative aux cessions immobilières..... 222

QE 2013-5 Question de Mme Rachida DATI et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative aux coûts de nettoyage et de remise en état consécutifs aux différentes manifestations qui se sont déroulées à Paris depuis 2008..... 223

QE 2013-6 Question de Mme Rachida DATI et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative au fonctionnement du tramway T3 en cas de neige. 223

QE 2013-7 Question de Mme Brigitte KUSTER et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative à la requalification de l'avenue de Clichy. 224

QE 2013-8 Question de M. Sylvain GAREL et des membres du groupe E.E.L.V.A. à M. le Maire de Paris relative aux manifestations promotionnelles et publicitaires sur l'espace public parisien..... 224

Votes spécifiques..... 225

Votes spécifiés. 226

Projets de délibération adoptés par un vote d'ensemble de l'Assemblée. 226

Liste des membres présents en Commission..... 237

Liste des membres présents..... 238

Annexe n° 2 - Tableau des vœux et amendements déposés en Commission. 240

Annexe n° 3 - Tableau des votes des groupes politiques..... 247

La séance est ouverte à neuf heures cinq minutes, sous la présidence de M. Bertrand DELANOË, Maire de Paris, assisté de Mme Emmanuelle BECKER, M. Gauthier CARON-THIBAULT et Mme Marie-Laure HAREL, secrétaires de séance.

M. le Préfet de police est présent en séance.

Ouverture de la séance.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, la séance est ouverte.

Félicitations.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Chers collègues, d'abord, j'aime quand nous ne commençons pas par des choses tristes, mais par des choses heureuses.

Je voudrais adresser, en notre nom à tous, nos très chaleureuses félicitations, d'abord à M. Jacques BRAVO qui a été élevé au grade de Commandeur, puis à MM. Pierre AIDENBAUM et Christophe GIRARD qui ont été nommés au grade d'Officier et à Mme Olga TROSTIANSKY qui a été nommée au grade de Chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

Mais il y a aussi de grandes personnalités qui ont été distinguées et je veux féliciter M. Bernard BOUCAULT, Préfet de police, qui a été nommé au grade de Commandeur dans l'Ordre de la Légion d'honneur, mais aussi notre Secrétaire générale bien-aimée, Mme BEDAGUE-HAMILIUS, qui a été nommée Chevalier.

Adoption de comptes rendus.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, le compte rendu sommaire de la séance des lundi 10 et mardi 11 décembre 2012 a été affiché.

Le compte rendu intégral de cette même séance a été publié.

Avez-vous des observations sur ces documents ?

Il n'y en a pas.

Ils sont donc adoptés.

Félicitations au nouveau maire du 19e arrondissement.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je souhaite maintenant vous faire part, d'abord, de mes félicitations au nouveau maire du 19e arrondissement, François DAGNAUD.

Comme cela fait 12 ans qu'il est mon adjoint, je peux témoigner auprès de la population du 19e arrondissement de ses qualités, de ses convictions et de son engagement.

C'est aussi une occasion pour moi d'adresser un message très amical à Roger MADEC, qui est une personnalité majeure de la vie municipale parisienne, et me réjouir qu'il reste à nos côtés et dans le 19e arrondissement et dans l'Assemblée municipale.

Cela étant dit, pas de cumul entre la fonction exécutive d'adjoint au Maire de Paris et la fonction de maire d'arrondissement, donc cela m'amène à vous proposer, dans un instant, (j'espère que tout est prévu) d'élire un nouvel adjoint.

Je vous propose donc dans un instant d'élire…

D'abord, j'ai oublié de vous dire que j'ai demandé à François DAGNAUD d'exercer ses fonctions jusqu'à demain soir, c'est-à-dire que je souhaite que, pour l'organisation du Conseil de Paris et pour tous les projets de délibération relevant de la propreté, sa démission d'adjoint ne prenne effet que demain soir, c'est un accord entre nous deux.

Election d'un nouvel adjoint au Maire de Paris.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Donc, voilà ce que je vous propose : nous allons élire l'adjoint tout de suite, mais les délégations dont je vais vous informer dans un instant, puisque c'est moi qui dois faire les arrêtés pour donner les délégations, je ne les ferai qu'à effet de demain soir.

Le nouvel adjoint que je vous propose d'élire est quelqu'un que vous connaissez bien, qui a fait ses preuves dans le 11e arrondissement aux côtés de Patrick BLOCHE.

Je vous propose donc d'élire comme adjoint Philippe DUCLOUX. Mais cela m'amène à répartir les délégations différemment.

Je demanderai donc à Bernard GAUDILLÈRE - ils ont tous fait leurs preuves ! - d'ajouter à ses fonctions déjà très importantes l'organisation de nos travaux, le fonctionnement du Conseil de Paris.

C'est une bonne nouvelle, parce que c'est un homme sérieux, objectif.

Je demanderai par ailleurs à Mao PENINOU de prendre en charge les dossiers de la propreté, des traitements des déchets et je lui demanderai de continuer quand même à suivre la question des antennes relais, parce que les discussions ont eu lieu et je pense que c'est une très bonne chose qu'il puisse poursuivre.

Quant à Philippe DUCLOUX, il prendra en charge les dossiers qu'avait Mao PENINOU précédemment, c'est-à-dire que Philippe sera chargé de la qualité des services publics municipaux, de l'accueil des usagers du bureau des temps et je lui demanderai de suivre aussi tous les dossiers qui concernent la nuit à Paris, même si Mao PENINOU pourra le faire bénéficier de son expérience.

Voilà, mes chers collègues.

Il faut ouvrir le vote, alors ne perdons pas de temps, nous avons quand même beaucoup de dossiers à voir aujourd'hui.

Il faut pour le moment que l'on procède au vote. Je vous rappelle que je vous propose Philippe DUCLOUX comme adjoint.

J'appelle les quatre plus jeunes d'entre vous, quelle chance ils ont, à nous rejoindre à la tribune comme scrutateurs.

Il s'agit de Marie-Laure HAREL, Emmanuelle BECKER, Jean-François MARTINS et Gauthier CARON-THIBAULT.

Sont-ils tous là ? Sinon, il faut que j'en prenne d'autres.

Gauthier CARON-THIBAULT est là, Emmanuelle BECKER n'est pas là.

Qui me proposez-vous d'appeler ? Hélène BIDARD, Bruno JULLIARD et Ian BROSSAT.

Venez, les quatre jeunes, et j'écoute M. LEGARET.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Monsieur le Maire, j'indique que, avec les élus de notre groupe, nous ne prendrons pas part à cette élection.

M. LE MAIRE DE PARIS. - C'est logique, je vous remercie de l'avoir indiqué à l'Assemblée.

Maintenant, je déclare le scrutin ouvert.

(Il est procédé au vote).

Tout le monde a voté ?

Non. Alors, votez !

Y a-t-il des élus qui veulent voter ? S'il y en a qui veulent voter, dépêchez-vous !

Tout le monde a voté maintenant ?

Bien, donc le scrutin est clos.

(Il est procédé au dépouillement).

Le scrutin étant clos, je vous annonce les résultats de ce scrutin :

Nombre d'inscrits : 163

Nombre de votants : 96

Bulletins blancs ou nuls : 3

Suffrages exprimés : 93

Majorité absolue : 49

M. Philippe DUCLOUX, ayant obtenu 93 voix, est élu adjoint au Maire de Paris.

Observations sur le déroulement de la séance.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous allons traiter l'ordre du jour.

Avant de traiter l'ordre du jour, je voudrais vous informer que j'ai consulté tous les présidents de groupe pour leur demander s'ils voulaient bien que les vœux concernant les rythmes scolaires soient traités demain matin à 11 heures, parce que je tiens absolument à être là et c'est le moment qui me convenait.

Certes, je suis maître de l'ordre du jour, mais j'ai préféré consulter les présidents de groupe, qui m'ont tous donné leur accord.

Donc, je préviens l'ensemble de l'Assemblée que les vœux, qui ne sont rattachés à aucun projet de délibération, concernant les rythmes scolaires passeront demain à 11 heures.

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à l'assiette de la taxe de balayage.

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif aux répercussions de l'augmentation de la taxe de balayage.

Vœu déposé par l'Exécutif.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons maintenant à la 1ère Commission.

D'abord, l'examen de vœux non rattachés. Il s'agit des vœux référencés n° 1, n° 2 et n° 2 bis dans le fascicule, déposés par les groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et l'Exécutif, relatifs à la taxe de balayage.

Alors, d'abord, la parole est à M. DAGNAUD ou à M. BROSSAT ? Parce que j'ai vu M. DAGNAUD, mais cela devrait être M. BROSSAT d'abord, non ? Ce serait logique ? Non, c'est comme vous voulez.

Comment ?

Ah, d'accord ! Pardon.

Donc, Monsieur DAGNAUD ?

M. François DAGNAUD, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce vœu, qui a donc été voté par le Conseil du 19e arrondissement, prend acte des avancées significatives permises par la réforme de la taxe de balayage que nous avions adoptée en 2011, et puis, prend acte aussi des effets peut-être excessifs qu'elle a pu avoir dans quelques cas très particuliers et qui tiennent, en fait, à l'assise de cette taxe et à son assise foncière notamment. Il s'est avéré que la situation des maisons individuelles donnant sur deux rues, a fortiori, impliquait une progression très significative de cette taxe de balayage, très au-delà de ce que nous avions pu souhaiter.

L'enjeu est de pouvoir confier le mandat à l'Exécutif parisien de se rapprocher des services du Ministère des Finances pour regarder toutes les façons de mettre fin à ces excès.

Voilà, Monsieur le Maire !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Monsieur BROSSAT, vous avez la parole.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce vœu porte également sur les conséquences de l'augmentation de la taxe de balayage, augmentation qui a été décidée maintenant il y a plusieurs mois par le Conseil de Paris.

Nous avions, comme groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, fait voter un vœu qui visait à ce que les bailleurs sociaux dépendant de la Ville de Paris puissent moduler la hausse que cela représente pour leurs locataires. Nous aimerions, après avoir été alertés par des habitants du parc social, qui se plaignent d'une augmentation trop forte de la taxe de balayage, être informés des suites que les bailleurs sociaux parisiens ont donné à ce vœu, afin d'éviter que cette hausse représente trop pour le pouvoir d'achat des locataires du parc social de la Ville de Paris.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Monsieur GAUDILLÈRE, vous avez la parole.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Je crois, effectivement, que ces deux vœux sont très intéressants, parce qu'ils traitent d'un sujet dont nous avons déjà longuement traité dans cette Assemblée : la taxe de balayage.

Je rappelle que la taxe de balayage est un impôt très ancien, qui a presque 150 ans, et que, au fil du temps, le tarif de la taxe de balayage était devenu profondément injuste, puisque vous aviez des inégalités qui allaient, je crois, de un à cinq, en fonction des rues, et même, au sein du même arrondissement, en fonction de l'emplacement des rues.

Nous avons décidé, à compter du 1er janvier 2012, une uniformisation du tarif, qui est d'ailleurs justifiée par le fait qu'aujourd'hui, contrairement à ce qui se passait il y a 40 ou 50 ans, le service public de nettoiement est évidemment le même dans toutes les rues de Paris. La réforme a donc permis de mettre fin à ces inégalités territoriales ; c'était son premier objectif.

Cela dit, le calcul de l'assiette de la taxe de balayage est fondé sur une notion très précise qui est le linéaire de voirie, et il est donc évident que du fait de la géographie d'un certain nombre de rues ou du fait de la configuration d'un certain nombre d'immeubles, et c'est le cas des maisons particulières, auxquelles faisait allusion François DAGNAUD il y a un instant, certains contribuables ont pu être sollicités davantage que d'autres, au-delà de ce qu'était le nécessaire effort de rétablissement de l'équité.

Ce problème ne relève pas de la responsabilité de la Ville, puisque le mode de calcul de l'assiette dépend de la loi, il est fixé par la loi, mais nous allons demander à l'Etat, au Gouvernement, et ensuite au Parlement, de bien vouloir examiner les voies et moyens d'une correction, au moins partielle, de ces situations.

Et puis, il y a un deuxième sujet, qui est celui évoqué par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, qui est l'éventuel lissage de l'application de la taxe de balayage à certains locataires des bailleurs sociaux.

Même si, globalement, l'effort supplémentaire n'est pas très important en terme d'euros, il est vrai que pour certains locataires particulièrement modestes, cet effort peut être considéré comme important.

Vous le savez, les bailleurs sociaux disposent d'une autonomie de gestion, d'un conseil d'administration, qui est seul habilité à prendre ce type de décision ; c'est vrai des bailleurs liés à la Ville, mais c'est évidemment encore plus vrai des sociétés anonymes de H.L.M.

Pour autant, la municipalité ne souhaite pas que cette réforme pénalise les locataires les plus modestes et nous souhaitons avoir au plus vite une connaissance précise de ce que représenterait le lissage pour les bailleurs sociaux, et que soient analysées les conséquences financières pour ceux-ci.

En conclusion de cette intervention, je demande au groupe socialiste, radical de gauche et apparentés et au groupe Communiste et élus du Parti de Gauche de retirer les vœux n^{os} 1 et 2 au profit d'un vœu de l'Exécutif que j'ai déposé, hélas, un peu tardivement, je le reconnais. Ce vœu demande, d'abord, que les bailleurs sociaux réalisent une étude d'impact sur l'éventuel étalement de la hausse de la taxe de balayage pour les locataires les plus modestes, il demande qu'une solution d'étalement de cette hausse, si elle doit être prise, le soit de manière identique pour tous les locataires les plus modestes et que cette règle prévale dans l'ensemble des bailleurs sociaux et, enfin, que l'Etat revoie la structure et l'assiette de la taxe de balayage pour éviter les effets particuliers dont nous avons parlé et qui sont relevés par le vœu du 19e arrondissement.

Voilà, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

J'ai deux demandes d'explication de vote, mais avant, je veux clarifier l'objet du vote.

Si j'ai bien compris, le vœu n° 1 et le vœu n° 2 ont inspiré le vœu n° 2 bis de l'Exécutif ; les vœux n^{os} 1 et 2 sont-ils retirés ? Oui.

Dans un instant, il va y avoir un vote sur le vœu n° 2 bis de l'Exécutif, à propos duquel M. LEGARET, puis M. CONTASSOT m'ont demandé une explication de vote.

Monsieur LEGARET, vous avez la parole.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Monsieur le Maire, en septembre 2011, l'Exécutif affirmait très haut et très fort que la réforme de la taxe de balayage mettait fin aux disparités et aux injustices. Nous avions alors fortement contesté cette affirmation.

Les vœux n^{os} 1, 2 et 2 bis reconnaissent que cette réforme n'a pas abouti à réduire, en tout cas à diminuer, et à supprimer les inégalités, et vous auriez très bien pu, lors de cette réforme, qui était une réforme importante, y penser et proposer des modulations.

Le deuxième point qui nous paraît vraiment extrêmement contestable dans le vœu n° 2 bis, puisque nous ne parlons plus que du 2 bis, c'est le fait que vous réserviez des différences de calcul aux seuls occupants des logements sociaux, gérés par les bailleurs sociaux. Je vous signale qu'il y a des locataires modestes, qui vivent dans le parc social qui n'est pas géré directement par les S.E.M. et par les organismes H.L.M. publics ou privés.

Si vous êtes vraiment animés par un souci de réduire les inégalités sociales, il nous paraît totalement aberrant de réserver ces exonérations ou ces diminutions aux seuls occupants des logements sociaux gérés par la Ville et par les organismes qu'elle contrôle.

Pour toutes ces raisons, nous voterons contre le vœu n° 2 bis.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Monsieur CONTASSOT, vous avez la parole.

M. Yves CONTASSOT. - Effectivement, lors du débat sur la taxe de balayage, nous avions dit que ce projet était, selon nous, insuffisamment préparé, et on le voit aujourd'hui, en termes d'impact pour les plus modestes, les injustices vont rester, parce que même s'il y a étalement dans le temps, in fine, dans deux ans, dans trois ans, ils devront bien payer la taxe à son taux plein, si j'ose dire.

Le vœu de l'Exécutif confirme d'ailleurs ce que nous avions dit et, nous, nous sommes partisans d'aller beaucoup plus loin ; on ne peut pas se contenter de dire que ce sont les maisons qui sont aux angles des rues qui sont concernées, il y a bien d'autres sujets : la largeur des rues… Toutes les rues au-delà de 12 mètres ont un système dérogatoire, les maisons ou les immeubles en cœur d'îlot ont également un statut dérogatoire, donc c'est l'ensemble du processus et du système même de la taxe de balayage qui montre aujourd'hui son archaïsme et nous sommes convaincus qu'il faut supprimer cette taxe de balayage au profit de l'impôt sur la taxe foncière, ce qui permettrait de répartir les charges sur l'ensemble des immeubles parisiens, et pas simplement sur une partie des immeubles parisiens.

Néanmoins, nous voterons ce vœu de l'Exécutif, en souhaitant, évidemment, qu'ensuite, les parlementaires aillent beaucoup plus loin dans la réforme.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Après ces explications, je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2013, V. 1).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la modulation de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons maintenant à l'examen du vœu référencé n° 3 dans le fascicule - on ne me dit pas de qui, mais je déduis que c'est du groupe U.M.P.P.A. - relatif à la modulation de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Monsieur LEGARET, vous avez la parole.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Monsieur le Maire, dans ce vœu, nous rappelons une situation que nous avons déjà dénoncée : l'article 1520-1 I. du Code général des impôts prévoit que "les communes qui assurent au moins la collecte des déchets des ménages peuvent instituer une taxe destinée à pourvoir aux dépenses du service dans la mesure où celles-ci ne sont pas couvertes par des recettes ordinaires n'ayant pas le caractère fiscal".

Or, chaque année, lorsque nous examinons les documents budgétaires, il apparaît noir sur blanc, en reprenant les chiffres, que les recettes sont supérieures aux coûts de ce service, ce qui est incontestablement constitutif d'une illégalité.

C'est la raison pour laquelle, avec les collègues de notre groupe, nous souhaitons, par ce vœu, que le Maire de Paris module le taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en fonction de critères quantitatifs et qualitatifs, tenant compte, notamment, de la diminution constante de la production des déchets, diminue le taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, afin que celle-ci ne génère aucun bénéfice et mette enfin cette taxe en conformité avec le Code général des impôts.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Monsieur LEGARET.

Je donne la parole à M. Bernard GAUDILLÈRE, certes, pour réagir sur les arguments de M. LEGARET, mais aussi pour nous donner son sentiment sur le vote de ce vœu.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais d'abord dire, enfin m'essayer à l'humour en disant que l'U.M.P. fait avec ce vœu preuve d'exemplarité en matière de recyclage, ce qui d'ailleurs s'applique bien à ce sujet, puisque c'est quasiment mot pour mot le vœu qu'elle avait présenté au mois de décembre dernier.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Tant qu'on n'est pas traité de déchets !

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Comme je suis moi-même un fervent partisan du recyclage, quoique n'étant pas adjoint à la propreté, je vais largement recycler ma réponse de décembre dernier.

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères est une taxe foncière, elle est attachée à la propriété, et non une redevance liée au service. Et la modulation en fonction du tonnage des déchets est un choix extrêmement difficile, car nous n'avons pas de connaissance fine des comportements des riverains, et donc si nous nous engagions dans cette voie, sans une connaissance des comportements des riverains, nous risquerions de susciter de profondes inégalités sociales, par exemple entre les quartiers d'affaires qui produisent très peu de déchets et les quartiers populaires ou touristiques.

C'est justement pour connaître mieux ces comportements que nous avons décidé de proposer, dans les nouveaux marchés de collecte, les prochains marchés de collecte, le déploiement de puces électroniques sur 445.000 bacs et l'installation de lecture de buse sur les camions bennes. Vous voyez que nous nous engageons dans le sens d'une meilleure connaissance.

Le deuxième argument que je voulais opposer à M. LEGARET - il le connaît parfaitement -, il est sans cesse en train de nous dire que nous encaissons davantage d'argent que nous n'en dépensons. Mais, Monsieur LEGARET, je vous ai dit peut-être dix ou vingt fois que nous faisions masse, et la Chambre régionale des comptes l'a parfaitement admis, nous faisons masse d'une part de toutes les dépenses sur le nettoiement et sur les ordures ménagères, et d'autre part des recettes que constituent la TEOM et la taxe de balayage, ce qui est d'ailleurs logique puisque les même personnels sont employés à ces deux fonctions.

Ce raisonnement a été admis par la Chambre régionale des comptes. Il l'a d'ailleurs aussi été par le Préfet. Vous n'imaginez tout de même pas que le Préfet de Région précédent, qui nous déferrait au Tribunal administratif tous les mois, aurait manqué cette belle occasion s'il avait aperçu la moindre illégalité. Il ne l'a pas fait parce que nous respectons, dans ce domaine comme dans d'autres, scrupuleusement la loi.

Le bilan, notamment au compte administratif 2011, est que ces deux services représentaient un coût net de 581 millions d'euros pour la Ville, alors que le total de la TEOM et de la taxe de balayage ne rapportait que 495 millions d'euros.

Voilà, Monsieur le Maire, les arguments que je voulais redonner à M. LEGARET et à l'U.M.P.

L'avis de l'Exécutif est défavorable.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous vous avons entendu et je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif aux conditions de la future installation d'un café-concert au 127, rue Saint-Maur (11e).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Maintenant nous examinons le vœu référencé n° 4 dans le fascicule, déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif aux conditions de la future installation d'un café-concert dans le 11e arrondissement.

La parole est à M. Stéphane MARTINET, au nom du 11e arrondissement.

Je vous écoute.

M. Stéphane MARTINET. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, le vœu voté par l'ensemble des élus du 11e arrondissement, opposition comprise, concerne les activités nocturnes dans le quartier Oberkampf, dans le Nord-Est de notre arrondissement. Depuis quelques années, nous assistons à une concentration progressive d'établissements de débit de boissons dans les rues Oberkampf, Saint-Maur et Jean-Pierre Timbaud, ce qui génère des nuisances dont se plaignent les riverains avec juste raison.

Une médiation a permis à l'association de riverains intitulée "Collectif Jean-Pierre Timbaud" et à celle des commerçants intitulée "Village Timbaud" de travailler à endiguer les problèmes liés à la gestion propre des bars. Il reste que nous avons identifié des problèmes générés par une présence de plus en plus importante de personnes dans ces rues canyons, due notamment au succès de ces bars.

La Ville de Paris a accentué ses efforts : passages plus fréquents des services de nettoiement et d'élimination des tags, passage des "Pierrots de la nuit" systématique chaque week-end, passage des correspondances de nuit pendant l'été. Or, nous connaissons presque chaque week-end des débordements. Aussi la perspective de l'ouverture d'un nouvel établissement, le café-concert "Gibus", crée une vive émotion bien compréhensive.

Notre vœu vise à vous demander, Monsieur le Maire, de bien vouloir interpeller M. le Préfet de police, non seulement pour lui demander un contrôle tout à fait normal du nouvel établissement, de façon à ce que celui-ci respecte les lois et règlements, et tout particulièrement qu'il gère avec la plus grande attention ses clients à leur

arrivée et à leur départ. Nous souhaitons également connaître les dispositions que M. le Préfet compte mettre en place pour mieux gérer les usagers de nuit de ce quartier.

En effet, nous ne pouvons que constater que les riverains subissent des nuisances qui perturbent leur vie et leur santé. Et nous souhaitons que le comportement des usagers redevienne conforme à une quiétude à laquelle ont droit les riverains.

Nous sommes aussi inquiets de la sécurité des usagers. Toutes et tous ne sont pas des braillards qui perturbent le quartier, mais leur nombre très élevé les amène parfois à utiliser la partie carrossable des rues et ils se mettent dès lors en danger. Nous craignons l'accident entre un véhicule et un piéton, ce que personne ne souhaite.

Enfin, les établissements qui tentent, vaille que vaille, de réguler l'espace public craignent les débordements et la perte de contrôle des usagers : ils ne souhaitent pas que leur soit imputé injustement une responsabilité qui n'est pas la leur.

Aussi le Conseil d'arrondissement dans son ensemble souhaite connaître les dispositions que M. le Préfet compte mettre en place afin que le quartier recouvre une vie respectueuse de toutes et tous.

Merci.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à M. PENINOU, brièvement.

M. Mao PENINOU, adjoint. - Monsieur le Maire, chers collègues, je serai bref, d'abord pour saluer le travail fait par notre collègue, Stéphane MARTINET, sur le 11e arrondissement et l'implication plus généralement de la mairie du 11e arrondissement sur ces problématiques de vie nocturne et de vivre ensemble la nuit, sur un quartier d'animation particulière et particulièrement forte qui est celui du quartier Oberkampf.

C'est effectivement un travail de médiation où l'ensemble des moyens de la Ville, mais aussi de la police, sont mobilisés et c'est un travail dans lequel nous avons un aspect exemplaire de travail entre les habitants riverains, les établissements, la police, la municipalité du 11e arrondissement et la Municipalité de Paris.

Ce secteur est un secteur aujourd'hui difficile pour des raisons de sécurité et c'est sur ce point que je voudrais insister. Au-delà de l'ouverture d'un nouvel établissement qui bien sûr devra respecter les normes, les questions de sécurité deviennent, comme d'ailleurs dans d'autres endroits à vie nocturne importante à Paris, de vraies questions. De nombreux consommateurs sont aujourd'hui détroussés sur ces lieux-là, profitant à la fois de leur présence massive et des états d'ébriété qui peuvent exister.

C'est donc un avis tout à fait favorable que je vais donner à ce vœu, à la fois pour que les questions de sécurité soient mieux prises en compte sur ce type de secteur, et en particulier sur le secteur Oberkampf, mais aussi pour que les établissements puissent continuer à ouvrir et à y vivre, dans de bonnes conditions pour eux et pour les riverains.

Merci.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci bien.

Avant les explications de vote, M. le Représentant du Préfet de police veut donner une indication. Allez-y.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Monsieur le Maire.

Effectivement l'un des mérites des états généraux de la nuit, auxquels la Préfecture a participé de manière active, aura été de contribuer à définir en quoi pouvait constituer une mission de régulation réussie, faite de dialogue, de sens de l'ouverture, mais aussi reposant sur l'exercice assumé de la part du Préfet de police des compétences qu'il tire du législateur.

Sur le territoire de la Capitale, un certain nombre de médiations a été organisé à l'initiative de maires d'arrondissement, et c'est notamment le cas sur le 11e arrondissement où les échanges entre riverains, entre gérants de débit de boissons, avec le commissaire également, le tout sous l'égide de la mairie d'arrondissement, se sont considérablement accrus ces derniers mois, au prix de beaucoup d'énergie de chacun de ces acteurs. Je crois qu'un véritable dialogue a pu se mettre en place. Je salue la plus grande compréhension mutuelle et les engagements également qu'ont pris un certain nombre de gérants d'établissement de nuit sur le secteur.

Nous sommes effectivement extrêmement vigilants pour que leur fonctionnement ne se traduise pas par des nuisances pour les riverains.

J'en viens très rapidement à la situation du 127, rue Saint-Maur. Il ne m'appartient pas ici de m'appesantir sur la situation d'un établissement précis. Ce que je veux dire, c'est d'abord que le gérant a été reçu au commissariat du 11e arrondissement, que nous avons pris note de ses engagements et nous lui avons également notifié un certain nombre de prescriptions concernant le fonctionnement de son établissement, de manière à ce que ce club ne se traduise pas justement par des nuisances supplémentaires pour les riverains.

Un mot pour terminer, puisque c'est sur ce point que le vœu porte plus spécifiquement, sur la question de la présence policière. Pour accompagner cette démarche de médiation, vous le savez, Monsieur le Conseiller, la présence policière a été accrue considérablement sur le secteur ces derniers mois avec notamment, à chaque fois que la situation sur l'arrondissement le rend possible, la fidélisation d'un équipage sur le secteur.

Sans préjuger, et je terminerai par là, les choix opérationnels qui seront effectués par le commissaire, qui tiendra compte, je le dis, des éléments du vœu qui est aujourd'hui proposé à l'Assemblée, je rappelle que la situation des effectifs sur Paris restera sensiblement identique en 2013 et que les effets des recrutements qui ont été décidés avant l'été se feront sentir en 2014. Il est clair que la situation du 11e arrondissement sera examinée dans ce cadre-là.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

Pour ajouter une petite note sympathique et amicale, je dirai que si jamais Philippe DUCLOUX était élu adjoint - je ne sais pas… le vote est terminé ! Il y a un suspense -, il pourrait, avec sa connaissance du 11e arrondissement et vos suggestions, vous être particulièrement utile.

Je vais dans un instant mettre aux voix le vœu n° 4, avec un avis favorable de l'Exécutif mais avant, il y a une demande d'explication de vote de M. GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

Simplement pour vous expliquer pourquoi nous ne voterons pas ce vœu.

Autant la partie du vœu qui dit de s'assurer que ce futur café respectera la législation nous semble tout à fait légitime ; autant le fait d'appeler à un renforcement de la police avant même que le café soit ouvert est une démarche qui nous semble étrange. D'autant plus que quand j'entends les explications, l'une des raisons serait que les personnes qui vont venir dans cet établissement et les autres établissements se mettraient en danger parce qu'il y a des circulations automobiles.

À ce moment-là, proposons de restreindre la circulation automobile ! Ne proposons pas d'augmenter la police avant qu'elle arrive.

Nous voterons contre ce vœu.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vous ai entendu ; vous me faites beaucoup de peine, mais ce n'est pas la première fois !

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 2).

2013 DDEEES 4 - Création du marché découvert alimentaire Jourdan (14e) et signature d'un avenant à la convention de gestion du lot B des marchés découverts alimentaires.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous examinons le projet de délibération DDEEES 4 relatif à la création du marché couvert alimentaire Jourdan dans le 14e arrondissement et signature d'un avenant à la convention de gestion du lot B des marchés découverts alimentaires.

La parole est à M. Pascal CHERKI.

M. Pascal CHERKI, maire du 14e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Une courte intervention, dans le temps imparti, pour faire part de la très grande satisfaction de la population du 14e arrondissement, notamment autour du secteur de la porte d'Orléans, pour la réalisation, la mise en œuvre d'une aspiration qui remonte à plusieurs années.

Je vous remercie personnellement, Monsieur le Maire, car c'est une des choses que je vous avais demandées quand j'ai pris mes fonctions de maire d'arrondissement et vous m'aviez dit : "Oui, mais en 2013. Pas avant".

Premièrement pour se donner le temps de le faire et deuxièmement, pour ne pas rouvrir inopinément le débat sur l'ensemble des marchés alimentaires de Paris, dont on sait que l'économie est fragile. Vous aviez tout à fait acté la nécessité et le besoin, dans ce quartier en profonde évolution - je tiens à le dire - car outre la population existante, nous avons aussi beaucoup de nouveaux habitants qui vont arriver dans les années à venir grâce à la politique de construction de logements sociaux, que ce soient familiaux ou étudiants.

Je voulais aussi en profiter pour remercier Mme Lyne COHEN-SOLAL, son cabinet et la DDEEES avec lesquels nous avons bien travaillé, ainsi que la DVD, qui ont permis d'être dans les clous et dans les temps sur la base d'un processus au cours duquel nous nous sommes beaucoup concertés, notamment avec le conseil de quartier, qui a été impliqué dans la définition du cahier des charges de ce marché tout en tenant évidemment compte des nécessités économiques et de l'équilibre à atteindre.

C'était pour manifester cette grande satisfaction. C'est une avancée importante dans un quartier, la porte d'Orléans, qui est en profonde mutation et évolution sociologique. Il est important que la Ville accompagne au plus près la population et ses besoins.

Je tenais à le dire : quand il y a un motif de grande satisfaction, il ne faut pas hésiter à le faire. Ils sont nombreux dans le 14e arrondissement grâce à la Ville et je voulais marquer le coup sur ce marché alimentaire et vous remercier.

M. LE MAIRE DE PARIS. - C'est un sujet dont vous m'avez beaucoup parlé. Sur le terrain, avec vous, j'en ai beaucoup entendu parler par les habitants et je suis particulièrement heureux que l'on puisse concrétiser.

La parole est à Mme Lyne COHEN-SOLAL.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Bien entendu, nous sommes très heureux d'annoncer la naissance, si j'ose dire, de ce nouveau marché pour Paris, qui va s'appeler le marché Jourdan.

C'est un projet qui date de plusieurs années. Nous en avions parlé avec Pierre Castagnou et avec Pascal CHERKI.

Le conseil de quartier de la porte d'Orléans a eu un travail exemplaire avec les services de la Ville. Nous avons eu beaucoup de réunions de concertation. Ce marché va être bientôt ouvert. Il se tiendra les mercredis et samedis matin sur 208 mètres linéaires et accueillera une trentaine de commerçants afin que les résidents puissent trouver à proximité des produits frais de qualité.

Il faut maintenant qu'ils y aillent : c'est l'important pour un marché. Il ne suffit pas de l'installer, il faut aussi qu'il vive. Ce sont des commerçants qui sont installés. Une nécessaire communication doit donc être mise en place, Monsieur le Maire ; je vous le rappelle mais vous le savez parfaitement.

Nous attendons avec plaisir de voir ce marché fonctionner sur le bord du quartier de la porte d'Orléans.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération DDEEES 4.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DDEEES 4).

2013 DDEEES 43 - Subvention (220.000 euros) et avenant à convention avec le Comité Champs-Elysées pour les illuminations de fêtes de fin d'année 2012 (8e).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DDEEES 43 relatif à l'attribution d'une subvention de 220.000 euros et avenant à convention avec le Comité Champs-Élysées pour les illuminations de fêtes de fin d'année.

M. GAREL a demandé la parole.

Rapidement, Monsieur GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Justement, c'était pour nous étonner de votre présence, Monsieur le Maire, à l'inauguration des illuminations des Champs-Élysées alors que cette inauguration a lieu bien avant la date que nous avions fixée par un vœu qui demandait que les illuminations ne commencent que début décembre.

Cette année, c'était, je crois, mi-novembre, et vous vous êtes rendu sur place. De fait, cela va à l'encontre de nos décisions puisque nous demandons que les illuminations n'aient lieu que pendant le mois de décembre et début janvier.

Je souhaiterais, Monsieur le Maire, pour l'année prochaine - il y a encore une année pour vous, pour faire ces illuminations - que vous demandiez aux gens des Champs-Élysées de ne mettre en route le système que début décembre ou toute fin novembre - on n'est pas à deux jours près - mais pas 15 jours plus tôt que le vœu que nous avions adopté à la quasi unanimité dans cette enceinte.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur GAREL, je vous remercie d'alléger mon agenda. Il me semble que c'était fin novembre. On me dit le 21 novembre. À quelques jours près, on est bon !

Mais on va faire mieux fin 2013.

Madame COHEN-SOLAL, qu'en pensez-vous ?

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Monsieur le Maire, comme vous le savez, vous venez sur les Champs-Élysées à l'invitation du Comité des commerçants des Champs-Élysées et ce n'est pas votre agenda qui décide de l'ouverture des illuminations. Vous vous rendez à cette invitation. Nous avons dit plusieurs fois au Comité des Champs-Élysées de retarder un peu leur date, mais c'est eux qui décident.

Par ailleurs, vous le savez, les illuminations dans Paris sont un moment où il y a une forme de stimulation entre les différents quartiers : le premier qui éclaire est le quartier Haussmann. Ce dernier n’est absolument pas soumis à la Ville car les grands magasins n'ont aucune subvention, et ils commencent début novembre.

C'est vrai que les Champs-Élysées ont tendance à vouloir éclairer avant la fin novembre. On va le leur dire, mais il faut être clair : ce n'est pas la consommation qui fait qu’ils restreignent leur moment d'illuminations puisque nous les avons forcés à faire des économies d'énergie. La baisse d'énergie est de 90 % entre 2006 et 2012.

C'est vrai que, aujourd'hui, on va le leur répéter, mais le Maire de Paris se rend à l'invitation des commerçants des Champs-Élysées, donc souffrez que ce soit eux de temps en temps qui décident de la date.

Nous allons faire des progrès.

M. LE MAIRE DE PARIS. - En même temps, je leur demande chaque année d'améliorer la qualité artistique et je leur redemande pour l'année prochaine encore une amélioration, même si c'était déjà mieux que l'an dernier. Fin novembre, c'est bien. M. GAREL a dit fin novembre, on doit trouver une solution.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DDEEES 43.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DDEEES 43).

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à une solution viable pour les salariés de Virgin.

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à la situation des magasins Virgin.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Maintenant, nous examinons les vœux non rattachés référencés n^{os} 5 et 6 dans le fascicule, déposés respectivement par les groupes E.E.L.V.A. et Communiste et élus du Parti de Gauche, relatifs à la situation des magasins Virgin.

M. BOUTAULT n'est pas là.

La parole est donc à M. GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

Effectivement, je remplace Jacques BOUTAULT qui a fait voter ce vœu à l'unanimité dans le Conseil du 2e arrondissement.

Il se trouve que je suis élu du 18e arrondissement et que nous sommes aussi concernés très directement par les menaces qui pèsent sur Virgin et ses salariés.

Je crois que nous serons ici tous d'accord pour dire que cela nous inquiète beaucoup, d'abord pour les salariés qui risquent de perdre du travail, deuxièmement pour la diffusion de la culture, du disque en particulier qui, à travers cette fermeture, montre que c'est aujourd'hui une façon de diffuser de la musique qui est en très grande difficulté, et puis aussi pour tous les Parisiens qui avaient la chance de pouvoir aller dans ces magasins pour pouvoir accéder à un certain nombre de produits culturels.

Nous demandons deux choses dans ce vœu : que la période qui est une période de suspens avant une disparition définitive soit utilisée par les pouvoirs publics pour trouver un repreneur sérieux, en particulier qui respecte l'emploi et avec un véritable projet d'approche culturelle, et que le Maire de Paris (mais je ne doute pas que vous l'avez déjà fait et que vous le referez) s'adresse au Ministre du Redressement productif pour qu'il mette tout en œuvre pour qu'il en soit ainsi.

Je vous remercie, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

La parole est à M. Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Monsieur le Maire, ce vœu porte également sur la situation des magasins Virgin.

J'en profite d'ailleurs pour saluer les salariés de Virgin qui sont en tribune aujourd'hui et qui assistent à nos débats.

Il faut savoir ce que représente aujourd'hui Virgin en France, ce sont 26 magasins sur tout le territoire national, plus de 1.000 emplois et, dans une ville comme la nôtre, dans une ville comme Paris, ce sont 400 emplois, dans un arrondissement comme le 18e arrondissement, à Barbès, ce sont 35 emplois qui sont aujourd'hui menacés, des magasins menacés de fermeture, des salariés menacés de licenciement.

Ce qui est frappant, c'est que Virgin est en réalité victime d'un fonds d'investissement, "Butler Capital", qui est entré au capital de Virgin il y a maintenant cinq ans et qui n'a développé aucune stratégie d'entreprise, malgré toutes les suggestions des salariés qui, eux, sont très attachés, non seulement à leur emploi, à la défense de leur emploi, mais aussi à l'avenir de cette enseigne.

Donc, il s'agit par ce vœu de renouveler notre soutien aux salariés de Virgin et de demander au Gouvernement de continuer à travailler pour obtenir qu'un repreneur sérieux puisse assurer l'avenir de Virgin et de ses salariés.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Avant de donner la parole à Mme Lyne COHEN-SOLAL, M. le maire du 18e arrondissement m'a demandé à dire un mot.

Je lui donne la parole.

M. Daniel VAILLANT, maire du 18e arrondissement. - Monsieur le Maire, je n'ai pas une position différente de celles qui viennent d'être exprimées.

Je veux dire que le Conseil d'arrondissement a adopté un vœu à l'unanimité et, bien évidemment, il est utile de rappeler que vous avez pris vous-même avant une initiative en direction du premier actionnaire. Par ailleurs, le Gouvernement, dont je ne doute pas qu'il essaiera, soit dans le cadre actuel, mais c'est surtout un repreneur qu'il faut attendre, de trouver un moyen de poursuivre l'activité. Tout ce qui contribuera à ce que, effectivement, le personnel et l'activité commerciale et culturelle puissent être maintenus, notamment sur le site Barbès, mais pas seulement à Barbès, devra être entrepris et que, pour la part modeste que le Conseil d'arrondissement peut y prendre, nous ferons tout pour trouver la meilleure solution.

Voilà pourquoi je me réjouis de cette forme d'unanimité après la démarche qui a été la vôtre, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Mme Lyne COHEN-SOLAL va réagir et donner le sentiment sur les vœux. Moi, après ce que j'ai entendu, j'y suis très favorable.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Bien entendu, Monsieur le Maire, au nom de l'Exécutif municipal, je donnerai un avis favorable aux deux vœux des 2e et 18e arrondissements qui viennent d'être présentés.

L'inquiétude face au devenir de Virgin est unanimement partagée sur ces bancs, je le suppose. La diffusion culturelle de la musique, du disque, du livre est une préoccupation constante de l'Exécutif municipal à Paris et je voulais, en quelques mots, résumer tout ce que la Ville de Paris a déjà pu faire et va continuer à faire afin de faire en sorte de gérer au mieux la disparition éventuelle de cette enseigne culturelle, ce qui entraînerait la fermeture en France de 26 magasins, dont cinq à Paris, le licenciement de 1.000 salariés, dont 415 pour la seule Capitale.

Donc, le 9 janvier, j'ai reçu à l'Hôtel de Ville une délégation des représentants du personnel de Virgin que je salue et qui sont représentés dans la tribune.

Ils nous ont expliqué comment, à leur avis, ce groupe en était arrivé à ce dépôt de bilan.

Le Maire de Paris, M. Bertrand DELANOË, a adressé au même moment une lettre à M. Walter BUTLER afin de lui rappeler sa responsabilité dans cette affaire et de lui demander de tout mettre en œuvre afin que se manifestent au plus vite les possibles repreneurs de cette enseigne mondialement connue, avec un réseau de distribution implanté sur tout le territoire et surtout avec un personnel reconnu pour sa compétence. L'implication du fonds Butler ne saurait être mise en doute dans le nécessaire redressement de cette entreprise.

D'autre part, le Maire de Paris a ajouté que, si aucun plan de reprise crédible ne devait voir le jour, la responsabilité de "Butler Capital Partners" serait d'élaborer un plan de sauvegarde pour l'emploi afin que chacun des 1.000 salariés puisse être accompagné dans un plan de reclassement.

Voilà ce qui a été fait.

Naturellement, l'interpellation des représentants du Gouvernement s'est faite conjointement et, non seulement le Ministre du Redressement productif, le Ministre du Travail, mais aussi la Ministre de la Culture ont été mobilisés, si c'était nécessaire (mais ils l'étaient déjà) sur cette affaire.

Concernant les magasins concernés, chacun a les yeux fixés sur le monument phare des Champs-Élysées avec ses 7.000 mètres carrés, qui est propriété d'un groupe qatari avec lequel les discussions sont tentées par tous les moyens.

Pour le bâtiment Barbès, avec ses 1.800 mètres carrés qui a ouvert en 2002, vous vous en souvenez, la situation est un peu différente puisque le propriétaire est "Paris Habitat" et la négociation avec un repreneur éventuel devrait donc se baser sur de meilleurs hospices pour nous.

Enfin, je voudrais rappeler que, sous le contrôle de M. Christian SAUTTER, le 12 mars se tiendra à l'Hôtel de Ville un Comité parisien pour l'emploi spécialement consacré au devenir des salariés de Virgin, naturellement, il n'y aura pas de solution miracle, mais cela permettra quand même à chacun d'avoir un niveau d'information sur tous les points sur lesquels il convient d'être vigilant et aussi naturellement de signifier à l'Etat que la Ville attend sur ce dossier une mobilisation maximale de sa part, bien entendu avec la recherche de partenaires crédibles et solides. Donc, Monsieur le Maire, avis favorable pour ces deux vœux.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Je resterai moi-même mobilisé avec vous et Christian SAUTTER, vous avez bien fait d'ajouter aussi la Ministre de la Culture qui est active sur ce dossier, pour faire vraiment tout ce qui est en notre pouvoir aux côtés des salariés de Virgin.

Je mets maintenant aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe E.E.L.V.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 3).

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 4).

Vous veillerez bien, dans le B.M.O., puisqu'il y a eu notamment un élu de l'opposition qui a voté pour ces vœux, à ce que personne ne soit oublié.

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif aux salaires au mérite pour les très hauts cadres de la Ville.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 7 dans le fascicule, déposé par le groupe E.E.L.V.A., relatif aux salaires au mérite pour les très hauts cadres de la Ville.

Monsieur CONTASSOT, vous avez la parole.

M. Yves CONTASSOT. - Merci, Monsieur le Maire.

Il s'agit d'un vœu relatif aux salaires au mérite pour les très hauts cadres de la Ville.

Lors de notre dernière séance du Conseil, le Conseil a voté, sans d'ailleurs qu'il n'y ait aucune intervention, pour deux projets de délibération et je dois dire que nous-mêmes n'avons sans doute pas été assez vigilants, puisque nous n'avions pas vu ces deux projets de délibération.

Il n'empêche que nous sommes un peu surpris que, à aucun moment, le Comité de suivi de la mission sur les conditions d'emploi et de rémunération à la Ville n'ait été saisi de ce changement qui est non négligeable, puisqu'introduire le principe d'une partie de la rémunération au mérite est un changement relativement important.

Certes, il transpose des évolutions au plan national de la Fonction publique, mais il n'empêche, il nous semble que dans la mesure où, ayant relu la délibération très en détail, les conditions précises de mise en œuvre sont peu évoquées - c'est le moins qu'on puisse dire -, il nous semble nécessaire que le comité de suivi soit ressaisi pour que l'on puisse examiner tout cela et en rediscuter avant une éventuelle mise en œuvre, y compris en termes de périmètre, parce que, hélas, nous l'avons vu ailleurs, souvent on commence par les hauts cadres, et ensuite, c'est étendu à la quasi-totalité du personnel. Donc, là, cela change évidemment complètement la philosophie et les principes.

Donc, nous souhaiterions pouvoir en rediscuter avant une mise en œuvre effective.

M. LE MAIRE DE PARIS. - D'abord, je vais donner la parole à Mme Maïté ERRECART et, s'il y a des explications de vote, si vote il y a - on va voir -, Maïté ERRECART pour clarifier cela.

Mme Maïté ERRECART, adjointe. - Je pense que ce vœu arrive un peu à contretemps, puisque nous avons effectivement voté au dernier Conseil de Paris deux projets de délibération concernant le système indemnitaire des cadres-dirigeants et des cadres de la collectivité.

Ainsi, la Ville a opté, par homologie avec l'Etat et les collectivités territoriales, pour la mise en œuvre de la prime de fonction et de résultat pour les administrateurs, sous-directeurs, directeurs de projet et experts de haut niveau.

Cette prime, que nous appelons la P.F.R., permet à la fois de simplifier le régime indemnitaire existant, en se substituant à l'ensemble des primes existantes, et de supprimer la prime départementale qui, comme vous le savez, a fait l'objet de remarques de la Chambre régionale des comptes.

Cette prime comprend deux parts cumulables et modulables, indépendamment l'une de l'autre :

- une part liée aux fonctions ; elle est majoritaire pour les administrateurs, à 50 % pour les sous-directeurs et elle est effectivement stable, tant que la personne occupe le même poste ;

- et une part liée au résultat individuel, pour tenir compte de la manière de servir et de l'atteinte des objectifs assignés à l'agent.

Je précise d'abord que ce n'est pas tout à fait nouveau, puisque le régime antérieur à la Ville prenait déjà en compte le problème de la manière de servir. Des objectifs sont, déjà depuis plusieurs années, discutés lors de l'entretien annuel d'évaluation avec la hiérarchie. Donc, nous avons effectivement une procédure qui permet, je dirais, de clarifier ce que sont ces objectifs et donc de pouvoir en discuter avec l'agent.

Vous l'avez dit, cette prime, , la P.F.R., a vocation aussi à s'étendre au corps des attachés, voire aux secrétaires administratifs, puisque c'est la seule filière administrative qui est concernée par cette réforme.

S'agissant des cadres dirigeants de la collectivité (secrétaire général, secrétaire général adjoint et directeurs), nous avons aussi remplacé la prime départementale par deux primes :

- l'indemnité de fonction et de résultat ;

- l'indemnité de performance.

Ces deux indemnités, donc adoptées par le Conseil du mois de décembre, sont, de la même manière, destinées à prendre en compte la nature des fonctions exercées, la manière de servir et les résultats obtenus par ces cadres.

Je précise que, s'agissant des directeurs, à chaque nomination, ils reçoivent une lettre de mission et, annuellement, est discuté entre l'élu de secteur, le Secrétariat général et le directeur, le contrat de performance de la direction, assorti d'indicateurs précis. Il y a donc possibilité, tout à fait, d'objectiver les résultats.

Donc, eu égard, d'une part, aux délibérations récentes que nous venons d'adopter et aux outils qui sont à notre disposition pour éviter tout arbitraire, sans relation avec des objectifs ou des faits, je vous invite, Monsieur CONTASSOT, à retirer votre vœu. A défaut, j'inviterai l'Assemblée à voter contre.

Je précise toutefois que je reste, bien entendu, à la disposition des membres de la M.I.E. Ressources humaines pour continuer les échanges et procéder à l'évaluation des dispositifs en place. Nous aurons en juin, comme chaque année, un comité de suivi de la M.I.E. où ces questions pourront donc éventuellement être discutées, si vous le souhaitez.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vous remercie d'avoir bien clarifié le sujet. Simplement, moi, je ne vois aucun inconvénient à ce que l'on renforce encore la transparence. Quant au comité, qui a été évoqué par Yves CONTASSOT, rendez-lui des comptes, expliquez bien tout.

Donc, moi, je trouve que c'est bien, on évolue, on supprime des choses, on améliore. En même temps, n'ayons pas peur d'associer qui le veut à la transparence la plus totale.

Donc, je ne sais pas si le vœu est retiré ou maintenu ?

M. Yves CONTASSOT. - Nous allons le maintenir parce que, effectivement, on aurait souhaité que ce soit en amont et pas en aval, qu'on puisse en discuter.

M. LE MAIRE DE PARIS. - D'accord.

Monsieur POZZO di BORGO, vous avez la parole pour une explication de vote.

M. Yves POZZO di BORGO. - Sur ce vœu-là, évidemment, nous ne participerons pas au vote.

La raison essentielle pour laquelle nous ne participerons pas au vote : il est évident que c'est une affaire importante dans un contexte économique où le gouvernement lui-même, au niveau salarial, a bloqué toute évolution des salaires de la Fonction publique. Et je reconnais que c'est un problème important, notamment pour la Fonction publique.

Mais nous ne participerons pas au vote parce que vous nous parlez de transparence, Monsieur le Maire, mais vous n'allez pas à la transparence jusqu'à tous les membres de votre cabinet. Sachez bien que nous n'avons pas réussi encore à savoir quels étaient les salaires des membres de votre cabinet.

Je suis désolé, vous parlez de transparence, vous dites, bien sûr, concertation et tout ce qu'on veut. Concernant les hauts fonctionnaires, moi, je considère que cet élément des membres des cabinets doit être intégré aussi dans ces réflexions.

Voilà, c'est la raison pour laquelle nous ne participerons pas à ce vote-là.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vous comprends, si vous ne voulez pas participer au vote, mais ne dites pas que vous n'avez pas les salaires de mon cabinet.

M. Yves POZZO di BORGO. - Non, on ne les a pas eus.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur, ce que je vous refuse…

M. Yves POZZO di BORGO. - Des hauts fonctionnaires des cabinets.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mais j'ai compris !

… c'est de mettre des noms.

Je vous donne…

Monsieur POZZO di BORGO, il y a tellement de gens qui gagnent plus que moi ici, y compris parmi les élus d'ailleurs ! Alors, je n'ai vraiment aucun complexe ! Je suis un des plus mal payés, moi, dans cette maison !

M. Yves POZZO di BORGO. - Je le sais et je le reconnais. Je vous signale que je vous ai défendu sur ce point au Sénat !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Alors, écoutez-moi !

M. Yves POZZO di BORGO. - C'est vrai, au Sénat, je vous ai défendu d'ailleurs. Je trouvais que vous étiez mal payé !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Écoutez-moi !

Les membres du cabinet : vous avez les éléments d'information mais vous n'avez pas les noms. Voilà, c'est tout.

Alors, M. BROSSAT me demande la parole.

M. Ian BROSSAT. - Monsieur le Maire, il est question, dans ce vœu, des très hauts cadres de la Ville de Paris et donc de salaires qui sont quand même, il faut bien le dire, très conséquents.

Au fond, nous sommes en train de débattre pour savoir s'il leur faut une prime fixe ou une prime au mérite. Moi, je vous le dis franchement : aux yeux des élus de mon groupe, la question qui se pose est la légitimité même de ces primes dans une période où, dans le même temps, on a des salariés de la Ville qui ont des salaires extrêmement faibles, ce qui, d'ailleurs, devrait plaider pour une augmentation des petits salaires des fonctionnaires.

Donc, nous, nous voterons contre ce vœu, d'abord pour cela : parce que, à nos yeux, c'est la question de la légitimité même des primes pour des salaires qui sont déjà très conséquents, qui aujourd'hui se pose.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Vous avez dit que vous votiez contre le vœu. Je crois que l'avis de l'Exécutif est contre aussi.

Moi, je ne veux pas qu'il y ait de malentendu sur ces sujets.

D'abord, Maïté ERRECART, y compris sur le cabinet, etc., je ne veux pas que M. POZZO di BORGO puisse dire cela, donc on donne tous les éléments.

Deuxièmement, j'ai moi-même freiné…

Ian, vous devriez m'écouter ! Ian BROSSAT.

J'ai moi-même freiné.

Non, je me souviens qu'à mon ancien directeur de cabinet qui, depuis, est allé ailleurs, on a amputé ses revenus de manière considérable.

Bien. Ecoutez-moi ! Il n'y a pas beaucoup d'endroits où cela se fait comme cela.

En revanche, je veux pour la Ville de Paris les meilleurs.

Eh oui, les meilleurs !

Et quand je veux les meilleurs, il faut que je me situe sur le marché de l'emploi, y compris par rapport à l'Etat. Je vous signale qu'il y a, pour servir les Parisiens, des hauts fonctionnaires qui sont très, très, très demandés par les plus hautes instances de l'Etat. J'ai parfois du mal à les garder... Bon !

Et j'en connais, je ne vais pas citer de noms, qui sont à nos côtés actuellement au service des Parisiens, qui pourraient être dans des missions majeures de l'Etat, et qui y seront peut-être un jour d'ailleurs.

Donc, voilà, il faut, de ce point de vue-là, être honnête et ne pas faire de démagogie.

Cela étant dit, voilà, Maïté, on continue à donner toutes les explications et venez régulièrement vers moi pour que je dise les limites et comment je suggère de gérer tout cela.

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe E.E.L.V.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de est repoussée.

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif au plan de restructuration de la Banque de France.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons maintenant à l'examen du vœu référencé n° 10 dans le fascicule, déposé par le groupe E.E.L.V.A., relatif au plan de restructuration de la Banque de France.

La parole est à M. Sylvain GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

Vous êtes sans doute au courant que le Gouverneur de la Banque de France a présenté, bien sûr en accord avec le gouvernement dont il dépend, un projet de restructuration à l'horizon 2020, mais qui aurait des premières conséquences pour 2013.

Alors, cette restructuration de la Banque de France est lourde. Ce n'est pas à la marge qu'elle se fait, puisqu'il est question d'un non-remplacement d'un départ sur deux à la retraite et qu'il est prévu - pratiquement plus d'un tiers des 3.784 agents du siège vont partir d'ici 2020 ! - la suppression nette de 2.500 emplois et la fermeture de 40 caisses territoriales. Donc, on a ici un projet de restructuration qui va avoir des conséquences très graves dans le domaine de l'emploi, et en particulier de salariés qui étaient peut-être plus protégés que d'autres, mais qui avaient l'avantage d'avoir des salaires décents.

A Paris, cela va avoir aussi des conséquences, puisqu'il est question de centraliser l'ensemble des opérations de tri/recyclage des billets sur un nouveau site à la Courneuve, ce qui va aussi poser des problèmes de sécurité pour les gens qui sont chargés de transporter ces fonds, puisque la centralisation va se traduire par des suppressions d'emplois, mais aussi par un endroit où il y aura énormément d'argent en circulation et stocké au moins pendant un temps.

C'est pour cela que notre groupe a déposé un vœu, pour vous demander d'intervenir auprès du Gouverneur et auprès du Conseil général de la Banque de France, pour demander un moratoire sur ce plan de restructuration, une extension de la notation actuelle des entreprises à la politique sociale et environnementale et aussi pour demander au Gouverneur de s'expliquer devant la 1ère Commission du Conseil de Paris sur le but de cette restructuration et ce qu'il entend faire pour éviter que cela ait un coût en termes d'emplois.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur SAUTTER, vous avez la parole.

M. Christian SAUTTER, adjoint. - Monsieur le Maire, M. GAREL attire l'attention sur ce plan de restructuration de la Banque de France qui, effectivement, porte sur la suppression de 2.500 postes sur l'ensemble de la France par non-remplacement des départs à la retraite d'ici à 2020.

Les personnels sont inquiets, ils l'ont manifesté le 29 janvier dernier, et comme M. GAREL l'a dit, Paris sera touchée, dans la mesure où l'une des deux agences parisiennes, celle de Raspail, pourrait être fermée et dans la mesure où un certain nombre de salariés pourraient être regroupés sur La Défense, c'est un autre projet que celui évoqué par M. GAREL, et au siège, à Paris, 500 suppressions de postes pourraient être opérées.

Il est clair que la mission de la Banque de France a beaucoup évolué depuis que l'euro est né et que la Banque centrale européenne a pris une partie de ses responsabilités, mais l'inquiétude n'en existe pas moins.

Je voudrais insister sur les usagers, les entreprises et, surtout, les personnes victimes de surendettement ; je rappellerai que notre ville a soutenu il y a maintenant un peu plus de huit mois, en juin, la création d'un Point solution surendettement, autour du Crédit municipal de Paris, en coopération avec la Banque de France, la D.A.S.E.S. et le C.A.S.V.P., pour aider les personnes en situation de fragilité économique. Il est très important que ce traitement du surendettement reste un service de proximité, à Paris comme ailleurs.

Sur les considérants de M. GAREL, je n'ai pas de problème particulier, je trouve simplement que l'idée de convoquer le Gouverneur de la Banque de France devant la 1ère Commission est peut-être une démarche un peu rude.

Je propose à M. GAREL de substituer à l'expression : "venir s'expliquer devant la 1ère Commission du Conseil de Paris", "fournir aux élus du Conseil de Paris tous les éléments d'explication nécessaires, par exemple dans le cadre des travaux de la 1ère Commission".

Cette présentation est plus douce et, à mon avis, obtiendra de meilleurs résultats que la convocation que souhaite M. GAREL, donc avis favorable au vœu, à condition que cet amendement soit accepté par M. GAREL.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Vous faites bien, Monsieur SAUTTER, d'enrichir.

Vous acceptez cet enrichissement, j'imagine ?

M. Sylvain GAREL. - Oui, j'accepte cet enrichissement, mais on a l’impression que le Gouverneur de la Banque de France est quelqu'un qu'il ne faut pas déranger.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Ce n'est pas seulement cela. Je ne vais pas reprendre la démonstration de Christian SAUTTER, il y a des emplois plus utiles au service public, il faut accepter des évolutions quand même. Sur le plan social, parce que cela concerne des gens, mais il s'agit…

Ecoutez, les uns et les autres !

Il s'agit de départs à la retraite, pas de gens qui vont être... et je veux bien qu’on crée des emplois publics pour une utilité ; là, si on peut éventuellement faire évoluer, ce n'est pas nécessairement une catastrophe nationale, je préfère que l'on crée des emplois d'enseignants et, par ailleurs, Christian SAUTTER a dit les choses de manière intelligente et responsable, comme d'habitude.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe E.E.L.V.A., amendée par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 7).

J'ai bien fait d'ajouter mon commentaire !

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à la fermeture des agences de proximité et des agences spécifiques de Pôle emploi.

Vœu déposé par l'Exécutif.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Maintenant, nous passons à l'examen des vœux référencés n^{os} 11 et 11 bis dans le fascicule, déposés par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche et l'Exécutif, relatifs à la fermeture des agences de proximité et des agences spécifiques de Pôle Emploi.

La parole est à M. Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

Nous le savons tous, nous vivons dans une période qui est très fortement marquée par l'explosion du chômage, en particulier dans les quartiers les plus populaires de notre ville, et dans le même temps, malheureusement, les projets de fermeture des agences de proximité et des agences spécifiques de Pôle Emploi à Paris se poursuivent.

Il nous paraît nécessaire, à la suite, notamment, d'une interpellation des personnels de Pôle Emploi, de continuer à se battre pour maintenir des agences de proximité, pour faire en sorte que les chômeurs, les demandeurs d'emploi, qui ont besoin d'être aidés, d'être soutenus dans leur démarche, puissent continuer à l'être.

C'est la raison pour laquelle nous présentons ce vœu, qui vise à ce que nous nous adressions ensemble au Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, afin qu'il renonce au projet de fermeture des agences parisiennes de Pôle Emploi.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur SAUTTER, vous avez la parole.

M. Christian SAUTTER, adjoint. - Monsieur le Maire, Monsieur le Président BROSSAT, Pôle Emploi est un service public de toute première importance à Paris et en France, et au nom de l'Exécutif parisien, je partage une grande partie de votre inquiétude, notamment à la perspective que l'on passe de 60 agences à Paris à 27 agences, pour partie par fusion entre les anciennes agences de l'A.N.P.E. et celles des ASSEDIC, mais aussi par regroupement d'agences de l'A.N.P.E.

Il y a là une vraie difficulté, d'autant que le chômage augmente - il augmente moins à Paris qu'ailleurs, mais il augmente quand même -, et nous savons tous que plus les chômeurs sont accompagnés par un suivi sur mesure et plus ils ont une meilleure chance de retrouver un emploi.

Je rappelle que grâce à l'action des services départementaux de la Ville et de grandes associations comme le P.L.I.E., près de 40.000 chômeurs ont retrouvé en 2011 la route de l'emploi.

Il est donc tout à fait paradoxal qu'au moment où la majorité a changé, que le souci du chômage est plus important, ce programme de fermeture continue à se poursuivre, d'autant que, comme vous l'expliquez dans votre vœu, la nouvelle organisation du travail est particulièrement éprouvante pour les agents de Pôle Emploi qui doivent suivre un nombre de plus en plus important de demandeurs d'emploi, et chaque demandeur d'emploi, je le répète, mérite un suivi sur mesure.

Sur les considérants, je n'ai pas de difficulté particulière, Monsieur BROSSAT, avec votre exposé. Si l'Exécutif a déposé un vœu, reprenant vos considérants, nous avons cherché à détailler ce qu'il serait possible de demander, si le Conseil de Paris en est d'accord, au Directeur général de Pôle Emploi, cinq choses, cinq points importants.

Premièrement, améliorer la qualité de l'accompagnement des demandeurs d'emploi dans les agences, notamment en matière d'accueil des usagers, et ceux-ci se plaignent fréquemment.

Deuxièmement, maintenir des agences de proximité à Paris, particulièrement dans les arrondissements où le taux de chômage est le plus élevé ; je voyais le maire du 18e arrondissement me faire des signes en la matière.

Troisièmement, améliorer la qualité des conditions de travail des agents de Pôle Emploi dans les nouvelles agences.

Quatrièmement, veiller à la qualité de l'accompagnement de l'ensemble des demandeurs d'emplois parisiens, quelle que soit l'estimation de leur distance à l'emploi - concept un peu bizarre !

Cinquièmement, et c'est un point important que je reprends d'ailleurs de votre vœu, c'est de demander au directeur général de Pôle Emploi qu'il nous dise, sur les 2.000 embauches en C.D.I. qui ont été annoncées l'an dernier, combien seront affectées sur Paris, car il ne faudrait pas que notre capitale soit moins bien traitée que d'autres.

Je vous propose, Monsieur BROSSAT, de conserver vos considérants, de substituer la démarche de l'Exécutif, qui est à mon avis plus détaillée et plus concrète que ce que vous proposez, et donc, je vous suggère de retirer votre vœu au profit du vœu de l'Exécutif, sachant que nous aurons l'occasion - Lyne COHEN-SOLAL y a fait allusion -, dans le prochain comité parisien pour l'emploi, de revenir sur toutes ces questions, et en particulier sur le dossier Virgin dont nous parlions tout à l'heure.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Christian SAUTTER.

Qu'il soit clair que le vœu n° 11 bis est largement inspiré du vœu n° 11.

Deuxièmement, je vous mandate pour être très combatif sur ce sujet. Honnêtement, les emplois de Pôle Emploi m'importent un peu plus que des départs à la retraite non remplacés de la Banque de France. Je n'avais pas fait le lien entre les deux. Il se trouve que cela tombe bien. Côté Pôle Emploi, au moment où nous sommes… donc bravo pour ce vœu n° 11 bis inspiré du vœu n° 11, mais comptez sur moi pour être combatif comme sur Virgin.

Là, en plus, c'est Pôle Emploi, c'est le service public de l'emploi. Je ne sais pas si c'est un hasard que les hochements de tête de certains élus soient partagés, mais tel est mon état d'esprit.

Vous retirez, je pense, le vœu n° 11, et M. GIANNESINI m'a demandé une explication de vote sur le vœu n° 11 bis puisqu'il ne reste que le vœu n° 11 bis.

M. Jean-Jacques GIANNESINI. - Oui, Monsieur le Maire, merci.

Nous voterons naturellement ce vœu n° 11 bis dans la mesure où - ce que vous venez de dire effectivement - les emplois de Pôle Emploi sont très importants.

Et puis d'autant plus que depuis l'arrivée de M. HOLLANDE, il y a 1.000 chômeurs de plus par jour, et ce n'est pas du tout en fermant les agences, une par une, que nous arriverons à mieux accueillir, à mieux accompagner et à mieux conseiller les chômeurs qui arrivent chaque jour.

Merci.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Monsieur, mais franchement, sur le chômage, j'invite tout le monde à l'humilité.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté à l'unanimité. (2013, V. 8).

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à une étude sur l'implantation de commerces liée à l'économie sociale et solidaire 1-3, rue Ramponeau (20e).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 12 dans le fascicule, déposé par le groupe E.E.L.V.A., relatif à une étude sur l'implantation de commerces liés à l'économie sociale et solidaire, c'est très bien !

Madame GIBOUDEAUX, vous avez la parole.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Pour faire le lien avec l'emploi, nous faisons une proposition dans le quartier Belleville - l'immeuble 1-3, rue Ramponeau est au cœur de deux quartiers "politique de la ville", Belleville et Fontaine-au-Roi - pour que soient étudiés dans les rez-de-chaussée qui vont être réhabilités par la R.I.V.P. des commerces liés à l'économie sociale et solidaire.

Nous voyons aujourd'hui que de plus en plus d'entreprises d'économie sociale et solidaire travaillent sur le recyclage et le réemploi d'objets, ce qui peut être aussi source d'emploi pour des personnes en grandes difficultés.

Ces structures ont besoin d'une visibilité, et on pense que l'immeuble situé à l'angle du boulevard de Belleville et de la rue Ramponeau offrirait une belle visibilité à ces structures de l'économie sociale et solidaire.

Je voulais rappeler que cet immeuble a fait l'objet d'une mobilisation locale et de la mairie du 20e arrondissement pour qu'il soit réhabilité. C'est le dernier vestige du XVIIIe siècle du bas-Belleville.

Vous savez, Monsieur le Maire, que le bas-Belleville a commencé sa réhabilitation depuis les années 2000 suite à mobilisation citoyenne qui a lieu dans les années 1990, et que cette réhabilitation va clore en beauté tout ce travail à la fois associatif, citoyen et politique pour arriver à faire à ce que le bas-Belleville est aujourd'hui.

On pense que ce projet doit être mis à l'étude - il y a d'autres pistes, évidemment - et qu'il soit étudié dans le cadre de réunions qui ont lieu entre la mairie du 20e, un comité de suivi et, évidemment, la R.I.V.P., qui est en charge de cette réhabilitation.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Avant de donner la parole à l'adjointe concernée, je donne la parole à la maire du 20e arrondissement mais Daniel VAILLANT aussi, tout à l'heure, sur un vœu, m'a demandé la parole.

Je n'aime pas refuser la parole aux maires d'arrondissement, mais pourquoi ne vous inscrivez-vous pas ? Ils ont le droit de s'inscrire puisque de toute façon, on leur donne la parole quand c'est dans leur arrondissement, ce qui est normal ; autant s'organiser !

C'est pour M. GAUDILLÈRE, quand il aura pris ses fonctions après-demain !

La parole est à Mme Frédérique CALANDRA.

Mme Frédérique CALANDRA, maire du 20e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Très rapidement, sur la forme, deux vœux concernent le 20e arrondissement dans ce Conseil : c'est pourquoi je prends la parole comme cela. Le vœu sur la Croix Saint-Simon et le vœu sur ce relais de poste.

Je suis surprise, dans la forme, par la méthode qui consiste à ne pas déposer des vœux d'intérêt aussi local en conseil d'arrondissement, et à les déposer directement en Conseil de Paris. Je m'étonne sur la forme et la technique ainsi employée.

Sur le fond, je rappelle que je me suis mobilisée avec la R.I.V.P., à laquelle je tiens à rendre hommage, car elle s'est investie dans ce projet pour offrir à la fois des logements sociaux, des commerces en rez-de-chaussée et nous aider à sortir de l'état de décrépitude dans lequel était un des rares édifices remarquables du 20e arrondissement.

Je souhaiterais simplement que la vie de la R.I.V.P. ne soit pas rendu impossible.

M. LE MAIRE DE PARIS. - D'accord.

La parole est à Mme Pauline VERON.

Je suis sûr que cela va être convergent avec les deux interventions précédentes.

Mme Pauline VÉRON, adjointe. - Je remercie ma collègue Fabienne GIBOUDEAUX pour l'intérêt qu'elle porte à l'économie sociale et solidaire.

Comme elle le rappelle à juste titre, l'économie sociale et solidaire est un secteur créateur d'emplois, même en période de crise aiguë comme actuellement.

Merci également de rappeler que nous lançons lors de ce Conseil un appel à projets pour l'économie sociale et solidaire avec pour thème le développement durable - nous en discuterons tout à l'heure en Conseil Général.

J'émets sur cette proposition d'étude un avis favorable. Nous allons entamer une concertation avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire, principalement ceux du secteur du recyclage, sur la possibilité pour eux d'entrer

dans ces locaux. Mais aussi bien sûr avec la R.I.V.P. et avec la maire du 20e arrondissement, Frédérique CALANDRA, qui se sont particulièrement mobilisées pour ce projet de réhabilitation.

J'ajoute qu'il faudra au cours de cette étude bien garder à l'esprit la nécessité de garantir l'équilibre économique de l'opération immobilière réalisée par la R.I.V.P., qui a opéré une réhabilitation lourde de cet ancien relais de poste et qui a permis la création de six logements sociaux. Cet équilibre nécessite bien évidemment le paiement d'un loyer.

Ceci étant précisé, j'émets un avis favorable à ce vœu et à cette étude.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Moi aussi, je suis très favorable à l'économie sociale et solidaire en général.

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe E.E.L.V.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 9).

2013 DDEEES 41 - DVD 19 - Convention d'occupation du domaine public pour l'occupation du Café Monde et Médias, situé place de la République (3e, 10e et 11e).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DDEEES 41 - DVD 19 concernant une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation du "Café Monde et Médias", situé place de la République.

Je donne la parole à Mme Véronique DUBARRY.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe. - Merci beaucoup, Monsieur le Maire.

C'est une intervention en forme d'interrogation, comme j'ai eu l'occasion de le faire lors du conseil d'arrondissement du 10e, pour répondre en cela à Mme CALANDRA.

Le renouveau de la place de la République va être un moment extrêmement important. Ce sera la première fois que nous aurons une place piétonne de cette envergure à Paris. La façon dont elle sera aménagée, dont elle va vivre est donc aussi extrêmement importante.

Nous savons qu'une place morte, sans activités commerciales, risque de devenir un lieu mort. Or, cela n'est absolument pas ce que nous souhaitons pour cette place. C'est donc un plaisir de voir ce projet de délibération et de voir que l'un des pavillons sera occupé, certes par une activité commerciale, mais bon…

M. LE MAIRE DE PARIS. - … d'économie sociale et solidaire !

Mme Véronique DUBARRY, adjointe. - Oui, et c'est donc important.

Le projet qui a été retenu a du sens : un café "Monde et médias", avec des diffusions de journaux internationaux, sans que cela ne porte atteinte aux kiosquiers d'ores et déjà présents sur la place de la République. Ce type d'attention est aussi intéressant.

Cependant, c'est un pari ! Parce que on ne sait pas comment cela va marcher. On ne sait pas si cela va prendre, et c'est le risque inhérent à toute politique publique et c'est bien.

Sauf qu'en prenant en compte ce pari-là, il faut que nous soyons en capacité de mettre en place les mesures qui nous permettent de réfléchir dans le temps et voir comment cela évolue et se reposer des questions. Justement parce que c'est un pari, justement parce que c'est de l'innovation, il faut que nous mettions aussi les limites au dispositif. C'est celui-là en particulier, mais d'une façon générale dans toutes les politiques que nous menons.

La convention d'occupation que nous allons signer aujourd'hui est de neuf ans. Or, en neuf ans, il peut se passer beaucoup de choses. Il me semble que nous aurions dû mettre des clauses de revoyure, de réflexion sur un temps beaucoup plus court. Neuf ans me paraissent extrêmement longs pour ensuite revenir en arrière, se reposer

des questions, se réinterroger tout simplement sur ce qu'est la place de la République, comment elle évolue, elle vit ou pas.

Voilà. J'avais un doute, un vrai doute sur la durée, sur ces neuf ans. J'ai aussi un doute - je ne vous le cache pas - sur le fait que ce soit, malgré la nature du projet dont j'ai dit qu'il était intéressant, le groupe S.O.S. qui ait été retenu, qui n'a pas vraiment de grandes compétences en matière de tenir un lieu de restauration, etc., bien qu'ils soient en train de mener une expérience à Saint-Denis, et que récemment ils aient, par leur service traiteur, gagné le marché de la restauration à l'Hôtel de Ville.

Il n'en reste pas moins que c'est quelque chose d'extrêmement compliqué, c'est un métier difficile sans aucun doute. Ce sont deux conditions qui font que je pense qu'on aurait pu se mettre un peu plus de noisettes de côté, je vais le dire comme cela, et se donner surtout les possibilités de se reposer des questions. Ce n'est donc peut-être pas forcément le groupe S.O.S. et, en tout cas, certainement pas neuf ans. Il faut se donner le temps de regarder à nouveau, encore et encore, car c'est de l'innovation et un nouveau projet.

C'était juste ce bémol que je voulais mettre, mais bien évidemment nous voterons ce projet de délibération.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vais donner la parole à Lyne COHEN-SOLAL, mais vous m'inspirez quand même quelques remarques.

D'abord, on veut innover et on organise un concours, des compétitions, et l'entreprise qui gagne est une entreprise d'économie sociale et solidaire. Ensuite, vous dites qu'elle ne fait pas cela depuis vingt ans - je caricature à peine ce que vous dites -. Si on ne veut pas être conservateur, il faut aussi que des entreprises puissent se créer, innover, entreprendre et, dans d'autres cas, vous en défendez qui sont toutes jeunes, qui démarrent, et moi je suis pour la jeunesse, y compris des entreprises.

Dans le même temps, vous dites qu'il ne faut pas leur confier pour trop longtemps. Excusez-moi de vous dire que quand vous démarrez quelque chose avec les meilleures intentions du monde, il faut investir. Si vous ne laissez pas assez de temps - et neuf ans, ce n'est pas très long, croyez-moi -, je ne vois pas comment un entrepreneur peut investir, surtout dans un domaine qui est quand même beaucoup moins classique, et où la rentabilité n'est pas le seul critère pour persévérer.

Voilà, c'est une réaction spontanée de citoyen de base que je voulais vous donner, peut-être d'ex-entrepreneur, et aussi de ce que je vis de Paris. Quand on innove, il faut aussi un peu faire confiance. Puis, s'ils font des bêtises, croyez-moi, on corrigera. Comptez sur moi et puis sur nous.

La parole est à Mme COHEN-SOLAL.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Vous avez déjà grandement répondu à Mme DUBARRY. Je voulais moi-même dire que je m'étonnais de son étonnement, parce que nous avons eu une très longue concertation avant d'attribuer, et d'écrire ce cahier des charges qui a permis l'attribution de ce marché.

Naturellement, sur la place de la République qui a été entièrement refaite et, vous l'avez dit, Madame, avec des soucis d'esthétique, de convivialité, etc., il était normal de garder le même esprit pour attribuer ce marché pour le café "Monde et médias".

Nous avons eu un cahier des charges écrit, il y a eu un appel à projets, nous avons eu quatre entreprises qui se sont présentées, cela a été étudié de manière extrêmement précise et soigneuse par nos services, et c'est la proposition du groupe S.O.S. qui a semblé la plus intéressante.

Il ne s'agit pas d'installer là un service public, mais d'installer un commerce qui organisera de l'animation, qui doit créer son attractivité et sa solidité. Donc, l'investisseur va mettre beaucoup d'argent, il va faire les aménagements intérieurs, il lui faut les moyens d'assumer toutes ses dépenses. Neuf ans ne semblent pas excessifs, au contraire.

Il faut aussi qu'il montre ce qu'il sait faire, c'est-à-dire que le traiteur marche très bien à Saint-Denis et il n'y a pas de raison que cette entreprise d'insertion ne marche pas place de la République. En plus, créer une animation intellectuelle demande aussi une mise en place un peu longue qui doit trouver son public.

Il nous a donc semblé important de donner aussi à cet entrepreneur, choisi pour des raisons extrêmement précises, tous les critères ont été étudiés de manière soigneuse, de montrer ce qu'il sait faire. Par conséquent, je suis un peu étonnée de votre étonnement, parce que nous proposons d'attribuer ce marché, comme nous le faisons

pour tous les autres. Il doit ouvrir au printemps 2013, en même temps que la place sera livrée. Il doit démontrer ce qu'il sait faire et nous suivrons l'évolution de ce café "Monde et médias".

Je demande au Conseil de Paris d'approuver ce projet de délibération.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mais d'ailleurs Mme Véronique DUBARRY a dit qu'elle l'approuvait ! Mais je suis un homme de rassemblement.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DDEEES 41 - DVD 19.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DDEEES 41 - DVD 19).

2013 DVD 42 - Création de trois stations Vélib' dans le bois de Vincennes (12e). Dépôt des demandes au titre des codes de l'environnement et de l'urbanisme.

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à l'implantation de stations Vélib' dans le bois de Boulogne.

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif aux aménagements cyclables dans le bois de Vincennes.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons à la 3e Commission et examinons le projet de délibération DVD 42 relatif à la création de trois stations Vélib' dans le bois de Vincennes (12e), sur lequel le groupe E.E.L.V.A. a déposé les vœux référencés n^{os} 13 et 14 dans le fascicule.

C'est d'abord sur cette création de trois stations Vélib' dans le bois de Vincennes et je vais donner la parole à M. Christophe NAJDOVSKI qui va nous parler des tout-petits dans le bois de Vincennes. Ai-je bien compris ?

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Oui, effectivement.

Je vais parler de la desserte de la ferme pédagogique de Paris, l'un des équipements municipaux de la Ville de Paris qui accueille notamment des jeunes enfants et leurs parents.

Je voudrais tout d'abord me féliciter de ce projet de délibération qui va permettre d'améliorer le maillage des stations Vélib' dans le bois de Vincennes, avec la création de ces trois stations supplémentaires.

Je voudrais également proposer à notre Assemblée que puisse justement - j'en parlais à l'instant - être créée une nouvelle station Vélib', une quatrième station Vélib' supplémentaire auprès de la ferme pédagogique de Paris, d'autant que cette ferme est desservie par une piste cyclable qui passe à proximité. Je pense à la piste de l'avenue de Gravelle.

Par ailleurs, nous voulons soulever avec ce vœu n° 13 la question de la desserte du bois de Boulogne en Vélib' puisque, aujourd'hui, en dehors de la desserte de la lisière du bois, nous n'avons pas, malheureusement, de station Vélib' qui desserve le bois de Boulogne.

Or, celui-ci, aujourd'hui, ne bénéficie pas d'une desserte en transports collectifs qui soit adaptée à la fréquentation qu'il peut avoir ; aussi l'amélioration de la desserte en Vélib' serait un élément qui permettrait d'améliorer son accessibilité. Nous souhaitons également, à travers ce vœu n° 14 que je présente en même temps, que, pour ce qui est du bois de Vincennes, on améliore le maillage des pistes cyclables aux alentours des stations Vélib' qui vont être créées ; je pense à trois axes structurants du bois de Vincennes : l'avenue du Tremblay, la route de la Pyramide et l'avenue de Nogent.

Enfin, dernier élément, nous souhaitons que puisse être étudié un réaménagement du site de la Porte Jaune sur lequel va être implantée une station Vélib', sachant qu'aujourd'hui ce site est difficilement accessible aux circulations piétonnes et cyclables.

Merci.

(M. François DAGNAUD, adjoint, remplace M. le Maire de Paris au fauteuil de la présidence).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Pour vous répondre, la parole est à M. Julien BARGETON.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire. Merci, cher Christophe.

Notre programme de redéploiement des stations Vélib' propose aujourd'hui trois stations dans le bois de Vincennes pour répondre à la fréquentation de plusieurs sites : devant l'I.N.S.E.P., l'école du Breuil et la Porte Jaune.

Ces stations Vélib' doivent s'intégrer aux itinéraires cyclables afin d'encourager ce mode de déplacement par les visiteurs ou les usagers sur ces trois sites.

Nous sommes favorables à la création de nouvelles liaisons cyclables dans les bois et cela sera étudié, ainsi que le réaménagement de la Porte Jaune pour la sécurité des piétons et des cyclistes.

La demande concernant l'implantation d'une station devant la ferme de Paris sera aussi examinée. Je rappelle que sont déjà programmées trois stations dans le bois de Vincennes et que nous recevons de nombreuses demandes sur l'ensemble du territoire parisien.

S'agissant du bois de Boulogne, comme vous le savez, il faut qu'il y ait une délibération en Conseil de Paris. Il est évident pour moi que ce que nous faisons pour le bois de Vincennes devra l'être pour celui de Boulogne.

Déjà, dans le cadre du programme de redéploiement des stations Vélib' existantes, une station sera posée dans le bois de Boulogne au niveau du Jardin d'acclimatation pour soutenir la fréquentation attendue par l'ouverture de la Fondation Vuitton.

Nous voulons renforcer encore l'accessibilité à des modes de mobilité douce à l'intérieur des bois et c'est pourquoi je vous propose également un avis favorable à ce vœu.

L'avis de l'Exécutif est donc favorable pour les deux vœux, n^{os} 13 et 14.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 13, déposée par le groupe E.E.L.V.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 10).

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 14, déposée par le groupe E.E.L.V.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée à l'unanimité. (2013, V. 11).

2013 DVD 8 - Conventions d'occupation temporaire et convention de financement avec la S.N.C.F. et R.F.F. relatives aux études pour la réalisation d'un cheminement piéton provisoire Bercy/Charenton (12e).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DVD 8 relatif à des conventions d'occupation temporaire avec la S.N.C.F. et R.F.F. pour l'étude d'un cheminement piéton provisoire sur Bercy/Charenton.

La parole est à Mme la Maire du 12e arrondissement, Michèle BLUMENTHAL.

Mme Michèle BLUMENTHAL, maire du 12e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Je me réjouis de l'entrée dans sa phase opérationnelle du cheminement piéton provisoire Baron-le-Roy tant attendu par la signature de cette convention d'occupation temporaire et du financement avec nos partenaires.

Vous le savez, les circulations piétonnes sont aujourd'hui impossibles ou du moins problématiques et dangereuses entre le quartier Saint-Emilion Bercy et le boulevard Poniatowski, désormais desservi par le tramway T3 et la station Baron-le-Roy.

Alors que le T3 a été mis en service avec succès le 15 décembre dernier, il est regrettable que cette station de tramway ne puisse relier le quartier de Bercy, uniquement desservi par la ligne 14.

Par ailleurs, de nombreux piétons empruntent à leurs risques et périls l'entrée dans Paris par la voie Georges-Pompidou, qui ne consiste qu'en un seul trottoir, notamment pour se rendre au centre commercial Bercy II.

Réglementairement, ce passage est pourtant interdit, compte tenu de son étroitesse et du flux important des véhicules provenant de l'autoroute A4.

C'est pour ces raisons que les élus du 12e arrondissement se mobilisent depuis le début du projet du T3 pour réaliser ce cheminement provisoire, conscients de la nécessité de cette liaison.

Si le délai ne correspond pas pleinement à celui de la mise en service du T3, nous pouvons aujourd'hui être fiers que le défi porté par ce projet complexe ait été réalisé.

Cette réalisation est en effet sensible car elle nécessite de traverser un secteur ferroviaire, encaissé et en partie construit, qui n'appartient pas à la Ville de Paris, mais aux acteurs ferroviaires S.N.C.F. et R.F.F.

Je souhaite donc saluer ces deux institutions pour leur soutien, et espère que leur projet pourra aboutir dans les meilleurs délais.

Je tiens aussi à remercier les services de la Ville qui œuvrent depuis de longs mois pour permette cette réalisation, l'élargissement du trottoir de la rue Langle-de-Cary afin de faciliter le cheminement depuis Charenton jusqu'au boulevard Poniatowski a ainsi été déjà exécuté.

Plus généralement, comment ne pas rappeler que ce projet illustre la manière dont nous souhaitons construire la ville en créant des liaisons interquartiers, en décloisonnant les espaces interstitiels, en améliorant la liaison entre Paris et les communes limitrophes, en favorisant l'accès aux transports en commun, en anticipant les futurs projets.

Ce cheminement provisoire n'est en effet que la première étape vers un axe structurant pour le Paris de demain, le prolongement de la rue Baron-le-Roy dans le cadre de l'opération Bercy/Charenton.

Merci.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. **-** Merci.

La parole est à M. Julien BARGETON.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Merci.

Merci, Madame la Maire, pour tout ce que vous venez de dire.

Une absence de continuité piétonne le long des quais de Seine entre Paris et Charenton-le-Pont dissuade les traversées piétonnes.

Le prolongement du tramway rend la situation urgente avec un flux quotidien de voyageurs aux abords de la station Baron-le-Roy sur le boulevard Poniatowski assez important.

L'urgence de la situation ne permet pas d'aménager une liaison piétonne pérenne, il est donc proposé de créer une liaison piétonne provisoire entre le boulevard Poniatowski et le quai de Bercy.

Cette liaison emprunterait l'espace ferroviaire sur la dalle supérieure de l'ancienne gare de la Rapée, par conséquent une convention autorisant l'occupation du domaine ferroviaire entre la Ville et la S.N.C.F. et R.F.F. est nécessaire pour la réalisation d'un platelage de franchissement des voies, le cheminement piéton sur la dalle et l'escalier métallique permettant l'accès à cette liaison piétonne.

Je vous demande d'approuver tout cela.

Merci beaucoup.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 8.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2013, DVD 8).

2013 DVD 4 - Signature d'un marché relatif à l'exploitation et la maintenance du site PASS autocar et du système de contrôle d'accès des parcs de stationnement.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous poursuivons avec l'examen du projet de délibération DVD 4 relatif à un marché d'exploitation et de maintenance du site PASS autocar et du système de contrôle d'accès des parcs de stationnement.

La parole est à Mme Laurence DOUVIN. M. Julien BARGETON lui répondra.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Nous avons, à Paris, surtout à la belle saison, un nombre très important de cars de tourisme et il est bien entendu essentiel d'en gérer au mieux à la fois la circulation et le stationnement.

Au niveau du stationnement, il y a un dispositif qui a été mis en place en 2003 et qui permet aux autocaristes d'acheter un titre de stationnement forfaitaire. Ce dispositif entraîne le fonctionnement de bornes d'accès aux parcs, que ce soient des parcs fermés, donc en ouvrage, ou que ce soient des parcs sur voirie.

C'est un marché qui arrive à son terme, il faut le renouveler et il doit comprendre une exploitation et une maintenance qui soient susceptibles d'évoluer en fonction des besoins et de critères que nous souhaiterions éventuellement rendre complémentaires.

C'est sur ce point que je voudrais insister. A l'heure actuelle, les abonnements ne sont délivrés qu'aux véhicules respectant au moins la norme Euro 3, sinon ils doivent d'acquitter du tarif occasionnel plus élevé.

Si, comme cela m'a été dit, ce Pass Eco ne concerne que 15 % des mouvements, est-il suffisamment connu des utilisateurs ou bien est-ce que cela signifie que ces utilisateurs ne répondent pas aux normes exigées, à juste titre d'ailleurs ?

C'est donc à ces deux questions que nous souhaiterions avoir des réponses et, si nous le souhaitons, c'est parce que ces informations complémentaires sur les normes Euro sont importantes dans la lutte contre la pollution et nous pourrions ainsi parvenir à dissuader les véhicules les plus polluants de venir sur la Capitale, donc toute information à ce sujet peut être judicieusement exploitée.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à M. Julien BARGETON.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Mme DOUVIN a bien présenté ce projet de délibération important.

Effectivement, le marché concerné concerne l'exploitation, la maintenance et l'entretien des composantes du système mis en place pour les autocars de tourisme.

S'agissant de sa question, j'ai demandé à la DVD d'améliorer et de renforcer la communication sur ce dispositif d'ECO-PASS ; il y a sans doute les deux, c'est-à-dire qu'il y a des personnes, soit qui ne le connaissent pas, soit qui n'ont pas envie de l'utiliser, soit des sociétés qui n'ont pas des cars aux normes.

Nous allons renforcer la communication sur ce système ; je vous ai déjà répondu en 3e Commission sur le sujet. Effectivement, à notre connaissance, cela correspond à 15 % des mouvements.

Par ailleurs, j'ai demandé à l'APUR, dans son programme de travail, de pouvoir renforcer les analyses et les études également là-dessus, notamment sur les flux de touristes à Paris ; je crois que c'est un élément important.

Enfin, il est également prévu un comité "cars de tourisme", dans lequel nous pourrons aborder ces questions.

Ce système est un système innovant, intéressant ; je vous remercie de l'avoir salué.

Effectivement, nous pouvons communiquer davantage, mais il ne faut pas se faire d'illusion, il y a peut-être beaucoup d'autocaristes qui sont aux normes, mais qui ne s'en servent pas. La seule différence est qu'ils bénéficieraient d'un tarif plus avantageux, mais cela ne veut pas dire que cela entraînerait nécessairement une mise aux normes de cars qui le seraient déjà.

Voilà pour vous apporter tous les éléments d'information sur ce sujet.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Je soumets ce projet à votre vote.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 4.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2013, DVD 4).

2013 DVD 5 - Signature des marchés relatifs à la réalisation d'enquêtes de circulation et d'enquêtes d'opinion et de comportement sur les conditions de déplacement et de stationnement à Paris (2 lots).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DVD 5 relatif à des marchés pour des enquêtes sur les conditions de déplacement et de stationnement à Paris.

La parole est à Mme DOUVIN.

Mme Laurence DOUVIN. - Mes chers collègues, j'ai visiblement apprécié la première ligne de l'exposé des motifs. Je la cite : "la réalisation d'enquêtes de circulation et de comptage sur la voirie permet d'améliorer la connaissance des caractéristiques de la mobilité parisienne et d'évaluer la politique des déplacements" ; quelle belle déclaration ! Comment ne pas être d'accord ? On ne peut que souscrire.

Il y a juste un petit problème qui est triple.

Le premier point est le suivant : quand on demande une enquête, des comptages, des relevés avant une opération, la plupart du temps, la réponse est "non" (cf. les voies sur berge, où nous avions demandé une expérimentation avec ce type de comptage et où cela a été refusé).

Deuxième problème, c'est la même chose dans toute grande opération d'aménagement, quand nous demandons : quels seront les reports, où auront-ils lieu, qu'est-il prévu pour les traiter, dans quelles conditions se feront-ils, un point avant et après l'opération, la réponse est aussi "non" et elle est ajoutée de : "il n'y a et il n'y aura aucun problème, puisque la circulation diminue régulièrement d'elle-même".

Dans de telles conditions, tout est fait pour empêcher d'arriver à une procédure qui est totalement absente des habitudes de la Municipalité. Cette procédure s'appelle une évaluation, mais ce mot est inconnu dans le vocabulaire de la Ville. Pourtant, une évaluation permet d'ajuster le tir quand c'est nécessaire, peut justifier une opération ou encore envisager sa modification ou même sa suppression, mais cette pratique est inconnue à la Mairie de Paris, puisque, par définition, elle est inutile, puisque le Maire a toujours raison.

Troisième point, quand il y a ce type d'enquête et de comptage, nous aimerions en avoir connaissance. Cela paraît logique, puisque ces enquêtes servent à nourrir la transparence d'une politique municipale fondée sur la clarté et la concertation, mais la réponse, souvent, est : "ce sont des enquêtes qui alimentent le bilan annuel des déplacements. Leur résultat est donc communiqué à travers les données de ce bilan et leur date de parution est fixée une bonne année après leur collation" ; cherchez l'erreur !

Même les enquêtes faites lors d'une expérimentation comme le tourne à droite des cyclistes au feu rouge, enquête qui ne porte vraiment pas à contradiction dans notre Assemblée, suit un sort identique et reste confidentielle, mais pourquoi ? Les élus de Paris n'ont-ils pas le droit d'être informés ? Ce domaine de la circulation fait-il donc peur ?

Je dirai en conclusion que nous souhaitons évidemment voter pour ces enquêtes, mais que nous demandons leur communication aux conseillers de Paris.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Pour vous répondre, la parole est à M. Julien BARGETON.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Merci.

Il s'agit, effectivement, de lancer des marchés pour réaliser des enquêtes de circulation et de comptage sur la voirie parisienne, ce qui permet d'améliorer la connaissance des caractéristiques de la mobilité parisienne et d'évaluer la politique de déplacement.

Elles sont restituées sous deux formes.

Une forme globale qui est le bilan des déplacements annuels et qui vous est communiqué… Il a été communiqué fin 2012 pour l'année 2011, c'est normal, il y a un temps de collation de toutes ces données ; c'est un document extrêmement utile, extrêmement intéressant, qui est d'ailleurs publié sur le site Internet de la Ville de Paris ; j'invite tous les élus à le consulter parce que c'est un document très riche. Effectivement, nous passons des études pour pouvoir réaliser ce bilan des déplacements.

Deuxième cas, elles sont utilisées aménagement par aménagement ; cela a été le cas pour les voies sur berges, pour l'avenue de Clichy, qui vous est chère, pour la place de la République, pour la rue de Rennes et pour un élément que vous avez cité : le cédez le passage cycliste qui a été expérimenté dans le 10e arrondissement.

A chaque fois, les éléments sont communiqués au moment des concertations, puisque les concertations que nous menons au moment des grands aménagements font l'objet de discussions, d'informations, etc. qui se fondent sur ces enquêtes et qui les utilisent et qui sont indiquées ; sur ce point, il n'y a absolument pas de difficulté.

Par exemple, vous citiez les voies sur berges ; toutes les enquêtes et les études sur la circulation que nous avons menées avec la Préfecture de police ont été communiquées au moment de la concertation qui a été très longue ; elles ont même été publiées. Sur ce point, il n'y a absolument aucun problème.

Ces études vous sont bien communiquées ; elles le sont, je le redis, sous deux formes : une forme synthétique globale et générale qui est le bilan des déplacements et à chacune des concertations que nous menons pour aménager la ville.

Franchement, je pense qu'il y a là un faux procès que vous nous intentez systématiquement, mais qui ne porte à rien, parce qu'au cas par cas, nous vous démontrons à chaque fois que l'on vous donne les éléments qui sont à la base des décisions que nous prenons.

Vous pouvez, à chaque Conseil de Paris, retenter cette histoire, mais je crois vraiment que ce n'est pas solide ni valable.

Merci beaucoup.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci d'avoir réparé cette injustice.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 5.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DVD 5).

Je vous remercie.

2013 DU 4 - Fixation des alignements et classement dans le domaine public routier de la Ville de Paris de la cité du Labyrinthe (20e).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DU 4 relatif à la fixation des alignements et classement dans le domaine public routier de la Ville de Paris de la cité du Labyrinthe (20e)

Mme la Maire du 20e, Frédérique CALANDRA, a la parole.

Mme Frédérique CALANDRA, maire du 20e arrondissement. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, très rapidement, c'est un grand motif de satisfaction de voir ce dossier de municipalisation de la cité du Labyrinthe qui a été ouvert dès 2008 pouvoir, à l'occasion de notre délibération, trouver une issue favorable.

Nous avons adopté cette municipalisation au Conseil du 20e arrondissement le 31 janvier dernier, on va la voir, je l'espère, par notre vote, se concrétiser.

Je rappelle rapidement que cette voie est située dans le quartier Amandiers - Ménilmontant ; c'est une voie à statut privé extrêmement empruntée quotidiennement, et pas seulement par les habitants, qui permet de relier la rue des Panoyaux à la rue de Ménilmontant.

Je rappelle que dans un arrondissement où nous avons beaucoup de collines et de voies pentues, le fait de pouvoir "trabouler", comme on dit à Lyon, est un élément important de la vie quotidienne.

Cependant, cela fait de longues années que le sol de la cité du Labyrinthe ne cesse de se dégrader et, de plus, la voie ne répond plus aux normes d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite.

Enfin, les caves des immeubles sont régulièrement inondées par le déversement d'égouts voisins.

Il y a des désordres structurels importants. Malgré de multiples demandes de la part de ses habitants, le statut privé de la cité du Labyrinthe nous empêchait jusqu'à présent d'intervenir. C'est une chose qui va être réparée par notre vote.

Je souhaitais chaleureusement remercier la Ville de Paris, ses services et M. BARGETON pour nous avoir soutenus dans cette décision. J'insiste sur les montants élevés qui vont être mis à disposition par la Ville de Paris qui prend à sa charge l'intégralité du coût des travaux, à savoir 1.265.000 euros et je rappelle que la mairie du 20e arrondissement prend à sa charge sur ce budget 645.000 euros de travaux de voirie afin d'accélérer le processus, en tout cas, de faire en sorte qu'il n'y ait aucun ralentissement.

Mes chers collègues, je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

La parole est à M. Julien BARGETON.

M. Julien BARGETON, adjoint. - La cité du Labyrinthe est une voie privée ouverte à la circulation publique par arrêté du 23 juin 1959 ; on voit que cela ne date pas d'aujourd'hui.

Vraiment, je tiens aussi à féliciter, bien sûr, la mobilisation des riverains et de la mairie du 20e pour voir enfin aboutir un dossier extrêmement ancien, extrêmement pesant dans le 20e arrondissement. On voit qu'il avance et je crois qu'il faut s'en féliciter.

L'aménagement du secteur des Amandiers est, en effet, terminé depuis longtemps. Le classement de la cité du Labyrinthe répond à une demande ancienne des riverains, qui a fait l'objet d'une belle mobilisation par la maire du 20e arrondissement et son équipe, du fait d'un état dégradé de la chaussée et d'un manque d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite. Il est envisagé que cette voie soit aménagée pour les circulations douces (piétons et cyclistes) et ouverte de façon occasionnelle aux services (livraisons, déménagements). Les coûts de mise en conformité sont estimés à 1,3 million, entièrement pris en charge par la Ville et, donc, cela ne porte pas du tout sur les personnes concernées. Je crois que, là aussi, on peut s'en réjouir.

Le projet de délibération porte sur le lancement d'une procédure qui vise à rattacher au réseau des voies communales le sol et le sous-sol de la Cité du Labyrinthe et je dirais : effectivement, il est temps, bravo à toutes et tous pour cette mobilisation.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 4.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2013, DU 4).

Je vous remercie.

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la desserte du quartier dit des "Peupliers".

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous engageons maintenant l'examen des vœux rattachés à la 3e Commission et nous démarrons avec le vœu référencé n° 15 dans le fascicule, présenté par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, sur la desserte du quartier des Peupliers.

Qui le présente ?

M. COUMET était prévu. Manifestement, il n'est pas là.

Est-ce que Mme la première adjointe au maire du 13e souhaite le présenter ?

Madame BARTHE, alors ?

Mme Marie-Annick BARTHE. - Oui, Monsieur le Maire.

Donc, il s'agit ici simplement d'un amendement à ce projet de délibération qui a été voté à l'unanimité par le Conseil du 13e et qui indique que la collecte en porte-à-porte des déchets ménagers et assimilés verra son horaire modifié...

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - C'est aussi un excellent vœu, mais ce n’est pas celui que j’appelais là maintenant !

Mme Marie-Annick BARTHE. - Ce n’est pas moi, alors.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous sommes sur le vœu n° 15, sur la desserte du quartier des Peupliers.

Bon, s’il n’y a personne, on le retire. On le représentera une autre fois.

Nous passons au vœu suivant.

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la réduction de la vitesse de circulation dans les bois de Vincennes et Boulogne.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons donc à l'examen du vœu référencé n° 16 dans le fascicule, déposé par le groupe E.E.L.V.A., relatif à la réduction de la vitesse de circulation dans les bois de Vincennes et bois de Boulogne.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX est-elle là ?

M. NAJDOVSKI le présente : une minute.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Je porte ce vœu avec ma collègue Fabienne GIBOUDEAUX.

Il porte sur deux éléments.

Tout d’abord, proposer que davantage de zones de circulation de voies secondaires des bois soient mises en "zone 30". Cela permettrait, d'une part un équilibre entre l’usage récréatif et les fonctions de circulation dans un esprit

apaisé et faciliterait les traversées pour les piétons et l'usage du vélo ; par ailleurs, cela va tout à fait dans le sens des propositions qui ont été faites par le Maire de Paris lors de notre Conseil de novembre 2012.

Nous avons en outre un problème de vitesse sur les grands axes de circulation, notamment dans le bois de Boulogne, sur l'allée de Longchamp, avec une accidentologie forte. Il a été relevé qu'entre 30 et 68 % des véhicules qui empruntent l'allée de Longchamp sont au-dessus de la limitation de vitesse à 50 kilomètres/heure.

Notre vœu propose donc que :

- d'une part, dans les voies secondaires, soit limitée la vitesse de circulation à 30 kilomètres/heure ;

- et que, par ailleurs, sur les axes principaux, la Préfecture de police s'engage à ce qu'il y ait des contrôles renforcés des limitations de vitesse sur les deux bois parisiens.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

La parole est à M. Julien BARGETON.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Alors, promenons-nous dans les bois ! Avec Christophe NAJDOVSKI, on va se promener souvent dans les bois et c'est toujours un plaisir !

Évidemment, favorable à ce vœu : la réduction de la vitesse dans les bois est un enjeu important pour pacifier la circulation, sécuriser les déplacements, notamment les traversées piétonnes, encourager les déplacements à pied et à vélo.

Je suis, en conséquence, évidemment favorable pour étudier des hypothèses permettant de réduire la vitesse sur les voies secondaires des bois de Vincennes et de Boulogne, en lien avec la Préfecture de police à qui je laisse le soin de répondre pour la deuxième partie du vœu qui lui est adressé.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Bien.

Pour la suite de la réponse, Monsieur LERNER, Représentant du Préfet de police, vous avez la parole.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Monsieur le Maire.

La lutte, effectivement, contre l'accidentologie routière dans les deux bois parisiens fait l'objet de toute notre attention, des commissariats mais aussi des services spécialisés, notamment la Direction de l'ordre public et de la circulation.

Avant d'en venir aux actions mises en œuvre et qui seront renforcées par la Préfecture de police, je souhaiterais vous faire part de quelques éléments relatifs à l'accidentologie en 2012 sur chacun de ces deux sites.

Dans le bois de Vincennes, d'abord, à l'image de la situation dans l'ensemble de la capitale, le nombre global d'accidents a diminué l'an dernier, passant de 76 à 62. Les conducteurs de deux-roues et les piétons restent cependant les premières victimes touchées.

Dans le bois de Boulogne, la situation est plus contrastée puisque le nombre d'accidents est en légère progression : il passe de 108 à 116, même si, d'ailleurs, je note qu'il reste inférieur à celui qui a été enregistré en 2010. C'est pour cela que je dis que les résultats sont contrastés. Les piétons, dans le bois de Boulogne, sont moins touchés que dans le bois de Vincennes. La vitesse inadaptée est effectivement la première cause d'accidents dans ce secteur.

Pour faire en sorte de réduire encore ce bilan, les services de police ont renforcé leur présence ces dernières années.

Dans le seul bois de Vincennes, qui concerne plus particulièrement le 12e arrondissement, ce sont, par exemple, 235 opérations de contrôle qui ont été effectuées l'an dernier et également 167 opérations de contrôle alcoolémie, donc 235 opérations vitesse et 167 opérations alcoolémie.

Au-delà de ces contrôles humains et policiers, la Préfecture de police a récemment renforcé le dispositif de contrôle automatisé de la vitesse ou, d'ailleurs, du non-respect de franchissement des feux rouges.

C'est ainsi que deux radars feux rouges - je le dis à l'Assemblée - viennent d'être mis en service le 8 février au niveau de l'axe avenue de Longchamp/porte Dauphine, donc, dans les deux sens, le non-respect du feu rouge est

sanctionné par un dispositif automatique. De même, sur l'allée de Longchamp et, là aussi, très récemment, le 14 janvier dernier, un radar sanctionnant les dépassements de vitesse, donc au-delà de 50 kilomètres/heure, a été mis en service.

Comme cela a été évoqué, d'ailleurs, lors de la dernière séance du comité consultatif du bois de Boulogne, la Préfecture de police s'engage à renforcer encore son activité de contrôle sur le secteur.

Je vous le dis également, Monsieur le conseiller, il en sera de même sur le secteur du bois de Vincennes.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci de ces précisions.

Donc, je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe E.E.L.V.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée à l'unanimité. (2013, V. 12).

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la sécurité de la traversée du cours de Vincennes.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 17 dans le fascicule, présenté par le groupe E.E.L.V.A. et, en l'occurrence, par M. Christophe NAJDOVSKI, concernant la sécurité de la traversée du cours de Vincennes.

Christophe, une minute, et Julien BARGETON répondra.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Depuis le 15 décembre, la mise en service de l'extension du tramway T3 a permis le retour du tramway dans l'Est et le Nord de Paris. Ce tramway connaît déjà un grand succès, comme en témoignent les nombreux voyageurs qui l'empruntent chaque jour sur la partie qui a fait l'objet de cette extension.

A la porte de Vincennes, le choix d'un aménagement des deux terminus de tramway de part et d'autre du cours de Vincennes a été pris en 2008. Ce choix a été motivé à la fois par la R.A.T.P. pour établir une correspondance avec la Ligne 1 du métro et par la Préfecture de police qui a, de son côté, imposé que la plate-forme du tramway soit implantée en position bilatérale sur les terre-pleins piétons.

Ce choix d'implantation a pour conséquence que les nombreux usagers du tramway sont obligés de traverser le cours de Vincennes pour prolonger leur parcours, soit du T3 A vers le T3 B en direction du Nord, soit du T3 B vers le T3 A en direction du Sud.

Nous pouvons observer chaque jour que de nombreuses personnes se pressent et courent pour passer d'un tramway à l'autre, et traversent à la va-vite le cours de Vincennes, en croisant un flux de circulation important de véhicules.

Nous souhaitons, à travers ce vœu, que la Mairie de Paris et la Préfecture de police examinent rapidement des mesures qui peuvent renforcer la sécurité des piétons qui traversent le cours de Vincennes au droit des plates-formes du tramway. Cela peut être une limitation de ce tronçon du cours de Vincennes à 30 km/h, des aménagements complémentaires, un renforcement de la signalisation ou d'autres dispositifs de prévention ou d'information des voyageurs ; je pense notamment à la possibilité que pourrait…

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je vais vous inviter à conclure, je suis désolé. Vous avez dépassé largement le temps.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - … à la possibilité qu'il pourrait y avoir d'une information en amont du temps d'attente du tramway de la ligne pour prolonger le parcours.

Voilà le sens de ce vœu.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Monsieur BARGETON, vous avez la parole.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Merci.

Les piétons qui traversent le cours de Vincennes pour se rendre d'un quai du tramway à l'autre sont très nombreux. Nous devons rester vigilants pour sécuriser ces traversées piétonnes. Une population vulnérable (d'enfants, de personnes âgées) est amenée à traverser le cours de Vincennes pour rejoindre un autre tronçon du tramway.

Mme Frédérique CALANDRA, la maire du 20e arrondissement, et Mme Michèle BLUMENTHAL, la maire du 12e, m'ont déjà d'ailleurs interpellé à plusieurs reprises sur ce sujet.

Par ailleurs, en raison des équipements publics, à savoir les lycées, situés aux abords du cours, de nombreux lycéens empruntent ce passage, parfois à plusieurs et sans doute moins attentifs à la circulation automobile. Par un courrier de son proviseur, le lycée Maurice Ravel nous alerte sur les dangers pour les lycéens et se mobilise dès à présent pour sensibiliser ses lycéens à un comportement plus attentif quant à la circulation automobile. Nous devons les accompagner, comme l'ensemble des piétons, en renforçant la sécurité des traversées.

Nous étudierons différentes options afin d'accompagner les piétons et de sensibiliser les automobilistes à la présence régulière de piétons sur le cours de Vincennes, en lien avec la Préfecture de police, notamment pour envisager la réduction de la vitesse sur cet axe, qui est une piste intéressante. Une signalétique complémentaire pourra être mise en place pour sensibiliser les piétons et les automobilistes.

Je laisse le Représentant de la Préfecture de police compléter, s'il le souhaite.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Bon, alors, à l'invitation expresse de M. BARGETON, la parole est à M. Nicolas LERNER.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Un petit mot, Monsieur le Maire, d'abord peut-être pour dire que le cours de Vincennes, même si le trafic est important, n'est pas un site extrêmement accidentogène.

Cela étant, vous avez raison de dire que la situation que vous venez de décrire peut changer la donne.

Afin de sécuriser et faciliter cette traversée, M. BARGETON vient de rappeler les aménagements qui avaient d'ores et déjà été mis en place. La Préfecture de police est tout à fait disposée, et même désireuse d'être associée au travail qui sera poursuivi afin de voir si d'autres aménagements sont possibles.

J'ai évoqué tout à l'heure les radars dans les bois. Je voudrais dire que le Cours de Vincennes vient également d'être équipé de deux radars fixes qui sanctionnent les respects de vitesse. Dans le choix d'implantation des radars, vous voyez que nous avons essayé d'anticiper sur les aménagements qui allaient sortir de terre, notamment le tramway.

La question de la prévention est également importante.

Un petit mot de l'action des effectifs de police qui sont extrêmement présents, notamment dans les lycées du 12e. Sans doute faudra-t-il que l'on se concentre dans les mois qui viennent sur le lycée qu'a cité M. BARGETON, et d'autres également : Hélène-Boucher ou encore d'autres.

Il pourrait d'ailleurs être envisagé que la Régie autonome des transports parisiens s'associe également à cette prévention d'une manière ou d'une autre.

J'en viens pour conclure à la limitation de vitesse à 30 kilomètres/heure. Elle peut bien sûr faire l'objet d'échanges techniques, étant précisé que cette question devra aussi être analysée en prenant en compte le classement du Cours de Vincennes en axe de grande circulation, la possibilité de voir coexister différentes vitesses devant donner lieu à expertise plus approfondie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe E.E.L.V.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 13).

Je vous remercie.

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à la sécurisation des boîtes de réseau de type diphasé.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le vœu référencé n° 18 dans le fascicule, déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche. Il porte sur la sécurisation des boîtes de réseau de type diphasé.

C'est M. Ian BROSSAT qui le présente avant que M. Julien BARGETON ne lui réponde.

M. Ian BROSSAT. - Une fois n'est pas coutume : je vais vous parler d'un chien, un chien qui est mort le 27 janvier dernier du fait du dysfonctionnement d'une boîte réseau sous trottoir, vous savez, ces boîtes réseau sous trottoir dont nous avons déjà eu l'occasion de parler dans l'enceinte de ce Conseil de Paris, boîtes réseau sous trottoir qui sont malheureusement mal entretenues par EDF et qui, de ce fait, engendrent toute une série d'accidents et de dysfonctionnements.

En l'occurrence, le 27 janvier dernier, un dysfonctionnement puisqu'un chien est mort et qu'une passante qui venait essayer d'aider ce chien a reçu également une électrocution.

C'est la raison pour laquelle nous souhaitons interpeller par ce vœu, à nouveau, la direction d'E.R.D.F. pour lui demander d'entretenir mieux ces boîtes réseaux sous trottoir. Il y en a plusieurs centaines à Paris.

Je souligne que ce n'est pas la première fois que nous intervenons sur ce sujet ; je crois que c'est la troisième fois qu'un vœu est présenté au Conseil de Paris. Il serait temps maintenant, si l'on veut éviter un accident plus grave encore, que la direction d'E.R.D.F. prenne ses responsabilités et sécurise enfin ces boîtes réseau sous trottoir, ce à quoi elle s'était d'ailleurs engagée.

Manifestement, les résultats ne sont pas encore au rendez-vous.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Julien BARGETON, pour vous répondre.

(M. Mao PENINOU, adjoint, remplace M. François DAGNAUD au fauteuil de la présidence).

M. Julien BARGETON, adjoint. - Il s'agit d'un sujet bien connu par les élus et les services de la Ville.

Il faut distinguer, parmi les équipements du réseau électrique présents sur la voie publique, les boîtes de réseau et les boîtes sous trottoir ou dites de branchement.

Concernant les boîtes de réseau, qui sont les plus dangereuses, car présentant des risques d'éclatement, il en existe deux types : les diphasées et les triphasées.

Un vœu demandant à E.R.D.F. la suppression des boîtes de réseau diphasé avait été adopté par le Conseil de paris en 2009, et cela a été fait. À ce jour, il n'y a plus aucune boîte de ce type.

J'ajoute que suite à ce vœu, E.R.D.F. s'est également engagée à supprimer progressivement, au rythme de 250 par an, les 2.500 boîtes triphasées. Nous avons déjà demandé à E.R.D.F. d'accélérer le rythme de cette suppression.

Concernant les boîtes de branchement qui sont en cause dans l'accident qui a eu lieu le 27 janvier, celles-ci ne présentent pas de risque d'éclatement mais d'électrocution. E.R.D.F. nous affirme qu'elles font l'objet d'un contrôle permanent qui sera renforcé.

Le Maire de Paris a écrit à E.R.D.F. pour demander qu'un plan d'action soit établi avec les services de la Ville pour à la fois renforcer la surveillance de ces boîtes, prévenir les risques et accélérer les suppressions dans la mesure du possible. Ce plan sera communiqué aux mairies d'arrondissement.

Votre vœu demande donc la mise en œuvre d'actions d'ores et déjà très largement entreprises et dans ce cadre, j'aurai tendance à vous demander qu'il soit retiré. Mais je peux tout à fait comprendre que notre Assemblée veuille répondre à l'émotion qu'avait suscitée la mort accidentelle de ce chien et je vous propose, s'il est maintenu, d'y donner un avis favorable au nom de l'Exécutif.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Monsieur Ian BROSSAT, ce vœu est-il maintenu ou retiré ?

M. Ian BROSSAT. - Il s'agit par le maintien de ce vœu, non seulement de répondre à l'émotion, mais aussi de maintenir une certaine forme de pression sur la direction d'E.R.D.F. parce que le dysfonctionnement que l'on a constaté en janvier dernier montre qu'il y a urgence à se débarrasser de ces boîtes réseau et en tout cas de les sécuriser.

C'est la raison pour laquelle nous maintenons ce vœu, et je suis heureux que notre Assemblée puisse le voter.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 14).

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif au stationnement résidentiel.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous passons maintenant à l'examen du vœu référencé n° 19 dans le fascicule, déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, relatif au stationnement résidentiel.

La parole est à M. Ian BROSSAT, pour une minute.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

Nous avons déjà eu l'occasion de dire ici à quel point la lutte contre la pollution atmosphérique doit être une priorité.

Nous avons aussi dit à plusieurs reprises à quel point il est nécessaire d'utiliser tous les leviers possibles et disponibles pour lutter contre cette pollution atmosphérique.

C'est le sens de ce vœu, qui vise à ce que la Ville de Paris propose au Gouvernement de faire évoluer la législation sur le stationnement afin que les acteurs publics et privés facturant des services de stationnement puissent différencier les tarifs suivant la production de CO2 des véhicules et le type de motorisation des véhicules.

C'est le sens de ce vœu qui vise en quelque sorte à nous ajouter une arme supplémentaire en matière de lutte contre la pollution atmosphérique.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Monsieur BARGETON, vous avez la parole.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Je partage bien sûr l'objectif de dédiésélisation du parc et je suis bien entendu favorable à toute proposition visant à réduire les émissions de CO2.

Il faut pour cela utiliser tous les leviers à notre disposition, parmi lesquels la politique de stationnement.

Je souhaite vous rappeler qu'à ce titre, le tarif résidentiel lui-même est conçu pour inciter les Parisiens à laisser leur véhicule stationné et à utiliser d'autres modes de déplacement non ou beaucoup moins polluants pour leurs trajets quotidiens.

C'est un tarif particulièrement attractif qui offre le droit de stationner 24 heures sur 24. Le supprimer, comme c'est ici proposé, risquerait donc d'avoir les effets inverses de ceux escomptés en encourageant les véhicules les plus polluants à se remettre à circuler.

Comme vous le savez, le plan d'urgence pour la qualité de l'air proposé par la Ministre Delphine BATHO se propose de soutenir la mise en place d'une politique incitative en permettant aux collectivités d'avoir recours à des modulations de redevance de stationnement en fonction de l'identification de la classe des véhicules, selon leur niveau de pollution.

Le plan d'urgence propose également de généraliser à l'échelle nationale une mesure déjà en vigueur à Paris : la gratuité du stationnement des véhicules électriques - je voudrais ici le souligner.

Comme j'avais déjà répondu en conseil du 20e, je vois que les idées infusent, et le groupe a légèrement nuancé son vœu, qui était rédigé dans une forme initiale extrêmement brutale. Je vous remercie déjà de cet effort puisqu'il exprimait des dates très précises.

Cependant, je vous propose quand même de voter favorablement ce vœu sous réserve d'un amendement du deuxième alinéa remplaçant la demande sur l'attribution des cartes de stationnement résidentiel par une proposition d'étude sur les modalités de mise en œuvre d'une telle modulation des tarifs de stationnement en fonction de la motorisation et des émissions de polluants, afin qu'elle soit socialement juste et efficace d'un point de vue de la pollution. En effet, même s'il y a eu des efforts par rapport au vœu tel que déposé initialement dans le 20e arrondissement, le deuxième alinéa reste quand même à mon avis inefficace, un peu contre productif et trop brutal.

Je vous propose donc de mettre en deuxième alinéa que la Ville de Paris, dans la mesure où l'évolution de la législation l'a permis, étudie les modalités d'une application sur son territoire en maintenant tel que vous le proposez le premier alinéa.

Voilà les propositions, et sous réserve de cet amendement oral, je suis prêt à donner un avis favorable à ce vœu.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Monsieur BROSSAT, acceptez-vous cet amendement ?

M. Sylvain GAREL a la parole pour une explication de vote du groupe "Verts".

M. Sylvain GAREL. - Nous allons voter le vœu amendé par l'Exécutif, car c'est un peu plus précis.

Cela dit, nous pensons que si nous voulons vraiment dédiéséliser notre ville et notre pays, il faudra prendre des mesures plus générales. Comme nous l'avons déjà dit, il faut en particulier changer la fiscalité sur le diesel pour qu'elle rejoigne, progressivement mais assez rapidement, celle de l'essence pour que l'on n'incite plus les automobilistes à rouler dans des véhicules utilisant des motorisations néfastes pour la santé.

Merci.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Laurence DOUVIN, pour une explication de vote du groupe U.M.P.P.A.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci.

Nous sommes intéressés par tout vœu qui permet de donner des propositions pour lutter contre la pollution. Simplement, en l'absence de résultats d'études qui nous sont indispensables pour nous faire une opinion sur le sujet, nous nous abstiendrons.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, amendée par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstention ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 15).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la limitation de la vitesse avenue de Clichy.

Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous passons maintenant à l'examen des vœux référencés n° 20 et n° 20 bis dans le fascicule, déposés par le groupe U.M.P.P.A. et l'Exécutif, relatifs tous les deux à la limitation de la vitesse avenue de Clichy.

La parole est à Mme Brigitte KUSTER, pour une minute.

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais, ici, en effet, me faire le porte-parole des élus particulièrement concernés par l'axe de l'avenue de Clichy, évidemment des conseils de quartier tenus par Hervé BENESSIANO, Thierry COUDERT et Jérôme DUBUS, ainsi que du groupe de travail de l'avenue de Clichy de la mairie du 17e, et qui existait d'ailleurs déjà sous la précédente mandature. En effet, cette avenue, dans son ensemble, nous pose un problème.

Particulièrement en matière de circulation. Nous avons été amenés à de nombreuses reprises à demander des études complémentaires sur ce projet. J'ai appris récemment par voie de presse que M. BARGETON accédait à cette demande, demandant aussi des études complémentaires de circulation et de requalification de cette avenue sur la partie La Fourche et Porte de Clichy.

Nous avons souhaité que cette avenue puisse être en zone 30. Pourquoi ? D'abord parce que c'est une avenue accidentogène, c'est une avenue qui connaît des problèmes de circulation récurrents, et ce depuis de nombreuses années et cela ne va pas aller en s'arrangeant au vu des travaux que nous connaissons maintenant aux abords des terrains Cardinet et la venue évidemment du Tribunal de grande instance Porte de Clichy dans les mois qui viennent.

Cette requalification de l'avenue de Clichy, que nous appelons de nos vœux maintenant depuis presque une dizaine d'années, nous paraît être concomitante à une modification de la circulation, en mettant l'avenue à 30 kilomètres/heure, en complément des aménagements qui sont prévus ultérieurement.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci Madame la Maire.

La parole est à M. Julien BARGETON.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce vœu demande de passer l'avenue de Clichy à 30 km/h, ce qui est déjà prévu. Je ne sais pas, Madame KUSTER, d'où vous tenez l'information selon laquelle seule la section entre la place de Clichy et La Fourche serait concernée par cette limitation. En tout cas, ni le Maire ni moi-même ne l'avons dit. Cette limitation a été annoncée par le Maire de Paris dans sa communication sur la lutte contre la pollution en novembre dernier. Elle sera mise en place cet été.

Pour tout vous dire, les services travaillent actuellement sur les aspects juridiques, à savoir s'il convient d'étendre les zones 30 qui bornent l'avenue ou plutôt de créer un axe à 30 kilomètres/heure. C'est un peu technique mais c'est pour vous montrer à quel point les choses sont déjà bien engagées.

Je me réjouis en tout cas que vous souteniez cette mesure, qui d'ailleurs n'a pas fait l'unanimité au sein de votre groupe. Je crois que Mme DOUVIN s'y était vivement opposée lors du Conseil de Paris de novembre 2012. J'ai sous les yeux l'extrait du compte rendu de la séance qui en témoigne, où elle s'était précisément opposée au passage à 30 kilomètres/heure de l'avenue de Clichy. Comme quoi les avis évoluent, comme les avenues, et je m'en réjouis.

Quoi qu'il en soit, je veux profiter de votre soutien, Madame KUSTER, de l'équipe municipale pour aller plus loin. C'est pourquoi je vous propose un vœu de l'Exécutif qui demande que, dans le cadre des études sur l'avenue de Clichy et Saint-Ouen qui seront lancées cette année, nous étudions la mise à 30 kilomètres/heure de l'avenue de Saint-Ouen. En effet, ces deux avenues fonctionnent ensemble, desservent les mêmes quartiers, dont la plupart sont déjà limités à 30 kilomètres/heure.

Nous devons veiller à ce que ces mesures de limitation de la vitesse soient claires et lisibles pour l'usager, et cohérente du point de vue de la circulation.

Donc, je vous demande de bien vouloir retirer votre vœu qui est sans objet puisque l'avenue de Clichy est déjà prévue. Et, en revanche, je vous demande d'aller plus loin en passant également des études sur l'avenue de Saint-Ouen, ce qui est demandé dans le vœu de l'Exécutif.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - La parole est à Mme KUSTER.

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Monsieur le Maire, peut-être que Mme DOUVIN voudra répondre parce qu'elle a été mise en cause personnellement.

En ce qui concerne ce vœu, Monsieur BARGETON, d'abord c'est déjà la réponse qui nous a été faite lors du conseil municipal, comme quoi c'était inscrit dans le Plan climat. Nous avons fait une recherche : l'avenue de Clichy n'a pas été spécifiée en tant que telle dans le plan, il est question de certaines voies. Vous permettrez, à ce stade, de préciser que l'avenue de Clichy n'était pas annotée comme telle. D'où la nécessité de ce vœu.

Par ailleurs, Monsieur BARGETON, j'en reviens tout de même au fait que vous faites comme si vous ne connaissiez pas les choses, or, je pense que depuis que vous êtes en charge de ce dossier, vous les connaissez. Nous avons proposé, maintenant depuis des années, qu'il y ait une modification du sens de circulation de cette avenue, avec ce qu'on appelle une pénétrante avenue de Clichy et une sortante avenue de Saint-Ouen. La mise en circulation de cette zone 30 s'inscrit donc dans ce projet, sur lequel vous êtes maintenant en accord et sur lequel vous avez fait travailler les services de la voirie. Je pense que c'est donc concomitamment que nous vous proposons cette mise en circulation de zone 30, en parallèle des travaux de requalification de cette avenue et également des travaux concernant l'avenue de Saint-Ouen.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

J'en conclus donc que vous ne retirez pas votre vœu.

Je donne la parole à M. Julien BARGETON, quelques secondes, avant de mettre aux voix.

M. Julien BARGETON, adjoint. - C'est juste pour vous préciser que c'était dans la communication sur la pollution que figurait précisément l'avenue de Clichy. J'ai les documents et je peux, si vous le voulez, les reprendre. Évidemment, c'était bien précisément dans un texte dit par le Maire de Paris et par moi-même que l'on mettrait l'avenue de Clichy à 30 kilomètres/heure.

Je sais que dans le 17e arrondissement tout dépend de vous et qu'il n'y a que vous qui travailliez, mais, Madame KUSTER, on avance. On avance sur l'avenue de Clichy et on va maintenant aller encore aussi sur l'avenue de Saint-Ouen. Que cela vous désole ou pas, c'est comme cela.

Je demande vraiment à cette Assemblée de voter ce vœu qui démontre notre détermination.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - La parole est à M. Sylvain GAREL, pour une explication de vote du groupe E.E.L.V.A.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur BARGETON.

Effectivement, on avance et on avance à 30 kilomètres/heure, c'est la bonne vitesse en ville et comme nous sommes favorables à ce que l'ensemble des rues de notre capitale passent à 30 kilomètres/heure, nous voterons bien sûr le vœu de l'Exécutif, mais nous espérons que d'autres rues, y compris des grands axes comme l'avenue de Clichy ou l'avenue de Saint-Ouen, viennent bientôt rejoindre la cohorte des rues parisiennes limitées à cette vitesse.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Une explication de vote de Mme KUSTER.

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Une explication de vote parce que je ne peux pas me contenter de la présentation qu'a fait M. BARGETON en disant qu'il n'y aurait que le 17e arrondissement qui travaille.

En effet, on y travaille, Monsieur, il y a même des associations et des conseils de quartier qui sont mobilisés depuis des années. Lorsque vous décidez quelque chose, n'hésitez surtout pas à en prévenir en amont les élus concernés. Cela ne pourra que nous intéresser.

Concernant l'avenue de Saint-Ouen, nous regardons cela d'un œil attentif, Monsieur BARGETON, nous sommes heureux aussi de le découvrir lors d'un vœu en séance, mais nous vous avons déjà dit que notre souhait est la prise en compte globale d'un plan de circulation sur ces deux axes.

Donc, nous vous demandons d'être entendus sur cela. Nous nous abstiendrons tant que nous n'aurons pas eu l'assurance de votre part que nous ayons sur l'avenue de Clichy et l'avenue de Saint-Ouen une pénétrante et une sortante. Cela nous paraît entrer dans un plan global de circulation. Mais nous entendons que vous vous préoccupiez enfin de cet axe-là, c'est donc une bonne nouvelle après dix ans de mandature.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2013, V. 16).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la traverse Batignolles-Bichat.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous passons maintenant à l'examen du vœu référencé n° 21 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la traverse Batignolles-Bichat.

La parole est à nouveau à Mme la Maire, Brigitte KUSTER.

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Sur la traverse qui est un projet important que nous avons souhaité, et sur lequel l'Exécutif nous a suivi, en lien avec Hervé BENESSIANO, avec qui, particulièrement, un travail avait été mené dans le cadre du conseil de quartier Batignolles, sur le tracé de cette traverse.

Or, à ce jour, force est de constater, au vu et en tout cas avec les retours qui nous sont faits, que nous ne sommes pas satisfaits et que les habitants ne sont pas satisfaits. Cela pour plusieurs raisons : manque d'information sur le temps d'attente, manque de lisibilité du parcours et peut-être aussi une interrogation, même si elle avait fait l'objet de consultation dans le cadre des conseils de quartier, du trajet. Le fait d'être en boucle fait qu'il ne dessert peut-être pas de manière satisfaisante les rues traversées.

C'est pourquoi nous pensons que le lancement de cette traverse datant de plus d'un an, un audit s'avère nécessaire. On sait combien cela coûte à la Ville de Paris et il nous paraîtrait opportun de regarder ensemble, en lien avec les conseils de quartier qui sont prêts à regarder un aménagement du trajet. Il serait peut-être d'ailleurs plus pertinent intra 17e arrondissement car il y a un manque de lisibilité, encore une fois, sur les deux arrondissements. Je vous remercie de regarder avec nous cette possibilité de remettre à plat ce dossier.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - La parole est à M. Julien BARGETON pour la réponse.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Merci.

J'émets un avis défavorable sur ce vœu. Il y a tout lieu d'être surpris par ce vœu, Madame KUSTER, je sais qu'on a déjà échangé sur ce point mais vous l'avez traduit par un vœu directement en Conseil de Paris.

Je ne saurai que vous rappeler que le parcours de la traverse a été défini en 2009, à l'occasion d'une concertation menée sur huit mois, à laquelle vous avez pleinement été associée, ainsi que les conseils de quartier.

Le parcours de la traverse a été entériné en décembre 2009, en votre présence et celle de M. BENESSIANO. Par la suite, vous avez même travaillé avec ma prédécesseure au choix du nom des arrêts. Vous connaissez donc parfaitement cet itinéraire qui, comme vous le savez, répond à une exigence de desserte des équipements publics, à commencer par la mairie du 17e, des stations de métro et des secteurs résidentiels jusqu'alors peu ou pas du tout desservis.

Grâce à cette traverse, les creux de desserte de l'arrondissement ont été traités. Cet itinéraire, très équilibré, est donc le résultat d'un travail minutieux.

La traverse a une longueur de plus de 8 kilomètres, ce qui est déjà supérieur à la norme. Comme nous vous l'avons fréquemment rappelé, définir un itinéraire plus long n'est pas permis, puisqu'il imposerait obligatoirement l'achat d'un véhicule supplémentaire pour un coût de 200.000 euros pour permettre le maintien des fréquences de passage définies avec le S.T.I.F. et que nous nous sommes engagés à respecter.

L'ensemble de ces paramètres a été contractualisé. Il n'est pas possible de les modifier sans impacter l'économie générale du contrat passé pour six ans avec la R.A.T.P.

Aller dans cette direction reviendrait donc, conformément au Code des marchés publics, à devoir résilier le contrat en cours et à passer un nouveau contrat.

Je doute que vous souhaitiez expliquer aux habitants du 17e arrondissement que vous allez interrompre un service que vous défendez depuis son origine et que vous avez vous-même dessiné et inauguré.

Sur la fréquentation, je ne sais pas sur quel chiffre vous vous appuyez ; pour ma part, je dispose d'un retour fréquent de la R.A.T.P. qui m'indique que la fréquentation sur la ligne est de 819 voyageurs par jour, ce qui est strictement conforme à ce que l'on constate sur les autres traverses : 830 pour la traverse Bièvre-Montsouris, 899 pour la traverse Ney-Flandre.

Contractuellement, je vous confirme qu'il est bien prévu que la R.A.T.P. transmette à la Ville en mars de chaque année un bilan d'exploitation. Je suis en attente de ce bilan pour la première année. Un audit ne se justifie donc nullement.

Pour toutes ces raisons, je crois avoir été assez précis, j'émets un avis défavorable à ce vœu.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'éclairage des passages piétons.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Mes chers collègues, je vous informe que le vœu référencé n° 22 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à l'éclairage des passages piétons, est retiré.

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif à une action de prévention ciblée pour les piétons et les deux roues-motorisés.

Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous passons à l'examen des vœux référencés n^{os} 23 et 23 bis dans le fascicule, déposés par le groupe U.D.I. et l'Exécutif, relatifs à une action de prévention ciblée pour les piétons et les deux roues-motorisés.

La parole est à Mme Edith GALLOIS, pour une minute.

Mme Edith GALLOIS. - Merci, Monsieur le Maire.

Le bilan d'accidentologie 2012 de la Préfecture de police révèle un net recul de l'insécurité routière, ce dont, évidemment, nous ne pouvons que nous féliciter.

Il se trouve que les principales victimes de l'insécurité routière demeurent et même, peut-être, augmentent ; ce sont les piétons. Evidemment, ce sont les usagers de l'espace public les plus fragiles et, évidemment, les premières victimes des incivilités et des mauvaises conduites. Cette question nous préoccupe et nous pensons qu'il serait bien d'avoir une action de prévention et d'information en faveur de ces usagers, les piétons.

Il s'avère aussi que les deux-roues motorisés ont des conduites particulièrement accidentogènes pour les autres et pour eux-mêmes et que les jeunes conducteurs de deux-roues motorisés sont victimes d'accidents de la route qui sont très graves.

Pour ces deux raisons et dans un objectif parfaitement constructif, nous souhaiterions un renforcement de l'action de prévention et d'information qui serait ciblée sur les piétons aux carrefours particulièrement accidentogènes et qu'un effort soit fait en particulier en direction des personnes âgées ; un quart des victimes piétons ont plus de 70 ans.

Aussi, nous souhaiterions un renforcement de l'action de prévention qui serait ciblée sur les dangers de la circulation pour les deux-roues motorisés dans la Capitale. On sait que la circulation dans la Capitale est particulièrement dangereuse pour les deux-roues et en particulier pour les jeunes conducteurs.

La troisième chose que nous souhaiterions serait une politique de verbalisation, mais à dimension pédagogique, c'est-à-dire expliquer aux jeunes et, éventuellement, les inciter à refaire des stages de formation de conduite, comme c'est déjà le cas pour les 50 centimètres cubes, de 7 heures, pour les contraindre éventuellement à refaire des formations obligatoires de circulation sur la route.

Ces trois mesures nous paraissent mesurées et, surtout, n'ont qu'un objectif : poursuivre cet effort qui a été fait, en liaison entre la Mairie et la Préfecture de police pour une meilleure sécurité à Paris.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Je vous remercie.

J'en profite pour rappeler à notre Assemblée que le temps de parole pour la présentation des vœux est d'une minute et que je vais être amené à être un peu plus strict à partir de maintenant.

La parole est à M. Julien BARGETON pour la réponse.

M. Julien BARGETON, adjoint. - Merci pour ce vœu.

L'Exécutif a déposé un vœu qui répondait aux deux. Il y en a un qui a été retiré, donc il faudra amender dans le titre, on ne répond plus à M. Jean-Baptiste MENGUY, puisque son vœu a été retiré, j'ai cru comprendre qu'il y avait un souci de régulation sur ce vœu.

Je partage ce qu'a dit Mme GALLOIS, il n'y a pas de difficulté, j'entends vos arguments. Il y a juste plusieurs éléments qui me gênent un peu : vous ciblez beaucoup. Vous ciblez les usagers catégorie par catégorie et vous ciblez les carrefours les plus accidentogènes, etc.

Nous vous proposons ce vœu de l'Exécutif, parce qu'il reprend, il élargit vos propositions et il met bien en lumière l'idée que nous devons traiter de façon conjointe les catégories d'usagers les plus fragiles, c'est-à-dire les piétons, les deux-roues motorisés, les cyclistes, les seniors, etc. et, évidemment, aussi, les comportements les plus dangereux.

En fait, cela reprend des éléments que vous proposez, mais je crois qu'en termes de philosophie, c'est quand même plus clair et plus intéressant de le présenter comme cela, de moins cibler, finalement, d'être plus général et de traiter, finalement, les usagers les uns avec les autres, dans l'idée d'un bon partage de la rue, qui est plutôt notre philosophie.

Peut-être que M. le Représentant du Préfet de police veut compléter, mais je vous demanderai de retirer votre vœu et d'adopter celui de l'Exécutif, qui va dans le même sens, mais qui le reprend et élargit.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - La parole est à M. Nicolas LERNER pour la Préfecture de police.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Monsieur le Maire.

Vous avez rappelé, Madame la conseillère, le bilan enregistré l'an dernier en matière d'accidentologie. Simplement, trois chiffres : pour la première fois, moins de 7.000 accidents à Paris, pour la première fois, moins de 8.000 blessés et une diminution du nombre des tués, puisque nous avons enregistré en 2012 39 tués contre 51 en 2012. Vous avez rappelé que ce bilan était à saluer.

La situation des piétons et des conducteurs de deux-roues, effectivement, mérite quelques précisions dans ce bilan.

D'abord, si le nombre de piétons tués dans un accident en 2012 a nettement diminué, puisque nous n'avons déploré "que" 18 tués contre 28 l'année précédente, il est exact que le nombre de blessés a continué à augmenter d'environ 1 %.

La situation des conducteurs de deux-roues est, pour sa part, bien orientée sur les deux tableaux, puisque le nombre de tués diminue, tout comme celui des blessés qui diminue de près de 6 %.

Pour anticiper un peu le vœu que vous avez déposé et que l'Exécutif formule également, je vous confirme que la Préfecture de police est plus que jamais décidée à poursuivre, en lien avec la Mairie de Paris, avec la Ville, son action de prévention, dans toutes ses composantes, d'ailleurs.

D'abord, une action de sensibilisation à l'égard des usagers de la route les plus vulnérables. Ces derniers mois, de multiples réunions se sont tenues. J'en annonce certainement quelques-unes pour les prochaines semaines ; il y aura un travail sur l'angle mort, il y aura un travail sur le public étudiant, il y aura également une grande opération, justement sur le public deux-roues, un peu avant l'été, à l'initiative de la Préfecture de police, en lien avec la Ville.

Nous allons également poursuivre notre travail conjoint de connaissance des sites accidentogènes, pour voir, éventuellement, si des aménagements peuvent être réalisés à ces endroits.

Enfin, en matière de contrôle, puisque vous avez également évoqué ce sujet, outre le déploiement des nouveaux outils de contrôle automatisés, dont j'ai dit un mot tout à l'heure, les effectifs de police se sont vu assigner pour objectif de poursuivre dans la répression des comportements les plus dangereux pour les usagers les plus vulnérables. Je cite, par exemple, le quasi-doublement du nombre de verbalisations pour refus de priorité à piéton. L'an dernier, on reste encore sur des chiffres modestes, mais ils ont doublé.

Ce sera une des priorités pour les services de police en matière de lutte contre l'accidentologie routière pour l'année 2013.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Madame GALLOIS, acceptez-vous de retirer votre vœu ?

Mme Edith GALLOIS. - J'ai bien entendu les explications de M. le Maire, ainsi que de M. le Préfet, je les en remercie, elles sont, en effet, circonstanciées, mais, en fait, elles me donnent raison.

Je vais maintenir mon vœu, parce que mon vœu ne vise pas à stigmatiser, mais, au contraire, il est très circonstancié, il est précis, parce que nous souhaitons être constructifs.

Nous voterons le vœu de l'Exécutif, parce que nous sommes dans une opposition constructive…

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.D.I., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2013, V. 17).

2013 DPE 14 - Approbation des modalités de lancement de marchés de collecte en porte à porte des déchets ménagers et assimilés et de mise à disposition de moyens de collecte (1er, 3e, 4e, 7e, 10e, 11e, 13e, 15e, 18e et 19e).

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à une remunicipalisation de la collecte des déchets ménagers à Paris.

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à la diminution de la production d'emballages industriels.

Vœu déposé par les élus non-inscrits relatif à l'instauration d'une part variable dans les prestations versées aux entreprises délégataires.

2013 DPE 18 - Approbation des modalités de mise à disposition de véhicules de collecte avec chauffeurs et rippeurs pour assurer des services complémentaires de collecte des réceptacles de propreté (2e, 5e, 6e, 8e, 9e, 12e, 14e, 16e, 17e et 20e).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à un plan d'urgence pour la modernisation de la DPE.

Vœu déposé par les élus non-inscrits relatif à l'instauration d'une part variable dans les prestations versées aux entreprises délégataires.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Nous passons maintenant à la 4e Commission, et je vous propose d'examiner conjointement les projets de délibération DPE 14 et DPE 18 relatif à la collecte des déchets ménagers, sur lesquels les amendements n^{os} 24, 25 et 29 et les vœux référencés n^{os} 26, 27, 28 et 30 dans le fascicule, ont été déposés.

Je vais donner tout de suite la parole à Ian BROSSAT pour cinq minutes, en vous rappelant qu'il y a 15 intervenants inscrits sur ces projets de délibération et vœux et que, en conséquence, je serai très strict sur le temps de parole.

La parole est donc à M. Ian BROSSAT pour cinq minutes ; M. Yves CONTASSOT se prépare.

M. Ian BROSSAT. - Monsieur le Maire, chers collègues, comme vous le savez, la question de la propreté et de la collecte des déchets est un enjeu auquel les élus de mon groupe sont particulièrement attachés.

D'ailleurs, en juillet 2008, lors de la précédente délibération relative au lancement des marchés de collecte, nous avions dit combien il nous semblait essentiel que le droit à un environnement propre soit entendu, notamment dans les arrondissements populaires et nous avions dit aussi notre attachement indéfectible dans ce domaine, comme dans d'autres, au service public.

Nous ne retirons rien de ce que nous disions alors. Mieux, nous savons depuis, grâce à la remunicipalisation de l'eau (je vois Anne LE STRAT en face de moi), que le retour en régie est, non seulement souhaitable, mais qu'il est bien souvent rentable pour les Parisiens.

Aujourd'hui, la collecte des déchets ménagers est partagée entre le public et le privé. Nous maintenons, pour ce qui concerne le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, qu'il faut tendre à un retour en régie, ce que les deux projets de délibération qui nous sont aujourd'hui proposés n'anticipent pas.

Bien au contraire, dans ces projets de délibération, je veux d'ailleurs mettre en avant deux points : d'une part le risque d'un passage plus que probable à six jours de collecte au lieu de sept et, d'autre part, un esprit plus général de ces deux projets de délibération qui ne prend pas suffisamment le parti du service public.

Tout d'abord, c'est notre premier point, au regard de la diminution du volume global des déchets par personne, vous nous présentez le projet d'en finir avec tout ou partie de la collecte dominicale, du moins vous en fixez le cap.

Nous sommes pour notre part très réservés sur cette perspective. En effet, ce n'est pas parce qu'on supprime la collecte du dimanche que les Parisiens ne produiront plus de déchets le dimanche ou beaucoup moins. Il n'y a pas une forme d'enchaînement vertueux en ce sens, une forme d'autocensure de la poubelle sur laquelle nous semblons miser.

Rappelons-le, ce sont notamment les familles et les personnes aux revenus modestes qui font des courses, mangent à leur domicile et produisent des déchets ménagers dans de petits appartements, dans des immeubles sans beaucoup de parties communes, on peut craindre les effets de la suppression de la collecte dominicale.

Il faut aussi penser - et c'est notre cas à tous - aux personnels qui savent déjà que la collecte du lundi, qui est déjà la plus importante, sera par conséquent, avec la suppression de la collecte dominicale, plus importante encore.

J'ajoute aussi que, dans le projet de délibération qui nous est proposé, on note d'une part que ce sont les études techniques des prestataires qui permettraient d'évaluer l'opportunité d'un passage à six jours de collecte et, d'autre part, que le titulaire du marché bénéficierait d'une prime équivalente à la moitié des économies réalisées par la suppression de la collecte.

Pour être plus clair, les entreprises seraient donc juges et parties et financièrement incitées au passage de sept jours à six jours de collecte.

Nous partageons évidemment l'exigence d'une réduction des déchets produits, c'est une exigence environnementale à laquelle nous souscrivons pleinement. Pour autant, aux yeux de notre groupe, nous considérons que ce n'est pas en faisant pression sur les Parisiens pour qu'ils produisent moins de déchets que nous y parviendrons.

La plupart du temps, les Parisiens ne sont pas eux-mêmes responsables des déchets qu'ils produisent.

La véritable solution, à nos yeux, c'est de réduire sensiblement la production des déchets à la source et la solution, par conséquent, c'est d'encadrer beaucoup plus fortement la production d'emballages industriels.

C'est l'ambition de notre vœu, du vœu que nous présentons, rattaché à ce projet de délibération qui vise à ce que nous interpellions le Gouvernement afin qu'il agisse sur les industriels pour réduire la production d'emballages.

Notre deuxième remarque porte sur le choix fait dans ce projet de délibération de continuer à confier la collecte des déchets au privé dans 10 arrondissements de Paris.

Notre groupe croit en effet que la remunicipalisation de la collecte doit être l'acte 2 de la reconquête des services publics à Paris, après la remunicipalisation de l'eau.

Les déchets sont l'un des grands enjeux du siècle qui s'ouvre, un enjeu écologique, économique, sanitaire et social. L'urbanisation, la démographie, les projets technologiques ; tout cela fait de cette question un enjeu absolument majeur et c'est à nos yeux un enjeu trop important pour qu'il échappe, d'une manière ou d'une autre, au service public.

Dire cela, ce n'est pas, contrairement à ce que j'entends souvent, agir ou parler par simple idéologie, indépendamment de toutes considérations pratiques ou concrètes. C'est au contraire agir en ayant en tête, par exemple, les conditions de travail des agents qui travaillent dans ce secteur dans le privé et qui n'ont pas, loin de là, les mêmes garanties que celles des agents qui travaillent dans le public.

Remunicipaliser, c'est garantir à tous les agents les mêmes droits, les mêmes garanties, la même sécurité de l'emploi ; c'est faire le choix d'une harmonisation par le haut des conditions de travail des agents de la collecte et cela n'a rien à voir avec je ne sais quel dogme, cela a à voir tout simplement avec la vie, la vie de ces agents qui travaillent et qui aimeraient de meilleures conditions de travail, eux qui travaillent dans un secteur précisément difficile.

Dans une grande ville comme Paris, nous considérons donc que la régie est souhaitable et qu'elle est possible. Elle l'est évidemment dans le cadre d'un plan, dans le cadre d'un programme qui supposerait que l'on prenne du temps, mais nous souhaiterions que ce cap puisse être fixé et c'est le sens du second vœu que nous déposons, rattaché à ce projet de délibération et qui vise à ce qu'une étude puisse être faite dans la perspective de cette remunicipalisation de la collecte des déchets.

Si ce vœu ne pouvait pas être adopté, à ce moment-là, nous aurions bien du mal à voter ce projet de délibération qui nous incite à poursuivre pour cinq ans, voire huit ans de plus avec le privé sans savoir ce que représenterait une remunicipalisation de la collecte.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci. Je rappelle que le temps de parole est de cinq minutes.

La parole est maintenant à M. Yves M. CONTASSOT et à M. Rémi FÉRAUD ensuite.

M. Yves CONTASSOT. - Merci, Monsieur le Maire.

Le projet de délibération qui nous est présenté aujourd'hui comporte quelques innovations par rapport aux précédents sur le même sujet, ce dont nous nous félicitons.

Ainsi est-il enfin évoqué la possibilité de s'orienter vers la mise en place de la redevance incitative au travers de la collecte des informations quotidiennes recueillies grâce à la généralisation des puces sur tous les bacs.

Cela constitue une réelle avancée que nous réclamions depuis longtemps et nous regrettons seulement que cela n'ait pas été prévu lors du précédent marché. Je rappelle qu'il nous avait été répondu que la pesée embarquée pouvait être réalisée à partir de sondages, mais qu'il n'était pas utile de doter l'ensemble des matériels des dispositifs ad hoc.

Merci donc de nous donner satisfaction sur ce point.

Lors du dernier renouvellement du marché, nous avions également souligné à quel point nous regrettions le poids anormalement élevé du prix dans les critères d'attribution des marchés. Nous nous étions élevés contre le fait que les salaires des personnels deviennent la variable d'ajustement.

Nous notons donc avec satisfaction là encore que la Ville entend revenir à une pratique meilleure en limitant le critère financier à 60 %.

Monsieur François DAGNAUD, encore faut-il que les modalités de pondération entre les différents candidats évitent de redonner à ce seul critère de prix un poids prépondérant.

Faute d'informations sur ce point, nous espérons et nous demanderons que cela fasse l'objet d'une précision lors d'une prochaine réunion de la 4e Commission.

Troisième élément, le redécoupage des lots. Nous apprécions la volonté de la Ville d'éviter les rentes de situation. Nous aimerions cependant que cela ne se traduise pas non plus par une moindre qualité du service rendu aux Parisiennes et aux Parisiens.

Que dire lorsqu'on voit une entreprise nouvellement arrivée sur le territoire parisien collecter systématiquement les bacs d'ordures ménagères et de déchets recyclables pour économiser de l'argent au détriment de la politique de la Ville en la matière ?

Nous aimerions là encore que nous puissions bénéficier des indicateurs de qualité, notamment des pénalités pour chaque prestataire afin de pouvoir nous assurer du respect du cahier des charges.

Quatrième élément, la motorisation des bennes. Dès 2001, nous avions privilégié les bennes roulant au G.N.V. afin de supprimer les émissions de particules et de réduire les nuisances sonores, tout en ayant des bennes efficaces.

En effet, les bennes électriques qui avaient été choisies antérieurement avaient largement démontré leur inefficacité, puisque trop imposantes pour circuler dans de nombreuses rues et incapables de se fondre dans la circulation dès qu'elles étaient chargées, leur moteur se révélant totalement impuissant à les faire circuler à une allure normale.

Las, cette décision fut remise en cause lors du précédent appel d'offres et nous avons donc vu arriver de nouvelles bennes diesel, y compris il y a encore quelques semaines. La durée de vie d'une benne étant de plus de 10 ans, nous aurons encore pas mal de particules et de nuisances sonores à supporter.

Nous sommes donc particulièrement contents de voir que cette solution est reprise dans le nouveau marché, tout en nous inquiétant de constater que la motorisation électrique peut encore apparaître comme une solution pour des poids lourds.

J'en viens maintenant au changement d'horaires et à la collecte du dimanche. La question des horaires est un sujet délicat, chacun souhaite évidemment voir ses déchets collectés, mais si possible sans qu'aucune benne ne vienne troubler sa quiétude, voire la circulation automobile.

Cela est évidemment tout à fait possible et se pratique à grande échelle dans de grandes métropoles telles que Barcelone. Vous l'avez compris, il s'agit de la collecte pneumatique qui supprime la quasi-totalité des collectes en porte à porte.

Or, la Ville n'a pas souhaité entreprendre une étude pour examiner la faisabilité d'un tel dispositif qui ne pourrait évidemment être mis en place que très progressivement. Nous le regrettons, car nous prenons du retard en ce domaine, alors qu'il existe un réel potentiel compte tenu du réseau d'égouts qui pourrait probablement être utilisé.

Il est donc plus que temps qu'une telle étude technique soit lancée et nous souhaitons qu'un groupe de travail soit créé à cette fin, car les changements d'horaires qui sont proposés ne sont pas assortis d'une étude d'impact en matière de circulation. Or, la collecte se déroulant en deux tours, le décalage de l'aller et retour à l'exutoire à la fin du premier tour peut se traduire éventuellement par un allongement significatif du temps nécessaire, ce qui se traduirait par un non-respect des horaires de collecte.

Nous demandons là encore que des informations nous soient données lors de la prochaine réunion de la 4e Commission.

Quant à la collecte du dimanche et à son éventuelle suppression, là où c'est possible, elle nous semble aller dans le bon sens. En effet, nous constatons une baisse régulière de la production des déchets et il est donc inévitable que la fréquence des collectes en tienne compte.

De plus, nous estimons que tout ce qui peut limiter le travail le dimanche va dans la bonne direction au plan social.

Pour autant, nous aimerions que le maintien partiel de la collecte du dimanche, s'il devait s'effectuer, le soit dans des conditions de justice fiscale. Est-il normal que cette collecte serve essentiellement à des professionnels exonérés de la redevance spéciale qu'ils devraient payer, comme tous les autres producteurs de déchets ?

La démagogie de l'ancien Maire de Paris, qui tenait à se faire bien voir des commerces de bouche, est-elle encore de mise aujourd'hui ?

Nous avons demandé à plusieurs reprises la suppression de ce privilège qui est financé par l'ensemble des assujettis à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, impôt dont on sait qu'il est déjà le plus injuste.

Nous souhaitons que, dès le prochain budget, des dispositions en ce sens soient prises. Sinon, les inégalités devant cette fiscalité particulière ne feraient que croître.

Vous l'avez compris, nous approuvons la démarche, même si nous pensons que des améliorations sont encore possibles, qu'il s'agisse du périmètre couvert par la régie ou des conditions environnementales de collecte.

Nous voterons donc ce projet de délibération en espérant que nos demandes d'études et d'informations trouveront rapidement un débouché.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Rémi FÉRAUD, pour cinq minutes.

M. Rémi FÉRAUD, maire du 10e arrondissement. - Ce projet de délibération relatif au marché de la collecte des déchets ménagers est évidemment très important puisqu'il concerne un service public municipal essentiel, celui de la propreté et du ramassage des déchets ménagers, et puisqu'il concerne la moitié des arrondissements de Paris.

Je tiens à dire à ce propos que j'estime que nous avons abouti à un bon équilibre, et un bon équilibre pour l'organisation de la DPE, alors que la Ville de Paris reste finalement la collectivité locale qui est le plus en régie pour cette activité.

Je tiens aussi à saluer le travail de M. François DAGNAUD dans le cadre de sa délégation depuis cinq ans.

Permettez-moi maintenant de relever les points positifs et les progrès contenus dans ce projet de délibération, progrès d'ailleurs eux-mêmes permis par ceux déjà réalisés ces dernières années.

Progrès écologiques : suppression totale du diesel et engins moins bruyants - M. Yves CONTASSOT l'a dit juste avant moi.

Progrès dans l'exigence sociale et la qualité de service de la part de la Ville de Paris, avec une prise en compte du prix pour 60 % seulement dans l'analyse des offres.

Une augmentation du nombre de personnel en insertion, par exemple chez les prestataires.

Une diminution de l'intérim ainsi qu'un certain nombre d'autres dispositions.

Des progrès dans l'adaptation caractéristique de chaque arrondissement, par exemple sur les horaires, afin de réaliser les passages des bennes de manière plus fine qu'aujourd'hui en termes horaires, et en lien avec les mairies d'arrondissement.

Enfin, nous approuvons la perspective du passage, à terme, en 2019, parce que la façon dont cela est retranscrit est parfois transformée, de la collecte à un rythme de six jours sur sept. Mais pour en parler honnêtement, il faut aussi le faire de manière complète, c'est-à-dire avec l'ensemble des conditions qui l'entoure.

Nous approuvons la perspective car elle s'inscrit dans la perspective de la diminution du gaspillage et des déchets, vers une baisse de la pollution et du bruit à Paris, dans la poursuite de la politique engagée depuis plusieurs années, qui obtient des résultats, conformément au Plan local de prévention des déchets.

Pourquoi cette évolution s'interromprait-elle alors qu'elle s'est au contraire accélérée ces dernières années ?

Ensuite, ce projet de délibération est pragmatique puisqu'il prévoit que le prochain Conseil de Paris sera amené, de manière tout à fait démocratique et transparente, à supprimer tout ou partie de la collecte dominicale, mais aussi de ne pas le faire si cela n'apparaissait pas réaliste au vu de l'évolution de la situation.

Et donc, ce qui est important aujourd'hui, c'est d'avoir une démarche volontariste en matière de réduction des déchets. C'est ce que ce projet de délibération permet tout en préservant les intérêts de la Ville et des Parisiens tout au long de la période prévue.

Voilà pourquoi je vous invite à voter ce projet de délibération.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Patrick TRÉMÈGE.

M. Patrick TRÉMÈGE. - Mes chers collègues, une mandature entière, et pas un seul débat organisé sur la propreté de Paris dans sa globalité… cela dit, je comprends assez, compte tenu de l'état de saleté des rues de la Capitale, que cela ne vous ait pas incités à nous le proposer.

Vous décidez donc d'appréhender la difficulté par petits bouts, suivant l'expression maintenant célèbre, et ce n'est à notre avis pas par celui-ci qu'il aurait fallu commencer.

Vous qui vous présentez comme le chantre de la démocratie, vous ne proposez rien de moins, à la veille d'élections municipales, que de voter des contrats qui vont courir jusqu'en 2018, voire 2022 ! Je me demande de qui vous vous moquez.

J'imagine que Mme HIDALGO vous a demandé d'anticiper son succès, voire même celui d'après… c'est toujours très périlleux en politique.

Monsieur le Maire, laissez les Parisiens décider en avril prochain, en toute connaissance de cause, entre le programme de votre dauphine qui propose de payer plus cher un service de moindre qualité, et celui d'une opposition progressiste qui présentera un projet à la hauteur des ambitions que les Parisiens veulent pour leur ville.

S'il ne devait y avoir qu'une seule raison pour retirer ce texte, celle-ci suffirait largement.

Il faut maintenant aborder le volet de la collecte du dimanche, que vous voulez supprimer. Ne me dites pas qu'il n'a pas été acté : personne ne vous croira. Dès lors que vous exigez des candidats qu'ils rendent une étude complète présentant des propositions avec comme seul et unique impératif la suppression de la collecte du dimanche, il est clair que la décision est d'ores et déjà prise.

Nous sommes confrontés à un problème de schizophrénie car le 19 septembre dernier, lors d'une réunion conjointe des 1ère et 4e Commissions, les services nous présentaient une étude complète sur la suppression de la collecte du dimanche qui concluait qu'il n'était pas envisageable de la supprimer.

On nous a notamment expliqué que les villes qui ont recours à la collecte du dimanche ont, soit une densité de population supérieure à 14.000 habitants au kilomètre carré et une production de déchets supérieure à 300 kg, soit alors une densité inférieure à 14.000 habitants au kilomètre carré mais une production supérieure à 500 kg.

Il se trouve que la Ville de Paris a une densité supérieure à 20.000 habitants au kilomètre carré et une production supérieure à 500 kg. Il était par conséquent doublement légitime d'offrir une collecte sur sept jours.

De plus, il nous a été expliqué que des expérimentations discrètes avaient été menées et qu'elles n'avaient pas été concluantes, loin s'en faut.

Alors, que s'est-il passé entre octobre et janvier ? Est-ce que la grasse matinée d'un édile de la majorité aurait été contrariée ? Toujours est-il qu'à grand renfort de presse, on nous a annoncé qu'il n'y aurait plus de collecte le dimanche, et je ne sais pas si tout le monde a bien en tête les conséquences d'une telle décision.

D'abord, le stockage. Comment allez-vous demander aux Parisiens de stocker davantage de déchets sachant que 35 % des Parisiens ne peuvent déjà pas bénéficier de la totalité des bacs de collecte sélective ?

Comment les entreprises vont-elles collecter le surplus le lundi matin ?

Voilà les vraies questions, Monsieur le Maire, que vous auriez dû poser avant de prendre des décisions aussi importantes !

Je vous rappelle que les tonnages sont sensiblement identiques du mardi au samedi, mais qu'ils baissent le dimanche à hauteur de 60 % et augmentent le lundi à hauteur de 30 %.

Je vous rappelle aussi que la collecte du dimanche est déjà réduite car elle s'est évidemment adaptée à la diminution du tonnage.

En réalité, si vous n'avez pas fait d'études préalables et nécessaires au débat, la météo s'en est chargée pour vous ! Lors de l'épisode neigeux durant lequel vous n'avez pas été particulièrement brillant, la collecte a été perturbée pendant tout un week-end. Nous avons donc pu tester une diminution du nombre de jours de collecte et il vous suffisait, pour avoir une idée assez précise des conséquences, d'interroger les Parisiens, les bailleurs ou les syndics : leurs réponses vous auraient édifié !

Cette collecte du dimanche, qui s'intégrait dans une circulation réduite, vous allez la reporter en semaine, quand la circulation est bien plus dense. Comment allez-vous faire ? Des bennes de plus gros gabarit ou une tournée supplémentaire ? Quel surcoût pour la régie ? Allez-vous nier l'impact sur la circulation ?

Vous nous parlez de votre souci de préserver l'environnement en avançant le choix de véhicules propres, mais vous en aviez lors de votre précédente mandature. Ils ont été supprimés par votre adjoint écologiste au prétexte qu'ils étaient électriques alors même que vous faites aujourd'hui la promotion d'Autolib' ! Allez comprendre ! C'est d'autant plus extraordinaire que vous venez d'acheter 19 bennes neuves diesel.

Vous mettez ensuite en avant une concertation exemplaire avec les maires d'arrondissement et les syndicats. En prenant contact avec vous, pardon de vous le dire, ce n'est pas ce qu'ils nous ont rapporté.

À telle enseigne, le Maire du 13e arrondissement a fait voter un amendement à l'unanimité sur les horaires de la collecte pour être bien certain d'être entendu.

Quant à la question si importante du personnel, dont vous faites à l'évidence peu de cas, Jean-Didier BERTHAULT, mon excellent collègue, vous dira ce que nous en pensons.

Anne-Constance ONGHENA, non moins brillante, vous interrogera pour sa part sur la finalité de ce ramassage, à savoir le traitement de nos déchets.

Pour ce qui me concerne, je conclurai en insistant pour que ce projet soit évidemment, Monsieur le Maire, retiré, et qu'il soit procédé à la poursuite des marchés existants dans l'attente des prochaines élections. En tout état de cause, je soutiendrai notre amendement, qui propose de nouvelles modalités de collecte silencieuse et non polluante.

Le débat que vous nous refusez, vous ne l'éviterez pas dans quelques mois : je l'attends avec délices et avec impatience.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Quelle précision dans le temps de parole ! Merci.

La parole est à M. Jean-Didier BERTHAULT.

M. Jean-Didier BERTHAULT. - Merci.

Mon collègue Patrick TRÉMÈGE a exprimé très clairement avant moi, au nom du groupe U.M.P., une grande partie des raisons qui nous conduisent à nous opposer aujourd'hui au principe de ce projet de délibération relatif au renouvellement du marché de collecte des ordures ménagères.

Je voudrais à mon tour éclairer notre Conseil, au-delà de ces arguments, sur les conséquences sociales du choix que vous tentez de nous imposer aux forceps.

En vous rappelant tout d'abord qu'à chaque discussion budgétaire, je n'ai eu de cesse de réclamer une politique globale en matière de propreté, une communication spécifique du Maire de Paris sur ce sujet, un plan d'urgence traduisant en moyens financiers la volonté de faire de la propreté une véritable priorité de service public que nous devons à tous les Parisiens.

Vous avez systématiquement balayé cela, si vous me permettez l'expression, d'un revers de la main, préférant poursuivre le morcellement de vos décisions et donc la désorganisation générale de cette direction, le projet de délibération que vous nous présentez en étant le meilleur exemple.

Les conséquences sociales sont liées aux conditions mêmes de ce renouvellement du marché de collecte, mais aussi à votre volonté à peine masquée de supprimer la collecte du dimanche. Les Parisiens auront le privilège de ne plus être éveillés par le bruit mais par les odeurs.

Tout d'abord, sur la méthode puisque, contrairement à ce que vous affirmez, aucune présentation du projet de délibération ni concertation n'a eu lieu avec les organisations syndicales, celles-ci nous l'ayant confirmé de façon formelle. Admettez que, pour un sujet de cette importance, c'est faire bien peu cas des représentants des agents de la Ville.

Ensuite, sur la motivation des personnels, puisque vous leur donnez l'impression aujourd'hui de ne pas envisager la comparaison entre le public et le privé, mais de pénaliser systématiquement l'action de la régie, en ne lui donnant pas les moyens matériels nécessaires, en réorganisant arbitrairement les garages, en ne proposant aucune perspective de carrière.

Vous le savez, Monsieur le Maire, nous ne pourrons améliorer les résultats et la productivité en matière de propreté qu'en respectant et en motivant les personnels. Ce métier repose avant tout sur la capacité de nos agents à travailler encore mieux. Bien évidemment, c'est en les motivant plus et en leur donnant le sentiment, par des actes concrets, que nous les considérons, que nous leur donnerons encore plus l'envie de travailler au service des Parisiens et nous réduirons notamment l'absentéisme qui est le meilleur baromètre de cette démobilisation que vous organisez, et dont vous êtes le premier responsable aujourd'hui.

Cela passe également par une meilleure sécurité et un développement de la formation. En matière de sécurité, vous le savez, tous nos agents ne bénéficient pas aujourd'hui de l'apprentissage élémentaire des précautions à prendre pendant une tournée de collecte. Nous constatons que des accidents, notamment en fin de tournée, pourraient être évités.

Sur le plan médical, la visite d'embauche est devenue une simple visite de routine, et en aucun cas une visite d'aptitude avec examen médicaux approfondis, comme nous sommes en obligation de le faire pour un métier aussi manuel et physiquement éprouvant. Cela permettrait de déceler chez certains des fragilités pour effectuer les tâches les plus difficiles et donc des arrêts de travail.

En envisageant de fermer les lieux d'appel en centre ville, vous allez porter atteinte aux conditions de travail des agents, et en augmentant le temps nécessaire pour les amener sur site, réduire le temps travail effectif sur la voie publique.

Concernant la formation, qu'avez-vous fait de l'école de la propreté ? Pourquoi avoir cassé ce bel outil au service de la régie permettant aux agents d'envisager un vrai plan de formation et donc des évolutions de carrière ?

Avant de conclure, je ne peux également m'empêcher d'évoquer les conséquences sociales de la suppression de la collecte du dimanche. Qu'allez-vous dire à ces agents volontaires pour travailler le dimanche qui bénéficiaient d'une prime spécifique ? Avez-vous aussi conscience du mécontentement des Parisiens qui auront profité d'un dimanche au milieu des ordures dont ils feront injustement l'objet d'une collecte le lundi matin.

Vous le voyez, Monsieur le Maire, encore beaucoup de raisons supplémentaires pour retirer ce projet de délibération et beaucoup d'arguments pour mon groupe de voter contre si vous vous obstinez.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Anne-Constance ONGHENA et ensuite à M. Pierre-Yves BOURNAZEL.

Mme Anne-Constance ONGHENA. - Monsieur le Maire, je ne vais pas revenir sur ce que mes collègues ont expliqué d'une manière très claire et précise, mais je vais partager avec vous un petit exemple pour illustrer tout ce qui a pu être dit.

Hier matin, 9 heures, boulevard Serrurier, profitant d'un samedi et d'un week-end pluvieux, des habitants du boulevard Serrurier ont procédé à des travaux ou à un embellissement de leur appartement, déposant au pied d'un arbre boulevard Serrurier, de nombreux déchets, planches, portes et autres. Or, je ne justifie pas le bien-fondé de cette méthode mais je dis juste que c'est un constat et un fait que l'on peut retrouver dans tous les arrondissements.

A 9 heures 10, une benne à ordure ménagère a ramassé une partie des déchets présents sur le trottoir autour de cet arbre, et les déchets qui ont été ramassés sont évidemment des déchets valorisables. Que faut-il en déduire ?

Premièrement que des déchets valorisables seront intégrés au volume des ordures ménagères traditionnelles, donc que vos statistiques sont fausses, donc que la Ville de Paris ment aux Parisiens sur le recyclage et sur la valorisation, que la performance du futur TMB du bassin versant est en question, quand le SYCTOM demande légitimement plus de performances de collecte aux communes de ce bassin. Enfin, je pense que la collecte à Paris n'est pas suffisamment pilotée.

Ne serait-il pas profitable pour les Parisiens aujourd'hui de procéder à une évaluation impartiale de la collecte, avant de réduire le service public qui est proposé ? Monsieur DAGNAUD, je ne comprends pas bien pourquoi vous proposez ce projet aujourd'hui, alors que Paris - on le dit tous - est une ville qui est plutôt sale et une ville qui est plutôt riche, qui a donc les moyens de maintenir le dispositif actuel de collecte, voire de l'améliorer. Ce dispositif, selon la Chambre régionale des comptes, est même excédentaire et ce, en dépit des règles du jeu établies.

Alors pourquoi Paris gagnerait à réduire le nombre de tournées hebdomadaires de collecte ? On ne comprend pas.

Ne seriez-vous pas en train de réduire la qualité du service public des Parisiens afin de faire baisser la pression mise par les autres communes sur le coût du traitement ? Ne cédez-vous pas à la pression du traitement contre la collecte ? Par conséquent n'y aurait-il pas pour la préservation des intérêts parisiens un contresens entre les fonctions de président du SYCTOM et d'adjoint au Maire de Paris chargé de la collecte et du traitement ?

Fondamentalement, on n'impose rien sur le sujet. En parallèle, vous venez d'augmenter la taxe de balayage de manière vertigineuse.

De notre côté, la politique que nous défendons est d'augmenter la qualité du service public pour les Parisiens. Par conséquent, ce projet ne nous semble pas aller dans le bon sens et nous ne soutiendrons pas votre projet de délibération. Nous voterons contre.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Pierre-Yves BOURNAZEL.

M. Pierre-Yves BOURNAZEL. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, notre ville est sale. En dix ans, trois contrats dédiés à la collecte des déchets et autant de campagnes de communication ont été élaborées : le contrat d'objectif propreté, le contrat gagnant-gagnant pour un Paris propre, puis le contrat de pilotage. Pour quels résultats ? Un triple échec.

Voilà maintenant plus d'une décennie que l'opposition dénonce la désuétude de la collecte des déchets ménagers. Vous amortissez avec une abnégation jusqu'au-boutiste les vieilles poubelles vertes des Parisiens. Souvent abîmées, parfois cassées, toujours inadaptées, elles ont montré au fil du temps une aptitude inébranlables à déverser sur les trottoirs autant de déchets qu'elles en absorbent.

Vous nous demandez aujourd'hui de nous prononcer sur le renouvellement du marché public de la collecte des ordures ménagères. Depuis juin 2009, cette collecte est assurée par un prestataire privé dans dix arrondissements et par la régie municipale dans les dix autres.

Ce dossier vous offrait l'occasion d'agir avec pragmatisme et courage. Il pose des questions de fond sur la conception même que nous pouvons nous faire d'une gouvernance utile aux Parisiens.

Or, l'orientation que vous lui réservez démontre autant l'échec de votre politique que l'absence d'ambition pour l'avenir. Elle illustre le peu de considération que vous apportez aux critiques formulées par la Chambre régionale des comptes dans son rapport sur la gestion des déchets. Ces mises en garde demeurent pourtant pertinentes.

Le taux d'absentéisme des agents en charge de la collecte s'élève à 12,5 % et vous ne vous interrogez pas dessus. Ce chiffre est vertigineux, les absences injustifiées sont quatre fois supérieures au taux moyen de la Ville. Cette désorganisation exceptionnelle des services est l'illustration de l'inefficience de votre management.

Le coût moyen de la collecte des ordures ménagères est de 110 euros la tonne en régie contre 98 pour les prestataires privés. En ce qui concerne les déchets recyclables, l'écart est encore plus spectaculaire entre vos services et les entreprises.

Quelle est la conséquence de votre politique pour le pouvoir d'achat des Parisiens ? La réponse est apportée par une étude récente de l'Ecole des Mines. Cette étude compare les services de collecte des déchets de plusieurs grandes métropoles, d'Europe mais aussi d'Amérique du Nord, et la conclusion est accablante pour votre politique : Paris est la ville qui dépense le plus de moyens financiers, humains et techniques pour ce service.

Or, le coût moyen de la collecte par habitant y est deux fois plus important qu'à Montréal ou Barcelone, et trois fois plus élevé qu'à Londres. Pourtant les résultats obtenus ne sont pas meilleurs pour les Parisiens que dans les autres grands ensembles urbains, bien au contraire.

Ce constat sans appel plaide en faveur d'une décision de bon sens. Lorsqu'une mission de service public est mieux assurée par le secteur privé que par les régies municipales, les élus responsables que nous sommes doivent prendre, sans aucun scrupule, la décision de déléguer au monde de l'entreprise. Tout choix différent est, par nature, la marque du dogmatisme. Cette première proposition permettrait de mieux préserver la continuité de service, dont l'interruption peut avoir des conséquences très négatives en termes de salubrité publique.

Je veux rappeler que les grèves de novembre 2010 et de mai 2011 confirmaient une démotivation des agents et un malaise social dans les 10 arrondissements fonctionnant en régie.

Suivant les modèles de Londres et de Montréal, les mairies d'arrondissement et les associations de quartier doivent s'unir pour sensibiliser les citoyens à l'enjeu de la collecte et du recyclage des déchets.

L'étude de l'école des Mines prouve que c'est l'échelon local qui fait le plus défaut à Paris. Or, le contrat de co-pilotage que vous nous avez proposé est une décentralisation en trompe-l'œil qui se heurte à la réalisation de votre jacobinisme.

De surcroît, pas dénué de quelques arrière-pensées pour le moins sournoises, vous déléguez la verbalisation et la communication aux maires d'arrondissement, vous entendez leur confier à la fois le rôle du gendarme et celui du pompier, dans un domaine où vous avez démissionné vous-même depuis longtemps.

L'échec du co-pilotage démontre à l'envi la nécessité de renforcer les compétences des maires d'arrondissement et d'amorcer un mouvement indispensable vers une réelle décentralisation des compétences, et donc des moyens.

Le marché public qui nous intéresse aujourd'hui a pour corollaire le passage de sept à six jours de collecte par semaine.

Le bilan de votre politique se résume donc bien à une contradiction éclatante : toujours plus de matraquage fiscal et toujours moins de services rendus aux Parisiens. Vous n'êtes plus à une contradiction près, il est vrai, vous demandez, à juste titre, au futur prestataire du marché public de bannir les bennes fonctionnant au diesel, mais celles de la régie, votre politique, vieillissent et polluent toujours davantage. Vous supprimez la collecte du dimanche au nom de la qualité de vie, mais le tonnage atypique du lundi va générer davantage d'embouteillages, et donc plus d'émissions de particules fines.

Les exemples de Barcelone, de Copenhague ou de Séville - voyagez un peu et regardez ce qui se passe à l'étranger - montrent qu'une gouvernance moderne permet de conjuguer la fluidification de la circulation et la lutte contre la pollution.

En développant la collecte pneumatique, ces villes ont révolutionné…

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Vous avez dépassé vos cinq minutes, Monsieur BOURNAZEL.

M. Pierre-Yves BOURNAZEL. - … l'évacuation…

Je parlerai autant que M. BROSSAT qui a dépassé son temps de parole !

… des déchets et promu une croissance verte.

La mise en place de ce système à Paris s'inscrirait pleinement dans les objectifs du Grenelle de l'environnement en favorisant le tri sélectif, en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et en limitant le bruit. Elle pourrait optimiser l'hygiène et la sécurité, elle pourrait supprimer les conteneurs dans les immeubles et les espaces publics, bannirait les nuisances olfactives…

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Vous avez dépassé votre temps de parole ; il reste encore des intervenants de l'U.M.P.

M. Pierre-Yves BOURNAZEL. - … et diminuerait les déplacements des bennes.

Oui, il y a ceux qui parlent d'écologie et ceux qui veulent la faire !

Nous développerons en responsabilité dans un an la collecte pneumatique des ordures ménagères.

Tout cela pour vous dire aussi que des villes comme Issy-les-Moulineaux ou Romainville sont plus adaptées et plus écologiques que Paris.

Alors, ma conclusion sera simple : nous ne soutiendrons pas ce projet, parce qu'il est, sur la méthode comme dans le contenu, emblématique de votre échec.

La majorité sortante, sans idée et sans vision est à bout de souffle ; rassurez les Parisiens…

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Monsieur BOURNAZEL, cela fait six minutes !

La parole est à M. Michel DUMONT, pour cinq minutes maximum.

M. Michel DUMONT. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, quelle est la qualité remarquable que vous mettez en exergue en introduction de votre projet de délibération ? Peut-être le fait de ne pas avoir tranché entre régie municipale et prestataire extérieur ; bel exemple de choix politique !

Le marché de la collecte par des prestataires extérieurs est effectivement renouvelé en 2014, mais quel empressement à trancher aujourd'hui cette question ?

Vous nous dites qu'une concertation a été engagée avec les élus des arrondissements concernés depuis un an. Elle a dû être extrêmement discrète, nous n'en avons jamais entendu parler.

Vous proposez de modifier la répartition des lots pour une meilleure concurrence : cinq lots dans le marché actuel, cinq lots dans le marché futur, la subtilité est très forte, mais en réalité, votre objectif principal est de réduire la collecte sur six jours en 2019 et peut-être dès 2015. Vos explications, d'ailleurs, sont assez confuses, puisque vous indiquez dans un paragraphe que "des anticipations localisées seront possibles dès 2015", et dans un autre que "vous exigez des candidats qu'ils rendent au terme de la première année et au cours de la troisième année d'exécution du marché une étude présentant des propositions d'adaptation de l'organisation de la collecte". Or, si je calcule bien, la première année sera en juin 2015, donc là, confusion dans vos explications.

Vous voulez également mieux prendre en compte les rythmes et les temps de chaque arrondissement. Difficile à envisager dans une collecte ramenée de sept à six jours, mais en excluant les secteurs à forte activité dominicale. Les circuits de collecte et les horaires sur sept jours nécessitent déjà un ajustement minutieux que votre projet risque de déséquilibrer au détriment du cadre de vie des Parisiens.

Une collecte sur six jours - cela a déjà été dit -, c'est une collecte du lundi encore plus longue, donc plus perturbante pour la vie des quartiers, c'est aussi une contrainte pour les résidents d'immeubles qui ne disposent pas de local pour entreposer les containers, d'autant plus si ce projet aboutissait à leur imposer des containers de plus grande capacité.

C'est aussi une contrainte en matière d'hygiène, avec la conservation de déchets pendant plus de deux jours, avec le risque supplémentaire de voir des dépôts s'accentuer sur la voie publique, et notamment dans les corbeilles de rue.

Alors, quelle qualité de service aux Parisiens ce nouveau marché doit-il apporter ? Je n'en perçois aucune. Bien au contraire, uniquement des contraintes supplémentaires pour les Parisiens.

Par contre, je perçois, à travers ce projet, des souhaits de réduction budgétaire, alors que la taxe d'enlèvement des ordures ménagères dégage chaque année un excédent non négligeable.

Vous rognez, Monsieur le Maire, sur les dépenses courantes :

- propreté ; nous sommes définitivement la ville la plus salle d'Europe ;

- voirie ; nos rues sont constellées de trous ; je peux vous en faire une liste qui concerne l'ensemble des arrondissements ;

- espaces verts ; un entretien qui laisse fortement à désirer ; il n'y a qu'à voir celui du Champ-de-Mars.

En revanche, aucune retenue financière pour vos projets pharaoniques : place de la République, voies sur berges, rive gauche.

Deux poids, deux mesures.

Monsieur le Maire, prenez un peu plus en considération la vie quotidienne de vos concitoyens ; ce projet doit être retiré pour être de nouveau étudié, nous avons largement le temps, d'ici juin 2014.

Dans ces conditions, si vous maintenez ce projet, nous voterons contre.

Merci.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Valérie MONTANDON, puis à Mme Fabienne GASNIER.

Mme Valérie MONTANDON. - Merci, Monsieur le Maire.

Les dispositions de ce nouveau marché sont d'autant plus mal venues qu'elles succèdent à l'augmentation sans précédent de la taxe de balayage. La taxe de balayage, vieille de 140 ans, nécessitait d'être modernisée, et on aurait pu espérer que la modernisation, pour vous, passe par sa suppression, mais non, au contraire, la modernisation de la taxe pour la majorité, c'est homogénéiser les huit catégories en une seule et, bien sûr, choisir la tarification la plus élevée, si bien que 80 % des redevables vont subir une augmentation d'une moyenne de 26 euros.

Il y a même des cas extrêmes ; nous en avons dans le 12e arrondissement, une personne âgée a vu sa taxe balayage augmenter de 287 à 408 euros, soit plus de 42 % d'augmentation, et cet exemple est loin d'être isolé, puisque l'augmentation de cette taxe rapporte 30 millions d'euros.

Si seulement la taxe pouvait être utilisée pour renforcer le dispositif de propreté ! Mais ici, justement, ce n'est pas le cas et ce projet de délibération en témoigne. C'est pour cela que nous pouvons cautionner un service moins performant et plus coûteux.

Concernant le projet de délibération DPE 18, nous souhaitons vous proposer un amendement. La collecte des déchets de corbeilles de rue nécessite une prestation dite complémentaire, afin d'être vidée fréquemment. Les 10 arrondissements dont la collecte des déchets ménagers est organisée en régie voient cette prestation complémentaire confiée à des entreprises privées.

Notre groupe souhaite attirer votre attention sur la nécessité d'effectuer une évaluation comparée entre la collecte en régie et la collecte par des entreprises privées.

Alors que la C.G.T. nettoiement a dénoncé l'achat récent de bennes neuves à motorisation diesel, ainsi que le parc vieillissant de la régie, la Ville de Paris se doit de lutter contre le bruit et la pollution.

C'est pour cela que nous vous proposons d'amender le projet de délibération de la sorte, en demandant au Maire de Paris de présenter une étude comparée du rapport qualité/prix entre la collecte en régie et la collecte par des entreprises privées et que le règlement de la consultation soit modifié, afin que le marché de mise à disposition de bennes permette une collecte silencieuse et non polluante grâce à des véhicules hybrides et à une motorisation électrohydraulique pour l'évaluation des containers et la compression des déchets.

Merci.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Fabienne GASNIER pour le groupe U.D.I., puis à M. Eric HÉLARD.

Mme Fabienne GASNIER. - Merci, Monsieur le Maire.

La propreté est une préoccupation majeure des Parisiens, on le voit bien à travers toutes ces interventions ; c'est un élément essentiel de la qualité de vie au quotidien, mais cela participe aussi à l'image que notre Ville présente au monde et à ses visiteurs.

Aujourd'hui, clairement, on ne peut pas dire que la gestion de la propreté apporte satisfaction. Certes, la production des déchets est en baisse depuis 10 ans : 11,6 % ; elle est, avant tout, le résultat d'un effort des industriels, qui était nécessaire, sur les normes d'éco-emballage, mais aussi de la réduction du nombre d'entreprises à Paris et de la baisse de l'activité économique.

La responsabilisation environnementale des consommateurs participe, bien entendu, également à ce progrès. En ce sens, l'initiative de mettre en place un système de lecteur à puce, afin de mesurer précisément ce que chaque immeuble produit comme déchets, apparaît positive. Elle peut, en effet, accentuer cette prise de conscience. Je suis donc favorable à cet outil.

Toutes les démarches, tous les outils qui peuvent contribuer à mieux gérer la question de la propreté sont bienvenus pour parvenir à trouver une solution.

Le problème, c'est que depuis dix ans d'allers-retours entre privé et public, de réorganisation en réorganisation, vous n'êtes pas parvenus à trouver la bonne formule. Or, cet outil, plutôt que de vous en servir pour mener une véritable réforme d'ampleur sur la gestion de la collecte, vous le réduisez finalement à un gadget : la suppression de la collecte du dimanche !

Qui peut croire qu'il s'agit là de la réponse qu'attendent les Parisiens ? Qui peut croire que cela constitue une avancée pour les Parisiens ? Cette réforme apporterait plus de problèmes qu'elle ne trouverait de solutions. En effet, comme cela a déjà été évoqué, de façon pratique d'abord, la mise en place de la collecte sélective a en effet imposé des aménagements dans les immeubles pour les lieux de stockage des bacs. La capacité de stockage ne serait pas dimensionnée dans une grande partie des immeubles, en cas de suppression de la collecte du dimanche.

Comment, dès lors, imaginer laisser les déchets s'entasser dans de mauvaises conditions pendant 48 heures ? Le réveil du lundi matin pour les Parisiens risque d'être bien difficile. Mais pour les personnels et pour l'organisation des services, l'effet mécanique de la sur-collecte du lundi ne sera pas non plus vécu comme une amélioration.

Où est donc le progrès en termes de qualité de vie ? Comment y voir un gain de performance de la qualité du service ? Au sein même des services, cette initiative est d'ailleurs contestée, alors même que la réforme concerne d'abord les opérateurs privés. C'est bien le signe qu'il y a un véritable problème.

Les syndicats demandent aussi le retrait de votre projet de délibération et réclament l'ouverture d'un réel débat sur l'avenir de la propreté, car il est vrai que, depuis dix ans, avec les petites modifications sans envergure à répétition, votre politique, c'est : changer pour que rien ne change, tout faire pour éviter un vrai débat de fond sur la propreté à l'approche, bien entendu, des élections municipales.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Eric HÉLARD et M. Jean-François MARTINS se prépare, s'il revient dans l'hémicycle.

M. Eric HÉLARD. - Merci, Monsieur le Maire.

En réalité, on le voit bien, cette réforme de la collecte du dimanche et démarcher les opérateurs privés n'a qu'un seul but : éviter un vrai débat sur la gestion de la propreté dans la capitale trop proche des élections municipales, un débat que les syndicats eux-mêmes réclament pourtant.

Il y a, en effet, dans ce projet de délibération un étrange timing : il intervient alors même que l'adjoint en charge de cette question quitte ses fonctions et ne sera effective qu'après la fin de votre mandat.

Mais, surtout, pourquoi tant de précipitation ?

Le lancement des nouveaux marchés pour les opérateurs privés, auxquels se raccroche votre réforme, n'est pas urgent. Il n'arrive à échéance que le 22 juin 2014, c'est-à-dire avec une notification pour la fin 2013.

Je vous rappelle que le vote au Conseil de Paris du dernier lancement des marchés a eu lieu le 8 juillet 2008 pour que les entreprises commencent en juillet 2009, soit un an de procédure. Pourquoi donc autant de précipitation cinq ans plus tard ? Faudrait-il vraiment cinq mois supplémentaires de procédure, alors même que la centralisation de la Direction des achats a précisément vocation à les réduire ? Il y a là quelque chose qui cloche. Cette précipitation est le signe d'une fébrilité, de vouloir enterrer le débat à la va-vite pour que l'on n'en parle plus jusqu'aux prochaines échéances électorales.

Il est d'ailleurs symptomatique que vous souhaitiez appliquer votre réforme d'abord aux opérateurs privés. Pourquoi ne pas l'expérimenter sur vos propres services ? C'est pourtant là que se situent les principales difficultés. Ainsi, les nouvelles clauses sociales et environnementales sont-elles pertinentes ? Prenons les exigences sur la responsabilité sociale de l'entreprise. Elles concernent principalement la lutte contre l'absentéisme et la prévention des conflits sociaux. Très bien, mais là, c'est un comble ! Parce que chacun de ces problèmes se pose très largement dans la régie dont vous avez la charge.

L'absentéisme, c'est surtout dans la régie qu'on le retrouve : 12,5 % d'absentéisme, taux très supérieur au taux moyen de la Ville. Le quadruple même pour les absences injustifiées. Je n'invente rien, c'est le rapport de la Chambre régionale des Comptes qui le dit. C'est donc bien dans la régie que ce révèle un malaise social.

Le rapport de l'Administration parisienne de novembre 2008 le qualifiait même d'une importance démesurée. Posez-vous donc les bonnes questions sur les services que vous dirigez plutôt que de faire semblant de les prendre en compte en vous reportant vers les opérateurs privés !

En réalité, pourquoi cette situation ? Le rapport social de la Ville doit être un indice, un indice assez convaincant même. Il s'appuie sur des sondages qualitatifs auprès des agents. Et que disent-ils ? Qu'il existe un problème de management et d'autorité administrative. C'est ce qui ressort très nettement de cette enquête.

Voilà un grand chantier qui est ouvert à vous, si vous souhaitez réellement mener une réforme de la collecte.

Concernant les exigences sur les grèves, c'est une préoccupation légitime, mais, encore une fois, elles ont lieu dans les services de la régie, pas dans le privé. Il ne s'agit pas de mettre en cause les agents : eux-mêmes réclament une vraie réforme d'organisation de la collecte.

C'est la même chose à propos des exigences environnementales : vous souhaitez interdire les bennes au diesel dans les nouveaux contrats ? Nous sommes entièrement d'accord avec vous, il faut être le moins polluant possible, mais alors, regardons les faits, 486 bennes circulent à Paris :

- 245 qui dépendent du privé : 92 % sont propres et roulent au GNV ;

- 241 qui dépendent de la Ville : 70 % seulement sont propres et roulent au GNV.

Le privé, qui a investi entre 2009 et 2011, est donc plus vertueux en la matière.

Si vous souhaitez vraiment être efficaces d'un point de vue environnemental, c'est avant tout vers la régie municipale que les efforts doivent être portés.

Monsieur le Maire, vous le voyez, la réforme que vous entendez mener n'est pas la bonne. Elle ne pose pas les bonnes questions, elle cherche à éviter le vrai débat qui s'impose. Les Parisiens ne seront pas dupes et ce débat, que vous le vouliez ou non, aura lieu. Ce sera une partie de l'héritage que vous laisserez à votre Première Adjointe pour la campagne municipale.

Évidemment, le groupe UDI votera contre ce projet de délibération.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

M. Jean-François MARTINS n'étant pas revenu, je donne la parole à M. Alexis CORBIÈRE, pour 5 minutes.

M. Alexis CORBIÈRE. - J'espère que M. MARTINS reviendra !

Mes chers collègues, nous voilà à nouveau à débattre d'un sujet sensible qui touche le quotidien de tous les habitants de Paris et qui nous avait déjà fortement occupé et divisé en 2008.

Mon intervention s'inscrira dans la continuité de celle de mon Président Ian BROSSAT.

En 2008, vous aviez alors pris la décision d'élargir la privatisation d'une partie de la collecte des déchets.

Pour notre part, nous vous avions alors clairement fait savoir que nous étions contre, résolument contre, tant pour des questions de principe - mais c'est important, les principes, surtout quand ils concernent le statut et le salaire de personnels qui effectuent un travail pénible - que pour des raisons pratiques et d'efficacité. Aucun des arguments que vous nous aviez avancés alors n'était, à nos yeux, convaincants et ne devait entraîner une telle décision.

Vous nous aviez dit, pourtant, que le service rendu serait meilleur, que le coût serait moindre pour la Ville, que les salariés des entreprises privées qui assureraient le marché n'auraient pas à envier leurs collègues travaillant pour la Ville de Paris.

C'est peu dire alors que nous n'étions pas convaincus !

Tout cela, c'était il y a cinq ans.

En 2013, aujourd'hui, revient au Conseil de Paris ce débat, car vous souhaitez reconduire cette privatisation en nous demandant d'approuver des modalités de lancement de marché de collecte des déchets ménagers. Nous pensions que vous nous donneriez, à cette occasion, des éléments matériels pour que tous les élus ici présents jugent du bien-fondé ou non de la décision prise il y a cinq ans.

C'est une erreur ! Vous ne l'avez pas fait.

Dans le projet de délibération que vous nous présentez, vous ne fournissez aucun élément accréditant le fait qu'il fallait privatiser cette tâche plutôt que de la confier encore à des personnels de la Ville.

Aussi, pourquoi continuer dans la voie de la privatisation, alors que vous ne fournissez aucun bilan global des cinq années passées ? La Ville de Paris s'est-elle donné réellement les moyens matériels de pouvoir remunicipaliser ce qu'elle a privatisé il y a cinq ans ? Avons-nous tous, chaque élu ici, entre les mains, tous les éléments pour faire ce choix ? Je ne le crois pas.

Un exemple, pour illustrer : à croire les organisations syndicales de salariés en charge du nettoiement… et, pour notre part, nous les croyons, notamment les organisations syndicales majoritaires ; et je pense à la C.G.T. Donc, à croire la C.G.T., la Ville de Paris n'aurait, par exemple, mené aucun investissement sérieux ces dernières années pour que nous soyons équipés de véhicules au gaz naturel de ville. Pire ! La Ville aurait enfin acheté dernièrement des bennes neuves mais qui sont motorisées au diesel.

Et, à l'inverse, dans le projet de délibération que vous soumettez à notre vote, l'appel d'offres mentionne que - je le cite - "l'utilisation partielle ou totale du diesel est proscrite". De fait, en achetant de nouveaux véhicules fonctionnant au diesel, nous nous empêchons d'envisager toute forme de reprise du marché en régie municipale.

De plus, où est l'exigence sociale dans votre projet de délibération ?

Dans les conditions actuelles du pointage pour l'attribution du marché, l'exigence sociale tient pour 0 % ; 60 % pour le prix global, 30 % pour la qualité et la continuité du service, 10 % pour les performances environnementales des véhicules mais bien 0 % quand il s'agit du statut des personnels, leur rémunération, leur formation, etc.

Ce n'est pas tolérable !

Personnellement, j'ai honte !

Honte de lire qu'après cinq années où la responsabilité sociale n'était basée, pour les entreprises retenues, que sur la base du simple volontariat, peu contraignant, nous affirmons cette fois-ci dans le projet de délibération que - je cite - "le marché va plus loin, car les candidats s'engagent à une démarche de progrès social". S'agissant de quoi, le progrès social serait, je cite à nouveau, "simplement la lutte contre l'absentéisme et la prévention des conflits sociaux".

Voilà où nous plaçons les exigences de progrès social.

Avec audace, si je puis dire, nous indiquons même dans ce projet de délibération que le champ de la démarche qualité sera étendu de manière à encadrer le recours à la précarité.

Belle parole, mais comment ? Quelles exigences concrètes pour encadrer ?

Encadrer, est-ce la même chose que limiter la précarité ? Est-ce que c'est l'interdire ? Bien sûr que non.

Quel pourcentage de travailleurs précaires une grande ville comme Paris est-elle prête à tolérer pour ramasser les poubelles de ses habitants ? 10 % ? 20 % ? 30 % ? 50 % ? Plus encore ?

C'est pourtant à ce genre de détails que l'on juge le degré de civilisation d'une société.

Tout cela, donc, est assez ridicule. La Ville devrait être beaucoup plus exigeante, la moindre des choses eut été qu'un item social ayant un réel poids soit ajouté dans les critères qui seront pris en compte pour l'obtention de ce marché. Pour l'heure, ce n'est pas le cas.

Pour finir, allons à l'essentiel : est-ce réellement plus intéressant, financièrement, pour les Parisiens et les finances de la Ville que cette privatisation ? Ce n'est même pas sûr.

Si l'on en croit encore la C.G.T., la remunicipalisation nécessiterait un réinvestissement de 74,12 millions d'euros, soit 14,58 millions d'euros de moins que ce que nous versons actuellement aux entreprises privées.

Pour toutes ces raisons, nous ne sommes pas d'accord, vous l'aurez compris, avec la reconduction de cette privatisation. Nous voterons contre ce projet de délibération, mais, au moins, nous demandons au minimum qu'il soit repoussé afin que vous apportiez des réponses précises aux différentes questions des organisations syndicales qui, de mon point de vue, relaient les préoccupations des Parisiens qui ne comprennent pas la précipitation de la Ville.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

M. Jean-François MARTINS n'étant pas revenu, nous en finissons là avec le débat général et je donne la parole à M. Jérôme COUMET pour la défense d'un vœu ou amendement.

M. Jérôme COUMET, maire du 13e arrondissement. - Un amendement, en l'occurrence, Monsieur le Maire.

Simplement, juste en deux mots, je fais part de mon étonnement, pour ne pas dire plus, devant la véhémence de nos collègues de l'opposition.

Certes, c'est vrai que l'opposition s'oppose, mais rien ne l'empêche de le faire avec subtilité et mesure et rien ne l'empêche de le faire sur les bons sujets.

Quand on voit l'organisation de la collecte à Paris, quand on la compare avec les autres grandes métropoles européennes, je crois que nous n'avons pas à rougir sur la façon dont cela se passe à Paris. En tout cas, en tant que maire d'arrondissement, je n'ai pas de plainte à ce sujet.

Concernant le 13e arrondissement, le système en place est reconduit. Nous avons néanmoins déposé un amendement que nous souhaitons faire valoir, mais je sais qu'il sera accueilli avec ouverture par l'Exécutif, car il ne nous paraît pas raisonnable de poursuivre la collecte jusqu'à 23 heures.

Effectivement, cet amendement a été voté de manière unanime par le Conseil du 13e arrondissement.

Je vous remercie.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Je donne donc la parole à M. François DAGNAUD pour sa dernière réponse en tant qu'adjoint à ce véritable feu d'artifice.

Je suis bien content de n'arriver que demain !

M. François DAGNAUD, adjoint. - Merci, Mao. Tu remarqueras que je te laisse un dossier facile.

Chers collègues, d'abord je veux remercier les nombreux orateurs qui ont souhaité prendre part à ce débat et les remercier très sincèrement parce que chacun, à sa façon, a finalement contribué à clarifier le débat.

Quand j'entends que l'on n'a jamais débattu de ces questions, permettez-moi de sourire. Je crois que c'est un sujet qui est au contraire à l'ordre du jour quasi permanent du Conseil de Paris, comme il l'est de façon tout aussi permanente dans de nombreux Conseils d'arrondissement.

Donc, je préfère sourire, Monsieur TRÉMÈGE, et quelques autres de vos collègues, quand je vous entends dénoncer notre volonté supposée d'empêcher toute prise de parole sur des sujets liés à la propreté ou à la collecte des déchets.

Je note d'ailleurs que l'U.M.P. aura dû s'y reprendre à six fois pour essayer de dire ce qu'elle avait à dire et, pour ceux qui auront été autant que moi attentifs à ce qui s'est dit, six prises de parole pour tenir six discours différents, sans doute pas tous avec la même crédibilité.

Je dois dire, si je peux me permettre de porter des jugements, avec tout le respect que j'ai pour l'ensemble des collègues, que j'ai trouvé notre collègue Pierre-Yves BOURNAZEL beaucoup plus convaincant en supporter assumé d'une privatisation générale que M. BERTHAULT en porte-parole du syndicat C.G.T. du nettoiement.

Néanmoins, les choses sont claires et il est clair qu'aujourd'hui la Droite parisienne, pour ne parler que d'elle, ne fait pas confiance aux Parisiens et ne fait pas confiance à leur capacité de modifier, de faire évoluer leurs comportements.

Ce n'est d'ailleurs pas une surprise, puisque nous l'avions vu, cher Patrick TRÉMÈGE (vous étiez à ma place avant 2001), quand vous aviez décidé que les Parisiens étaient incapables de faire du tri des multi-matériaux et que Paris était à l'époque la seule ville de France, de cette envergure en tout cas, à ne pas s'être engagée dans le tri sélectif.

Vous aviez tort il y a 10 ans, permettez-moi de penser que vous avez encore tort aujourd'hui.

Je veux quand même relever, parce que j'ai entendu des formulations - et Jérôme COUMET avait raison de le rappeler - qui m'ont surpris et je me disais que, finalement, nos collègues de l'U.M.P. avaient enfin, peut-être, trouvé leur combat identitaire et que, au même titre que les parlementaires U.M.P. viennent de passer de longues heures de débat à expliquer que l'adoption du mariage pour tous signifiait la fin de la civilisation, j'ai un peu le sentiment que,

aujourd'hui, la suppression éventuelle de la collecte du dimanche à Paris ferait peser sur la ville les mêmes risques d'apocalypse !

L'enjeu est pourtant simple, voulons-nous, oui ou non, faire de la réduction des déchets et de la lutte contre toutes les formes de gaspillage une ambition collective, à l'échelle de toute la ville ?

C'est un enjeu à la fois environnemental, social, éthique et économique.

Nous avons la conviction - et nous l'assumons - que, en effet, la métropole durable devra savoir mieux consommer, moins gaspiller, mieux préserver les ressources naturelles et, au total, générer moins de déchets.

Nous considérons que, en fonction des résultats atteints en 2019, c'est-à-dire dans six ans, il sera, oui, peut-être possible d'adapter l'organisation future de nos collectes.

Je considère en effet, vous avez les uns et les autres fait référence de façon très argumentée aux propos et aux explications que j'ai moi-même tenus en réunion des 1ère et 4e Commissions et qui me font penser absolument - et je le confirme - qu'aujourd'hui, en 2012 ou en 2013, nous ne sommes pas en mesure d'envisager, dans des conditions sereines, la suppression de la collecte du dimanche.

Pourquoi ? Parce que, aujourd'hui, ce n'est pas possible et je suis le premier à vous l'avoir expliqué. Je vois que mes explications ont porté, puisque vous avez repris fidèlement l'ensemble de l'argumentation que j'ai développée.

Mais pourquoi, parce que nous ne sommes pas capables aujourd'hui de le faire dans de bonnes conditions, nous interdirions-nous de l'envisager dans six ans, en 2019 ? D'autant que nous nous serons dotés d'ici là des outils objectifs qui nous permettront de prendre la mesure, jour par jour, rue par rue, immeuble par immeuble, des progrès que les Parisiens, j'en suis convaincu, vont continuer de réaliser en matière de réduction des déchets.

Chers collègues, cela fait 10 ans (cela a été rappelé par Yves CONTASSOT, je crois, et Ian BROSSAT sans doute aussi) qu'à Paris comme ailleurs, mais à Paris plus encore qu'ailleurs, que les Parisiens se sont engagés dans une diminution des déchets ménagers de 11 %.

J'ai entendu la prise de position de notre collègue Eric HÉLARD. Honnêtement, j'avais envie de dire en vous écoutant : "Jean-Louis BORLOO, reviens, ils sont devenus fous !"

C'est exactement les objectifs que la loi du Grenelle de l'Environnement a fixés et nous serons au rendez-vous et même, j'espère, au-delà du rendez-vous avec une nouvelle diminution de 7 % des déchets ménagers dans les cinq années qui viennent.

Oui, chers collègues, je crois que, sur la base de cette tendance longue, lourde et durable, nous pouvons faire confiance aux Parisiens et nous pouvons les mobiliser pour, dans six ans, être en situation d'ajuster en effet l'organisation de nos collectes à cette situation nouvelle.

Il nous revient donc, aujourd'hui, de fixer le cap du passage d'une société du tout jetable à une société du plus durable, de sortir d'une logique productiviste obsolète pour penser en amont à l'éco-conception des biens et à leur finalité après usage, qu'il s'agisse de réemploi ou de recyclage.

Alors oui, ce projet de délibération s'inscrit bien dans cette démarche de réduction des déchets collectés, puisqu'il fixe un cap et nous donne rendez-vous dans quatre ans, en 2017, pour un déclenchement éventuel en 2019. En fonction des progrès constatés dans la baisse des volumes collectés, le Conseil de Paris et les Conseils d'arrondissement, dans la droite ligne du copilotage de la propreté, seront en situation de décider ensemble si les conditions sont réunies pour passer en 2019 du prêt-à-porter au sur-mesure pour la collecte du dimanche qui s'avérera ici possible, ailleurs pas forcément souhaitable, mais nous pourrons le décider ensemble sur la base des données recueillies par les capteurs installés sur le bac.

Je veux aussi dire que fixer ce cap est aussi une façon de mobiliser la société parisienne pour nous aider à atteindre et peut-être à dépasser nos objectifs de réduction des déchets tels qu'ils ont été fixés en application des lois du Grenelle 2 et du Plan local de prévention des déchets.

En écoutant les différents intervenants de l'U.M.P., permettez-moi cette parenthèse, je me disais que, finalement, avec ce rendez-vous très clairement posé en 2017 pour une échéance en 2019, qui mettra les conseillers de Paris et les Conseils d'arrondissement en situation de décider si on y va ou pas, nos collègues ne sont pas très confiants dans leurs chances d'être majoritaires à Paris en 2017, puisqu'ils n'ont pas l'air du tout d'imaginer qu'ils pourraient eux-mêmes être en situation de décider majoritairement ; c'est donc un encouragement pour les échéances qui viennent.

Sur l'autre sujet qui a été évoqué, s'agissant, cette fois-ci, de la position qui a été développée par Ian BROSSAT et Alexis CORBIÈRE, je veux, là aussi, répondre assez précisément et poser les enjeux d'une remunicipalisation générale que votre groupe a souhaité mettre en perspective, ce qui, en soi, est un débat parfaitement respectable et bien venu.

Y a-t-il, d'abord, un enjeu de mission ? J'ai bien entendu, et ce n'est pas la première fois que je l'entends, la comparaison avec l'eau, mais enfin, chers collègues, permettez-moi de rappeler que si l'eau, et Anne LE STRAT en sera d'accord avec moi si elle est là, est un bien essentiel à l'humanité, à la vie, j'ai plus de mal à comprendre comment les déchets ménagers, nos poubelles, seraient un bien essentiel à la vie et à l'humanité, même s'il faut garder à l'esprit le fait que toute vie est productrice de déchets, donc le lien est sans doute là, mais c'est un lien très philosophique et surtout très ténu, en l'occurrence, je crois que la comparaison avec l'eau trouve quand même rapidement ses limites, il n'y a donc pas d'enjeu de mission.

Y aurait-il un enjeu de gestion ? Sur ce point, nous avons des éléments très précis qui nous ont été fournis par le rapport de la Chambre régionale des comptes, et donc, on peut considérer qu'ils constituent des éléments que nous pouvons partager.

Pour aller à l'essentiel, passer de 10 à 20 arrondissements où la collecte serait faite en régie, cela veut dire au moins 60 millions de coût de fonctionnement supplémentaires, qu'il s'agisse d'effectifs supplémentaires, d'entretien et d'achat du parc de bennes, de carburant et d'amortissements, plus de 250 bennes à acheter en une seule année, c'est 50 millions d'euros, et 42.000 mètres carrés de terrain supplémentaire à trouver dans Paris intra-muros pour des garages à bennes, avec au moins 170 millions d'euros de travaux pour construire des garages, plus 300 millions d'investissement, à supposer que nous trouvions dans Paris des quartiers demandeurs d'accueillir des garages à bennes.

Au total, au moins 60 millions d'euros de fonctionnement annuels en plus, au moins 300 millions d'investissement supplémentaire, pour, à l'arrivée, un service de collecte qui ne fonctionnerait ni moins bien ni mieux, donc sans aucune valeur ajoutée en termes de service. Il n'y a donc aucun enjeu de gestion et aucun enjeu de service dans cette demande dont je continue à ne pas bien percevoir les enjeux.

Alors, vous me direz : "Eh bien oui, c'est un enjeu politique". Eh bien non, chers collègues, ce n'est pas un enjeu politique entre nous, puisque, cela a été rappelé là aussi, Paris, à l'échelle de l'agglomération, est un îlot de service public avec une collecte moitié en régie, moitié en entreprise, et je rappelle quand même, mes chers collègues, et notamment à mon ami Alexis CORBIÈRE, que dans toutes les grandes villes de la Région parisienne gérées par nos amis du Front de gauche, la collecte y est 100 % privatisée, il n'y a donc pas d'enjeu politique sur le sujet.

Je crois que l'objectif de maintenir un système mixte est déjà un objectif extrêmement ambitieux et qu'il a largement de quoi nous mobiliser.

Pour revenir, pas trop dans le détail, pardonnez-moi, sur les demandes plus précises des uns et des autres, Yves CONTASSOT, nous avons eu des échanges, nous ne sommes pas forcément totalement d'accord, sur la possibilité de mettre en place à Paris une redevance incitative ; en tout cas, l'outil qui est mis à disposition le rendra possible, en tout cas en donnera des éléments extrêmement utiles et il reviendra aux assemblées futures et aux élus futurs d'en décider et chacun pourra, le moment venu, donner son sentiment.

Sur les changements d'horaires, merci de l'avoir rappelé, nous avons tenu à prendre mieux en compte les rythmes et les temps des différents arrondissements, nous l'avons fait dans les 10 arrondissements concernés, y compris dans le 1er arrondissement, dans le 15e arrondissement et dans le 7e arrondissement, et la concertation qu'en effet, nous avons eue depuis plusieurs mois, nous a permis d'intégrer, comme nous le faisons aujourd'hui un peu in extremis, mais avec plaisir, pour le 13e, les demandes d'aménagement des horaires de collecte de l'ensemble des arrondissements.

M. Rémi FÉRAUD a parfaitement rappelé les différentes innovations de ce projet de délibération.

M. Patrick TRÉMÈGE, je ne m'en prends pas à vous, je vous aime bien par ailleurs, mais vous portez le bilan de la majorité à laquelle vous participiez, je ne reviens pas sur l'argument : pas de débat ; le débat est au contraire permanent.

J'entends bien que la Droite parisienne pense avoir trouvé son Graal en agitant régulièrement le hochet d'une ville qui serait une capitale mondiale de la malpropreté, ce que personne ne dit. Si vous aviez pris la peine, puisque vous semblez vous intéresser au sujet, de participer ou d'assister au moins au compte rendu de mandat que le Maire de Paris a tenu dans un arrondissement du Nord-Est parisien au mois de décembre sur la propreté, vous auriez été

très surpris de ce que nous ont dit les Parisiens, que vous devriez écouter davantage. Non pas qu'ils nous aient dit que tout allait bien, mais ils ont parfaitement compris que la qualité de nos interventions n'est nullement en cause.

Ce qu'ils mettent en cause, et vous devriez l'entendre, cela fait quelques années que j'essaye de vous en convaincre, ce sont les comportements fautifs de ceux de nos concitoyens qui continuent à considérer que la rue est une poubelle et que l'on peut impunément tout jeter par terre. On nous demande de davantage verbaliser, c'est vrai, et nous le faisons et nous allons continuer à le faire, mais considérer que ce sont nos services et nos interventions que les Parisiens insatisfaits mettraient en cause, c'est se tromper totalement de sujet.

Je n'ai quand même pas oublié, parce que nous sommes un certain nombre ici à avoir connu Paris avant 2001 et personne n'a oublié que les questions de propreté faisaient déjà partie de l'agenda politique, c'est bien naturel, c'est un sujet important, et je me souviens très bien que dans beaucoup d'arrondissements, nous n'avions aucune intervention de propreté ni le samedi ni le dimanche ni le lundi, parce qu'à l'époque, vous aviez un système de travail qui faisait que la moitié des agents était en repos le samedi et le dimanche et l'autre moitié le dimanche et le lundi, donc tous les moyens étaient mobilisés pour la collecte et pendant trois jours, il n'y avait aucune opération de propreté. C'est nous, avec Yves CONTASSOT, en 2001, qui avons mis en place un système de roulement 6-9 qui permet justement d'assurer 7 jours sur 7 une intervention, notamment en matière de propreté.

Donc, excusez-moi, mais en matière de bilan et de leçon de gestion, ce n'est pas forcément sur vos bancs que j'irai chercher des références.

J'ai répondu à M. BERTHAULT sur son long plaidoyer reprenant les différents considérants du syndicat CGT du nettoiement. Je veux le rassurer, comme j'ai déjà rassuré les organisations syndicales, l'éventualité d'une suppression partielle de la collecte du dimanche en 2019 ne se répercutera pas négativement sur les agents. Nous avons beaucoup d'autres missions à assumer le dimanche, comme les marchés alimentaires et les opérations de propreté.

Et, si nous avions besoin de mettre moins de moyens humains sur la collecte des O.M. le dimanche, nous serions heureux de les mettre davantage sur les autres missions que nous accomplissons ce même jour puisque, encore une fois, ce service public travaille tous les jours de l'année. Je veux que nous puissions rendre hommage au travail formidable qui est fait, y compris quand il neige et tous les jours de l'année, par les équipes du S.T.P.P.

Et j'ai souffert pour eux des critiques tout à fait injustifiées qui ont été formulées de ce côté-ci de l'hémicycle. Non, Mesdames et Messieurs de l'opposition, votre combat politique ne justifie pas que vous incriminiez avec autant d'injustice le formidable dévouement, la formidable compétence de nos équipes !

Je m'arrêterai là pour ne pas être plus long. Je vous remercie en tout cas de votre attention et je vous invite à voter favorablement à l'ensemble des projets de délibération qui nous sont soumis.

Merci.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Merci.

Nous allons passer au vote des amendements n° 24, n° 25 et n° 29, des vœux n° 26, n° 27 et n° 30 et des deux projets de délibération.

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition d'amendement n° 24 déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition d'amendement n° 24 est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition d'amendement n° 25 déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition d'amendement n° 25 est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 26, déposée par le groupe Communiste et les élus du Parti de Gauche, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 27, déposée par le groupe Communiste et les élus du Parti de Gauche, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 18).

Le vœu n° 28 n'a pas été présenté : il est donc retiré.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPE 14 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2013, DPE 14).

Je mets aux voix, à main levée, la proposition d'amendement n° 29 déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition d'amendement n° 29 est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 30, déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPE 18.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DPE 18).

Je vous remercie.

Dépôt de questions d'actualité.

M. Mao PENINOU, adjoint, président. - Mes chers collègues, je vous informe que 6 questions d'actualité ont été déposées.

La première question d'actualité, posée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés à M. le Maire de Paris est relative à "l'expérimentation d'une salle de consommation à moindre risque à Paris".

La deuxième question d'actualité, posée par le groupe E.E.L.V.A. à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police, concerne "l'installation d'une salle de consommation à moindre risque."

La troisième question d'actualité, posée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche à M le Maire de Paris, est relative à "la situation de l'A.P.-H.P."

La quatrième question d'actualité, posée par le groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris, est relative "aux défaillances d'un prestataire dans le cadre du marché couvrant les besoins alimentaires dans des crèches du 17e arrondissement".

La cinquième question d'actualité, posée par le groupe U.D.I. à M. le Maire de Paris, est relative "aux conséquences de la réforme des rythmes scolaires pour la collectivité parisienne".

Enfin, la dernière question d'actualité, posée par M. Jean-François MARTINS à M. le Maire de Paris, est relative à "l'attractivité internationale de la Ville de Paris en matière d'accueil des investissements étrangers".

La séance est suspendue.

Nous nous retrouverons à 14 heures 45 pour la séance des questions d'actualité.

Bon appétit et merci à tous.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à treize heures dix minutes, est reprise à quatorze heures quarante cinq minutes, sous la présidence de M. le Maire de Paris).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, nous reprenons nos travaux.

Examen des questions d'actualité.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, nous passons à l'examen des questions d'actualité.

I - Question d'actualité posée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés à M. le Maire de Paris relative à l'expérimentation d'une salle de consommation à moindre risque à Paris.

II - Question d'actualité posée par le groupe E.E.L.V.A. à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police relative à l'installation de la salle de consommation à moindre risque.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Chers collègues, nous commençons donc les questions d'actualité. Il se trouve que les deux premières portent sur le même sujet : celle de Mme Sylvie WIEVIORKA pour le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés et celle de Mme Véronique DUBARRY pour le groupe E.E.L.V.A., concernent l'expérimentation et l'installation de la salle de consommation à moindre risque.

Je donne d'abord la parole à Mme Sylvie WIEVIORKA.

Mme Sylvie WIEVIORKA. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, depuis quelques années, les quartiers des gares du Nord et de l'Est, la porte de la Chapelle, les boulevards extérieurs du Nord-Est parisien, ainsi que le quartier de Stalingrad, sont

devenus des scènes ouvertes de consommation de drogue. Il s'agit à la fois de stupéfiants (héroïne, cocaïne, crack) et de médicaments détournés de leur usage, qui sont consommés notamment par voie intraveineuse.

Au-delà des troubles à l'ordre public que ces pratiques engendrent dans la vie des quartiers (usagers consommant dans les cages d'escalier, entre deux voitures, dans les lieux publics, à la vue des passants et du voisinage), un risque sanitaire et social important est couru par ce public en grande fragilité.

Grâce à la mise en place de la politique de réduction des risques depuis les années 1990, le taux de prévalence du V.I.H. chez les usagers de drogue a considérablement diminué. Le nombre d'overdoses, qui avait décru, est actuellement à nouveau en hausse d'une manière préoccupante et les risques de contamination par les hépatites B et C demeurent élevés.

Cette situation impose de nouvelles actions.

Devant ce constat et le peu d'ambition du gouvernement de François FILLON en matière de prévention des risques chez les usagers de drogue, les élus socialistes avaient porté, en juin 2009, un vœu en Conseil de Paris. S'adressant au Ministre de la Santé de l'époque, Roselyne BACHELOT, nous demandions qu'une politique ambitieuse de réduction des risques soit mise en œuvre pour répondre aux enjeux identifiés sur le terrain et qu'une adaptation du cadre légal et réglementaire soit engagée pour permettre l'expérimentation d'une salle de consommation à moindre risque à Paris.

Ces salles de consommation, qui sont implantées dans de nombreux pays, tels l'Allemagne, la Suisse ou la Norvège, ont largement prouvé leur utilité. De nombreux pays européens se sont résolus à ouvrir de tels lieux, dans le but de limiter les contaminations virales et les morts par overdose. L'accès aux soins des toxicomanes les plus précarisés s'en trouve également amélioré. La salle de consommation à moindre risque permet un contact avec les équipes qui proposent une prise en charge au plan médical et social.

A Vancouver, les recours au sevrage et aux traitements de substitution ont considérablement augmenté depuis l'ouverture de la salle de consommation à moindre risque.

Déterminés à mener une politique sanitaire et sociale de réduction des risques adaptée à la situation parisienne, les élus socialité ont réitéré leur souhait en octobre 2010. Ce vœu faisait suite à l'étude menée à Paris par un groupe de travail pluraliste et qui portait sur l'opportunité et la faisabilité de ce type de dispositif à caractère sanitaire et social.

La mobilisation des élus parisiens issus de la Majorité municipale autour de ce projet a été constante et, en décembre dernier, le Conseil de Paris a voté l'octroi d'une subvention à l'association GAÏA pour une mission de préfiguration et de concertation, dans l'attente de l'autorisation gouvernementale attendue.

Mardi 5 février dernier, le Premier Ministre a donné son feu vert à l'expérimentation d'une salle de consommation de drogue à Paris, demandée par le Maire de Paris.

Parce que l'expérimentation d'une salle de consommation est utile et vivement souhaitée par nous, élus socialistes parisiens, nous souhaiterions, Monsieur le Maire, que vous nous éclairiez sur les modalités de mise en place de cette expérimentation dans la Capitale.

Je vous en remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Moi aussi, je vous remercie !

La parole est à Mme Véronique DUBARRY.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, Monsieur le Préfet, puisque cette question est double, en réalité…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Cela ne m'a pas échappé !

Mme Véronique DUBARRY, adjointe. - Vous connaissez, Monsieur le Maire, notre attachement et notre volonté politique jamais démentie depuis plus de dix ans - oui, même bien plus que dix ans - à ce que des salles de consommation à moindre risque voient le jour à Paris.

Je redis à quel point ce type de dispositif ne tient absolument pas de la réponse miracle mais, au contraire, vient compléter les dispositifs de réduction des risques déjà existants, tels que les boutiques bas-seuil, les équipes de rue et, bien sûr, la prévention primaire auprès des plus jeunes.

Vous avez, Monsieur le Maire, permis l'organisation, sous la responsabilité de votre adjoint Jean-Marie LE GUEN, d'une véritable étude permettant aux élus parisiens de mieux connaître les expériences étrangères déjà mises en œuvre. Ces rencontres nous ont appris beaucoup et il paraît pertinent, et il me semble que c'était le but, de s'inspirer de ces expériences pour mener à bien notre propre action.

Or, qu'avons-nous appris ?

Premièrement, qu'une salle de consommation, si on veut qu'elle fonctionne, doit être installée à proximité des toxicomanes. Cela fait un peu lapalissade, mais il semble que cela va mieux en le répétant.

Deuxièmement, qu'une salle de consommation, si on veut qu'elle fonctionne, doit être correctement dimensionnée en termes d'horaires, de capacité d'accueil et de type de services offerts. Autrement dit, là encore lapalissade, qu'elles répondent effectivement aux besoins.

Troisièmement, qu'une salle de consommation ne peut être installée qu'avec les riverains, les élus et les autres institutions concernées, et pas malgré ou contre eux.

De ces trois impératifs, le seul qui, pour l'instant, semble avoir été retenu par notre Municipalité est le premier. En effet, d'après les déclarations des unes et des autres, et au premier chef de la Ministre de la Santé, la salle de consommation parisienne devrait être installée à proximité de la gare du Nord ; déclarations qui viennent en tous points à l'encontre du deuxième point, à savoir ne rien faire sans les habitants.

Pourtant, nous avons mandaté - c'est ce que Sylvie WIEVIORKA rappelait à l'instant - une association pour travailler, réfléchir et animer la concertation. Force est de constater que nous sommes considérablement en retard, voire même très en deçà de ce que nous devrions faire.

Je me souviens très bien de l'ouverture de la boutique de la rue Beaurepaire, dans le 10e encore, et des vives réactions suscitées par le secret qui avait entouré son ouverture. De cette expérience, des expériences menées à l'étranger, nous savons ce qu'il ne faut pas faire et nous savons, du coup, ce qu'il faut faire.

Pour finir, je reviens sur la capacité de la salle et donc, de fait - là aussi, c'est un point longtemps et souvent évoqué -, sur la nécessité d'envisager très vite l'ouverture de plusieurs structures à Paris et en proche banlieue, toujours là où sont les toxicomanes.

Donc, Monsieur le Maire, ma question est un peu similaire à celle que Sylvie WIEVIORKA vient de vous poser : pourriez-vous nous dire quel est le calendrier qui est mis en place pour convaincre les riverains du bien-fondé de l'installation d'une salle de consommation ?

A quel moment les élus des arrondissements concernés seront associés ?

Quand auront lieu les premières réunions publiques ?

Quel type de document (cela peut être utile également) sera mis à disposition des habitants et des habitantes ?

Bien évidemment, quand sera sérieusement envisagée l'ouverture d'autres structures ?

Bref, de quels outils allons-nous nous munir, transparents, clairs et, souhaitons-le, efficaces pour garantir le succès de l'installation de cette nouvelle structure ?

En ce qui concerne le Préfet de police…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Vous avez déjà largement dépassé votre temps, Madame.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe. - Exact, je n'avais pas vérifié. Excusez-moi, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

La parole est d'abord à M. Jean-Marie LE GUEN, puis à M. le Préfet de police.

M. Jean-Marie LE GUEN, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Je crois que chacun mesure effectivement l'intérêt de ces deux questions, chacune dans leur formulation et, en même temps, le plaisir que j'ai ici, au nom de l'ensemble de la Municipalité parisienne, à vous confirmer les informations qui ont été publiées la semaine dernière, nous informant que, effectivement, le Gouvernement avait l'intention de missionner la M.I.L.D.T. (la fameuse mission interministérielle de lutte contre les toxicomanies) pour nous faciliter l'ouverture de salles de consommation à moindre risque.

Cette décision est reçue positivement, non seulement par tous les groupes de la majorité, mais, je veux le signaler ici, bien au-delà.

Je veux remercier le groupe U.D.I. de son constant soutien, de ses interventions permanentes dans tous les travaux qui ont été les nôtres. Je sais que cette position, d'ailleurs, va même au-delà de l'U.D.I. quand je vois les prises de position d'un certain nombre de parlementaires de l'opposition actuelle. Je pense notamment à Mme JOUANNO, également, qui se déclare en faveur de ce type d'initiative sociale.

Il reste évidemment, je l'avais noté, une poignée d'irréductibles présents sur nos bancs, mais ils ne doivent pas laisser penser qu'il n'y a pas une très large majorité et un consensus très fort au sein de notre Conseil, résultant d'un travail qui a duré maintenant depuis plusieurs mois. Un travail qui a permis que tous les élus de terrain, qui savent effectivement quelles sont les questions sanitaires et sociales qui se posent et qui abordent les choses d'une façon pragmatique, sans une intention de faire de ces questions un combat idéologique, croient qu'il y a nécessité, à la fois de mettre en œuvre et d'expérimenter de telles solutions.

Alors, je tiens quand même à rassurer Véronique DUBARRY pour lui dire que, si l'on a bien parlé d'expérimentation et si l'on a parlé d'une localisation, elle était encore très générale.

Nous n'en sommes pas à un point où nous pouvons venir devant vous et dire qu'il y a une localisation précise, un calendrier et des structures.

De ce point de vue, il n'y a rien de caché, il y a tout simplement une approche qui avait été suspendue au fait que nous attendions la décision des pouvoirs publics, car, bien évidemment, ce que nous voulons faire, nous allons le faire avec les pouvoirs publics dans leur ensemble (M. le Préfet interviendra d'ici quelques instants), mais aussi la magistrature, l'ensemble des services de l'Etat en matière médicosociale. C'est bien dans ce cadre que nous allons travailler.

Il y aura quelques réponses précises à vos questions. Il y aura un pilotage national par la M.I.L.D.T., c'est bien évidemment dans ce cadre que les choses se feront et nous mettrons en place un groupe de travail parisien pour travailler avec toutes les parties concernées de notre administration parisienne et, en particulier, j'aurai le plaisir de travailler avec Myriam EL KHOMRI puisque c'est bien, tous les deux, nos deux secteurs qui piloteront la mise en place de l'aspect parisien de cette mise en œuvre.

Je vous l'ai dit, tous les autres éléments sont encore à discuter et à étudier, notamment dans le cadre du groupe de travail. Je souhaite aussi associer, je dois le dire, l'ensemble des groupes qui ont travaillé politiquement à ce dossier et, bien évidemment, au niveau du Conseil de Paris (sans parler des élus locaux des arrondissements concernés), vous serez associés étape par étape au travail de ce groupe.

Nous sommes donc prêts à démarrer. Nous avions pris toutes les dispositions pour ce faire et nous avons l'espoir d'arriver, dans les mois qui viennent, à l'ouverture au moins de cette salle. Je crois qu'il ne faut pas être fermé à des dispositifs un peu plus souples qui pourraient exister, au fur et à mesure que nous réfléchirons, à la fois aux moyens dont nous disposons et aux politiques que nous voulons mettre en œuvre.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

J'ajoute que nous reviendrons devant le Conseil de Paris chaque fois que nécessaire. Il n'y a pas de gêne de notre part, au contraire. Nous y croyons.

C'est difficile à faire, donc, chaque fois que cela sera nécessaire, nous nous adresserons au Conseil de Paris.

Monsieur le Préfet de police ?

M. LE PRÉFET DE POLICE. - Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les conseillers, sur cette question de l'ouverture d'une salle de consommation à moindre risque, vous le savez, vous l'avez rappelé, le Gouvernement a mandaté la M.I.L.D.T. pour définir le cadre national de cette expérimentation.

La M.I.L.D.T. va conduire son action en lien avec les Ministères concernés, dont bien évidemment le Ministère de l'Intérieur, car, si la question de cette expérimentation de telle salle renvoie d'abord à des questions sanitaires, elle soulève également un certain nombre de questions qui sont relatives au cadre d'action des services de police.

C'est sur ce point, qui est de ma compétence, que je voudrais vous faire part de deux séries de réflexion.

En premier lieu, je souhaite réaffirmer ma grande détermination et celle des différents services de la Préfecture de police à poursuivre la lutte contre les trafics, mais aussi la consommation de stupéfiants.

En 2012, le nombre d'interpellations pour des faits de trafic et de revente (je ne parle pas de consommation, seulement de trafic et de revente) a progressé de 5,2 % à Paris pour atteindre 1.489 faits constatés.

Depuis le début de l'année, j'ai eu l'occasion de l'évoquer, de très belles affaires ont été réalisées, notamment dans les 5e, 13e, 15e, 18e, 19e et 20e arrondissements.

Ces résultats plaident pour la poursuite et l'approfondissement du plan parisien de lutte contre les stupéfiants. La liste des quartiers prioritaires, définie dans le cadre de cette lutte, ayant d'ailleurs vocation à évoluer au gré du démantèlement de ces réseaux.

Cette action a d'ailleurs trouvé un prolongement sur le territoire des deux zones de sécurité prioritaires qui, désormais, fonctionnent à Paris. Que ce soit dans le 18e arrondissement ou dans le 19e arrondissement, la lutte contre les trafics et la consommation de stupéfiants figure en effet parmi les objectifs prioritaires des plans d'action mis en place par les services de police, en lien étroit avec le procureur de la République, la Ville et l'ensemble des acteurs engagés dans ces Z.S.P.

En complément de ces actions de police judiciaire, je rappelle par ailleurs que la Préfecture de police, par l'intermédiaire de ses commissariats d'arrondissement, à travers les missions de prévention et de communication, ou bien à travers sa brigade spécialisée en matière de lutte contre les stupéfiants, cette Préfecture de police mène une action de prévention au danger des stupéfiants, notamment à destination des plus jeunes et cette action sera poursuivie avec résolution.

La deuxième série d'éléments dont je souhaite vous faire part est plus spécifique à l'expérimentation d'une salle de consommation à moindre risque.

D'abord, force est de constater que les services de police, malgré l'intensité de leur action, restent régulièrement saisis de doléances relatives à la consommation de drogue sur la voie publique. Le courrier que je reçois à cet égard est éclairant.

Ensuite, cela fait de nombreuses années que la Préfecture de police œuvre aux côtés des services de la Ville et des associations au traitement global des phénomènes de toxicomanie, de manière à faire coïncider ces opérations d'évacuation avec une prise en charge sociale des toxicomanes.

Avant que l'expérimentation d'une salle de consommation à moindre risque soit mise en place, plusieurs questions relatives au choix du lieu d'implantation de la salle, à ses modalités d'accueil, ses modalités de fonctionnement et à la doctrine d'intervention policière, notamment dans le périmètre à proximité de cette salle, ont vocation à être abordées.

Ces questions sont en cours d'examen au niveau national, en lien avec l'ensemble des acteurs concernés. J'ai parlé du Ministère de l'Intérieur, bien sûr, mais bien évidemment aussi le Ministère de la Justice.

En fonction de ce qui résultera de cette réflexion collective et du cadre général qui sera donc fixé, cette réflexion, nous la poursuivrons de manière très pratique et très concrète au plan local, avec une double finalité.

Il s'agira, d'abord, de s'assurer que la salle ne se traduise pas par des nuisances supplémentaires pour les riverains, mais qu'au contraire, soit recherchée par l'ensemble des acteurs, y compris associatifs, la diminution des nuisances liées à la consommation de rue.

En second lieu, il faudra que soient déterminées les conditions dans lesquelles la lutte contre les trafics sera poursuivie sans compromettre, bien sûr, le déroulement de l'expérimentation.

Enfin, les riverains éventuels auront vocation à être régulièrement associés à la mise en place de cette salle, à son fonctionnement, mais également à l'évaluation de son action.

Voilà les éléments dont je souhaitais vous faire part, Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les conseillers, en vous assurant à nouveau de la détermination de la Préfecture de police à tout mettre en œuvre pour que la consommation de stupéfiants et les trafics qui y sont associés soient combattus avec détermination, sans préjudice d'une nécessaire action sanitaire qui pourrait contribuer à lutter contre ce fléau.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup, Monsieur le Préfet de police.

C'est donc dans cet esprit que nous allons travailler avec vous et, pour ce qui concerne la Municipalité, M. Jean-Marie LE GUEN et Mme Myriam EL KHOMRI. Tous les élus qui souhaiteront apporter leur contribution sont les bienvenus, bien sûr. Nous serons particulièrement attentifs aux élus de proximité.

III - Question d'actualité posée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche à M. le Maire de Paris relative à la situation de l'A.P.-H.P.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Maintenant, la parole est à Mme Aline ARROUZE, pour la question d'actualité du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche.

Mme Aline ARROUZE. - Monsieur le Maire, chers collègues, cela suffit ! Le 1er février dernier, un drame survenu à la maternité Port-Royal a eu pour conséquence le décès in utero d'un bébé, après que la mère, venue pour accoucher, a été renvoyée chez elle faute de personnel ou de place.

Quelques jours plus tôt, à l'hôpital Sainte-Périne, une femme atteinte de la maladie d'Alzheimer était retrouvée morte de froid dans le jardin où elle s'était perdue, et où, faute de personnel ici aussi, personne ne l'avait cherchée.

Ce manque de personnel est la conséquence directe des suppressions de postes massives et des restructurations nombreuses que subit l'A.P.-H.P. depuis des années.

Ainsi, Monsieur le Maire, permettez-moi de relayer la colère des agents de l'A.P.-H.P., qui alertent depuis des années leur Direction sur les dangers des politiques de baisse des dépenses à tout prix.

Notre groupe a déposé rien de moins que 34 vœux et amendements depuis 2008 sur la situation dramatique imposée à l'A.P.-H.P.

Après 4.000 suppressions de postes entre 2009 et 2011, l'A.P.-H.P. s'engage depuis 2013 dans un nouveau plan d'économie de 150 millions d'euros. Ce plan est injustifiable et inqualifiable.

Nous savons qu'en France, le nombre de naissances augmente chaque année, nous savons aussi que 40 % des accouchements se font dans des maternités dites de niveau 3, réservées normalement aux grossesses difficiles, à l'image de celle de Port-Royal.

En fermant des lits, des services, des maternités, en réduisant le personnel, les agents sont débordés et les patients sont invités à rester chez eux.

Depuis des années, les personnels de l'A.P.-H.P. refusent la logique financière appliquée à la santé. Un débrayage d'ampleur a récemment eu lieu dans les services généraux qui vont subir de plein fouet cette cure d'austérité avec 6 millions d'euros d'économie faits sur les seuls services généraux.

Il est plus que temps d'écouter ces agents qui, sur le terrain, sont les mieux placés pour avoir une vision claire des réalités.

Une enquête administrative est en cours à Port-Royal, mais elle ne répond en rien à la situation. Aujourd'hui, le lien de confiance avec la direction de l'A.P.-H.P. est rompu.

Puisque M. LE GUEN évoque sur ce drame "un devoir absolu de transparence", ainsi, Monsieur le Maire, avant même les conclusions de toute enquête et sans préjuger celles-ci, mon groupe vous demande quels moyens politiques et techniques la Ville compte mobiliser pour la mise en œuvre d'une politique de santé pour toutes et tous dans la Capitale.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - J'ai écouté votre question.

Nous sommes très actifs, et Jean-Marie LE GUEN nous le dira, mais nous n'avons pas l'intention d'ouvrir des maternités municipales ; il y a des responsabilités de l'A.P.-H.P. et des responsabilités de la Ville de Paris.

La fin de la question, c'est…

S'il vous plaît, est-ce que j'ai le droit de penser quelque chose ?

Merci.

Le rapport qu'il y a entre cette affaire grave qui concerne l'A.P.-H.P. et une maternité nous interpelle en tant qu'élus de Paris, d'où la question, mais la réponse ne relève pas de la politique municipale ; voilà ce que je voulais dire, or la formulation de la question pouvait laisser entendre cela.

J'ai quand même le droit de réagir.

Monsieur LE GUEN, vous avez la parole.

M. Jean-Marie LE GUEN, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, je pense que nous sommes nombreux à être intervenus ces dernières années et sans doute à être amenés encore à intervenir pour défendre le budget de l'A.P.-H.P., les moyens de l'A.P.-H.P., parce que nous pensons, effectivement, que cet hôpital public est à la fois un élément du service rendu aux Parisiens tout à fait fondamental, mais, en plus, c'est un fleuron de notre République, de par ses principes et de par la valeur scientifique qui est la sienne.

Je reviendrai tout à l'heure pour dire que nous avons des insatisfactions au regard des propositions budgétaires telles qu'elles sont formulées aujourd'hui.

Néanmoins, je voudrais dire ici qu'il n'est pas possible, aujourd'hui, d'attribuer les drames terribles que vous soulignez, qui nous ont tous, je crois, profondément bouleversés, qui ont marqué profondément les personnels de l'Assistance publique, pas simplement par la colère, mais aussi parce qu'ils ont éprouvé une souffrance qui était celle de leur métier quotidien, où chaque jour, quels que soient les moyens dont ils disposent, ils font tout ce qui est possible pour faire en sorte que les malades et, en l'occurrence, les Parisiennes et les Parisiens, reçoivent les meilleurs soins.

Madame, vous avez bien voulu souligner que j'ai parlé de transparence ; vous avez raison et j'insiste sur ce mot, la transparence la plus grande, parce que nous avons un devoir de vérité, nous avons un devoir de vérité vis-à-vis des familles concernées. Mais nous avons aussi un devoir de vérité par rapport à la prévention, parce que si, par hasard, les problèmes que vous évoquez n'étaient pas les seuls à être en cause, s'il y avait d'autres problèmes, notamment des problèmes d'organisation, et si nous n'étions pas capables de répondre dans la transparence à ces problèmes, alors nous ne serions pas à la hauteur de ce que l'on nous demande, c'est-à-dire d'améliorer le service aux Parisiens, la qualité des soins et la sécurité des soins, en l'occurrence.

Le devoir de transparence est celui qui consiste, d'abord, à écarter l'approche idéologique pour essayer d'avoir une approche scientifique qui dise pourquoi les choses se sont passées ; c'est comme cela qu'on peut faire progresser la société, répondre à la demande de qualité et de sécurité des soins.

C'est pourquoi, Madame, je ne m'associerai pas à l'idée qu'il faille tout de suite mettre en cause la question des moyens qui, ici ou là, peut poser des problèmes, mais je viserai d'abord à connaître la vérité avant d'en tirer des conséquences politiques, quelles qu'elles soient.

Sur le budget de l'A.P.-H.P., effectivement, nous sommes tous, et vous le savez, dans une situation qui est financièrement difficile, même si et vous le savez aussi, ce Gouvernement a réalisé dans le dernier projet de loi de finances des progrès importants s'agissant du secteur public hospitalier, que je n'ai pas la possibilité de détailler aujourd'hui, mais qui vont dans le bon sens et qui ont été reconnus par tous, du moins par tous ceux qui, avec bonne foi, voulaient regarder les efforts qui étaient faits.

A partir de là, nous sommes dans une situation où il y a des demandes qui sont faites à l'assistance publique qui me semblent aujourd'hui exagérées, nous avons à rectifier encore plus les moyens et les critères d'attribution budgétaire, par exemple la situation sociale des patients, par exemple les moyens liés - je vous donne un exemple - à l'aide médicale d'Etat, qui nous ont été très largement supprimés ces deux dernières années ; plus de 40 millions d'euros ont été enlevés des moyens budgétaires de l'Assistance publique.

Sur tout cela, il faut que nous ayons une discussion.

Il faut que nous ayons aussi une discussion sur les projets d'avenir, parce qu'une institution comme l'A.P.-H.P., ce n'est pas, comme certains veulent le faire croire, toujours le conservatisme et l'immobilisme…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Vous n'avez pas regardé le chronomètre…

M. Jean-Marie LE GUEN, adjoint. - C'est exact !

J'en termine là, Monsieur le Maire, la question était peut-être importante, puisque nous aurons peut-être l'occasion de revenir sur ces sujets, alors disons-le, le conservatisme et l'immobilisme ne sont pas de nature à garantir la qualité et la sécurité des soins. C'est pourquoi nous sommes pour une politique d'investissement et pour une politique de mouvement.

Merci.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci bien.

IV - Question d'actualité posée par le groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative aux défaillances d'un prestataire dans le cadre du marché couvrant les besoins alimentaires dans des crèches du 17e arrondissement.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à Mme KUSTER, pour la question d'actualité du groupe U.M.P.P.A.

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Monsieur le Maire, je n'aurai pas l'outrecuidance de dire, comme vient de le lancer la représentante du parti Communiste, cela suffit !

Pourtant, je pourrais le dire. Cela suffit, en effet, Monsieur le Maire, parce qu'à trois reprises, en l'espace de quelques jours, des dysfonctionnements graves ont eu lieu dans deux crèches du 17e arrondissement, suite à la livraison par le prestataire de produits périmés depuis près de deux semaines. Deux semaines !

Ce prestataire alimente malheureusement 130 crèches dans tout Paris. Ces manquements extrêmement graves de la société Cofida - je vous rappelle que nous parlons là d'enfants de moins de 3 ans - ont heureusement été décelés par les directrices, dont nous saluons tous évidemment ici l'esprit et la rigueur professionnelle.

Aujourd'hui, malgré vos déclarations à la presse ce matin, nous tenons à vous interpeller sur les conséquences directes et sur les mesures prises par vos services suite à cette affaire.

Monsieur le Maire, si je n'avais pas mis cela sur la place publique, quelle aurait été l'information donnée aux parents ? Quelles mesures auraient été réellement prises ?

A ce stade donc, nous souhaitons connaître l'état de vos discussions avec la société Cofida. J'ai en effet été amenée à déposer un vœu en Conseil d'arrondissement, avec tous les élus du 17e arrondissement, pour demander la rupture de ce contrat avec ladite société. Avez-vous depuis de nouveaux éléments à nous fournir autres que ceux transmis par voie de presse ?

Nous souhaitons également connaître l'état d'avancement de l'enquête que vous avez commanditée. J'espère d'ailleurs que, dans le cadre de cette enquête, les directrices et les parents seront entendus, car au vu des informations qui nous reviennent, ils ne manqueront pas d'étayer les recherches sur les pratiques de cette société.

Monsieur le Maire, la situation est grave, et les questions que nous nous posons méritent des réponses précises.

Monsieur le Maire, avez-vous la preuve qu'aucune autre crèche n'a eu à subir un tel dysfonctionnement ? Comment ne pas imaginer en effet que ces lots de nourriture périmée n'aient pas été distribués ailleurs ? Avez-vous identifié d'autres manquements dans d'autres crèches ? A ce stade, avez-vous communication des documents prouvant la traçabilité des produits livrés depuis début janvier, date à laquelle l'entreprise a commencé à alimenter les crèches parisiennes ?

Monsieur le Maire, vous l'aurez compris, nous vous demandons la transparence la plus totale sur ce dossier, la réponse aux questions que je viens de poser, et nous vous demandons de nous apporter, ainsi qu'aux parents, les garanties que cela ne se reproduira plus.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à M. Christophe NAJDOVSKI.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

S'agissant de la santé des enfants, la Ville de Paris a pris les incidents survenus dans le 17e arrondissement très au sérieux, même si la fourniture des aliments est de la responsabilité du prestataire.

Comme vous l'évoquez, Madame la Maire du 17e arrondissement, le démarrage de ce nouveau marché alimentaire a occasionné des dysfonctionnements de la part de ce nouveau prestataire, titulaire depuis le 2 janvier du marché pour l'approvisionnement dit multifournisseurs d'une partie des crèches municipales parisiennes, l'autre partie des établissements étant livrée par un autre prestataire.

Outre les difficultés d'ordre logistique qui ont fait l'objet d'une réunion entre les services de la Direction de la Petite Enfance et ce nouveau prestataire, le 17 janvier dernier, deux crèches du 17e arrondissement ont reçu au cours du mois de janvier, à deux reprises pour l'une d'entre elles, des aliments avariés ou dont la date limite d'utilisation optimale (DLUO) était dépassée.

Aucun de ces produits n'a été servi aux enfants. Et ce n'est pas le fruit du hasard. Ces produits n'ont pas été servis aux enfants, parce qu'une chaîne de contrôle très précise existe dans tous les établissements de la petite enfance, qui permet d'assurer que tous les produits servis sont conformes du point de vue sanitaire.

L'ensemble des professionnels de cuisine est en effet formé au protocole HACCP (analyse des points critiques en matière d'hygiène alimentaire). Le contrôle est réalisé sur l'ensemble de la chaîne, de la livraison à la préparation des repas.

Les professionnels de ces établissements, agents techniques de la petite enfance en charge de la préparation des repas, sont chargés notamment de contrôler à la livraison des produits, la quantité et la qualité de ces produits, les dates de péremption et l'état des produits.

D'autres mesures sont prises en complément. Lors de la préparation des repas, des échantillons des aliments des plats sont prélevés. Un prestataire extérieur, l'Institut supérieur d'hygiène alimentaire, assure de façon inopinée le contrôle trois fois par an des aliments préparés.

De même, la Direction de la Protection des Populations assure son contrôle inopiné dans les cuisines, afin de s'assurer de la mise en place du protocole HACCP.

Les procédures mises en place par la Ville au niveau des établissements ont montré qu'elles étaient efficaces et je tiens à saluer ici le professionnalisme des personnels qui ont parfaitement réagi.

Concernant la livraison des produits incriminés, les manquements du fournisseur sont considérés avec tout le sérieux nécessaire et la Ville de Paris entend prendre ses responsabilités, car nous ne saurions transiger, à aucun niveau de la chaîne, et même pour un seul lot de produits avec les conditions d'accueil des enfants dans les crèches.

C'est pourquoi un certain nombre de mesures ont déjà été prises. Le prestataire a été saisi pour lui rappeler ses obligations concernant les incidents survenus et l'intimant de transmettre en urgence les informations concernant les produits concernés et leurs lieux de livraison ; ce qui a été déjà fait.

La Direction générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes a été saisie de manière notamment à préparer conjointement, dans les meilleurs délais, une campagne de contrôle, notamment inopinée. Une réunion s'est par ailleurs tenue le 8 février avec les représentants du prestataire sur les conditions du marché multifournisseurs. Il leur a été indiqué que la Ville se donnerait tous les moyens pour répondre au dysfonctionnement et obtenir l'assurance d'un service de qualité, y compris la résiliation de leur marché. A la suite de cette réunion, conformément à la réglementation, une lettre d'injonction leur a été adressée, condition nécessaire avant toute résiliation.

Bien entendu, les parents des crèches concernées ont été tenus informés, ainsi que les responsables de l'ensemble des établissements d'accueil.

Voilà les éléments factuels que je souhaitais vous apporter, sans esprit polémique, sans amalgame, car l'enjeu de la sécurité alimentaire des enfants reçus dans les 430 établissements d'accueil de la petite enfance à Paris est un sujet important qui, croyez-le, mobilise au quotidien l'ensemble des personnels et des responsables élus de la Ville de Paris.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

La parole est à Mme KUSTER.

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Monsieur le Maire. Comment vous dire ? A ce stade, je suis même étonnée que vous ne preniez pas la parole vous-même.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Ne soyez pas impatiente !

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Comment peut-on se satisfaire de la réponse de votre adjoint ?

M. LE MAIRE DE PARIS. - Elle est très bonne.

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Il nous refait l'inventaire de la situation telle que nous la connaissons.

Monsieur NAJDOVSKI, c'est très bien, vous avez lu la réponse préparée par vos services, mais je vous ai posé des questions précises. Il serait bien que vous écoutiez aussi les questions qui sont posées. Monsieur le Maire, puisque votre adjoint n'y a pas répondu, je vais les reformuler.

Avez-vous la preuve qu'aucune crèche n'a eu à subir un tel dysfonctionnement, aucune autre crèche dans les arrondissements parisiens, dans les 130 crèches ? Un lot ne peut pas être identifié tout seul dans une crèche. Nous le savons tous, on n'a pas livré juste du poulet dans le 17e arrondissement, on l'a livré ailleurs dans d'autres crèches ce jour-là, dans d'autres arrondissements.

Donc, je vous demande, Monsieur le Maire, avez-vous la preuve qu'aucune crèche n'a eu à subir un tel dysfonctionnement ?

Comment ne pas imaginer que ces lots n'aient pas été distribués ailleurs ?

Avez-vous identifié d'autres manquements, tels que ceux qui nous ont été remontés par les habitants et les parents dont je vous ai fait état tout à l'heure ?

A ce stade, avez-vous communication des documents prouvant la traçabilité des produits livrés depuis début janvier ? Date à laquelle l'entreprise a commencé à alimenter les crèches parisiennes.

Si vous les avez, nous demandons, nous les maires d'arrondissement, quelles que soient nos couleurs politiques à en être informés, de façon aussi à informer les habitants qui se retournent vers nous et non pas vers la Mairie de Paris.

Monsieur le Maire, je me tourne vers vous. Je connais votre sens des responsabilités. Ce sujet n'est pas une question de politique politicienne. Nous avons là un problème grave, car nous aurions pu avoir un drame. Je pense que, peut-être dans d'autres crèches, il y a eu ce problème. La transparence, ce mot qui vous est si cher à la bouche, là, sur la question de l'alimentation des enfants dans les crèches parisiennes, Monsieur le Maire, nous attendons de vous un maximum d'information, et si possible une réponse précise aux questions émises par le groupe U.M.P.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Madame KUSTER, vous m'avez écrit et je vous ai répondu. Si, attendez, tout cela date de quelques jours.

Madame KUSTER, souffrez, car vous prenez un ton très comminatoire pour interpeller…

Vous permettez que je vous réponde, c'est incroyable ! Souffrez que je vous réponde ! Et vos collègues avec.

Vous m'avez écrit, j'ai dû recevoir cette lettre vendredi ou ce matin et je vous ai répondu déjà.

Deuxièmement, qu'est-ce que vous avez dit ?

Qu'avez-vous dit ?

Je ne sais pas qui était à New York, mais pas moi ! Madame KUSTER, ce sont des choses graves ! Justement, parce qu'elles sont graves, il faut être rigoureux. Ce n'est pas la peine de prendre une posture qui pourrait affoler inutilement les parents. Permettez-vous que je vous réponde ?!

Donc, je vous rappelle que je vous ai répondu en urgence.

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Ce n'est pas arrivé !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Évidemment : j'ai eu votre lettre ce matin ! Vous avez déjà la réponse.

Deuxièmement, Christophe NAJDOVSKI vous a donné les réponses convaincantes qu'il faut. Car de quoi s'agit-il ? Il s'agit de s'assurer qu'aucun des enfants de Paris ne soit susceptible de recevoir une nourriture qui ne soit pas saine.

Les contrôles existants et renforcés depuis cet incident qui date de la semaine dernière, ces contrôles sont fiables, voilà ! Cela doit vous rassurer, puisque vous ne voulez pas de polémique politicienne.

Troisièmement, bien sûr que cela me préoccupe au moins autant que vous, et surtout Paris, et en responsabilité, Madame, non seulement juridique mais morale. Je n'autorise personne à envisager que je puisse traiter cela avec désinvolture. Les contrôles ont donc été renforcés. J'ai même vérifié comment ce marché avait été attribué.

Il a été attribué par la CAO sans commentaire ni objection. Donc, assez logiquement, ce marché a été attribué dans le respect des règles légales. J'ai demandé immédiatement qu'il soit remis en cause. Mais il ne peut être remis en cause que dans un cadre juridique. Sinon, je fais confiance à certains pour me dire que je n'ai pas respecté la loi.

Quatrièmement, dans l'état actuel des choses, je dois m'assurer que le marché tel qu'il est appliqué ne comporte pas le moindre risque pour les enfants de Paris.

Voilà ma réponse, et je vous demande, chère Madame, de considérer que j'ai autant envie de préserver la santé des enfants de Paris que vous ! Voilà !

V - Question d'actualité déposé par le groupe U.D.I. à M. le Maire de Paris relative aux conséquences de la réforme des rythmes scolaires pour la collectivité parisienne.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à Mme Anne TACHÈNE, pour la question d'actualité du groupe U.D.I.

Chacun son tour.

Madame TACHÈNE, je vous précise que vous avez tenu à interroger sur les rythmes scolaires. Je vais bien sûr vous laisser poser votre question et Mme Colombe BROSSEL vous répondra. Simplement, j'ai accepté à la demande des présidents de groupe qu'il y ait demain matin un débat organisé sur les rythmes scolaires. Je ne peux pas vous empêcher de poser votre question, mais souffrez que nous nous réservions tous pour le débat de demain matin.

Madame ?

Mme Anne TACHÈNE. - Je vous remercie, Monsieur le Maire, et j'espère que mes questions alimenteront le débat de demain.

Le bien-être et l'équilibre physiologique des 137.000 petits Parisiens scolarisés dans les écoles maternelles ou élémentaires de la Capitale constituent, et je n'en doute pas, une préoccupation unanimement partagée sur ces bancs.

Aussi, je ne reviendrai pas sur les constats et recommandations de l'Académie de médecine, ni sur les conclusions de la commission Chatel de 2011, qui préconisaient l'étalement de la semaine sur au moins neuf demi-journées, mais également - et je le rappelle puisque plus personne ne s'en préoccupe - une refonte globale du calendrier scolaire.

Avec la réforme annoncée, les écoliers continueront à détenir le pesant record de l'année scolaire la plus condensée sans pour autant que leur journée ne s'allège tandis que l'option plébiscitée apparemment par l'Exécutif parisien d'un rallongement de la pause méridienne fait craindre un épuisement probable en fin de journée et des lendemains difficiles, mais là n'est pas notre seule inquiétude.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Ce n’est pas du tout l’option privilégiée…

Mme Anne TACHÈNE. - L'absence flagrante de consultation anticipée des principaux protagonistes concernés - les parents, les professeurs des écoles, les associations, les responsables d'équipements culturels et de loisirs - impose dans la douleur, semble-t-il, ce qui eût dû relever du consentement collectif.

En premier lieu, vous proposez un ultime tour de piste ponctué de quelques réunions organisées à la hâte dont la première s'est tenue le 24 janvier dernier et qui devrait accoucher ainsi d'un projet de délibération au Conseil de Paris le 25 mars prochain. Six semaines de gestation : voilà une délivrance expresse !

Doit-on en déduire, et c'est là ma question liminaire, que le projet éducatif de territoire est déjà élaboré et figé, comme on peut le craindre ?

Autre point fâcheux et non des moindres : quelles sont les hypothèses de financement que la collectivité parisienne a envisagées pour faire face en année pleine au coût de cette réforme, tandis que de votre aveu même, Monsieur le Maire, les 5 millions provisionnés par la Ville auxquels s'ajoute les 6,5 millions et demi par l'État, ne s'appliqueront que pour les quatre mois de 2013.

À votre successeur, donc, la tâche ingrate de glaner les fonds nécessaires. Comment assurer que ce coût ne sera pas répercuté sur les parents ou sur l'ensemble des Parisiens par le biais d'une hausse des impôts locaux ?

Quant à la demi-journée supplémentaire du mercredi, organiserez-vous un service de cantine scolaire, le cas échéant, aux frais des caisses des écoles ? Ou bien des centres d'animation ?

Vous annonciez le 5 février dernier votre volonté de créer une réelle filière d'animation, dévoilant ainsi qu'elle faisait cruellement défaut tout en souffrant d'une grande précarité. Comment donc parviendrez-vous à maîtriser le grand écart consistant à garantir la qualité et la continuité des activités périscolaires tout en poursuivant une stabilisation de la masse salariale ? Les emplois d'avenir seront-ils sollicités ?

Enfin, j'entends bien votre engagement à ne pas recourir aux professeurs de la Ville de Paris pour la mise en œuvre de ces activités périscolaires, mais seront-ils néanmoins mobilisés le mercredi matin ? Une compensation est-elle prévue, à l'instar de la prime de 400 euros pour les professeurs des écoles ?

Voilà, cela fait beaucoup de questions, Monsieur le Maire, beaucoup de question en suspens.

Aussi, n'est-il pas plus raisonnable de donner du temps à une réelle concertation et de suspendre l'application de cette réforme pour 2013 ?

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mme Colombe BROSSEL va vous répondre, mais pour que l'on entame tous ces débats avec sérieux et honnêteté intellectuelle, n'affirmons pas des choses dont on sait qu'elles ne sont pas exactes.

Par exemple, l'hypothèse de faire l'activité périscolaire dans la pause méridienne n'est pas l'hypothèse privilégiée de l'Exécutif municipal. C'est même l'inverse. Oui, je vous le dis. Je l'ai dit publiquement, je vous signale.

L'hypothèse privilégiée est de faire du périscolaire de 15 heures 30 à 16 heures 30.

Deuxièmement, oui il y aura un coût. Il n'y aura pas d'augmentation d'impôt. Chère Madame, ce n'est pas mon successeur qui fera le budget 2014, c'est moi, et c'est vous qui le voterez en décembre prochain. Enfin ! Vous ne le voterez peut-être pas, mais c'est vous qui allez le discuter et le voter.

Effectivement, j'ai donc le devoir d'élaborer ce projet si, en mars, le Conseil de Paris m'en donne le mandat, car nous sommes au moment du débat.

Le moment de la prise de décision du Conseil de Paris… je ne suis pas obligé de le solliciter : j'ai décidé de le faire à la séance de mars. Ce sera avec les moyens correspondants et je dois en trouver les financements sans l'impôt, pour 2013 et pour 2014. Moi, je m'occupe de l'intendance, et maintenant la qualité de l'offre nouvelle, c'est Colombe BROSSEL. Non, je plaisante un peu, mais nous faisons les choses ensemble !

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire. Merci, Madame TACHÈNE.

Vous imaginez bien que je ne vais pas répondre à l'ensemble des questions très précises que vous avez posées dans les deux minutes qui me sont imparties en termes de réponse, et ce, d'autant que nous aurons un débat organisé demain. Néanmoins, permettez-moi de souligner trois points.

Le premier est que vous ne pouvez pas nous demander d'avoir réponse à l'ensemble des questions alors que nous sommes dans un temps qui est un temps de concertation et de débat.

Dans notre pays, peut-être est-il finalement difficile d'ouvrir de la concertation et d'être dans la construction et l'élaboration collective, mais la réponse à un certain nombre de questions que vous posez sont des choses qui avancent au fur et à mesure, et notre réflexion évolue grâce à la concertation. C'est d'ailleurs à cela qu'elle sert.

J'assume donc tout à fait le fait que nous n'avons pas aujourd'hui la réponse à l'ensemble des questions car nous avons besoin d'écouter, d'entendre et de travailler avec les Parisiens. Allez sur le site Internet de la Ville, et vous verrez à quel point les Parisiens ont répondu à notre appel et nous font aujourd'hui des propositions et nous permettent d'avancer.

Deuxième chose, vous nous interpellez sur la filière d'animation en nous disant : "Que ne l'avez-vous fait auparavant ?"

D'abord, nous avons dit les uns et les autres que cette réforme des rythmes était une occasion, une belle occasion, de pouvoir modifier les rythmes éducatifs des enfants, mais par ailleurs de construire du progrès social pour les agents de la Ville. Je crois qu'il serait paradoxal de demander l'inverse.

Mais n'oubliez pas, là non plus, ce qui a été fait auparavant.

Oui, quand nous avons, quand vous avez voté, Madame TACHÈNE, avec votre groupe, la progression et l'amélioration du déroulé de carrière pour les directeurs de centre de loisirs, il y a de cela trois ou quatre mois, nous

avons commencé à travailler sur ces sujets. Lorsque, lors du vote du budget, nous avons voté, à l'initiative de Mme Maïté ERRECART, un vœu sur le fait d'intégrer les vacataires de la Ville et donc une large partie des agents de la DASCO dans le mouvement de déprécarisation, c'est aussi le début de ce mouvement.

Donc, ne mettez pas de côté l'ensemble de ce qui a commencé, mais je crois que nous pouvons ensemble construire une filière animation qui permette aux agents de la DASCO et aux animateurs de voir conforter leur statut, leurs compétences et leurs qualifications.

Je termine d'un mot, Monsieur le Maire : oui, évidemment, nous l'avons dit et redit, l'ensemble des activités sur ce nouveau temps périscolaire seront gratuites. Ne laissons pas la porte ouverte à l'ambiguïté sur ce sujet, nous avons été suffisamment clairs sur ce point.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

De toute façon, votre groupe s'exprimera demain matin, comme les autres groupes.

Oui, si vous voulez, Madame, mais soyez un peu fair-play vis-à-vis des élus qui vont débattre demain !

Mme Anne TACHÈNE. - Je suis tout à fait fair-play et c'est dans un esprit responsable et pragmatique que nous avions posé cette question. C'était dans l'attente d'une réponse convaincante et argumentée que je souhaitais vous interroger.

J'ai le sentiment que cette question était utile, puisque vous avez apporté quelques éléments de réponse. J'espère que le débat de demain pourra nous donner la totalité des réponses à nos préoccupations.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Madame, mais, comme vous l'a dit Colombe BROSSEL, nous voulons un débat jusqu'à fin mars. Si nous verrouillons tout d'emblée en disant "c'est comme cela et pas autrement", à quoi servons-nous ? D'autant qu'il y a une proposition pour que l'on puisse tous se concerter pour l'élaborer ensemble. Donc, si je verrouille tout à l'avance, vous dites que je ne concerte pas. Si je ne vous dis pas tout à l'avance, vous dites que je ne sais pas ce que je veux.

Essayons de faire ensemble preuve d'honnêteté intellectuelle et de travailler ensemble à l'élaboration d'une décision dont chacun sera responsable, à la séance de mars.

VI - Question d'actualité posée par M. Jean-François MARTINS à M. le Maire de Paris relative à l'attractivité internationale de la Ville de Paris en matière d'accueil des investissements étrangers.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est maintenant à M. MARTINS.

M. Jean-François MARTINS. - Monsieur le Maire, suite à une étude commandée par l'Association des Grandes Entreprises, réalisée par le cabinet K.P.M.G. pour Paris Ile-de-France, nous avons découvert que Paris était rétrogradée de la sixième à la dixième place mondiale en matière d'attractivité des investissements étrangers. Paris n'a reçu que 108 investissements étrangers sur la période septembre 2011-septembre 2012, contre 170 sur la période précédente.

Ce faisant, Paris est désormais devancée par Sydney, Moscou et un certain nombre de capitales européennes. Londres, notre voisine, caracole toujours en tête avec 351 investissements sur la même période, soit trois fois plus que ce que reçoit Paris.

Evidemment, on pourrait critiquer ces résultats en disant que la méthode est à nuancer. C'est pourtant cette méthode et cette source que vous utilisiez vous-même pour faire valoir les bons résultats des chiffres 2010. On pourrait évidemment aussi dire que cela est dû à la crise économique et financière, mais autant que je sache, cette crise est mondiale et européenne, et elle concerne également les métropoles européennes. L'argument même du fait que la France traversait en 2012 une séquence électorale s'applique également aux Etats-Unis et à la Russie, dont les villes, pourtant elles, progressent sur ce classement en attractivité.

Alors, ne cherchons pas à nuancer ces résultats, Monsieur le Maire, et faisons le constat humblement et sagement que la tendance est là : l'attractivité internationale de Paris baisse, une baisse importante, une baisse préoccupante et une baisse dangereuse pour notre économie et pour l'avenir de Paris.

Par ailleurs, cette baisse doit nous interroger d'autant plus qu'en tant que capitale, nous avons une responsabilité à l'égard des Parisiens, des Franciliens mais aussi de l'ensemble de la France, car nous sommes, vous le savez, la locomotive économique du pays. Les conséquences d'une baisse de l'attractivité se feront sentir au-delà du périphérique et de l'A86.

Le chômage, Monsieur le Maire, et les près de 300.000 destructions d'emploi en France depuis 24 mois nous interrogent et interpellent les collectivités locales mais aussi doivent nous faire voir, je crois, le moment où nous devrons changer de braquet pour passer de la politique de "à tout prix, à tout prix, essayons d'éviter les licenciements" à une politique qui permet réellement de créer de l'emploi, de jouer offensif et non plus défensif.

Sur ce point, je voulais vous interpeller sur deux sujets particulièrement préoccupants, me semble-t-il, sur l'avenir des investissements étrangers à Paris.

Le premier, c'est que notre Capitale ne consacre que 3 % de son budget à l'enseignement supérieur et au développement économique, dans une économie globalisée où l'enseignement supérieur, l'innovation et la recherche sont un facteur clé de préférence des investisseurs. La Ville de Paris doit devenir un modèle d'investissement et de démonstration de sa capacité à innover.

Comment préparer le futur et donner à Paris l'image d'une ville d'avenir, quand on consacre seulement 3 % de son budget à s'y préparer ?

La deuxième inquiétude, Monsieur le Maire, vous y répondez en partie et je tenais ici à le souligner, c'est que la Ville de Paris, et la séquence qui va s'ouvrir, doit nous rappeler que les investisseurs étrangers sont aussi à la recherche de stabilité et de prévisibilité fiscale. Pour qu'une entreprise décide de venir s'installer à Paris, y fasse le pari du long terme, nous devons lui garantir sur au moins dix ans la stabilité et la prévision fiscale.

Enfin, Monsieur le Maire, Paris était un leader pour l'accueil des fonctions stratégiques des entreprises. Elle recule aujourd'hui, perd 8 places dans ce classement, passant de la septième à la quinzième place. Les grands groupes quittent la Capitale pour la petite et la grande couronne. Les congrès et les salons sont menacés par le projet de la Tour Triangle et par le réaménagement du parc des activités.

Alors, Monsieur le Maire, vous l'avez compris, les Parisiens, mais aussi tous les Français, sont inquiets de cette perte d'attractivité, car il en va du redressement économique de tout le pays.

Donc, ma question est simple : que comptez-vous faire pour inverser cette tendance à la baisse et redonner la place que Paris mérite dans la course aux investissements étrangers ?

M. LE MAIRE DE PARIS. - Christian SAUTTER va vous répondre, mais je vais vous faire remarquer quand même quelque chose.

Alors que les universités, la recherche, ce n'est pas du tout une compétence municipale ni départementale, vous le savez cela, y consacrer 3 % du budget, c'est déjà énorme ! Surtout quand c'est en plus de ceux qui en ont la responsabilité !

Cela dit, Christian va vous répondre sur le fond.

Je voulais juste vous faire cette remarque parce que, après, je sais ce que j'entends au moment des discussions budgétaires, y compris quand on fait des choses avec l'Etat, en plus de ce que fait l'Etat.

La parole est à M. Christian SAUTTER.

M. Christian SAUTTER, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur MARTINS, je vais me permettre d'être en désaccord avec vous sur l'attractivité de Paris.

D'abord, deux indications.

La première, c'est que l'attractivité pour les touristes est en hausse, puisque nous avons accueilli - Jean-Bernard BROS le dirait mieux que moi - l'an dernier 29 millions de touristes, soit 1 million de plus que l'année 2011.

En ce qui concerne l'attractivité des étudiants, Paris est classée en tête par un cabinet britannique sérieux, puisque vous citez aussi un cabinet britannique.

J'en viens à l'attractivité des entreprises.

L'étude dont vous parlez, de K.P.M.G. et de Paris Ile-de-France Capitale Economique, se fonde sur des estimations du Financial Times qui place Londres en tête - c'est leur droit ! - et qui montre, vous l'avez dit, une forte baisse entre 2011 et 2012. Il s'agit d'estimations ; les vrais chiffres, nous les connaîtrons au mois de mars, lorsqu'ils seront publiés par l'Agence française des Investissements internationaux et je ne pense pas qu'ils montrent une chute telle que celle que vous avez décrite.

Nous avons des résultats pour Paris, pour Paris intra muros, qui nous sont fournis par l'agence "Paris Développement" : 60 projets étrangers ont été accueillis l'an dernier, à comparer à 52 en 2011. On est loin de la diminution que vous mentionnez.

Ceci dit, la compétition entre les "villes monde" est rude et je crois que, et du côté de l'Etat et du côté de Paris, il y a une stratégie positive et pas défensive qui est menée.

Très rapidement, du côté de l'Etat, nous avons un crédit d'impôt recherche qui vaut évidemment pour toute la France mais qui pèse particulièrement favorablement en Ile-de-France et à Paris. La preuve, c'est que l'Allemagne cherche à imiter ce crédit d'impôt recherche.

Et le Gouvernement a publié le 6 novembre un pacte de croissance et de compétitivité pour renforcer les atouts de notre pays.

En ce qui concerne Paris, je voudrais, comme le Maire l'a esquissé à l'instant, dire que, depuis 12 ans, et particulièrement depuis 2008, nous avons une stratégie proactive, comme disent les Anglo-saxons, en matière d'attractivité sur l'innovation. Et l'innovation, c'est très important puisque un tiers des investissements étrangers portent sur les technologies de l'information et de la communication.

Nous sommes en train, et Jean-Louis MISSIKA en parlerait mieux que moi, de dépenser 1 milliard d'euros sur la mandature pour favoriser la construction d'incubateurs, de pépinières, d'hôtels industriels, un institut d'études avancées. A l'évidence, pour la recherche, qui est un levier important de croissance, nous sommes dans la bonne direction.

Quelques mots rapides, car le temps passe, sur le tourisme et l'investissement hôtelier. 7.000 chambres d'hôtel supplémentaires sur la décennie en cours, dans le cadre d'un plan d'ensemble de 32.000 chambres pour la région.

Je voudrais enfin insister sur le fait que ce que nous faisons à Paris s'étend de plus en plus à l'échelle métropolitaine. Nous allons examiner tout à l'heure le schéma régional de développement économique dont, à l'évidence, le but est aussi de renforcer l'attractivité de Paris et de la région parisienne.

Attendons, Monsieur MARTINS, paisiblement les résultats de mars sur les vrais chiffres de 2012 et continuons à travailler pour rendre notre ville de plus en plus attractive.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Christian SAUTTER s'exprimait sagement et avec la dynamique qui le caractérise !

C'est mon job !

Et bien, un milliard d'euros d'investissement sur la recherche, l'innovation, l'université en un mandat, ce n'était pas avant 2001, cela !

Monsieur MARTINS ?

Cela devrait vous rendre plus modeste.

M. Jean-François MARTINS. - Monsieur le Maire, le ton de ma question n'était pas polémique et ce n'était pas une attaque contre la politique municipale, c'était un état de fait.

Je regrette la réponse de M. SAUTTER qui est très : "Tout va bien, Madame la marquise, il ne se passe rien et on verra en juin".

Je regrette que, au moins, nous n'arrivions pas à un diagnostic partagé sur cette inquiétude.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Profitez-en, ce n'est pas souvent qu'ils vous applaudissent !

Christian SAUTTER vous a répondu avec sérieux et sagesse…

Ecoutez, c'est quand même insupportable, Madame, j'ai le droit de parler. Je n'ai pas protesté quand vous parliez tout à l'heure. Si j'ai du respect pour vous, vous pourriez en avoir autant pour moi.

Monsieur MARTINS, je poursuis l'échange avec vous.

Christian SAUTTER a raison de vous montrer à quel point nous sommes entreprenants et qu'il ne faut pas céder à quelque panique que ce soit, ce qui est un petit peu quand même dans le ton de votre question.

En revanche, il l'a dit lui-même, la compétition est très rude. Et c'est parce qu'il y a cette compétition rude que nous développons 100.000 mètres carrés de pépinière d'entreprise, l'Institut d'études avancées dont je recevais la présidente et la directrice il y a quelques jours, que nous investissons justement sur la mise en commun de la recherche, de l'université et aussi de l'esprit d'entreprise et de l'entreprise, pour faire en sorte que Paris, ait un taux de chômage inférieur, M. DUBUS est là, contrairement à ce qu'il a dit à la radio, un taux de chômage inférieur à la moyenne régionale et à la moyenne nationale. Ce n'était pas le cas depuis 20 ans, c'est le cas depuis 3 ans.

Donc, il faut se battre. Si jamais on s'endort, on va de nouveau être en difficulté. Ce sont des batailles qu'il faut mener en permanence.

Christian SAUTTER pour l'attractivité internationale, Jean-Louis MISSIKA pour l'innovation, croyez-moi, se battent pied à pied et ils ont de bons résultats, mais il faut bien sûr que l'on aille en chercher d'autres encore.

Alors, pour les questions d'actualité, c'est terminé.

Nous passons en formation de Conseil général.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue le lundi 11 février 2013 à quinze heures cinquante minutes, est reprise le mardi 12 février 2013 à neuf heures cinq minutes, sous la présidence de M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint).

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Bonjour à tous.

2013 DPE 21 - Adhésion de la Ville de Paris à l'Association des Villes pour la Propreté Urbaine (AVPU) et versement de la cotisation pour l'année 2013 et les années ultérieures.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la publication des résultats du baromètre propreté.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DPE 21 relatif à l'adhésion de la Ville de Paris à l'Association des Villes pour la Propreté Urbaine (AVPU) et versement de la cotisation pour l'année 2013 et les années ultérieures, sur lequel le groupe U.M.P.P.A. a déposé le vœu référencé n° 31 dans le fascicule.

La parole est à Mme Laurence DOUVIN.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, je vais surtout vous présenter le vœu rattaché que nous avons déposé et qui est relatif à la communication d'un nouvel outil pour identifier les attentes des Parisiens sur l'espace public, et qui concerne la propreté.

Vous vous souvenez de notre débat d'hier, qui avait été un débat chargé, important, qui prouve bien que la propreté est une de nos grandes préoccupations ainsi d'ailleurs que celle des Parisiens, qui nous en parlent très volontiers.

Vous vous souvenez aussi peut-être que nous avions présenté un vœu en juin 2012, relatif au baromètre propreté de la Ville de Paris. Ce vœu avait été alors rejeté. Il demandait la publication annuelle du baromètre propreté de la Ville de Paris. Je rappelle, et vous vous en souvenez certainement, que c'était le cas entre les années 2002 et 2009. L'adjoint au maire en charge de la propreté avait répondu que ce baromètre allait évoluer vers, je le cite : "un outil plus qualificatif, plus opérationnel, qui porte sur l'appréciation globale de l'espace public et qui permettrait ainsi d'identifier mieux les attentes de nos concitoyens et dégager des pistes de travail".

Cela permettrait aussi une démarche qui serait transversale entre la DPE, la DVD et la DEVE.

Donc uniquement des choses qui nous semblaient extrêmement constructives. C'est pourquoi nous attendions avec impatience la publication de ce baromètre qui était annoncée pour la rentrée 2012. Nous sommes en février 2013 : nous n'avons rien vu.

C'est pourquoi nous demandons que le Maire de Paris demande la publication des résultats de ce nouveau baromètre, et que cela soit bien sûr dans les plus brefs délais.

Je vous remercie.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Merci, Madame DOUVIN.

Pour vous répondre, la parole est à M. François DAGNAUD.

M. François DAGNAUD, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Chère collègue, c'est un sujet que nous avons eu l'occasion d'aborder à plusieurs reprises, et je vous remercie de me donner l'occasion de faire un point actualisé de nos travaux.

Alors, vous le savez, vous l'avez rappelé, les études quantitatives d'appréciation de la propreté publiées pendant huit années sous le nom de baromètre de la propreté ont montré année après année, avec une progression régulière, que deux tiers des Parisiens étaient satisfaits de la propreté de leur quartier.

Cependant, ces enquêtes téléphoniques se sont révélées de moins en moins pertinentes et représentatives au fur et à mesure des changements de comportement des Parisiens et notamment, vous le savez, de l'abandon par nombre d'entre eux de téléphones fixes au profit de téléphones mobiles, notamment pour les usagers âgés de 18 à 30 ans.

Par ailleurs, c'est sur ce point que nous avions achoppé, et vous avez eu raison d'évoquer la transversalité de l'approche la plus pertinente, il s'est avéré que derrière le vocable de propreté, les Parisiens, et parfois leurs élus, mettaient des choses qui n'avaient pas toujours grand-chose à voir avec la propreté et que cette notion était à la fois complexe et perméable à beaucoup d'autres items - sentiment de sécurité, organisation du stationnement, aspect esthétique de la rue, présence de S.D.F. ou de cafés fréquentés, etc.

C'est pourquoi nous avons souhaité, et je vous remercie d'avoir validé le raisonnement qui a été le nôtre, procéder à une étude plus qualitative par typologie d'espace. C'est ce à quoi vous faites allusion. J'ai toujours été convaincu que le regard des Parisiens ne s'arrêtait pas au caniveau qui relève de la DPE, au stationnement qui relève de la DVD, à l'organisation des commerces qui relève de la DEVE, ou à la présence de personnes en grande précarité, alors que nous savons que tout ceci fait partie du regard global que portent les Parisiens sur leur espace public et sur l'appréciation qu'ils font de sa qualité.

D'ailleurs, c'est une notion qui est apparue très clairement là aussi, je l'évoquait hier, lors du compte rendu de mandat du Maire de Paris sur la propreté où toutes ces questions ont été clairement mises en avant.

Ce document est en cours de finalisation et je vous confirme, comme je vous l'avais dit, qu'il sera présenté très prochainement devant la 4e commission. Je crois que ce sera un outil qui n'apportera pas de révélation que les élus aussi impliqués que vous et moi sur le sujet découvririons, mais qui sera au moins un outil de travail partagé pour nous permettre de continuer à progresser, de sortir des faux-semblants, des anathèmes ou des slogans pour essayer d'être utiles à nos concitoyens.

Je crois que c'est notre ambition partagée. C'est en tout cas la mienne.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Monsieur le Maire, vous n'avez pas donné votre avis sur le vœu.

M. François DAGNAUD, adjoint. - Vous l'aviez compris, malheureusement, je ne pourrais pas émettre un avis favorable.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Est-ce que Mme DOUVIN, compte tenu des explications, le maintient ?

Mme Laurence DOUVIN. - Monsieur le Maire, M. DAGNAUD vient exactement de défendre le vœu, donc j'ai un peu de mal comprendre qu'il ne le soutienne pas et, bien entendu, nous le maintenons.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Très bien.

Puisque vous vous soutenez, mais que vous ne votez pas de la même façon, je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPE 21.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DPE 21).

2013 DPE 8 - Subvention (135.000 euros) et convention avec l'association Coup de Main, pour la création d'une recyclerie (20e).

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Nous allons à présent examiner le projet de délibération DPE 8 relatif à l'attribution d'une subvention de 135.000 euros et d'une convention avec l'association Coup de Main pour la création d'une recyclerie dans le 20e arrondissement, sur lequel l'amendement n° 32 a été déposé par les groupes Communiste et élus du Parti de Gauche et E.E.L.V.A.

La parole est à Mme Danielle SIMONNET.

Mme Danielle SIMONNET. - Merci, Monsieur le Maire, je vais essayer de parler un peu plus fort, car on vous entendait peu.

Ce projet de délibération est important, nous allons accorder 135.000 euros à l'association Coup de Main pour la création d'une recyclerie/ressourcerie.

Pour rappel, ce projet se veut être une réponse parmi d'autres, bien sûr, à la question des marchés, dits à la sauvette ou nommés marchés sauvages ou encore - et je préfère - marchés des biffins.

Nous avons déjà eu nombre d'occasions de débattre de ce sujet. Je tiens à vous signaler que, enfin, l'étude de l'association Aurore a été rendue publique. Elle est très instructive et je vous invite vraiment tous à la lire attentivement.

Elle confirme par exemple que 94 % des biffins vendent à Paris et non sur les différents endroits de la région Ile-de-France.

Elle confirme également que, dans les marchés sauvages, la présence des biffins représente bien 80 % des vendeurs. En d'autres termes, les activités illicites de recel, par exemple, sont très minoritaires.

Je dois rappeler que, en Conseil d'arrondissement du 20e, nous avons déjà eu fréquemment des débats assez houleux sur le sujet, la maire du 20e arrondissement nous rappelant souvent qu'il y aurait de vrais et de faux biffins, les vrais biffins seraient ceux qui, par complément de leurs revenus, revendraient des objets usagers collectés et, dans le 20e, nous aurions affaire à de faux biffins parce que sans papiers, parce qu'exclus du marché du travail, parce que Roms.

Je tiens à signaler ici qu'il n'y a pas de vrais ou faux biffins, qu'il n'y a pas de vrais ou faux pauvres. Il y a des personnes qui, face à la crise, se trouvent contraintes, pour survivre, de revendre les objets qu'ils ont chinés.

Alors, je tiens à travers ce projet de délibération à déplorer cependant qu'il n'y ait pas eu à ma connaissance de réunion de travail à la suite de cette étude de l'association Aurore, mais il me semble qu'il est encore temps.

Concernant le projet de recyclerie/ressourcerie, comment allons-nous prendre en compte toutes les analyses de cette étude ?

D'autre part, nous avions voté et accordé 34.000 euros pour l'établissement d'un diagnostic social préalable au développement du projet de recyclerie/ressourcerie.

A ma connaissance, ce diagnostic social n'a pas encore été rendu public et je trouve cela dommage, mais peut-être a-t-il été rendu public et je n'en ai point eu connaissance, mais vous me reconfirmerez.

Il me semble important que, avant de voter 134.000 euros pour avancer dans la concrétisation de ce projet qui, déjà, s'est bien développé, ce diagnostic social puisse faire l'objet d'un débat public entre nous, pour pouvoir affiner les mises en œuvre du projet de recyclerie/ressourcerie.

Maintenant, sur le fond du projet, nous allons permettre aux Parisiens de pouvoir déposer leurs objets, leurs vieux objets qu'ils n'utilisent plus. Nous allons donc inciter ainsi au recyclage et à une conscientisation sur nos déchets, sur la nécessité de leur donner une deuxième vie.

Il me semble, en termes de transmission de la conscience écologique, qu'il s'agit d'un aspect très important de ce projet.

Nous allons également permettre de revaloriser ces objets, en permettant notamment leur revente, une fois transformés.

Mais, en l'état, le projet de délibération, selon nous, donne une place trop peu importante aux biffins, puisque la seule place qui leur est accordée est celle autour des emplois d'insertion.

Je tiens à préciser que ces contrats seront environ de 800 euros par mois, soit en dessous du seuil de pauvreté. Ils ne seront qu'au nombre de 12. Alors, bien sûr, nous allons avoir plusieurs personnes qui vont passer les unes à la suite des autres sur ces contrats d'insertion, mais nous sommes quand même sur un volume très dérisoire en termes d'impact sur le nombre bien plus conséquent d'hommes et de femmes qui survivent sur les marchés à la sauvette.

Nous avions voté au Conseil de Paris du mois de novembre un vœu dans lequel nous nous engagions notamment (il y avait eu un vœu de l'Exécutif en réponse au vœu du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche), à ce que l'actuel projet de recyclerie expérimentale du quartier de la porte de Montreuil intègre un espace de vente directe, afin de permettre aux vendeurs à la sauvette et aux acheteurs d'y développer leurs activités en toute légalité, en lien notamment avec les associations "Amélior" et "Sauve qui peut les biffins", qui sont à notre connaissance les deux seules associations, pour l'instant, qui permettent aux biffins de s'organiser.

Donc, nous souhaiterions que ce projet de délibération intègre ce vœu de l'Exécutif et c'est dans ce sens que nous présentons un vœu au nom du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche et du groupe E.E.L.V.A. et que je présente avec ma collègue Fabienne GIBOUDEAUX, afin justement d'aller dans ce sens, car il nous semble nécessaire de ne pas limiter la présence des biffins dans ce projet aux seuls 12 contrats aidés.

D'ailleurs, nous devrions être beaucoup plus innovants et essayer de construire avec eux plutôt un mode coopératif, comme il se développe notamment au Brésil sur ces questions des Biffe Converters et des recycleries.

Nous souhaiterons donc que soit intégré dans ce projet de délibération le vœu qui avait été adopté.

"Insérer professionnellement une population précarisée vivant de la vente à la sauvette." A la suite de cela, ajouter : "Expérimenter avec elle un espace de vente directe, soit par le prêt d'un espace de vente dans la boutique soit par la rémunération des objets apportés à la recyclerie."

Je vous remercie.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Madame SIMONNET, vous avez dépassé un peu votre temps. Il faudra brider votre verve, à l'avenir.

La parole est à Mme Olga TROSTIANSKY.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe. - Monsieur le Maire, mes chers collègues.

Madame SIMONNET, merci de mettre une nouvelle fois en lumière l'expérimentation de recyclerie/ressourcerie qui est portée par l'association Emmaüs Coup de Main, qui vise l'insertion des vendeurs à la sauvette de la porte de Montreuil, notamment les Roms.

Je ne reviendrai pas longtemps sur ce projet que nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer à de nombreuses reprises, avec Frédérique CALANDRA, projet sur lequel la maire du 20e arrondissement est particulièrement investie.

Alors, grâce à l'obtention du permis de construire pour l'aménagement de la zone d'apports volontaires, les travaux vont pouvoir rapidement débuter afin que l'espace soit ouvert aux Parisiens dès ce printemps.

Parallèlement, nous continuons à accompagner l'association Coup de Main dans sa recherche d'un entrepôt pour stocker et recycler les objets récupérés.

Madame SIMONNET, par rapport à l'espace de vente de la rue Saint-Blaise, nous avons souhaité qu'il puisse effectivement être largement ouvert à la diversité des vendeurs à la sauvette, notamment les Roms et en y intégrant un espace de vente directe.

A ce sujet, je voulais vous dire que nous sommes très satisfaits de la publication toute récente d'une instruction du Ministre du Travail aux services déconcentrés de l'Etat, visant à faciliter l'accès aux contrats aidés des Roumains et des Bulgares, sans attendre la levée des mesures transitoires fin 2013.

Un certain nombre de Roms pourront ainsi bénéficier des contrats aidés, mobilisés par "Coup de Main", ce qui permettra de lever ce frein à l'insertion qu'est la restriction de l'accès à l'emploi.

Par rapport au budget de 34.000 euros que vous avez évoqué pour les familles roms présentes dans les campements, que ce soit porte de la Chapelle, à la Z.A.C. "Claude Bernard", à Bastille, et les familles Roms place de la Bastille, quai de la Rapée, place des Vosges, nous avons deux mesures d'accompagnement des familles du quartier Bastille, qui sont prises en charge à la fois à l'hôtel et dans trois logements, dans le 12e et le 15e arrondissement, un accompagnement de la P.M.I. et aussi de soutien à la scolarisation.

Pour terminer et par rapport à votre proposition d'amendement, dans la mesure où il vise à améliorer l'insertion professionnelle et les conditions de vie des vendeurs à la sauvette, je donne un avis favorable.

Voilà ce que je voulais vous proposer et vous inviter à voter ce projet de délibération.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition d'amendement n° 32 déposée par les groupes Communiste et élus du Parti de Gauche et E.E.L.V.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition d'amendement n° 32 est adoptée.

Je mets maintenant aux voix, à main levée, le projet de délibération DPE 8 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2013, DPE 8).

2013 SGCP 1 - Communication relative au bilan global de l'activité des Missions d'Information et d'Evaluation du Conseil de Paris (2008-2012).

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Nous allons examiner maintenant la communication SGCP 1 relative au bilan global de l'activité des Missions d'Information et d'Evaluation du Conseil de Paris de 2008 à 2012.

Plusieurs orateurs sont inscrits ; la parole est d'abord à Mme Laurence DOUVIN.

Mme Laurence DOUVIN. - Mes chers collègues, l'introduction des M.I.E. dans la refonte du Règlement intérieur de notre Assemblée en 2008 a été, à juste titre, considérée comme un progrès, et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle notre groupe s'y est fortement impliqué, avec trois présidents et cinq rapporteurs.

Le bilan que vous nous fournissez est intéressant. Je ferai simplement remarquer qu'il ne présentait pas de caractère d'urgence. Je veux dire qu'il existe encore une mission en cours, qui est conduite comme président par Jean-François LEGARET et comme rapporteur par Rémi FÉRAUD. Attendre la conclusion de cette mission aurait permis de donner à ce rapport un caractère plus complet. En effet, le sujet que cette mission traite est de première importance s'agissant de la politique immobilière de la Ville.

Je reviens au rapport, maintenant. C'est bien de disposer, évidemment, des préconisations émises par ces missions, de connaître leur nombre et d'envisager l'étendue des recommandations à mettre en œuvre, mais il manque une autre information : celle qui concerne le suivi de ces applications, et c'est cette information qui nous manque et qui nous permettrait vraiment de pouvoir apprécier en toute connaissance de cause l'utilité des missions.

Certains exemples sont cités, mais il y a bien d'autres préconisations qui demeurent pour l'instant sans suite, comme, par exemple, dans la Mission sur les personnels, les actions concrètes sur l'absentéisme ou, par exemple, l'attribution de logements sociaux ou encore le lancement de ce qui a été appelé "la conférence de consensus".

Je voudrais maintenant en venir à un deuxième point, qui est de citer un dysfonctionnement qui s'est produit plusieurs fois et auquel il est indispensable de remédier. Je veux parler des rapports de la Chambre régionale des comptes.

En effet, leur contenu doit être impérativement porté à la connaissance des membres de la Mission pour des raisons qui paraissent évidentes. Sinon, ceux-ci se trouvent en porte-à-faux et privés d'informations précises. Cela a été le cas pour la mission actuelle, conduite par Jean-François LEGARET, comme cela a été aussi pour celle qui avait été conduite par Alain DESTREM sur les personnels. Je pense vraiment que cette pratique doit cesser.

Enfin, je ne peux laisser passer l'occasion de rappeler que vous avez volontairement repoussé, pour des motifs purement politiques et par des méthodes qui ne vous honorent pas, notre demande d'aborder tous ensemble les problèmes de circulation et de pollution.

En effet, nous avons déposé une demande au mois d'octobre et celle-ci n'a été présentée qu'au Conseil du mois de décembre, et là encore, il a été signifié aux membres de votre majorité que même si les délais étaient encore respectés, il fallait voter contre.

Quel dommage d'agir ainsi, alors que les délais étaient respectés, comme vient d'ailleurs de le répondre M. DAUBIGNY par une lettre en date du 4 février, puisqu'il écrit que c'est bien du fait de votre volonté que cette mission n'a pas été acceptée, puisqu'elle a été repoussée par un vote sur ordre des élus de votre majorité.

Ce refus, le refus du Maire de Paris, vient ternir ce bilan, et c'est dommage. Il n'empêchera pas, d'ailleurs, le travail qui aurait dû être effectué ainsi sur ces sujets, de l'être autrement.

Je vous remercie.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Merci, Madame DOUVIN.

La parole est à Mme Geneviève BERTRAND.

Mme Geneviève BERTRAND. - Monsieur le Maire, les Missions d'Information et d'Evaluation, les M.I.E., instituées par la loi de décembre 2000, ont donc légalement 13 ans d'existence, mais seulement 4 ans au sein de notre Conseil. Elles ont pourtant si bien réussi à imprégner nos habitudes démocratiques qu'elles ont désormais droit à un rapport d'activité, mais elles n'auraient pas cette vigueur sans le concours de l'équipe de Mme DUCHEFDELAVILLE et des services municipaux que nous tenons ici à saluer.

Ce bilan est l'occasion pour notre groupe, qui participe régulièrement aux travaux des M.I.E. sans jamais en avoir présidé une seule, de faire part de quelques observations brèves.

La première tient à leur rythme soutenu ; ce tempo, certains thèmes, mais aussi l'application erratique des préconisations pourraient laisser penser que ces missions obéissent davantage à des mises en scène politiques qu'au souci de rechercher les moyens d'améliorer le service dû aux Parisiens.

Nous pourrions au moins corriger cette impression en donnant plus de temps à nos travaux. Il y a, bien sûr, l'obstacle du délai de six mois, qui enferme les missions et qui nous amène dans certains cas, avouons-le, à soutenir une pléiade de préconisations sans que leur impact soit totalement mesuré.

Je sais des collectivités qui n'ont pas cet absolu respect calendaire et d'autres qui se réservent une période préparatoire avant la délibération officielle. Cette phase serait, à mon avis, bienvenue et elle permettrait un temps de recherche ouvert à l'ensemble des membres désignés, afin de mesurer l'exact périmètre de la future M.I.E.

Nous constatons, par ailleurs, une hétérogénéité des processus d'évaluation des préconisations quand il faudrait examiner avec rigueur, à l'aune de leur mise en œuvre, leur efficience et le gain retiré par le public auquel elles s'adressent. Cela ne correspond pas à l'exigence bilancielle qui doit guider les politiques publiques.

S'il est rendu compte régulièrement à notre Assemblée et aussi à la presse de la mise en œuvre des préconisations concernant le parc d'ascenseurs des bailleurs sociaux ou si la volonté d'exhaustivité du comité de suivi sur la gestion des ressources humaines de notre collectivité est bien visible, certains retours de mission se font plus discrets, voire jusqu'à l'effacement.

Nous regretterons, par exemple, la succincte et trop partielle présentation des suites réservées aux familles monoparentales dans le cadre de la 6e Commission.

Il faut tout de même saluer l'excellent travail rédactionnel de l'administration, contrainte par la forme qui lui a été imposée.

Quant à la M.I.E. afférente aux personnes âgées en perte d'autonomie, dont le rapport a été adopté en septembre 2011, il ne semble pas qu'une analyse ou un compte rendu des mesures effectivement mises en place ait été transmis aux conseillers de Paris. Cette requête faisait pourtant partie des demandes formulées par le groupe U.D.I. Il demeure essentiel, en effet, de disposer des outils nécessaires pour apprécier la pertinence d'une pérennisation des mesures mises en œuvre ou le besoin d'y mettre fin en cas d'inadéquation ou d'efficience insatisfaisante.

Telle sont les observations que nous formulons, dans un esprit tout à fait constructif, à propos de cet outil de démocratie inscrit désormais dans notre paysage institutionnel.

Je vous remercie.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Nous vous reconnaissons bien là, Madame BERTRAND.

La parole est à Mme CHARNOZ.

Mme Sandrine CHARNOZ. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, en septembre 2008, lors de l'adoption de son nouveau Règlement intérieur, le Conseil de Paris s'est saisi de la possibilité nouvelle ouverte par la loi de mettre en place des Missions d'Information et d'Evaluation, M.I.E., composées de conseillers et conseillères de Paris, afin d'analyser et d'évaluer la gestion des services publics parisiens et les politiques mises en œuvres par la collectivité parisienne.

Nous avons vu rapidement huit M.I.E. se succéder, soit, en moyenne, deux par an, sur des sujets variés.

Pour avoir participé à plusieurs M.I.E., je tiens à saluer l'accès total à nos demandes et la transparence dans laquelle nous avons pu travailler.

Dans la plupart des M.I.E., les élus des différents groupes ont pu faire émerger des constats partagés et des préconisations adoptées à l'unanimité.

Enfin, il est évident que ces missions donnent aux conseillers de Paris un rôle plus actif et une meilleure connaissance des sujets ainsi approfondis.

Depuis 2008, toutes les initiatives ont fait l'objet d'un débat organisé du Conseil de Paris et toutes les missions ont donné lieu à la publication d'un rapport qui est diffusé sur le site paris.fr. Cela permet de sensibiliser plus largement le grand public, les élus nationaux ou partenaires institutionnels aux problématiques spécifiques de la collectivité parisienne.

Nombreux sont, en effet, les rapports qui comportent des adresses à l'Etat dans leurs préconisations.

La volonté de transparence de l'Exécutif se manifeste aussi par les moyens alloués aux M.I.E. Si les premiers rapports ont été réalisés avec le concours de l'Inspection générale de la Ville de Paris, une équipe dédiée rattachée au S.G.P. assure depuis 2011 le secrétariat et le pilotage des M.I.E. et bénéficie de l'appui de l'ensemble des services du S.G.C.P. que je tiens ici à remercier.

Respectueuse de la composition du Conseil, ces M.I.E. sont confiées à un président et un rapporteur de groupes politiques différents, de façon à garantir un équilibre entre majorité et opposition, ce qui va d'ailleurs au-delà des pratiques des assemblées parlementaires où les rapporteurs appartiennent systématiquement à la majorité.

Le rapport, constitué d'un diagnostic et de propositions partagées, est adopté par vote. Le cas échéant, les positions divergentes sont retranscrites en annexe du rapport, contribuant ainsi à clarifier les enjeux et les termes du débat public parisien.

Au total, ce sont 73 conseillères et conseillers de Paris sur 163, soit 44 % de notre Assemblée, qui ont participé aux travaux des 8 Missions constituées depuis 2008. Elles ont porté sur l'accueil des jeunes enfants, l'insertion professionnelle des jeunes, la maintenance des ascenseurs, la gestion des ressources humaines de la collectivité, les familles monoparentales, les personnes âgées et l'attribution des logements sociaux, et la dernière en cours porte sur la politique immobilière de notre collectivité.

Ce sont au total 227 propositions qui ont ainsi été formulées par les 7 M.I.E. ayant adopté leur rapport. 90 % d'entre elles concernaient directement la collectivité parisienne ou ses satellites. Mais la nature des sujets traités a conduit les missions à s'adresser également à d'autres acteurs, notamment à l'Etat quand les mesures nécessitaient des modifications législatives ou réglementaires ou l'infléchissement des politiques nationales.

L'importance numérique des propositions, une trentaine en moyenne par M.I.E., démontre la richesse des débats au sein de chaque mission et le souci des élus de répondre à des besoins identifiés au plus près du terrain. Telle était, par exemple, l'état d'esprit qui animait la M.I.E. sur l'accueil des jeunes enfants, quand elle a proposé de remplacer ou de refondre le logiciel de gestion et d'information de la D.F.P.E. qui ne répondait plus aux besoins des familles.

Ainsi que la demande formulée par la M.I.E. sur les familles monoparentales, que soient encore développées les instances de parole pour lutter contre l'isolement des femmes et celle sur les attributions de logements sociaux, de dépôts de dossiers en ligne et la mise en œuvre systématique d'un système de cotation pour plus de transparence et d'équité.

L'Exécutif a fait sienne la plus grande partie des propositions qui lui étaient adressées, ce qui montre qu'il accorde le plus grand crédit aux travaux de ces M.I.E. Je ne prendrai que trois exemples.

La M.I.E. que je présidais sur l'emploi des jeunes a préconisé la mise en place d'un forum métropolitain de l'emploi, cela sera chose faite le 19 février prochain. La M.I.E. sur l'entretien, la maintenance, la réparation et la mise aux normes des ascenseurs a favorisé la mobilisation des bailleurs pour obtenir des ascensoristes un meilleur service aux Parisiens.

Le quasi-achèvement de l'installation des boîtes noires, suivi harmonisé des pannes et démarche de labellisation inédite, est à mettre au crédit de la M.I.E. D'ailleurs, dans un projet de délibération spécifique, qui est soumis aujourd'hui à votre approbation, la SG 23 en 8e Commission vient préciser que "Paris Habitat", la S.G.I.M., S.I.E.M.P. et la R.I.V.P. ont abouti à la création d'une association composée d'experts, de bailleurs et d'associations de locataires et de consommateurs, une association qui pèsera sur les prochaines négociations de nombreux contrats de maintenance.

Enfin, la M.I.E. sur l'attribution des logements sociaux dresse un bilan favorable des évolutions de processus d'attribution à Paris et préconise, pour aller plus loin, une cotation des demandes établies par consensus.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint. - Chère Madame CHARNOZ, je vais devoir vous demander de conclure.

Mme Sandrine CHARNOZ. - Je suis sur la fin, mais les M.I.E. sont tellement riches, Monsieur le Maire, que je n'ai pu m'empêcher de retrouver les propositions.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Oui, mais vous avez perdu le calme de l'Assemblée.

Mme Sandrine CHARNOZ. - Comme le Maire, sur la M.I.E. des logements, l'a appelé de ses vœux, les préconisations vont vite trouver des traductions concrètes.

Vous voyez, mes chers collègues, les rapports des M.I.E. et leurs préconisations génèrent un processus itératif qui permet au Conseil de Paris d'être une force active de propositions, y compris dans le cadre traditionnel de ses missions d'assemblée délibérante. Ne polémiquons pas, poursuivons nos travaux au service des Parisiennes et des Parisiens.

Je vous remercie.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Si je vous dis que je ne vois pas David ALPHAND et Jean-François MARTINS, je ne suis pas très crédible, mais cela semble être pourtant le cas.

La parole est à M. ALPHAND.

M. David ALPHAND. - Merci. Vous voyez, Monsieur le Maire, que je suis bien en séance.

Pour introduire mon propos, je pense au représentant du Maire de Paris qui va prendre la parole et qui en réalité s'est fait voler tous ses arguments par Mme CHARNOZ qui a tenu le discours officiel sur les M.I.E. et qui a repris tous les arguments, débordant y compris de son temps de parole. Il faudra bien que l'adjoint trouve quelques éléments complémentaires pour venir nourrir le propos !

Mais naturellement je viendrai quand même apporter quelques bémols par rapport à ce discours officiel. Je veux tout d'abord souligner l'avancée réelle, véritable, que représente ces M.I.E. pour notre Conseil. Il est vrai que c'est surtout et avant tout une disposition profitable à l'opposition municipale. Car dans une mairie où le culte et la culture du secret prévalent, il est vrai que l'opposition municipale a bien du mal à se faire produire les informations, les documents qu'elle souhaite.

Je peux en témoigner, ces missions d'information, puisque j'ai présidé la première et que j'ai participé à une autre mission d'information, constituent une véritable avancée. Cette avancée fut néanmoins tardive. Je suis au regret de le souligner ce matin. Je dois rappeler que la possibilité offerte à une collectivité de mettre en œuvre un tel processus remonte à 2002. C'est précisément la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité qui nous offrait cette opportunité.

Malheureusement, d'ailleurs Mme CHARNOZ l'a reconnu à demi-mot, nous avons attendu 2008 pour que le Conseil de Paris introduise cette faculté dans son Règlement intérieur. C'est un peu tardif. Lorsque le Maire de Paris se prévaut de la promotion qu'il fait de la démocratie locale à Paris, voilà un exemple concret d'une démocratie à retardement.

Pour ce qui est de la pratique, Mme CHARNOZ a commis une première erreur dans sa présentation des M.I.E. Elle faisait le parallèle avec le Parlement et elle prétendait qu'au Parlement les rapporteurs appartenaient systématiquement à la majorité. Madame CHARNOZ, ce n'est pas le cas : y compris au Parlement, les rapporteurs et parfois même les présidents de certaines missions, appartiennent à l'opposition.

Deuxième approximation : l'accès total à l'information que vous avez mis en avant, Madame CHARNOZ. Permettez-moi de vous apporter ce témoignage très personnel, mais néanmoins très concret : lors de la Mission d'Information et d'Evaluation sur la petite enfance, je me rends dans une crèche, dans un arrondissement que je ne citerai pas, j'ai la surprise de constater que sur le pas de la porte le maire de l'arrondissement concerné, un maire de la majorité municipale, m'attend. Naturellement, j'y vois là un témoignage chaleureux d'encouragement à nos travaux. Alors, tel ne fut pas le cas de la directrice de crèche en question. La pauvre tremblait, mais véritablement, je voyais sa feuille, elle s'adressait à moi avec émotion…

Oui, oui, une émotion empreinte d'angoisse.

Mais c'est un témoignage personnel, Monsieur AIDENBAUM.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Non, Mesdames et Messieurs, gardons à cette séance…

M. David ALPHAND. - Alors, en termes de liberté d'accès à l'information, il y a naturellement un point très important, c'est la liberté de parole des agents de la Ville, et cette liberté de parole-là peut parfois être bridée dans le cadre des auditions qui sont organisées par les Missions d'Information et d'Evaluation.

Et puis, je voudrais également souligner un dernier point qui concerne la mise en application des propositions. Je prendrai un exemple à nouveau très concret. Lors de la première Mission d'Information, sur la petite enfance, nous avons souligné la défaillance totale absolue de "Lucie" que j'avais qualifié d'ailleurs à l'époque de Lucifer, le système d'information qui permet de gérer les admissions et le traitement des demandes de places en crèche.

Ces conclusions avaient été rendues en 2009. Pour anesthésier le constat mené par notre Mission d'Information, il avait été répondu à l'époque que, dans les mois qui suivraient, ce système d'information connaîtrait une évolution substantielle. Nous sommes aujourd'hui au mois de février 2013, rien n'a été changé. D'ailleurs dans l'exposé même des motifs qui est présenté au Conseil de Paris, l'Exécutif souligne qu'une première expérimentation aura lieu au courant de l'exercice.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Monsieur ALPHAND, veuillez vous acheminer vers votre conclusion, s'il vous plaît.

M. David ALPHAND. - Je conclurai, Monsieur le Maire. Il s'agit bien là d'une avancée, mais certainement pas un pas aussi important que voudrait le laisser croire l'Exécutif municipal. Nous avons encore des progrès à réaliser en matière de démocratie locale à Paris.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Je vous remercie.

Pour vous répondre, puisque M. MARTINS n'est pas là, la parole est à M. François DAGNAUD, qui va être brillant pour sa dernière journée, vous allez le voir.

M. François DAGNAUD, adjoint. - Merci.

Je vais être surtout rapide parce que les intervenants ont dit beaucoup de choses déjà et je ne vais pas les paraphraser.

Donc, je vais remercier Mmes Laurence DOUVIN, Geneviève BERTRAND, Sandrine CHARNOZ et même M. David ALPHAND qui a reconnu des avancées, donc je n'ai aucune raison de ne pas l'associer à ces félicitations.

Je crois qu'en effet, nous pouvons nous satisfaire tous ensemble, sans occulter les pistes d'amélioration.

Monsieur ALPHAND, il serait stupide de considérer que tout est parfait, que rien ne doit changer. Ce n'est pas tout à fait notre culture démocratique et, par principe, nous sommes ouverts, évidemment, à toutes les formes d'amélioration.

Vous avez bien voulu en suggérer quelques-unes et, de cette contribution-là, je veux aussi vous remercier.

Pour aller à l'essentiel, c'est quand même un outil nouveau, qui a été mis à disposition des élus de Paris et je crois que c'est un acquis important de cette mandature, et que les Missions d'Information et d'Evaluation font et feront, durablement, je crois, partie du paysage démocratique des élus parisiens. Je ne crois pas que l'enjeu soit un enjeu de démocratie locale ; ce n'est en tout cas pas de la démocratie de proximité ou de la démocratie participative, mais nous avons su, je crois, à la fois élargir et renouveler les modalités de travail offertes à l'ensemble des élus.

Vous avez eu raison de rappeler que, dans la configuration qui est la nôtre, cet élargissement, ce renouvellement des outils de travail proposés aux élus, bénéficie assez naturellement, et moi je m'en satisfais tout à fait, prioritairement aux élus de l'Opposition qui trouvent évidemment dans ces M.I.E. des façons nouvelles de faire leur mandat, de remplir leur mission. Le démocrate que je suis, les démocrates que nous sommes, collectivement, ne peuvent évidemment que s’en réjouir.

C'est d'ailleurs une démarche que nous avons très clairement et très lucidement assumée puisque, quand, dans le règlement intérieur adopté au début de la mandature, nous avons adopté ce dispositif et quelques autres, c'était vraiment, et le Maire y tenait, avec l'idée d'avancer en tout cas, vers ce que l'on avait appelé un "statut de l'Opposition", une reconnaissance de droits supplémentaires pour l'Opposition. J'imagine évidemment que si, d'aventure, dans des temps que j'espère lointains, la Majorité n'était plus la majorité et l'Opposition n'était plus l'opposition, cette volonté-là de donner à chacun des outils de travail perdurerait. Mais je crois qu'il serait compliqué de revenir en arrière.

Voilà, nous pouvons nous satisfaire de toutes ces avancées.

Alors, le démarrage a-t-il été tardif ? J'entends votre remarque. Je ne la crois pas fondée, Monsieur ALPHAND. Pour quelle raison ?

Parce que, d'une part, la loi démocratie de proximité, portée par notre ami Daniel VAILLANT, à l'époque Ministre de l'Intérieur, date de 2002 et que le Règlement intérieur de la précédente mandature, vous l'aurez compris, avait été adopté en 2001, et que, après l'introduction de ces dispositions nouvelles, la configuration politique de la mandature précédente a fait qu'il ne s’est pas trouvé de consensus pour intégrer des dispositions nouvelles et notamment celles portant sur les M.I.E.

Pour autant, je crois que l'épisode caniculaire avait donné lieu à une forme de travail collectif qui s'apparentait d'assez près, me semble-t-il, à ce que nous appelons aujourd'hui des M.I.E., donc il n’y a vraiment pas eu de retard à l'allumage. En tout cas, dès le début de cette mandature, et c'est un des acquis de cette mandature, nous avons veillé à intégrer l'ensemble de ces éléments et nous l'avons fait dans une démarche consensuelle, puisque le Règlement intérieur du conseil a été élaboré et adopté à l'unanimité.

Alors, je voulais rassurer...

Alors, oui, vous parlez là, je ne peux pas laisser passer le propos, de liberté bridée… je résume, mais je crois que c'est l'esprit de vos propos… de liberté bridée pour certaines auditions.

Ecoutez, il y a ce que l'on appelle le devoir de réserve des fonctionnaires. Au-delà, le principe des M.I.E., c’est de mettre en partage des informations et je crois que la longue liste des critiques qui ont pu être émises à partir des

M.I.E. sur ce qui se faisait ou sur ce qui ne se faisait pas montre à quel point l'information n'a rien de bridé et, au contraire, l'information mise à disposition de l'ensemble des élus et, à travers eux, de l'ensemble des Parisiens a été, au contraire, empreinte d'une démarche de grande transparence. Je crois que ce serait nous faire un mauvais procès que d'insister sur ce point.

Je veux évidemment, moi aussi, saluer le travail remarquable qui a été mené, qui est mené et sera mené par Isabelle DUCHEFDELAVILLE, Raphaël BRUN et toute leur équipe. Nous avons effectivement veillé à accompagner la montée en puissance des M.I.E., que les élus et les groupes se sont appropriés, en mettant à disposition des outils dédiés de travail, une équipe humaine et beaucoup repose sur leurs épaules.

Je veux évidemment, à mon tour, les en remercier.

Madame DOUVIN, vous vous êtes…

Alors, M. ALPHAND parlait d'une démarche à retardement. Vous, vous parlez de précipitation. Bon, il y a un peu la cacophonie quand même chez nos amis de l'U.M.P.

Mme Laurence DOUVIN. - On ne parlait pas de la même chose !

M. François DAGNAUD, adjoint. - Non, je sais, je plaisante un peu.

Je plaisante un peu !

Alors, le rapport vient-il trop tôt ?

Non, Madame DOUVIN, le rapport ne vient pas trop tôt. Pour quelle raison ?

Il ne vous a pas échappé qu'une M.I.E. est en cours de conclusion, mais c'est un outil de travail qui a vocation à être actualisé ; ce n'est pas un rapport définitif, c'est un outil. Et il nous a semblé intéressant qu'à l'appui et dans le prolongement d'un outil d'évaluation des politiques publiques, qui permette de faire un certain nombre de préconisations, les élus disposent d'une espèce de tableau de bord qui leur permette de regarder quelles ont été les préconisations, où en sont celles qui concernaient plus directement la Ville, où en sont éventuellement les autres. Donc, c'est un document qui sera actualisé régulièrement.

J'imagine que, d'ici la fin de la mandature, Bernard GAUDILLÈRE, dont je sais qu'il a déjà à cœur de suivre de très près le travail des M.I.E., veillera à ce qu'un rapport actualisé, intégrant la totalité des M.I.E. menées sur la mandature, soit présenté au Conseil de Paris.

Voilà !

Pour le reste, je crois que nous n'avons que des points d'accord avec tout ce qui a été dit.

Madame BERTRAND, j'ai noté scrupuleusement les pistes d'amélioration que vous avez évoquées, dans l'esprit très constructif qui a toujours été le vôtre et je vous en sais gré. Bernard GAUDILLÈRE, j'imagine, en fera son miel, comme on dit.

En tout cas, je les trouve, pour ma part, extrêmement intéressantes.

Mme Sandrine CHARNOZ a rappelé la vitalité de la production démocratique des M.I.E. avec près de 250 préconisations.

Voilà, je crois que c'est une façon très positive, et très moderne, finalement, de renouveler nos façons de travailler. Donc, je forme le vœu que le souffle et l'élan se poursuivent jusqu'à la fin de cette mandature, et puis, y compris au-delà de la mandature.

Par avance, je remercie toutes celles et tous ceux d'entre vous qui souhaiteront y contribuer.

Merci.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Maire et Messieurs les orateurs, pour ce débat sur une communication importante.

2013 DPA 10 - Présentation de l'état d'avancement du projet performance énergétique-écoles. Proposition de traitement différencié pour 200 nouvelles écoles. Principe et

modalités de passation d'un appel d'offres ouvert européen pour le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Nous allons examiner maintenant le projet de délibération DPA 10 concernant la présentation de l'état d'avancement du projet performance énergétique-écoles, proposition de traitement différencié pour 200 nouvelles écoles, principe et modalités de passation d'un appel d'offres ouvert européen pour le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

La parole est à M. GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

Vous le savez, nous l'avons souvent dit dans cet hémicycle et ailleurs, réduire nos émissions de gaz à effet de serre et nos consommations énergétiques est un enjeu essentiel en ce qu'il doit nous permettre, dans un même temps, d'endiguer autant que possible le réchauffement climatique en cours et de faciliter la transition énergétique de nos territoires, et aussi de faire des économies pour notre budget.

L'adoption à l'unanimité en 2007 du Plan Climat élaboré par Yves CONTASSOT, puis de son actualisation en décembre dernier, est venue montrer l'attachement du Conseil de Paris à s'engager pleinement dans cette double démarche. L'un des projets phares que la collectivité parisienne s'est fixé…

C'est embêtant d'avoir des discussions tout autour !

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Oui, je suis d'accord avec le Président GAREL : le volume sonore, hors l'orateur, est un tout petit peu élevé, même pour moi !

M. Sylvain GAREL. - Merci.

Donc, sous l'impulsion de Denis BAUPIN, nous avions lancé une première tranche avec la réalisation de travaux d'efficacité énergétique dans 100 écoles parisiennes. Cette première tranche est en cours de réalisation.

Le projet de délibération DPA 10, que nous examinons aujourd'hui et que porte René DUTREY, nous permet de passer à la vitesse supérieure avec 200 nouvelles écoles qui feront aussi l'objet de travaux d'efficacité énergétique.

Comme nous l'avons dit et répété, il est essentiel que la Ville de Paris montre l'exemple dans la lutte contre le réchauffement et affirme son volontarisme politique en la matière.

La poursuite du projet d'efficacité énergétique des écoles, avec le lancement de cette nouvelle tranche de 200 écoles, en est une preuve.

Les Ecologistes resteront vigilants quant à la réalisation dans les meilleurs délais des travaux d'efficacité énergétique des 200 écoles concernées par le présent projet de délibération, la poursuite du projet pour les 300 écoles suivantes dès le début de la prochaine mandature et enfin, l'extension d'un volontarisme aussi fort à l'égard d'autres équipements publics tels que les gymnases, musées, piscines, afin que nous puissions atteindre l'objectif de réduction de 30 % de nos émissions de gaz à effet de serre et de nos consommations énergétiques en 2020.

Malheureusement, nous avons encore beaucoup de travail pour atteindre cet objectif et nous permettre d'être une capitale exemplaire pour la France et le monde.

Je vous remercie.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Président.

La parole est à M. Alain LHOSTIS.

M. Alain LHOSTIS. - Merci, Monsieur le Maire.

Effectivement, il s'agit d'un projet de délibération important avec un objectif ambitieux mais nécessaire, comme cela vient d'être rappelé à l'instant, pour réduire les consommations d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre des bâtiments publics de 30 % à échéance 2020 par rapport à 2004.

Nous sommes donc engagés dans le processus de réhabilitation thermique de 600 écoles parisiennes. Je me réjouis de ce projet de délibération parce qu'il marque une inflexion par rapport à ce qui a été fait jusqu'à présent,

c'est-à-dire de confier, pour 100 écoles, sous une forme de partenariat public-privé, de P.P.P., à la société Nov'Ecoles, le contrat de la première tranche de performance énergétique.

Effectivement, aujourd'hui, nous sommes en voie de réalisation - 45 écoles ont été achevées -, mais pour l'instant, évidemment, on nous rappelle qu'il n'a pas été possible, même sur ces 45 écoles, de mesurer la performance énergétique et les économies attendues, et que cela se fera sur la période du 1er septembre 2012 au 31 août 2013.

Mais si l'on n'a pas pu regarder ce volet réel d'économie d'énergie, c'est pourtant l'objectif, sur le volet financier, la Ville a rempli bien clairement toutes ses responsabilités. Les redevances sont importantes et elles sont versées au titulaire depuis le début de l'exécution du contrat, c'est-à-dire avant même la réalisation des objectifs et même l'évaluation de ces objectifs.

Alors, on nous dit : "Oui, mais cela nous a permis de discuter, d'évaluer et nous allons faire une économie de 7 millions d'euros sur 18 ans grâce à la négociation que nous avons pu mener". On voit bien, si l'on peut faire une économie de 7 millions d'euros par une simple négociation alors que le contrat n'en est même pas à son début de réalisation, c'est que les marges dégagées par ce type de P.P.P. sont remarquables, et je trouve vraiment préoccupant que nous nous soyons engagés.

Mais la nouvelle stratégie envisagée aujourd'hui nous convient car, effectivement, nous allons nous appuyer sur les services techniques de l'énergie et du génie climatique de la Mairie de Paris qui, je le rappelle, suit la production d'énergie dans 72 % des écoles, et dont j'avais proposé à l'époque, au nom de notre groupe, le renforcement plutôt que de faire appel systématiquement au privé.

Pour ce qui concerne les lieux où l'intervention est celle de prestataires extérieurs titulaires de marchés publics d'exploitation, on irait vers un contrat global qui intégrerait la conception, la réalisation de travaux, l'exploitation et la maintenance, dans le cadre d'un marché public global que permet un nouvel article du Code des marchés publics. Cette nouvelle approche permettra de garder la maîtrise dans ce dossier et même de la renforcer, puisqu'il est proposé que le marché public qui sera réalisé de la façon dont je viens de parler, permette aux services techniques de la Ville de s'approprier le process.

Je crois que c'est une bonne chose plutôt que de déléguer cette compétence aux services privés, y compris par la même d'aller, en l'absence de compétences techniques internes au service public, jusqu'à l'évaluation de sa propre activité par le secteur privé.

Et puis, nous envisageons que pour le reste du patrimoine scolaire, ce soit le S.T.E.G. qui s'en empare, ainsi que sur les autres équipements municipaux et départementaux puisque évidemment, il faut aller jusqu'au bout de la démarche en ce qui concerne l'évaluation énergétique et la réduction de la dépense énergétique en matière de bâtiments publics.

Donc oui, l'objectif qui nous convenait dès le départ doit rester présent.

Oui, il faut également évaluer de façon précise et corriger au besoin ce qui a été fait pour les 100 premières écoles, et j'espère qu'au lendemain de l'évaluation faite au 31 août 2013, nous aurons des éléments de réflexion.

Il faut bien veiller à ce que les prochains projets de délibération nécessaires sur cette question préservent au mieux les intérêts de la Ville et la défense de la réduction énergétique.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Merci, Monsieur LHOSTIS.

Pour répondre, la parole est à M. René DUTREY.

M. René DUTREY, adjoint. - Tout d'abord, je voudrais remercier les deux orateurs qui ont quasiment présenté l'ensemble du projet de délibération.

Remercier également Mme Colombe BROSSEL avec qui j'ai porté ce dossier, sans qui rien n'aurait été possible.

Ce projet de délibération est le plus grand plan de rénovation d'un patrimoine public lancé aujourd'hui par une collectivité en France. Je me suis rendu aux Assises de l'énergie à Grenoble. J'ai étudié chaque action des collectivités à travers le pays : nous sommes vraiment face à un plan de rénovation d'une ampleur exceptionnelle.

Lors du débat sur le Plan Climat, il y a quelque temps, il y avait eu quelques critiques sur le fait de savoir où étaient les moyens pour ce Plan Climat. Les moyens pour le Plan Climat sont là et importants. Cela va permettre la rénovation de ces 600 écoles.

Effectivement, une première tranche a déjà été lancée sur un modèle juridique qui n'est pas le même que pour la tranche que nous lançons aujourd'hui.

Pour répondre à M. LHOSTIS sur l'évaluation, bien sûr, la période de chauffe n'a commencé qu'en novembre. Il nous faut une saison entière pour correctement évaluer la réalisation et la performance énergétique après travaux de ces différentes écoles. C'est la raison pour laquelle le bilan n'interviendra qu'après le mois d'août 2013.

Mais pour le rassurer tout de même, dans ce contrat initial était fixé un malus en cas où le prestataire n'atteindrait pas cet objectif de moins 30 %. Ce contrat est donc parfaitement bordé, et au cas où le prestataire n'atteindrait pas cet objectif, c'est un malus qui lui serait appliqué.

Deuxième point, sur la cristallisation de la dette et cette négociation qui a permis cette économie, c'est principalement dû au fait que la négociation a été faite sur la base d'un taux d'intérêt et la contractualisation s'est faite beaucoup plus tard, alors que les taux d'intérêt avaient beaucoup baissé, d'où l'économie de plusieurs millions d'euros : cela se répercute de façon très directe.

Concernant cette deuxième tranche de 200 écoles, nous avons effectivement fait le choix de différencier les modes de rénovation, avec ces 60 écoles qui seront rénovées en direct, en régie, par la Ville. Il s'agit bien effectivement de maintenir et de développer un savoir-faire au sein des services de la Ville par rapport à ces rénovations thermiques pour permettre, bien sûr, de pouvoir en réaliser directement mais aussi d'être en position et de s'améliorer sur la négociation des contrats. C'est ce savoir-faire que nous souhaitons faire émerger et progresser au sein des services de la Ville.

La deuxième tranche de 140 écoles fera l'objet d'un marché public global.

Ces écoles parisiennes représentent 20 % des gaz à effet de serre des équipements publics de la Ville de Paris. C'est vous dire le levier important que ce plan de rénovation thermique des 600 écoles représente.

D'autres types d'équipements publics posent problème, que l'on peut qualifier pour certains de passoires thermiques. Je pense principalement aux piscines et aux gymnases. Un autre projet de délibération dans notre Conseil viendra ultérieurement lancer un diagnostic sur l'ensemble des piscines de la Ville pour imaginer également des travaux d'amélioration et de rénovation thermique.

Petit à petit, mais ce projet de délibération représente un grand pas, nous sommes en train de traiter l'ensemble du patrimoine de la Ville. Nous atteindrons avec tous ces moyens cet objectif de moins 30 % que nous nous sommes fixés.

Voilà ce que je pouvais vous dire sur ce projet de délibération.

Je vous remercie.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Merci, Monsieur DUTREY.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPA 10.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DPA 10).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'usage de groupes électrogènes diesel à Paris.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Nous passons à présent à l'examen du vœu référencé n° 33 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à l'utilisation de groupes électrogènes diesel à Paris.

La parole est à M. LEBEL pour nous le présenter.

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Les émanations de particules fines des moteurs diesels sont enfin reconnues comme étant hautement polluantes pour l'air.

Et c'est la raison pour laquelle depuis une dizaine d'années, un arrêté interpréfectoral a interdit dans la plupart des cas l'usage des groupes électrogènes à Paris, et même en région parisienne.

Cela n'empêche pas qu'aujourd'hui d'innombrables utilisateurs continuent à en faire usage dans les rues de Paris. Je pointe en particulier les tournages de films sur la voie publique ou dans les locaux d'habitation. Ces films sont tournés avec presque systématiquement un appel à ce type de production d'électricité.

Il y a quelques années, en 2005, M. CONTASSOT, qui était à l'époque l'adjoint compétent, à la suite d'une question identique que je lui avais posée, avait renoncé à faire appliquer dans la Capitale l'arrêté interpréfectoral en question et, comme raison, il avait donné qu'il n'existait pas sur le marché de groupes électrogènes équipés de filtre à particules.

Alors, je considère que, depuis presque 10 ans, ce type de matériel a bien dû être mis au point et commercialisé et que, en conséquence, aujourd'hui et dans l'intérêt de la santé publique, il conviendrait quand même de mieux faire respecter la réglementation en la matière qui date de presque 15 ans.

C'est la raison pour laquelle nous posons la question au Maire de Paris, mais également au Préfet de police d'ailleurs, pour ce qui le concerne, afin qu'il interdise les groupes électrogènes diesels non munis de filtre à particules, tout spécialement pour les tournages de film à Paris.

Merci.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Merci.

Pour vous répondre, la parole est à M. DUTREY.

M. René DUTREY, adjoint. - Tout d'abord, je voudrais remercier M. LEBEL d'apporter ce sujet devant nos débats, je connais sa conscience écologique globale.

En matière de particules fines, la Ville mène effectivement la lutte sur tous les types de particules fines (les P.M. 10, les P.M. 2,5), vous le savez bien.

Il faut tout de même rappeler que l'émission de ces particules fines vient principalement du trafic routier, mais également - et on en a parlé récemment - des cheminées à foyer ouvert sur lesquelles un certain nombre d'initiatives vont être prises.

En matière de groupe électrogène, aucune réglementation française…

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Excusez-moi, Monsieur DUTREY, le niveau de bruit devient vraiment difficilement supportable.

Est-ce que vous pourriez faire un petit effort, s'il vous plait ?

M. René DUTREY, adjoint. - Je vais parler plus fort et plus près du micro, dans ce cas.

Aucune réglementation française ni européenne ne vient encadrer les émissions de gaz polluants des groupes électrogènes qui fonctionnent avec des moteurs diesels.

Il y a effectivement un arrêté du 22 janvier 1997 créant une zone de protection spéciale contre les pollutions atmosphériques et qui stipule que ces groupes électrogènes ne peuvent être mis en service que dans des situations précises et suivantes :

- Alimentation de sécurité ou de remplacement après disparition de la source normale dans les hôpitaux ou les lieux sensibles,

- Alimentation d'un éclairage de sécurité de type A dans les établissements recevant du public,

- Alimentations de chantiers lorsque celles-ci ne peuvent être assurées directement par le réseau ou au cours des essais réglementaires ou liés à l'entretien du matériel.

Toutefois, dans la mesure où la procédure pour obtenir un branchement à partir du réseau E.D.F. est longue et coûteuse, lorsqu'elle nécessite des travaux sur voirie, des groupes électrogènes restent utilisés pour les manifestations événementielles ou les tournages de films à Paris.

L'autorisation d'occupation du domaine public par ces engins est instruite de façon conjointe (commissariat de l'arrondissement et service de la voirie) et, en application de cet arrêté de 1997, ces services vérifient que le

demandeur dispose bien d'un certificat E.D.F. de refus de branchement et d'une attestation de conformité du groupe électrogène à la réglementation européenne relative au bruit émis par ces engins.

La solution pour faire disparaître ces groupes électrogènes, en attendant une réglementation nationale, est bien de privilégier ces branchements E.D.F., ces fameux branchements forains qui permettent d'éviter le déploiement de ces groupes électrogènes.

Nous travaillons actuellement à accélérer ces délais pour permettre de pouvoir le substituer le plus possible.

Mais, pour répondre précisément à votre vœu - et certainement que cela vous avait échappé - lors de l'avis du Conseil de Paris du 12 novembre concernant le plan de protection de l'atmosphère, nous avons fait rajouter, sous forme d'une réserve, le souhait que, systématiquement, des filtres à particules soient placés sur ces groupes électrogènes.

Effectivement, à l'époque, comme M. CONTASSOT vous l'avait répondu, ces filtres n'existaient pas pour ces appareils. Aujourd'hui, ils existent et c'est ce que nous avions demandé dans le plan de protection de l'atmosphère, l'objectif est bien que la majorité des tournage se fassent sur des bornes foraines d'E.D.F. et que les quelques groupes électrogènes qui pourraient rester soient munis de ces filtres à particules, ce qui sera donc intégré, nous l'espérons, dans le plan de protection de l'atmosphère.

Votre vœu avait déjà été réalisé lors du passage du P.P.A., c'est pour cela que je vous demanderai de le retirer, sinon j'appellerai à voter contre.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Monsieur LEBEL, retirez-vous votre vœu ?

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - Mis à part la conscience écologique très variable de M. DUTREY, qui vaut bien la mienne, je retire le vœu.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Merci, Monsieur LEBEL.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la création de deux espaces de liberté pour les chiens dans le parc des Buttes Chaumont.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le vœu référencé n° 34 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la création de deux espaces de liberté pour les chiens dans le parc des Buttes-Chaumont.

La parole est à M. GIANNESINI pour nous le présenter.

M. Jean-Jacques GIANNESINI. - Merci, Monsieur le Maire.

Il s'agit d'un vœu concernant la création à titre expérimental de deux espaces de liberté pour les chiens dans le parc des Buttes-Chaumont, alors qu'il n'en existe aucun.

En effet, ce type d'espace existe déjà dans de nombreuses métropoles européennes (Londres, Berlin, Francfort, Bruxelles, Helsinki) et des expérimentations sont menées dans différentes villes de France de toutes tendances politiques (Toulouse, Grenoble, Nice).

Il existe même un parc canin à New York à l'angle de Broadway et de la 5e avenue.

Aujourd'hui, il n'existe que 59 espaces verts de la Ville de Paris sur 462 qui autorisent seulement les chiens tenus en laisse. N'oublions pas que la présence animale en ville est source de lien social, plus que jamais indispensable, notamment s'agissant des personnes isolées et vulnérables.

On estime à environ 300.000 le nombre de propriétaires de chiens à Paris.

Cette expérimentation peut aussi être très utile quant à l'éducation à la propreté des propriétaires de chiens et aussi quant à la mise en place du compostage des déjections canines, à l'image des expérimentations engagées actuellement en France et dans le monde.

Je veux, pour terminer, souligner l'excellent travail qui a été réalisé au travers d'un rapport sur ces sujets par l'association Chiens en Ville et le comité O.K.A. qui sont présents aujourd'hui.

Merci.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Fabienne GIBOUDEAUX.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Comme cela a été dit, l'accès des chiens tenus en laisse est d'ores et déjà autorisé dans le parc des Buttes-Chaumont et est limité aux allées périphériques.

La Direction des Espaces Verts et de l'Environnement a entamé une réflexion sur la possibilité de créer un espace de liberté pour les chiens dans ce parc.

Une telle installation pose cependant des problèmes d'hygiène, en raison de la concentration des chiens dans ce type d'équipement, mais aussi de sécurité, ces derniers y évoluant en liberté.

Il conviendrait donc de délimiter cet espace. Or, il est assez délicat de privatiser pour le seul bénéfice des chiens une partie d'un espace vert aussi fréquenté.

En tout état de cause, si un tel espace était créé aux Buttes-Chaumont ou dans un autre espace vert, les propriétaires des animaux devront toujours, en application du règlement, ramasser les déjections, d'abord pour une raison évidente d'hygiène, mais aussi de pollution car, comme vous l'avez évoqué, ce n'est pas si évident pour le compost car il y a une présence d'antibiotiques et aussi de traitements médicamenteux : pollution au phosphore, possibilité de germes pathogènes.

D'autre part, un comité de suivi sur le parc des Buttes-Chaumont a été mis en place à mon initiative et à celle de la mairie du 19e arrondissement. Un groupe de travail va se réunir prochainement sur les usages du parc et voir comment ces usages peuvent évoluer.

Je vous demande de retirer ce vœu et d'attendre les conclusions de ces ateliers de travail, en lien avec le personnel de la Direction des Espaces Verts et de l'Environnement et de la mairie du 19e arrondissement pour voir s'il est possible, de façon expérimentale, de mettre en place cet espace réservé aux chiens.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Monsieur GIANNESINI, ces éclairages vous permettent-ils de retirer le vœu ?

M. Jean-Jacques GIANNESINI. - Non, Monsieur le Maire, je garde le vœu.

Juste une réponse simple, c'est parce que les problèmes soulevés ne sont pas des problèmes, puisque cela ne se pose pas dans les autres villes du monde où c'est expérimenté.

La deuxième chose est que, bien sûr, je suis au courant de la rénovation du parc des Buttes-Chaumont et, naturellement, je garde le vœu, dans la mesure où l'on prend date pour cette future rénovation.

Je vous remercie.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Je vous rappelle que, en principe, on ne commente pas, mais je suis un président extrêmement laxiste.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la protection du bois de Vincennes.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 35 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la protection du bois de Vincennes.

La parole est à Mme Valérie MONTANDON pour nous le présenter.

Mme Valérie MONTANDON. - Merci, Monsieur le Président.

Le bois de Vincennes a fait l'objet d'une charte d'aménagement durable en 2003, qui préconise la réhabilitation des paysages et la restauration des milieux naturels, mais aussi d'un plan de gestion arboricole 2006-2020.

Ce que je peux dire, sous votre mandature, c'est qu'il y a eu beaucoup d'écrits. Par contre, sur la pratique et la concrétisation des actes, cela reste à faire.

Dans le bois de Vincennes, dans le passé, ont été soumises de nombreuses logiques contradictoires et changeantes et, sans remettre en cause ce qui a été effectué avant - et j'insiste auprès de votre assemblée, je ne remets pas en cause les constructions faites dans le passé, ce qui a été fait a été fait - nous estimons dès à présent que la Ville doit désormais s'engager pour la protection de ses bois.

Le bois de Vincennes est un site classé et il n'a pas vocation à être une réserve foncière de la Ville de Paris.

En effet, la Ville de Paris se doit de protéger ses bois face à cette pression foncière constante et, ce, même pour des constructions dites provisoires.

C'est pour cela que nous vous demandons de vous engager à préserver le bois de Vincennes de toute construction et engager un moratoire sur les projets en cours.

Je vous remercie.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Pour vous répondre, la parole est à Mme GIBOUDEAUX.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Consciente de la valeur patrimoniale que représente les bois de Vincennes et de Boulogne pour l'Ile-de-France, la Ville de Paris s'est dotée d'un dispositif réglementaire, permettant la protection des bois et leur gestion dans le cadre d'une valorisation patrimoniale et paysagère des espaces naturels.

Le bois de Vincennes, site classé au sens du Code de l'environnement depuis 1960, a été défini dans le Plan local d'urbanisme en zone naturelle et forestière, ainsi qu'en espace boisé classé.

La charte d'aménagement durable des bois, cosignée par l'ensemble des acteurs de la région en 2003, indique les lignes directrices et les grandes orientations de valorisation du bois de Vincennes. Dans son action quotidienne, la Direction des espaces verts et de l'environnement conduit une politique de gestion des espaces jardinés, paysagers et forestiers qui est en conformité avec le Plan de gestion arboricole élaboré à l'issue de l'effort très important de reboisement engagé par la Ville de Paris et qui fait suite à la tempête du 26 décembre 1999.

L'ensemble des projets présentés dans les bois est élaboré avec le souci constant de la mise en valeur de l'environnement et de répondre au mieux aux attentes des usagers.

A la suite d'études très poussées en termes environnementaux et d'intégration paysagère, ces projets font l'objet d'un autorisation administrative délivrée par le Ministre chargé des questions environnementales, après l'avis de la commission départementale des sites qui se compose des services de l'Etat, d'experts qualifiés et d'élus parisiens.

Avec toutes ces informations, je vous demanderai de retirer votre vœu.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Madame MONTANDON, retirez-vous ce vœu ?

Mme Valérie MONTANDON. - Je ne le retire pas, parce que je suis d'accord avec les écrits, mais je vous demande des actes.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Très bien, Madame MONTANDON.

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

2013 DGRI 6 - DPE 10 - Subvention (50.601 euros) et convention avec l'association pour le développement médical et aide humanitaire au Cambodge (69470 GENAS), pour le projet d'approvisionnement en eau potable de la commune rurale de Baray au Cambodge.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Nous examinons à présent le projet de délibération DGRI 6 - DPE 10 relatif à l'attribution d'une subvention de 50.601 euros et convention avec l'association pour le développement médical et l'aide humanitaire au Cambodge, qui nous vient de la commune de Genas pour le projet d'approvisionnement en eau potable de la commune rurale de Baray, au Cambodge.

La parole est à M. Patrick KLUGMAN.

M. Patrick KLUGMAN. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, je suis très heureux d'attirer votre attention sur un projet de délibération relatif à l'attribution d'une subvention à l'association pour le développement médical et l'aide humanitaire au Cambodge.

Il s'agit d'une subvention qui porte sur un projet d'approvisionnement en eau potable, auquel la Ville de Paris contribuera, vous l'avez dit, Monsieur le Maire, à hauteur de 50.600 euros en 2013, 2014 et 2015.

Le projet qu'il nous est proposé de soutenir concerne un accès à l'eau potable dans le village de Baray, village de 8.000 habitants situé à 55 kilomètres de Phnom Penh, dans une zone inondable de la plaine basse du Mékong.

La population de Baray est contrainte de marcher plusieurs heures pour puiser l'eau du Mékong, elle-même très polluée. Il est donc fréquent que les habitants de ce village souffrent de maladies liées à cette pollution, qui sont difficilement soignées.

Le projet proposé est une réplique d'une opération déjà menée en 2009 par cette association dans une commune rurale voisine. Il prévoit la construction d'une station de production d'eau et d'un réseau de distribution jusqu'au domicile des habitants, ainsi que l'implantation de deux bornes fontaines dans le village, trois groupes de toilettes seront installés dans les espaces publics du village et 50 latrines familiales sèches et humides seront réalisées. Une campagne de sensibilisation sur l'hygiène élémentaire destinée à la population sera, en outre, assurée par le président de l'association, docteur en médecine.

Voilà pour l'essentiel de ce projet de délibération qui me semble exemplaire et tout à fait représentatif du travail remarquable mené par l'immense Pierre SCHAPIRA, avec Anne LE STRAT. C'est pourquoi je voudrais que Pierre SCHAPIRA puisse nous en dire un peu plus, à la fois sur l'action de la Ville dans cette zone et, au-delà, dans le partenariat mené avec cette association.

Je vous remercie.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Merci, Monsieur KLUGMAN.

La parole est à l'immense Pierre SCHAPIRA, qui a, entre autres, le mérite d'être un peu Algérien…

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Je ne peux que répondre à l'avocat international, Maître KLUGMAN.

Je vous remercie des éloges qui sont faits, mais je ne suis pas le seul, nous travaillons avec Anne LE STRAT, puisque vous savez que nous sommes dans un dispositif qui s'appelle la loi Oudin, où nous ponctionnons un centime par mètre cube d'eau, théoriquement, sur la facture des usagers, et la Ville peut lever à peu près un million d'euros dédiés à la solidarité internationale.

Vous avez décrit ce qui se passe à Baray, mais je voudrais surtout vous dire que ce projet vise à prévenir les maladies transmissibles par l'eau polluée, ce que vous avez dit, évidemment, sensibiliser les villageois à l'hygiène de l'eau, aux problèmes d'assainissement et à la notion du coût de l'eau.

Nous sommes donc pleinement dans le respect des objectifs du millénaire, puisque vous savez qu'il y a huit objectifs du millénaire, l'eau en est un, mais, en même temps, cela touche l'objectif du millénaire sur le genre, sur la santé maternelle, sur le combat contre le paludisme et l'environnement humain et durable.

L'approche socioculturelle des projets d'accès à l'eau et à l'assainissement est extrêmement importante, car de son inclusion ou non dans les projets dépend leur adéquation réelle aux besoins des populations, et donc leur

pérennité et l'efficacité. C'est pourquoi ce projet porté par une association de migrants… C'est une association de migrants ici en France, qui fait beaucoup de co-développement, connaît bien cette zone, avec laquelle nous avons entrepris ce partenariat. Ce projet est également aidé par le fonds Eau du Grand Lyon et reçoit le soutien technique d'une O.N.G. locale et du Gret.

Là, nous sommes dans un partenariat pluri-acteurs, ce qui nous est demandé au niveau européen et par le Gouvernement français, par le Ministre du Développement.

Je rappelle, par ailleurs, que nous avons des relations avec Phnom Penh historiques, depuis plus de 30 ans, notamment en matière d'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Nous finançons un programme de branchement au réseau de distribution pour les familles les plus pauvres. C'est un travail que nous faisons.

J'ajoute, et je terminerai sur ce point, que de plus, nous sommes actuellement dans un projet de formation des égoutiers de Phnom Penh, une mission d'évaluation a eu lieu en 2012 et la Ville va recevoir une délégation de Phnom Penh cette année pour une séquence de formation pour les égoutiers.

Voilà, Monsieur le Maire.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Maire.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DGRI 6 - DPE 10.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2013, DGRI 6 - DPE 10).

2013 DEVE 16 - Dépose des demandes d'autorisations administratives pour le projet de reconquête paysagère sur le plateau de Gravelle (12e) et la plaine sud de Longchamp (16e) qui intègre notamment deux aires d'accueil des gens du voyage.

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la fermeture de tronçons près du lac de Gravelle et à une étude sur la liaison piétonne.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Nous passons maintenant à l'examen du projet de délibération DEVE 16 relatif à la dépose des demandes d'autorisations administratives pour le projet de reconquête paysagère sur le plateau de Gravelle dans le 12e et de la plaine sud de Longchamp dans le 16e, qui intègre notamment deux aires d'accueil des gens du voyage.

Il y a un amendement n° 36 déposé par le groupe U.M.P.P.A. et un vœu référencé n° 37 déposé par le groupe E.E.L.V.A. afférents.

La parole est à M. Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

J'ai envie de commencer mon intervention en disant : enfin ! Enfin, nous allons pouvoir concrètement mettre en place ces aires pour les gens du voyage, du moins c'est ce que prévoit ce projet de délibération et, en tout cas, pour ce qui concerne les élus de mon groupe, du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, nous en sommes très heureux.

Je disais "enfin", parce que le moins qu'on puisse dire, c'est que ce ne sont pas les obstacles qui ont manqué, ce ne sont pas les oppositions qui ont manqué, notamment et d'abord sur les bancs de l'U.M.P. Vous avez multiplié les procédures, multiplié les initiatives ; remarquez, il y a au moins une chose qu'on ne peut pas vous retirer, c'est votre constance dans ce dossier, votre constance dans l'erreur, votre constance dans la faute, mais votre constance, en tout cas.

Dans le même temps, on aurait pu imaginer que vous vous amendiez, à un certain moment, de l'avancée de ce dossier. Malheureusement, ce n'est pas le cas. Vous auriez quand même, dans cette affaire, beaucoup de choses à vous faire pardonner.

Je crois que personne n'a oublié ici les outrances et les ignominies que certains ont proférées, je crois que personne n'a oublié non plus les propos de l'ancien Président de la République, Nicolas SARKOZY, qui avait lancé le bal avec les événements de Saint-Aignan.

Vous avez donc fait preuve de constance.

Ce qui me satisfait, c'est qu'au sein de la majorité, nous avons fait preuve de constance également ; je vois Olga TROSTIANSKY en face de moi et je suis très heureux que nous n'ayons pas cédé à vos pressions, à votre obstination, à refuser que nous puissions accueillir dans la capitale ces hommes et ces femmes dans des conditions dignes.

Je me souviens, d'ailleurs, d'un débat que nous avions eu en 2009, quand un projet de délibération similaire suscitait un déchaînement de dérapages ; j'ai d'ailleurs sous les yeux les propos qu'avait tenu Pierre LELLOUCHE à l'époque, qui allait jusqu'à comparer en séance les gens du voyage à des encombrants ou à des poubelles dans son arrondissement, "des encombrants et des poubelles dont il faudrait débarrasser les trottoirs" ; c'est très exactement ce qu'il disait.

Vous avez, dans le même temps, multiplié les procédures et les manœuvres dilatoires : la saisine du Préfet de police, l'interpellation du Ministre de la Défense, puisqu'il y a le projet d'aire pour les gens du voyage dans le 15e arrondissement, la politique de la chaise vide à la commission consultative des gens du voyage, bref... J'en passe et des pires !

Puis ce qui est frappant aussi, c'est de voir que vous êtes constants dans votre refus, en vue de l'aménagement de ces aires pour les gens du voyage, mais vous avez changé d'argument. Voilà maintenant que l'argument phare que vous mettez en avant pour refuser ces aires pour les gens du voyage - on l'a entendu dans la bouche de Valérie MONTANDON tout à l'heure - c'est l'argument écologiste. C'est tout de même extraordinaire, parce qu'à Paris, vous avez été contre le Vélib', vous avez été contre le tramway, vous avez été contre le réaménagement des voies sur berges…

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Laissez l'orateur s'exprimer. Vous aurez tout le temps de lui répondre tout à l'heure, laissez l'orateur s'exprimer.

M. Ian BROSSAT. - …Vous êtes contre la réduction de la place de la voiture et vous voilà qui vous découvrez une âme d'écologiste ! Vous voilà, en quelque sorte, repeints en vert au moment où il s'agit d'instaurer des aires pour les gens du voyage à proximité du bois de Boulogne et du bois de Vincennes. C'est extraordinaire, vous avez fait en quelque sorte votre coming out d'écologiste. Il a fallu qu'on envisage de construire des aires pour les gens du voyage à ces deux endroits-là pour que vous vous découvriez une âme d'écologiste. C'est vraiment formidable et on se dit que ce dossier a vraiment des mérites auxquels on ne s'attendait plus.

La réalité, c'est que tout le monde a bien compris que, dans cette affaire, il s'agit de prétextes et que vous cherchez des prétextes pour vous opposer, comme d'habitude, à l'aménagement de ces aires pour les gens du voyage.

Mais je vous le dis franchement. Si vous avez envie de lutter contre la pollution, si vous avez envie de lutter contre l'air irrespirable à Paris, le mieux serait de renoncer à des propos nauséabonds sur ce sujet auquel vous nous avez malheureusement habitués, parce que ce sont ces propos qui polluent l'air aujourd'hui.

Et puis je voudrais vous dire aussi à quel point pour nous, les élus Communiste et du Parti de Gauche, il s'agit d'une question absolument fondamentale que de permettre à ces hommes et ces femmes, je le répète, de vivre dans des conditions dignes. C'est tout l'objet de ce projet de délibération et c'est la raison pour laquelle, pour ce qui nous concerne, nous le voterons avec beaucoup d'enthousiasme.

Si vous me permettez une plaisanterie, qu'on doit d'ailleurs à Alexis CORBIÈRE et que je trouve plutôt bien sentie, je me dis que finalement cette aire pour les gens du voyage, en tout cas dans le 12e arrondissement, elle sera peut-être utile aux élus U.M.P. car quand on voit le nomadisme de vos candidats dans le 12e arrondissement, Arno KLARSFELD, CAVADA, BEIGBEDER, peut-être NKM demain, je me dis qu'elle vous sera peut-être finalement utile.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Merci, Monsieur BROSSAT.

La parole est maintenant à Mme Michèle BLUMENTHAL.

Mme Michèle BLUMENTHAL, maire du 12e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Je tiens à vous dire combien je me réjouis du passage de ce projet de délibération devant notre Assemblée. Un passage qui s'inscrit dans la continuité du vote de la DPA 32 au Conseil de Paris de juin 2009. Les aménagements prévus par ce projet de délibération doivent permettre à la Ville d'être en conformité avec la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.

Je souhaite rappeler également que la Ville de Paris a engagé cette démarche de mise en conformité avec la loi dès 2004, avec le vote par le Conseil de Paris le 2 février 2004 d'un Schéma départemental d'accueil des gens du voyage, signé en avril 2004.

La délibération de 2009 visait à fixer le cadre technique de réalisation de trois aires d'accueil des gens du voyage à Paris : une dans le bois de Vincennes, une dans le 15e arrondissement et une dans le bois de Boulogne. Depuis lors, le Préfet de Région avait bloqué l'examen de ces projets par la Commission départementale des sites qui a finalement examiné les projets parisiens des bois de Vincennes et de Boulogne, l'aire du 15e arrondissement devant être retravaillée, lors de sa réunion du 28 avril 2011.

A cette occasion, un avis favorable avait été rendu sur le projet du bois de Vincennes, un avis défavorable sur celui du bois de Boulogne. La commission considérant que le projet n'offrait pas assez de garanties sur la qualité paysagère du projet.

Par la suite, la Commission supérieure des sites, saisie par la Ministre de l'époque, avait rendu un avis défavorable sur les deux projets, le 17 novembre 2011. Cette saisine de la Commission supérieure des sites étant en soi totalement inhabituelle.

Depuis lors, les discussions avec les services de l'Etat se sont poursuivies, afin de permettre à Paris de respecter ses obligations légales en matière d'accueil des gens du voyage, tout en contribuant à préserver davantage l'environnement naturel des bois.

Après avoir retravaillé très finement les deux projets d'aires d'accueil, notamment avec l'équipe paysagiste, afin de tenir compte des observations formulées par les deux commissions et d'ancrer ces projets dans une démarche plus générale de reconquête paysagère des bois de Boulogne et de Vincennes, un effort encore plus marqué a donc été réalisé, et je m'en félicite, pour accentuer l'ancrage de ces aires dans le milieu naturel, au travers d'une extension des trames d'eau existantes, d'une reconstitution des promenades historiques, de nombreuses plantations d'espèces, afin de renforcer la biodiversité de ces secteurs.

Enfin, je terminerai en me félicitant de ce projet de délibération qui s'inscrit dans un cadre de discussions renouvelées avec les services de l'Etat, dans une démarche conjointe visant à construire des projets d'aires d'accueil des gens du voyage, compatibles avec les exigences environnementales et de protection de la biodiversité.

Je souhaite vivement que ces deux projets, très qualitatifs sur le plan paysager, suscitent l'adhésion de la Commission départementale des sites, afin de permettre à Paris de se mettre partiellement en conformité avec ses obligations.

Je tiens à réaffirmer la fierté du 12e arrondissement de faire partie des deux premiers sites parisiens devant accueillir de telles aires. Les gens du voyage sont des citoyens à part entière et, à ce titre, doivent pouvoir bénéficier des mêmes droits que tous, dans le respect du mode de vie qui est le leur, à savoir le choix de la non sédentarité. Il est de notre responsabilité collective, en tant qu'élus, de veiller au respect des droits de chacun.

Merci.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Merci, Madame la Maire.

La parole est à Mme Valérie MONTANDON

Mme Valérie MONTANDON. - Avant tout, j'aimerais inviter M. BROSSAT à s'acheter des cotons tiges, parce que depuis 2010 je défends en effet le bois de Vincennes par rapport à ce projet qui a le nom d'écologique. Je rappelle que la majorité a toujours essayé de réfléchir à d'autres endroits mais apparemment cela ne se fait pas. Sachez aussi qu'il y a quelques élus sédentaires dans le 12e arrondissement. Oui, il en reste quelques-uns.

Je voulais aussi m'adresser à M. CONTASSOT - cela tombe bien, il est là - pour lui rappeler le programme du parti des Verts lors des municipales, programme qui est encore posté sur son blog : "rendre au bois de Vincennes et au bois de Boulogne leur vocation d'espace naturel, en finir avec des bois urbanisés et envahis par des voitures, réunifier Paris et ses bois !"

Alors il est certain que l'installation d'une aire d'accueil des gens du voyage dans le bois de Boulogne et dans le bois de Vincennes ne va pas vraiment dans ce sens. Vous êtes très mal à l'aise sur ce sujet, en effet vous devez

communiquer sur les nouvelles constructions que ce projet implique, car je vous rappelle, même si vous n'en parlez pas, que cela implique la viabilisation du terrain, des fondations en béton, des constructions dans le bois.

Je vous rappelle aussi que la Commission supérieure des sites avait émis à l'unanimité un avis défavorable sur les deux projets en novembre 2011, et que suite à cet avis défavorable vous avez reformulé des projets. Mais vous vous gardez bien de les communiquer lors de ce projet de délibération.

En effet, ce projet de délibération a pour objet d'autoriser M. le Maire de Paris à déposer toutes les demandes d'autorisation, notamment les permis, je cite : "d'aménager, de construire et de démolir". Cependant aucun des projets correspondants n'est annexé au projet de délibération. Pourquoi ? Parce que vous êtes très mal à l'aise.

C'est pour cela que le Conseil de Paris, ne disposant pas d'éléments suffisants pour autoriser M. le Maire à déposer les demandes d'autorisation, la seule information que nous avons, c'est simplement que ces deux aires vont s'élever à un montant de 10 millions d'euros. Vu le peu d'information et l'absence des projets annexés, je vous demande de bien vouloir retirer l'article 1 du délibéré.

Merci.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à M. Claude GOASGUEN.

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - Ecoutez, ce projet de délibération est quand même assez surprenant et je vais me permettre de poser un certain nombre de questions qui n'ont pas été posées.

D'abord, je voudrais dire tout net que nous connaissons parfaitement la loi que nous avons votée en 2004. Ce n'est pas la peine de caricaturer, comme d'habitude, la comparaison entre les gens du voyage et les roms qu'on assimile souvent, nous la faisons parfaitement. J'ai rencontré à plusieurs reprises les associations de gens du voyage, je connais leurs besoins et je ne suis absolument pas contre l'application de la loi.

Ce qui m'inquiète beaucoup dans votre projet de délibération, c'est la difficulté que vous avez à trouver des emplacements. Je ne parle pas du bois de Vincennes qui se pose en des termes différents. D'abord, ils le défendront eux-mêmes, mais permettez-moi de vous dire, connaissant bien le dossier du bois de Boulogne que vous avez évacué pendant un certain temps, comme vous n'étiez pas contents du fait que le bois de Boulogne ait été annulé, vous avez imaginé une aire d'accueil sur la place de l'Amiral Bruix. Une aire d'accueil qui se trouvait juste sur le périphérique et qui évidemment n'était pas crédible, sauf sur un coup d'humeur : puisqu'on a annulé le bois de Boulogne, on va essayer de mettre quelque chose dans le 16e arrondissement, histoire de voir si cela prend. Mais cela ne prend pas !

Alors vous revenez au bois de Boulogne. Sauf que votre projet de délibération ne change rien au sujet. Rien du tout !

Alors, quand j'entends les communistes parler d'espaces verts, je me dis que les communistes auraient dû penser aux espaces verts dans les communes qu'ils ont administrées pendant si longtemps et qui sont assez remarquables !

Assez remarquables en matière d'écologie, puisque ce sont les endroits qui sont les plus anti-écologiques de la région parisienne.

Effectivement, je ne sais pas si l'U.M.P. est en train de devenir verte, mais vous, vous restez rouges ! De ce point de vue-là, il n'y a aucun problème !

Ne vous inquiétez pas, assumez-vous !

Vous nous avez cherchés, eh bien, vous allez nous trouver !

Vous êtes bien rouges, vous avez conçu le mur de Berlin. Rappelez-vous, vous êtes même venus mettre un mur devant la mairie du 16e arrondissement et je vous ai dit qu'au fond, vous êtes des constructeurs de murs formidables, car vous avez réussi effectivement à construire aussi le mur de Berlin. Vous êtes des gens formidables sur les constructions !

C'est une plaisanterie !

Revenons au bois de Boulogne. La question que je me pose est la suivante : voilà une administration parisienne dont personne ne peut remettre en cause la compétence technique (elle connaît parfaitement son sujet) qui s'est trouvée confrontée à deux projets de délibération qui, tous les deux, ont été annulés. Mais elle y revient.

Elle y revient, mais elle y revient en sachant très bien que, de cette affaire, il résultera exactement la même sanction, parce que le projet que j'ai examiné fait que votre aire d'accueil en question reste dans une zone inondable.

Ainsi, tout ce que vous avez trouvé, c'est de mettre une aire d'accueil pour les gens du voyage dans une zone inondable.

Certes, votre représentant à la Commission supérieure des sites nous a dit que c'était une zone inondable mais qu'à Paris les crues étaient lentes et que, par conséquent, avec la lenteur des crues parisiennes, il y aurait possibilité de faire évacuer. C'est quand même très rassurant pour les gens du voyage de savoir que vous avez pensé à tout.

Non, soyons sérieux !

Je crois que vous n'arrivez pas à trouver de site. Je crois que vous ne pouvez pas le faire, que les arrondissements, qui sont vertueux pour les autres, qui pourraient accepter, ne se pressent pas au portillon, de toute évidence. C'est le cas de le dire, en ce qui concerne le portillon ! Donc, vous vous dites : "Après tout, on va tenter le coup, ça fait bien. On sait très bien que tout cela, à l'arrivée, finira par un vote négatif soit de la Commission des sites soit devant le tribunal administratif."

Parce que ne vous faites pas d'illusion : regardez le plan ! Vous pouvez dire tout ce que vous voulez sur le plan technique et sur le plan humanitaire, vous avez collé l'aire des gens du voyage dans une zone qui est inondable ! Voilà la carte ! Et vous êtes en plein dedans.

Par conséquent, personne, au moins pas les tribunaux, ne prendra le risque, surtout en l'état actuel des choses, après ce qui s'est passé en France et ailleurs, ne prendra le risque de construire une aire d'accueil pour les gens du voyage à cet endroit. Si vous voulez prendre ce risque, assumez-le politiquement et portez-le ! Portez-le complètement et dites à tous que vous êtes tellement volontaires pour accueillir les gens du voyage que vous n'avez pas trouvé d'autres solutions que de mettre justement l'aire d'accueil des gens du voyage dans une zone parfaitement inondable. Assumez ! Et essayez de faire croire au Président que vous êtes des humanitaires verts !

Par conséquent, mes chers amis, il n'y a même pas à être pour ou contre : la moitié de votre projet de délibération est caduc sur le plan juridique et vous le savez parfaitement. Et la Direction technique de la Ville de Paris le sait parfaitement. Vous savez que, au moins sur le bois de Boulogne, il n'y aura jamais d'aire d'accueil des gens du voyage dans une zone inondable ; vous le savez parfaitement. Et tout cela est, en réalité, une manière politicienne…

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Monsieur le Maire, très respectueusement, pourriez-vous vous acheminer vers votre conclusion, s'il vous plaît ?

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - Je finis.

… une manière politicienne de faire croire que !

Vous faites croire que… rien du tout ! Vous êtes des gens soi disant vertueux, mais vous êtes incapables d'imposer à vos propres amis politiques une aire des gens du voyage qui soit défendable.

Cela, c'est la réalité de la Ville de Paris mais ne vous inquiétez pas, les Parisiens ne se font pas d'illusion sur vos vertus !

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Eric HÉLARD.

M. Eric HÉLARD. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, décidément le Schéma départemental d'accueil des gens du voyage n'a pas terminé de susciter des débats dans notre Assemblée. Voici neuf ans pourtant qu'il a été adopté, conformément à la loi.

Je ne critiquerai pas l'Exécutif sur la durée de cette gestation, car je crois qu'elle révèle surtout l'absurdité de vouloir appliquer le droit commun à notre collectivité, marquée par de réelles spécificités parisiennes.

Nous n'avons pas ou peu de foncier disponible pour ce type d'équipement et la nature départementale de cette obligation nous empêche d'envisager la chose dans un espace géographique plus pertinent : celui de la métropole parisienne, du Grand Paris.

Je sais que de telles implantations sont justifiées pour des raisons sanitaires et le droit pour chacun d'accéder notamment aux services hospitaliers.

Néanmoins, comme élu du 16e arrondissement, ni repeint en vert ni même en rouge, Monsieur BROSSAT, je m'interroge sur la pertinence d'inclure ce projet de 35 places dans une réhabilitation de la vallée Sud de Longchamp. Une telle installation produirait logiquement et forcément des dégradations de l'environnement, comme toute implantation humaine. C'est regrettable dans un site classé, comme l'est le bois de Boulogne.

En plus, comme l'a rappelé à l'instant Claude GOASGUEN, cette aire se situe en zone inondable, non loin des bords de Seine.

Je reste donc convaincu que l'avis négatif du 17 novembre 2011 de la Commission supérieure des sites, faisant suite à l'avis défavorable de la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites de Paris d'avril 2011, doit être suivi, malgré les modifications du projet initial.

Transformer un parking en aire d'accueil, c'est remplacer une verrue par un habitat temporaire tout aussi incongru dans un site naturel.

Je salue les efforts envisagés en matière de réhabilitation de ce secteur du bois de Boulogne, mais ils auraient pu être réalisés indépendamment de l'implantation d'une aire d'accueil de gens du voyage.

France Galop, qui gère l'hippodrome de Longchamp, est très réticent sur le projet. De plus, je ne suis pas persuadé que cette affaire ravisse nos voisins de Boulogne-Billancourt.

C'est pourquoi je m'opposerai à ce projet de délibération, comme vous le voyez, sans outrance mais avec fermeté et je laisse mon collègue Gérard REY vous faire part de ses remarques sur la partie du 12e arrondissement de ce projet de délibération.

Je vous remercie.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Merci.

Cela tombe bien : la parole est à Gérard REY.

M. Gérard REY. - Je voudrais vous dire simplement qu'il s'agit non pas de modifier un texte existant mais de relancer toute une procédure.

En effet, la Commission supérieure des sites a pris une décision et a décidé le 17 novembre 2011 que le projet précédent n'était pas acceptable, donc nous sommes dans une autre procédure.

Concernant le 12e arrondissement, il s'agit d'installer un aménagement sur le plateau de Gravelle au Sud du bois de Vincennes. C'est un projet qui suscite beaucoup d'inquiétudes.

Je note notamment que les communes avoisinantes, Charenton, Saint-Maurice, etc., sont très inquiètes. En tous les cas, les élus qui sont de ces communes-là, représentées au Conseil du Val-de-Marne, vont déposer à ce propos un vœu sur ce sujet.

Ce projet de parc arboré, poumon vert de l'Est parisien, évidemment est mélangé à un problème d'accueil des gens du voyage. L'état d'esprit du S.D.R.I.F. ou du maire de Vincennes est que ce n'est pas ce type d'amélioration du bois de Vincennes qui est attendue. Pour eux, le bois de Vincennes, est déjà un lieu qui a été extrêmement chargé en installations.

Je rappelle simplement qu'il y a le château de Vincennes en lui-même, il y a le zoo, il y a des équipements culturels et sportifs, et d'autres encore. Est-ce que c'est bien là le lieu où il faut rajouter une zone d'accueil, c'est-à-dire un lieu de vie installé à demeure ? Je ne pense pas.

Je ne pense pas que ce soit le lieu, dans un site classé, qui était le plus adéquat pour ce type d'installation.

En tous les cas, ne serait-ce que parce que toutes ces décisions doivent être prises en concertation avec les communes voisines et par solidarité avec un certain nombre d'élus et de communes aux alentours, qui devraient être pris en compte, notamment lorsqu'on parle du Grand Paris en permanence, mais lorsqu'on installe dans sa

commune une installation nouvelle, il m'apparaît nécessaire qu'il y ait au moins une concertation avec les communes aux alentours.

Dans ce cadre-là, nous ne pourrons pas voter ce projet.

Je vous en remercie.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. David ALPHAND.

M. David ALPHAND. - Monsieur le Maire, merci.

Je voudrais d'abord revenir sur les propos de Ian BROSSAT.

J'ai envie de vous dire, Monsieur BROSSAT : Vous avez vraiment convoqué tout et n'importe quoi ce matin ! Toute la panoplie du Parti Communiste Français y est passée !

Mais depuis que vous avez perdu votre faucille et votre marteau, vous en avez profité aussi pour abandonner votre boussole, au Parti Communiste Français !

Convoquer le Vélib', le tramway, la pollution atmosphérique, parler d'outrances, d'ignominies… vous parliez également de constance, mais c'est votre constance dans l'excès, Monsieur BROSSAT.

Vous nous avez habitués à plus de nuance et de finesse dans vos propos.

Je voudrais maintenant revenir sur le fond du dossier ; le fond du dossier, c'est un projet de délibération bien mal nommé qui, en réalité, devrait comporter des dispositions toutes autres.

Reconquête paysagère, mais pourquoi est-ce que l'Exécutif ne parle pas clairement des aires d'accueil pour les gens du voyage ? Je pense que tout le monde s'y retrouverait. Pourquoi ce détour de la pensée et du vocabulaire, si ce n'est une certaine gêne.

On la comprend bien, cette certaine gêne, pour deux raisons. La première porte sur le bois de Boulogne. La seconde associe non seulement le bois de Boulogne, mais le bois de Vincennes également.

Sur le bois de Boulogne, les faits sont têtus, les faits sont têtus… il y a des P.P.R.I., il y a des zones inondables. La zone prévue et ciblée par le projet de délibération est inondable.

Alors, désormais, l'Exécutif municipal nous explique que ce sera du kit : on montera et on démontera à l'avenant. Quand il pleuvra, on démontera et quand on reviendra à la saison sèche, on remontera !

Monsieur BROSSAT, vous parliez de la multiplication des procédures, mais de notre point de vue, il ne s'agit pas de multiplier de manière dilatoire les procédures, non, il s'agit simplement du respect du droit et de notre préoccupation.

Monsieur BROSSAT, vous évacuez un peu vite un certain nombre de dispositions légales et je vous rappellerai en particulier la loi Fauchon sur la responsabilité de l'élu local - on ne peut pas en faire l'économie. La décision de la Ville de Paris est lourde de conséquences et peut emporter y compris des conséquences en matière pénale, Monsieur BROSSAT. Et nous en sommes fort préoccupés.

Pour ce qui est du bois de Boulogne et du bois de Vincennes, j'en viens au deuxième argument de fond, le maire de Paris s'entête, car il a fait une promesse lors de sa campagne électorale et il veut s'y tenir absolument, envers et contre tout, y compris contre le bon sens.

Il s'est engagé à créer trois aires d'accueil pour les gens du voyage. Il a revu un peu la jauge à la baisse : désormais nous n'en sommes plus qu'à deux. Mais la réalité, et d'ailleurs certains l'ont déjà évoquée mais j'y reviens plus précisément, la réalité est que ce projet n'est pas compatible avec la réalité, la spécificité parisienne.

Paris, ville et commune, ne rentre pas dans le cadre que souhaiterait lui imposer le législateur lorsqu'il a voté, non pas la loi de 2004, comme cela a été évoqué de manière erronée, mais la loi du 5 juillet 2002 qui impose une obligation d'organisation de l'accueil sur les communes de plus de 5.000 habitants.

Mais Paris n'est pas Vierzon ; Paris, c'est particulier. Alors maintenant, le Maire de Paris cherche à caser n'importe où et n'importe comment, y compris au mépris des règles de loi les plus élémentaires, ces zones d'accueil.

Je voudrais en conclusion vous rappeler, mes chers collègues, des travaux tout à fait éclairants, et non pas des travaux de droite, Monsieur BROSSAT, mais les travaux de la Cour des comptes. La Cour des comptes a rendu tout récemment, le 11 octobre 2012, un bilan sur l'accueil des gens du voyage, un bilan que la Cour des comptes qualifie elle-même de bilan contrasté sur la mise en œuvre de la loi de 2000.

Que nous dit la Cour des comptes ?

Que cette politique publique est menée de manière insuffisamment pilotée, tant au niveau national que local, qu'elle n'est que partiellement mise en œuvre, que la faible mobilisation des acteurs publics nuit à la qualité de cette politique et qu'enfin, le taux de scolarisation des enfants du voyage reste trop faible par rapport à ce qui serait nécessaire.

Je crois en effet, et je conclurai par là, que la question des gens du voyage est une question qui doit être abordée à l'échelle du Grand Paris. Quand on parle de mettre par exemple une aire d'accueil dans le bois de Boulogne, il faudrait aussi se poser la question de la scolarisation des enfants et entrer en dialogue avec la commune avoisinante si d'aventure ce projet devait être mené à son terme.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. NAJDOVSKI.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Pendant de nombreuses décennies, les gens du voyage ont subi des politiques discriminantes et sécuritaires à leur égard. On peut citer différents textes relatifs aux vagabonds ou aux errants, du XIXe siècle, ou encore la loi de 1912 instituant le carnet anthropométrique pour les nomades.

Il a fallu, longtemps plus tard, le vote des lois portées par le Ministre Louis BESSON, en 1990 et 2000, pour apporter un certain nombre de solutions aux questions de l'accueil des gens du voyage.

Néanmoins, beaucoup reste encore à faire pour résorber le très grand déficit en places d'accueil en France.

En tant que collectivité capitale, il est de notre devoir de montrer de façon concrète aux gens du voyage que nous voulons les reconnaître de plein droit dans leurs différences, et principalement le droit de ne pas se sédentariser, c'est-à-dire le droit à vivre en habitat mobile sans pour cela être vagabond, et donc le droit de stationner temporairement et de vivre dans des conditions respectables.

C'est avec cette volonté que la collectivité parisienne a adopté son Schéma départemental d'accueil des gens du voyage en 2004, incluant la création de trois aires d'accueil, dont deux dans les bois parisiens. C'est ainsi que trois réserves ont été inscrites au Plan local d'Urbanisme en juin 2006.

La Commission départementale de la nature, des sites et des paysages a émis en avril 2011 un avis favorable au projet du bois de Vincennes, assorti d'une recommandation concernant l'intégration paysagère du projet.

Un avis défavorable a été émis concernant l'aire du bois de Boulogne.

La Commission supérieure des sites, saisie par la Ministre, a émis en novembre 2011 un avis défavorable aux deux projets.

La Ville de Paris a donc tenu compte de ces avis et fait évoluer les projets dans le sens d'une meilleure intégration paysagère.

Ainsi, dans le bois de Vincennes, le projet a été remanié et un projet de requalification paysagère accompagne la création de l'aire d'accueil des gens du voyage. Ce sont ainsi 2,1 hectares qui seront réaménagés en permettant de mettre en valeur le plateau de Gravelle, les cheminements piétons et la trame d'eau, qui sera étendue.

Dans le bois de Boulogne, ce sont 3,5 hectares qui seront réaménagés avec la transformation d'un parking en espace arboré de type prairie ; la promenade historique dénommée "Promenade des étangs" sera rétablie.

Nous souhaitons profiter de la présentation de ce projet de délibération pour proposer une amélioration du projet situé dans le bois de Vincennes. Pour cela nous proposons que les abords du lac de Gravelle soient dégagés de la circulation automobile de manière à améliorer la qualité des cheminements piétons.

Par ailleurs, nous souhaitons qu'une étude soit lancée pour améliorer la liaison piétonne entre, d'une part, l'arboretum et la future entrée de l'Ecole du Breuil, sur la route de la Pyramide et d'autre part, la gare R.E.R. de

Joinville-le-Pont, qui constitue le point d'accès majeur en transports en commun, de la partie sud-est du bois de Vincennes. C'est ainsi toute la promenade sud-est du bois qui sera réhabilitée.

Je voudrais également revenir sur les questions d'information et de communication relatives à la création de ces deux aires d'accueil des gens du voyage, notamment à l'égard des riverains quand il y en a.

Nous le savons, la peur vient souvent de l'ignorance, et si les populations riveraines peuvent être a priori méfiantes, voire hostiles à l'accueil des gens du voyage, c'est en raison d'une méconnaissance du mode de vie et de la culture de ceux-ci.

Aussi est-il primordial que la collectivité parisienne réfléchisse au lancement d'une campagne d'information et de communication dans le but de faire connaître le mode de vie et la culture - je dirai même l'apport culturel - des gens du voyage.

Cette communication est nécessaire pour casser les préjugés à l'encontre de ceux-ci. J'en veux d'ailleurs pour preuve les propos tenus récemment, et que je trouve choquants, de la part de la société France Galop, gestionnaire de l'hippodrome de Longchamp, qui a émis, je cite : "Les plus vives réserves dans la mesure où l'aménagement ne s'intègre pas avec l'image que nous souhaitons donner au nouveau Longchamp".

Ces propos traduisent une profonde méconnaissance des gens du voyage, qui sont nos concitoyens et qui ne doivent pas être ainsi montrés du doigt.

Et il n'y a pas d'un côté des activités nobles comme les activités hippiques ou le ball-trap, je n'ai d'ailleurs jamais entendu les élus U.M.P. se préoccuper de l'environnement du bois de Boulogne au sujet du ball-trap, dont ils pourraient peut-être aussi se préoccuper ! Il n'y a donc pas d'un côté ces activités nobles qui pourraient se déployer dans les bois et d'autres qui n'auraient pas droit de cité.

Car au fond, la position tenue par les élus U.M.P. et malheureusement également par les élus du groupe U.D.I., au nom d'une pseudo-défense de l'environnement, est en fait le rejet des gens du voyage, et nous n'avons jamais entendu une proposition émanant des élus de l'U.M.P. ou de l'U.D.I. pour la localisation d'aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire parisien.

En conclusion, le groupe des élus "Europe Écologie - Les Verts et apparentés" reste persuadé que si nous en avons la volonté, Paris peut mettre en œuvre les moyens nécessaires pour réaliser ce que d'autres villes ont déjà fait pour accueillir les gens du voyage qui sont nos concitoyens et leur permettre de vivre décemment sur le territoire parisien et cela tout en respectant les exigences en termes de respect de l'environnement des bois.

Je vous remercie.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Merci, Monsieur NAJDOVSKI, pour cette intervention qui nous ramène à l'humain.

La réponse aux orateurs par Mme TROSTIANSKY, qui n'oubliera pas de nous faire part de l'avis de l'Exécutif sur l'amendement 36 n° et le vœu n° 37.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, je tiens tout d'abord à remercier tous les intervenants, car votre suivi très actif sur ce sujet me permet une nouvelle fois de réaffirmer au Conseil de Paris notre objectif et notre détermination à réaliser des aires d'accueil des gens du voyage à Paris, conformément à la loi et parce que nos valeurs nous l'imposent, comme l'ont rappelé MM. Ian BROSSAT, Christophe NAJDOVSKI et David ALPHAND, sans aucune gêne et avec beaucoup de détermination sur ce beau projet.

Depuis la première présentation en 2011 des deux projets d'aires dans le bois de Boulogne et le bois de Vincennes, nous avons cherché encore à améliorer ce projet, suite à la décision des commissions des sites et notamment sur la dimension paysagère et environnementale.

Les deux aires en projet au bois de Vincennes et bois de Boulogne auront toujours les mêmes capacités de 28 places et 35 places, mais, désormais, la totalité des deux parkings actuellement dégradés seront rendus au bois, c'est-à-dire, Monsieur le Maire, quatre fois plus de végétation, d'espaces boisés et de prairies que dans le projet initial.

Alors, Monsieur GOASGUEN, Monsieur HÉLARD, Monsieur REY, vous avez parlé de zones inondables. Je voulais vous dire qu'il n'y a pas de sujet "zones inondables". Nous sommes dans une zone d'extension des crues, qui ne donne pas d'interdiction de construire.

Si le projet prévoit bien que ces constructions soient démontables, c'est que, si un jour ces projets sont transférables sur d'autres localisations sur Paris et/ou que d'autres projets d'envergure soient envisagés dans les bois, effectivement, ces constructions pourraient être démontables rapidement.

En tout cas, je suis vraiment prête à entendre vos propositions d'installation sur vos arrondissements et pas simplement en dehors de Paris.

Monsieur le Maire, je crois qu'il est important de… On fait des propositions, je pense, on regarde dans tout Paris, pas d'inquiétude Monsieur GOASGUEN.

Monsieur le Maire, je crois qu'il est important de dire et de rappeler que nous sommes conscients que la création d'aires est un sujet qui peut susciter un certain nombre d'interrogations, voire de peurs. C'est la raison pour laquelle nous avons toujours privilégié une concertation apaisée, reposant sur des éléments factuels et non sur des préjugés.

Nous sommes donc allés présenter ces projets en mairie du 12e arrondissement, du 16e arrondissement et, avec M. Pierre MANSAT, nous avons souhaité à chaque fois et dès le départ associer tant les communes riveraines du bois de Vincennes que celles du bois de Boulogne.

Nous leur avons ainsi écrit pour leur présenter cette nouvelle délibération et, évidemment, sommes à leur disposition pour présenter et discuter du projet et, par rapport à un certain nombre d'inquiétudes de maires de communes limitrophes, nous avons vraiment confirmé que les enfants seraient scolarisés à Paris et non pas dans leurs communes.

Je voulais vraiment remercier particulièrement Mme Michèle BLUMENTHAL pour son soutien constant à l'implantation de l'aire du bois de Vincennes et sa pédagogie auprès des Parisiens et des Parisiennes.

Il y a une exposition sur la vie des familles des gens du voyage qui est notamment restée plusieurs semaines en mairie du 12e arrondissement et un débat public a eu lieu à cette occasion, pour présenter le projet.

L'implication de Mme Michèle BLUMENTHAL est, à ce titre, responsable et exemplaire pour un accueil digne des gens du voyage et une intégration harmonieuse sur le territoire parisien.

Jouer sur des peurs et attiser la division entre les Parisiens, comme certains élus, pour empêcher l'installation de ces familles ne me semble pas digne de la défense de l'intérêt général que les élus devraient porter.

Au nom de la majorité, Monsieur le Maire, je tiens à exprimer notre respect pour la culture et le modèle de vie des gens du voyage, trop souvent rejetés sans être connus, à Paris comme ailleurs.

Concernant l'amendement de Mme MONTANDON, la mise en œuvre de ces projets et les dépôts des permis de construire et d'aménager nécessitent au préalable des demandes d'autorisation d'urbanisme qui sont soumises à ce Conseil.

Je donne donc, Monsieur le Maire, un avis défavorable à cet amendement et vous invite, avec Mme Fabienne GIBOUDEAUX, à voter le projet de délibération, j'espère à l'unanimité.

Je vous remercie.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Merci, Madame la Maire.

La parole est à Mme Fabienne GIBOUDEAUX.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais dire tout d'abord que, en tant qu'élue écologiste, je suis tout à fait fière de porter ce projet. C'est un projet de qualité, fait par nos services, les services du paysage et de l'aménagement, qui ont eu à cœur de faire des aménagements de qualité pour les aires des gens du voyage.

C'est un projet humanitaire au sens large et je pense que Paris, en tant que grande métropole européenne, voire mondiale, se doit d'accueillir les gens du voyage.

Je pense que l'on n'aurait pas notre place en tant que grande métropole si l'on n'assumait pas cette responsabilité et aussi ce devoir de réparation que l'on doit avoir vis-à-vis des gens du voyage qui ont été, je le rappelle, maltraités, stigmatisés, voire victimes pour certains de génocides assez horribles lors de la dernière guerre mondiale.

Alors, sur cet aménagement dans les bois, je voudrais dire qu'il y a eu justement une attention particulière pour reconvertir des parkings (c'étaient des parkings qui n'étaient plus utilisés, qui rendaient ces surfaces complètement minérales et sans intérêt) et réutiliser des parkings et tout ce qu'il y avait autour des parkings pour créer un vrai projet paysager.

Les documents qui seront présentés à la prochaine commission des sites ont permis de redonner une qualité paysagère et aussi de diminuer les surfaces de construction. On a donc optimisé la taille et le regroupement des bâtiments pour minimiser les surfaces au sol.

Je rappelle que, pour le bois de Vincennes, ce sont seulement 175 mètres carrés qui vont être construits et, dans le bois de Boulogne, 280 mètres carrés, donc on est vraiment sur de petits bâtiments.

A été évoquée la question des zones inondables dans le bois de Boulogne et je voudrais dire quand même que l'on a pris ce sujet très au sérieux au niveau de la Ville de Paris. On sait que l'on peut avoir une prévision à 72 heures, le centre de veille opérationnelle peut très bien donner une alerte et faire en sorte que les caravanes qui sont mobiles, puisqu'il ne s'agit pas d'habitations… Dans les bâtiments qui sont installés, ce sont des blocs sanitaires et pas des habitations, ce ne sont pas des bâtiments dans lesquels les gens du voyage vont habiter, donc ils pourront déplacer leurs caravanes assez facilement.

Il y a un dispositif qui a été mis en place pour leur assurer en tout cas un stationnement pendant le temps de la crue, tout cela de façon tout à fait réglementaire et responsable.

Je voudrais dire quand même que, sur Vincennes, cela a été l'occasion notamment de requalifier tout cet espace qui est vraiment aujourd'hui un espace de parkings sans intérêt et de pouvoir relier le plateau de Gravelle et l'arboretum de l'école du Breuil.

Je remercie M. Christophe NAJDOVSKI pour l'attention qu'il porte à la qualité paysagère du bois et aussi aux circulations piétonnes avec le vœu qu'il a déposé, qu'il a aussi déposé en mairie du 12e arrondissement, qui propose d'améliorer la qualité des itinéraires piétons et une reconquête paysagère du plateau de Gravelle. Je donnerai un avis favorable à ce vœu.

Pour toutes ces raisons, et les raisons qu'a évoqué ma collègue Mme Olga TROSTIANSKY, je vous invite vraiment à voter ce projet de délibération.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, président. - Merci, Madame la Maire.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition d'amendement n° 36 déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition d'amendement n° 36 est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe E.E.L.V.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 19).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DEVE 16.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DEVE 16).

Il est adopté, je vous remercie et je quitte cette tribune en remerciant les services du Conseil de Paris pour leur excellent travail et celui qui va me succéder pour m'avoir donné une délégation et l'honneur de pouvoir vous présider de temps en temps.

C'était hier l'anniversaire de la loi du 11 février 2005 et nous pouvons tous être fiers de ce que nous réalisons dans ce domaine.

(M. le Maire de Paris reprend place au fauteuil de la présidence).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Chers collègues, nous ne sommes pas exemplaires en tout.

J'ai vu que, sur l'accessibilité des personnes handicapées, malgré les énormes efforts que nous avons faits, il y a encore des progrès à faire, mais bon… Je suis content que l'on ait trouvé le moyen pour que Hamou BOUAKKAZ puisse aussi, de temps en temps, présider nos séances.

Débat relatif à la réforme des rythmes scolaires.

Vœu déposé par l'Exécutif relatif à la mise en œuvre de réforme des rythmes éducatifs à Paris.

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. pour une concertation approfondie à Paris et pour la création d'un groupe de travail sur les modalités d'application de la réforme des rythmes scolaires.

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à la mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la mise en place de la réforme des rythmes scolaires.

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif aux locaux scolaires nécessaires à la mise en oeuvre de la réforme des rythmes scolaires.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, la société parisienne est actuellement en débat sur un sujet qui me paraît tout à fait important, puisqu'il s'agit de l'organisation du temps des enfants à la maternelle et à l'école primaire.

Je trouve tout à fait légitime qu'il y ait un grand débat, que beaucoup, dans la population parisienne, se posent des questions, s'inquiètent, prennent des positions ; tout cela me paraît assez sain démocratiquement.

Deuxièmement, je trouve tout à fait normal que beaucoup de groupes aient jugé utile de s'exprimer, à travers des vœux, des points de vue ; c'est pourquoi j'ai souhaité que ce matin, nous consacrions un petit moment sur, non pas complètement la question de fond, puisque j'ai pris une première décision dont je veux vous informer.

Pour cette éventuelle réforme, le Maire de Paris peut mettre les choses en place avec des projets de délibération, mais c'est trop important et j'ai pris la décision de vous soumettre, au Conseil de Paris du mois de mars, un projet et de vous demander de prendre position. En d'autres termes, les représentants démocratiquement élus des Parisiens auront à se prononcer sur cette réforme, sur son contenu, sur sa date de mise en œuvre, lors du Conseil de Paris du mois de mars. Nous ne nous avancerons pas dans la mise en œuvre de la réforme sans consulter le Conseil de Paris.

Deuxièmement, j'ai trouvé tout à fait utile que nous ayons un échange ce matin, même s'il portera plutôt sur la méthode que sur le débat lui-même.

D'abord, parce que je pense que c'est très important et que je trouve tout à fait légitime que le Conseil de Paris de février, aujourd'hui, donne son sentiment sur la gestion du temps qui nous sépare de la fin mars. J'ai vu tous les vœux qui ont été déposés, de tous les groupes, je les ai lus, il y a des choses avec lesquelles je suis d'accord, d'autres avec lesquelles je ne suis pas d'accord, mais le Conseil de Paris, sur ce calendrier, va pouvoir s'exprimer.

Ce que je veux vous dire, avec beaucoup de simplicité et de franchise, c'est que cette réforme est trop importante, elle impacte trop de choses, pour que nous nous privions de toutes les occasions possibles de débattre, d'entendre tous les points de vue.

Personnellement, j'ai tenu à recevoir un certain nombre d'intervenants dans ce sujet.

D'abord, j'ai reçu la F.C.P.E., puis, j'ai reçu la P.E.E.P., car j'ai pensé utile d'écouter le point de vue des deux grandes fédérations de parents d'élèves, puis, j'ai reçu l'ensemble des syndicats des personnels de la Ville de Paris concernés. Bonne réunion, où j'ai écouté tous les points de vue, et, par exemple, les personnels de la Ville de Paris, leurs syndicats m'ont demandé qu'il y ait, de toute façon, si nous mettons en œuvre cette réforme, un Comité technique paritaire central qui soit organisé dans les délais, je crois que c'est avant fin mars. J'ai répondu "oui" à cette demande, parce que - je vais vous en dire un mot dans un instant - c'est très important que l'on travaille étroitement avec eux.

D'ailleurs, de ce point de vue, je veux que vous sachiez que l'adjointe chargée de ce dossier, Colombe BROSSEL, ainsi que beaucoup d'adjoints et plusieurs Directions de la Ville travaillent sur ce dossier pour en voir les implications depuis de longs mois ; il n'y a pas d'improvisation même si nous n'avons pas bouclé.

Deuxièmement, j'ai vu aussi les syndicats d'enseignants, tous. Là, évidemment, le point de vue est beaucoup plus affirmé, mais il m'importe beaucoup, et donc, j'ai voulu, avant même la séance d'aujourd'hui, voir absolument tous ces acteurs, et je compte les revoir tous avant la séance de mars.

J'y consacre beaucoup de temps, Monsieur le Président, et je trouve que cela vaut la peine. J'ai, effectivement, bouleversé mon agenda, annulé beaucoup de choses, puisqu'en plus, mon agenda avait été fait de telle sorte que je n'ai pas pu être aux deux premières réunions publiques qui ont été animées, semble-t-il. Je l'ai modifié pour être présent aux deux suivantes, donc j'y serai le 18 et le 25.

Ensuite, je trouve légitime que le Conseil de Paris prépare la séance de mars par un travail approfondi, associant tous les groupes à ce que nous aurons à réfléchir et à décider au mois de mars. Il y a d'ailleurs un vœu dans ce sens, que j'approuve, un vœu qui nous incite à monter ce groupe de travail qui se réunit régulièrement. Il n'y a pas que moi qui vais bouleverser mon agenda, de manière à pouvoir vraiment travailler et entendre tout le monde.

Maintenant, avant de vous donner la parole, je vais vous donner un peu mon état d'esprit.

Mon état d'esprit, d'abord, est totalement ouvert. J'essaye de partir de quelques principes simples.

Lorsque la semaine de quatre jours a été instituée, il y a eu une quasi-unanimité contre et j'ai revu un certain nombre de propos, de prises de position à ce moment-là, que je trouve pertinents, y compris de groupes qui, aujourd'hui, contestent l'idée que l'on revienne à quatre jours et demi. Mais moi je prends tout au sérieux.

La seule question qui va orienter tout le reste est : qu'est-ce qui est dans l'intérêt de la santé des enfants ? Quel est le rythme en maternelle et en primaire qui correspond à la santé et à la manière dont les enfants réagissent par rapport aux enseignements et aux activités périscolaires ? C'est la première remarque, qui sera, pour moi, très importante.

Deuxièmement, une réforme comme celle-ci ne peut être réussie que si elle se donne les moyens de mettre tout le monde dans une situation de progrès, c'est-à-dire que je recherche le progrès pour les enfants, mais aussi pour que les parents se sentent particulièrement à l'aise avec ce que je souhaite être un progrès pour les familles, donc aussi pour la vie des enfants.

Troisièmement, je pense qu'il faut que toutes les préoccupations des personnels de la Ville et des personnels de l'Education nationale soient entendues et que l'on tente de trouver des réponses qui nous tirent vers le haut, car j'ai très envie que cette réforme soit une grande réussite, et si elle peut être une grande réussite, alors il faut que ce soit un progrès pour tout le monde : un progrès pour les enfants, un progrès pour les parents, un progrès pour les personnels de la Ville, un progrès pour les enseignants.

Vous allez me dire, et vous aurez raison : "vous vous mettez la barre trop haut". Eh bien, il le faut, et cela suppose beaucoup de choses.

D'abord, beaucoup de franchise. Il y a un certain nombre de faux débats ; par exemple, des parents m'ont dit : "si les activités périscolaires ont lieu de 15 heures 30 à 16 heures 30, est-ce que nos enfants seront bien à l'école jusqu'à 16 heures 30 ?" La réponse est oui.

Deuxième remarque que m'a été faite par les parents : est-ce que s'il y a classe, par exemple le mercredi matin - ce sont des hypothèses - est-ce que nous pourrons laisser nos enfants à la cantine scolaire le mercredi ? Oui. Mais oui !

Et vous voyez que toutes ces rencontres m'ont été extrêmement utiles, je n'aurais pas pensé à tous les problèmes, moi. Et je pense…

Ironisez, si vous voulez, je préfère prendre les choses sur un autre ton.

Et donc il faut mettre fin à des idées fausses.

Oui, les gamins seront à l'école jusqu'à 16 heures 30.

Oui, les enfants pourront être à la cantine scolaire le mercredi, ce qui veut dire de notre part évidemment des moyens très différents.

D'ailleurs, je veux vous dire aussi qu'avant la séance de mars, je verrai les vingt maires d'arrondissement ensemble, pour parler avec eux de cette réforme, en plus de toutes les autres concertations. Ceux qui pensent agenda doivent l'intégrer. Je leur ai déjà demandé, je veux voir les vingt maires d'arrondissement avant la séance de mars.

Je continue sur les idées fausses sur lesquelles je veux dire en toute franchise ce que je peux déjà mettre dans le débat.

Par exemple, des enseignants m'ont dit : si vous faites cette réforme, alors les professeurs de la Ville de Paris vont être moins investis sur le temps scolaire. Non. Je prends cette décision, j'en ai parlé aux adjoints concernés et à l'administration. Je veux au contraire, c'est une opportunité, renforcer cette filière des professeurs de la Ville de Paris qui sont l'exception et qui sont un formidable atout pour l'éducation à Paris, et je crois qui facilite plutôt le travail des enseignants.

Je maintiens donc cette spécificité parisienne, que je crois utile à l'école à Paris. Je la maintiens et je veux même l'enrichir, si je peux.

Autre remarque qui m'a été faite par les personnels. Actuellement, il y a une idée fausse : on dénigre beaucoup le périscolaire à Paris, or il a des aspects excellents. Je ne veux pas que l'on dénigre le travail de nos animateurs et des centres de loisirs qui sont, au contraire, quelque chose dont nous devons être fiers. Ce périscolaire est porté par des agents de grande qualité et je pense qu'au moment où nous débattons de cela, il faut plutôt les encourager et les épauler pour faire mieux que les dénigrer.

Mais il y a un problème au niveau de la précarité. Effectivement un certain nombre d'agents font trop peu d'heures et comme ils font trop peu d'heures, ils sont précaires, et la formation est insuffisante. Donc, je veux saisir l'opportunité de cette réforme pour améliorer considérablement la filière de l'animation périscolaire. Je veux déprécariser un certain nombre de personnels. Je ne doute pas que, pour réussir, il faudra créer des emplois, il faudra former et il faudra créer cette filière de l'animation du périscolaire qui devra recevoir des moyens bien plus importants que ce qu'elle a aujourd'hui.

Je sais donc qu'il y a aussi un impact financier à cette réforme. Je le sais, j'ai commencé à en parler avec mon adjoint aux Finances. Comme il n'est pas question d'augmenter les impôts, non, c'est donc un gros boulot pour Bernard GAUDILLÈRE, pour la Direction des Finances, et pour moi, accessoirement, et la Secrétaire générale aussi d'ailleurs.

Un journaliste m'a interrogé hier et me disait : oui, mais vous, vous allez faire seulement 2013. J'ai dit non. Je présenterai en décembre 2013 un budget pour 2014. Et ce budget prévoira, pour 2014, le financement de cette réforme sans augmentation d'impôt. Donc, je ne laisserai pas à mes successeurs, quels qu'ils soient, le soin de trouver le financement. C'est moi qui le ferai, avec cette équipe, et j'assumerai toutes mes responsabilités.

D'ailleurs, je vous dis au passage, pour ceux qui ont voté le budget 2013, que vous avez déjà voté dans le budget 2013 une enveloppe de 5 millions d'euros pour la réforme des rythmes scolaires. Je vous le signale.

Ce que je veux dire, c'est, par rapport à ceux qui ont voté le budget 2013 en décembre dernier : vous avez voté dans ce budget une enveloppe de 5 millions d'euros pour cet objectif.

Monsieur BOUTAULT, vous m'interrompez pour me dire que ce ne serait pas… Attendez, vous avez raison, mais vous me permettez de préciser : non seulement, ce ne sera pas suffisant mais même avec les 6,5 millions

d'euros que l'Etat nous a annoncé de septembre 2013 à juin 2014, il est évident que cela ne suffit pas. Il est évident que cela ne suffit pas et de beaucoup !

J'en profite pour dire, par rapport au Gouvernement, que c'est très bien d'avoir prévu une enveloppe pour la première année, mais je demande au Gouvernement, pour toutes les collectivités françaises, de prévoir une enveloppe pour toutes les années où s'applique cette réforme. Cela n'aurait pas de sens d'avoir la première année une aide de 50 euros par enfant, c'est bien cela, et puis, les années suivantes, rien du tout. Sur ce point, je veux être très clair.

Ensuite, je pense qu'il y a des choses à travailler à fond.

Je vais vous dire : au début de ma réflexion sur ce sujet, je n'étais pas hostile au fait que l'activité périscolaire puisse se dérouler après le déjeuner. Mais, chemin faisant, écoutant tout le monde, j'ai d'abord entendu des parents qui m'ont dit que les gamins déjeunaient trop vite et que l'encadrement à ce moment-là était insuffisant. Ecole par école, je veux voir dans quelles conditions de temps les enfants déjeunent, je veux qu'ils puissent déjeuner sereinement, sans précipitation, et qu'il y ait l'encadrement nécessaire.

Ensuite, j'ai écouté les enseignants. Et c'est vrai que, lorsque des enseignants vous disent qu'ils terminent leur cours du matin et qu'ils préparent leur classe pour le début d'après-midi, il est difficile d'envisager qu'il y ait des activités périscolaires dans le même local. J'ai entendu cela et donc, c'est vrai qu'à ce stade - mais ce n'est qu'une hypothèse, ce n'est pas une décision, les décisions sont pour le mois de mars -, l'idée que l'on puisse avoir l'heure de périscolaire de 15 heures 30 à 16 heures 30 est une idée que je travaille avec un état d'esprit positif.

Vous voyez, tout est un peu compliqué.

Donc, je veux vous dire, pour conclure, la chose suivante : nous ne pouvons pas décider, au moment où nous sommes, le moment où cela va commencer. Nous sommes en février, le 12, je crois. Travaillons, travaillons, travaillons, travaillons. Mais ne fermons pas le débat.

De ce point de vue, j'ai un vrai désaccord avec ceux qui nous proposent de dire maintenant : le débat est terminé et il n'y aura rien en septembre 2013. Je dis : travaillons ! Si cette réforme peut être un progrès pour tous et si nous apercevons, en nous donnant les moyens, que c'est un progrès pour tous et que nous sommes capables de le faire bien, en septembre 2013, alors vraiment ce serait bête de faire perdre un an aux enfants. D'autant que je ne suis pas sûr que les deux débats seront tellement plus sereins en février 2014 !

Entre nous, un peu de pragmatisme et d'expérience, quoi ! Voilà, nous sommes en février 2013, je préfère que l'on s'engueule maintenant, que l'on débatte et que je puisse, moi, prendre de bonnes idées partout. C'est quand même plus commode que dans un an.

Mais n'anticipons pas, et l'idée que l'on puisse fermer le débat aujourd'hui, 12 février, est une idée qui me heurte un peu. J'entends les préoccupations qui la motivent, mais je pense qu'il faut, pendant un mois et demi, bosser à fond et, fin mars, nous évaluerons, nous débattrons, nous prendrons le temps. A ce moment-là, nous déciderons en fonction de ce que nous avons réussi à élaborer, à crédibiliser, à inventer, à nous influencer les uns les autres.

A ce moment-là, je vous le dis franchement : personnellement, je souhaite que cette réforme, de toute façon, soit une grande réussite. Je souhaite que ce soit une réussite pour les enfants, mais je souhaite qu'elle tire vers le haut tout le monde. Je souhaite réussir cette réforme avec toute la communauté éducative, sans exception.

Je me fais engueuler. Parfois, je trouve cela un peu injuste. Ce n'est pas grave, je ne suis pas fragile.

J'ai l'intention de tout faire pour que cette réforme puisse être une réussite et que cette réussite permette une avancée, un progrès, aussi bien pour les enfants que pour les personnels de la Ville.

Et y compris pour les enseignants : je les respecte profondément. Vous savez, je comprends parfois des propos que je trouve excessifs. Ce n'est pas facile d'être enseignant à Paris. Ce n'est pas facile ! Ce n'est pas des salaires extraordinaires. C'est nécessairement beaucoup de dévouement. C'est nécessairement une certaine noblesse de la mission. Et parfois, même si je n'approuve pas certaines crispations, je les comprends parce que c'est un métier difficile et qui a lui aussi sa part d'ingratitude.

Mais je ne veux pas m'en tenir à ces crispations. Je vais essayer de les dépasser et je vous le dis avec vraiment beaucoup de conviction : cette réforme, je la souhaite.

Je la souhaite juste. Je la souhaite pour chaque enfant de Paris, sans exception. Je voudrais aussi qu'elle soit un instrument de réduction des inégalités. C'est possible !

Cela nous demande beaucoup. Mais, si vraiment ce peut être un progrès pour tous, alors, je nous suggère d'être audacieux, courageux, humbles - humbles ! -, créatifs, bons gestionnaires, mais vous savez, parfois, dans les conflits, dans les débats, dans les heurts, il y a quelque chose de nourrissant.

Aujourd'hui, la situation est assez complexe et il y a des contradictions, des engueulades. Ce n'est pas grave. Si, après tout cela, Paris va mieux, nous aurons, avec nos différences, bien servi Paris et peu importe ce que nous pensons en janvier et en février, l'essentiel, c'est qu'au moment où cela prendra forme, nous nous sentions tous heureux et contributeurs d'un progrès pour toute la société parisienne. Vous savez bien qu'une société est toujours plus grande et toujours plus belle, quand elle fait une place plus riche, plus intelligente, plus épanouissante à ses enfants.

C'est à cela, malgré les difficultés, que je nous invite.

Au risque de vous paraître un peu idéaliste, je vous le dis : j'y crois et je ne ménagerai pas ma peine pour que nous atteignions tous ensemble cet objectif.

Nous ouvrons le débat. Chacun va pouvoir s'exprimer, conformément à ce qui a été décidé.

D'abord, Mme Catherine BRUNO.

Mme Catherine BRUNO. - Merci.

Monsieur le Maire, c'est une bien étrange conception de la concertation qui vous anime ! Après avoir refusé tout débat et frôlé le point de non-retour en vous aliénant une grande partie de la communauté éducative parisienne, mais également des parents inquiets du devenir de leurs enfants, voilà que vous vous lancez dans un ultime tour de piste en organisant en toute hâte quatre réunions publiques, dont la première s'est tenue le 24 janvier.

Ce sens aigu de l'improvisation, ce baroud d'honneur contrastent pourtant avec la prévisibilité d'une réforme annoncée dès le 6 mai 2012, dont les modalités d'application demeurent à ce jour une grande inconnue.

Concertation : vous n'avez plus que ce mot-là à la bouche devant les journalistes.

Autre preuve, s'il en fallait : après six mois de vœux constants, déposés par tous les groupes, vous avez souhaité que le groupe U.D.I. retire hier sa question d'actualité qui contrariait votre calendrier de dernière minute, au profit d'un prétendu débat décidé deux jours avant la tenue du Conseil. Ce ne sont pas là les conditions propices à de véritables pourparlers, mais une parade rusée, destinée à faire l'impasse sur nos questions, au motif que le projet serait encore en gestation.

J'ai du mal à le croire !

Surtout quand on connaît votre volonté inflexible, pour ne pas dire votre entêtement, à mettre en œuvre la réforme dès la rentrée 2013, ce dont vous devrez faire état dans un projet de délibération adopté avant le 31 mars, c'est-à-dire au prochain Conseil de Paris.

Cet acharnement vous isole, tandis que de grandes villes socialistes, comme Montpellier, Lille ou Lyon, se laissent le temps de la réflexion et d'une élaboration construite et non pas encore tranchée. Il est vrai qu'elles renonceraient par là même aux subsides de l'Etat qui ne leur verserait pas un sou, puisque la dotation forfaitaire de 50 euros par élève, soit 6,5 millions pour Paris, ne s'applique que pour la rentrée 2013.

De là à penser que la logique parisienne est une logique comptable…

Au constat unanimement partagé d'une nécessaire refonte du calendrier scolaire, le Gouvernement, comme frappé d'amnésie, pratique un rétropédalage de ce qui constitua jadis une promesse de campagne et répond par une réforme en demi-teinte, qui passe sous silence une modification plus globale, notamment en termes de vacances estivales.

Mais ce n'est pas là le seul gâchis d'un principe qui fait consensus. Les incertitudes budgétaires alliées aux tâtonnements de l'offre périscolaire pèsent sur l'avenir de la collectivité parisienne.

Quelles sont, en effet, les hypothèses de financement envisagées pour faire face en année pleine au coût de cette réforme, tandis que, de votre aveu même, Monsieur le Maire, les 5 millions provisionnés par la Ville, auxquels s'ajoutent les 6,5 millions promis par l'Etat, ne s'appliqueront que pour quatre mois en 2013 ?

A votre successeur, la tâche ingrate de glaner les fonds nécessaires !

Comment assurer que ce coût ne sera pas répercuté sur les parents ou sur l'ensemble des Parisiens, par le biais d'une hausse des impôts locaux ?

Après vous, le déluge !

Quelle garantie offrez-vous, Monsieur le Maire, d'une offre périscolaire de qualité, ne se résumant pas à une simple garderie sous le préau ou à une récréation sans fin mais proposant des activités culturelles, sportives et ludiques, dispensées par des intervenants compétents et dûment formés ? Les nouveaux animateurs pourront-ils tous avoir cette formation de qualité d'ici à septembre 2013 ? Comment ferez-vous pour certifier une égalité territoriale des prestations entre écoles, voire entre arrondissements, et prévenir toute compétition néfaste ?

Vous ne pouvez rien promettre, pas plus que vous ne pourrez honorer des engagements pris dans la précipitation.

L'arbitrage entre la pause méridienne ou la fin d'après-midi sera-t-il le fait du prince ? Quels critères motiveront votre décision ?

Je n'ose croire que quatre réunions et cinq minutes de discours pèseront dans la balance, quand 85 % de grévistes vous laissent de marbre.

Quant à l'essentiel mais délicat problème des interventions des associations culturelles et sportives auprès des enfants, le mercredi matin, aucune précision n'est communiquée sur l'allocation de nouveaux créneaux en semaine, bien souvent saturés.

Cette absence de considération logistique obère sérieusement la réussite du projet éducatif de territoire.

La mise devant le fait accompli des directeurs de conservatoire participe d'une même logique autoritaire et non concertée que la tenue d'une réunion prochaine ne saurait pallier.

Cinq minutes pour une problématique aussi fondamentale, c'est un peu court, mais c'est toujours mieux que de réduire l'opposition à une minute par vœu.

Sans doute est-ce là, Monsieur le Maire, votre vision très personnelle de la concertation !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Madame.

Je souhaite un dialogue mais apparemment, votre intervention était bien écrite avant que je parle. Mais c'est votre droit, je le respecte.

Madame BLUMENTHAL, vous avez la parole.

Mme Michèle BLUMENTHAL, maire du 12e arrondissement. - Merci.

Je tiens ici à tenir un langage de vérité sur cette réforme des rythmes éducatifs qui fait couler beaucoup d'encre et qui est très importante pour notre collectivité après 10 ans de Gouvernement de droite qui ont laissé l'école sinistrée, ce que je tiens ici à rappeler.

J'entends comme vous les critiques qui s'expriment, parfois avec véhémence, sur le projet de réforme des rythmes m'éducatifs, lequel s'inscrit dans le cadre de la refondation de l'école voulue conjointement par le Président de la République et par le Ministre de l'Education nationale, et pour lequel la concertation s'est engagée dès les premières semaines d'action du nouveau Gouvernement.

Les attentes des enseignants et des parents sont plus que légitimes, tant l'école a été malmenée au cours de ces 10 dernières années.

Pour mémoire, je rappellerai les suppressions massives de postes d'enseignant, le non-remplacement d'enseignants malades, la baisse des moyens.

Alors oui, je crois que nos enseignants et les parents des petits Parisiens sont légitimes à exprimer une attente forte vis-à-vis de cette refondation de l'école.

Oui, nous avons le devoir moral de réussir cette réforme de l'école, non seulement parce qu'elle est essentielle pour le bien-être des enfants, incontournable pour l'avenir de notre société, nécessaire pour restaurer la confiance des enseignants dans notre volonté d'être à leur écoute pour redonner au système éducatif français les moyens d'être celui d'un pays leader en Europe reconnu pour la qualité de ses enseignements et pour la réussite de ses élèves.

Tout d'abord, cette réforme est emblématique de la volonté du Président de la République et du Gouvernement de faire de l'éducation une priorité des priorités dans notre pays.

Les chiffres le disent : 60.000 postes créés dans le quinquennat, contre 14.000 suppressions de postes rien qu'en 2012.

Une réforme des programmes à venir et une réforme des rythmes éducatifs en cours.

Mais la refondation de l'école passe aussi par le développement de l'accueil des enfants de moins de 3 ans, la redéfinition des missions de l'école maternelle, la création d'un parcours artistique et culturel, la création du dispositif "Plus de maîtres que de classes", notamment pour les zones difficiles, sans oublier la création de l'Ecole supérieure du professorat et de l'éducation pour former aux métiers de l'éducation, car enseigner est un métier qui s'apprend en début de carrière comme tout au long de la carrière.

Le moindre des respects pour celles et ceux qui veulent devenir enseignants est de leur apporter dès le départ les outils et les réflexes indispensables à l'exercice de la mission exigeante qui est la leur.

Former nos enfants pour qu'une fois adultes, il trouvent leur place dans notre société et qu'ils s'y sentent bien.

Cette réforme est aussi une réforme juste.

Je souhaite ici rappeler l'existence d'un consensus au sein de la communauté éducative pour dire que la semaine de quatre jours mise en place par la Droite en 2008 n'est pas satisfaisante et qu'il est préférable de passer à quatre jours et demi.

Raccourcir la journée d'apprentissages durs, étaler les 24 heures hebdomadaires d'enseignement, voilà le fondement de cette réforme des rythmes éducatifs.

L'intérêt des enfants est la seule boussole pour ce Gouvernement comme pour notre collectivité.

Un deuxième consensus existe au sein de la communauté éducative. Cette organisation du temps scolaire pénalise nos élèves et explique en grande partie leurs mauvais résultats dans les enquêtes P.I.S.A.

Cette organisation est anxiogène, tant pour les enseignants, les parents et surtout pour les enfants.

Je tiens aussi à rappeler qu'une concertation sur le sujet avec le Ministre de l'Education nationale a été lancée dès le mois de juillet 2012 avec les organisations syndicales, enseignants comme parents d'élèves, et la réforme était alors unanimement saluée par des partenaires.

C'est pour une application des grands principes de cette réforme dès septembre 2013 que la Municipalité propose plusieurs hypothèses de travail : une entrée le matin plus tardive que les 8 heures 30 actuelles, ou une pause méridienne allongée, ou une fin des cours à 15 heures 30, suivie d'une heure d'activité périscolaire gratuite. Cette hypothèse a les faveurs de l'Exécutif, ainsi que vous l'avez dit, Monsieur le Maire de Paris, hier après-midi, dans cet hémicycle.

Il faut aussi noter que de nombreuses propositions émanent des conseils d'école. Beaucoup sont déjà en ligne sur paris.fr, comme celles des écoles Armand-Carrel, dans le 19e, Vitruve, dans le 20e et Croulebarbe, dans le 13e.

Je vous invite à aller les lire.

Ceci est la preuve que la concertation lancée depuis un mois par le biais des réunions publiques comme d'un site dédié est un vrai moment de démocratie participative, et je tiens à saluer ici le travail remarquable et la volonté absolue d'Anne HIDALGO et de Colombe BROSSEL, qui ne ménagent pas leurs efforts en la matière, et l'implication du Recteur de l'Académie de Paris.

Toutefois, je tiens à répondre par avance aux esprits chagrins qui ne manqueront pas de s'exprimer au cours de ce débat que cette concertation ne se limite pas à l'organisation de quatre grandes réunions publiques, dont deux se sont déjà déroulées, réunissant à chaque fois plus de 600 personnes, ce qui témoigne de l'importance du sujet et de la vigilance des Parisiens lorsqu'il s'agit de la scolarité de leurs enfants.

J'en profite d'ailleurs pour vous convier tous et toutes à participer à la prochaine réunion qui se déroulera le 18 février prochain à l'espace Reuilly, dans le 12e arrondissement.

Mais au-delà de ces réunions et des contributions reçues par le biais du site Internet absolument nécessaires et utiles pour nourrir notre réflexion, je tiens à rappeler que la concertation engagée par la Ville de Paris s'appuie également sur une double dynamique parisienne et locale au niveau des arrondissements.

Concertation parisienne au travers des très nombreux rendez-vous et réunions de travail que vous menez, Monsieur le Maire, depuis plusieurs semaines, avec les représentants des fédérations de parents d'élèves, avec les syndicats d'enseignants, avec les représentants syndicaux des personnels de la Ville de Paris, avec les services du Rectorat, les directions de la Ville concernées que sont la DASCO en premier lieu, mais également la DJS, la DAC et la DRH.

Localement, par le travail qu'il nous incombe de mener en tant que maire d'arrondissement en réunissant tous les acteurs du territoire, en participant aux conseils d'école, dont beaucoup sont exclusivement consacrés à la réforme, il nous appartient de démontrer dans nos arrondissements, par l'écoute et la persuasion, que la mise en œuvre de cette réforme dès la rentrée 2013 est non seulement possible mais qualitativement une avancée pour les élèves. C'est d'ailleurs ce point qui doit servir de marqueur dans la réussite de ce projet ambitieux.

Dans cette phase de concertation, le dialogue est essentiel.

C'est pourquoi, en tant que maire du 12e, j'ai d'abord rencontré l'ensemble des directeurs d'école pour échanger avec eux, expliquer notre engagement, rassurer sur les moyens que nous entendions dégager pour réussir cette profonde transformation de l'école.

C'est pourquoi j'ai souhaité que les élus et le représentant du maire dans les écoles soient réunis pour échanger, leur donner des éléments de réponse précis et concrets afin de leur permettre d'apporter leur contribution au débat dans les conseils d'école.

C'est pourquoi j'ai incité les fédérations de parents d'élèves à organiser par école ou par bassin d'écoles des temps d'échanges avec tous les parents afin que nous puissions expliquer notre démarche, rassurer sur nos engagements en termes de moyens humains et financiers et préciser notre calendrier.

C'est pourquoi je réunis l'ensemble des acteurs locaux, gestionnaires des centres d'animation, associations responsables des équipements municipaux, qui seront une pièce maîtresse de la réussite de cette réforme des rythmes éducatifs.

Le débat est loin d'être clos ; au contraire, il ne fait que commencer.

Il est de notre responsabilité de le faire vivre pleinement d'ici notre séance de mars prochain.

Contrairement à ce que chacun affirme, la mise en œuvre à Paris de la réforme des rythmes éducatifs n'est nullement arrêtée ou verrouillée, et je salue à ce propos votre détermination, Monsieur le Maire, à laisser toute sa place à la concertation, à ne fermer aucune option.

J'y vois la preuve de votre détermination à réussir cette réforme en tenant compte de l'avis du plus grand nombre. Tous les scénarios sont envisageables pour que chacun trouve sa place dans la réforme qui est faite pour la réussite des enfants - tout le monde en convient -, mais elle doit aussi être l'occasion d'améliorer les conditions de travail de chacun.

Mon groupe se félicite aussi que la Ville de Paris soit prête à mettre les moyens financiers et humains pour la réussite de cette réforme. Ainsi, la déprécarisation des personnels en charge du périscolaire qui a déjà commencé il y a quelques mois, et qui sera considérablement confortée à cette occasion, la création d'une filière animation, avec ce que cela comprend en termes de recrutements, de formation continue et d'évolution de carrière.

Je tiens ici à rappeler à mes collègues de l'opposition municipale que quelle que soit la nouvelle organisation hebdomadaire du temps scolaire que notre collectivité choisira, les activités périscolaires avant 16 h 30 seront gratuites pour tous les enfants. Là encore, c'est un gage de justice sociale et d'équité entre tous les petits Parisiens qui est à nos yeux un des éléments clés de la mise en œuvre de la réforme à Paris.

Je tiens aussi à rassurer mes collègues sur l'exigence de notre collectivité vis-à-vis de ces trois heures d'activités périscolaires hebdomadaires gratuites en termes de qualité. Ces trois heures sont autant de chances d'ouvrir l'école, de la lier plus intensément qu'aujourd'hui au tissu associatif et culturel du quartier qui l'entoure. Il est indéniable qu'un égal accès à la culture, aux activités sportives et artistiques participe à la résorption des inégalités socio-économiques et au vivre-ensemble qui nous est cher et vers lequel doit tendre l'école républicaine qui est la nôtre.

En tant que maire d'arrondissement, je mets ma connaissance du terrain - le 12e en l'occurrence -, mon enthousiasme au service de cette réforme qui marque le premier pas vers le rétablissement d'un vrai service public de l'éducation, trop longtemps négligé et sinistré.

C'est un projet éducatif parisien ambitieux en termes d'apprentissage comme d'épanouissement pour les élèves que nous devons travailler tous ensemble.

Ce projet sera décliné dans les 662 écoles primaires, maternelles et élémentaires parisiennes.

En conclusion, mes chers collègues, je tiens à vous confirmer que nous sommes prêts à continuer à travailler d'arrache-pied avec les différents acteurs et l'Exécutif parisien jusqu'à la fin du mois de mars et la tenue du prochain Conseil de Paris, afin de pouvoir prendre cette décision majeure pour l'avenir de nos enfants, dans le plus grand consensus possible.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vous remercie beaucoup, d'autant que j'ai cru reconnaître votre belle expérience de maire d'arrondissement, mais aussi d'enseignante dans ce propos inspiré.

La parole est à M. Yves CONTASSOT.

M. Yves CONTASSOT. - Merci, Monsieur le Maire.

Depuis que le Ministre de l'Education a proposé de revenir sur la funeste décision de son prédécesseur, consistant à concentrer sur quatre jours l'enseignement dans les écoles maternelles et élémentaires, le débat fait rage.

Chaque jour, et particulièrement aujourd'hui, des voix se font entendre à ce propos.

Certains ne veulent pas entendre parler de revenir à quatre jours et demi et demandent l'abrogation pure et simple du décret. D'autres, qui n'avaient pas hésité à soutenir le passage à quatre jours et à démanteler progressivement tous les services publics, y compris celui de l'éducation, surfent sur les légitimes inquiétudes et interrogations de la communauté éducative, jugeant sans doute que gagner quelques voix aux élections municipales est plus important que d'assurer l'éducation des enfants dans un contexte plus favorable.

D'autres enfin s'interrogent en toute bonne foi sur les conditions dans lesquelles une telle réforme pourrait être mise en place car, faut-il le rappeler, l'école pourrait jouer un rôle de réduction des inégalités de départ avec d'autres moyens, d'autres pédagogies, d'autres objectifs que de sélectionner les meilleurs à des fins de reproduction de la société, comme l'ont si bien démontré de nombreux auteurs.

Il est dommage, à cet égard, que ne soit pas présenté un grand projet de refondation réelle du système scolaire pris dans son ensemble, de la maternelle au supérieur, permettant de créer une dynamique positive dans laquelle la question des rythmes ne serait qu'un élément parmi d'autres.

Car il faut se souvenir d'excellentes idées et propositions qui ont donné lieu, hélas, à une très forte déception tant la préparation et les négociations préalables avaient été sous-estimées, je pense notamment aux 35 heures dans les hôpitaux.

De même, il est tout à fait regrettable que les lobbies fassent entendre leurs voix pour éviter une autre organisation de l'année scolaire qui réduirait la durée hebdomadaire d'enseignement.

Face à un risque de blocage, qui tient autant au fond qu'à la forme, notre groupe a déposé un vœu demandant la création d'un groupe de travail composé d'élus du Conseil de Paris afin d'auditionner l'ensemble des parties prenantes de la communauté éducative parisienne car, pour nous, il faut encore débattre et négocier avant de prendre une décision pour savoir si les conditions d'une mise en œuvre sont possibles ou non à la rentrée scolaire de cette année.

Nous proposons que ce groupe soit chargé de clarifier toutes les questions soulevées par cette réforme avant le Conseil de Paris de mars.

Une réforme des rythmes éducatifs est pour nous nécessaire pour préserver l'attention et la santé de nos enfants, mais elle doit être mise en œuvre avec une concertation et des moyens à la hauteur de l'enjeu.

La réduction concrète des journées d'enseignement demande un investissement municipal considérable. La réforme doit profiter aux enfants, mais également à l'ensemble des acteurs éducatifs.

Le groupe de travail, en concertation avec l'ensemble de la communauté éducative, pourrait notamment étudier les pistes suivantes :

Pour les enfants :

- Une réflexion sur la meilleure articulation entre temps d'apprentissage et temps de détente. Nous ne voulons pas qu'il y ait une décision d'allongement de la pause méridienne ou de report systématique en fin d'après-midi sans avoir étudié d'autres modalités possibles.

- Une organisation du temps de déjeuner permettant de ne pas être contraint d'avaler le repas à toute vitesse, faute de places ou de personnels suffisants.

- Une garantie de la qualité des activités périscolaires, tant en matière de choix diversifié que de compétence des animateurs.

- Une organisation du temps périscolaire qui évite tout ce qui pourrait s'apparenter à une simple garderie.

Pour l'ensemble des personnels responsables du périscolaire :

- Une amélioration du taux d'encadrement.

- Une modification substantielle des conditions de travail, tant en ce qui concerne leur statut que les déroulements de carrière, tant pour les personnels en place que pour les futurs animateurs et pour le personnel des cantines.

- Une professionnalisation renforcée.

Pour les parents :

- La gratuité de l'offre périscolaire supplémentaire doit être assurée et inclure les goûters récréatifs et la garantie, vous l'avez évoquée, qu'il y aura bien une cantine le mercredi midi.

Pour les enseignants :

- Le rôle des professeurs de la Ville de Paris doit être accru. Un quatrième enseignement, celui des langues, pourrait leur être proposé sur le temps scolaire.

- La réforme donnera des heures d'enseignement de meilleure qualité aux professeurs avec des enfants plus attentifs, elle doit aussi améliorer leurs conditions de travail. Ainsi, il n'est pas envisageable que la réforme se traduise par un allongement du temps de présence hebdomadaire à l'école des enseignants.

Nous souhaitons également que le groupe de travail puisse examiner la possibilité, à l'intérieur d'un cadre, d'ajustements non totalement identiques pour toutes les écoles.

De même, il nous semble que la notion d'expérimentation doit être retenue, ce qui implique une clause de revoyure annuelle.

Pour cela, des indicateurs d'évaluation devront être proposés avant la mise en place de la réforme, permettant son amélioration continue dans les années à venir.

Enfin, il est indispensable que soient parfaitement identifiés les moyens à mettre en œuvre et les modalités concrètes. L'incidence financière devra se traduire par une décision modificative dès le Conseil de mars, de façon à donner toute sa crédibilité aux propositions, si l'échéance retenue était septembre 2013.

Pour les écologistes, la décision sur l'année de mise en place de la réforme à Paris, 2013 ou 2014, est indissociable de la qualité de la concertation préalable comme du volume des moyens affectés.

Le temps n'est donc pas encore venu de choisir entre 2013 et 2014, le temps est à la construction collective d'une réforme à la hauteur de l'enjeu. L'enjeu, c'est l'attention portée à nos enfants car cette attention, c'est l'attention portée à l'avenir de Paris.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je suis d'accord avec tout ce que vous avez dit.

Je m'interroge sur la décision budgétaire, si l'on mettait en œuvre la réforme en septembre 2013. Je pense que, au moment où nous prendrons la décision, il faudra qu'il y ait des éléments budgétaires. Sinon, cela peut ne pas être crédible.

Il faudra qu'il y ait des éléments crédibles et sûrs, en matière budgétaire, mais je pense qu'il serait plus sage, si l'on mettait la réforme en œuvre en septembre 2013, de faire le vote budgétaire dans le collectif de juillet. Il me semble, mais je vais en reparler.

Vous n'avez qu'à l'évoquer aussi dans votre groupe qui va se réunir souvent.

La parole est à Mme Emmanuelle BECKER.

Mme Emmanuelle BECKER. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, je vais essayer d'expliquer en deux points pourquoi nous demandons de ne pas appliquer la réforme des rythmes éducatifs à la prochaine rentrée.

Deux points, le premier sur le fond de la réforme et le deuxième sur la mise en place de la réforme.

Cela a été dit par Mme Michèle BLUMENTHAL, l'Education nationale a été saignée par 10 ans de Droite. Le texte du projet de loi d'orientation et de programmation pour l'école a été présenté en Conseil des Ministres le 23 janvier.

Il y avait un espoir de rupture forte par rapport à la politique conduite par M. Nicolas SARKOZY. Il affirme des principes dont nous nous réjouissons concernant le recrutement, la reprise d'une formation professionnelle initiale et continue, la priorité donnée au primaire, le rôle de la maternelle, la réaffirmation du collège unique, mais il y a aussi des évolutions qui inquiètent, notamment la volonté de procéder à une territorialisation de l'Education nationale, en corrélation avec d'autres projets, comme l'acte 3 de la décentralisation.

Nous craignons que cette territorialisation n'opère une rupture dans ce qui est l'objectif de l'école, parvenir à un plus haut niveau de connaissance pour tous.

Le socle commun des connaissances et des compétences mis en place par la loi Fillon de 2005 demeure. Le projet de loi affirme l'importance de l'éducation artistique et culturelle, mais sans préciser la part dévolue au scolaire et au périscolaire.

On retrouve là toute l'ambiguïté contenue dans la réforme des rythmes scolaires, qui encore une fois se trouve déconnectée d'un projet global "école société" et du choix d'école et donc de société que nous voulons.

Cette réforme n'endigue pas l'échec scolaire. De plus, elle s'accompagne d'un désengagement financier de l'Etat. S'il est indispensable de redonner des heures d'enseignement à l'école primaire, la modification annoncée ne prévoit qu'une augmentation du périscolaire, donc une école à la carte et des inégalités renforcées entre les territoires.

Les conséquences négatives de ces choix d'austérité sont inquiétantes, le Gouvernement prépare un décret abaissant le taux d'encadrement des enfants pour les activités périscolaires. Ainsi, au lieu de consacrer les moyens nécessaires, il fait le choix d'un environnement éducatif au rabais, des conditions de travail plus difficiles pour les animateurs.

C'est pourquoi, à Paris, nous pourrions décider dès maintenant de ne pas mettre en place cette réforme à la prochaine rentrée et de se laisser un an de plus.

Une réforme des rythmes scolaires ne peut être mise en place qu'en étant accompagnée d'un projet ambitieux pour le périscolaire. Les activités proposées par le périscolaire parisien sont évidemment de bonne qualité, sont nombreuses et tous ici partagent l'idée d'un périscolaire de qualité.

Aujourd'hui, si nous voulons - et nous le voulons - tous avoir de l'ambition pour nos enfants et pour une réforme utile, nous devons nous en donner les moyens. Cela doit notamment passer - et vous l'avez dit, Monsieur le Maire - par la création d'une filière animation ambitieuse.

Nous sommes déjà intervenus sur ce sujet par le biais d'un vœu au mois de décembre qui demandait la déprécarisation des vacataires de la Ville et nous nous félicitons aujourd'hui que ce vœu ait été adopté en décembre.

La Ville recourt massivement, sur les temps périscolaires, à des recrutements de personnels vacataires rémunérés à l'acte, sans continuité d'emploi, sans garantie d'emploi, sans accès à la formation, sans droit aux congés.

Cette absence de statut professionnel participe à la fois au turn-over important des animateurs et aux difficultés de la Ville à pourvoir les emplois nécessaires au bon fonctionnement du périscolaire parisien.

La réforme des rythmes éducatifs n'est donc en aucun cas une urgence, et encore moins la question centrale pour une véritable refondation.

Sur la forme de la mise en place de la réforme, ce n'est pas une réforme qui peut se faire à la va-vite, elle nécessite de la concertation. S'il n'y a pas de consensus, cela ne peut pas marcher, car une réforme efficace bousculera forcément les manières de travailler. Les enseignants sont dans la rue et voilà que certains les accusent d'immobilisme.

Certains s'étonnent de la mobilisation massive de la communauté éducative aujourd'hui, mais nous devrions plutôt y voir les attentes fortes à l'égard de la gauche et le sentiment de peur d'être trahi par celles et ceux qui, au contraire, devraient les comprendre.

Il a été dit que ceux qui s'opposaient à la mise en place de la réforme dès 2013 à Paris seraient des casseurs de la concertation, seraient des conservateurs.

Permettez-moi de parler de la concertation.

Pouvons-nous réellement parler de concertation quand le calendrier national a déjà été bouclé, quand les documents fournis lors des réunions publiques comme à Japy indiquent la mise en place de la réforme à la rentrée 2013 ?

Pouvons-nous parler de concertation réelle quand des expressions comme "corporatisme", "conservatisme", fusent dans la presse à l'encontre des enseignants ?

Je tiens quand même à rappeler que le plaisir d'un enseignant est de faire réussir les élèves ; aucun enseignant ne se lève le matin en se disant que l'échec scolaire est une fatalité. Nous devrions, la gauche, être fiers de nos enseignants, qui après 10 années de mépris par la droite au pouvoir, qui a constamment visé à démanteler le service public de l'Education nationale, continuent de se battre pour l'éducation de nos enfants, pour leur réussite scolaire, pour faire d'eux des citoyens à part entière.

Des élus de mon groupe et moi-même avons assisté aux réunions de concertation à Jaurès et à Japy ; ils étaient nombreux les enseignants, les parents d'élèves, les animateurs, à demander des explications, des éclaircissements, à demander pourquoi il était nécessaire de la mettre en place dès la prochaine rentrée, alors que rien n'avait l'air d'être réglé. Ils étaient venus en nombre, et c'est une bonne chose ; nous devons être ceux qui rompent avec le déni de discussion et de démocratie qui a été mis en place par la droite. Nous devons être ceux qui mettent en pratique notre vision d'une démocratie active, où la co-élaboration entre citoyens et ceux qui les représentent, les élus, est notre manière de faire de la politique.

Aujourd'hui et dans le mois qui arrive, nous pouvons, tous ensemble, faire la démonstration que le changement est une réalité sur la forme et sur le fond, et c'est pourquoi le report de la réforme des rythmes éducatifs est aujourd'hui pour nous une évidence et c'est le sens du vœu que nous déposons.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Chère collègue, je vous ai écoutée très attentivement et il y a une bonne part d'inquiétude et d'interrogation que je prends en compte.

En revanche, je veux d'abord donner une précision : le vœu sur la déprécarisation, c'est en décembre que je l'ai accepté.

Deuxièmement, je comprends votre état d'esprit et, en même temps, il y a quelque chose que je ne comprends pas. On sent dans votre intervention que cette réforme peut amener du progrès, y compris du progrès social. Vous nous dites même : "pendant ce mois, travaillons beaucoup", c'était à la fin de votre intervention, et vous voudriez que l'on décide aujourd'hui que ce progrès ne peut intervenir qu'en 2014 ; travaillons-y pendant ce mois que vous évoquiez et décidons-en à la fin du mois de mars.

En tout cas, on en reparlera à la fin du mois de mars, mais si jamais cela peut être un progrès pour l'ensemble de la communauté éducative, pourquoi lui faire perdre un an ?

En tout cas, vous avez proposé que l'on mette ce mois qui vient à profit pour beaucoup travailler et je compte sur vous, quelle que soit votre position sur votre vœu, pour y contribuer avec nous et que l'on tente, on verra le moment venu, de le réussir ensemble.

Maintenant, la parole est à M. LEGARET.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Vous n'avez pas la main heureuse, Monsieur le Maire, avec les rythmes scolaires.

Rappelons-nous, mes chers collègues, on a déjà vu cela. Dès septembre 2001, des états généraux avaient été lancés, le dialogue s'était durci, la position du Maire s'était bloquée, et tout cela s'était achevé en capitulation.

Ce fut, d'ailleurs, la plus grande reculade de votre première mandature, Monsieur le Maire, avec, peut-être, mais c'était moins grave, les regrettés bambous de la rue de Rivoli. In memoriam !

Mais nous connaissons votre caractère opiniâtre, qui frise parfois, comme le notait Catherine BRUNO, l'entêtement.

Au crépuscule de vos mandats, vous repartez à l'assaut des rythmes scolaires : concertations factices, résultats des discussions annoncés à l'avance, déconnexion totale avec les expériences menées ailleurs et mobilisation sans précédent de toute la communauté scolaire, encore aujourd'hui.

MM. Jean-Pierre LECOQ et Jean-Baptiste MENGUY vont intervenir sur le fond, mais je veux dénoncer un grave détournement.

La semaine dernière, après à voir écrit aux enseignants, vous avez adressé un courrier aux parents d'élèves, à tous les parents d'élèves de Paris, 120.000 envois. Le seul fichier connu pour un tel envoi est le fichier Gepi, qui n'a pas été conçu pour l'envoi de courrier politique à caractère préélectoral.

L'article 7 de la circulaire du 13 décembre 2006 vous fait obligation d'une saisine préalable de la C.N.I.L., conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978.

Nous saisissons donc dès aujourd'hui la C.N.I.L. de cette affaire, à laquelle nous donnerons toutes les suites judiciaires auxquelles vous vous êtes vraisemblablement, la suite le dira, exposés.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Chers collègues, je vous ai demandé d'écouter sereinement, et même de déguster ! Restez cools !

Monsieur LEGARET, vous avez fini ?

Je suis déçu !

Monsieur LEGARET, cela fait 12 ans, que vous essayez de me trouver des turpitudes. Je ne fais pas de commentaire sur l'avant 2001, mais vous vous étiez entraîné.

J'espère, il ne reste plus qu'un an, même si je vois que vous aussi, vous êtes acharné, mais on verra bien…

Deuxièmement, c'est tout à fait dans mon rôle, dans un moment aussi important, d'écrire aux parents, non pas, comme vous l'avez dit, pour un courrier politique à caractère préélectoral, mais pour les consulter sur une réforme qui les concerne ; c'est tout à fait dans mon rôle et, bien sûr, cela s'est fait dans les règles de l'art, ne vous inquiétez pas ; en tout cas, faites comme vous voulez, mais ne gaspillez pas trop votre énergie, que je sais sollicitée, d'ailleurs, par de nombreux rendez-vous à venir… Je ne souhaite pas vous faire perdre de temps.

Je voudrais vous dire quelque chose. Oui, Monsieur LEGARET, j'ai échoué dans la première tentative, dans le premier mandat, de faire en sorte que le rythme des enfants soit adapté à leur biologie ; oui, c'est vrai. C'est justement parce que j'ai pris acte qu'en 2008, quand M. DARCOS a fait la semaine de quatre jours, cela a été un tollé général, que je me suis dit qu'il faudra peut-être réessayer un jour.

Et puis, il y a une différence, Monsieur LEGARET, qui va peut-être vous inquiéter : à l'époque où nous avons essayé de le faire dans le premier mandat, nous avions le Gouvernement contre nous, et maintenant, nous n'avons pas le Gouvernement contre nous, donc peut-être que cette fois-ci, si c'est opportun, nous avons une chance plus grande de réussir ; nous verrons.

En attendant, je donne la parole à M. MARTINS.

M. Jean-François MARTINS. - Monsieur le Maire, chers collègues, s'il y a au moins une chose que, j'espère, l'hémicycle pourra partager, c'est que la semaine de 4 jours telle qu'elle est aujourd'hui est profondément injuste et profondément inégalitaire.

Outre la spécificité française d'avoir 6 heures par jour sur 4 jours et sur seulement 144 jours par an contre 170 en moyenne pour nos voisins européens, ce système, au-delà d'avoir un rythme qui ne respecte pas la biologie de l'enfant, est un système qui favorise avant tout ceux qui ont la chance, le mercredi, le samedi et le soir, d'avoir un appui éducatif et scolaire à la maison, ceux qui ont la chance, finalement, d'être dans des familles qui peuvent leur apporter le soutien pour lequel, normalement, l'école est là.

Le résultat de cette semaine de 4 jours, c'est aussi un recul de notre école dans l'ensemble des études internationales, que ce soit P.I.S.A., comme la maîtrise de la lecture, de l'écriture et du calcul mental.

Et donc, Monsieur le Maire, quand une inégalité, quand un échec de l'école est aussi significatif, aussi criant, quand une inégalité, qui plus est, touche nos enfants, touche le système scolaire, ce qui devrait être le creuset de l'égalité républicaine, alors cette inégalité est insupportable. Et quand une inégalité est insupportable, il faut agir vite, tout de suite et le plus rapidement possible ! Et donc agir dès 2013, Monsieur le Maire !

Ainsi, le projet de passage à 4 jours et demi est juste, utile. Il est dans le sens du respect du biorythme des enfants. Il nous permettra d'ouvrir les enfants vers de nouvelles activités périscolaires culturelles. Pourquoi pas aussi, grâce à l'élargissement de la pause méridienne et grâce à un accueil précoce, peut-être à l'éducation nutritionnelle pour faire face au fléau de l'obésité infantile. Et au-delà de cela, il pourra aussi offrir aux enfants du temps libre.

Et je voudrais alerter l'ensemble de l'assemblée en disant que le temps libre et la récréation pour les enfants, ce n'est pas le mal, ne cherchez pas à occuper en permanence les enfants à l'école, la récréation est aussi un temps d'apprentissage, où ils apprennent à vivre ensemble, et donc nous devrons aussi laisser du temps libre aux enfants.

Comme l'enjeu, Monsieur le Maire, je vous l'ai dit, est important, comme l'enjeu est crucial, je vous conjure donc de ne pas rater cette réforme, dont aujourd'hui l'enjeu se situe sur la mise en œuvre. Les inquiétudes des parents et des enseignants aujourd'hui ne sont pas sur le fond de la réforme mais ce sont des inquiétudes pratiques sur l'urgence, sur les huit mois qui restent pour s'organiser, sur l'organisation de la classe, sur évidemment les calendriers des uns et des autres, y compris des parents qui vont devoir changer. Or, aujourd'hui il y a un sentiment de précipitation et d'urgence.

Je vous invite donc à poursuivre, à lutter contre tous les conservatismes, dont les alliances improbables de l'hémicycle sont probablement l'illustration ce matin, pour que école par école, quartier par quartier, chaque question, chaque interrogation d'enseignant, de parent ou d'enfant trouve une réponse pour pouvoir mettre, enfin, cette réforme en œuvre dès septembre 2013 et lutter contre l'inégalité de la semaine actuelle de quatre jours.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup, Monsieur MARTINS.

Monsieur LECOQ, vous n'avez pas écrit aux parents du 6e ? Avez-vous écrit aux parents du 6e ?

M. Jean-Pierre LECOQ, maire du 6e arrondissement. - Je vais vous en parler, mon cher Maire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - C'était pour que vous informiez M. LEGARET !

M. Jean-Pierre LECOQ, maire du 6e arrondissement. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, je vais essayer de ne pas vous décevoir dans mon intervention et je commencerai d'abord par vous remercier effectivement d'avoir bien voulu faire ce petit débat aujourd'hui, même si nous aurons effectivement le principal débat le mois prochain.

Je ne me prononcerai pas, et nous ne nous prononcerons pas aujourd'hui, comme l'ont fait un certain nombre des autres orateurs de groupe, sur notre position quant à cette réforme.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Attendez, je veux bien vous comprendre...

M. Jean-Pierre LECOQ, maire du 6e arrondissement. - Simplement, je voulais bien évidemment, à partir de votre déclaration de ce matin, vous faire part d'un certain nombre de remarques et d'un certain nombre de suggestions.

S'agissant de ce que vous avez évoqué, c'est-à-dire le fait que j'ai effectivement lancé une consultation sur cette réforme, je ne voulais pas en parler mais, puisque la mèche a été allumée, vous m'avez refusé, vos services m'ont refusé, l'utilisation du fichier Gepi. Et j'ai effectivement écrit aux parents d'élèves tout simplement, c'est-à-dire sans leur envoyer à leur adresse personnelle une lettre, ce que vous avez fait, contrairement aux règles de la C.N.I.L. Nous aurons l'occasion d'en reparler.

Monsieur le Maire, dans cette affaire qui est une affaire tout à fait importante, plusieurs orateurs l'ont dit, il aurait été intéressant de replacer ce problème des rythmes scolaires dans le cadre d'une grande réforme. Et comme

vous nous avez dit, vous l'avez encore répété à l'instant, que vous aviez des relations privilégiées avec le Gouvernement - le Maire de Paris n'est pas n'importe qui, c'est le maire de la première ville de France -, vous aviez la capacité de demander aux ministres - jeunes ministres d'ailleurs - de l'Education nationale, dont d'ailleurs un de vos adjoints a été longtemps un des conseillers, de prendre le temps nécessaire et d'inscrire cette réforme des rythmes scolaires dans une grande réforme.

Dans une grande réforme, n'allant pas peut-être jusqu'à l'université mais en tout cas traitant sérieusement des problèmes du premier, voire du second degré, en intégrant l'ensemble des choses. D'ailleurs j'ai entendu plusieurs des orateurs, qu'il s'agisse de Mme BLUMENTHAL ou d'autres orateurs, beaucoup d'entre eux ont insisté effectivement sur la nécessité d'une réforme plus vaste.

Alors vous nous demandez, là, maintenant, alors que le temps presse selon vous, d'avoir un débat quasiment de marathonien, en l'espace de cinq semaines, et en cinq semaines de traiter de l'ensemble des problèmes qui sont liés à cette réforme des rythmes scolaires.

Mais, Monsieur le Maire, je vais vous le dire : en cinq semaines, ce n'est pas possible. Ce n'est pas possible de régler des problèmes que vous auriez pu régler, par exemple, en matière de périscolaire, si vous n'aviez pas saboté - pardonnez-moi, le terme est un peu fort -, la réforme du service minimum. Loi datant de 2008 et qui vous amenait, cher Maire, en intégrant et en faisant le recrutement nécessaire en matière d'agents pour le périscolaire, de pouvoir effectivement instaurer, dans un nombre minimal d'écoles, le service minimum d'accueil. Ce qui vous permettrait maintenant, avec ces mêmes effectifs de périscolaire, de pouvoir mettre en œuvre la réforme que vous nous présentez comme devant être pour le bien des enfants.

Je vous rappellerai aujourd'hui, alors que plus de 230 écoles sont fermées, que beaucoup d'autres comptent 50 % de grévistes, vous n'avez réussi à mettre le service minimal d'accueil que sur 70 écoles, c'est-à-dire à peu près 12 % des établissements scolaires. Ce n'est pas sérieux, Monsieur le Maire.

Je vous ai entendu, vous voulez un débat, eh bien nous allons l'avoir, et nous allons l'avoir dans tous les arrondissements. Nous souhaitons, nous en tout cas, dans nos mairies, et nous allons le demander, organiser des C.I.C.A., organiser la concertation, mais il nous faut du temps pour cela. On ne peut pas, en l'espace de six semaines, bâcler un débat de cette importance. Vous nous en avez dit toute l'importance, eh bien donnez-nous le temps, donnez-vous le temps, avec l'ensemble des directions, d'avoir un débat suffisamment large et qui nous permette d'embrasser la totalité des problèmes.

Quid des répercussions sur les conservatoires ? On me dit, par exemple, que vous envisagez que l'initiation musicale, qui est particulièrement appréciée dans les conservatoires, n'aient plus lieu dans les conservatoires, et qu'au contraire elle ait lieu dans les écoles, pour meubler ce fameux temps périscolaire.

Quid des équipements sportifs ? Quid des répercussions sur les associations ? Vous allez bouleverser l'emploi du temps de l'ensemble des équipements de la Ville.

Je vous le dis, Monsieur le Maire, cette réforme, vous la voulez, nous l'avons compris, mais donnez-vous le temps nécessaire pour en débattre avec l'ensemble des acteurs, dont bien sûr l'ensemble des mairies d'arrondissement.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur LECOQ, il y a un point où j'identifie bien notre désaccord - il y en a quelques autres -, c'est quand vous faites l'amalgame entre S.M.A. (Service minimum d'accueil) et activités périscolaires.

Et c'est l'occasion pour moi de confirmer que ma conception du périscolaire, ce n'est pas de la garderie. Donc, sur ce point-là, je confirme que cette réforme, quand elle se fera, ne sera pas pour faire de la garderie.

Monsieur MENGUY, on vous a laissé 3 minutes 15, mais si vous débordez un peu, je serai dans la concertation !

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Merci, Monsieur le Maire.

Madame BECKER, je ne sais pas si la Droite fait office de "saigneur" de l'éducation mais, en tout cas, quand j'entends les propos de M. le Maire et que je lis ses courriers aux parents, il est indéniable qu'il essaye et qu'il prétend être le pape de la concertation.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Arrêtez le temps. J'avais un peu donné l'exemple en disant : ne restons pas trop longtemps dans la même fonction, mais je ne me prends pas pour le Pape. D'ailleurs, Monseigneur Vingt-Trois, je le

disais ce matin, a eu une formule très drôle, je trouve : il a dit qu'il ne faudra pas que le prochain pape se prenne pour Dieu !

Donc ne mêlons pas, ni le Pape, ni Dieu à ce débat très intéressant.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Monsieur le Maire, je maintiens que, quand je lis vos courriers, j'ai l'impression que vous prétendez être le pape de la concertation.

Un pape de la concertation qui organise des grand-messes dans les gymnases, sans même y participer. Un pape de la concertation qui réunit tardivement, et de toute urgence, ses éminences grises en conclave : Mme BROSSEL, qui a pourtant présidé la table ronde sur les rythmes scolaires, M. JULLIARD qui a été le conseiller de Vincent PEILLON et qui taxait les syndicats de conservatisme et de corporatisme, sans parler de Mme HIDALGO qui n'est ni Maire de Paris ni chargée des affaires scolaires et qui va au front pour vous dans les gymnases.

Un pape de la concertation également qui annonce seul, lors de ses vœux, la bonne nouvelle pour la mise en place des rythmes scolaires dès septembre prochain sans, disons-le, arriver à convaincre, en tout cas à convertir ses ouailles et qui finalement prêche dans le désert.

Nul n'est prophète en son pays, Monsieur le Maire ! Et les élus d'opposition que nous sommes, pauvres pécheurs, vous l'avaient rappelé dès juillet dernier, lorsque j'avais posé la question d'actualité de mon groupe…

M. LE MAIRE DE PARIS. - S'il vous plait, vous vous taisez !

M. Jean-Baptiste MENGUY. - … en juillet dernier, sur précisément la mise en place de la réforme des rythmes scolaires à Paris.

Ne nous y trompons pas, mes chers collègues, le pape de la concertation qui est devant nous promet de démultiplier les moyens. Mais comment ? Pas d'augmentation d'impôts, vous l'avez dit ! Alors, nous allons avoir une hausse des tarifs de tous les équipements publics, comme vous le faites subir aux Parisiens depuis plusieurs années.

Il promet de démultiplier les animateurs : il en faudra pour septembre prochain ! Il faudra les recruter, il faudra les former et vous n'avez pas le temps pour cela.

Il promet de démultiplier les professeurs de la Ville de Paris, alors même que vous en supprimez par ailleurs.

Il promet de démultiplier les créneaux dans les équipements sportifs, culturels et conservatoires, alors mêmes que ceux-ci sont saturés déjà et que vous n'avez aucune solution pour contrepartie à cette promesse.

Et il n'y aura pas de miracle, mes chers collègues ! Le pape de la concertation ne fera pas de miracle !

Il n'y aura pas de miracle parce que vous n'avez pas l'argent. Il n'y aura pas de miracle parce que vous n'avez pas le temps. Il n'y aura pas de miracle parce que la seule volonté politique qui vous anime, c'est de faire gagner votre adjointe et votre héritière l'année prochaine. C'est pour cela que vous faites cette réforme cette année, parce que vous ne voulez pas brouiller les messages l'année prochaine.

Vous n'avez pas réussi à convertir vos ouailles ici, Monsieur le Maire. Le pape de la concertation a réussi à convertir toutes ses ouailles parisiennes unanimement contre vous, contre la mise en place de cette réforme pour septembre prochain.

Disons-le, mes chers collègues, nous ne sommes pas opposés sur le fond à réformer les rythmes scolaires ; nous sommes opposés à ce que cette réforme soit mise en place en septembre prochain, parce qu'elle est impossible à mettre en place et parce que, disons-le, elle est humainement injuste.

Alors, Monsieur le Maire, au crépuscule de votre mandat, il est manifeste que vous n'avez plus...

Il est manifeste que vous n'avez plus...

M. LE MAIRE DE PARIS. - Si cela lui fait plaisir ! En quoi cela vous dérange ?

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Monsieur le Maire, je vais la refaire si on ne m'a pas entendu !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Oui, répétez le crépuscule de mon mandat !

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Monsieur le Maire, au crépuscule de votre mandat, il est manifeste que vous n'avez plus la capacité politique de mener la barque de cette réforme pour septembre 2013.

Renoncez, Monsieur le Maire ! Renoncez à cette décision qui aurait pu être annoncée par vous en janvier dernier, dans une autre langue que la langue de bois que, décidément, vous maîtrisez parfaitement !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur MENGUY, je ne réagirai pas sur les nombreuses références religieuses que vous avez invoquées pour l'école laïque, mais je voudrais constater quand même que, dans les trois interventions du groupe U.M.P.P.A., je n'ai pas beaucoup entendu parler des enfants, à qui est destinée cette réforme.

Enfin, sous forme de boutade, Monsieur MENGUY, dans la première mandature, ce que cherchait toujours le groupe U.M.P., et parfois avec succès, c'était à me mettre en colère.

Parfois avec succès, mais rarement quand même !

Maintenant, je pense qu'il y a un concours pour me faire rire.

J'ai vu que chacun répétait en boucle "crépuscule, crépuscule, crépuscule". Eh bien, si cela vous fait plaisir, mes chers collègues, ne vous gênez surtout pas !

Maintenant, je donne la parole à Mme Colombe BROSSEL.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire, et merci à chacun des intervenants qui se sont exprimés, soit par le biais des vœux, soit par le biais des interventions, parce que je voudrais retenir une chose au début de cette réponse qui est la mienne, c'est que, à l'exclusion peut-être du groupe U.M.P.P.A. où effectivement je n'ai guère entendu parler ni des enfants ni des Parisiens, ce projet d'aménagement des rythmes est un projet que personne ne remet en question sur le fond. Et c'est une bonne chose.

Alors, vous exprimez, les uns et les autres, plusieurs demandes et je repartirai des demandes que vous avez mobilisées, les uns et les autres : celles d'une véritable - je cite - "concertation".

Ecoutez, la concertation, elle a démarré, elle est en cours. Il y a, certes, les réunions publiques mais il y a aussi, et Mme Michèle BLUMENTHAL y faisait allusion, de nombreuses réunions dans les arrondissements, dans les quartiers, dans les conseils d'école. Regardez le site Internet de la Ville : il regorge d'interrogations, de propositions, de projets et c'est pour nous une vraie source d'inspiration.

Alors, vous nous dites, et notamment le vœu du groupe E.E.L.V.A. nous dit : "Allez plus loin et mettez en place un groupe de travail au niveau du Conseil de Paris." Oui, bien sûr, c'est une bonne idée. Nous pouvons, mais dans un délai vraiment imminent, mettre en place un groupe avec deux élus par groupe politique. Moi, je vous proposerai volontiers que l'on ait quatre longues séances de travail, en auditionnant l'ensemble des acteurs éducatifs. C'est un moment qui peut être tout à fait utile.

Il peut être utile parce que cette concertation, elle est déjà utile. Et elle nous a permis d'abord de voir émerger de nombreuses propositions, celles auxquelles nous n'avions pas nécessairement réfléchi ou que nous n'avions pas mises nécessairement dans le débat au début. On en parlait : pourquoi ne pas reculer l'heure de début de classe avec un accueil à 9 heures 15 ? C'est une proposition qui a émergé dans les maternelles, si tant est que nous garantissions, bien évidemment, la stabilité d'un accueil à 8 heures 30 pour les familles. Terminer la classe à 15 heures 30, libérer deux après-midi à 15 heures, bref, on voit des conseils d'école qui se mobilisent, qui se creusent la tête, qui font des emplois du temps. Tout ceci nous est utile et le Maire a rappelé que la concertation est aussi ce qui a fait émerger la difficulté, la complexité du travail sur la pause méridienne.

Eh bien, ma foi, la concertation, elle est utile et elle nous permet à tous d'avancer.

Elle s'achèvera par un débat en Conseil de Paris, vous l'avez dit tout à l'heure.

Deuxième demande : une inquiétude sur le projet porté par la Ville et sur la capacité de la Ville à le mettre en œuvre ou, pour dire les choses, et je reprendrai l'expression d'Yves CONTASSOT de ce point de vue-là, si c'est pour faire une garderie, cela ne vaut pas le coup. Eh bien, c'est juste et les inquiétudes, celles que vous avez exprimées mais qu'expriment un certain nombre de Parisiens, de parents, d'enseignants, d'animateurs, d'associations sont des inquiétudes qui sont pour nous un moteur supplémentaire pour nous pousser à proposer aux enfants de Paris des activités de qualité, avec des intervenants formés, et ce, y compris sur le temps de la pause méridienne, vous l'avez dit, Monsieur le Maire tout à l'heure, en dehors même de ce projet d'aménagement des rythmes.

Cette réforme, cela peut-être un véritable levier de progrès social pour les agents de la Ville.

Vous vous êtes engagé, vous l'avez refait ce matin, sur ce sujet. Oui, il faudra déprécariser des personnels encore précaires. Oui, il faudra embaucher. Oui, il faudra former. De ce point de vue-là, le vœu déposé par le groupe

P.C. Front de Gauche est un vœu auquel il sera répondu positivement par Maïté ERRECART. C'est un levier indispensable pour cette réforme et c'est un levier qui peut nous permettre de faire en sorte que cette réforme soit une réforme qui permette le progrès social.

Alors, arrivons-en à la question des délais : faut-il mettre en œuvre cette réforme en septembre 2013 ou en septembre 2014 ?

D'abord, n'ayons pas de faux débat entre nous ! Cette date de 2014 est une date qui est intervenue extrêmement tardivement dans le débat public. Depuis mai 2012, nous savons que les rythmes des enfants seront aménagés à la rentrée 2013. Cela a été confirmé par le Président de la République lui-même quand il est venu clore les travaux de la concertation nationale sur la refondation de l'école le 9 octobre.

C'est donc la raison pour laquelle, bien évidemment, l'ensemble des services de la Ville, et puis, évidemment, avec un grand nombre de mes collègues adjoints, eh bien, nous travaillons sur cette échéance de septembre 2013, puisque c'est celle qui a existé depuis le début dans le débat public.

Vous nous interrogez pour savoir si c'est trop rapide.

Mais bien sûr que c'est rapide, évidemment ! Mais au même titre que d'autres projets et notamment dans le champ éducatif. Est-ce que le projet, par exemple, de retour à une formation des enseignants est rapide ? Mais bien sûr ! Remettre en place des écoles supérieures du professorat et de l'éducation en septembre 2013, c'est rapide.

D'ailleurs, ce projet n'a pas fait l'objet d'un consensus absolu avec l'ensemble des partenaires sociaux. Mais est-ce qu'il faut pour autant permettre aux enseignants dès la rentrée de septembre 2013 d'être formés ? Oui, je le crois, nous ne pouvions pas attendre un an de plus et avoir, un an de plus, des enseignants qui ne soient pas formés.

Est-ce que la scolarisation des enfants de moins de 3 ans, sur laquelle nous nous sommes, vous vous êtes, Monsieur le Maire, exprimés depuis 10 ans, 12 ans déjà, est-ce que cela aussi, ce n'est pas rapide ? Mais bien sûr que c'est rapide, mais pour autant il faut y aller parce que nous avons besoin, dans les quartiers populaires, que les enfants de moins de 3 ans puissent avoir accès à l'école de la République et, évidemment, là non plus, nous n'avons pas attendu aujourd'hui pour faire notre travail, recenser les endroits où nous pourrons accueillir des enfants de moins de 3 ans, nous mobiliser sur les questions de personnels. Bien sûr que tout cela est rapide mais tout cela, ce sont des sujets sur lesquels nous avons travaillé depuis longtemps.

Alors, oui, et je ne pourrai que paraphraser beaucoup moins bien ce qu'a dit le Maire de Paris, si les conditions de réussite sont réunies, ne nous privons pas de mettre en place cette réforme en septembre 2013, parce que cette réforme, elle n'aura de sens que si elle est réussie et réussie pour tous. Et c'est à l'évidence ce à quoi nous devons travailler.

Mais, pour le savoir, alors nous devrons aller au bout du débat, au bout de la concertation, et donc, il n'est évidemment pas logique de vouloir clore cette concertation, alors même qu'elle est en cours et, je le redis, qu'elle est intéressante.

Trois petits points supplémentaires, dans le temps qui m'est imparti, sur des vœux ou sur des demandes qui ont été faites.

D'abord, il y a une demande de travailler dans un cadre plus global avec une grande réforme ambitieuse de l'Education nationale, d'intégrer des questions sur les vacances, sur l'université. Ecoutez, soyons modestes, nous ne sommes qu'à notre place, si je peux me permettre de m'exprimer ainsi, nous sommes des élus locaux.

Oui, voilà, moi, à titre personnel, je pense qu'il faudra aller plus loin sur la réforme des rythmes, sur la question des vacances, sur la question du collège, sur la question du lycée et du lycée professionnel, mais voilà, nous ne sommes que les élus de Paris et, donc, nous faisons ce qui est de notre devoir et de notre responsabilité : travailler sur le projet et travailler sur ses conditions de mise en œuvre.

J'ai entendu deux choses soit fausses soit qui pourraient prêter à confusion.

Evidemment, Monsieur LEGARET, que nous n'avons pas utilisé le fichier GEPI. Vous pourrez saisir le correspondant de la C.N.I.L. ou le directeur général de la C.N.I.L. autant que vous voudrez, bien évidemment que nous n'avons pas utilisé le fichier GEPI.

Enfin, écoutez, faites confiance et aux services de la Ville et aux élus parisiens pour pouvoir respecter les règles de droit.

Saisissez, mais n'y mettez pas plus d'un timbre, vous y perdrez votre temps.

Sur la question du taux d'encadrement, là aussi, pas de faux débats. Le Gouvernement travaille à un projet de décret sur un taux d'encadrement modifié pour ce nouveau temps périscolaire.

Nous l'avons dit et je le redis ici : il n'est évidemment absolument pas question de dégrader les taux d'encadrement de nos centres de loisirs du mercredi et je rajoute par ailleurs que nous ne modifions rien à l'offre de périscolaire qui existe à Paris après 16 heures 30.

Que de ce point de vue là, on n'entretienne pas de confusions ou que l'on ne laisse pas imaginer une dégradation du service public de l'extrascolaire le mercredi, c'est évidemment une assurance que nous avons donnée, notamment aux personnels de la Ville.

Enfin, sur la question des locaux, puisqu'un vœu a été déposé par le groupe PC sur la question des locaux, votre vœu laisse à penser que rien n'aurait été fait par la Ville sur ce sujet depuis 2001 et je trouve cela un peu injuste, parce que, de 2001 à 2008, la Ville a créé 274 locaux de classe, depuis 2008 nous en avons créé 99 et que, d'ici à 2016, nous en créerons 140.

Vous le savez, nous le savons, nos écoles disposent, pas partout de manière équivalente - et c'est cela qui fait la complexité et en même temps la richesse de notre travail - un certain nombre d'écoles disposent de locaux supplémentaires, les E.P.L., les B.C.D., les salles informatiques, les locaux qui sont pour le dessin, etc.

Ne faisons pas comme si rien n'avait été fait de ce point de vue, ne faisons pas comme si la Ville n'avait pas accompagné notamment l'augmentation de la démographie scolaire.

Je vous demanderai de bien vouloir retirer votre vœu, sinon je pense que nous devrons appeler à voter contre.

Enfin, je termine par deux points et, vraiment, je conclus Monsieur le Maire, je vous le promets.

Cette réforme n'a de sens que si elle est réussie et, pour être réussie, elle devra signifier que chacun y trouve sa place : les parents, les familles, les enseignants, les animateurs, les associations ; vous y rajoutez tous les trois petits points.

C'est cela à quoi nous allons travailler, c'est cela l'objectif qui est devant nous, c'est cela ce qui nous importe.

Permettez-moi, Monsieur le Maire, de terminer par cela. Au-delà de nos différences politiques, parfois nos divergences, je formule vraiment un souhait, voire un vœu, que sur l'ensemble de nos bancs, tout différent que nous soyons, nous ayons à cœur d'être fiers des agents du service public municipal parisien.

Au quotidien, nos animateurs, nos gardiens/gardiennes, nos A.S.E.M., nos A.T.E. (et je ne parle que du premier degré) nos E.P.L.istes, nos B.C.D.istes accompagnent nos enfants et ils les accompagnent dans tous les sens du mot "accompagner".

Ils les font grandir, ils leur permettent effectivement de lutter contre les inégalités qui sont fortes dans cette ville : inégalités sociales, culturelles, économiques.

Ils sont l'honneur du service public municipal parisien, ne l'oublions pas et soyons-en fiers, quels que nous soyons.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je veux remercier Colombe BROSSEL, non seulement de son excellente intervention, mais de son implication très forte, du travail formidable qu'elle accomplit, qui n'est pas terminé d'ailleurs, nous avons encore beaucoup de choses à faire.

Je veux adresser aussi ces remerciements à beaucoup d'adjoints parce que, manifestement, la préparation de ce progrès ne peut se faire qu'avec le concours de beaucoup d'adjoints et de l'administration parisienne.

Cela fait un moment que la Secrétaire générale, les directrices, directeurs, sont impliqués. Je demande beaucoup en ce moment sur ce sujet, tout le monde semble très motivé parce qu'il s'agit des enfants de Paris, donc je suis heureux de voir aussi que personne ne me dit : "Non, c'est trop de travail", au contraire, que ce soient les adjoints comme les responsables administratifs de cette ville.

Bon, voilà, nous allons dans un instant passer au vote.

A propos des locaux scolaires, oui, il faut, pour réussir cette réforme, que l'on se pose la question des locaux avec lucidité, mais, à toute la majorité municipale, je veux dire que, depuis 12 ans, vous avez accompli en matière de locaux scolaires une vraie révolution. Donc, ne dénigrez pas vous-mêmes votre propre travail.

Pour ce qui concerne les votes, normalement on m'avait mis d'abord le vœu de l'Exécutif, mais je trouve qu'il est plus convenable de mettre d'abord au vote le vœu des groupes, sinon ils tombent. Je vais le faire comme cela.

Je vais d'abord mettre le vœu n° 44a. Vous allez bien regarder les votes, Monsieur BLANCA, s'il vous plaît. Vous comptez. Vous allez laisser vos mains suffisamment levées, que je comprenne bien.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu référencé n° 44a déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2013, V. 22).

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 45, déposée par le groupe E.E.L.V.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 23).

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 46, déposée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 47, déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 48, déposée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Chers collègues, quels qu'aient été vos votes, les enfants de Paris ont besoin de votre concours à tous pour faire de cette réforme, quand elle s'appliquera, une réussite. Vraiment, j'attends de vous tous le concours pour sa réussite.

Je vous remercie.

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche en solidarité avec le porte-parole du DAL, contre le recours aux tests ADN et l'inscription dans le fichier FNAEG et pour l'amnistie des militants syndicalistes et associatifs.

Vœu déposé par l'Exécutif.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons en 5e Commission et examinons les vœux référencés n^{os} 38 et 38 bis dans le fascicule, déposés par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche et l'Exécutif, relatifs au DAL.

La parole est à Mme SIMONNET.

Mme Danielle SIMONNET. - Mes chers collègues, ce vœu est à la fois liée au porte-parole du D.A.L., M. Jean-Baptiste EYRAUD, mais parle également de tout le problème de la criminalisation des militants syndicalistes et associatifs.

Je crois que je vais attendre, puisque l'on n'entend rien.

C'est la pause méridienne visiblement. Certains prennent trois quarts d'heure de plus. Je vais prendre trois quarts d'heure de plus pour le vœu, alors.

Remarquez, en trois quarts d'heure, on peut en parler, des victimes…

(M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, remplace M. le Maire de Paris au fauteuil de la présidence).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Madame SIMONNET, si vous attendez le silence absolu, je crains que nous n'attendions très longtemps.

Mme Danielle SIMONNET. - Je comptais sur votre belle autorité pour le faire régner, ce silence absolu !

Chers collègues, cet automne, lors d'un rassemblement organisé par le D.A.L., M. Jean-Baptiste EYRAUD, que tout le monde connaît ici, a été victime de violences policières.

Suite à ces violences, il a été convoqué au commissariat du 15e arrondissement, mais pour plainte pour violences déposée par un des C.R.S, celui-là même qui l'avait jeté à terre et frappé au visage.

Convoqué au commissariat, il s'est vu signifier son obligation de se plier à un prélèvement A.D.N., ce qu'il a refusé.

A travers ce vœu, nous souhaitons exprimer que de plus en plus de militants syndicalistes et associatifs se voient sommés d'accepter des prélèvements A.D.N. Lorsqu'ils refusent ceux-ci, ils se voient condamnés et de fait criminalisés systématiquement dans un fichage totalement inacceptable.

A travers ce vœu, nous souhaitons à la fois que la Ville exprime sa solidarité à l'égard de Jean-Baptiste EYRAUD, porte-parole du D.A.L., dont le combat contre le mal-logement est légitime et les méthodes ont toujours été non violentes ; que l'on dénonce la criminalisation systématique des militants par leur fichage génétique ; que l'on se prononce en faveur de l'amnistie des militants et syndicalistes poursuivis en raison de leur engagement, et pour la suppression de l'utilisation du fichier F.N.A.E.G. à l'encontre de ces militants qui ont été condamnés pénalement à raison d'actions militantes qui n'ont pas impliqué des atteintes aux personnes, ou pour des infractions dans lesquelles est encourue une peine de moins de 10 ans d'emprisonnement, ce que toute la gauche a soutenu lors des élection présidentielles et législatives.

Nous souhaitons que M. le Maire de Paris intervienne auprès de M. le Préfet pour qu'une enquête interne à la police soit ouverte afin de faire toute la lumière sur les violences policières dont Jean-Baptise EYRAUD fait état et qu'à l'avenir, les action du D.A.L. ne donnent pas lieu à de telles interpellations.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Pour vous répondre, je donne la parole à Mme Myriam EL KHOMRI.

Mme Myriam EL KHOMRI, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Je ne reviens pas sur la regrettable altercation de novembre dernier, mais l'Exécutif demande à Danielle SIMONNET de retirer son vœu et propose un contre-vœu pour deux raisons principales.

La première est qu'à partir du moment où il y a eu dépôt de plainte d'un côté ou d'un autre, ce n'est pas une enquête interne à la police qui s'ouvre, mais une enquête judiciaire. M. EYRAUD a toujours, bien évidemment, comme tout citoyen, la possibilité, soit de saisir l'I.G.S., soit de saisir l'ex-C.N.D.S., le défenseur des droits.

Par ailleurs, le vœu proposé par l'Exécutif va du particulier au général en regrettant les anomalies liées à la constitution et au développement de ce fichier tout en apportant bien sûr un soutien moral aux militants, et en déplorant bien évidemment que l'infraction de refus de se soumettre à un prélèvement ait pour conséquence directe de les dissuader d'entreprendre leurs actions militantes.

Néanmoins, la législation en vigueur doit aussi pouvoir évoluer pour l'ensemble des citoyens. C'est en ce sens que nous proposons ce vœu.

En effet, ce fichier a été créé en 1998 pour lutter initialement contre les auteurs de délits à caractère sexuel. Il a ensuite été élargi aux crimes particulièrement graves.

Or, depuis 2003, ce fichier a vu son champ progressivement étendu puisque les prélèvements ne s'adressent plus seulement aux personnes condamnées, mais également aux personnes soupçonnées d'infractions, des infractions dont le périmètre est par ailleurs considérablement accru.

Aujourd'hui, ce fichier recense 1.079.000 de profils génétiques. Si ce fichier a incontestablement permis d'élucider de nombreux crimes graves à caractères sexuel ou énumérés à l'article 706-55 du Code de procédure pénale, aujourd'hui, force est de constater que le régime pénal qui entoure ce fichier trouve sa limite dans le fait que des individus finalement disculpés pour l'infraction qui avait généré la décision de prélèvement génétique se retrouvent condamnés uniquement pour le refus de ce prélèvement ; une anomalie à laquelle, à mon sens, le législateur devrait remédier.

L'Exécutif municipal rappelle donc qu'afin de protéger les droits et libertés individuels des citoyens, la constitution et le développement des fichiers doivent être soumis à ce principe de proportionnalité - il y a d'ailleurs une décision du Conseil constitutionnel de septembre 2010 en ce sens -, et donc plus strictement encadrés.

L'Exécutif municipal souhaite également que le refus de prélèvement génétique qu'a opposé à la police le porte-parole de l'association D.A.L. soit appréhendé à la lumière de ces éléments.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

Je donne maintenant la parole au Représentant de M. le Préfet de police.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Monsieur le Maire.

Madame la Conseillère, votre intervention et le vœu que vous proposez appellent de ma part deux séries d'éléments de réponse.

Vous avez d'abord évoqué les conditions de déroulement d'une manifestation du D.A.L.

Un point un peu juridique. Contrairement à ce que vous indiquez, ce rassemblement n'avait pas fait l'objet d'une déclaration en Préfecture. La Préfecture ignorait donc les intentions exactes des manifestants. C'est dans ce cadre que les services de police sont intervenus en milieu d'après-midi, non pas pour empêcher ces manifestants de se rassembler et de faire valoir leurs opinions, mais pour les empêcher de s'approcher de la Préfecture de Région. Ils les ont donc invités à rester sur la place Albert-Cohen, située à proximité. C'est alors que des manifestants ont tenté à plusieurs reprises de forcer le barrage mis en place par les forces de l'ordre.

Dans la confusion, un fonctionnaire des C.R.S. a été blessé au poignet, ce qui lui a occasionné une interruption temporaire de travail de six jours constatée par un médecin.

Sur ce point précis, vous comprendrez que je ne fasse pas de commentaires puisqu'il y a effectivement une procédure judiciaire en cours. Vous comprendrez cependant que je récuse l'expression de violences policières que vous avez employée à cette occasion.

Comme je l'ai indiqué, ce rassemblement n'avait donc pas été soumis aux formalités préalables prévues par la loi.

J'indique que lorsque le D.A.L. fait connaître son intention de se rassembler, les choses se passent très bien. Il y a eu 16 déclarations de rassemblement du D.A.L. en 2012, qui n'ont donné lieu à aucune difficulté, la dernière en date remontant d'ailleurs à 72 heures. Samedi dernier, le D.A.L. avait déclaré à la Préfecture qu'il voulait se rassembler et les choses se sont extrêmement bien passées - c'était dans le 10e arrondissement.

Vous le voyez, ce qui est en cause dans la gestion de cette manifestation n'est pas tant le droit à se rassembler, qui est bien sûr protégé et garanti par la Constitution, mais plutôt le respect des formalités préalables que le législateur impose à tout organisateur de manifestation.

Deuxième série d'éléments que je souhaite porter à votre connaissance : ils ont trait au fonctionnement du F.N.A.E.G., le Fichier national des empreintes génétiques.

Il ne m'appartient pas de me prononcer sur les prises de positions qui ont été les vôtres, qui renvoient à un débat national.

Je souhaiterais faire deux précisions.

D'abord, j'indique que la liste des infractions qui entraîne la prise des empreintes génétiques est limitativement fixée par le Code de procédure pénale.

Deuxièmement, que ce même Code prévoit bien un mécanisme d'effacement des empreintes, soit d'office si le Procureur de la République l'estime opportun, soit sur demande de l'intéressé.

Voilà les quelques éléments que je voulais vous indiquer, Madame la Conseillère, en ajoutant simplement que c'est entre autres grâce à des outils comme le F.N.A.E.G., même s'il y a un débat national légitime, que le taux d'élucidation n'a cessé de progresser à Paris, et pas seulement d'ailleurs pour les crimes les plus traumatisants et importants, mais également sur tout un ensemble d'infractions qui touchent nos concitoyens dans leur quotidien, notamment les cambriolages.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

En réponse au vœu n° 38, l'Exécutif a déposé le vœu n° 38 bis.

Le vœu n° 38 est-il maintenu ?

Mme Danielle SIMONNET. - Oui, car même si nous voterons le vœu de l'Exécutif, il est totalement en deçà de notre vœu. Notamment, il ne se prononce pas sur l'amnistie des syndicalistes, qui était pourtant une mesure que tout le monde soutenait sous le Gouvernement précédent au niveau des rangs de la majorité.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2013, V. 20).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux troubles de voie publique dans le 3e arrondissement.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous abordons maintenant le vœu référencé n° 39 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif aux troubles de voie publique dans le 3e arrondissement.

La parole est à Mme Marie-Laure HAREL, pour une minute.

Mme Marie-Laure HAREL. - Merci beaucoup.

Je présente donc un vœu demandant à M. le Préfet de police d'intervenir face à la présence de Roms dans le 3e arrondissement. J'espère que la partie gauche de cet hémicycle ne va pas une fois de plus se mettre à hurler au seul mot de Rom ou de mendicité car nous ne sommes pas moins sensibles que vous de ce côté-ci : il y a simplement des problèmes qu'il faut avoir le courage de traiter.

Rester inactif face à un tel phénomène, ce n'est pas rendre service aux riverains qui pâtissent de nombreuses nuisances dans ce quartier et dans d'autres ailleurs à Paris, et ce n'est pas non plus rendre service aux enfants exploités et victime de ces systèmes. Je ne pense pas que vous jugiez la politique de Manuel VALLS particulièrement atroce ou barbare.

Donc, je ne demande rien d'autre que ce qu'elle soit appliquée par M. le Préfet de police dans le 3e arrondissement.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

Pour vous répondre, la parole est à Mme EL KHOMRI.

Mme Myriam EL KHOMRI, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Avant de passer la parole à M. le Préfet de police, je voudrais dire à Madame que l'on n'a absolument jamais occulté les problématiques autour de cette question. Nous avons aussi beaucoup parlé de filières, de victimes de traite, d'enfants qui étaient à la fois auteurs d'actes de délinquance et victimes de réseaux, et je crois qu'il serait intéressant et important, justement, de prendre un peu de hauteur.

D'ailleurs, sans vouloir occulter la situation qui existe dans le 3e arrondissement, puisque M. Pierre AIDENBAUM, maire du 3e arrondissement, y est tout à fait sensible et nous en parle, je pense que si votre vœu avait été porté par la conseillère U.M.P. du 3e arrondissement, vous auriez pu avoir des premiers éléments de réponse, notamment dans cette instance-là, mais passons.

Sachez que depuis sa prise de fonction, M. le Préfet de police a fait de la lutte contre les réseaux qui exploitent des victimes, des femmes et des mineurs, l'une de ses priorités.

C'était, d'ailleurs, l'un des thèmes majeurs de nos différentes rencontres, et je peux vous dire que l'action qui est menée dans le 3e arrondissement s'inscrit pleinement dans le cadre de la politique conduite par le Gouvernement ; n'ayez aucune crainte.

Mais au-delà du travail policier pour lutter contre les réseaux, la réponse à cette problématique réside aussi dans notre capacité, à l'échelle locale et européenne, à trouver des réponses judiciaires et éducatives pour les mineurs victimes de ces réseaux.

C'est pour cela que, bien évidemment, je vous invite à retirer votre vœu après la réponse de M. le Préfet de police ou j'appelle à voter défavorablement, parce que je pense que la question et l'élucidation des différentes affaires autour de cette question, le nombre de réseaux qui ont pu être démantelés, ne relèvent pas que d'une action policière, mais également d'une action éducative et d'une action judiciaire.

Tant que nous ne serons pas en capacité, à l'échelle européenne, de mettre à l'abri ces mineurs, nous serons toujours dans la même difficulté.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci beaucoup.

La parole est maintenant au Représentant de M. le Préfet de police.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Monsieur le Maire.

Madame la conseillère, les troubles de voie publique engendrés, effectivement, par des groupes de personnes dans le 3e arrondissement font l'objet de toute notre attention, et vous comprendrez donc que je récuse la qualification d'inactivité que vous avez employée, dans une triple logique et conformément, exactement, aux instructions définies par le Ministre de l'Intérieur.

En premier lieu, la Préfecture œuvre activement pour prévenir l'installation de tout campement ou de toute installation durable. Je crois, d'ailleurs, qu'aucune installation de ce type n'est enregistrée sur l'arrondissement et je note que les familles qui, un temps, avaient retenu notre attention place de la République notamment, sont retournées en Roumanie, suite à l'action conjointe d'un certain nombre de partenaires.

Les regroupements qui sont effectivement constatés boulevard Beaumarchais ou rue du Temple donnent lieu à une action régulière des effectifs du commissariat, en lien également avec les services sociaux, mais également les associations en charge de secours aux sans-abris.

Je note également qu'une méthodologie d'action conjointe entre services de police, services sociaux, associations, a récemment été affinée, définie, avec les quatre maires d'arrondissement concernés par le secteur de la Bastille.

En second lieu, les services de police poursuivent une action de voie publique de nature à prévenir toute infraction ; j'ai déjà eu ici l'occasion à plusieurs reprises de définir et d'indiquer que cette action était une priorité, avec l'appui également de policiers roumains, vous le savez.

Enfin, je vous rejoins pleinement lorsque vous mentionnez la présence de réseaux mafieux, structurés, qui exploitent la vulnérabilité des plus fragiles, notamment des enfants.

Depuis le mois de septembre, ce sont quatre réseaux, puisqu'un quatrième a été démantelé il y a une quinzaine de jours, qui ont fait l'objet d'une action policière et judiciaire.

Vous le voyez, l'efficacité et l'action des services de police sont conditionnées, en la matière, à une action partenariale avec l'ensemble de ses partenaires, et ce cadre d'action en commun, partenarial, a récemment été renforcé sur le secteur de la Bastille pour que nous ayons tous ensemble et collectivement plus d'efficacité dans la prise en compte des phénomènes que vous avez décrits.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

A la lumière des explications qui ont été données, le vœu est-il maintenu ou retiré ?

M. le Maire du 3e arrondissement avait souhaité s'exprimer ; je lui donne bien volonté la parole et je reposerai ma question à Mme HAREL après.

M. Pierre AIDENBAUM, maire du 3e arrondissement. - Rien sur le fond ; je remercie M. le Préfet et Mme l'adjointe de leur réponse, qui vont tout à fait dans le même sens et qui ont rappelé tout ce qui est fait dans ce domaine.

Je voulais simplement m'étonner, Madame la conseillère, élue du 16e arrondissement, de votre intérêt régulier, Conseil après Conseil, pour le 3e arrondissement, mais je vous signale deux choses simplement : il y a une élue U.M.P. dans le 3e arrondissement, elle ne pose pas les questions que vous posez en Conseil de Paris ; peut-être souhaiteriez-vous que j'intervienne pour un rapprochement entre vous et elle, de manière à ce que vous vous coordonniez ; c'est la première chose.

Deuxièmement, je vous rappelle que tous les Conseils d'arrondissement dans le 3e - je sais que ce n'est pas comme cela dans le 16e - sont ouverts au public et que le public peut interroger le maire ou les élus de l'arrondissement.

Je vous invite également à venir à nos Conseils d'arrondissement pour interroger le maire qui vous répondra.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Maire.

De toute façon, j'avais bien l'intention de demander à Mme HAREL si elle maintenait le vœu ou si elle le retirait ; vous avez la parole, Madame.

Mme Marie-Laure HAREL. - Je compte bien évidemment maintenir mon vœu, je constate juste, en tout cas, qu'il visait à demander l'application de la politique du Ministre de l'Intérieur, rien de plus, et qu'il reçoit l'avis défavorable de l'Exécutif dans cette Assemblée.

Monsieur AIDENBAUM, je suis, en tout cas, ravie de constater de mon côté qu'au fur et à mesure des Conseils, vous défendez de plus en plus notre conseillère du 3e, donc, je constate, en tout cas, que de votre côté, le rapprochement entre l'U.M.P. et la gauche dans le 3e arrondissement est bien effectif. Cela me fait plaisir !

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif à la manifestation du 13 janvier 2013.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 40 dans le fascicule, déposé par le groupe U.D.I., relatif à la manifestation du 13 janvier 2013.

La parole est à M. Yves POZZO di BORGO, pour une minute.

M. Yves POZZO di BORGO. - D'abord, je voulais féliciter l'ensemble des forces de police de la manière dont elles gèrent les manifestations, parce que franchement, vu le nombre de manifestations qu'il y a à Paris et la façon dont les forces de police, les pompiers, tous ceux qui tournent autour de cela gèrent ces manifestations, je dis : "bravo" et je crois que le Conseil de Paris pourrait leur rendre hommage, mais je m'interroge, évidemment, chaque fois, sur les débats qu'il y a entre les chiffres de la Préfecture de police, les chiffres de la police et les chiffres des organisateurs.

Beaucoup d'humoristes se moquent de cela, mais franchement, cette fois-ci, le chiffre de 350.000 par rapport au chiffre que les organisateurs prétendent annoncer, je crois qu'il y a quand même eu sur ce chiffre une influence politique qui est assez forte.

La police a annoncé 350.000 personnes, le Général DARY, qui n'est pas n'importe qui, qui était l'ancien gouverneur militaire de Paris, avait organisé cette manifestation, lui-même, pour arriver au chiffre de 800.000 à 1,3 million… Quand il a annoncé le chiffre à 800.000 à 17 heures, il y avait encore beaucoup de manifestants qui ne sont arrivés qu'à 20 heures au Champ-de-Mars. Vous l'avez dans mon vœu, d'ailleurs, Monsieur le Préfet. Vous avez les éléments qui disent que, franchement, techniquement, on n'arrive pas à croire comment ce chiffre de 350.000 a pu être annoncé.

Je regrette d'ailleurs, Monsieur le Préfet, je vous le dis, que le Préfet de police ne soit pas là ; je sais très bien qu'il a des obligations, mais c'est quand même quelque chose d'important, parce que ce chiffre, s'il n'est pas la réalité, c'est un peu humilier les manifestants, c'est humilier les forces de police, c'est humilier la démocratie, parce que si ce n'est pas la réalité, je trouve que ce n'est pas une très bonne chose.

Expliquez-moi pourquoi, techniquement, on peut arriver à ce chiffre-là ; j'étais moi-même à la manifestation et, sérieusement, c'est la première fois que je vois autant de monde au Champ-de-Mars. Pour le Pape Paul VI, il y avait beaucoup moins de monde, pour les concerts de Johnny HALLYDAY, il y avait moins de monde et, en plus de cela, beaucoup de gens arrivaient.

Franchement, ce chiffre, pour nous, a été incompréhensible.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je vous remercie, Monsieur le Président. Je crois simplement qu'il s'agissait du Pape Jean-Paul II, mais en ce moment, on peut s'y perdre sur les papes ; c'est la journée la plus difficile dans ce domaine.

Pour vous répondre, je donne la parole à Mme EL KHOMRI.

Mme Myriam EL KHOMRI, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Tout d'abord, je m'associe, bien sûr, aux félicitations de M. le Président en direction de l'ensemble des forces de l'ordre et de la Brigade des sapeurs-pompiers pour l'organisation de la tenue de ces manifestations, et je sais que c'est particulièrement éprouvant sur le territoire parisien ; en tout cas, je vous remercie toujours, comme nous avons l'occasion de le dire également au directeur de la D.O.P.C., Alain GIBELIN, des remerciements les plus chaleureux de l'ensemble des conseillers de Paris.

Avant que M. le Représentant du Préfet de police nous expose à nouveau la méthode de comptage rigoureuse utilisée par ses services, celle-là même, d'ailleurs, que vous citiez et défendiez lors des manifestations sociales, en

minimisant à l'époque les chiffres avancés par les organisations syndicales, je voudrais vous citer, bien évidemment, le Général DARY, que nous connaissons bien, avec qui nous avons aussi beaucoup travaillé, mais il ne vous aura pas échappé que lui-même a été l'un des organisateurs de cette manifestation, donc nous pouvons aussi douter, quelque part, un peu de son impartialité. En tout cas, vous nous donnez, à travers ce vœu, et je vous en remercie, l'occasion de rendre un vibrant hommage aujourd'hui, le 12 février, date de vote du projet de loi à l'Assemblée nationale, à la Garde des Sceaux, qui est restée combative et dynamique jusqu'au bout, ainsi qu'à sa collègue, Dominique BERTINOTTI, au Président de l'Assemblée nationale, qui a siégé sans relâche, ainsi qu'à l'ensemble des députés de la majorité qui ont délibéré jusqu'à des heures tardives et qui nous ont offert des moments historiques, d'une intensité démocratique exceptionnelle.

Pendant que vous continuez la bataille du chiffre, la France va gagner celle de l'égalité des droits, de la dignité pour tous et de la laïcité, qui constitue le véritable socle républicain de notre Nation, et pour ceci, la prise de conscience est bel et bien en marche.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est au représentant de M. le Préfet de police.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Monsieur le Maire.

D'abord, je prends note des félicitations et des remarques qui ont été adressées, relatives à l'attitude des fonctionnaires de police et des militaires des sapeurs-pompiers. Je transmettrai à M. le Préfet de police et puis, évidemment, aux fonctionnaires et militaires intéressés.

Il est clair que gérer une manifestation de cette ampleur, plusieurs centaines de milliers de personnes, 340.000 selon la Préfecture de police, est compliqué et que cela s'est déroulé sans incident.

J'en viens maintenant à la question du nombre de participants. Vous savez effectivement que l'évaluation de ce nombre a donné lieu à une série de prises de position, dont certaines, en raison de la forme, d'ailleurs, qu'elles ont revêtue, ont mis en cause directement la neutralité de fonctionnaires de police, la conscience professionnelle, la déontologie de certains hauts fonctionnaires, dont certains ont été nominativement cités par la presse, ont parfois été directement contestées par ces articles, et vous y avez fait référence.

Le Préfet de police, qui n'est pas là aujourd'hui, a cependant eu l'occasion de réagir personnellement, par la voie d'un communiqué. Il a indiqué personnellement que ces allégations étaient inacceptables et il a fait connaître deux séries d'éléments à l'appui des chiffres que ses services ont communiqués le 13 janvier dernier.

En premier lieu, comme il est d'usage lors de défilés d'importance, comme celui-ci, le Préfet a rappelé que l'ensemble de la manifestation du 13 janvier avait été enregistrée. Qui dit enregistrement, dit possibilité de revisionnage, de visionnage à nouveau, et de recomptage. Ces opérations ont été entamées dès le lendemain de la manifestation. Elles ont duré plusieurs heures, voire plusieurs jours, et elles ont permis de confirmer l'évaluation qui avait été communiquée dès le dimanche soir par la Préfecture, à savoir 340.000 manifestants, le chiffre exact étant même très légèrement inférieur.

Alors, vous faisiez référence, Monsieur le Sénateur, à des articles de presse. Sans doute n'avons-nous pas toujours lu les mêmes titres. Précisément, les enregistrements vidéo ont été visionnés par plusieurs journalistes, puisque nous avions ouvert les portes de la Préfecture à plusieurs journalistes, et ils ont débouché sur certains articles de fond. J'ai notamment en tête une étude d'une page entière dans un journal, un grand journal du soir, argumentée, technique, qui est venue plutôt conforter la méthodologie utilisée par la Préfecture de police. Je tiens ces articles à votre disposition.

Alors, les débats sur la pertinence du chiffrage communiqué par la Préfecture de police, effectivement, ne sont pas récents.

De manière plus générale, et pour revenir à la manifestation du 13 janvier, le Préfet de police, je l'ai dit, a rappelé que la méthode de comptage employée à Paris, qui est d'ailleurs inchangée depuis de nombreuses années, reposait sur des relevés de terrain précis, rigoureux, selon une méthodologie transparente, connue à l'avance, et sur laquelle nous avons largement communiqué. Elle est mise en œuvre par des fonctionnaires de police expérimentés, dont c'est le métier. Donc, cette méthode est d'une totale objectivité.

A l'inverse, aucune précision robuste sur les modalités techniques de comptage, qui ont été mises en œuvre par le comité d'organisation pour arriver à son évaluation, n'a, à ce jour, été fournie. D'ailleurs, le Préfet de police leur a directement posé la question ; il a souhaité savoir quelle méthode de comptage avait été mise en œuvre. Il attend toujours la réponse à ce jour.

Voilà les précisions que je suis en mesure de vous apporter, Monsieur le Sénateur, Mesdames et Messieurs les conseillers.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

Monsieur le Sénateur, vous maintenez votre vœu ?

M. Yves POZZO di BORGO. - Je suis très sensible à l'argument que vous donnez sur cette affaire. Mais ce qui est intéressant dans une bonne démocratie, c'est que les organisateurs puissent vérifier ce point parce qu'il reste toujours un doute. Et moi, je crois que, dans un débat aussi important, il y a le débat, ma collègue l'a rappelé, à l'Assemblée et au Sénat et c'est important, mais il y a aussi le débat dans l'opinion publique. Je crois que, sur ce sujet, peut-être, auriez-vous dû faire venir les organisateurs et peut-être leur montrer tout cela.

Parce que le journal "Le Monde", je l'aime bien et je le cite, mais les trois propriétaires sont quand même des amis du pouvoir actuel, donc on s'interroge toujours quelque part sur les articles qui seraient plutôt orientés, mais peut-être que c'est la réalité. Peut-être que je serai pris à partie par "Le Monde", mais je m'interroge quand même et je dis les choses telles qu'elles sont.

Mais je crois que l'élément fort que vous m'avez répliqué, c'est cette affaire de films. Mais il serait peut-être intéressant que le gouverneur général DARY puisse venir cela et puisse dire : "Voilà, oui, la police a raison."

Moi, je ne demande que cela.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je vous remercie. Je ne suis pas sûr que votre remarque sur l'actionnariat du Monde plairait beaucoup à la rédaction de ce grand journal, mais je vous en laisse la responsabilité !

En tout cas, merci d'avoir retiré votre vœu.

2013 DU 43 - Avenants aux conventions financières avec l'ANRU pour les sites GPRU Joseph Bédier - Porte d'Ivry (13e), GPRU de la Porte Pouchet (17e) et des Portes Montmartre et Clignancourt (18e).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DU 43, qui est un avenant aux conventions financières avec l'A.N.R.U. pour les sites G.P.R.U. Joseph Bédier - porte d'Ivry, porte Pouchet, porte Montmartre et porte de Clignancourt, sur lequel l'amendement technique n° 41 a été déposé par l'Exécutif.

Je donne la parole à Mme STIEVENARD.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe. - Brièvement, je vous indique que ce projet de délibération, fruit d'une longue négociation avec l'A.N.R.U., est destiné à obtenir l'autorisation de redéployer des crédits sur de nouvelles opérations, à hauteur de 2,7 millions d'euros.

Sur les conventions précédemment citées, nous allons redéployer ces sommes sur la démolition de la tour du 31, avenue de la Porte-de-Saint-Ouen, la reconstruction hors site de 84 logements et la restructuration d'une nouvelle tranche de commerce, porte Montmartre.

Je me réjouis d'avoir obtenu le report intégral des sommes en jeu. Comme vous l'avez indiqué, l'amendement technique est purement rédactionnel.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je mets aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 41 déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 41 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 43 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2013, DU 43).

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous passons maintenant - et ce sera le dernier point de l'ordre du jour de ce matin - à la 6e Commission, avec l'examen d'un vœu non rattaché, le vœu référencé n° 42 dans le fascicule, déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, relatif à la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration.

La parole est à M. CORBIÈRE, pour une minute.

M. Alexis CORBIÈRE. - Pour ce dernier vœu, il s'agit peut-être d'un sujet qui semblera incongru, inhabituel, mais j'ai jugé important de déposer ce vœu.

Vous savez que la C.N.H.I., la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration, est l'un des hauts lieux de Paris, qui a été inauguré, dans des conditions qui ne sont pas précisément celles d'une inauguration officielle, en 2008. Les conditions dans lesquelles cet établissement s'était constitué avaient ému beaucoup d'historiens, d'intellectuels qui devaient faire partie du conseil scientifique et, finalement, cela a pu les en détourner.

Depuis, la présidence a été assurée par quelqu'un que je ne jugerai pas, M. Jacques TOUBON, mais dont le mandat arrive à terme mi-février.

Je souhaite m'assurer (car ce n'est pas les rumeurs, ni même ce que dit la presse) que, conformément à ce qui est prévu et ce qui devrait être le cas, il y ait une nouvelle présidence et une nouvelle personnalité qui sera choisie par les ministres de tutelle, afin que le rayonnement de cet établissement retrouve toute sa dimension.

Je crois que seulement un changement, symbolisé précisément par une personne physiquement différente de celle qui a assumé jusque-là la présidence de la C.N.H.I., serait le bienvenu pour que cet établissement retrouve toute sa dimension.

C'est l'objet de ce vœu, que la Ville de Paris s'adresse aux Ministres de tutelle, afin que ce changement soit bien réel.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Pour vous répondre, la parole est à Mme Claudine BOUYGUES.

Mme Claudine BOUYGUES, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur CORBIÈRE, je partage avec vous l'analyse sur la qualité du travail de la C.N.H.I., même si vous avez rappelé l'histoire de cette institution et les conditions dans lesquelles, particulièrement, elle a été inaugurée.

Je voudrais revenir sur un élément d'actualité, l'exposition qui est actuellement présentée par Benjamin STORA sur "Vies d'exil, les Algériens en France", pendant la guerre d'Algérie, 1954-1962.

J'invite d'ailleurs l'ensemble des membres de notre Assemblée, qui ne l'ont pas déjà fait, à aller visiter cette exposition, parce qu'elle est vraiment très bien documentée et très intéressante, et qu'elle prendra fin le 19 mai.

Parallèlement, je profite aussi de votre vœu pour indiquer que les partenariats entre la C.N.H.I. et la Ville de Paris se renforcent, tant pour la visite de la Cité par les publics les plus en difficulté que pour des opérations événementielles à venir.

Par ces démarches, nous portons la volonté de faire évoluer la vie de cet établissement au profit des Parisiens et de la connaissance par tous de l'histoire de l'immigration.

Sur le fond, votre vœu concerne la nomination à la présidence du conseil d'orientation de la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration. Je rappelle que ce conseil n'a qu'un rôle consultatif et que, si son président est invité

permanent au sein du conseil d'administration de l'établissement de la Porte Dorée, il n'y a cependant pas le droit de vote.

Vous souhaitez que le Maire de Paris intervienne en amont d'une nomination par le Premier Ministre qui se fait, je vous le rappelle, après avis des quatre Ministres concernés, à savoir les Affaires sociales, l'Education nationale, l'Intérieur et la Culture.

Donc, cette démarche ne me semble pas recevable pour notre collectivité. En effet, je ne pense pas que le Maire de Paris doive intervenir sur les nominations ministérielles.

Si nous entrions dans cette logique, notre Maire aurait vocation à intervenir sur toutes les nominations du Gouvernement qui concernent, à un titre ou à un autre, la Ville de Paris. Ce droit d'ingérence est contradictoire avec la répartition constitutionnelle des compétences entre les collectivités locales et le Gouvernement.

Aussi, sur la base du respect de cette répartition, je propose un avis défavorable de l'Exécutif à votre vœu.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

Je suis saisi d'une demande d'explication de vote de M. LEGARET, qui a la parole.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Monsieur le Maire, nous nous rallions à la position raisonnable de Mme BOUYGUES. Je regrette dans ce vœu que finalement il n'y a rien sur le fond, il y a simplement une attaque ad hominem contre Jacques TOUBON, un de nos anciens collègues, et voilà. Qui n'a pas l'air de plaire à M. CORBIÈRE et qui souhaite que l'on nomme quelqu'un d'autre.

Mais à part cette proposition purement subjective et ad hominem, si je comprends bien, il y a un consensus assez large sur l'utilité de ce musée, et sur la qualité des expositions qui y sont organisées.

Je regrette que l'approche soit aussi médiocre. Pour toutes ces raisons, nous nous rallions bien entendu à la position qui a été exprimée par Mme BOUYGUES, et nous voterons contre ce vœu.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

A la lumière de ces explications, Monsieur CORBIÈRE, le vœu est-il maintenu ?

M. Alexis CORBIÈRE. - Oui.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Il est maintenu…

Non, en principe, non !

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

La séance est suspendue et reprendra à 14 heures 30.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à treize heures cinq minutes, est reprise à quatorze heures trente minutes, sous la présidence de M. Pierre SCHAPIRA, adjoint).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Mes chers collègues, nous reprenons nos travaux.

2013 SG 37 - Communication relative au rapport de la Commission Communale pour l'Accessibilité (CCA).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à la communication SG 37 relative au rapport de la Commission Communale pour l'Accessibilité (CCA).

La parole est à Mme TAÏEB, 5 minutes et pas plus.

Mme Karen TAÏEB. - Je ne voudrais pas importuner le grand nombre d'élus ici présents !

Nous sommes en tout petit comité !

Je voulais effectivement, Monsieur le Maire, mes chers collègues, parler de cette Communication Communale pour l'Accessibilité aux personnes en situation de handicap et commencer mon intervention en félicitant - elle ne sera pas étonnée - notre collègue Véronique DUBARRY, car c'est toujours avec dynamisme et sensibilité qu'elle défend les différents projets qui permettent aux personnes en situation de handicap d'améliorer non seulement leur qualité de vie dans Paris mais aussi, et surtout, de leur rendre leur place dans notre société, autrement dit la leur.

Je voulais aussi féliciter et remercier les directions de la Ville et évidemment les membres du groupe de travail d'accessibilité, représentants des usagers, associations ou personnes qualifiées, qui ont eu pour thème cette année, entre autres, l'accessibilité de l'information et l'accessibilité des élections. Si nous pouvons être fiers de ce qui est fait en faveur des personnes en situation de handicap, cette commission a le mérite de nous faire aller encore et toujours plus loin, pour construire une société pour tous digne de ce nom.

Nous pouvons notamment nous féliciter des permanences administratives, juridiques, emploi, assurance maladie, qui sont ouvertes aux personnes sourdes et malentendantes dans les 9e et 14e arrondissements. Un accueil y est assuré en langue des signes. Les bornes Autonomade, qui favorisent l'orientation et le repérage dans les bâtiments, ont été améliorées. Le nouveau prototype a été installé à la mairie du 11e ; il est possible de changer la luminosité, la taille du texte, de moduler le volume sonore ou encore les légendes sont traduites en braille.

L'accessibilité des personnes en situation de handicap reste évidemment encore perfectible, notamment pour l'accès de tous aux conseils de quartier, aux C.I.C.A., aux conseils de la jeunesse, conseils des seniors. La C.C.A. a donné l'exemple : ses réunions plénières sont complètement équipées, sans nécessité de mode déclaratif, autrement dit, sans demander aux personnes handicapées de se déclarer avant de venir.

Un exemple à suivre plus largement, évidemment !

D'autres questions et suggestions de la C.C.A. sont à souligner, notamment la question des élections. Et si l'on peut se féliciter des installations de rampes le long du bâtiment de tous les bureaux de vote, excepté, comme cela est dit dans cette communication, un seul bureau de vote qui est, je crois, situé dans le 19e, il a été suggéré, en tout cas, de mieux former les présidents et assesseurs aux questions qui concernent les personnes en situation de handicap, comme la possibilité de se faire accompagner dans l'isoloir. Il a été demandé également que soit installé devant chaque pile de bulletin un bulletin témoin en braille, des bandes de guidage sur le trajet du votant ou encore des professions de foi des candidats accessibles.

Si tout n'est pas réalisable, cela montre, en tout cas, qu'il y a des améliorations attendues. Une fiche mémo pour les présidents, assesseurs et leurs équipes est suggérée dans cette communication ; elle rappelle notamment que l'urne doit rester à une hauteur de 80 centimètres maximum durant tout le scrutin, qu'il faut veiller à s'adresser directement à la personne concernée plutôt qu'à son accompagnateur. Nous avons donc un peu plus d'un an pour parfaire l'accueil des personnes en situation de handicap, pour les prochaines élections municipales.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à Mme DUBARRY.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais d'abord commencer par remercier Mme Karen TAÏEB parce que, je l'ai déjà dit ici, elle parlait de mon intérêt jamais démenti et je voudrais relever le sien en tant que présidente de la 6e Commission et puis en tant que conseillère de Paris ; elle intervient systématiquement sur les projets de délibération concernant le handicap. C'est important parce que mettre ces coups de projecteur nous permet aussi de voir où nous en sommes, de nous poser des questions, puisque c'est un travail jamais achevé.

Je voudrais d'abord corriger une erreur, puisque, sur le document présentant la communication, il est écrit que c'est le premier rapport de la Commission Communale d'Accessibilité. Non, non ! Ce n'est pas le premier ! Nous en

sommes déjà à trois ou quatre, et c'est important parce que, effectivement, chacun de ces rapports, d'année en année, nous en avons amélioré et la présentation et - c'est la moindre des choses - l'accessibilité.

Cela a été mentionné tout à l'heure, il a été question du rapport de l'Association des Paralysés de France, de l'A.P.F., qui est paru dans la presse en début de semaine. Je ne vais pas revenir sur ce soi-disant classement des villes accessibles.

Moi, je voudrais insister sur le fait que nous avons travaillé et que nous sommes bien au-delà de ce rapport et de ses conclusions, puisque nous sommes dans une réponse territoriale, arrondissement par arrondissement, en procédant à un maillage de réponses, que nous sommes, par ailleurs, au-delà de l'accessibilité réservée aux seules personnes en fauteuil roulant ; nous sommes dans une accessibilité universelle.

Karen TAÏEB a parlé des bornes Autonomade. J'attire votre attention sur le fait qu'un certain nombre de réalisations parisiennes ont été récompensées par le monde du handicap. C'est le cas de la borne Autonomade, puisque nous avons reçu le prix du "Salon autonomic", ou bien de la Maison Victor Hugo, l'un des musées de la Ville, donc, qui a été récompensé, il y a quelques semaines, par les trophées de l'A.P.A.J.H. Hier, j'étais à une cérémonie de remise des prix et il y avait, dans les cinq prix décernés, trois nominations parisiennes.

Ce rapport est une somme, puisqu'il y a à la fois le rapport et les annexes qui sont les comptes rendus des groupes de travail.

Dans le rapport proprement dit, le travail que nous tentons de mener et qui s'améliore, je le redis, d'année en année, consiste à recenser les établissements recevant du public accessibles. C'est présenté sous forme de liste, donc c'est un gros catalogue, j'en ai conscience, mais l'idée, c'est bien de travailler ensuite à une cartographie pour rendre cette liste la plus accessible possible à l'ensemble des usagers. Sachant, et je le redis également parce que cela vaut la peine, que tous les travaux, toutes les améliorations que nous apportons aux équipements recevant du public sous la responsabilité de la Ville de Paris profitent ensuite à l'ensemble des Parisiens et des Parisiennes, qu'il s'agisse des enfants, des personnes âgées ou bien des parents ayant des enfants en bas âge.

Je voudrais, comme Karen TAÏEB, remercier - ce sera mon dernier mot, Monsieur le Maire - l'ensemble des directions de la Ville qui ont fait ce travail de petits points. C'est souvent comme cela qu'on avance sur les questions du handicap. L'ensemble des directions de la Ville, au travers du Centre Ressources Accessibilité pour Tous, le C.R.A.P.T., qui a été mis en place par la Direction du patrimoine et de l'architecture, ont mis en place des systèmes de référence communs, collectifs, ce qui nous permet d'avancer beaucoup plus sérieusement et beaucoup plus rigoureusement là où nous en sommes.

Vous le savez, la loi de 2005 a fixé une échéance qui est celle de 2015. Nous nous en rapprochons très vite maintenant et nous pourrons avoir la satisfaction d'être à 70-80 % d'établissements recevant du public accessibles, sachant que, dans certains cas, il y a des impossibilités majeures, des impossibilités techniques ou patrimoniales qui font que, oui, nous serons obligés de faire des croix sur un certain type de bâtiment mais qu'il n'empêche que nous continuons à réfléchir, à nous motiver les uns les autres pour que nous apportions des réponses alternatives.

Je voudrais terminer sur le fait que l'Etat, le Gouvernement a lancé une mission, a missionné Marie-Lise CAMPION pour voir où en était l'application de cette loi. Elle doit rendre son rapport incessamment. La Ville de Paris a, bien évidemment, été auditionnée, dans la mesure où nous sommes extrêmement en avance sur un certain nombre de points, contrairement, je le redis, à ce que disent les uns et les autres et, entre autres, le rapport de l'A.P.F. Nous sommes en avance et nous espérons garder cette longueur d'avance, de façon que, en 2015, si nous n'atteignons pas la perfection - mais elle n'est pas de ce monde ! -, si nous n'atteignons pas la perfection, nous soyons au plus près dans les réponses que nous apportons.

Cette année, nous allons travailler sur l'accès aux soins et sur l'accès à l'information, qui sont aussi deux points extrêmement importants, très souvent relevés par les associations de personnes handicapées comme étant des points faibles des politiques d'accessibilité à des personnes en situation de handicap.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Comme c'est une communication, il n'y a point de vote.

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à l'association Escapade.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen d'un vœu non rattaché, le vœu référencé n° 43 dans le fascicule, déposé par le groupe E.E.L.V.A., relatif à l'association Escapade.

La parole est à M. BOUTAULT, une minute.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Cela va être trop peu, donc je vais essayer d'aller droit au but.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je respecte le règlement.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Moi aussi, je vais tenter de respecter le règlement - si on peut remettre le chronomètre à zéro, cela me serait agréable ! - pour vous dire...

Ce vœu évoque une situation pour laquelle je souhaite que nous trouvions une issue qui permette à chacune des deux parties de sortir par le haut.

Depuis 2004, Escapade Liberté Mobilité (E.L.M.) est une association qui aide les personnes porteuses de handicap à découvrir des espaces de nature qui leur seraient interdits si elles n'avaient pas cette aide, par l'intermédiaire notamment de petits véhicules électriques.

E.L.M. est logée dans le château de Longchamp, concédé par la Ville de Paris. Or, un conflit oppose E.L.M. à W.W.F. qui doit faire des travaux et veut expulser E.L.M. de ses 12 mètres carrés, pour lesquels elle paye un loyer.

L'association n'a pas d'autre possibilité, ne peut pas partir. En rétorsion, le W.W.F. a coupé l'électricité récemment à l'association qui n'a plus les moyens de travailler.

Il est important que l'on trouve une solution pour qu'Escapade puisse continuer ses activités et que W.W.F. s'acquitte aussi de toutes les clauses qui ont conduit la Ville de Paris à lui donner cette concession, notamment l'entretien des locaux et l'accueil d'associations comme Escapade.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Madame DUBARRY, vous avez la parole.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire, merci, Monsieur Jacques BOUTAULT, d'attirer notre attention sur un conflit qui n'a que trop duré et qui met en péril l'organisation de loisirs par une association subventionnée par la Ville, Escapade, qui doit trouver toute sa place dans notre cité ; Escapade qui, d'ailleurs, a aussi été récompensée par un trophée il n'y a pas très longtemps.

Je crois effectivement qu'il y a conflit. Dès lors qu'il y a conflit et que la Ville de Paris a la main sur un certain nombre de réponses possibles à apporter, il faut que la Ville de Paris tente de faire une médiation, c'est ce qui est demandé dans le vœu. Je crois effectivement que c'est nécessaire.

Je voudrais rassurer M. BOUTAULT sur un point : l'association Escapade a besoin de deux types de locaux : des locaux administratifs qui lui permettent d'organiser son activité au quotidien et de programmer les saisons, puisque vous imaginez bien que, en ce moment, ce n'est pas non plus la pleine saison pour leurs activités de promenades dans les bois, mais elle a besoin quand même d'un local de ce type et c'est dans ce local en question que l'électricité a été coupée et c'est sur ce point, je pense, qu'il faut une médiation.

En revanche, sur l'autre point qui est le stockage des véhicules, le W.W.F., pour l'instant, a accepté qu'Escapade maintienne ses véhicules dans les locaux.

Il n'en reste pas moins que la Municipalité, l'Exécutif parisien a bien évidemment été saisi il y a fort longtemps de cette difficulté (dès que l'électricité a été coupée, pour être tout à fait juste) et que nous avons commencé à réfléchir.

Les services ont commencé, plus qu'à réfléchir, à travailler sur la possibilité d'un relogement qui prenne en compte ces deux aspects, l'aspect administratif et l'aspect technique des véhicules, et qui prenne aussi en compte un autre aspect purement territorial et géographique, qui est que, vu que leurs activités ont lieu dans les bois, il est hors de question de les installer à l'autre bout de Paris, donc il faut que ce soit à proximité pour des questions bêtement concrètes et pratiques.

Nous y travaillons et cette idée de médiation me paraît tout à fait la bienvenue, parce qu'il n'est pas possible que deux associations de ce type se livrent une guerre, c'est peut-être un peu excessif, mais en tout cas soient dans des bisbilles de ce type et nous devons absolument y apporter une réponse.

C'est donc pour cela que je donne un avis favorable à ce vœu.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe E.E.L.V.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 21).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la réquisition de la force publique pour l'exécution des décisions de justice relatives aux campements Roms.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 44 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la réquisition de la force publique pour l'exécution des décisions de justice relatives aux campements Roms.

La parole est à M. Jean-Jacques GIANNESINI, pour une minute.

M. Jean-Jacques GIANNESINI. - Merci, Monsieur le Maire.

Je suis régulièrement interpellé par les habitants sur la présence massive de Roms dans les rues du 19e arrondissement.

En effet, plusieurs campements sont installés aux portes d'Aubervilliers et de la Villette, en bordure du périphérique, ce qui rend très dangereuse cette situation.

Les habitants et les commerçants souffrent au quotidien de la délinquance Rom : cambriolages, vols à la tire, mendicité agressive, vols de carte bancaire aux distributeurs automatiques.

Les policiers que j'ai rencontrés se plaignent eux aussi et sont débordés, alors qu'ils font tout ce qu'ils peuvent.

Deux exemples récents : une personne de 88 ans était tranquillement assise chez elle, quand trois jeunes filles Roms ont pénétré chez elle à l'aide d'un pied de biche. Ne pouvant pas bouger, les trois jeunes filles en ont profité pour dérober un certain nombre d'objets et se sont enfuies très rapidement. Elles ont été vues par des témoins.

Un autre exemple : il y a quelques jours, les policiers, vers 5 heures du matin, ont interpellé en flagrant délit de cambriolage une bande de quatre Roms âgés d'une vingtaine d'années. Ils avaient été vus descendant d'un balcon à cette adresse et ont été trouvés porteurs de plusieurs sacs chargés d'ordinateurs, de vaisselle, d'appareils photos, de téléphones portables, de chéquiers et de bijoux.

Je pourrais vous citer de nombreux autres exemples.

Alors que votre camarade socialiste M. VALLS a déclaré en juillet 2012 : "Quand il y a une décision de justice, il y aura démantèlement de campement", pourquoi vous ne demandez pas à M. le Préfet de police, qui est votre ami, d'agir alors que la justice a ordonné l'expulsion d'un des camps en octobre dernier ?

Alors que des maires de toutes tendances politiques font la même demande et obtiennent l'accord de M. VALLS, vous, vous n'en faites pas la demande, préférant laisser la population du 19e à l'abandon.

Est-ce parce que vous n'êtes pas touchés par cette délinquance ou est-ce pour faire plaisir à M. Malik SALEMKOUR qui est l'animateur du collectif Romeurope et qui est l'ancien proche collaborateur au SYCTOM et ami de M. DAGNAUD, votre ex-adjoint et nouveau maire du 19e ?

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - La parole est à Mme TROSTIANSKY.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, comme l'ensemble des départements franciliens, Paris est confronté à la situation préoccupante de familles d'origine bulgare et roumaine en errance sur notre territoire et qui fuient les conditions très difficiles dans leur pays d'origine, sans compter les discriminations dont sont victimes les populations Roms.

Alors, vous l'avez rappelé, des campements se sont constitués porte d'Aubervilliers et porte de la Villette et, compte tenu de la dangerosité de ces installations, la Ville de Paris a entamé des procédures, comme elle le fait systématiquement, pour obtenir la résorption de ces campements.

Par contre, cher Monsieur, je crois que vous manquez de précision sur l'état des procédures en cours, puisque je vous informe que la procédure relative au campement de la porte de la Villette est toujours en cours.

Pour ce qui concerne le campement de la porte d'Aubervilliers, les occupants ont fait appel de l'ordonnance d'expulsion qui a été prononcée en octobre et la Ville est donc dans l'attente de la décision du juge.

Je voulais vous dire que, en attendant l'issue de ces procédures, les services de la Ville de Paris travaillent activement avec les partenaires associatifs pour soutenir les démarches des familles qui souhaitent s'insérer, particulièrement pour l'accès au droit et à la santé, notamment des femmes et des enfants, ces derniers devant être scolarisés autant que possible.

A ce sujet, je voulais vraiment souligner l'investissement de la mairie du 19e arrondissement qui travaille vraiment pour favoriser l'accès des enfants aux P.M.I., mais aussi aux centres médico-sociaux et aux établissements scolaires de proximité.

Je voulais vous rappeler également que la Ville de Paris, en matière de traitement des campements illicites, n'a pas attendu la publication de la circulaire interministérielle du 26 août 2012.

En effet, nous avons toujours eu pour principe de ne pas procéder à des évacuations sèches, mais au contraire de préparer la sortie des campements en proposant évidemment notamment des solutions d'hébergement, même provisoires.

Je ne vais pas revenir sur toute votre intervention, je pense que votre intervention et votre vœu sont particulièrement regrettables dans leur formulation. Il faut vraiment faire attention dans la stigmatisation, une fois de plus, des populations roms et je crois que, sans fermer les yeux sur un certain nombre de difficultés, il me paraît quand même nécessaire dans un même temps de faire preuve de solidarité pour ces citoyens européens qui ne sont pas forcément des délinquants et des voleurs de poules.

Compte tenu de ces éléments, Monsieur le Maire, je ne peux qu'exprimer un avis défavorable sur ce vœu.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Avant le vote, une explication de vote de M. GOUJON.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Très rapidement, pour soutenir évidemment le vœu de mon collègue Jean-Jacques GIANNESINI, dont je peux témoigner qu'effectivement il a reçu beaucoup de courriers de personnes qui se plaignent de la situation sur le plan local.

C'est aussi pour m'étonner de la distorsion assez flagrante entre les propos que je viens d'entendre de Mme TROSTIANSKY et les propos que nous tient le Ministre de l'Intérieur à l'Assemblée nationale, quand il se vante d'un nombre très important d'expulsions de Roms et quand il considère - et c'est ce qu'il nous répète, je vous renvoie aux débats de l'Assemblée nationale - que le meilleur traitement que l'on puisse faire aux Roms, c'est leur intégration, effectivement, mais dans leur pays, en Roumanie ou en Bulgarie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Parfait.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

2013 DASES 7 - DUCT 22 : Volet social de la charte des arrondissements.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DASES 7 - DUCT 22 qui se rapporte au volet social de la charte des arrondissements.

La parole est à M. Philippe GOUJON, maire du 15e.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Merci.

Je ferai une intervention solitaire ! Mon intervention avait pour but, surtout, d'évoquer la façon dont la charte des arrondissements était mise en pratique, puisque cela donne une idée de la façon dont le volet social peut être appliqué, et de dresser un bilan sur ce qu'a apporté cette charte votée il y a deux ans.

A l'époque, rappelez-vous, nous avions admis que c'était un pas dans la bonne direction, qu'elle remédiait à des insuffisances et à des dysfonctionnements, mais qu'elle s'apparentait plutôt à une modeste déconcentration qui, tout en s'arrêtant en chemin, ne configurait, évidemment, en aucun cas, la grande réforme décentralisatrice à laquelle aspirent les élus d'arrondissement et les administrés, soucieux que les décisions soient prises au plus près d'eux.

D'ailleurs, on peut souligner les mêmes observations pour le volet social.

Aujourd'hui, que peut-on constater ?

Que non seulement cette charte n'allait pas assez loin, comme nous l'avions prédit, mais que sous l'effet des pesanteurs administratives, sinon des blocages, voire des arrière-pensées politiciennes, la recentralisation par la Mairie centrale a fait son œuvre sur tous les sujets importants, ne laissant, en quelque sorte, que des miettes de déconcentration aux arrondissements.

A titre d'exemple, dans son chapitre 1, la charte consacre le rôle de pilotage territorial des maires d'arrondissement ; si la formule est grandiloquente, la réalité est beaucoup plus terne. Ainsi, les maires sont certes informés de la nomination des chefs de service déconcentrés et des responsables d'équipement transférés, mais ce n'est pas une véritable concertation.

Ensuite, beaucoup de directions ne disposent pas de services déconcentrés et leurs référents territoriaux sont assez difficilement joignables, c'est-à-dire qu'ils ont beaucoup de travail, et une connaissance assez approximative des préoccupations locales.

On peut regretter également que les D.G.S. n'aient toujours aucune autorité sur eux, encore faut-il avoir un D.G.S. ! Je ne voudrais pas rappeler la situation douloureuse de la mairie du 15e, qui depuis plus d'un an maintenant, alors qu'il s'agit de l'arrondissement le plus peuplé de Paris, n'a toujours pas de D.G.S., ce qui est véritablement un handicap pour le fonctionnement de cette mairie…

La participation des fonctionnaires municipaux aux réunions locales, de type conseils de quartier, est soumise au bon vouloir de la Mairie centrale, parfois même refusée, et alors que cette charte revendique à chaque paragraphe le dialogue à tous les niveaux, la communication entre la Mairie centrale, les services de la Ville, les mairies d'arrondissement est toujours aussi floue, désordonnée et disparate.

Petite illustration : en Conseil d'arrondissement, et je parle pour la plupart des arrondissements, des projets d'urbanisme importants sont inscrits à l'ordre du jour au dernier moment, sans qu'aucune information n'ait été fournie préalablement, rendant le dialogue, voire la concertation, impossible, en totale contradiction avec les objectifs de la charte. Ce n'est donc qu'une illusion, une charte qui affiche quelques modestes avancées pour mieux occulter une reprise en main politique sur les questions essentielles, là où le Maire de Paris essaye de faire passer le copilotage, par exemple en matière de propreté, pour de la décentralisation - on en a parlé hier, c'est d'un piège grossier dont il s'agit -, où les arrondissements assument les récriminations des habitants sans être décideurs, ni des actions menées, encore moins des moyens déployés.

Vous êtes allés jusqu'à revenir sur la co-instruction des investissements d'intérêt local après avoir abandonné totalement, d'ailleurs, on n'en parle plus, la localisation des subventions aux associations. Vous avez modifié les règles en plein cœur de l'été, dénaturant l'esprit qui avait présidé à leur élaboration. Désormais, l'enveloppe "espaces publics" disparaît au motif que les travaux de voirie gênent les riverains ; c'est un bon prétexte, effectivement, surtout en période préélectorale !

Ces dépenses sont désormais soumises au bon vouloir de la Mairie de Paris, à partir de simples listes de souhaits émis par les maires d'arrondissement. Ce tour de passe-passe fait économiser - je cite un exemple - à la Mairie centrale, et uniquement pour le 15e, plus de 500.000 euros pour 2013. Une part d'autonomie de gestion serait évidemment plus efficace pour traiter les questions qui relèvent de la connaissant du terrain ; l'unité de Paris n'en serait, évidemment, pas menacée pour autant.

Avec une pincée de déconcentration pour une poignée de recentralisation, vous continuez d'accaparer les vrais dossiers, et parallèlement à cette mainmise sans partage sur les principaux leviers que sont les finances ou l'urbanisme, se profile une recentralisation qui ne laisse pas d'inquiéter : la disparition des administrateurs bénévoles des centres d'action sociale, la fixation des tarifs des caisses des écoles, la reprise en main de la gestion des conservatoires, etc…

Avec un tel passif, et même si la charte sociale, pour terminer sur ce point, que vous nous présentez recèle un certain nombre d'aspects positifs, comment voulez-vous que nous croyions à son contenu et à la mise en œuvre des principes qui y sont établis, puisque depuis 12 ans, je suis au regret de le dire, vous nous avez appris à faire la distinction entre les paroles et les actes ?

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Jérôme COUMET, maire du 13e.

M. Jérôme COUMET, maire du 13e arrondissement. - Je suis à la fois triste d'une telle défiance et triste d'apprendre que la mairie du 15e ne dispose pas de D.G.S., j'imagine que cela va être réparé.

Pour reprendre les termes de M. GOUJON, non, ce projet de délibération n’est pas de la grandiloquence, il n'est pas terne non plus, c’est juste un dispositif qui se veut efficace et pragmatique.

En effet, depuis maintenant quelques années, le Maire de Paris a donné une nouvelle respiration à la démocratie locale, en rapprochant les citoyens de ceux qui exercent un pouvoir en leur nom - c'était sa volonté -, et ce n'est pas un simple affichage, ce sont des actes.

En juin 2009, le Conseil de Paris adoptait la délibération pour un meilleur service de proximité aux Parisiens, qui a permis notamment la création d'une charte des arrondissements, sur laquelle nous nous basons pour avancer maintenant sur le volet social.

Elaborée à l'époque par un groupe de travail que j'ai modestement présidé, dans une atmosphère très constructive, je tiens à le répéter ici, elle a déjà permis, depuis son adoption en novembre 2010, de simplifier, d'assouplir et de clarifier les rapports entre la Mairie centrale et les arrondissements et, Monsieur GOUJON, tout simplement, c'est normal, encore une fois, que vous soyez prudent sur l'évolution à venir, mais regardez simplement, avec suffisamment de recul, ce qui se passe dans les villes de Lyon et de Marseille, et vous verrez qu’à Paris, nous avons fait beaucoup plus d'efforts de déconcentration et de décentralisation.

Le volet social qui définit les relations entre les services sociaux et les mairies d'arrondissement vient compléter ce dispositif et c’est ce projet de délibération que j'accueille aujourd'hui avec beaucoup d'enthousiasme. En fixant un cadre de travail et de référence commun, ce texte nous permet d'organiser et de faciliter les relations entre les mairies d'arrondissement et les services sociaux, en tenant compte, évidemment, des spécificités des territoires.

Par ailleurs, cette charte s'inscrit dans le travail de territorialisation de l'action sociale débutée il y a maintenant quatre ans et mise en œuvre avec l'arrivée progressive des coordinateurs sociaux territoriaux, les C.S.T., sur 10 territoires parisiens.

En tout cas, je suis là pour témoigner que pour ce qui concerne les 5e et 13e, nous avons une correspondante depuis maintenant un an, pour laquelle, d'ailleurs, j'ai été consulté avant que la décision soit prise de la nommer et que tout cela a déjà porté ses fruits.

Tout d'abord, au niveau des services sociaux, avec une connaissance maintenant plus exhaustive de tous les services qui ont pu être valorisés, en lien avec tous les acteurs, tous les intervenants, et ils sont nombreux, ils ne sont pas que municipaux, ce qui permet une meilleure lisibilité de l'action sociale.

Au sein des différents services sociaux D.A.S.E.S. et des sections du C.A.S.-V.P., mais aussi grâce à une meilleure connaissance du territoire et de ses équipements, cela a permis notamment l'organisation de visites des quartiers "politique de la ville", des réunions dans les locaux des centres de santé, l’information systématique sur les nouveaux équipements, et d'ailleurs, on sait la difficulté de faire courir l'information correctement, avec l'arrivée, pour ce qui concerne le 13e, notamment d'un centre d'animation, d’un centre social, d’une maison relais, et tout cela se fait en lien avec la S.E.M.A.P.A. qui, comme vous le savez, aménage le 13e.

Les documents de communication à l'attention des usagers vont être ainsi mieux adaptés aux spécificités du territoire concerné et, ensuite, les échanges réguliers avec la coordinatrice nous permettront d'expérimenter des projets locaux sur des problématiques particulières, et dans le 13e, nous avons déjà commencé à nous engager sur des questions qui nous sont chères, parce que c'est prégnant sur le territoire, sur les questions des sans domicile, notamment, ou encore sur le lien avec les bailleurs sociaux.

Enfin, la coordinatrice a piloté et mis en place un nouvel accueil d'information sociale pour les 5e et 13e arrondissements, qui permet d'améliorer le fonctionnement territorial des services sociaux, en articulant au mieux compétences départementales et communales.

Pour conclure, les maires d'arrondissement seront donc, grâce à ce volet, mieux associés, notamment à la définition de la politique sociale de leur territoire.

Le Maire de Paris et vous-même, Madame la Maire, Madame TROSTIANSKY, vous instaurez plus de confiance, plus de fluidité, plus d'efficacité dans les rapports entre la Mairie centrale et les arrondissements, et c'est bien de cette nouvelle gouvernance dont il s'agit. Nous sommes en train d'inventer de nouvelles façons de procéder, en se rapprochant ainsi des usagers. Chaque sujet s'appliquera maintenant à la bonne échelle ; c'est cela notre besoin et notre souhait, à chaque enjeu un territoire pertinent.

Voilà pourquoi le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés votera ce projet de délibération avec enthousiasme.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - La parole est à Mme TROSTIANSKY.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, je remercie les deux maires d'arrondissement qui ont attiré l'attention du Conseil de Paris sur ce volet social de la charte des arrondissements.

Depuis 2008, à travers toutes mes rencontres et visites, j'ai pu mesurer à la fois l'immensité et la qualité du travail social accompli à Paris, mais aussi, dans les échanges que j'ai eus avec les élus, un besoin d'assurer une plus grande cohérence au niveau des interventions sociales, qui sont très importantes parce que les premiers remparts pour lutter à Paris contre la précarité et l'exclusion.

Les services sociaux ont su s'adapter à l'évolution des besoins. La vision territoriale a pu parfois manquer, alors qu'elle est une condition de leur réussite. Là, nous sommes vraiment en train de voter et de travailler avec les personnels pour aller dans ce sens d'un rapprochement des territoires et des maires d'arrondissement.

Nous avons lancé une démarche globale de territorialisation de l'action sociale, qui se concrétise aujourd'hui dans ce volet social de la charte des arrondissements. Ce volet social formalise les relations fonctionnelles entre les responsables des services, que ce soit au sein du Centre d'action sociale de la Ville de Paris, à la DASES et les maires d'arrondissement pour une meilleure coordination.

Et comme l'a expliqué Jérôme COUMET dans son intervention, la territorialisation positionne les nouveaux coordinateurs sociaux territoriaux comme les interlocuteurs directs des maires d'arrondissement. Leur déploiement sur les dix territoires parisiens se poursuit en 2013 et sera achevé en 2014.

Jérôme COUMET a montré comment l'arrivée du C.S.C. dans le 13e et le 5e arrondissement porte ses fruits et rend le maire davantage pilote de l'action sociale sur son territoire.

Alors nous avons aussi tout un travail sur les projets d'accueil. Des expérimentations sociales et locales vont permettre, chaque année, au maire d'intervenir au plus près des besoins des habitants, en ciblant un quartier connaissant des difficultés spécifiques ou en prenant mieux en compte une problématique, comme la monoparentalité, le surendettement ou encore l'isolement.

Avant de conclure, je tenais à dire à M. GOUJON que les bénévoles du Centre d'action sociale de la Ville de Paris n'ont pas été supprimés. Ils sont présents, nombreux, très engagés et sur des missions très utiles aux Parisiens et aux Parisiennes. Je crois que quelque chose lui a échappé dans son arrondissement.

Mesdames et Messieurs, en cette période de crise économique et sociale, qui demande de mieux conjuguer les efforts de solidarité, je vous engage, avec Mme Maïté ERRECART, à soutenir activement cette évolution qui nous permettra dans le champ du social d'être plus innovants et efficaces.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Maïté ERRECART.

Mme Maïté ERRECART, adjointe. - Je ne reprendrai pas évidemment tous les bénéfices que nous attendons de ce volet social de la charte des arrondissements. Je pense que c'est une innovation importante et nous l'avons repoussé volontairement au moment de l'adoption de la charte des arrondissements, parce qu'il nous semblait qu'il s'agissait de traiter de sujets de compétences départementales. C'était un peu nouveau à la Ville de travailler sur la territorialisation des compétences départementales. Donc, je remercie Mme Olga TROSTIANSKY et le Secrétariat général qui ont beaucoup travaillé sur cette question.

Il a fallu aussi discuter longuement avec les personnels concernés. Si ce volet social arrive aujourd'hui, c'est parce que nous avons voulu mener cette concertation approfondie pour que nous ayons une meilleure efficacité.

Je répondrai plus largement maintenant à M. GOUJON sur ses attaques, si je peux dire ou ses appréciations sur la charte des arrondissements, telle qu'elle a été déjà adoptée par le Conseil de Paris. Il parle de miettes, moi, je ne pense pas du tout qu'il s'agisse de miettes.

Je pense qu'il ne s'agit pas non plus de la révolution. Je vous rappelle que la charte des arrondissements avait trois volets : un premier volet qui disait reconnaître le rôle du pilotage territorial des maires d'arrondissement, le deuxième volet, qui permettait de développer le travail collaboratif et le troisième, qui permettait d'améliorer la qualité du service offert dans l'arrondissement.

Je pense, contrairement à M. GOUJON, que sur ces trois domaines, nous avons progressé. Vous avez parlé seulement du pilotage territorial, nous avons aussi beaucoup progressé sur le deuxième volet qui est le travail collaboratif.

Je vous donne quelques exemples : les C.M.P. se réunissent. Nous en avons réuni dans le 15e arrondissement et dans beaucoup d'arrondissements, et nous continuons à les réunir sur la question de la petite enfance, sur la question des maisons des associations et sur la question des espaces verts. Ce travail collaboratif s'est mis en place pour voir quelle est la meilleure façon, la meilleure articulation, pour prendre en compte les particularismes des territoires, mais aussi de les placer dans une dynamique globale à laquelle nous tenons.

Deuxième chose, vous avez dit que nous avions remis en cause les investissements d'intérêt local. Vous savez parfaitement que c'est faux. Vous avez eu cette année, comme d'habitude, l'enveloppe des investissements d'intérêt local pour tous les équipements. La seule discussion que nous ayons eue portait sur l'usage des investissements d'intérêt local sur le plan de la voirie. Mais nous avons discuté et respecté les volontés des mairies d'arrondissement, donc ne dites pas que rien n'avance.

Les référents territoriaux de l'espace public, je pense et je sais qu'ils sont en place partout et que les concertations se développent de manière forte. Je sais que les maires réunissent aussi les collaborateurs des différentes directions très régulièrement. Je sais aussi, parce que je vous l'ai adressé, que vous avez reçu le rapport d'activité maintenant territorialisé des services de la Ville. Tous les services de la Ville s'y sont mis et donc j'ai adressé récemment aux élus d'arrondissement et aux élus du Conseil de Paris, ces rapports d'activités qui vous permettent d'avoir une vision très précise de ce qu'est aujourd'hui l'action municipale dans les différents arrondissements. Donc, sur le travail collaboratif et sur le partage de l'information, je crois qu'il ne faut pas parler de miettes.

Enfin, sur le troisième volet qui était d'améliorer l'efficience de l'action municipale, je pense que le co-pilotage de la propreté fonctionne. Je regrette si cela ne se passe pas bien dans le 15e arrondissement. Je vois ce qui passe dans le 11e arrondissement - François DAGNAUD n'est pas là -. J'entends ce qu'il raconte sur ce qui se passe dans les arrondissements. Je crois que, là encore, nous avons effectivement franchi une étape collaborative pour l'efficacité de l'action municipale qui est tout à fait déterminante.

En tout état de cause, Monsieur GOUJON, vous le savez quand nous avons voté le projet de délibération de la charte des arrondissements, nous avons prévu qu'il y aurait une évaluation qui serait faite au même titre que de l'ensemble du projet de délibération. Je pense que pour l'année 2014, cette évaluation sera réalisée et que nous verrons si c'est vous qui avez raison ou si c'est moi.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DASES 7 - DUCT 22.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DASES 7 - DUCT 22).

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif aux animateurs des temps périscolaires.

Vœu déposé le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à la titularisation des agents du dispositif "Action Collégiens".

Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - En 7e Commission, nous passons à l'examen des vœux référencés n^{os} 8 et 9, déposés par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche et 9 bis, par l'Exécutif, relatifs aux animateurs des temps périscolaires et aux agents du dispositif "Action collégiens".

La parole est à Mme BECKER.

Mme Emmanuelle BECKER. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, le contenu et la qualité des temps extra et périscolaires nécessite le recrutement de professionnels en nombre suffisant. Nous avons eu le débat ce matin donc je serai assez brève.

La Ville recourt massivement sur les temps périscolaires à des recrutements de personnels vacataires, rémunérés à l'acte, sans continuité d'emploi, sans garantie d'emploi, sans accès à la formation, sans droit aux congés. Cette absence de statut professionnel participe à la fois au "turnover" important des animateurs travaillant auprès des enfants et aux difficultés de la Ville à pourvoir les emplois nécessaires au bon fonctionnement du périscolaire parisien.

Le temps de travail hors présence des enfants n'est pas rémunéré et un temps éventuel de préparation d'animation ou d'activité auprès des enfants n'est donc pas pris en compte par la Ville. C'est pourquoi mon groupe émet le vœu que la Ville de Paris crée les postes budgétaires nécessaires à l'animation des temps périscolaires et valorise une filière animation qui garantisse l'emploi et l'accès à la formation, ainsi que les déroulements de carrière des animateurs à la hauteur des responsabilités qui leur sont confiées, et que la Ville de Paris cesse de recourir à des vacations sur des emplois permanents.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à Mme Maïté ERRECART.

Mme Maïté ERRECART, adjointe. - Je pensais que l'on présentait le vœu concernant "action collégiens". Ainsi, je pourrai faire une réponse globale.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Oui, pardon ! Il y a le vœu n° 8 et le vœu n° 9.

Présentez-vous aussi le vœu n° 9 ?

Mme Emmanuelle BECKER. - Oui, je vais le faire.

"Action collégiens" est un dispositif qui touche 17.000 jeunes Parisiens par an, animé par 50 agents intervenant dans 37 collèges de la Ville. Les animateurs de ce dispositif sont des agents contractuels recrutés à Bac+3 et ils demandent de ce fait un accès à l'emploi titulaire en catégorie B.

Un vœu de l'Exécutif municipal relatif à la titularisation des adjoints et assistants éducatifs du dispositif "Action collégiens" a été voté au Conseil de Paris le 20 juin 2012 pour que le programme d'accès à l'emploi titulaire offre la possibilité aux agents respectant les conditions fixées par la loi de passer les sélections professionnelles leur permettant d'être titularisés, et que la DRH propose aux agents intéressés des préparations à ces sélections.

Les animateurs du dispositif se sont vus annoncer leur accès à l'emploi titulaire sans que cette annonce soit suivie d'effets. Depuis, aucune mesure ne semble traduire en actes les intentions affichées au mois de juin dernier.

Le 31 janvier 2013, 94 % des agents d'"Action collégiens" étaient en grève pour réclamer leur titularisation et ils ont transmis une pétition en ce sens à l'Exécutif municipal.

C'est pourquoi nous souhaiterions que les agents d'"Action collégiens" soient titularisés dans les plus brefs délais, sans dégradation de leurs conditions de travail.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Pour répondre aux vœux n^{os} 8 et 9, Madame ERRECART, vous avez la parole.

Mme Maïté ERRECART, adjointe. - Si j'ai demandé que ces deux vœux du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche soient présentés ensemble, c'est parce qu'ils font référence tous les deux à un sujet qui nous occupe fortement à l'heure actuelle : le plan de déprécarisation des agents de la Ville de Paris.

En fait, je vais vous présenter au prochain Conseil un large plan d'accès à des emplois de titulaires. Dans ce cadre-là, nous allons prendre des dispositions pour les animateurs contractuels de la Ville de Paris. Ils travaillent majoritairement à temps incomplet.

Pour cela, nous allons ouvrir 248 emplois à temps complet, comme il se doit dans les emplois de titulaire. Vous savez sans doute en effet que les emplois de titulaire ne peuvent être ouverts qu'à plein temps.

Notre raisonnement est bien de déprécariser, stabiliser, former, consolider cette filière de l'animation et le plan de titularisation des animateurs y participera pleinement.

S'agissant des vacataires de l'animation, comme nous nous y sommes engagés lors du Conseil de décembre, et comme M. le Maire l'a rappelé tout à l'heure et l'a réaffirmé, leur déprécarisation sera aussi réalisée, c'est-à-dire que nous proposerons des contrats afin de les fidéliser et d'éviter des ruptures d'engagement que nous connaissons trop actuellement.

Nous créerons aussi, et cela a été dit ce matin, les postes budgétaires nécessaires à l'animation des temps périscolaires.

Pour autant, il est un peu tôt pour dire exactement les modalités précises concernant les vacataires. Autant je peux être très précise sur la question des titulaires. En fait, le dispositif précis qui sera retenu sera arrêté à l'issue des travaux sur les rythmes éducatifs qui sont en cours à l'heure actuelle.

C'est la raison pour laquelle, étant totalement en accord avec les objectifs du vœu n° 8, je vais évidemment vous inviter à le voter avec enthousiasme.

Concernant les agents d'"Action collégiens", dispositif issu de la reprise en régie de contractuels d'une association, elle est bien aussi incluse dans la réflexion globale de déprécarisation en vertu de la loi du 12 mars 2012.

Evidemment, je comprends que le temps puisse paraître long pour les agents d'"Action collégiens", comme pour d'autres agents, mais très clairement, nous avions dit dès le départ que ce plan de déprécarisation serait présenté globalement, et pour l'ensemble des corps concernés par cette loi de 2012.

C'est ce que nous allons faire pour les agents d'"Action collégiens". Je n'ai donc pas de désaccord sur les perspectives de titularisation évoquées dans le vœu n° 9.

Simplement, je vous propose de voter un vœu de l'Exécutif qui replace ce dossier d'"Action collégiens" et donc ces agents dans le cadre de notre plan de déprécarisation.

Notre programme sera mis en œuvre selon un calendrier qui prévoit de régler en premier lieu les métiers liés à la catégorie C. Pour les autres catégories, l'accès au poste titulaire sera traité dans un second temps, qui correspond aussi à celui qu'il faut pour organiser les épreuves de sélection et pour que les agents puissent s'y préparer.

En conclusion, forte de notre ambition qui est de déprécariser, conformément à la loi de 2012 et conformément aux besoins de la collectivité pour une filière d'animation de qualité, je vous invite à voter le vœu n° 8 et le vœu n° 9 bis de l'Exécutif.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 8, déposée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 5).

Formidable !

Maintenez-vous le vœu n° 9 ?

Mme Emmanuelle BECKER. - Nous allons retirer le vœu.

Nous nous réjouissons du travail engagé sur la filière animation. Nous savons que c'est un sujet très important pour notre majorité et du coup, nous saluons le travail qui va s'engager. Nous serons évidemment attentifs sur le débouché des propositions qui vont être faites.

Je voulais souligner quelque chose : j'ai eu l'occasion de discuter plusieurs fois, même si c'est Mme ERRECART qui répond, avec Mme Colombe BROSSEL de ce sujet, et je la sais aussi attentive sur la question du périscolaire, de nos agents, des vacataires, des contractuels, de leur titularisation et mon groupe trouve que cela va dans la bonne voie.

Nous espérons pouvoir continuer à travailler sur ce dossier ensemble.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Donc, vous retirez le vœu n° 9 ?

Mme Emmanuelle BECKER. - Oui.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de vœu référencé n° 9 bis déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2013, V. 6).

2013 DFPE 8 - Autorisation de percevoir une subvention de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) dans le cadre du marché à procédure adaptée relatif au diagnostic et à la formation à l'application des pratiques environnementales dans les établissements d'accueil de petite enfance de la Ville de Paris.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DFPE 8 relatif à une autorisation de percevoir une subvention de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, l'ADEME.

La parole est à Mme FOURNIER, pour cinq minutes.

Mme Danielle FOURNIER. - Merci.

Le Plan Climat qui a été adopté par notre Conseil a fixé des objectifs ambitieux en matière d'écologie et de développement durable :

- réduire de 30 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020 par rapport à 2004 ;

- réduire de 30 % les consommations énergétiques du parc municipal et de l'éclairage public ;

- atteindre 30 % de consommation énergétique provenant des énergies renouvelables.

Ces grands objectifs généraux ont été déclinés sur différentes thématiques comme l'introduction de 30 % d'alimentation biologique dans les cantines d'ici 2014 ou la rénovation thermique de 600 écoles parisiennes d'ici 2020.

La démarche écolo-crèche qui a été lancée à l'automne dernier figure parmi les nouvelles initiatives majeures, s'inscrivant dans la droite ligne du Plan Climat.

Cette démarche globale vise à approfondir encore davantage la prise en compte de l'écologie dans tous les aspects de l'accueil collectif de la petite enfance à Paris, de la politique des achats menée par les services de la DFPE, aux activités pédagogiques mises en place dans les établissements.

L'objectif est in fine de définir des pistes d'amélioration et de changement dans les structures tout en sensibilisant et formant le personnel encadrant aux bonnes pratiques environnementales.

Le caractère novateur et ambitieux du projet écolo-crèche a suscité l'intérêt de l'Ademe Ile-de-France, comme vous l'avez mentionné dans la présentation de ce projet de délibération, qui a décidé d'accorder une subvention destinée à financer la première tranche du marché, soit la réalisation des diagnostics et la définition des pistes d'amélioration.

En tant qu'élue écologiste, je me réjouis de la mise en place de ce projet.

J'aurais donc grand intérêt à suivre son évolution et je souhaite demander à l'adjoint compétent, Christophe NAJDOVSKI, s'il est possible de nous faire une première présentation du travail entrepris.

Je vous en remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à M. Christophe NAJDOVSKI, qui ne vous refuse rien.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Jamais ! Surtout à notre collègue Danielle FOURNIER, que je remercie d'être intervenue et de montrer son intérêt sur cette démarche intitulée écolo-crèche, qui s'inscrit dans le prolongement d'une politique volontariste mise en place dans le secteur parisien de la petite enfance.

Politique volontariste en matière d'environnement et de développement durable à travers, par exemple, l'objectif des 30 % d'aliments issus de l'agriculture biologique dans les repas qui seront servis aux enfants d'ici la fin de la mandature.

Je rappelle également pour mémoire que la Ville de Paris a été pionnière dans la suppression des biberons contenant du bisphénol A et puis bien entendu, tous les bâtiments, les nouveaux établissements qui sont créés le sont selon une démarche de Haute Qualité Environnementale et se conforment au Plan Climat de la Ville de Paris.

Pour ce qui est de la démarche intitulé "Ecolo Crèche", nous avons recours à un prestataire extérieur qui est spécialisé, dans le cadre d'une démarche globale, qui appréhende tous les domaines liés au fonctionnement des crèches. Cela concerne l'alimentation, le bâti, l'énergie, l'entretien, les déchets, les transports, les activités, les jeux, l'hygiène, l'eau. Le but est d'identifier de nouveaux champs d'intervention dans une perspective de réduction de l'impact environnemental du fonctionnement des établissements d'accueil de la petite enfance.

L'ambition de cette démarche innovante a convaincu l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, l'A.D.E.M.E. Ile-de-France, de répondre favorablement à la demande de subvention que nous leur avons adressée et nous les en remercions.

Le prestataire extérieur, qui a été choisi suite à une procédure d'appel d'offres, est l'Atelier Méditerranéen de l'Environnement qui est l'initiateur de cette démarche "Ecolo Crèche" ; démarche qui a débuté à la fin du mois d'octobre par une première phase de diagnostic environnemental qui a concerné à la fois les services centraux et 20 établissements pilotes choisis sur la base du volontariat.

Cette phase de diagnostic vient de se terminer et je tiens à remercier la remarquable implication du personnel des services centraux de la DFPE et des établissements pilotes, qui ont pleinement mesuré l'intérêt de la démarche et ont participé activement auprès du prestataire à l'élaboration d'une méthode d'analyse adaptée à la Ville de Paris.

Je voudrais dire à Danielle FOURNIER que je comprends son impatience de prendre connaissance des premiers résultats de la démarche, mais nous ne sommes pas encore assez avancés dans les processus. La phase de diagnostic va ainsi s'achever dans les tout prochains jours et, une fois ces diagnostics finalisés, des groupes de travail thématiques vont être établis et vont être chargés de définir des orientations, en identifiant les freins aux évolutions et les procédures nécessaires au changement.

Cette phase de réflexion sur les pratiques se terminera à la mi-mars et sera suivie par des séances de formation du personnel des 20 crèches pilotes, qui se tiendront au cours du mois d'avril.

Ce ne sera donc qu'à la fin du mois de mai que le rapport final sur la démarche "Ecolo Crèche" sera validé.

Je vous donne donc rendez-vous au printemps pour vous présenter les fruits de ce travail ambitieux et passionnant et vous remercie pour cette intervention.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Maire.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 8.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DFPE 8).

2013 DFPE 294 - Lancement d'un marché article 30 relatif à la gestion et à l'exploitation de deux établissements de petite enfance situés dans les 13e et 19e arrondissements.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DFPE 294 concernant le lancement d'un marché relatif à deux établissements de la petite enfance situés dans les 13e et 19e arrondissements.

La parole est à Mme BECKER.

Mme Emmanuelle BECKER. - Merci.

Chers collègues, ce projet de délibération nous propose d'approuver le principe et les modalités de passation d'un marché concernant la gestion et l'exploitation de deux établissements petite enfance des 13 et 19e arrondissements.

Comme vous le savez, le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche est favorable à un service public de la petite enfance. Aussi, par principe, nous ne saurions être favorables à quelque marché que ce soit en la matière. Ce serait, en effet, contradictoire.

Cependant, au-delà de notre position de principe, nous prenons bonne note de certaines évolutions par rapport à de récentes délibérations similaires.

Mon groupe n'a cessé de dénoncer, à la suite des associations, des parents, et des professionnels, le décret MORANO qui s'attaquait au niveau de qualification des équipes ainsi qu'au nombre maximum d'enfants par adultes. Je me rends compte que nous sommes désormais entendus, puisque le cahier des clauses techniques précise cette fois une proportion minimum de professionnels qualifiés de 50 % au lieu de 40 %, et sans compter le directeur adjoint dans ce calcul.

Au groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, nous pensons que les enfants ont besoin d'un accueil respectueux, continu, personnalisé et que les professionnels de la petite enfance doivent jouir d'un contexte de travail irréprochable. Et leur niveau de qualification participe bien de l'amélioration de cet accueil et de ces conditions de travail.

Recourir à un marché, c'est prendre un risque de toute façon, quand bien même les clauses techniques sont plus sévères. Vous le justifiez, dans ce cas précis, par l'amplitude horaire, ce qui nous semble un argument assez léger. Vous le savez, si le privé fait ce que le public ne fait pas, ce n'est pas sans raison ; c'est notamment parce que les personnels du privé sont plus fragiles quand il s'agit de défendre leurs conditions de travail.

En recourant à un marché, la Ville contribue à la libéralisation des métiers de la petite enfance et à la désorganisation des conditions de vie de ces travailleurs. J'insiste : "de leurs conditions de vie". Très souvent des femmes, très souvent trop peu rémunérées pour habiter à Paris ou en proche banlieue, ces personnels rentrent toujours plus tard, toujours plus loin. Tant pis pour leurs enfants et leurs familles !

Au titre de l'amplitude horaire, je vous rappelle d'ailleurs que tous les professionnels ne cessent de rappeler que les horaires tardifs ne sont pas bons pour lui.

Trouver des solutions pour celles et ceux qui travaillent tard ou de manière décalée ne veut pas dire forcément généraliser et encourager ces horaires pour toutes les familles.

Recourir à un marché, c'est prendre un risque aussi parce qu'il est très difficile pour nous de contrôler et de prévenir ce qu'il se passe dans ces établissements après son attribution. Nous le disons d'autant plus sereinement que nous ne manquons pas d'exemples et de mauvais exemples. Nous avons ainsi fait l'expérience à Paris, dans les 13e et 18e arrondissements, de sérieux dysfonctionnements. Dans les deux cas, des "turnover" trop importants, un accueil de mauvaise qualité ont nourri les inquiétudes légitimes des parents et la colère des professionnels. Dans les deux cas, il a été très difficile d'intervenir et l'un de ces deux établissements est resté sans direction pendant environ six mois.

C'est pour éviter des situations comme celle-ci que le groupe Communiste s'est prononcé en faveur d'un service public de la petite enfance.

Recourir à un marché, c'est enfin prendre un risque en cas de non-reconduction de celui-ci. Vous en fixez ici la durée à 24 mois, reconductibles deux fois. Considérant qu'un enfant passe en moyenne 36 mois dans ces établissements, c'est déjà la garantie d'une incertitude. Considérant le cas particulier des personnels, c'est encore une précarité assurée et certainement pas un avenir.

Pour résumer la position de notre groupe, si nous prenons bonne note d'un progrès dans les clauses techniques de ce marché, nous ne sommes pas rassurés. Seul le service public peut apporter des garanties à la fois aux familles et aux personnels.

C'est pour cette raison que nous voterons contre ce projet de délibération.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - La parole est à M. NAJDOVSKI.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Je prends acte de la position qui a été exprimée par Mme BECKER au nom de son groupe.

Je voudrais également la remercier, elle et le président du groupe, Ian BROSSAT, pour la vigilance dont ils ont fait preuve lors de la présentation de précédents projets de délibération, car notre exigence, à nous, en tant qu'Exécutif municipal parisien a toujours été la qualité de l'accueil et le respect d'un vœu que nous avions adopté ensemble en 2010, dans lequel nous stipulions clairement, noir sur blanc, que nous n'appliquerions pas le décret dit MORANO dans les crèches de la Ville de Paris, qu'elles soient en structure municipale ou en gestion déléguée.

Donc, nous avons - vous l'avez noté - modifié le cahier des clauses techniques particulières de manière à faire en sorte que cette exigence soit inscrite noir sur blanc.

Le recours à une gestion externalisée permet de proposer des horaires décalés élargis par rapport à ceux qui sont offerts par les établissements qui fonctionnent en régie directe. Ce sera donc le cas des établissements concernés par ce projet de délibération qui sont situés dans les 13e et 19e arrondissements.

Je précise que, même si la gestion est confiée à un tiers, celle-ci est rigoureusement contrôlée par les services municipaux et les exigences sont similaires à celles du secteur municipal en régie directe.

Sur un marché article 30 de six ans, nous avons, par exemple, 18 contrôles par les services de la DFPE, de la protection maternelle infantile et, sur une DSP de sept ans, ce sont 21 contrôles minimums qui sont prévus.

Dans les arrondissements où des conseils de parents et d'établissement ont été institués, les cahier des charges des marchés article 30 et les conventions de délégation de service public stipulent la nécessité de participer et de mettre en place ces instances. De même, la Ville de Paris, je le rappelle, a fait le choix de ne pas appliquer les dispositions du décret de juin 2010 et cela est désormais écrit noir sur blanc.

Je voulais également dire à Mme BECKER que le fait de recourir à une délégation de service public ne signifie pas nécessairement le recours au privé, notamment parce que nous avons des associations qui répondent aux appels d'offres. Nous avons très récemment, par exemple, attribué une délégation de service public à la Fédération Léo Lagrange qui est une association à but non lucratif du secteur associatif, du tiers secteur, de l'économie sociale et solidaire. Donc, nous ne sommes pas forcément, je dirais, dans une logique de privatisation avec ces externalisations.

Je précise également que le choix du mode de gestion est aussi voté par le conseil d'arrondissement, qui émet une décision et non pas un simple avis, et que les maires d'arrondissement peuvent suivre chaque étape de la procédure et qu'ils participent au bilan de la gestion à l'issue de celle-ci.

Voilà les éléments que je souhaitais apporter à notre Assemblée, avant le vote de ce projet de délibération.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Maire.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 294.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DFPE 294).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux places dans les crèches d'entreprises.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 49 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif aux places dans les crèches d'entreprises.

La parole est à M. AURIACOMBE, allez-y ! Une minute.

M. Pierre AURIACOMBE. - Merci, Monsieur le Maire.

Les derniers recensements de l'I.N.S.E.E. au 1er janvier 2012 nous confirment une évolution du 16e arrondissement que nous connaissons tous, avec un rajeunissement et notamment de nombreux enfants et très jeunes enfants.

Parallèlement, le 16e arrondissement dispose toujours du taux d'offres en matière de crèches le plus faible de Paris, avec un manque de places dans les établissements qui ne s'améliore pas, malgré certains efforts.

Par ailleurs, nous avons de nombreuses incertitudes sur le calendrier des réalisations qui nous sont promises pour l'année en cours. Vous savez également que des réhabilitations doivent intervenir, suite aux établissements qui ont été ouverts dans les années soixante-dix, quatre-vingt.

Forts de tout cela, nous vous demandons aujourd'hui, alors que d'autres arrondissements ne sont pas privilégiés, mais sont plus avantagés que nous, nettement, nous demandons s'agissant du 16e arrondissement que la Mairie de Paris se porte réservataire à hauteur de 50 % des places nouvelles dans les crèches interentreprises et entreprises, ouvertes dans les établissements.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Parfait, vous avez tenu !

La parole est à M. Christophe NAJDOVSKI.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Monsieur AURIACOMBE, vous soulignez dans ce nouveau vœu le manque de places d'accueil collectif dans le 16e arrondissement.

C'est un constat que je ne réfuterai pas moi-même et je dois dire que la responsabilité de la situation que nous connaissons dans le 16e arrondissement incombe principalement aux mandatures antérieures à 2001.

A ce titre, je dois rappeler par exemple que, de 1995 à 2001, dans le 16e arrondissement, ce sont 35 places seulement d'accueil qui avaient été créées. De 2001 à 2008, ce sont 132 places qui ont été créées et, depuis 2008, 149 places supplémentaires ont été ouvertes dans le 16e arrondissement.

Alors, nous sommes dans un contexte difficile, qui est marqué par une grande rareté du foncier et nous arrivons à trouver des opportunités. Nous avons, vous le savez, de nouveaux projets qui sont en gestation avec une crèche de 66 places sur l'opération que, malheureusement, vous contestez à la gare d'Auteuil, avec un équipement qui sera intégré à un programme de logements sociaux.

Nous avons aussi un équipement multi-accueil de 30 places situé place Possoz, donc ce sont ainsi déjà 96 places supplémentaires qui sont d'ores et déjà programmées, sans citer le projet que nous avons également rue de la Pompe, avec un opérateur privé.

Dans le même temps, le secteur privé des crèches se développe particulièrement dans le 16e arrondissement. Nous avons des entreprises qui s'installent en effet dans les secteurs où la demande est jugée la plus solvable. Vous avez 205 places privées qui sont ainsi disponibles dans le 16e arrondissement.

Toutefois, si ce secteur privé se développe de lui-même, notre action à nous, Municipalité, privilégie le développement de places dans le secteur non lucratif, qu'il soit municipal ou associatif.

La Municipalité a déjà procédé ponctuellement à des achats de places dans le 16e arrondissement, vous bénéficiez de 22 places achetées depuis 2008.

Ceci étant, ce n'est pas un mode de développement sur lequel nous pouvons fonder une politique de développement massif de l'offre d'accueil, notamment parce que les achats sont limités à un nombre relativement restreint de places, mais aussi parce que les prix d'achat demandés par les entreprises sont parfois excessifs et nettement supérieurs au coût d'une place en secteur municipal ou associatif et parce que les entreprises ne sont pas toutes vendeuses de ces places.

Certaines pratiques suivent une tarification libre, sans respect des barèmes de la Caisse d'allocations familiales. Or, ce respect des barèmes de la C.A.F. est garant de l'équité sociale de l'accueil et cela constitue pour la Municipalité une condition sine qua non de participation et d'achat de places dans des structures d'initiative privée.

Compte tenu de ces éléments, nous ne pouvons pas accéder à la demande exprimée dans le vœu d'achat de 50 % de places dans les crèches interentreprises et entreprises de l'arrondissement. Nous continuerons toutefois à examiner, au cas par cas, les possibilités d'achat de places.

Je voudrais d'ailleurs signaler que nous avons, au début de la mandature, acheté un nombre significatif de places dans une crèche du 8e arrondissement et que nous avons fait en sorte de distraire une partie de ces places pour le 16e arrondissement, six précisément, parce que nous sommes à proximité de la limite entre le 8e arrondissement et le 16e arrondissement.

Nous avons fait cela en bonne intelligence avec les deux mairies d'arrondissement concernées.

La Municipalité continuera, bien entendu, à œuvrer au développement de l'amélioration de l'offre d'accueil dans l'arrondissement, en prenant en compte sa spécificité.

Le 16e arrondissement va ainsi pouvoir bénéficier d'ici la fin de la mandature, dans les locaux de la Maison de l'Enfance, d'un relais assistantes maternelles, relais auxiliaires parentales. Si tout se passe bien, ce sera pour la rentrée de septembre 2013 et, pour toutes ces raisons, l'Exécutif ne peut donner un avis favorable au vœu que vous émettez.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la sécurité alimentaire dans les crèches.

Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen des vœux référencés n^{os} 50 et 50 A dans le fascicule, déposés par le groupe U.M.P.P.A. et l'Exécutif, relatifs à la sécurité alimentaire dans les crèches.

La parole est à Mme la Maire Brigitte KUSTER, pour une minute.

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce vœu reprend en fait les propos que j'ai été amenée, hier, à évoquer lors de la question d'actualité du groupe U.M.P.P.A. concernant les dysfonctionnements que nous avons constatés récemment en matière de restauration, dans les équipements de petite enfance du 17e arrondissement.

Ce vœu reprend différents considérants et je ne reviendrai pas sur l'historique qui rappelle que, à deux reprises, dans une même crèche, des lots périmés de nourriture ont été livrés, de même dans une autre crèche quelques jours plus tard, tout cela par la même société prestataire, Cofida.

A ce stade et malgré la question que j'ai été amenée à poser hier en question d'actualité, la réponse qui nous a été donnée par l'Exécutif n'est pas satisfaisante.

Elle n'est pas satisfaisante parce que les questions que j'ai posées, sans vouloir être alarmiste plus que cela… et je regrette d'ailleurs le fait que le Maire de Paris ait polémiqué sur mon interrogation, en parlant de mon ton comminatoire. Je pense que n'importe quel maire d'arrondissement dans cette enceinte s'inquiéterait de la manière dont ce dossier est géré.

Il est géré avec inquiétude de notre part, parce que la transparence requise sur ce dossier n'est pas au rendez-vous.

Pourquoi ? Parce que, ces trois jours-là, évidemment qu'il n'y a pas que le 17e qui a été livré en produits périmés. Quand on connaît le fonctionnement de ces sociétés, des palettes entières ont été livrées dans d'autres crèches. J'ai donc demandé la transparence et j'aimerais savoir ce qu'il en est, sans vouloir alarmer, comment la Ville et la Mairie de Paris, à ce jour, ont les informations de cette société sur ces dysfonctionnements répétés ?

Je pense que c'est important que nous ayons cette information.

La deuxième chose, c'est la traçabilité des produits qui ont été livrés dans ces crèches.

Je ne reviendrai pas sur l'actualité que nous connaissons par ailleurs, je ne veux pas faire de rapprochement. Néanmoins, nous devons tous être vigilants sur l'alimentation des plus petits.

Je vous redemande, Monsieur le Maire, à travers ce vœu que vous me permettrez d'étoffer, par rapport à la question d'hier, car je voudrais sortir de la polémique dans laquelle le Maire de Paris a souhaité nous installer hier et vous redemander des éclaircissements et, par ailleurs, compléter si c'est possible ce vœu en vous demandant, au-delà du fait de résilier, évidemment (ce qui me paraît le minimum), le contrat avec cette société qui n'a pas fait un manquement, mais trois manquements graves, je voudrais vous demander, Monsieur le Maire, de vous engager à donner aux maires d'arrondissement dont les crèches bénéficient, si je puis m'exprimer ainsi, en tout cas plutôt subissent l'alimentation par la société Cofida, nous soyons tous, les 20 maires d'arrondissement, informés, non seulement de l'enquête, mais de ce qui s'est passé depuis ces derniers jours et que vous vous engagiez à la transparence la plus totale à notre égard, nous, qui sommes responsables devant les habitants de nos arrondissements.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Normalement, vous aviez une minute, mais, compte tenu de l'importance du sujet, vous en avez pris trois fois plus.

Ce n'est pas grave, mais je vous le signale. Je vous aime bien, c'est pour cela.

La parole est à M. Christophe NAJDOVSKI.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Nous n'allons pas refaire le débat d'hier, cela ferait un peu, si j'ose faire ce jeu de mots, réchauffé.

Simplement dire à Mme KUSTER que, bien entendu, si nous avions eu connaissance d'un quelconque problème dans d'autres arrondissements, évidemment, nous l'aurions signalé et évidemment que cela se serait su.

Simplement, il n'y a pas eu d'autres signalements dans d'autres arrondissements et, donc, ces deux dysfonctionnements, qui sont isolés, se sont effectivement produits dans votre arrondissement. Fort heureusement, quelque part, cela a été circonscrit et limité à ces deux crèches.

Il n'empêche que, bien entendu, nous sommes extrêmement vigilants sur la situation. Nous avons redoublé de vigilance, puisque des messages ont été, je vous le dis à nouveau, envoyés à l'ensemble des responsables de

structures qui sont livrées par cette société pour redoubler de vigilance sur les procédures et les protocoles qui sont déjà en vigueur et qui ont permis d'éviter que les aliments qui ont été livrés soient éventuellement servis.

Il n'y a aucun produit périmé qui a été servi aux enfants, je le répète encore une fois et c'est le professionnalisme, le protocole et les procédures qui sont en vigueur qui l'ont évité.

Sur la question de l'engagement à ce qu'il y ait une transparence et une communication de la part des services de la Ville de Paris et de moi-même envers les 20 maires d'arrondissement, bien entendu, je ne vois pas en quoi je pourrais m'opposer à ce type de demande.

Concernant votre vœu, l'Exécutif ne va pas pouvoir donner un avis favorable. Il va vous demander plutôt d'adopter le vœu qu'il a lui-même déposé et qui précise que nous allons poursuivre la procédure qui est engagée, en vue de la résiliation du marché qui lie la Ville de Paris à la société Cofida, dans le respect des règles en vigueur, parce qu'il y a des règles à respecter, même lorsqu'on résilie un marché, il faut le faire dans le respect de la réglementation, on ne peut pas le faire comme cela, d'un claquement de doigts, du jour au lendemain, et avec une solution de substitution qui sera dès à présent recherchée pour l'approvisionnement des établissements de la petite enfance.

Je vous demande de bien vouloir adopter le vœu de l'Exécutif qui vient en substitution de votre vœu.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Maintenez-vous le vœu ?

Vous avez déjà eu trois minutes au lieu d'une.

Maintenez-vous le vœu ou pas, Madame KUSTER ?

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Monsieur le Maire, vous allez me donner juste le temps d'expliquer quelque chose.

Je vais juste reprendre la conclusion de mon vœu : nous demandons, les élus, au Maire de Paris de dénoncer sans délai le contrat qui lie la Ville de Paris à Cofida et qu'il veille à ce qu'un nouveau prestataire garantisse la sécurité alimentaire des enfants.

Je ne dis pas qu'il n'y a pas de règle, je vous demande de vous engager. Vous faites un contre-vœu à vous-même ; je vais lire, et vous me permettez…

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - On sait lire !

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Monsieur SCHAPIRA, excusez-moi, il y a un moment où l'on pourrait quand même se faire entendre, au moins dans cet hémicycle, si ce n'est pas par le biais…

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je ne vous ai jamais coupé la parole, mais là, quand même, vous exagérez !

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Non, je n'exagère pas.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Tout à l'heure, je vous ai donné trois minutes au lieu d'une, alors vous terminez !

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Je termine.

Ce que nous propose M. NAJDOVSKI, les mots ont un sens : "Le Conseil de Paris réitère sa volonté d'apporter un service public de qualité et demande que la procédure engagée pour résilier le marché qui lie la Ville de Paris à Cofida soit poursuivie dans le respect des règles en vigueur - encore heureux - et qu'une solution de substitution soit dès maintenant recherchée pour l'approvisionnement des établissements de petite enfance".

Qu'est-ce que c'est que ce vœu que vous vous faites à vous-même ? Quand nous-mêmes, l'opposition, sommes en train de vous demander quelque chose, vous vous faites maintenant un vœu à vous-même et vous nous demandez de voter le vœu que vous êtes censé vous faire ! Mais attendez, encore heureux que vous allez respecter les règles ! Encore heureux ! C'est le minimum, Monsieur NAJDOVSKI ! C'est le minimum !

Il n'y a pas besoin d'un vœu pour que vous fassiez respecter les règles !

Nous avons fait un vœu, nous vous demandons quelque chose, vous le faites ! Point barre !

Si vous ne voulez pas le faire, nous le notons ; c'est tout.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Respectez les règles !

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Evidemment qu'on respecte les règles ! Je ne vous demande pas de passer à saute-mouton par-dessus les règles, enfin !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - On a compris.

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2013, V. 24).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la réouverture de la halte-garderie sise 51 rue Berzelius (17e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 51 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la réouverture de la halte-garderie 51, rue Berzelius.

La parole est à Mme KUSTER ; une minute !

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - On ne s'en lasse pas !

Il y a quelques problèmes, quand même, de fonctionnement, et là, cette fois, c'est sur la réouverture de la halte-garderie rue Berzelius, et Monsieur NAJDOVSKI, vous connaissez ce problème.

Cet établissement a fermé ses portes en octobre 2010, en raison d'infiltrations et de sources d'humidité décelées dans ses cloisons. Depuis cette date, cet équipement est toujours fermé.

Une commission de sécurité s'est réunie en octobre dernier et a rendu un avis défavorable à la réouverture, au motif que les installations de sécurité étaient défaillantes.

Alors, nous vous demandons, puisque nous manquons cruellement de places en crèche, non seulement dans le 16e, mais également dans le 17e, comme vous le savez, qu'une ouverture puisse être à nouveau programmée et que vous nous mettiez les moyens sur, entre autres, les marchés d'appels d'offres, puisqu'on voit à nouveau qu'il y a une difficulté dans les appels d'offres, que ce soit en matière d'alimentation ou de travaux, nous sommes à chaque fois en difficulté par le fait que l'on va toujours vers le moins-disant.

Nous vous demandons de prendre les mesures nécessaires pour une réouverture rapide de cet équipement et d'informer la mairie du 17e du calendrier envisagé.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - La parole est à M. NAJDOVSKI pour vous répondre.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Comme vous, Madame KUSTER, je souhaite que la crèche située 51, rue Berzelius puisse ouvrir dans les plus brefs délais.

Vous le savez, nous avons été victimes sur cet établissement d'une défaillance manifeste de l'entreprise responsable des travaux. Depuis la réouverture de l'équipement en février 2008, c'est-à-dire avant le début de cette mandature, suite à une opération importante de réhabilitation, des infiltrations récurrentes dans les dortoirs du rez-de-chaussée et dans les étages ont, en effet, été signalées et ont conduit à sa fermeture en octobre 2010.

Suite à la fermeture de l'établissement, il a fallu procéder à une phase d'analyse par un expert indépendant, désigné par le tribunal administratif, afin de pouvoir déterminer les causes des désordres et définir un plan de travail.

Or, cette phase d'expertise s'est avérée particulièrement longue, comme cela est parfois le cas dans ce type de procédure.

L'expert exigea notamment que des délais supplémentaires auprès du tribunal administratif lui soient accordés, et plusieurs ordonnances sont ainsi intervenues afin d'étendre sa mission. Son rapport définitif n'a été déposé qu'en juillet 2012.

Les travaux de reprise des désordres n'ont donc pu être entrepris que durant l'été.

Une commission de sécurité de réouverture s'est tenue le mercredi 24 octobre 2012. Elle a rendu un avis défavorable en raison de l'absence de certains documents, au nombre desquels le rapport de vérification réglementaire après travaux, qui doit être établi par un organisme agréé. Cet organisme agréé devait être saisi par l'entreprise responsable des travaux.

Or, faute de réactivité de l'entreprise, la Ville a dû se substituer à celle-ci et missionner elle-même l'organisme. Ce rapport sera produit dans les tout prochains jours et devrait permettre de fixer très prochainement une nouvelle date de commission de sécurité.

En tout état de cause, la Ville de Paris met tout en œuvre auprès des prestataires et de la Préfecture pour que l'établissement puisse ouvrir d'ici le début du mois d'avril.

La mairie d'arrondissement sera, bien entendu, tenue informée très prochainement de la date exacte.

Je pourrai, dans ces conditions, vous demander le retrait de votre vœu, compte tenu des éléments que je viens de vous apporter, mais comme je ne suis pas rancunier et que votre vœu va dans le sens de notre action, je ne vois pas d'objection à ce qu'il soit adopté.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Formidable !

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2013, V. 25).

L'unanimité pour Mme KUSTER ! J'en suis ravi.

2013 DJS 189 - Lancement de marchés article 30 pour l'organisation, la mise en oeuvre et le suivi des ateliers bleus sportifs dans les écoles élémentaires publiques ou privées.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DJS 189 relatif au lancement de marchés pour l'organisation des ateliers bleus sportifs dans les écoles élémentaires, publiques ou privées.

La parole est à Mme POLSKI, cinq minutes…

Non ? Alors nous passons !

Vous voulez quand même voter sur ce projet de délibération ?

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 189.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DJS 189).

Vœu déposé par M. David ALPHAND et Mme Laurence DREYFUSS relatif à la candidature de Paris pour l'Euro 2020 de football.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons le vœu non rattaché référencé n° 52 dans le fascicule, déposé par M. David ALPHAND et Mme Laurence DREYFUSS, relatif à la candidature de Paris pour l'Euro 2020 de football.

La parole est à M. David ALPHAND, une minute !

M. David ALPHAND. - Monsieur le Maire, merci.

Le président de l'U.E.F.A., M. Michel PLATINI, a annoncé une formule très innovante pour le prochain Euro 2020 de football, championnat d'Europe des nations. Il s'agit, en effet, de rendre ce championnat itinérant, alors que jusqu'à présent, ce championnat était organisé par un pays en particulier.

C'est, d'ailleurs, le cas de la France en 2016, et nous ne pouvons d'ailleurs que nous en féliciter. A cette occasion, Paris sera dotée d'un stade que j'oserai qualifier de "flambant neuf", le Parc des Princes, pour lequel un certain nombre d'investissements seront réalisés d'ici la tenue de l'Euro 2016.

L'Europe du football, les Parisiens et les amateurs français de foot ne comprendraient probablement pas que Paris ne soit pas candidate pour accueillir quelques-uns des matchs de l'Euro 2020 de football.

C'est la raison pour laquelle, avec ma collègue Laurence DREYFUSS, nous proposons le dépôt de la candidature de Paris.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - La parole est à M. VUILLERMOZ.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur ALPHAND, effectivement, l'U.E.F.A. a annoncé courant janvier une nouvelle organisation de l'Euro de football pour 2020. Il s'agit, comme vous le dites, non plus d'un pays d'accueil et de villes hôtes, mais d'une ville par pays, et plus précisément de 13 villes européennes.

Si les villes seront désignées en septembre 2014, vous n'ignorez pas qu'il appartient d'abord aux instances sportives de faire acte de candidature, ce qui n'est pas le cas encore pour la Fédération française de football.

Je fais remarquer que dans cette nouvelle configuration de l'organisation de l'Euro 2020, soit une ville par pays, on peut penser que le modèle standard des stades retenus sera certainement en rapport avec des jauges élevées, certainement plus de 50.000 spectateurs, ce qui n'est pas le cas du Parc des Princes.

Monsieur ALPHAND, Paris, comme vous l'avez dit, sera ville hôte pour l'Euro 2016, soit quatre ans avant, et quatre ans encore à attendre, et il faut le réussir et cela va coûter cher.

De plus, il serait à mon sens bien prématuré de nous engager sur un vœu sans avoir au préalable pris connaissance de ce qu'en pense le Ministère des Sports, qui s'est doté récemment d'un délégué interministériel aux grands événements sportifs d'intérêt national. A mon avis, c'est son rôle de prendre position pour savoir si la France est candidate ou pas, et ensuite de discuter certainement avec les villes de France qui ont des stades aussi et qui correspondent à cette jauge.

Alors, Monsieur ALPHAND, comme le timing n'est pas le bon, je vous demanderai de bien vouloir retirer votre vœu. Dans le cas contraire, j'émettrai un avis défavorable.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Monsieur ALPHAND, retirez-vous votre vœu ?

M. David ALPHAND. - J'ai bien entendu l'argumentation de M. VUILLERMOZ. Je me range à sa demande, en précisant néanmoins que le dépôt de candidature doit être adressé à l'U.E.F.A. d'ici le mois de septembre. C'est la raison pour laquelle je lui propose une clause de revoyure le mois prochain, lors de notre prochaine séance de Conseil de Paris, en espérant que le dossier ait pu avancer.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Revoyons-nous !

Tous les mois, nous prenons rendez-vous.

2013 DU 41 - Signature d'une promesse de vente pour un volume foncier au 295, avenue Daumesnil (12e), destiné à un programme hôtelier.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DU 41 relatif à la signature d'une promesse de vente pour un volume foncier au 295, avenue Daumesnil destiné à un programme hôtelier.

La parole est à Mme MONTANDON…

Elle n'est pas là ? Nous passons au vote.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 41.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DU 41).

2013 DU 53 - Cession au syndicat des copropriétaires de l'immeuble 2, rue Descartes et de la parcelle municipale 43, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève (5e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DU 53 concernant la cession au syndicat des copropriétaires de l'immeuble 2, rue Descartes et de la parcelle municipale, 43, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, sur lequel l'Exécutif a déposé l'amendement n° 53.

La parole est à Mme HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - C'est un amendement technique, très technique, puisqu'il s'agit simplement d'une précision notariale que nous avons ajoutée pour que le projet de délibération soit le plus clair possible.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 53 déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 53 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 53 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2013, DU 53).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au bilan économique et environnemental du réaménagement des voies sur berges.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 54 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif au bilan économique et environnemental du réaménagement des voies sur berges.

La parole est à M. LEGARET.

Madame DOUVIN ? Avec plaisir.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, vous vous souvenez certainement que le Maire de Paris avait posé, comme préalable à la fermeture des voies sur berges, le renforcement des transports en commun.

Vous vous souvenez aussi que le précédent Préfet de police avait indiqué que les modèles théoriques étaient fondés sur des moyennes et que ces moyennes avaient tendance à minorer la congestion, et qu'il avait proposé des tests de réalité.

Vous vous souvenez aussi que nous avions demandé une expérimentation.

Tout ceci avait été refusé par la majorité municipale. Une clause de réversibilité avait été introduite à la demande du Préfet de police.

Nous considérons donc qu'il est normal d'assurer un suivi précis des conséquences sur la circulation de la fermeture de la voie sur berges rive gauche pour décider ou non de l'activation de cette clause de réversibilité.

D'autre part, nous savons que le coût de la congestion de la Capitale est important. Donc, nous estimons, maintenant que les choses sont en action et que la voie sur berge rive gauche a été fermée, qu'il y a lieu, dans le délai de six mois, d'avoir ici un bilan des impacts des réaménagements des voies sur berges rive droite comme rive gauche, et sur tout le territoire parisien, boulevard périphérique compris.

Ce bilan doit porter sur la circulation avec le temps de parcours moyen, la localisation, l'amplitude des embouteillages aux heures de pointe et sur la journée complète, sur les temps d'intervention des véhicules d'urgence - ce n'est pas à vous que je vais dire l'importance d'une rapidité d'intervention, pompiers, Samu et police - sur la vitesse et le coût d'exploitation, la fréquentation de chaque ligne de réseau de bus exploitée par la R.A.T.P., sur la vitesse moyenne de la circulation de taxis qui sont déjà nombreux à se plaindre et sur les niveaux de bruit et de pollution. Enfin qu'un bilan économique de ces impacts accompagne celui que je viens de détailler.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Je regrette vraiment l'absence de M. LEGARET, j'aurais pu lui prouver, puisque cela lui avait échappé, qu'en plus je parle, mais puisque c'est vous, Madame DOUVIN, je vous réponds bien évidemment.

Quelques éléments sur ce vœu qui relève d'un combat récurrent que vous menez contre ce beau projet structurant qui est un projet d'écologie urbaine, qui permet à la Ville de respirer. Vous êtes cohérente avec vous-même, je pense que vous le serez jusqu'au bout, y compris au moment de l'inauguration.

Mais je voudrais d'abord vous rassurer, la fermeture des berges, contrairement à vos prophéties, n'a pas entraîné la fin du monde. On roule toujours sur la rive droite et la rive gauche aussi. Là, il y a une crue, mais c'est indépendamment des travaux et des aménagements, il faut faire avec la vie du fleuve et les intempéries. Mais s'agissant de la circulation, la fermeture de la voie sur berges rive gauche entre le Musée d'Orsay et le quai Branly induit principalement un report de circulation sur le quai haut, sur le quai Anatole France, mais qui est absorbable, compte tenu des aménagements que nous avons réalisés. C'est notamment au niveau des carrefours et avec cette création de troisième file, à laquelle nous nous étions engagés dès quasiment le début de ce projet.

Pendant la première semaine de fermeture qui a déjà eu lieu, à compter du 28 janvier, aucune situation de blocage n'a été constatée, et le quai Anatole France s'écoulait normalement, tout comme le quai d'Orsay. On n'a pas observé d'augmentation dramatique, notamment sur la rue de Rivoli, même s'il y a eu un report sur la rue de Rivoli.

Depuis le 4 février, je vous le disais, la situation est différente mais parce qu'il y a une crue de la Seine, donc forcément le passage, notamment dans le souterrain, n'est plus possible. Mais un document d'analyse des incidences a été élaboré, d'ailleurs en étroite collaboration avec la Préfecture de police que je remercie, et ce document permettra non seulement d'analyser les nouvelles conditions de circulation sur les différents itinéraires au bout de quelques mois, une fois stabilisé, mais aussi d'examiner les effets en matière de bruit, de qualité de l'air et en appréciant aussi d'autres indicateurs, tels que la fréquentation du site et le développement des activités économiques. Parce que nous sommes soucieux, bien sûr, d'évaluer les projets que nous conduisons.

Je me réjouis que Jean-Marc AYRAULT, le Premier Ministre, ait traité ce dossier avec sagesse et soit revenu sur la position de son prédécesseur, M. François FILLON, qui avait demandé, je vous le rappelle, à l'ensemble de ses Ministres d'ailleurs - tous les Ministres qui étaient concernés par le dossier - et avait demandé notamment au directeur du Port de Paris qu'il ne signe pas de convention avec la Ville.

Vous avez déposé des recours, bref, nous sommes dans l'ordre naturel des choses, c'est-à-dire que nous, nous nous battons pour que la Ville évolue, comme les grandes métropoles mondiales, c'est-à-dire que l'on fasse place vraiment aussi à des modes de circulation douce, à des espaces de respiration, que l'on ménage les corridors écologiques, et la Seine est un corridor écologique, que l'on se tourne vers des modes de déplacement alternatifs et moins polluants.

Bref, vous êtes sur une autre longueur d'onde. C'est très bien qu'en démocratie il y ait des clivages et qu'ils soient assumés, sachez que nous assumons effectivement ce projet, qui pour l'instant, et avec l'évaluation qui va suivre et qui nous apportera d'autres éléments, se déroule très bien.

Je vous remercie.

C'est un avis défavorable à votre vœu, bien sûr.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'aménagement et l'avenir de la rue Baron-le-Roy et le futur quartier de Bercy-Charenton.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 55 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à l'aménagement et à l'avenir de la rue Baron-le-Roy et le futur quartier Bercy-Charenton.

La parole est à Mme MONTANDON.

Vous faites la voiture-balai, Madame ? D'accord, allez-y.

Mme Laurence DOUVIN. - Mes chers collègues, il s'agit donc cette fois-ci d'un collectif Baron-le-Roy dans le 12e arrondissement. Vous connaissez certainement tous comme moi d'ailleurs ce collectif. Dans ce collectif travaille une centaine d'artisans et de commerçants avec des activités qui requièrent de l'espace...

Mme Claude-Annick TISSOT. - C'est inadmissible !

La réflexion est sexiste !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - De quoi parlez-vous ?

Laurence DOUVIN, si vous l'avez mal pris, je vous prie de m'en excuser, mais franchement, tout cela pour cela !

Madame !

Mme Claude-Annick TISSOT. - C'est tout le temps comme cela, Monsieur le Maire !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Laurence DOUVIN ?

Mme Laurence DOUVIN. - Mes chers collègues, revenons ensemble, si vous le voulez bien, dans le 12e, pour considérer les activités extrêmement intéressantes et valables du collectif Baron-le-Roy.

Ce collectif souhaiterait être consulté sur l'aménagement et l'avenir de la rue Baron-le-Roy et du futur quartier Bercy-Charenton.

Ce collectif va souvent dans les réunions publiques et n'a jamais eu aucune réponse à ses préoccupations.

Nous considérons aussi que l'intérêt de sauvegarder le tissu économique dans le 12e est absolument évident.

C'est pourquoi nous demandons par ce vœu que le Maire de Paris s'engage à recevoir les membres de ce collectif dans les plus brefs délais afin qu'il soit, ce qui nous paraît normal, associé à la concertation sur l'aménagement et l'avenir de la rue Baron-le-Roy et du futur quartier Bercy-Charenton.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - La parole, pour la réponse, est à Mme HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Mme DOUVIN ne connaît pas, c'est normal, ce dossier qui se déroule dans le 12e arrondissement. Sinon, je pense qu'elle l'aurait porté avec beaucoup plus de réserves, tout simplement parce que ce vœu est sans objet, Madame DOUVIN !

Il est vraiment sans objet.

Vous connaissez bien vos dossiers dans le 17e mais là, je vous assure que dans le 12e, ce vœu est sans objet.

Mme Laurence DOUVIN. - Une suspension de séance de cinq minutes !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Trois minutes !

(Suspension de séance de trois minutes).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Laurence DOUVIN, on y va. Les fins de séance sont toujours comme cela.

Mme Laurence DOUVIN. - Un mot, Monsieur le Maire, je ne serai absolument pas longue. Je prends connaissance de ce vœu. Je connais le 12e arrondissement. Je ne fais pas que m'occuper du 17e. Si Mme HIDALGO faisait attention, elle le saurait, je pense.

J'ai exprimé la volonté de ceux qui avaient déposé ce vœu. En disant cela, Mme HIDALGO attaque ceux du 12e arrondissement qui ont déposé ce vœu et par moi-même, l'intégralité du groupe. Je trouve que ce n'est pas admissible.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Parfait.

La parole est à Mme HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Madame DOUVIN, je ne voulais pas vous blesser. Je voulais simplement vous dire que ce vœu est sans objet. Il est sans objet, et les élus du 12e le savent très bien, parce que la concertation mise en place sur Bercy-Charenton est exemplaire.

Tous les collectifs, l'ensemble des personnes, y compris le collectif Baron-le-Roy, y participent très activement. Cette concertation, en plus, je l'ai voulue avec la maire du 12e, avec également le maire de Charenton, très en amont du projet.

Nous travaillons depuis des mois sur une méthode qui est nouvelle et que j'espère bien pouvoir développer aussi ailleurs, puisque nous travaillons sur le diagnostic territorial avant même d'entrer dans le projet lui-même.

Bien évidemment, la question de la rue Baron-le-Roy a été posée dès le début, question sur laquelle la maire du 12e et les élus qui l'entourent se sont beaucoup impliqués.

Une concertation exemplaire. Que l'on ne vienne pas me dire qu'il y a une insuffisance de concertation sur ce projet.

Cette opération d'équilibrage de l'agglomération entre l'Est et l'Ouest qu'est l'opération Bercy-Charenton est conduite par l'équipe ROGERS. ROGERS est l'architecte qui a notamment fait Beaubourg avec PIANO il y a déjà de nombreuses années. Ce sont des architectes de talent - je le dis pour le reste de notre Assemblée - puisque vous connaissez M. ROGERS.

Nous sommes donc en train d'élaborer un quartier mixte et nous créerons, je l'espère, une Z.A.C. dans les mois qui viennent, mais avec une concertation vraiment extrêmement appuyée.

D'ailleurs, dans le calendrier que nous avons, au-delà des nombreuses réunions publiques qui ont réuni plus de 400 personnes à chaque fois ! Des ateliers, des marches exploratoires dans le quartier, des ateliers citoyens. Bref, il y a eu un déploiement que je ne regrette absolument pas, tant la qualité du dialogue est forte. J'ai rarement vécu des réunions publiques comme celles que j'ai vécues sur Bercy-Charenton, avec une implication et une compréhension parce que les habitants et ceux qui s'y intéressent travaillent vraiment activement à ce projet.

Voilà pourquoi ce vœu est sans objet, Madame DOUVIN, et sans avoir voulu du tout porter atteinte au travail que vous faites - et c'est votre rôle, notamment sur les sujets de transports et d'urbanisme, et je vous vois souvent sur ces dossiers -, sur ce vœu, il est sans objet.

J'émets donc un avis défavorable.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la dénomination de la rue intérieure de la Z.A.C. "Beaujon" (8e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 56 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la dénomination de la rue intérieure de la Z.A.C. "Beaujon".

La parole est à M. François LEBEL, maire du 8e.

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - Merci, Monsieur SCHAPIRA.

Ce vœu s'adresse à Mme HIDALGO. Il s'agit de la dénomination d'une rue intérieure de la Z.A.C. "Beaujon".

Le vœu a été l'objet d'un débat et d'un vote à l'unanimité du Conseil du 8e arrondissement. Nous proposons deux possibilités : d'une part la rue Laure Diebolt, qui était la secrétaire de Jean Moulin. Elle a été l'une des six femmes compagnons de la Libération sur un total de plus de 1.000.

Laure Diebolt serait donc avec Bertie Albrecht, dans une rue voisine du 8e arrondissement, la seule femme compagnon de la Libération à avoir une rue à son nom à Paris.

L'autre possibilité est la rue Louis de Funès, ceci à l'occasion du trentième anniversaire de sa mort qui est intervenu il y a quelques jours. C'est évidemment, tout le monde le connaît, l'un des plus populaires et des plus célèbres acteurs du XXe siècle.

Il a habité à côté, rue de Monceau.

La nouvelle voie créée est donc une opportunité de lui rendre un hommage parfaitement mérité.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Madame HIDALGO, vous avez la parole.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - D'après ce que je comprends, je dois choisir ou en tous cas, vous proposez un choix pour voter sur le nom de cette rue. Je vous en remercie, Monsieur LEBEL.

Les deux noms sont effectivement tout à fait prestigieux. Bien sûr, ma préférence ira, même si j'aime beaucoup comme tout le monde ici, Louis de Funès, acteur qui marque notre histoire collective et nos histoires personnelles mais bien sûr, si vous me demandez d'émettre une préférence, je voudrais, si vous en êtes d'accord, soumettre cette préférence à notre Conseil, ce serait celle de la dénomination de Laure Diebolt, qui est une des six femmes compagnons de la Libération, qui est une femme remarquable - vous l'avez rappelé -, secrétaire de Jean Moulin.

Je trouve effectivement qu'avoir le nom de Laure Diebold sur nos rues et dans votre arrondissement serait vraiment quelque chose de très fort et, comme vous le savez, je souhaite - et nous y travaillons, le Maire de Paris appuie aussi cette démarche - qu'il y ait beaucoup plus de noms de femmes dans les rues de nos villes qu'il n'y en a jusqu'à présent.

Si vous me permettez d'émettre une préférence, je vous propose de voter pour que cette rue soit dénommée la rue Laure-Diebold.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Donc, nous votons sur le vœu n° 56, avec un avis favorable sur Laure Diebold ?

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - Je le regrette pour Louis de Funès.

De toute façon, c'est Mme HIDALGO qui va décider et nous proposer la dénomination. C'est tout.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Je ne suis pas seule à décider, mais, Louis de Funès, on pourra revoir ultérieurement.

Je propose effectivement - et je vous remercie, Monsieur LEBEL - le nom de Laure Diebold sur une rue du 8e arrondissement.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - L'avis de l'Exécutif est favorablement sur ce vœu.

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 26).

2013 DU 51 - Avis sur l'engagement par le Maire d'une procédure de modification du PLU sur le secteur "Grand Parc" du Parc des expositions de la Porte de Versailles (15e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DU 51 concernant l'avis sur l'engagement par le Maire d'une procédure de modification du P.L.U. sur le secteur "Grand Parc" du Parc des expositions de la porte de Versailles dans le 15e.

Il y a sept orateurs inscrits, la parole est d'abord à M. Yves CONTASSOT.

M. Yves CONTASSOT. - Merci.

Le projet de délibération qui nous est proposé aujourd'hui s'inscrit dans la continuité de ceux qui visent avant tout à permettre à Unibail de construire son Triangle, aussi monstrueux qu'inutile, symbole du passé et du déni du dérèglement climatique.

En effet, la dénonciation anticipée de la concession, à la demande d'Unibail, du Parc des expositions a pour seul objectif de lui permettre d'être à nouveau titulaire d'une concession dont l'échéance sera ainsi reportée.

Personne n'est dupe du choix qui sera finalement proposé au Conseil de Paris. Le coût du ticket d'entrée sera de l'ordre de 250 millions d'euros, soit à peu près ce qu'Unibail touchera au titre de la résiliation anticipée, avantage concurrentiel incontestable qui ne peut que faire douter de l'égalité des chances de l'autre et seul candidat.

Tout laisse d'ailleurs à croire qu'il s'agit plus d'un leurre que d'une candidature réelle et sérieuse, puisque ce prix d'entrée est largement supérieur à son chiffre d'affaires dans son secteur d'activité qui, depuis les publications officielles, se monte à 215 millions d'euros.

La délibération elle-même est assez claire, il s'agit de tenter de lever une des réserves du commissaire enquêteur, afin de permettre la réalisation de la tour Triangle.

Pour cela, il est affirmé que le projet s'inscrit dans le cadre du P.A.D.D., projet d'aménagement et de développement durable de Paris, et notamment son chapitre II. Certes, ce dernier prévoit la possibilité de créer un hôtel et un centre de congrès.

Moralité, cela n'a qu'un lointain rapport avec le projet réel de cette délibération qui avoue, tout de go, dans un considérant du délibéré (je cite) : "Considérant la place de Paris comme capitale mondiale des congrès internationaux et l'objectif de renforcer son attractivité dans ce domaine, en liaison avec la Région pour conserver son rang."

Tout est dit, il s'agit de lancer une ancienne révision du P.L.U. dont ce considérant servirait, pense-t-on, à lever la réserve de l'autre enquête publique sur sa simple énonciation.

Or, la réserve est quelque peu différente, je la cite :

"Réserve 1 : que la Ville de Paris obtienne, avant approbation de la révision simplifiée du P.L.U., un consensus des diverses parties prenantes à l'exploitation du Parc des expositions, gestionnaires et organisateurs de salons les plus emblématiques, démontrant que le projet préserve la force du positionnement concurrentiel du site, en particulier au niveau européen."

Il faut donc que la Ville obtienne un consensus de l'ensemble des parties prenantes et pas seulement du gestionnaire du Parc. Cela semble nettement plus compliqué, puisque la réduction de la superficie du hall n° 1 a fait l'objet de très vives critiques de la part des organisateurs des deux principaux salons.

Par ailleurs, le commissaire enquêteur a émis une deuxième réserve, je la cite : "Que la réflexion globale sur le secteur sud-ouest montre, avant l'approbation de la révision simplifiée, l'acceptabilité du cumul Balard et, à moyen terme, Paris sud-ouest - Issy nord, en matière de transport et de circulation."

Comment croire que la création d'un centre de congrès et d'un complexe hôtelier, ainsi que le renforcement de l'attractivité du site, soient de nature à répondre à cet objectif de comptabilité ?

En voulant trop en faire, la Ville fragilise elle-même le dossier de Triangle. Si cela était volontaire, nous ne pourrions que nous en féliciter. Nous en doutons.

Il semble que, une fois de plus, il y ait un peu confusion entre vitesse et précipitation, comme pour d'autres dossiers emblématiques tels que Roland Garros et nous ne doutons pas que cela risque de se terminer de la même façon.

Nous voterons donc contre ce projet de délibération.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Gilles ALAYRAC, pour cinq minutes.

M. Gilles ALAYRAC. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, le Parc des expositions de la porte de Versailles sera, nous le savons, dans les années à venir, l'un des grands chantiers de la capitale, mettant en jeu son développement économique, son rayonnement international, sa capacité à créer de l'emploi, mais tout en étant aussi un exemple en termes de développement durable, mais aussi d'ouverture sur la métropole.

C'est pour cette raison que la modification du P.L.U. qui nous est soumise aujourd'hui revêt une importance particulière, dans la mesure où elle conditionne l'avancée de ce grand projet, pour lequel je connais l'ambition forte de la municipalité.

La modification du Plan local d'urbanisme de Paris est nécessaire pour réaliser un programme d'investissement considérable.

Il faut rappeler à ce stade que, pour leur part, les villes de Vanves et d'Issy-les-Moulineaux disposent déjà des éléments compatibles avec les évolutions à venir du Parc des expositions.

Ce que nous ferons par cette modification du P.L.U. n'est pas anodin, en effet, parce qu'elle va permettre de moderniser en profondeur le site qui en a bien besoin.

Elle se traduira par la création d'un centre de congrès, par la construction d'un hôtel et par de nouveaux commerces pour dynamiser le site.

L'attractivité du Parc des expositions passera aussi par la modernisation des halls d'exposition et, à cet égard, la modification du P.L.U. n'est pas sans incidence, puisque ce sont six sur huit des halls d'exposition, ceux situés sur le territoire parisien, qui vont pouvoir être rénovés. Le second effet positif de la mesure va permettre la construction d'un centre des congrès.

Naturellement, il sera nécessaire qu'il fonctionne de manière complémentaire avec ceux de la porte Maillot et de Villepinte. Nous avons besoin en effet d'une telle structure à Paris, parce que le manque d'offres disponibles pour les grands congrès est une réalité qui limite grandement nos capacités d'accueil et qui repousse certains grands événements dans d'autres villes européennes.

La réalité, c'est que, pour l'accueil des grands congrès au-delà de 6.000 personnes, Paris n'a aucun espace à proposer.

Le programme hôtelier, tel qu'il est envisagé, est également une nécessité, nous l'avions rappelé avec Jean-Bernard BROS dès le lancement de l'opération. Un objectif de 1.000 chambres semble raisonnable, à la fois parce que la capacité hôtelière dans ce secteur est limitée lors des foires et expositions, mais aussi parce qu'il faut parer à la fermeture de l'hôtel Pullman voisin avec ses 616 chambres.

Enfin, l'ouverture de commerces au sein du Parc sera un des éléments de l'attractivité et de l'animation pour les futurs visiteurs.

Centre de congrès, hôtels, nouveaux commerces, c'est finalement un nouveau quartier qui va voir le jour au sud de la capitale.

Alors, avec ce grand projet, pourquoi ne pas profiter de l'occasion pour imaginer l'implantation de lieux festifs, en particulier la nuit, dans cet espace ouvert et éloigné des habitations ?

Organiser la cohabitation entre le festif et les riverains, ce n'est pas facile, mais c'est un pari à relever. A cet égard, je rappelle que les états généraux de la nuit préconisaient d'innover en cherchant de nouveaux lieux de fête, le tissu urbain parisien étant ce qu'il est avec ses rues souvent étroites et son habitat souvent ancien et dense.

La piétonisation des berges sur Seine, il faut s'en réjouir, va déjà apporter une première réponse à cette problématique. J'en propose une seconde, dans l'enceinte du Parc des expositions, parce que je suis convaincu que nous pouvons vitaliser, animer, vivifier finalement cet espace qui est facilement accessible.

Pour terminer, je dirai que la modification du P.L.U. est nécessaire à ce grand projet, un beau projet, un projet ambitieux : celui de la rénovation du Parc des expositions.

C'est une chance pour Paris et la métropole, voilà pourquoi mon groupe, pour sa part, y est tout à fait favorable.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme TACHENE.

Mme Anne TACHENE. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, ce projet signe, comme il vient d'être rappelé, le lancement de la procédure de modification du P.L.U. qui permettra de faire évoluer le règlement s'appliquant au Parc des expositions.

Il traduit la nécessité d'ajuster le document afin que le site intègre des équipements propres à maintenir sa force concurrentielle et à ordonner sa métamorphose ; je pense au centre de congrès, comme cela a été rappelé, au programme hôtelier, ces structures qui avaient, un temps, été évoquées quand il s'agissait de promouvoir la tour

Triangle, mais je pense aussi aux surfaces commerciales dont pourraient bénéficier les habitants du 15e arrondissement.

C'est donc une nouvelle phase de consultation qui s'annonce, mais c'est aussi la conclusion de travaux de réflexion officiellement engagés depuis trois ans et que les votes de notre Assemblée ont déjà matérialisés.

Chacun a en tête la délibération de juin 2011 autorisant la mise en concurrence du contrat d'occupation du parc.

J'ai déjà eu l'occasion d'exprimer le soutien de mon groupe à une restructuration du site impliquant, compte tenu du volume des investissements prévus, de nouveaux paramètres contractuels.

Mme Catherine BRUNO et moi-même, avions par ailleurs souligné ce qu'en qualité d'élus du 15e, nous attendions du futur programme de travaux en termes d'insertion urbaine et de perméabilité aux usages et aux besoins des riverains.

Et nous sommes tous évidemment d'accord ici pour que ce vaste équipement s'ouvre à son environnement. Il n'y perdra rien, d'ailleurs, de sa force économique.

Mais je ne reviendrai pas sur ces différents aspects déjà longuement discutés y compris lors des délibérations propres à la Tour Triangle.

Il appartiendra au comité de pilotage des élus, mis en place à l'initiative du groupe U.D.I., comme je l'avais rappelé, de se prononcer sur la proposition la plus adaptée aux enjeux de la modernisation du Parc des expositions.

Aussi, je me contenterai de dire notre satisfaction de voir retenu le principe d'un hôtel, au moment où le Pullman réduit sa capacité d'accueil, et de retrouver la référence aux villes de Vanves et d'Issy-les-Moulineaux, bien que leurs documents d'urbanisme soient compatibles avec la programmation projetée. A défaut de n'avoir jamais entendu leurs avis directs dans cette opération, il est donc réconfortant de savoir que les collectivités pourraient être consultées.

Vous aurez compris, mes chers collègues, que nous ne partageons pas les réticences de M. CONTASSOT et que nous émettons un avis favorable à ce projet de délibération.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à M. GOUJON, pour 5 minutes.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

C'est vrai qu'entre la phobie des tours de M. CONTASSOT - et des foires et salons en général, d'ailleurs - et la volonté de M. ALAYRAC de faire la fête toute la nuit au parc, on peut aussi évoquer un certain nombre d'autres sujets, concernant ce projet, même si je peux partager une partie des préoccupations de nos collègues.

D'ailleurs, c'est vrai qu'en mars 2012, l'avis du commissaire-enquêteur sur la tour Triangle, puisque les choses sont quand même assez mêlées, il est vrai, avait été favorable, mais assorti de trois réserves qui ont été rappelées :

- que la Ville de Paris obtienne un consensus des diverses parties prenantes à l'exploitation du parc, démontrant (et cela, c'est quand même l'essentiel) que le projet préserve la force du positionnement concurrentiel du site, en particulier au niveau européen ;

- que la réflexion (c'était la deuxième réserve) sur le secteur Sud-ouest démontre l'acceptabilité du cumul de projets, d'où la nécessité du comité de pilotage que nous avons demandé, que j'ai demandé en tant que maire du 15e et que Mme HIDALGO, d'ailleurs, a accepté de mettre en place ;

- troisièmement, que des études soient poursuivies pour apporter des réponses aussi sur les impacts jugés négatifs du projet de tour sur l'environnement, notamment les ombres portées.

En tout cas, là, les choses sont un peu connexes et c'est vrai que, pour notre part, nous considérons qu'une infrastructure comme le parc, au cœur de notre métropole, est à la fois une chance pour Paris, bien sûr, et une grande chance - il faut le préserver et l'améliorer - mais aussi une source de nuisances aujourd'hui pour les riverains.

C'est la raison pour laquelle il est tout à fait souhaitable d'anticiper l'adaptation du parc à la concurrence internationale - évidemment, c'est l'objectif que nous poursuivons, comme la Ville d'ailleurs -, tout en améliorant le cadre et la qualité de vie des habitants, même la nuit ; je dis cela pour M. ALAYRAC !

La rénovation de ce parc impose donc une profonde modification de ses modes de fonctionnement.

Tout d'abord, il est nécessaire de mieux intégrer cet immense parc dans son quartier en ouvrant le site sur la Ville, avec la création d'activités de proximité, aussi bien ludiques que commerciales, ainsi que des espaces verts, une structure hôtelière ; on peut toujours discuter sur le nombre de chambres mais c'est vrai qu'à partir du moment où l'hôtel Pullman va voir sa capacité réduite par sa destruction et sa reconstruction, il est nécessaire d'augmenter les capacités hôtelières du secteur.

Il est absolument indispensable, grâce à cette opportunité, de créer un site d'excellence alliant vie économique et lieu de vie, tant au profit des visiteurs, qui ont la chance d'avoir là un parc en plein cœur de ville, que des habitants.

Respectons également les exigences environnementales et architecturales.

Cette restructuration devra s'inscrire dans un véritable projet urbain qui permettra la création finalement d'un nouveau quartier, dynamique, accessible, concurrentiel, tout en préservant - et c'est absolument indispensable - la qualité de vie des riverains, qu'il faut absolument améliorer dans ce quartier.

Indispensable, donc, de réguler aussi les flux logistiques des livraisons, en favorisant les accès par le périphérique, prévoir le stationnement, lutter contre le stationnement anarchique des visiteurs lors des grands salons, renforcer l'offre de places de parking ou la modifier, mais aussi lutter contre tout ce qui a trait à l'insécurité, la malpropreté, les ventes à la sauvette, etc.

Renforcer - et cela, c'est un des aspects essentiels aussi sur lequel il faut s'attarder - l'offre de transports en commun, des transports collectifs, qui est insatisfaisante aux heures de pointe et largement sous-dimensionnée lors des salons, d'autant plus que beaucoup de projets vont voir le jour dans ce secteur.

Veiller au respect des normes environnementales les plus exigeantes et étudier l'éventualité d'un raccordement du parc au réseau Climespace, dont l'extension est actuellement en cours, et puis, toute la concertation qu'il est nécessaire de mener sur ce projet : le comité de site, que j'ai évoqué à l'instant, parce que nous allons voir émerger là, dans ce secteur, un nouveau quartier du XXIe siècle à Paris, avec le Ministère de la Défense à Balard, la rénovation du secteur de l'Aquaboulevard, l'hôtel Pullman qui va être restructuré, démoli, la tour Triangle, la transformation du laboratoire central des Ponts et Chaussées, bref, un secteur entier sur une très vaste superficie qui va être l'objet de travaux qui vont se chevaucher. Il est nécessaire que les riverains puissent voir leurs conditions de vie le moins perturbées possible.

Les habitants doivent aussi être étroitement associés au projet - vous savez que nous le demandons, évidemment - tout au long de la procédure. Je souhaite qu'une réunion publique soit organisée maintenant le plus tôt possible pour permettre aux habitants d'apprécier le défi que nous devons relever collectivement, requalifier le quartier pour conforter la place de Paris en tant que grande métropole économique européenne - et je crois que nous partageons tous ce même objectif -, tout en améliorant simultanément le bien-être des riverains.

Enfin, dernier point, peut-être un peu annexe, la volonté de voir appliquer le vœu que nous avons déposé et adopté à l'unanimité en décembre 2009, qui inscrit cette évolution urbanistique dans la non moins nécessaire prise en compte de la rénovation de quartiers à l'urbanisme vieillissant comme les Périchaux, Sablonnière, Bargue, etc. Mme HIDALGO s'en souvient.

Enfin, bref, il s'agit là d'un enjeu colossal, non seulement pour le quartier, pour le 15e, mais pour Paris, sinon pour la France. Et il est nécessaire maintenant, effectivement, de commencer cette transformation urbaine et d'instituer une requalification architecturale ambitieuse qui satisfasse à la fois les intérêts économiques de Paris et la qualité de vie des riverains.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Danielle SIMONNET.

Mme Danielle SIMONNET. - Mes chers collègues, ce projet de délibération, comme chacun l'a signalé, ne porte pas simplement sur une modification du P.L.U. pour moderniser le Parc des expositions, envisager un projet de

centre de congrès, d'hébergement hôtelier et de commerces associés ; ce projet de délibération est étroitement lié au projet de la tour Triangle.

Mais au lieu d'aborder l'ensemble du projet dans sa globalité, les changements opérés sur le secteur Grand Parc et le projet tour Triangle, on nous impose de saucissonner le sujet en deux.

Eh bien, mes chers collègues, cette démarche n'est pas acceptable.

Pour rappel, le commissaire-enquêteur avait émis des réserves dans son rapport de mars 2012, estimant qu'il n'était pas démontré que le projet de tour Triangle permettrait de préserver la force de positionnement concurrentiel du site, je reprends les termes, en particulier au niveau européen. Et les travaux de démolition-construction du Hall 1 constituent toujours une menace pour le site.

Pour réviser le P.L.U. et autoriser de déroger aux limitations des bâtiments de plus de 37 mètres de hauteur, ce que l'on va être amené à faire, il sera donc nécessaire de démontrer que le projet dans son ensemble répond bien à l'intérêt général. Donc, on nous saucissonne les deux sujets pour obtenir un aval d'intérêt général sur l'un, pour mieux faire passer l'autre.

Sur la globalité du projet, parce qu'il s'agit avant tout d'une grosse opération de spéculation immobilière, parce que c'est un projet anti-écologique, parce que c'est un projet antisocial et aberrant d'un point de vue économique, Alexis CORBIÈRE et moi-même, nous voterons contre.

D'abord, à qui avons-nous affaire ? A la société Viparis et la S.C.I. Triangle.

Viparis va donc abandonner une partie de son emprise foncière au bénéfice de la S.C.I. Triangle mais les deux sociétés sont contrôlés, directement ou indirectement, par Unibail Rodamco.

Résultat : Unibail Rodamco joue sur les deux tableaux ; d'une part, elle exploite le parc des expositions de la porte de Versailles et, d'autre part, elle porte le projet de la tour Triangle, qui prévoit la destruction d'une partie du parc.

Je voudrais vous citer M. Guillaume POITRINAL, du groupe Unibail, qui a bien précisé dans un journal les finalités de son groupe : "Notre métier est de distribuer du dividende, donc nous choisissons d'investir sur des actifs qui recèlent un fort potentiel de croissance du cash-flow". Faut-il rappeler également les deux articles du "Canard Enchaîné" qui ont dénoncé les conditions financières ahurissantes accordées par la Mairie de Paris à Unibail Rodamco pour la tour Triangle ? On y a appris que comme deux expertises avaient estimé un montant trop élevé du loyer du terrain prévu pour la tour pour 80 ans, on aurait sorti du chapeau une troisième expertise bien plus basse, et cadeau, c'est sur cette dernière estimation que la Ville a signé l'accord à Unibail.

Après le forum des Halles, Beaugrenelle et j'en passe, on aimerait comprendre les raisons de ces liens si sympathiques avec ce groupe qui, pour nous, ne l'est pas.

Cette tour Triangle est, je le redis, ne sera pas, par ailleurs, écologique ; cette tour d'une hauteur de 180 mètres ne sera pas une tour verte, car, pour l'heure, il n'existe pas de tour verte, tout comme le capitalisme vert est un mensonge.

Les bâtiments neufs doivent consommer moins de 50 kilowatts par heure par mètre carré et par an d'énergies primaires tout compris, mais pour les tours de grande hauteur, les spécialistes considèrent qu'on peut difficilement descendre en dessous de 180, donc la tour Triangle sera non efficace d'un point de vue énergétique.

Nous sommes ici complètement en contradiction avec les objectifs du Plan climat que nous avons pourtant voté en décembre dernier.

Les derniers sondages, par ailleurs, indiquent que 63 % des Parisiennes et des Parisiens sont hostiles à la construction de tours dans la Capitale, y compris sur les sites proches du périphérique. Des associations de riverains se sont organisés, notamment en collectifs contre la tour Triangle, ils ont fédéré d'autres associations franciliennes, confrontées à des projets de tours de bureaux, et ils ont d'ailleurs organisé une manifestation le 8 décembre dernier qui devrait inciter la Mairie de Paris à les entendre, et je sais que certains membres de cette association sont justement, précisément en ce moment, en train de nous écouter, que ce soit ici, dans les gradins, que ce soit derrière leur ordinateur, dans leurs locaux.

Le projet de tour Triangle réduit de fait l'espace dédié au parc des expositions. C'est 7.000 mètres carrés de surface en moins, auxquels s'ajoutent 1.700 mètres carrés environ pour la création de la voirie arrière, autant de difficultés supplémentaires pour l'exploitation du site, et au profit de quoi ? D'une tour de bureaux. Alors, forcément,

c'est financièrement bien plus rentable pour Unibail d'exploiter la location et la vente de bureaux et de spéculer dessus que de se consacrer à la location d'espaces de congrès, et sur le fond de l'affaire, on est bien là.

Alors, franchement, des bureaux vides à Paris, nous n'en manquons pas ; comment, par ailleurs, prétendre que ces espaces de bureaux créeront mécaniquement 5.000 emplois ? Et si oui, est-ce bien dans cette localisation de la région Ile-de-France qu'il faut les concentrer ? Non.

Nous devons repenser l'aménagement du territoire et relocaliser l'emploi dans les zones où il manque ; je ne vais pas revenir sur l'intervention que nous avons déjà eue, le débat que nous avons déjà eu dans le cadre du S.D.R.I.F. hier à ce sujet.

Nous devons, en tous les cas, garantir à chaque fois une mixité d'activités entre emploi, logement et service public, et cesser les concentrations de zones, et dans cette partie du 15e, et je conclurai, c'est du logement social que nous avons besoin.

Le saucissonnage du projet ne nous aveuglera pas ; ce qui est en jeu, c'est une opération de spéculation immobilière pure sous couvert d'un projet architectural qui constitue selon nous un grand projet inutile et imposé, antisocial et anti-écologique, tout comme l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, le plateau de Saclay ou le Triangle de Gonesse ; ce n'est qu'un projet mégalomane qui va à l'encontre des écosystèmes, de l'intérêt général et des véritables besoins des populations présentes sur le territoire, donc nous voterons contre.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - La parole est à M. MARTINS.

M. Jean-François MARTINS. - Monsieur le Maire, j'ai interrogé hier le Maire de Paris à l'occasion de la session des questions d'actualité sur l'attractivité de la capitale, et notamment du mouvement accru de baisse de l'attractivité de la capitale, et je dois reconnaître que les objectifs tels qu'exposés dans la délibération sur l'augmentation de la capacité hôtelière, sur la capacité à renforcer notre offre de tourisme de congrès, de tourisme professionnel, je les partage, je l'ai dit hier.

En revanche, je pense que la délibération et le projet, et spécifiquement la modification du P.L.U. ne répondent pas à ces enjeux.

D'abord, sur la forme, parce que nous devons, porte de Versailles, traiter le problème comme un projet global sur la porte de Versailles, d'une tour Triangle et d'un parc des expositions, et ne pas saucissonner, pour paraphraser Mme SIMONNET, le sujet en deux, comme si l'un et l'autre étaient indifférents, notamment, M. CONTASSOT l'a relevé, parce que la modification du P.L.U. telle qu'elle est là ne nous permet pas de lever les inquiétudes et les réserves du commissaire enquêteur, parce que notamment les conséquences pour le transport et pour la fluidité du transport dans le Sud-Ouest ne pourront être évaluées qu'à l'aune de projet de tour Triangle et quand on saura ce qu'il y a dedans, quand on saura les infrastructures routières et les modifications qu'elles vont engendrer et, par conséquent, nous ne pouvons pas, aujourd'hui, voter en conscience cette modification du P.L.U. tant que l'on ne sait pas concrètement ce que vous aurez mis dans cette tour si, d'ici là, nous n'avons pas réussi à vous convaincre de revenir en arrière sur cette décision.

Et ces deux projets, Monsieur le Maire, mais, Madame HIDALGO en particulier, ne répondent, malheureusement pas aujourd'hui à l'objectif environnemental que s'est affiché la Ville de Paris ; ils ne répondent pas à l'enjeu de transport, tant en mobilité douce qu'en voiture individuelle, dont on doit fluidifier, malgré tout, le trafic dans le Sud-Ouest ; ils ne répondent pas à l'enjeu de commerce ; ils ne répondent pas à l'enjeu de mixité sociale autour du quartier de la porte de Versailles, et enfin et surtout, cette question de la densification de bureaux et de tourisme de congrès dans le Sud et à la porte de Versailles en particulier ne répond pas au besoin criant que nous avons tous évoqué dans cette Assemblée : le besoin de logements, et notamment du rééquilibrage Est/Ouest, dont nous avons parlé hier et à de multiples reprises dans cette assemblée.

C'est pourquoi je ne voterai pas l'avis du P.L.U., j'irai même à la fois plus loin et moins loin en vous disant que je ne participerai pas au vote sur cette délibération, parce qu'il me semble que l'on ne vote pas la bonne chose et qu'on ne vote pas avec les bons éléments.

C'est pourquoi je réaffirme ici mon opposition à ce projet de tour et je souligne que, par ailleurs, cette révision du P.L.U. devant renforcer notre capacité de tourisme d'exposition, de tourisme business, la réaction des principaux organisateurs de congrès, la réaction des principaux organisateurs de salons, a été d'être en défiance à l'égard de ce projet et je pense qu'on ne répond pas aux premiers acteurs qui vont être concernés par cet objectif.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais, d'abord, remercier l'ensemble des orateurs pour leurs interventions, hormis des interventions qui ont été très critiques sur ce projet, et, vraiment, chacun est respectable dans les arguments qu'il oppose, c'est quand même un projet qui fait l'objet d'un très large consensus sur les bancs de cette Assemblée, je tiens à le souligner et à remercier celles et ceux qui, dans tous les groupes, y compris le groupe PC/Front de gauche, participent notamment à la commission que j'ai mise en place, suite à un vœu, Madame TACHENE, que vous aviez porté et qui est une commission qui nous a permis de travailler dans la transparence et, je crois, de façon très rationnelle sur ce projet qui est un projet majeur pour Paris et, bien sûr, pour le 15e. C'est un projet à dimension métropolitaine, vous l'avez souligné, Monsieur le Maire du 15e, Gilles ALAYRAC, Mme TACHENE également.

Nous sommes sur un secteur qui, historiquement, et, d'ailleurs, c'est ce qui est inscrit dans le P.L.U., est un secteur dédié à l'activité économique et aux grands services urbains, parce que le parc des expositions n'est pas une invention récente, et chacun sait combien l'activité de ce parc est importante pour la Ville en termes de recettes, en termes de dynamique économique, et moi, je ne dissocie pas la dynamique économique de la création d'emploi ; on ne peut pas créer d'emplois s'il n'y a pas des entreprises en situation de pouvoir le faire, et je me bats ici, sur ces bancs, avec beaucoup d'autres, pour qu'effectivement, dans notre ville, l'emploi progresse, parce qu'il y a encore un taux de chômage qui n'est pas acceptable.

C'est un projet à dimension métropolitaine, dans lequel je suis, bien sûr, en lien avec les maires de Vanves et d'Issy-les-Moulineaux ; nous travaillons ensemble.

C'est un projet très important et, vraiment, nous avons voulu le porter en consacrant cette importance.

La Commission qui s'est réunie à plusieurs reprises a permis de faire le point à partir d'une étude, d'ailleurs, de KPMG sur les atouts et les faiblesses de ce parc, et vous avez repris les uns et les autres, notamment, les atouts de ce parc, à savoir son positionnement ; il est en cœur de métropole. C'est un parc qui continue et doit pouvoir continuer de rivaliser avec les grandes villes qui, aujourd'hui, accueillent les grands salons, notamment au niveau européen.

Mais s'il a des atouts, il a aussi des faiblesses, et c'est sur ces faiblesses que nous sommes en train de travailler et ce projet de délibération est un des éléments de réponse à ces faiblesses.

Les faiblesses, quelles sont-elles ? Nous les avons soulignées les uns et les autres.

Il faut que ce parc soit mieux inséré dans la ville, parce qu'effectivement, mieux inséré, c'est aussi un plus en termes d'attractivité pour le parc, et c'est moins de gêne pour les habitants qui sont à proximité immédiate d'un espace comme celui-ci. C'est donc son insertion urbaine.

Les faiblesses relèvent aussi de la faible implication aujourd'hui des installations dans des installations que l'on pourrait considérer comme relevant de la haute qualité environnementale. Il y a donc un travail énorme à faire pour que les installations, les halls, les possibilités d'équipements que l'on trouvera dans ce parc soient effectivement adaptés à ces normes qui sont des normes extrêmement importantes, d'abord pour le climat et pour la planète, mais qui sont très importantes aussi sur le terrain de l'attractivité du parc.

Aujourd'hui, on sait que beaucoup d'entreprises se déterminent aussi par rapport à la qualité environnementale des infrastructures qui leur sont proposées pour tenir les foires et les salons.

Et puis, il y a également, dans les faiblesses de ce parc, le fait que l'offre hôtelière, l'offre de service et de congrès ne soit pas suffisante. Et là aussi, ce projet de délibération répond à cela. Comme vous le savez - je ne vous le rappelle pas, on est venu souvent au Conseil de Paris sur ce point -, en juillet 2011, le Conseil de Paris avait approuvé le lancement d'une consultation pour un renouvellement anticipé du contrat de concession du parc. Normalement, il nous conduisait jusqu'en 2026, mais nous avons considéré qu'il valait mieux agir avant 2026 pour mettre ce parc aux normes et être en situation de concourir, de façon intelligente, intéressante et performante, avec les autres grandes villes européennes et mondiales.

Donc, cette mise en concurrence est en cours. Une commission spéciale, celle qui s'était réunie au début et qui s'est transformée, composée d'élus parisiens, est constituée pour choisir à l'été le futur concessionnaire de ce parc.

Mais, dans le cahier des charges, dans le programme que nous avons soumis à la concurrence, nous avons prévu la possibilité qu'il y ait de l'hôtellerie et notamment des commerces pour animer le site, mais aussi la création d'un centre de congrès. Cela nécessitait une modification du P.L.U. pour effectivement permettre aussi aux entreprises de répondre sur le programme qui nous convient.

C'est donc l'objet de ce projet de délibération.

Certains d'entre vous ont fait le lien entre ce projet de délibération et la modification du P.L.U. qu'elle engendre, qui va se tenir du printemps prochain, avec l'enquête publique, jusqu'à une approbation en juillet 2013. Vous avez fait le lien avec la procédure de révision simplifiée du P.L.U. sur la tour Triangle.

Certains ont dit qu'il ne fallait pas saucissonner. Il ne s'agit pas de saucissonnage, mais simplement la procédure de modification du P.L.U. que je propose ici intervient en parallèle de la révision simplifiée du P.L.U. sur la tour Triangle. D'ailleurs, le code de l'urbanisme prévoit que plusieurs évolutions du P.L.U. peuvent être menées simultanément.

La procédure concernant spécifiquement la tour Triangle aboutira aussi à l'été 2013, c'est-à-dire au moment du choix du nouveau concessionnaire. Je crois qu'en fournissant, comme réponse aux réserves du commissaire enquêteur, un nouveau concessionnaire avec ces engagements d'investissement, ces engagements financiers et la nouvelle redevance qui sera discutée avec la Ville, nous aurons répondu à cette réserve.

Cela nous paraissait la façon la plus adéquate d'y répondre. D'ailleurs, je l'avais expliqué très précisément. Donc, ne soyez pas surpris que ces dossiers arrivent dans cet ordre-là, puisque je l'ai expliqué à plusieurs reprises ici au Conseil de Paris. Je pense, au contraire, que cela donnera de la force à l'ensemble de ce dossier.

Comme le commissaire enquêteur dans sa réserve principale avait émis cette question sur l'impact positif ou négatif de la tour Triangle sur l'attractivité économique du parc des expositions, je pense qu'avec, d'une part, le concessionnaire choisi à l'été 2013, cette modification de P.L.U. permettant justement les évolutions du parc et la modification de P.L.U. pour permettre la tour Triangle, nous sommes au contraire sur un ensemble extrêmement cohérent.

J'entends, ici et là, le débat sur les tours. On ne va pas le reprendre, il a été lancé, tranché à plusieurs reprises par notre Assemblée, tranché aussi à plusieurs reprises dans les Conseils d'arrondissement. Je ne reprends pas la totalité de ce débat. Vous avez une opinion qui est arrêtée sur le fait que la hauteur ne peut pas être compatible avec l'écologie.

Je suis désolée de vous dire qu'aujourd'hui les performances des bâtiments permettent effectivement de répondre aux attentes du plan Climat et des différents Grenelle, et que par ailleurs le fait d'avoir des concentrations dans des quartiers mixtes, puisque nous sommes dans un grand quartier mixte, des concentrations d'activité et de logement, c'est justement ce qui fait la ville durable. Ce n'est pas, au contraire, l'étalement ou l'installation de zones d'activité à des endroits où il n'y a pas de transports en commun que l'on fait de la ville durable, bien au contraire.

Je ne suis pas pour l'étalement urbain. Que l'on m'explique comment on loge des millions de personnes qui sont aujourd'hui mal logées et comment on fournit les emplois que l'on doit fournir sur un espace relativement restreint, si on n'accroît pas d'une certaine façon la densité ? Si on n'accroît pas la densité, on utilise l'étalement urbain et je vous déconseille d'aller miter les terres agricoles et la nature dont nous avons besoin dans la Région Ile-de-France.

C'est un sujet de fond sur lequel on a souvent l'occasion de s'entretenir. Mais aujourd'hui, cette proposition nous permet d'aller justement vers cette ville mixte dans ses fonctions. Ce que vous dites, il faudrait dans ce quartier faire du logement social, vous croyez que l'on ne s'en est pas occupé ? Vous croyez qu'il y a déjà du logement social ? Vous croyez que je ne me bats pas à longueur de projet pour rééquilibrer justement le logement social entre l'Est et l'Ouest ?

Regardez les chiffres du logement social en 2001 dans le 15e et regardez-les en 2014, vous verrez si on a fait du logement social et si on a équilibré ou pas. En l'occurrence, je me sens un peu à l'offensive sur ce sujet, notamment dans cet arrondissement, et là-dessus ce n'est pas le maire du 15e qui va me démentir.

Pas de leçons là-dessus. Quand il faut faire du logement social, je pense être au front avec beaucoup de mes collègues ici et en tout cas dans ce quartier comme dans d'autres.

Je conclus.

Je rejoins tout à fait ce qu'a dit M. GOUJON sur la nécessité de ce comité de site, d'envisager vraiment l'ensemble de ces évolutions dans leur globalité. A proximité, il y a aussi bien sûr Balard et cela n'a échappé à personne, mais il y a aussi le Laboratoire national d'essai dans lequel nous faisons du logement social.

Il faut donc élargir et tenir compte également des quartiers un peu plus éloignés mais qui ne peuvent pas souffrir d'un manque de dynamique que l'on aura sur la porte de Versailles et que l'on n'aurait pas dans d'autres quartiers plus centraux du 15e arrondissement.

Voilà, mes chers collègues, ce que je voulais ajouter à notre débat en vous remerciant et en remerciant bien évidemment celles et ceux qui vont approuver ce projet de délibération.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 51.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DU 51).

2013 DU 35 - DPE 17 - DJS 274 - Signature d'un protocole foncier et d'une convention de maîtrise d'ouvrage conclus avec Paris Habitat-OPH relatifs à l'opération d'aménagement au 49-53, boulevard de Ménilmontant, 7-15, passage de la Folie-Régnault et 6, rue René-Villermé (11e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DU 35 - DPE 17 - DJS 274 concernant un protocole foncier et une convention de maîtrise d'ouvrage avec Paris Habitat O.P.H. pour une opération d'aménagement dans le 11e arrondissement, sur lequel nous étudierons les amendements n° 57 et n° 57 bis, déposés respectivement par le groupe E.E.L.V.A. et l'Exécutif.

La parole est à Mme Fabienne GIBOUDEAUX.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce projet de délibération propose la signature d'un protocole foncier et d'une convention de maîtrise d'ouvrage avec Paris Habitat pour la réalisation d'un programme de logements sociaux, de deux équipements sportifs, d'un centre de valorisation des encombrants et d'un petit jardin dans le 11e arrondissement.

Notre groupe "Europe Ecologie - Les Verts" ne souhaite pas remettre en question le bien-fondé de ce programme et approuve totalement l'intégration de ce centre de valorisation des encombrants dans ce projet immobilier au cœur de Paris.

Notre groupe a souhaité proposer des amendements sur trois points. Le premier propose d'affecter la surface plancher d'activités commerciales de 50 mètres carrés à une activité de ressourcerie en lien avec l'activité du centre de valorisation des encombrants. Une activité permettant le réemploi et la commercialisation d'objets récupérés à proximité du lieu de collecte va tout à fait dans le sens de la politique de notre ville qui encourage la limitation des déplacements de camions et encourage la création d'emplois dans les entreprises d'économie sociale et solidaire.

Le deuxième point porte sur la création d'un jardin en toiture sur l'un des deux bâtiments de logements sociaux. Il permettrait d'accroître la surface du jardin proposée de 600 mètres carrés qui reste sous-dimensionnée par rapport au faible ratio d’espaces verts par habitant dans le 11e arrondissement et permettrait aussi d'y installer une activité associative de jardinage.

D'autre part, le plan de biodiversité voté en 2011 prévoit la création de 15 nouveaux jardins en toiture d’ici 2020. Le 11e arrondissement, très densément construit, nous semble prioritaire tant les terrains permettant d'accueillir de nouveaux espaces verts sont rares et de plus en plus onéreux.

Enfin, le troisième point porte sur la concertation.

Nous souhaitons qu'elle se poursuive sous la forme d'un atelier d'urbanisme qui associe les riverains des 11e et 20e arrondissements, les usagers des terrains de sport, les associations locales et le conseil de quartier.

Cet atelier aurait pour mission d'affiner différents scénarios d'aménagement en fonction des grandes orientations du programme prévu.

Cette petite opération d'urbanisme de quartier se prête bien à un travail collectif d'atelier. L'expertise d'usage des habitants est précieuse pour éviter de faire des erreurs d'aménagement et souvent judicieuse.

Cette expérience permettrait aussi de sortir des conflits exprimés sur ce projet lors des réunions publiques et d'asseoir la légitimité de ce projet.

L'amendement bis proposé par l'Exécutif ne mentionne ni la création d'une ressourcerie, ni celle d'un jardin sur le toit et sur la concertation, l'outil nous semble trop flou et conventionnel.

C'est pour cette raison que nous maintiendrons nos amendements.

(Mme Pauline VÉRON, adjointe, remplace M. Pierre SCHAPIRA au fauteuil de la présidence).

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Je vous remercie.

La parole est maintenant à M. François VAUGLIN, pour le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

M. François VAUGLIN. - Voilà un projet qui vient de loin. Ce projet de rénovation d'un terrain de sport au 49-53, boulevard de Ménilmontant, de logements, d'aménagement d'un gymnase, d'un centre de valorisation des encombrants et d'un jardin, ce projet de mixité urbaine, Georges SARRE l'avait lancé et nous l'avons repris avec Patrick BLOCHE, qui aurait d'ailleurs souhaité être parmi nous, mais qui est actuellement dans un autre hémicycle pour adopter un texte tout à fait historique.

Nous avons entendu la diversité des opinions, qu'elles soient favorables, défavorables, ou qu'elles portent des propositions d'amendement.

Nous avons aussi écouté les acteurs du quartier, associations sportives, services de la propreté, association "Jeune Pouce", qui gère le jardin partagé du passage de la Folie-Regnault, conseils de quartier et bien sûr, les habitants.

Nous allons donc rénover le terrain d'éducation physique et sportive du T.E.P. Ménilmontant. Cette volonté municipale a même été l'élément déclenchant le projet d'ensemble car ce terrain est bien fréquenté et répond à un besoin évident des jeunes de l'arrondissement.

Alors, pourquoi intervenir ici ?

Parce que le 11e arrondissement est le plus dense de Paris, nous n'avons pas de foncier disponible. Nous devons donc tirer le meilleur parti des rares opportunités qui existent.

Parce que le 11e arrondissement est le plus dense de Paris, mais que ce quartier est probablement l'un des mieux dotés en espaces verts avec le Père-Lachaise en face et le square de la Roquette à une centaine de mètres, nous pouvons intervenir sans nécessairement réserver tout l'espace disponible à un jardin.

Parce que le 11e arrondissement est le plus dense de Paris et qu'avec plus de 8.000 demandeurs et seulement 12 % de logements sociaux - le taux le plus faible de l'Est parisien -, nous devons agir lorsque nous avons l'opportunité, comme ici, d'en créer 80.

Je veux insister sur le fait que la programmation a été réalisée en partant des besoins de l'arrondissement.

Nous avons mis en place une concertation nourrie par la diffusion d'un questionnaire à 10.000 exemplaires dans l'ensemble du quartier, deux réunions publiques. Nous avons échangé à de nombreuses reprises en réunions publiques comme en rendez-vous bilatéraux avec les associations locales, avec les curés de la basilique Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours, avec le conseil de quartier, avec tous les riverains qui l'ont demandé, et nous allons continuer !

Mais nous avons tant entendu tant de contrevérités délibérément propagées dans ce quartier sur ce projet, y compris que nous voudrions supprimer le stade ou aller contre le plan biodiversité, ou que sais-je encore, que je vais rétablir la vérité des chiffres.

Aujourd'hui, la surface dédiée au sport est de 2.700 mètres carrés. Demain, elle sera de 3.880 mètres carrés.

Si 15 arbres seront abattus, il faut savoir que 9 d'entre eux ont été diagnostiqués par la Direction des Espaces verts comme "affaiblis", et 6 en état de "dépérissement".

Mais surtout, le jardin permettra de planter de nouveaux arbres.

La pelouse qui donne actuellement sur le boulevard de Ménilmontant est de 544 mètres carrés. Elle sera augmentée et améliorée qualitativement puisque le projet prévoit de créer un jardin de 604 mètres carrés.

Vous le voyez, chacun pourra profiter d'un espace vert plus grand. Les jeunes et les sportifs auront plus de 43 % de surface supplémentaire pour pratiquer leur sport.

Et n'oublions pas que ce projet permettra de créer environ 80 logements sociaux et un point relais pour les encombrants.

Nous poursuivons naturellement la concertation jusqu'à la réalisation du projet.

Je l'indique pour répondre notamment à l'amendement des Verts, car dans les prochains mois, cette concertation portera sur deux questions qui restent à préciser.

Quel type de terrain de sport est souhaité ?

Quel aménagement et quel usage des espaces verts (jardins et toitures végétalisées) ?

Alors oui, nous voulons des toitures végétalisées, y compris pouvant accueillir des activités partagées si cela est possible techniquement. Les prochains mois et les prochaines semaines nous permettront d'y répondre.

J'ajouterai aussi : quelle circulation piétonne à l'intérieur de l'îlot ?

En revanche, la concertation ne portera plus sur la programmation car cette question est maintenant derrière nous.

Quant à la ressourcerie qui est évoquée par l'amendement des "Verts", je signale simplement à la sagacité de notre Conseil qu'une ressourcerie existe déjà dans le quartier, au 62 rue Oberkampf.

Pour finir, avec Patrick BLOCHE, nous l'avons dit à "Paris Habitat" : à cet endroit situé à côté d'une basilique et en face du Père-Lachaise, nous serons particulièrement exigeants sur la forme du bâtiment.

Nous voulons une écriture architecturale de grande qualité qui préserve des vues, qui montre autant qu'elle démontre.

Mais nous sommes confiants car nous avons maintes fois prouvé qu'aujourd'hui, à Paris, la qualité, la création et l'inventivité architecturales sont la marque du logement social.

Nous avons une belle programmation, nous aurons un beau projet.

C'est pourquoi, avec mon groupe, je vous invite à donner à ce projet de délibération la plus large approbation.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - La parole est maintenant à Mme Claude-Annick TISSOT, pour cinq minutes maximum. Merci.

Mme Claude-Annick TISSOT. - Merci, Madame la Maire.

Madame GIBOUDEAUX, je regrette que vous ne remettiez pas en cause ce projet. Monsieur VAUGLIN, je regrette que vous le souteniez et, en tous les cas, je suis très contente que Mme HIDALGO soit là pour qu'elle puisse entendre mon point de vue et celui de l'opposition.

Je voudrais exprimer un magistral non à ce projet, parce que je pense qu'il menace gravement le patrimoine urbain et le patrimoine végétal du quartier de Ménilmontant qui fait quand même partie des quartiers les plus emblématiques de l'Est parisien.

Avec mes collègues, nous sommes totalement opposés à la construction d'un immeuble d'habitation sur la surface projetée le long du boulevard de Ménilmontant, du fait même de la localisation du site, non seulement en face du cimetière du Père-Lachaise, mais aussi au droit de la basilique du Perpétuel-Secours.

Construire un immeuble de huit ou neuf étages d'habitation (parce que c'est cela dont il s'agit, Monsieur VAUGLIN) prévoyant de ce fait l'enclavement de la basilique est digne des bétonneurs des années soixante-dix.

Hyperdensifier ce quartier qui appartient à un arrondissement les plus denses de Paris, vous l'avez dit, Monsieur VAUGLIN, même le plus dense d'Europe, met en danger notre patrimoine urbain auquel les habitants du 11e, à juste titre, sont très attachés et vous semblez l'oublier.

Nous sommes donc totalement opposés à cette opération immobilière monumentale qui va faire disparaître un espace ouvert et naturel avec son jardin partagé, son stade ouvert, son jardin mi-cultivé mi-sauvage à même la terre.

Cet espace naturel constitue aujourd'hui un véritable poumon de respiration pour le quartier, dans la continuité du site protégé du Père-Lachaise, reconnu comme l'un des plus grands espaces de biodiversité à Paris.

Dois-je rappeler qu'une étude récente, financée par la Ville et effectuée par les chercheurs de Météo France et par le C.S.T.B., a mis en évidence le point chaud que constitue l'ensemble urbain réunissant les 2e, 3e et 11e arrondissements ?

Selon cette étude, Monsieur VAUGLIN, ce secteur pourrait, lors des prochains épisodes caniculaires, présenter un écart de température de 7 % par rapport à la proche banlieue.

Nous regrettons donc que ce projet de délibération ne fasse état d'aucune étude d'impacts sur la biodiversité, alors même qu'en 2001 l'actuel Maire de Paris avait promis de réaliser une coulée verte sur l'ensemble des boulevards de Ménilmontant et de Belleville pour préserver le patrimoine végétal de l'ensemble du site.

Nous sommes aussi totalement opposés à la réalisation au cœur de votre projet d'un centre de valorisation et d'apport d'encombrants sur une surface d'environ plus de 1.400 mètres carrés en sous-sol du bâtiment.

Vous osez dire, Monsieur VAUGLIN, que cet équipement constituera une innovation pour Paris, mais de quelle innovation s'agit-il ?

Ce seront plus de 3.000 tonnes par an de déchets transportés et stockés sous cet immeuble d'habitation. Ce seront des centaines de véhicules de toutes tailles qui accéderont par le boulevard de Ménilmontant, et vous appelez cela une innovation !

Comment imaginer que ce trafic soit sans nuisance pour les habitants et les riverains de l'immeuble ?

Bien sûr, votre projet de délibération ne fait état, là encore, d'aucune étude d'impacts au niveau des nuisances, alors même que vous avez fermé en juillet 2009, je veux quand même le rappeler, la déchetterie qui était située à quelques mètres de là, au 63, boulevard de Ménilmontant, en raison des gênes qui étaient occasionnées aux habitants du secteur.

Alors, oui, nous sommes totalement opposés à votre projet, tout comme l'ensemble des habitants du quartier y sont opposés.

Ce lieu n'est pas une friche urbaine abandonnée, c'est bien au contraire un lieu de vie utilisé par des milliers de jeunes chaque année, puisque le stade est ouvert aux jeunes des écoles, mais également aux jeunes du quartier en libre accès, un lieu où l'on peut faire du sport pour les uns ou des activités de détente pour les autres, un lieu de mixité sociale, de rencontre lors des fêtes de la musique ou du festival "Onze Bouge" ou encore à l'occasion de rassemblements organisés par la paroisse du Perpétuel-Secours.

C'est un lieu ouvert à tous, en libre accès, surveillé par des gardiens de terrain où il n'y a aucun problème entre les divers utilisateurs.

Alors, Monsieur VAUGLIN, vous parlez de concertation avec la diffusion notamment d'un questionnaire de 10.000 exemplaires, mais, sur ce questionnaire, Monsieur VAUGLIN, aucune question sur l'enclavement de la basilique, aucune question sur la réalisation d'une déchetterie.

Manifestement, vous avez évité sciemment les questions qui fâchent. Vous dites vous-même n'avoir reçu que 216 réponses complètes et 160 refus de réponse, mais vous omettez simplement de dire, Monsieur VAUGLIN, et d'ajouter que, actuellement, la pétition qui circule contre votre projet a déjà réuni plus de 4.000 signatures.

Toute la population ne veut pas de votre projet et nous voterons donc contre cette délibération.

J'ajouterai une phrase, si vous permettez, parce que je le fais devant les représentants de l'association.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Rapidement, parce que vous avez dépassé votre temps de parole.

Mme Claude-Annick TISSOT. - Ce projet de délibération, nous voterons contre avec un engagement solennel pris aujourd'hui officiellement, l'engagement d'annuler totalement votre projet dans le cas où nous retrouverions la majorité municipale en mars 2014.

Je prends personnellement cet engagement devant les représentantes de l'association "Sauvons notre stade" auxquelles je rends hommage et honneur pour leur courage.

J'ajoute, Madame GIBOUDEAUX, que nous voterons contre votre amendement et c'est juste mon explication de vote sur les amendements, nous voterons contre ces amendements parce que, à notre avis, ils n'ont qu'un seul et unique objectif : d'habiller de feuillage le bétonnage.

J'espère que nous retiendrons cette formule pendant les mois à venir.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Pour vous répondre, la parole est à Mme Anne HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Retenez la formule. C'est vrai que, en matière de bétonnage, ce qui nous a précédés était quand même pas mal, mais bon…

Sur ce projet en particulier, je pense que nous avons - et François VAUGLIN l'a très bien rappelé - un projet équilibré, un projet intelligent, un projet écologique dans l'un des quartiers les plus denses de Paris.

Je voudrais vraiment remercier le maire du 11e arrondissement, François VAUGLIN et l'ensemble des élus qui ont porté ce projet, parce que c'est aussi une façon de faire évoluer la Ville dans son tissu dense, dans son tissu déjà construit, en recherchant à la fois à répondre aux besoins qui sont les nôtres en matière de logement, en matière d'espace de respiration et aussi, puisque vous avez tenu des propos, Madame TISSOT, sur le C.V.A.E. qui, quand même, me laissent dubitative.

Je crois qu'il était prévu une déchetterie à cet endroit et cela ne faisait pas crier autant qu'aujourd'hui. Non, c'est très bien d'avoir, bien sûr, des lieux où l'on s'intéresse à la façon dont nos encombrants, les éléments dont on n'a plus besoin et dont on veut se séparer puissent être réutilisés.

Franchement, vous faites un mauvais procès à ce projet, mais vous êtes bien sûr libre de penser ce que vous souhaitez en penser. Moi, je félicite vraiment les élus du 11e arrondissement qui ont porté ce très beau projet.

Je voudrais revenir sur l'amendement qui a été présenté par le groupe E.E.L.V.A. pour vous dire que j'ai proposé un amendement de l'Exécutif. J'ai bien entendu que Mme GIBOUDEAUX exprimait le fait qu'elle maintenait son amendement ; moi je voudrais revenir sur les points que j'ai souhaité préciser dans l'amendement de l'Exécutif, parce qu'il me paraissait important de les noter.

Sur la question de la ressourcerie que vous souhaitez - François VAUGLIN l'a dit très justement, il y a un C.V.A.E. et donc il y a aussi une ressourcerie, "La Petite Roquette", pas très loin - donc il ne faut pas qu'il y ait une concentration de toutes les ressourceries et des lieux pour justement s'occuper de ce qui nous encombre ou de ce que l'on souhaite faire partager à d'autres. Donc, il n'est pas souhaitable, en tous les cas, nous ne suivons pas cette proposition du groupe des "Verts" concernant l'installation d'une autre ressourcerie.

Par ailleurs, ce n'est pas du tout une demande qui a été formulée lors de la concertation avec les habitants, qui souhaitent, au contraire, que ce soit plutôt un lieu à destination culturelle.

Sur un deuxième point de votre amendement, Madame GIBOUDEAUX, vous nous dites qu'il faut maintenir l'association gérant le jardin partagé actuellement présent sur le site sur l'un des toits de la future opération. Vous savez à quel point, avec vous, je suis engagée pour qu'il y ait des jardins sur les toits de Paris, c'est un des éléments majeurs du plan de biodiversité que vous avez porté et que nous avons voté ici au Conseil de Paris, mais la rédaction que vous proposez est limitative sur la dimension et l'usage de l'utilité de ces toitures et terrasses.

Moi, je propose une réaction enrichie, qui donne une place bien sûr très importante à la végétalisation mais aussi aux panneaux solaires parce qu'il faut que nos toitures puissent être utilisées sur ces deux aspects dans le cadre notamment du Plan climat énergie que nous avons voté.

Je propose, dans la rédaction de l'amendement de l'Exécutif, que les terrasses soient accessibles à des usages collectifs. Cela me paraît très, très important.

Par ailleurs, la conception du site prévoit un espace vert - cela a été dit - sur une partie duquel il est aisément possible aussi de réimplanter en pleine terre un jardin partagé, ce qui est tout à fait intéressant et c'est tout le travail qui reste encore à affiner dans le cadre de la concertation qui est mise en œuvre.

Sur le troisième point de votre amendement, vous avez souhaité la mise en place d'un atelier d'urbanisme très élargi aux habitants du 20e et aux associations.

Moi, je voudrais souligner la large concertation qui a déjà été mise en place sur ce site et dont votre vœu ne fait pas état. Il y a eu beaucoup de réunions publiques ; il y a eu un questionnaire distribué à 10.000 exemplaires, disponible sur le site Internet de la mairie d'arrondissement ; il y a eu beaucoup de débats en conseil de quartier, avec les associations locales et la concertation n'est pas finie.

Mais c'est vrai, comme l'a dit François VAUGLIN, ce n'est plus sur la programmation ; maintenant, c'est sur la mise en œuvre de ce projet que la concertation va se poursuivre. Il y a beaucoup d'adaptations encore dans la mise en œuvre du projet à prévoir.

Donc, l'amendement que je propose au nom de l'Exécutif fait référence à la richesse de la concertation qui a déjà eu lieu et enrichit donc la rédaction initiale, notamment de l'exposé des motifs de votre vœu, qui ne relatait pas cette énergie participative qui a quand même été mise en œuvre dans ce projet et qu'il convient de saluer.

Voilà, je vous propose cet amendement.

En cas de maintien de la proposition d'amendement du groupe E.E.L.V.A., je proposerai que l'on vote contre cet amendement, mais qu'on adopte, bien sûr, celui de l'Exécutif que je propose en substitution.

Je vous remercie.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Merci.

L'amendement est-il maintenu ? Oui.

Donc, je mets aux voix, à main levée, la proposition d'amendement n° 57 déposée par le groupe E.E.L.V.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition d'amendement n° 57 est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 57 bis déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 57 bis est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 35 - DPE 17 - DJS 274 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2013, DU 35 - DPE 17 - DJS 274).

Je vous remercie.

2013 DLH 40 - Modification de la situation foncière de l'immeuble communal, 62 rue Nicolo (16e).

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Maintenant, nous examinons le projet de délibération DLH 40 relatif à la modification de la situation foncière de l'immeuble communal 62, rue Nicolo, dans le 16e arrondissement.

La parole est à Mme Laurence DREYFUSS, pour 5 minutes maximum.

Mme Laurence DREYFUSS. - Merci, Madame la Maire.

Madame la Maire, mes chers collègues, dès février 2006, le conseil d'arrondissement du 16e s'interrogeait sur le respect des règles d'urbanisme liées, d'une part, au prospect de la parcelle qui est très contrainte mais aussi sur la protection de l'espace vert intérieur.

En octobre 2007, la Commission du Vieux Paris envisageait de protéger l'hôtel particulier et demandait une réhabilitation plutôt qu'une démolition.

La Ville a passé outre cette recommandation, et le dépôt du permis de construire et le choix du projet ont été non seulement critiqués mais attaqués.

Aujourd'hui, on nous propose une délibération a posteriori, comme la Ville en a l'habitude. En effet, le Tribunal administratif de Paris a annulé cette décision par jugement en octobre 2011, au motif que Paris Habitat ne bénéficiait pas d'un titre qui l'autorisait, en fait, à mener les travaux de démolition, dans la mesure où le bail emphytéotique comprenait des dispositions limitant précisément les opérations que le preneur était chargé de réaliser.

Encore une fois, la Ville met les Parisiens devant le fait accompli : on démolit d'abord, on discute après. Dans le 16e, on en a pris l'habitude, avec Jean Bouin d'ailleurs.

Ce projet, Monsieur le Maire, Monsieur MANO, est un mauvais projet. Même avec une architecture différente, les espaces restent les espaces et ils restent les mêmes. Entre le bâti existant et le futur bâti, 2 mètres pour les fenêtres secondaires. Un scandale !

Toujours pas de parking, dû à l'entrée trop étroite sur la rue - en effet, 5 mètres ! -, d'où un changement dans le P.L.U. pour pouvoir construire des logements sans parking.

Mais j'aurais encore quelques questions, Monsieur le Maire : quid de la sécurité incendie de la nouvelle construction ? Quid de la réservation pour La Poste de cinq logements, conformément aux engagements pris dans l'acte d'acquisition de 2006 ?

Voilà, Monsieur le Maire, Madame la Maire.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Merci.

Pour vous répondre, la parole est à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Oui, je dirais prise de position habituelle d'un projet du 16e arrondissement où des représentants, peut-être dissidents de l'U.M.P. locale, mais de l'U.M.P. quand même, votent contre la proposition d'une petite opération immobilière dans une rue où il y en a peu. Si, certes, nous avons, dans un premier temps, osé un projet architectural qui pouvait laisser matière à débat, la sagesse a fini sans doute par l'emporter, par une proposition plus classique d'un habitat plus à même de s'intégrer à la rue Nicolo.

C'est donc ce projet que vous contestez aujourd'hui.

Je note simplement que des représentants du 16e arrondissement étaient dans le jury d'architecture et que, à ma connaissance, ils ont validé le projet tel qu'il vous est proposé.

Nous avons une délibération totalement technique pour ajuster les termes adéquats, qui vont bien, pour que Paris Habitat puisse démolir, alors que nous savons tous que c'est dans sa fonction d'aménageur classique, mais vous saisissez cette opportunité pour vous opposer à un projet, une fois de plus, de logement social.

Je pense que c'est un beau projet, au service des habitants du 16e arrondissement et notamment pour les 3.800 demandeurs de logements sociaux de cet arrondissement.

Donc, je vous demanderai de soutenir le projet de délibération DLH 40.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Merci.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 40.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2013, DLH 40).

2013 DLH 49 - DU 105 - Reprise en gestion par la Ville de Paris de l'ancienne Caserne Château-Landon (10e).

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DLH 49 - DU 105 relatif à la reprise en gestion par la Ville de Paris de l'ancienne caserne Château-Landon dans le 10e arrondissement.

La parole est à M. Alain LHOSTIS, pour 5 minutes maximum.

M. Alain LHOSTIS. - Merci.

Je veux me féliciter tout particulièrement de ce projet de délibération.

Le 13 décembre 2011, en séance du Conseil, j'étais intervenu pour demander, à travers un vœu :

- l'installation définitive des pompiers à titre gratuit dans les locaux qu'ils occupent actuellement au bord du canal Saint-Martin ;

- la mise à disposition d'une vingtaine de logements sociaux à proximité pour les pompiers et leur famille ;

- la restitution gracieuse à la Ville de la caserne dont elle est propriétaire ;

- la création immédiate de l'accueil de jour des exilés dans la caserne Château-Landon.

Bien entendu, je parlais de la pérennité de l'activité culturelle sur la partie occupée par le Point Ephémère au bord du canal.

Ceci étant, il a fallu, donc, une année pour que les services de la Ville et le Préfet de police, qui était intervenu directement en séance lui-même pour répondre à ma demande et s'engager à la restitution de la caserne et à l'abandon du projet de réhabilitation qui traînait depuis 10 ans… Il a fallu une année pour que, enfin, il y ait ce transfert.

Nous allons donc attendre encore la séance de mars pour que les conditions de l'accueil de jour des personnes vivant à la rue soit réalisé dans la caserne. J'ai eu à déplorer au mois de décembre de voir, justement, la distribution des repas le soir, devant le couvent des Récollets, sous la neige, en disant qu'on aurait pu, évidemment, s'il n'y avait pas eu des tergiversations de part et d'autre, avancer plus vite.

C'est, enfin, un élément important pour la vie dans l'arrondissement, notamment de toutes ces personnes qui sont en grande difficulté, qui sont dans nos rues et qui vont pouvoir, sans doute à partir du mois d'avril, bénéficier d'un lieu dans lequel elles seront plus à l'abri et pourront être mieux en contact avec les associations à qui on confiera la gestion de cet espace de façon provisoire.

Vraiment, je me félicite de pouvoir voter ce projet de délibération.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

La parole, pour vous répondre, est à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Je vais me féliciter, aux côtés de M. Alain LHOSTIS et de M. Rémi FÉRAUD, le maire du 10e arrondissement, de l'évolution de ce dossier, car, en effet, les problèmes administratifs nous font perdre sans doute parfois du temps, mais nous arrivons au bout, à la fois pour une utilisation rapide, temporaire, pour la distribution de repas et l'élaboration d'un projet plus définitif, comportant, évidemment, énormément de logements, si utiles aux habitants et aux Parisiens.

Voilà un dossier qui évolue malgré quelques lenteurs administratives.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 49 - DU 105.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2013, DLH 49 - DU 105).

Je vous remercie.

2013 SG 23 - Communication relative aux actions menées par les bailleurs sociaux pour garantir la mise aux normes et la maintenance de leur parc d'ascenseurs.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Nous passons à la communication (SG 23) relative aux actions menées par les bailleurs sociaux pour garantir la mise aux normes et la maintenance de leur parc d'ascenseurs.

La parole est à M. Ian BROSSAT, pour cinq minutes maximum.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Madame la Maire.

J'interviens, effectivement, sur la communication relative à la situation du parc d'ascenseurs de Paris, et plus précisément du parc d'ascenseurs des bailleurs sociaux de la Ville de Paris.

Cette communication est devenue maintenant une tradition presque annuelle, puisqu'en 2012, nous avions eu un débat encore sur ce sujet ; il fait suite, évidemment, aux travaux de la mission d'information et d'évaluation que j'avais eu le plaisir de mener avec plusieurs de nos collègues relative à cette situation des ascenseurs.

Au fond, ce travail avait permis de détecter un certain nombre de dysfonctionnements dans le parc des ascenseurs.

Le premier constat que nous avions fait, c'était l'abondance des pannes, que nous constatons dans les ascenseurs parisiens, et nous avions relevé dans le rapport de la mission d'information et d'évaluation un taux de pannes supérieur dans le parc social de la Ville de Paris ; nous avions également indiqué deux problèmes qui seraient à l'origine de ces pannes : d'abord, une responsabilité extrêmement importante des quatre entreprises qui, aujourd'hui, se partagent le marché en matière d'ascenseurs et qui ne prennent pas véritablement leurs responsabilités pour faire en sorte que les conditions de vie des locataires, des habitants, du parc social s'améliorent.

Le deuxième point que nous avions ciblé était les conséquences de la loi Robien sur l'amélioration du fonctionnement des ascenseurs, et nous avions constaté en particulier un certain nombre d'effets pervers de cette loi, qui font que les entreprises d'ascenseurs mettent le paquet sur les opérations de mise en conformité des ascenseurs et pas suffisamment sur l'entretien quotidien des ascenseurs, qui permet, précisément, de diminuer le nombre de pannes.

A partir de là, la mission d'information et d'évaluation de la Ville de Paris avait fait un certain nombre de préconisations, et ce qui me rend heureux, d'une certaine manière, c'est que dans le cadre de cette communication, un certain nombre, un bon nombre des préconisations que nous avions faites dans le cadre de la mission d'information et d'évaluation sur les ascenseurs, sont prises en compte, et cela montre que les suggestions que nous avons faites finissent par déboucher sur un certain nombre d'initiatives particulièrement utiles.

Je citerai en particulier deux suggestions que nous avions faites et qui vont être ou sont déjà mises en œuvre et sont indiquées dans le cadre de cette communication.

D'abord, nous avions dit une chose : que nous avions besoin, en matière de pannes d'ascenseurs dans le parc social de la Ville de Paris, d'avoir des statistiques fiables, nous avions besoin de savoir quel est le taux de pannes des ascenseurs dans le parc social de la Ville de Paris, et nous en avions besoin d'autant plus qu'il était nécessaire d'avoir des statistiques qui ne soient pas dépendantes des chiffres qui nous sont donnés par les entreprises d'ascenseurs, bref, d'avoir des statistiques indépendantes, et pour cela, nous avions fait une suggestion qui était la mise en place systématique de boîtes noires dans les ascenseurs, ces boîtes noires nous permettant d'avoir la réalité des chiffres.

Aujourd'hui, ce que dit la communication, et je crois que c'est pour nous tous un motif de satisfaction, c'est que désormais, c'est le cas partout, l'ensemble des ascenseurs du parc social de la Ville de Paris, pour ce qui est de l'ensemble des bailleurs qui dépendent de nous, est doté de ces boîtes noires, permettant, du coup, de savoir quel est le taux de panne des ascenseurs dans le parc social de la Ville de Paris et, par conséquent, d'appliquer des pénalités en cas de panne, au prorata du nombre de pannes que nous avons constaté.

Je relève, d'ailleurs, et du coup, j'en profite pour interpeller Jean-Yves MANO, que cette année, nous n'avons pas les chiffres des pénalités qui ont été infligées aux entreprises ascensoristes par bailleur, et je pense que ce serait utile, d'autant que nous les avions l'an dernier dans le cadre de la communication de novembre 2011.

En tout cas, je pense que le fait que l'ensemble des ascenseurs soit désormais doté de ces boîtes noires est une très bonne nouvelle et une avancée en matière de transparence dans ce secteur qui, il faut bien le dire, souffre d'une certaine opacité voulue par les quatre entreprises ascensoristes.

La deuxième bonne nouvelle, qui est également une suggestion que nous avions faite dans le cadre de la mission d'information et d'évaluation, est la mise en place de cette charte, qui permettra aux bailleurs sociaux de travailler ensemble sur cette question des ascenseurs ; nous avions, en particulier, indiqué qu'aujourd'hui, les bailleurs sociaux souffrent d'un rapport de force très défavorable par rapport aux quatre entreprises ascensoristes, et cette charte, cette association, qui fera que les principaux bailleurs sociaux de la Ville de Paris travailleront ensemble sur cette question des ascenseurs, permettra que le rapport de force soit plus favorable aux bailleurs sociaux, et donc aussi plus favorable aux locataires eux-mêmes.

Bref, je crois que cette communication sur les ascenseurs témoigne du fait que les choses avancent, et c'est, je le répète, une bonne chose pour les locataires du parc social de la Ville de Paris qui attendent dans ce domaine une amélioration très concrète.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

La parole est maintenant à Mme Catherine BRUNO.

Mme Catherine BRUNO. - Merci, Madame la Maire.

Cette information est, comme vous le savez, la deuxième que notre Assemblée consacre au suivi de la M.I.E. dite "ascenseurs", et plus précisément aux recommandations formulées à l'adresse des bailleurs sociaux.

En décembre 2011, nous nous étions quittés sur la ferme assurance que 2012 serait l'année de la présentation d'un bilan complet de la mise en œuvre des préconisations, et pour faire bon poids, le principe de créer un G.I.E. inter-bailleurs, afin de peser sur les ascensoristes, avait été retenu. Son périmètre et ses missions ne furent toutefois aucunement précisés.

Où en sommes-nous aujourd'hui ? Sommes-nous, avec ce document à la rédaction concise, en capacité d'apprécier l'avancée des 16 recommandations ? Franchement, non, mais il est vrai qu'il a atteint son objet : attirer l'attention de la presse sur les M.I.E., ses présidents, ses rapporteurs.

Qu'apprenons-nous du G.I.E. promis ? Qu'il n'existe plus, remplacé par une association qui attribuera un label à des prestataires dont elle est, de fait, captive, mais nous le savions déjà grâce au communiqué publié par les quatre grands bailleurs parisiens en juillet 2012 et entrevu lors de leurs auditions à la M.I.E.

Dès lors, est-il permis, Monsieur MANO, d'espérer des réponses qui ne pourront que parfaire notre information ? S'agissant, tout d'abord, du projet de labellisation et de regroupement des maîtres d'ouvrage, celui-ci doit engager avant tout les bailleurs à mieux surveiller et négocier des contrats d'entretien que le responsable de la Fédération des ascenseurs a déclaré peu attractifs.

Ce jugement fut d'ailleurs confirmé par le rapport de la M.I.E.

Au-delà des déclarations, quelle sera la force réelle de cet outil pour passer d'interventions correctives à une pratique de maintenance préventive ?

C'est là aussi le sujet du prix que les organismes H.L.M. peuvent consentir en faveur des contrats de maintenance et parallèlement, de l'impact d'une éventuelle répercussion dans le montant des charges.

Or, dans le parc social, ces dernières sont souvent conséquentes, notamment au regard des ressources des locataires.

Ma deuxième observation porte sur le taux de panne tel qu'il se précise désormais à partir des nouveaux critères de connaissance adoptés par les bailleurs. Il s'étalonne à 9,6 pannes par an et par ascenseur, pas très loin finalement de l'estimation retenue par la M.I.E.

A croire que ces résultats sont pour le moment à l'unisson de certains appareils : en mode bloqué.

Car nul n'aura oublié que la mission avait fixé un objectif de réduction à 4 pannes annuelles.

Nous préciser par ailleurs que les bailleurs bénéficient d'une meilleure appréciation des durées de dysfonctionnement et des appareils les plus fragiles est intéressant mais quelque peu insuffisant.

Nous aimerions en effet que ce renseignement soit complété par l'annonce de mesures curatives car les "seulement", je reprends là votre terme, 2 % d'ascenseurs en état d'indisponibilité fréquente et de durée supérieure à 72 heures, c'est quand même près de 160 appareils touchés et des milliers d'usagers pénalisés.

Je rappelle à nouveau, et Patrick BLOCHE le fit lors des tragiques accidents survenus en 2011 dans le 11e arrondissement, que la M.I.E. souhaitait la transmission d'un plan d'action spécifique pour chacun des appareils confronté à des problèmes d'immobilisation récurrente. Sauf erreur, mon groupe n'en fut pas destinataire.

Reste également pendante la question de l'exploitation des données recueillies par les systèmes de boîte noire et de télésurveillance. Ont-elles servi pour l'élaboration du système de labellisation ? Et aurons-nous un jour une lecture plus rationnelle de ce qui revient dans les pannes à des raisons techniques, à la vétusté des appareils, au mauvais usage ou encore au vandalisme ?

Enfin, et j'en terminerai là, une donnée nouvelle est apparue entre le précédent débat et aujourd'hui, un changement qui n'a échappé à personne.

Je profiterai donc de la proximité politique qui est la vôtre avec Mme Cécile DUFLOT, ministre du Logement, pour vous interroger sur les aides que l'Etat serait prêt à déployer pour accompagner les bailleurs sociaux dans leur obligation de modernisation.

La M.I.E. "ascenseur" ne manquait pas d'ambition, vous le savez, c'était sa 33e recommandation !

Je vous remercie.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Merci, Madame.

La parole est maintenant à M. Jean-Didier BERTHAULT, pour cinq minutes maximum.

M. Jean-Didier BERTHAULT. - Merci, Madame le Maire.

Tout d'abord, une première remarque. Si cette communication répond à un vœu de décembre 2011 concernant la gestion de la maintenance et de l'entretien des ascenseurs du parc social, les conclusions de la M.I.E. présidée par Ian BROSSAT dont j'étais rapporteur datent de juin 2010.

Les améliorations sont donc lentes et les témoignages des locataires sur des dysfonctionnements importants restent nombreux, liés principalement à des problèmes d'entretien et à un suivi encore insuffisant des marchés par les bailleurs sociaux.

Si la poursuite de l'installation des boîtes noires représente une avancée incontestable pour déceler les pannes, un travail important reste à faire sur les délais d'intervention notamment.

Sur ce point, je souhaite revenir sur le dispositif de portage déclenché selon vous par la majorité des bailleurs au bout de 48 heures. Cela reste à vérifier.

Vous soulignez vous-même les difficultés pour trouver des prestataires ad hoc disposant notamment de l'agrément de l'A.R.S. Pouvez-vous nous en dire plus sur les mesures mises en œuvre pour surmonter ces difficultés ?

Vous communiquez également sur la création d'un label au début de l'année prochaine. Vous présentez ce label comme un moyen de peser sur les négociations des contrats de maintenance.

Je vous ferai simplement remarquer qu'augmenter la qualité, c'est accepter d'augmenter les coûts, et c'est le principal reproche que je fais aux bailleurs sociaux sur ce sujet, qui n'ont jamais voulu mettre les moyens financiers nécessaires pour assurer un service de qualité.

Regardez d'ailleurs attentivement l'enquête de la DLH en dernière page de la communication que vous nous présentez. Plus la part de la note technique dans le choix de l'ascensoriste chargé de la maintenance est élevée, plus le coût moyen de la maintenance par ascenseur augmente. Cela veut bien dire qu'il est nécessaire de mettre des moyens financiers conséquents pour obtenir un service de qualité, celui que nous devons aux locataires.

Enfin, je souhaite me référer aux conclusions de la M.I.E., qui ne me semblent pas aujourd'hui suivies de mises en œuvre. Ma collègue Catherine BRUNO en a évoquées quelques-unes.

Je reprendrai la n° 19 pour inciter les bailleurs sociaux à disposer d'une équipe spécialisée à même de vérifier la qualité des travaux de mise aux normes et d'assurer le suivi des contrats d'entretien.

La mesure 20, réaliser une étude afin que chacun des bailleurs sociaux détaille à l'occasion de la survenance des pannes les processus de signalement, de prise en charge et de réactivité de l'ensemble des intervenants.

La recommandation 21, enrichir le rôle d'alerte, de correspondant et contrôle des gardiens.

La n° 22, améliorer et harmoniser l'information des locataires par chaque bailleur social.

Et les dernières, 31, 32 et 33, sur l'expertise avec les ascensoristes et les pompiers concernant la possibilité d'améliorer la lutte contre le vandalisme.

Renforcer le contenu des clauses des contrats des ascensoristes - je l'ai dit tout à l'heure.

Mieux valoriser la note technique, mais aussi prévoir des marchés séparés pour la télésurveillance, la maintenance et le contrôle technique.

Appliquer les pénalités contractuelles plus systématiquement.

Imposer aux ascensoristes la constitution d'un stock de pièces détachées et de rechange.

Enfin, accompagner les bailleurs sociaux dans la mise en œuvre du programme de travaux de modernisation du parc d'ascenseurs parisiens en demandant à l'Etat de prévoir une enveloppe de prêts à taux bonifié sur fonds d'épargne de la Caisse des Dépôts et Consignations. Je crois que c'était jusque là resté un vœu pieux, mais c'était une recommandation de la M.I.E. qui avait été approuvée à l'unanimité

Il me semble qu'à ce jour, Monsieur le Maire, malgré la conclusion de notre M.I.E. et malgré les premières mesures mises en œuvre, nous sommes encore loin de notre objectif commun, et que l'implication des bailleurs sociaux n'est malheureusement pas à la hauteur des attentes des locataires sur ce sujet. C'est certainement là votre principale mission d'adjoint au logement auprès des bailleurs sociaux que vous devez maintenant mettre en œuvre, de façon à ce que nous puissions assurer aux locataires la meilleure qualité de service sur ce sujet, qu'ils sont en droit d'attendre.

Je vous remercie.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Merci.

Pour vous répondre, la parole est à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Merci, Madame la Maire.

Je me félicite pour ma part du travail de la M.I.E., des conclusions et de la sensibilisation, sans doute des bailleurs sociaux, mais également des professionnels suite aux travaux de la M.I.E.

Car vous l'avez fait remarquer, nous sommes face à un oligopole qui maîtrise le marché de façon parfaite depuis des décennies et nous sommes, qu'on le veuille ou non, relativement dépendants de leur capacité de fournir une qualité de service satisfaisante pour les bailleurs et surtout, pour les locataires, bien évidemment.

La création de ce label n'est pas neutre et n'est pas insignifiante si l'on veut bien croire les réactions des professionnels sur le sujet. Car ces derniers sont inquiets par rapport à l'exigence légitime de nos futurs contrats, par rapport à la réactivité, la qualité des prestations et la qualité des réparations et les délais.

Ce n'est pas sans leur poser un certain nombre de difficultés. Il faudra assumer, et je le dis clairement, le fait qu'une qualité supérieure de prestation, ce qui est le minimum, devra vraisemblablement se traduire par une évolution des contrats.

Mais je pense que les locataires sont à même de comprendre eux-mêmes que le taux d'exigence légitime qui est le leur peut avoir une traduction financière limitée, je l'espère, si nous savons faire jouer la concurrence.

Je pense qu'aujourd'hui le taux de panne a nettement chuté. Pour ma part, habitué que j'étais de recevoir un grand nombre de réclamations émanant des locataires, je constate une diminution extrêmement sensible des courriers liés à ce type de situations.

Il est toujours désagréable d'avoir un ascenseur en panne, surtout dans des immeubles de grande hauteur. Néanmoins, des travaux lourds de mise aux normes ont été entrepris, entraînant bien évidemment des arrêts prolongés.

Je sais que Paris Habitat va changer complètement 125 ascenseurs. Il est vrai que quand on change un ascenseur complet - cabine et système -, il y a trois semaines à un mois d'arrêt : c'est le prix à payer pour avoir, j'espère, un taux de satisfaction proche des 100 % dans les mois qui suivent.

Pour ma part, j'ai confiance dans le travail engagé par les bailleurs sociaux sur ce sujet, sur la technicité, et nous avons choisi la création d'un groupement des bailleurs sociaux, ville et hors ville d'ailleurs. Des E.S.H. exerçant

sur le territoire parisien ont rejoint avec plaisir et satisfaction ce travail car cette problématique se pose évidemment à nous tous.

Je voudrais faire une comparaison récente. Nous venons d'acheter un immeuble dans le 19e arrondissement. Aussitôt que nous avons pris possession de cet immeuble, nous avons mis les ascenseurs à l'arrêt. Pourquoi ?

Parce qu'ils n'étaient pas aux normes et que nous n'avons pas voulu prendre la responsabilité, alors que c'était une société qui gérait cela - une foncière gérait cet immeuble de plus de 200 logements sans doute en toute confiance - et néanmoins les contrôles que nous avons pu faire nous ont montré que ces ascenseurs n'étaient pas aux normes.

Vous voyez qu'il n'y a pas que dans le secteur social qu'il y a des problèmes, et je pense qu'au contraire c'est le secteur social qui est aujourd'hui en pointe par rapport aux dates de mise aux normes et à la qualité des travaux effectués sur le parc des ascenseurs. Oui, nous avons des pannes, mais oui nous avons 8.000 ascenseurs qui transportent des centaines de milliers de Parisiens tous les jours.

Je pense que le travail qui est entrepris est un bon travail et qu'il y aura un suivi sur la durée qui améliorera la qualité de prestation pour les locataires.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Merci.

S'agissant d'une communication, je rappelle qu'il n'y a pas de vote.

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif aux expulsions des personnes reconnues prioritaires au Droit Au Logement Opposable (DALO).

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à un moratoire sur les expulsions locatives.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Nous passons maintenant à l'examen des vœux référencés n° 58 et n° 59 dans le fascicule, déposés par les groupes socialiste, radical de gauche et apparentés et Communiste et élus du Parti de Gauche, relatifs aux expulsions locatives.

Pour commencer la parole est à M. François VAUGLIN, pour une minute, puis à M. Alexis CORBIÈRE.

M. François VAUGLIN. - Merci.

Il s'agit d'un vœu qui vient au moment de la fin de la trêve hivernale, qui fait donc courir à nouveau le risque d'expulsion pour des ménages, et en particulier, je pense aux plus précaires d'entre nous. En raison de la cherté des loyers à Paris, de la spéculation immobilière, ces expulsions risquent de se multiplier avec la fin de la trêve hivernale, et chacune la plupart du temps cache un véritable drame humain.

Alors nous nous inscrivons dans le contexte où la Ministre du Logement a indiqué qu'elle travaillait sur une garantie universelle et solidaire des revenus locatifs, pour protéger justement contre ces risques.

Dans l'attente de l'adoption de cette mesure, nous proposons un vœu qui permette de prolonger l'instruction ministérielle, datant du 26 octobre 2012, et qui demande au Préfet de surseoir aux expulsions pour les ménages éligibles au DALO.

Voilà l'objet de notre vœu.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Merci.

La parole est à M. Alexis CORBIÈRE, pour une minute.

M. Alexis CORBIÈRE. - Ce sera peut-être trop, car François VAUGLIN a dit sensiblement la même chose que je voulais vous dire.

Nous souhaitons effectivement qu'il y ait un moratoire des expulsions locatives dans l'attente d'une garantie universelle et solidaire qui protégerait les locataires et les propriétaires du risque d'impayés pour toutes les personnes notamment éligibles au DALO et reconnues comme prioritaires, afin que la fin de la période de protection hivernale ne soit pas fatale pour les familles en difficulté.

Merci.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Pour répondre, la parole est à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Evidemment, j'émettrais un avis favorable par rapport à ces deux vœux, dans la mesure où nous touchons là à des drames humains réguliers et récurrents, et que nous pouvons protéger. Je voudrais rassurer mes interlocuteurs, dans la mesure où je peux ici rappeler les déclarations de Mme DUFLOT, Ministre du Logement, lors de la journée de la Fondation Abbé Pierre, qui s'est engagée publiquement, qui a signalé d'ailleurs d'avoir déjà envoyé des circulaires à l'ensemble des Préfets demandant à ces derniers de veiller à ce qu'il n'y ait pas d'expulsion pour les familles labellisées DALO. A partir de là, je pense qu'il y a une avancée réitérée.

D'autre part, par rapport à la demande d'un moratoire sur les expulsions locatives, je voudrais bien éventuellement rajouter : pour les locataires de bonne foi. Je crois que c'est quelque chose qui pourrait tout à fait aller dans le sens habituel de nos vœux sur le sujet et qui, me semble-t-il, permet une classification dans les situations d'urgence dans lesquelles certaines personnes peuvent se trouver.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Merci.

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 27).

Je mets maintenant aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 28).

Je vous remercie.

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à l'interdiction de marchands de listes de logements.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 60 dans le fascicule, déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, visant à l'interdiction des marchands de listes de logements.

La parole est à M. Ian BROSSAT, pour une minute.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Madame la Maire.

Ce vœu vise effectivement à faire interdire une activité qui sévit à Paris comme ailleurs, c'est les marchands de listes de logements. Vous savez qu'il s'agit d'une activité qui consiste à fournir contre rémunération des informations sur des biens immobiliers mis en location par des particuliers, sans offrir les services d'une agence immobilière classique : visite du logement, rédaction d'un contrat de location et état des lieux.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que ces marchands de listes de logements, qui ont pignon sur rue font l'objet depuis des années de nombreuses critiques, constituent, pour le dire très clairement, dans bien des cas une véritable arnaque. D'ailleurs, tout récemment, au mois d'août, l'UFC-Que Choisir a dénoncé les pratiques de ces marchands de listes de logements et est allée jusqu'à porter plainte, ce qui a abouti à la condamnation d'une société, la société ANCEA, le 25 octobre dernier, par la 31e chambre du tribunal correctionnel de Paris.

Depuis, une mobilisation s'est constituée pour faire interdire les marchands de listes, et tout récemment le Conseil économique, social et environnemental a demandé l'interdiction des marchands de listes.

C'est la raison pour laquelle nous présentons ce vœu qui vise à ce que, dans la loi sur le logement qui sera défendu par la Ministre du Logement à la fin du premier semestre 2013, il soit prévu de faire interdire ces marchands de listes.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Merci.

Pour vous répondre, la parole est à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Merci, Madame la Maire.

Je ne peux que soutenir la démarche du vœu présenté par Ian BROSSAT et les élus du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, car effectivement nous avons affaire là à une pratique lamentable et scandaleuse d'exploitation liée à la crise et au manque de logements disponibles.

Donc, je ne peux qu'appuyer cette démarche et je veillerai à ce que des amendements ou des propositions soient faits à la Ministre pour insérer une telle disposition dans la nouvelle loi.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 29).

Je vous remercie.

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à la création d'une Charte promoteur régulant le prix de vente moyen du mètre carré neuf à Paris à compter du 1er janvier 2014.

Vœu déposé par l'Exécutif.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Nous passons maintenant à l'examen des vœux référencés n° 61 et n° 61 bis dans le fascicule, déposés par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche et l'Exécutif, relatifs à la création d'une Charte promoteur régulant le prix de vente moyen du mètre carré neuf à Paris à compter du 1er janvier 2014.

La parole est à M. Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Madame la Maire.

Ce vœu vise effectivement à créer à Paris une Charte promoteur qui permettrait de réguler le prix de vente moyen du mètre carré neuf à Paris. Il prend exemple sur une expérience qui existe déjà et qui fonctionne bien à Saint-Ouen où a été mis en place une Charte promoteur, qui fait que les promoteurs qui souhaitent construire dans la ville de Saint-Ouen s'engagent à ne pas dépasser un certain niveau de prix au mètre carré.

Or, le moins qu'on puisse dire, c'est qu'à Paris nous sommes comme à Saint-Ouen, voire pire qu'à Saint-Ouen, confrontés à une spéculation immobilière galopante, qui fait que les prix de l'immobilier explosent. Je l'avais dit d'ailleurs tout récemment, mais si on projette sur une feuille A4 le prix au mètre carré, on constate que la surface d'une feuille A4 à Paris correspond à 522 euros. Le moins qu'on puisse dire est que c'est énorme. L'idée est, par cette Charte promoteur et par cet engagement des promoteurs, d'obtenir qu'on ait un encadrement plus strict du prix au mètre carré.

C'est la raison pour laquelle nous proposons ce vœu qui vise à ce que l'exemple de Saint-Ouen puisse être suivi à Paris.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

M. MANO a la parole pour vous répondre.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Par rapport à la proposition qui nous est faite, nous avons suivi, avec intérêt bien évidemment, les initiatives prises à Saint-Ouen, en se posant la question de savoir si elle était adaptable sur le territoire parisien.

Il est vrai que les prix pratiqués par les promoteurs sur le secteur de Saint-Ouen tournent autour de 4.000 à 4.500 euros le mètre carré maximum et qu'un abattement potentiel ouvre de 15 %, ou 10 % dans le cas précis, le champ de l'accession à un public beaucoup plus large.

La question se pose, me semble-t-il, en termes différents sur le territoire parisien. Pourquoi ? Parce qu'il y a relativement peu de constructions neuves ou pas assez, et que les prix aujourd'hui pratiqués tournent plutôt autour de 10.000 euros le mètre carré, voire 12.000 et plus dans certaines situations, hélas pas exceptionnelles. Nous devons nous poser la question de savoir si un abattement de 15 %, ou doublé pour ceux qui sont potentiellement accessibles au P.T.Z., tel que nous le propose le vœu qui nous est présenté, a une vraie légitimité dans la durée. Il est évident que faire 30 % d'abattement par rapport à un prix de base de 10.000, on voit bien que le nombre de Parisiens qui peuvent accéder à la propriété reste limité. Et qu'en tout état de cause, je prendrai un exemple extrêmement précis, notamment par rapport à ceux qui sont accessibles au P.T.Z. - les revenus pour accéder à un P.T.Z. sont aujourd'hui de 6.000 euros par mois pour une famille avec deux enfants - on voit bien que ce dernier, qui voudrait acheter un appartement de 70 mètres carrés pour loger sa famille, pour un coût global a minima avec un abattement de 30 %, se monterait à 588.000 euros et que, même avec un apport de 20 %, ce dernier aurait des mensualités de l'ordre de 2.500 euros par mois, ce qui lui ferait un taux d'effort de 42 %.

On voit bien que l'accession à la propriété, dans ces conditions, ne suffira pas. Ses revenus ne suffiront pas à l'accession à la propriété et que, d'autre part, nous n'aurions pas de maîtrise sur la durée suffisante d'une clause antispéculative au-delà de sept ans, par rapport aux pratiques que nous connaissons à Saint-Ouen et que la vraie solution, vraisemblablement, n'est pas celle-là.

Je propose donc, comme vous le savez, quelque chose qui me semble plus révolutionnaire, ou du moins pas dans les us et coutumes de la tradition de l'accession à la propriété en France, mais, bien évidemment, le fait de séparer le foncier du bâti, la collectivité locale ou l'établissement public reste propriétaire du foncier et le loue à l'accédant à la propriété qui achète les murs sous forme de bail emphytéotique sur 99 ans et, à ce moment-là, nous pouvons, à Paris, diviser par deux le prix de l'accession à la propriété.

C'est là une décision révolutionnaire novatrice, mais qui, aujourd'hui, dans le contexte économique et le contexte de prix de l'immobilier, répond à des réels besoins.

Si j'en crois les promoteurs intéressés à cette solution, eux-mêmes sont prêts à éventuellement s'engager dans cette voie. Pour ce faire, je signale qu'il y a quelques modifications législatives et nous travaillons en ce sens avec le Ministre du Logement pour insérer dans la loi les évolutions nécessaires sur le plan juridique pour permettre cette révolution culturelle de l'accession à la propriété.

C'est pourquoi je vous propose de voter le vœu de l'Exécutif.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Je vous remercie.

Pour les explications de vote, la parole est tout d'abord à Mme BRUNO.

Mme Catherine BRUNO. - Monsieur MANO, nous ne voterons pas ce vœu, non que ces considérants nous choquent.

Nous avons assez dénoncé l'emballement des prix qui, depuis les années 2000, a emporté Paris pour en faire l'une des villes les plus chères du monde et les plus inaccessibles en matière de logement.

Je préciserai d'ailleurs que, à l'achat, les prix n'ont pas doublé comme l'indique le vœu, mais quasiment triplé, y compris en tenant compte de la légère baisse de ce trimestre.

Le mécanisme de hausse qui, par engrenage, a affecté tous les segments de l'habitat, a exclu les Parisiens de la propriété et a fait prospérer le nombre de demandeurs de logements sociaux, est bien celui que nous décrivions.

Il reste en revanche que nous ne sommes pas convaincus par la solution proposée. Elle a le mérite de la simplicité, mais, faute de circonscrire les raisons de la surchauffe dans l'immobilier neuf à Paris, elle est sans objet.

Pour obtenir des promoteurs qu'ils sortent des produits neufs 15 % moins chers que le prix moyen dans l'ancien, une charte n'y suffira pas, d'autant que les programmes privés sortent à dose homéopathique.

A défaut, il pourrait être conseillé, d'une part, que la Municipalité et ses opérateurs se décident enfin à diminuer dans les secteurs d'aménagement le prix de cession du foncier qui grève aussi l'économie des programmes privés, ensuite que le P.L.U. soit révisé pour augmenter la constructibilité et donc l'offre, afin de mettre fin à une logique de la pénurie, enfin que les prix de vente dans le secteur privé ne compensent plus le coût des cessions en V.E.F.A., tel qu'il est pratiqué en faveur du logement social dans les emplacements réservés.

Nous ne voterons pas davantage le vœu substitutif de l'Exécutif qui est une tentative d'échapper aux considérants énoncés par le vœu du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Merci d'avoir respecté votre temps de parole.

La parole est à M. DUTREY, également pour une explication de vote.

M. René DUTREY, adjoint. - Je vais dire exactement le contraire de ce qui vient d'être dit.

La proposition qui est faite de séparation de la propriété et de l'usage est une proposition révolutionnaire - et je salue le révolutionnaire Jean-Yves MANO ici présent - en France car elle remet complètement en cause le dogme de la propriété, mais absolument pas révolutionnaire dans le monde puisque l'on voit dans de nombreux pays, je prends l'exemple important des cinq dragons d'Asie : Singapour, 90 % de la population est propriétaire de l'usage de son logement. Vous avez le même système en Hollande, vous avez le même système en Norvège, beaucoup de gens, beaucoup de pays se sont déjà orientés vers cette solution.

Effectivement, le principal intérêt permet de resolvabiliser cette catégorie des classes moyennes qui ne peut plus accéder aujourd'hui à la propriété à des prix très élevés, on le sait bien, Batignolles 12.000 euros le mètre carré, Broussais 11.000 euros, tous les secteurs d'aménagement ne concernent maintenant qu'une partie infime de la population parisienne.

Cette solution de la séparation de la propriété et de l'usage est effectivement un outil qui permettrait de revenir à des prix socialement acceptables et de resolvabiliser toute une partie de la population.

C'est effectivement un dogme par rapport à la vision qu'on peut avoir de la propriété dans notre pays et, si la Ville de Paris est à la pointe sur ce sujet, ce sera tout à notre honneur.

Il faut effectivement une traduction législative et Jean-Yves MANO a dit qu'il s'y emploierait, je mettrai aussi toute mon énergie pour aller dans ce sens.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2013, V. 30).

Je vous remercie.

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif au nombre de logements soumis à la taxe sur les logements vacants.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Nous examinons maintenant le vœu référencé n° 62 dans le fascicule, déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, relatif au nombre de logements soumis à la taxe sur les logements vacants.

La parole est à M. Alexis CORBIÈRE, pour une minute maximum, car nous ne sommes pas très en avance.

Merci à tous.

M. Alexis CORBIÈRE. - C'est un vœu relatif aux logements vacants qui demande de publier de façon régulière les statistiques par commune et arrondissement de Paris sur le nombre de logements soumis à la taxe sur les logements vacants, de positionner également les taxes réellement dissuasives sur les logements vacants dès la première année d'imposition dans le but de favoriser leur remise en location ou leur entrée dans le dispositif dit "Louez Solidaire".

Voilà l'objet de ce vœu, merci.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Pour répondre, la parole est à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Concis, je suis favorable au vœu qui nous est proposé.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Formidable, je vous remercie.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 31).

Je vous remercie.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la réforme du système d'attribution des logements sociaux.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Maintenant, nous examinons le vœu référencé n° 63 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la réforme du système d'attribution des logements sociaux.

La parole est à Mme Laurence DREYFUSS, pour une minute maximum.

Mme Laurence DREYFUSS. - Je ne reviendrai pas sur les considérants de ce vœu.

Simplement, lors de la Mission d'Information et d'Evaluation sur les modes et méthodes d'attribution des logements sociaux à Paris que nous avons présentés au Conseil de Paris des 24 et 25 septembre 2012, nous étions arrivés à 28 recommandations de la mission sur ces méthodes.

Au nom de M. DUMONT, M. AURIACOMBE, Mme DECORTE, M. DUBUS, M. ROGER, moi-même et les élus du groupe U.M.P.P.A., nous émettons le vœu que le Maire de Paris réunisse au plus vite la conférence de consensus afin d'accompagner cette réforme d'attribution annoncée.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Merci.

Pour vous répondre, la parole est à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Madame la Maire, ce dossier est d'importance et, en même temps, les conclusions de la M.I.E. posaient clairement une évolution de notre méthode d'attribution avec un système de cotation de l'offre et de la demande.

Soyez consciente quand même que ceci nécessite un travail important et assidu, tel que les conséquences de nos décisions peuvent avoir sur l'évolution de la diversité de l'offre que nous pourrions faire aux différents publics parisiens.

Néanmoins, les choses avancent, les personnes travaillent. Il y a eu d'ailleurs ce matin une réunion de première présentation à l'ensemble des bailleurs sociaux, ville ou hors ville, à Paris. Il y aura une présentation aux associations de locataires et de mal logés le 22 février. Il est prévu une présentation également à l'ensemble des adjoints concernés par les questions d'attribution de logements, à savoir ceux qui s'occupent de l'exclusion, des personnes âgées et des personnes en situation de handicap et des agents de la Ville de Paris. Vous le savez, puisque cela fait partie de nos priorités.

Il y aura bien évidemment une réunion qui sera organisée la deuxième quinzaine de mars avec l'ensemble des membres de la mission qui avaient élaboré ce projet, pour présenter le travail accompli.

Tout ceci, je le dis également, intervient à un moment ou y compris Mme DUFLOT, Ministre du Logement, a entrepris une négociation importante dans le but de faire évoluer la réglementation sur le sujet.

Je pense qu'il faudra que nous avancions positivement par rapport à nos travaux et que nous vérifiions bien évidemment que, en lien avec un nouveau texte, ceci ne soit pas en contradiction avec cela. Ceci prendra le temps nécessaire, mais, en tout état de cause, au cours de l'année 2013, les choses auront évolué.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Bien.

Le vœu n° 63 est retiré.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. visant à améliorer la tranquillité dans les ensembles sociaux.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux possibilités d'expulsion par Paris Habitat pour "trouble de jouissance".

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux possibilités d'expulsion par Paris Habitat pour "trouble de jouissance".

Vœu déposé par l'Exécutif.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen des vœux référencés n^{os} 64, 65, 66 déposés par le groupe U.M.P.P.A et 65 bis, par l'Exécutif, relatifs aux possibilités d'expulsion par Paris Habitat pour "trouble de jouissance".

Madame DREYFUSS, vous avez la parole.

Mme Laurence DREYFUSS. - Oui, simplement, je voudrais juste dire à M. MANO que si vous vous êtes senti obligé de déposer ce contre-vœu n° 65 bis, c'est que tout n'est pas fait de façon aussi systématique que cela chez Paris Habitat ; sinon, vous n'auriez pas déposé ce contre-vœu.

La deuxième chose est de dire que nous sommes prêts à retirer ces deux vœux contre ce contre-vœu, à la condition qu'on ajoute : "sur proposition du groupe U.M.P.P.A.", comme c'est décidé en conférence d'organisation à chaque fois que l'Exécutif reprend un vœu à l'origine d'un groupe, quel qu'il soit.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Monsieur MANO ?

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - La proposition qui est faite dans ce vœu ne correspond pas aux attendus et aux attentes de Mme KUSTER, de M. GOUJON et de vous-même.

Je pense que vous prenez systématiquement le fait qu'à partir du moment où il y a un vœu, vous faites des propositions sans tenir compte de l'action préalable de l'ensemble des acteurs. Je suis désolé, par ce vœu, nous vous confirmons l'engagement et l'action qui est aujourd'hui menée, confirmée par le renouvellement de la relation que nous avons avec la Préfecture de police ; pour autant, nous ne sommes pas là dans l'action suite à votre proposition, mais dans la continuité de l'action que nous menons depuis des années.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Madame KUSTER, vous voulez la parole, pour une explication de vote.

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Cela vient d'être, en effet, rappelé, Monsieur MANO, vous n'êtes pas logique dans votre raisonnement. Là, à un moment, il faut raison garder.

Si les choses se passaient normalement, telles qu'elles devraient se passer, nous ne serions pas amenés à déposer des vœux en séance. Après, en effet, il y a plusieurs cas, on ne peut pas mettre tous les cas sur la table en Conseil de Paris : le problème est que les élus sont aussi là pour monter au créneau, écrire, saisir, et quand ils ne sont pas entendus, le Conseil de Paris est notre dernière alternative pour nous faire entendre.

On entend vos réponses, que vous faites des choses, que la Préfecture de police fait des choses, mais à l'heure actuelle, les cas qui viennent de vous être signalés ne sont pas réglés ; il y a donc trouble de jouissance reconnu, et donc vous avez une opportunité, nous vous demandons de vous engager sur ces troubles reconnus aux endroits tels qu'ils viennent de vous être signalés. Sinon, au moins, engagez-vous à faire ce que les élus d'arrondissement vous demandent.

Nous ne sommes pas dans la délation, Monsieur MANO, nous nous faisons l'écho de troubles locaux dont nous avons connaissance, connus du commissariat, qui sont inscrits dans des problématiques que nous avons régulièrement.

Je vous demande, Monsieur MANO, de réviser votre position ; en tout cas, évidemment, je maintiens le vœu n° 66.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - M. GOUJON a la parole pour une explication de vote.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Si tout se passait aussi bien que le dit M. MANO depuis tant de temps, l'Exécutif ne déposerait pas un vœu pour que Paris Habitat élabore avec la Préfecture de police et le parquet une convention pour réprimer de façon coordonnée les infractions. Cela veut dire qu'il y en a et que vous ne les réprimez pas ; vous avez été très inefficaces pendant de longues années, les choses commencent à changer, parce que vous voyez que la situation n'est plus tenable dans les ensembles immobiliers sociaux, sur la pression aussi de nos vœux, à Brigitte KUSTER, Jean-Didier BERTHAULT et moi-même, parce que si nous n'avions pas fait nos trois vœux, il n'y aurait jamais eu un vœu de l'Exécutif pour renforcer l'action en matière d'expulsion de locataires indélicats.

Et puis, je vous trouve assez mal placé pour donner des leçons, alors que vous avez été à l'origine du fichage des locataires des ensembles sociaux ; c'est la C.N.I.L. qui s'est exprimée ainsi, ce n’est pas moi !

Dernièrement, c'est inadmissible d'évoquer le rôle des maires d'arrondissement comme vous l'avez fait ; oui, dans la loi de prévention de la délinquance, le rôle des maires a été confirmé par rapport à une politique de prévention, et d'ailleurs, vous souhaitiez, à l'époque, en tout cas vos représentants au Parlement - vous l'étiez peut-être déjà à l'époque, sénateur -, que le rôle des maires soit confirmé et affirmé.

Là, ce qui est proposé dans votre vœu, c’est qu’effectivement, les maires jouent le rôle, et les maires d’arrondissement aussi, de prévention de la délinquance, en élaborant cette réponse graduée pour les faits qui doivent être réprimés au sein des ensembles immobiliers sociaux.

Franchement, vos insinuations sont tout à fait malvenues.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - La parole est à M. BRAVO, pour une explication de vote.

M. Jacques BRAVO, maire du 9e arrondissement. - Je trouve, depuis tout à l'heure, que c'est un peu compliqué.

Monsieur GOUJON, je ne sais pas au nom de quels maires d'arrondissement vous parlez, mais si je le savais, il n’y en aurait peut-être pas beaucoup ; je veux simplement dire que l'Exécutif a toute liberté pour déposer des vœux, comme il l'a toujours fait.

Nous allons voter contre vos vœux et pour les vœux de l'Exécutif.

Les choses sont simples et on ne tourne pas autour du pot.

Merci.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - La parole est à M. POZZO di BORGO pour une explication de vote.

M. Yves POZZO di BORGO. - Jacques, je te dis cela, parce que tu n'assistais pas aux conférences d'organisation, nous avons souvent posé le problème de ces vœux qui sont déposés, quels que soient les groupes, et qui sont repris par l'Exécutif sans citer le groupe qui en est à l'origine.

Je ne parle même pas des vœux qui sont refusés par l'Exécutif et qu'on retrouve dans la presse au nom de l'adjoint qui les a refusés, cela arrive souvent aussi.

Je trouve qu'il y a une pratique qui est nécessaire.

Je ne suis pas rentré dans les détails du débat, mais il y a quand même trois vœux qui ont impliqué un contre-vœu de l'Exécutif ; la règle doit s'appliquer. M. DAGNAUD n'est pas là pour expliquer cela ; ce n'est peut-être plus lui qui est responsable maintenant, c'est M. GAUDILLÈRE, mais il y a quand même, dans la conférence d'organisation, des décisions qui sont prises.

Je le dis avec tout le respect que j'ai pour M. MANO, je ne comprends pas qu'on n'applique pas cette règle.

Il est tout à fait, et Madame la Présidente, je suis désolé, vous êtes porteur de l'organisation, nécessaire que dans le contre-vœu, ce n'est pas l'adjoint à décider, c'est à la présidente de séance d'appliquer la décision de la conférence d'organisation, et la conférence d'organisation a demandé cela ; ce n'est pas à M. MANO de dire : "non, ce n'est pas cela", je suis désolé !

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - La parole est à Mme DOUVIN pour une explication de vote.

Mme Laurence DOUVIN. - Madame la Maire, ce n'est pas une explication de vote que je fais ; je fais, au nom de mon groupe, exactement la même observation que M. POZZO di BORGO pour l'excellente raison que je siège à la conférence d'organisation et que vous représentez ici l'Exécutif. M. DAGNAUD n'est malheureusement pas là.

Bien évidemment, ce vœu n° 65 bis a été déposé en réponse aux vœux que nous avons déposés nous-mêmes. Il n'y a donc aucune raison pour que ce vœu n'indique pas la provenance des vœux qui ont été déposés.

Il y a là un problème que nous devons résoudre tout de suite, et je pense qu'il doit être résolu selon cette formule.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Monsieur MANO, voulez-vous vous exprimer ?

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Je ne sais pas… je suis le rédacteur du vœu, je l'ai présenté, il est tel qu'il est. Aujourd'hui, je considère que le vœu présenté n'est que la reproduction du travail historique des bailleurs sociaux sur le sujet et non pas en réponse à une volonté politique de l'U.M.P. de mettre en avant son rôle essentiel dans la sécurité au sein des bailleurs sociaux, car je sais très bien ce qui va se passer !

Demain, vous allez diffuser des tracts partout en disant : "grâce…

Oui, c'est de la politique et justement, je ne tombe pas là-dedans !

Je suis là pour valoriser l'action historique des bailleurs sociaux en la matière et la fermeté qui est la leur en matière de sécurité. Je veux bien arranger tout le monde. Seulement, cette position devient absolument insupportable pour l'action permanente des bailleurs sociaux sur ces questions fondamentales de considérer que c'est grâce à l'action d'Untel ou Untel, d'une remarque à un moment donné, que l'action perdure.

Je suis désolé, je suis aussi là pour valoriser le travail qui est fait depuis des années sur le sujet, voilà !

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Madame DOUVIN, vous avez déjà pris la parole.

Mme Laurence DOUVIN. - Une réponse : le texte même du vœu est exactement la réponse, et c'est exactement ce que nous demandons.

Excusez-moi, mais c'est quand même le texte du vœu qui compte. Maintenant, nous demandons à avoir satisfaction.

Sinon, nous demanderons une suspension de séance.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Je propose que l'on passe au vote. Je crois que les différents points de vue se sont exprimés.

M. MANO a expliqué pourquoi il proposait son vœu.

Maintenant, nous allons donc passer au vote.

Je propose que la conférence d'organisation du Conseil regarde de nouveau ce point pour l'organisation du prochain Conseil.

J'accorde la suspension de séance mais je souhaitais quand même dire un mot puisque j'ai été interpellée par rapport à la conférence d'organisation.

Maintenant, j'accorde la suspension. Je peux quand même répondre ! Merci !

Trois minutes de suspension de séance accordées !

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à dix huit heures dix neuf minutes, est reprise à dix huit heures vingt deux minutes, sous la présidence de Mme Pauline VERON, adjointe).

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Nous reprenons nos travaux.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. visant à améliorer la tranquillité dans les ensembles sociaux.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux possibilités d'expulsion par Paris Habitat pour "trouble de jouissance".

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux possibilités d'expulsion par Paris Habitat pour "trouble de jouissance".

Vœu déposé par l'Exécutif. (Suite).

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Chers collègues, voici la proposition qui est faite par l'Exécutif.

L'Exécutif propose de rajouter au vœu de l'Exécutif un considérant qui citerait le vœu de l'U.M.P.P.A. : "considérant le vœu de l'U.M.P.P.A.".

Dans ces conditions, compte tenu de cette proposition d'amendement au vœu de l'Exécutif, que souhaitez-vous faire, Madame DOUVIN ?

Mme Laurence DOUVIN. - Nous retirons les vœux n^{os} 64 et 65.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Je mets au voix, à main levée, le projet de vœu référencé n° 65 bis déposé et amendé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2013, V. 32).

Je vous remercie.

Et pour le vœu n° 66, le retirez-vous également, Madame KUSTER ?

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Non.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 66, déposée par le groupe U.M.P.P.A, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par M. Jean-François MARTINS relatif à la réquisition d'immeubles inoccupés à Paris.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Nous passons maintenant à l'examen du vœu référencé n° 67 dans le fascicule, déposé par M. Jean-François MARTINS, relatif à la réquisition d'immeubles inoccupés à Paris.

La parole est à M. Jean-François MARTINS, pour une minute.

M. Jean-François MARTINS. - Merci, Madame la Maire.

J'ai entendu dans ces vœux de 8e Commission M. Alexis CORBIERE réclamer un véritable état des lieux sur les logements vacants. J'ai entendu également M. Ian BROSSAT défendre un moratoire contre les expulsions locatives.

Eh ! bien, j'ai un double exemple à leur soumettre : celui du 149 rue du Château, dans le 14e arrondissement, qui est un immeuble vacant inoccupé depuis trois ans et demi et qui, en décembre dernier, a par ailleurs expulsé un collectif de mal logés qui avait souhaité s'y installer, évidemment poussé par le froid qu'il faisait à l'époque.

Cet immeuble du 14e arrondissement, en plus d'être inoccupé, est insalubre, et appartient - cela fera sourire nos collègues - à une S.C.I. qui s'appelle Lénine Invest et qui appartient au Parti communiste français.

J'aimerais qu'au regard des déclarations, et de M. BROSSAT, et du Maire de Paris sur les réquisitions, nous mettions à l'étude, et que la Ville de Paris émette un avis favorable pour la réquisition à destination du préfet de Région.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Pour vous répondre, la parole est à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Madame la Maire, vous connaissez la sensibilité de la Mairie de Paris sur la mobilisation des immeubles vacants. De là à aller sur la réquisition, faut-il encore potentiellement que l'immeuble s'y prête.

Compte tenu à ma connaissance des travaux qu'ils devront effectuer à l'intérieur, ce n'est pas tout à fait adapté au logement de personnes.

Néanmoins, dans un souci conforme à nos traditions sur le sujet, je vous propose de prendre contact avec les propriétaires pour voir si éventuellement, ils envisageraient une acquisition par un organisme proche du logement social pour en faire du logement social pérenne, mais je voterai contre le vœu qui nous est proposé.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Pour une explication de vote, vous avez la parole, Monsieur DUTREY.

M. René DUTREY, adjoint. - Le groupe "Vert" s'abstiendra sur ce vœu parce que la réquisition n'est pas possible, mais il est quand même dommage que nous ne réussissions pas, comme sur n'importe quel immeuble, à pouvoir extraire cet immeuble de la logique de marché. S'il est remis sur le marché demain, les loyers vont atteindre 25 ou 30 euros du mètre carré. C'est dommage alors que cet immeuble est vide depuis plusieurs années. Nous aurions vraiment préféré qu'il puisse être conventionné effectivement ou en logement social ou sous une autre forme.

La réquisition n'est pas possible, nous en prenons acte, mais c'est une opportunité comme n'importe quelle autre opportunité que nous aurions pu saisir.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Pour une explication de vote, la parole est à M. Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - J'ai cru comprendre que, d'une certaine manière, Jean-François MARTINS m'interpellait dans son intervention pour présenter son vœu, donc je ne voudrais pas le décevoir et, par conséquent, je souhaiterais lui répondre.

A vrai dire, je pense que Jean-François MARTINS ne s'intéresse pas beaucoup au 149 rue du Château et aux locaux du Parti communiste et plus largement à la question du logement. En réalité…

Si vous permettez que je parle et si simplement Jean-François MARTINS pouvait se taire. Voilà, cela va mieux !

Simplement si vous permettez que je réponde. La réalité, c'est quoi ? C'est que vous tombez, ma foi, assez mal puisque les travaux au 149 rue du Château commencent demain. Et que, d'une certaine manière, dans 18 heures votre vœu est caduc. Par conséquent, l'utilité de votre vœu est absolument nulle et vous aurez l'occasion, j'en suis persuadé puisque apparemment vous êtes un élu de terrain, vous aurez l'occasion de constater que, au 149 rue du Château, les travaux commencent demain.

Plus largement, je comprends votre étonnement lorsque vous constatez que le Parti communiste a effectivement un patrimoine immobilier important à Paris, mais je vais vous expliquer pourquoi, Monsieur MARTINS. Nous avons un patrimoine immobilier important à Paris pour une raison toute simple, c'est que nous avons des adhérents et c'est effectivement quelque chose qui peut paraître étrange pour quelqu'un qui est élu d'un parti qui a très peu d'adhérents.

Nous avons 130.000 adhérents, nous avons donc plusieurs milliers d'adhérents à Paris et, par ailleurs, nous avons des adhérents qui versent des cotisations et qui sont très attachés aux locaux du Parti communiste, et qui par conséquent mettent de l'argent parce qu'ils estiment que c'est un parti qui mérite d'être soutenu.

Alors je conçois que pour un adhérent du MoDem, qui doit se sentir assez seul, cette situation est assez curieuse, mais je vous le confirme, le parti communiste a un certain nombre d'immeubles qu'il met à disposition des Parisiens puisqu'ils ont l'occasion de pouvoir y aller, et c'est la raison pour laquelle nous faisons des travaux au 149 rue du Château…

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Merci de conclure.

M. Ian BROSSAT. - Et lorsque cet immeuble sera rénové, nous vous inviterons, Monsieur MARTINS, à l'inauguration, je vous le promets !

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Nous allons passer au vote du vœu n° 67.

On ne va pas s'en sortir, Monsieur MARTINS…

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par M. Jean-François MARTINS, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par M. Jean-François MARTINS relatif à l'habitat indigne et à l'hébergement d'urgence.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 68 dans le fascicule, déposé par M. Jean-François MARTINS, relatif à l'habitat indigne et à l'hébergement d'urgence.

Vous avez la parole, Monsieur MARTINS, sur le vœu n° 68.

M. Jean-François MARTINS. - Je ne vais pas répondre à la bassesse de M. BROSSAT qui nous démontrera sa grande force et son nombre d'adhérents en allant au premier tour aux élections municipales l'année prochaine. On verra là son courage et son indépendance.

Le vœu n° 68 nous intéresse plus directement puisque, comme vous le savez, cela a heurté un certain nombre d'élus du 14e et au-delà de cela de tout Paris : la fondation l'Abbé Pierre a révélé qu'une femme dans le 14e arrondissement, boulevard Brune, avait été expulsée en plein hiver alors qu'elle louait un logement de 4 mètres carrés - on devrait dire 2,7 mètres carrés selon la loi Carrez - pour 200 euros dans une situation évidemment indigne d'un propriétaire qui abusait et était dans une position d'abus de faiblesse de cette femme et de son enfant.

Le vœu est donc assez simple. Il a été voté à l'unanimité du Conseil du 14e arrondissement : il stipule que M. le Maire de Paris saisisse M. le Préfet de police pour renforcer les contrôles des pratiques locatives abusives et indignes, afin qu'une situation comme celle du boulevard Brune ne puisse plus se reproduire. Mais c'est également que le maire du 14e et le Maire de Paris, le cas échéant, adresse au Préfet et à la Ministre du Logement, les immeubles clairement identifiés comme durablement vacants. En l'occurrence, c'était dans le 14e arrondissement.

J'ajoute un petit mot qui avait été ajouté par M. DUTREY en conseil d'arrondissement et qui avait du sens, et que par ailleurs les procédures pénales…

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Il faut conclure. Merci.

M. Jean-François MARTINS. - Que les procédures pénales soient bien engagées contre les propriétaires ayant des pratiques abusives.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Merci.

Pour vous répondre, la parole est à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Bien évidemment, je partage le constat fait par M. MARTINS. Les choses qui ont été portées à notre connaissance par les médias sont effectivement scandaleuses et condamnables.

Tous les considérants sont bons. Il se trouve que malheureusement les propositions qui sont faites ne sont pas les bonnes. Je me permets de le dire, hélas, mais peut-être pourrions-nous modifier.

Si le Maire de Paris saisit l'A.R.S. qui est l'autorité compétente en matière d'insalubrité plutôt que le Préfet de police qui n'a pas de compétences à ce sujet, je pourrais bien évidemment valider le vœu tel quel. Peut-être qu'il n'est pas également dans les pouvoirs, c'est plutôt le Maire de Paris qui peut saisir le Préfet de Paris et le Ministre du Logement des immeubles clairement identifiés comme vacants, et non pas le maire d'arrondissement.

Si nous pouvons changer à la fois : le maire de Paris saisit l'A.R.S. pour renforcer les contrôles et le Maire de Paris adresse au Préfet de Paris et à la Ministre du Logement les immeubles clairement identifiés", nous pourrions voter ce vœu.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Acceptez-vous ces propositions de modification, Monsieur MARTINS ?

M. Jean-François MARTINS. - Oui, c'est parfait, il y a eu un copier-coller un peu rapide depuis le Conseil d'arrondissement jusqu'au Conseil de Paris.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - D'accord.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par M. Jean-François MARTINS, amendée par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 33).

Vœu déposé par M. Jean-François MARTINS relatif aux biens de moins de 9 mètres carrés.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Nous examinons maintenant le vœu référencé n° 69 dans le fascicule, déposé par M. Jean-François MARTINS, relatif aux biens de moins de 9 mètres carrés.

La parole est encore à M. Jean-François MARTINS.

M. Jean-François MARTINS. - Madame la Maire, c'est un sujet assez sensible, et justement on vient d'en parler sur les propriétaires indignes qui louent des biens en dessous de 9 mètres carrés, mais il s'avère que quelques chambres de bonnes à 7 ou 8 mètres carrés avec des douches et avec des salles de bain sont parfois vides et c'est évidemment choquant et cela brusque une partie des gens, y compris qui vivent dans la rue.

Le sujet de ce vœu est de réaffirmer, de manière définitive, que la Ville de Paris est opposée à la location des biens inférieurs à 9 mètres carrés, mais d'expertiser et de regarder les quelques initiatives qui ont été portées par des associations, notamment dans le quartier Notre-Dame-des-Champs et qui permettent, pour un montant symbolique de 1 ou 5 ou 10 euros par mois, de mettre en échange d'un contrat d'insertion, de manière dérogatoire et temporaire, des personnes de la rue dans des habitats dignes et validés par la Fondation de l'Abbé Pierre.

Je demande à M. MANO de prendre le sujet, et je le prends avec beaucoup de prudence, mais d'expertiser ce que font ces associations, parce que évidemment cela permet de sortir des gens de la rue. A partir du moment où on ne toucherait pas à ce symbole des 9 mètres carrés, je trouve que c'est une voie à étudier.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Pour vous répondre, la parole est à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Je comprends, Madame la Maire, les interrogations de M. MARTINS, mais je pense que nous touchons à un point sensible de la réglementation. Je pense qu'il n'est pas souhaitable qu'une collectivité locale puisse enfreindre les textes qui ont eu du mal à être élaborés, par rapport à la notion de surface minimum ou de dignité ou de salubrité d'un bien.

Je comprends que des démarches individuelles peuvent être prises par certains propriétaires via des associations, je n'ai rien contre, mais de là à valider la démarche, contrairement au texte de loi en vigueur, je pense que le Conseil de Paris n'a pas cette vocation-là, et c'est même dangereux.

C'est pourquoi, hélas, je rejetterai le vœu de M. MARTINS.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Monsieur MARTINS, vous retirez votre vœu peut-être ?

M. Jean-François MARTINS. - Je serais prêt à le retirer si M. MANO s'engage au moins à recevoir les associations qui ont mené cette expérimentation et qu'il étudie notamment la dimension légale et de dignité humaine de ces opérations.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Monsieur MANO vous répond positivement sur cette demande.

Le vœu est retiré.

Je vous remercie.

Vœu déposé par l'Exécutif relatif à la vente à la découpe par la société Alliance des immeubles situés 14-16 rue du Dahomey et 5 rue Faidherbe.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Nous examinons maintenant le vœu référencé n° 69A dans le fascicule déposé par l'Exécutif, relatif à la vente à la découpe par la société Alliance des immeubles situés 14-16 rue du Dahomey et 5 rue Faidherbe.

La parole est à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Un vœu de l'Exécutif pour rappeler quelles sont les pratiques en matière de vente à la découpe ou des réactions de la Municipalité par rapport à ces situations.

Soit nous essayons de les éviter par acquisition des immeubles, soit nous sommes un acteur important à vérifier que les droits des locataires en place sont respectés et maintenus. De plus, nous ouvrons des possibilités, en lien d'ailleurs avec les vendeurs, notamment quand il s'agit de société d'assurances, grâce à nos contacts fréquents sur le sujet, à intervenir éventuellement en bout de course, qui au-delà de la vente des logements vacants ou au-delà de ceux qui ont eu la chance de pouvoir acheter, à protéger les personnes qui se trouvent en situation de difficulté.

Ce vœu de l'Exécutif est l'occasion pour nous de rappeler quelle est la pratique et la doctrine en la matière.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Je vous remercie.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté à l'unanimité. (2013, V. 34).

Je vous remercie.

2013 DAC 96 - Subvention (3.000 euros) à l'association "Le 6e, Ateliers d'Artistes" (6e).

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Nous allons maintenant aborder les projets de délibération et vœux de la 9e Commission et, donc, nous passons à l'examen du projet de délibération DAC 96 relatif à l'attribution d'une subvention de 3.000 euros à l'association "Le 6e, Ateliers d'Artistes", sur lequel l'Exécutif a déposé l'amendement n° 70.

La parole est à M. Bruno JULLIARD.

M. Bruno JULLIARD, adjoint. - Amendement technique, Madame la Présidente.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 70 déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 70 est adopté à l'unanimité.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 96 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté à l'unanimité. (2013, DAC 96).

Je vous remercie.

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif au souhait d'une exposition sur les populations Roms en France.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 71 dans le fascicule, déposé par le groupe E.E.L.V.A., relatif au souhait d'une exposition sur les populations Roms en France.

La parole est à Mme Danielle FOURNIER, pour le groupe E.E.L.V.A.

Mme Danielle FOURNIER. - Merci beaucoup.

Vous savez combien nous sommes attachés aux questions de méthode, à la pédagogie en toute chose, comme étant le vecteur de la connaissance et nous pensons que, dans le contexte actuel, il serait tout à fait utile, intéressant, bénéfique pour justement combattre les préjugés à l'égard des populations Roms de pouvoir envisager une exposition qui mettrait en lumière à la fois leur histoire et leur situation contemporaine.

C'est la raison de ce vœu.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Je vous remercie.

Pour vous répondre, la parole est à Bruno JULLIARD.

M. Bruno JULLIARD, adjoint. - Merci, Madame la Présidente et merci à Mme Danielle FOURNIER pour la présentation de ce vœu.

Je suis évidemment tout à fait favorable à l'idée d'organiser une telle exposition à Paris, consacrée aux populations Roms.

Comme vous, je crois beaucoup aux vertus pédagogiques en la matière, qui pourraient permettre d'apporter une meilleure connaissance de ce peuple, de son histoire, de ses traditions, mais peut-être également du sort qui lui est réservé aujourd'hui dans notre pays et même au-delà de nos frontières.

Je rappellerai que l'actualité artistique à Paris, récemment, a tout de même permis d'apporter un éclairage, probablement insuffisant sur les populations Roms. Je pense également à l'exposition "Bohèmes" qui a rencontré un grand succès au Grand Palais, exposition qui montrait des représentations de ces populations à travers l'art depuis la Renaissance.

Je pourrais également citer l'exposition de Bertille BAK qui s'est tenue au M.A.M. l'année dernière et qui montrait notamment un projet réalisé avec les habitants d'un campement tzigane.

Je donnerai un avis favorable à ce vœu, simplement un petit bémol pour évidemment rappeler que la Ville n'est pas programmatrice et que nous sommes très attachés à l'indépendance des directions des établissements publics de la Ville et, d'ailleurs, si nous ne l'étions pas, comptons sur les directeurs pour savoir nous le rappeler à de très nombreuses reprises, bien évidemment.

Cependant, l'idée qu'une telle exposition puisse voir le jour et que nous en formulions le vœu, j'y suis tout à fait favorable, c'est donc un avis favorable.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Je mets donc ce vœu aux voix…

Une explication de vote, pardon, de M. POZZO di BORGO.

M. Yves POZZO di BORGO. - Nous voterons ce vœu, mais je rejoins la position de nos collègues des Verts sur la nécessité de la pédagogie.

Il se trouve que, au Sénat, je suis aussi président du groupe d'amitié avec la Bulgarie et c'est vrai que le problème des Roms dans ces deux pays, la Bulgarie et la Roumanie, est un problème très important, avec différentes cultures.

Ce que je souhaiterais, évidemment je rejoins ce que dit M. JULLIARD, on ne peut pas donner des consignes aux établissements publics de la Ville de Paris, mais que ces expositions soient accompagnées de conférences pour bien expliquer les choses, que ce ne soit pas uniquement visuel.

Il y a vraiment nécessité de comprendre ce qu'est ce peuple qui est difficile, qui a sa propre existence, ses propres règles et je crois que c'est une bonne idée, nous voterons donc ce vœu.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Je vous remercie.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe E.E.L.V.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2013, V. 35).

Je vous remercie.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux tournages de films.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 72 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif aux tournages de films.

La parole est à Mme MERIGOT de TREIGNY pour une minute, merci beaucoup.

Mme Martine MERIGOT de TREIGNY. - Madame le Maire, merci.

Ce vœu porte une nouvelle fois sur les nuisances générées par les tournages de films qui sont nombreux dans le 8e.

Ces tournages entraînent systématiquement la privatisation de la voie publique par des opérations de ventousage, ventousage ayant trop souvent pour but de réserver des places pour les voitures personnelles des intervenants de ces tournages.

Mais ces emprises de ventousage ne sont jamais indiquées sur les plans soumis à autorisation. Les personnels chargés de gardienner ces emprises emploient l'intimidation envers les riverains, si ce n'est la manière forte, riverains dont vous pouvez comprendre l'exaspération, ne pouvant plus se garer ou voyant leur voiture enlevée.

Pour éviter que ces méthodes ne se multiplient, nous demandons que les autorisations de stationnement délivrées pour les tournages de films soient accompagnées de plan extrêmement précis matérialisant les limites de ces autorisations.

Je vous remercie.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Je vous remercie.

Pour vous répondre, la parole est à Bruno JULLIARD.

M. Bruno JULLIARD, adjoint. - Merci, Madame la Présidente.

Permettez-moi tout d'abord de rappeler que l'activité des tournages dans la Capitale s'est particulièrement développée ces dernières années, comme d'ailleurs le premier considérant du vœu le rappelle, pour atteindre aujourd'hui 988 tournages par an, représentant plus de 3.300 jours de tournage dans l'année, pour l'année 2012, soit neuf tournages par jour en moyenne à Paris.

Je rappellerai également que ces tournages offrent d'abord des retombées économiques directes pour la Ville, notamment en termes d'emplois culturels et notamment pour les professionnels du spectacle et de l'audiovisuel qui souffrent beaucoup aujourd'hui des conséquences de la crise économique.

C'est également des retombées économiques pour les industries techniques cinématographiques et également des retombées indirectes, puisque ces tournages participent au rayonnement de Paris en France et à l'étranger.

Alors, il est vrai que certains arrondissements sont plus sollicités que d'autres et il est vrai que le 8e arrondissement est l'un des arrondissements, je crois d'ailleurs que c'est l'arrondissement qui est le plus demandé et usité par les équipes de tournage.

On peut le voir, je regrette d'ailleurs que vous n'en fassiez pas du tout mention dans les considérants, comme étant un hommage à cet arrondissement qui, de par sa beauté et ses atouts, attire bon nombre de tournages et il souhaite être montré.

J'admets tout à fait qu'il y a un certain nombre de nuisances qui ne sont pas toujours aussi graves que celles que vous avez évoquées dans vos considérants, mais il y a un certain nombre de nuisances. Je pense aux groupes électrogènes, je pense en effet aux stationnements parfois plus longs que les autorisations délivrées ou même aux horaires qui ne sont pas toujours respectés.

Je voudrais d'abord vous dire que, en ce qui concerne les responsabilités de la Ville de Paris, nous avons pris bon nombre de mesures ces dernières années, notamment la mise en place d'une charte signée entre les professionnels et le Maire de Paris, obligeant les productions à informer les riverains et commerçants trois jours avant leur tournage et faisant état d'un certain nombre de recommandations.

Nous avons d'ailleurs discuté en 9e Commission et j'ai demandé à la Mission Cinéma qui permet - et je salue d'ailleurs sa parfaite activité concernant l'accueil des tournages à Paris - de mettre à jour cette charte dans les mois qui viennent.

Nous mettons également à disposition un guide des tournages rassemblant les recommandations qu'il convient de suivre lors d'un tournage à Paris et, enfin, les rues ou secteurs à éviter ainsi que les renseignements à faire figurer sur l'information du tournage pour les riverains.

Cependant, en ce qui concerne le vœu proprement dit, et non pas vos considérants, je dois rappeler que l'activité des tournages nécessite l'utilisation de l'espace public et que cette autorisation est attribuée par la Préfecture de police en matière de stationnement, puisque seuls les services de police et les commissariats d'arrondissement sont compétents.

Je crois qu'il y a déjà eu ces derniers mois, ces dernières années, une amélioration quant aux obligations auxquelles doivent répondre les équipes de tournage, mais je vous demanderai donc, au vu de ces informations, de bien vouloir retirer votre vœu puisqu'il n'est pas de la compétence de la Ville que de pouvoir y répondre favorablement et notamment de délivrer un plan matérialisant exactement les limites de ces autorisations, puisque cela dépend des commissariats de police.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

M. le Représentant du Préfet de police souhaitait apporter quelques éléments de réponse également.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Madame la Maire.

Effectivement, les chiffres ont été rappelés par M. Bruno JULLIARD. Le nombre de sollicitations reçues par les commissariats est fort et plutôt croissant ces dernières années.

Alors, effectivement, nous nous félicitons également de ce que cela signifie en termes de dynamisme, d'attractivité de la Capitale, de retombées économiques également pour Paris.

Chacune de ces demandes fait l'objet d'un examen extrêmement attentif, parfois au niveau du commissariat, parfois au niveau de la Préfecture de police au niveau central, en fonction de la taille du tournage et de la production.

Les instructions, ces dernières années, compte tenu notamment du nombre et de la croissance qui a été rappelée, ont été données de manière à ce que ces demandes soient examinées en prenant en compte les impératifs d'ordre public, de tranquillité publique, de libre circulation sur la voie publique et les commissariats ont reçu instruction de traiter chacune de ces demandes de manière à restreindre au maximum le nombre de places de stationnement neutralisées.

C'est vrai, d'abord, en termes de linéaire, où les calculs se font au plus juste, c'est vrai également en termes de durée, puisque sauf exception, les véhicules et les opérations que vous avez décrites démarrent le plus tardivement possible, en moyenne autour de 24 heures avant l'installation des véhicules. Nous avons également, dans le cadre de grosses productions, des contacts avec ces sociétés, de manière à les inviter à utiliser d'autres espaces, notamment des parkings privés, dès lors que c'est possible.

M. Bruno JULLIARD a également rappelé tout le travail que la Ville de Paris a demandé aux sociétés de production d'informations suffisamment en amont des riverains.

Je voudrais également indiquer que les commissariats procèdent de manière régulière à des contrôles de ces tournages. Il est arrivé ces dernières semaines et ces derniers mois que certains, d'ailleurs, soient interrompus, compte tenu du non-respect des prescriptions que les commissariats avaient faites, parfois, il y a également des verbalisations, et sur ce point, je suis ferme, ils n'entrent pas dans les pouvoirs des sociétés de production ou des préposés que vous avez indiqués de faire elles-mêmes la police et d'inviter les particuliers à circuler.

Votre proposition de marquage d'une meilleure information des maires d'arrondissement, je la retiens comme une proposition qui peut effectivement faire l'objet d'un examen technique, et nous allons travailler dans ce sens, mais cela va dans le sens de ce que j'indique, c'est-à-dire une conciliation toujours entre la volonté de participer à ce dynamisme, mais également de veiller au respect des principes que je viens de rappeler.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Je suis saisie d'une demande d'explication de vote de M. POZZO di BORGO.

M. Yves POZZO di BORGO. - Je vous remercie, Monsieur le Préfet, de votre explication, parce que c'est vrai que dans le 7e arrondissement, nous avons également eu des opérations de tournage de films ; cela a un peu évolué, mais à un moment, il est vrai qu'on avait l'impression que la police donnait délégation à ces équipes privées et que c'était un peu brutal.

Il y a une évolution des choses, on le sent, et je vous remercie de la réponse que vous avez apportée ; je voulais le signaler.

Je crois qu'il faut quand même être très prudent, parce que vous savez très bien que ces sociétés de production, très souvent, utilisent beaucoup de personnels de chez vous comme figurants et autres. Il y a parfois, on le sent, un certain, non pas laisser-aller, mais une certaine tolérance un peu excessive sur ce genre de chose, mais je vous remercie des propos que vous avez tenus, parce qu'ils sont dans la logique de ce que nous souhaitons.

Nous voterons donc ce vœu.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Merci.

Madame MERIGOT de TREIGNY, compte tenu des explications de M. JULLIARD, maintenez-vous votre vœu ?

Mme Martine MERIGOT de TREIGNY. - Je veux simplement donner une explication.

Monsieur JULLIARD, je ne voudrais pas que vous détourniez ce vœu en parlant de la beauté, du dynamisme, de cet art, j'en conviens, mais je crois qu'il faut aussi respecter les riverains et, cela, il ne faut pas l'oublier, et c'était le but de ce vœu. Nous ne sommes pas contre le cinéma.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Donc, vous le maintenez ?

Mme Martine MERIGOT de TREIGNY. - Je le maintiens.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je vous remercie.

2013 DAC 34 - Acquisition de documents anciens, rares ou précieux pour l'enrichissement des collections des bibliothèques de la Ville de Paris.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DAC 34 relatif à l'acquisition de documents pour les bibliothèques de la Ville de Paris, sur lequel l'amendement technique n° 73 a été déposé par l'Exécutif.

La parole est à Mme Danièle POURTAUD.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe. - Merci, Madame la Maire.

Il s'agit, effectivement, d'un amendement technique, puisque le montant des acquisitions réalisées par nos bibliothèques patrimoniales était erroné ; il s'élève donc à 257.536 euros.

Les annexes étaient également incomplètes ; il manquait, en particulier, l'annexe concernant les achats de la bibliothèque historique de la Ville de Paris.

Cela me permet donc de vous signaler que la bibliothèque historique de la Ville de Paris a, grâce à la préemption de l'Etat, pu acquérir la deuxième partie du fonds photographique de "France Soir", ce qui va permettre de réunir l'ensemble des fonds photos de "France Soir" au sein de la bibliothèque historique de la Ville de Paris, et je crois que nous pouvons être heureux de cette acquisition, puisque c'est un témoignage considérable pour l'histoire du XXe siècle.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Je mets aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 73 déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 73 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 34 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté à l'unanimité. (2013, DAC 34).

Je vous remercie.

2013 DPA 3 - Lancement d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'étude de programmation pour la rénovation globale du musée Carnavalet (3e) et modalités de passation du marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Nous examinons le projet de délibération DPA 3 relatif à la rénovation du musée Carnavalet.

La parole est à Mme Danielle FOURNIER, pour cinq minutes maximum.

Mme Danielle FOURNIER. - Merci.

Depuis le 1er janvier de cette année, c'est l'établissement public Paris Musées qui gère les musées et aussi leur rénovation.

Et en ce qui concerne l'un des plus grands d'entre eux, le musée Carnavalet, pour mener à bien la réflexion visant la rénovation ambitieuse, il nous est proposé de désigner une assistance à maîtrise d'ouvrage de programmation, réunissant une équipe pluridisciplinaire pour un coût global estimé à 350.000 euros.

C'est le début d'une longue, lourde et nécessaire opération.

Il est vrai que depuis 2007, la Ville a engagé plusieurs réflexions visant à l'amélioration générale du musée, à travers un projet de schéma directeur de travaux pour l'ensemble du musée Carnavalet et que plusieurs études ont déjà été réalisées, et ces premières réflexions ont permis de cerner la complexité des travaux, dont les grandes orientations vont de la nécessaire mise en accessibilité handicapés de tout le musée à la nécessité de repenser le circuit muséographique, la présentation des œuvres, l'amélioration de leurs conditions de conservation, ainsi que les réserves.

C'est donc une rénovation de fond en comble, bienvenue, vu l'état de vétusté du musée.

J'espère que cela ne se fera pas au détriment de la présentation des collections, mais bien sûr à leur service, même si les collections sont parfois un peu hétéroclites dans ce musée, et il est vrai que cela permettra de mettre en valeur à la fois le bâtiment, qui est remarquable, les collections, et surtout, peut-être, en sortant des réserves des objets qui sont un peu des trésors cachés inconnus.

Je pense aussi que d'autres musées de la Ville, qui ont été longtemps laissés en l'état, doivent pouvoir bénéficier, eux aussi, de rénovations lourdes pour les mettre en valeur et pour les mettre en sécurité, à côté des nombreux musées qui, eux, relèvent de l'Etat, et dont bénéficie aussi l'ensemble des Parisiens.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Merci.

Pour vous répondre, la parole est à Mme Danièle POURTAUD.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe. - Merci, Madame la Maire.

Je voudrais d'abord remercier Mme Danielle FOURNIER d'avoir si bien décrit, effectivement, à la fois notre ambition pour Carnavalet et la difficulté, la complexité, de ce projet de rénovation, qui portera à la fois, vous l'avez souligné, sur le bâtiment et sur le parcours muséographique.

N'anticipons pas sur ce qu'il permettra de faire, mais je suis comme vous, j'espère que ce sera pour une plus grande richesse des parcours des collections.

Vous l'avez dit, ce sera un travail complexe, qui portera sur plusieurs années dans la prochaine mandature ; vous avez vu que nous lançons une étude à maîtrise d'ouvrage pour un montant de 350.000 euros. Il est probable, malheureusement, que la totalité des travaux sera plutôt proche de 30 ou 40 millions d'euros, donc, effectivement, c'est un travail de longue haleine.

Vous avez souhaité que d'autres musées bénéficient des mêmes éventuels travaux ; je me permets de rappeler que nous avons déjà accompli dans ce domaine énormément de progrès depuis 10 ans, puisque, outre la rénovation totale du Petit Palais, des travaux importants ont été faits à Galliera, qui rouvrira bientôt, de même qu'au musée d'Art moderne de la Ville de Paris. Vous savez aussi que des travaux de moindre importance ont été faits à la maison Balzac et, évidemment, je ne saurais oublier la rénovation totale du musée Cernuschi dans la précédente mandature.

Je crois que la liste de ce que nous avons fait est plus longue que celle de ce qui nous reste à faire, mais, néanmoins, il ne faut pas relâcher l'effort.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPA 3.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2013, DPA 3).

Je vous remercie, surtout pour le musée Carnavalet.

Vœu déposé par le groupe U.D.I. relatif aux Catacombes de Paris.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 74 dans le fascicule, déposé par le groupe U.D.I., relatif aux catacombes de Paris.

La parole est à Mme Geneviève BERTRAND.

Mme Geneviève BERTRAND. - Merci, Madame la Maire.

Vous le savez, les Catacombes sont un lieu extrêmement prisé par les touristes et les Parisiens puisque la hausse de leur fréquentation est considérable : elle est passée en 10 ans de 200.000 à 300.000 visiteurs par an.

Néanmoins, la visite de cette curiosité touristique est parfois rendue impossible du fait de fermetures intempestives qui sont dues à des incidents touchant, soit à l'électricité, soit à la ventilation des lieux ou même à des chutes d'ossements.

Aussi souhaiterions-nous que l'établissement public Paris Musées qui a la charge des Catacombes intervienne en amont en entreprenant les réparations spécifiques nécessitées par un lieu souterrain et humide. Cela éviterait les désagréments connus ces derniers temps.

Je vous remercie.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Je vous remercie.

Pour vous répondre, la parole est à Mme Danièle POURTAUD.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe. - Merci, Madame la Maire.

Je vais remercier Mme BERTRAND et M. Eric HELARD qui me permettent avec ce vœu, je l'espère, de rassurer à la fois les journalistes, qui se sont beaucoup intéressés aux fermetures des Catacombes ces derniers temps, les Parisiens et les touristes sur l'avenir des Catacombes.

Tout d'abord, il est vrai que les Catacombes ont été fermées au public à l'automne dernier suite à une défaillance du système de climatisation, puis du 8 au 28 janvier suite à une panne de l'éclairage de secours.

Je pense - et je ne dis pas que vous ne l'êtes pas, Madame BERTRAND -, je pense que tout le monde est conscient du fait que la spécificité du site, avec 2 kilomètres de galerie souterraine à 20 mètres de profondeur, rend à la fois plus rigoureuses les mesures de sécurité et plus complexes les travaux d'intervention et de réparation. D'ailleurs, nous avons sur ce site un contact extrêmement suivi avec la Préfecture de police.

J'en profite quand même pour souligner que, comme vous le savez, il y a eu - vous l'avez d'ailleurs dit - des travaux importants sur le site avec l'installation d'un système de ventilation et de traitement de l'air, la mise en place

d'un système de sécurité incendie et d'un éclairage de secours et la limitation à 200 du nombre de visiteurs autorisés à visiter le site simultanément après avis de la Préfecture de police.

Ces différentes installations techniques sont entretenues et font l'objet d'un programme de renouvellement nécessitant des fermetures ponctuelles pour des raisons de maintenance ou pour des raisons de réparation.

C'est d'ailleurs dans ces moments que nous profitons de la fermeture pour faire des travaux de conservation préventive de l'ossuaire. Par ailleurs, comme vous le savez aussi, nous avons malheureusement eu à faire face à certains moments à des vandalismes importants.

Mais nous avons profité des incidents techniques pour, tout récemment, faire les travaux de consolidation des hagues.

Je précise également que contrairement à ce qui a pu être écrit ici ou là, il y a eu et, toujours eu, un conservateur référent sur le site.

Je dirai pour conclure que la mise en place de l'établissement public, qui a depuis le 1er janvier une direction des services techniques, va certainement permettre de mettre plus rapidement en place le contrat multitechnique que nous avons prévu pour l'ensemble Carnavalet-Crypte-Catacombes, qui permettra d'améliorer la rapidité et la capacité d'intervention.

Enfin, comme cela a tout de même été un sujet très polémique dans la presse, je souhaite saluer les efforts importants du service de communication de Carnavalet-Catacombes pour améliorer l'information du public, notamment lors des fermetures avec à la fois le site Internet, mais aussi une présence importante sur les réseaux sociaux.

Par ailleurs, j'ai le plaisir, au-delà de ce que vous posiez comme question sur l'entretien, de vous annoncer que la Ville de Paris, dans le souci d'améliorer l'accueil des visiteurs aux Catacombes, a décidé d'entreprendre des travaux sur le site de manière à réorganiser l'accueil et le circuit des visiteurs. Ces travaux seront prévus en 2015.

En remerciant le groupe U.D.I. de son vœu qui m'a permis d'apporter toutes ces précisions, je l'accepte.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Je vous remercie.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.D.I., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée à l'unanimité. (2013, V. 36).

Je vous remercie.

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la nomination des Pussy Riot comme Citoyennes d'honneur de la Ville de Paris.

Vœu déposé par l'Exécutif.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Nous abordons maintenant les vœux référencés n^{os} 75 et 75 bis dans le fascicule, déposés par le groupe E.E.L.V.A. et l'Exécutif, relatifs à la nomination des Pussy Riot comme citoyennes d'honneur de la Ville de Paris.

La parole est à M. Denis BAUPIN, pour une minute.

M. Denis BAUPIN. - Merci, Madame la Maire.

Un ex-ressortissant français, un célèbre acteur devenu citoyen russe récemment pour des raisons fiscales, a déclaré que la Russie serait une grande démocratie. Comme nous aimerions qu'il ait raison !

Mais pour l'instant, force est de constater que ce n'est pas le cas.

Anna Politkovskaïa, Sergueï Magnistski, par exemple, l'ont payé de leur vie.

Aujourd'hui, ce sont trois jeunes femmes courageuses, les Pussy Riot, qui parmi d'autres, incarnent l'aspiration de la société civile russe à la liberté.

Elles payent un très lourd tribut pour ce combat.

Elles ont besoin de notre soutien.

Nous l'avons déjà affirmé par le passé, mais des dizaines de milliers de nos concitoyens ont signé une pétition pour que Paris leur apporte encore plus fortement et encore plus significativement leur soutien, notre soutien !

C'est le sens du vœu que nous proposons aujourd'hui. C'est un vœu pour la liberté, c'est un vœu de solidarité internationale. Chaque fois que des citoyens sont menacés à travers le monde, nous avons une responsabilité, en tant qu'élus parisiens, en tant que Ville de Paris, de leur apporter notre soutien !

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Je vous remercie.

Pour vous répondre, la parole est à M. Pierre SCHAPIRA.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Rapidement, bien que le sujet soit très important.

Je tiens évidemment à exprimer notre indignation quant à l'arrestation et aux peines décidées à l'encontre des membres des Pussy Riot. Je dois dire que nous n'avons pas attendu l'affaire DEPARDIEU à la Ville de Paris. Vous avez rappelé Anna Politkovskaïa : nous avons souhaité qu'une salle de la Maison des journalistes porte son nom.

Nous n'avons donc pas attendu DEPARDIEU.

En 2010, la Ville participait aux années croisées France-Russie. Nous avions également souhaité organiser avec plusieurs O.N.G. et associations de défense des droits de l'homme et de l'environnement un village des droits de l'homme sur le parvis de l'Hôtel de Ville.

Dans les années croisées, nous avons fait du off. C'était la première fois que cela se faisait, et nous avons mis sur le parvis un village des droits de l'homme où beaucoup d'O.N.G. étaient présentes, dont Memorial ou GayRussia.

Les O.N.G. continuent de dénoncer des violations ; la pression croissante mise sur la société civile incite à l'adoption de lois de plus en plus contraignantes, voire asphyxiante pour les associations.

Nous nous associons donc à la dénonciation de ce qui s'apparente à de l'acharnement et à l'évidence, à du déni de justice. Nous sommes d'accord pour soutenir les Pussy Riot. Puisque nous en avons discuté au moment de la commission sur la citoyenneté d'honneur, nous proposons avec d'autres O.N.G. qui s'associeront à nous, comme Amnesty International ou la F.I.D.H., que nous organisions un moment de soutien, par exemple un concert de soutien aux Pussy Riot pour demander leur libération.

C'est le vœu n° 75 bis que je propose.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Très bien.

Monsieur BAUPIN, retirez-vous votre vœu ?

M. Denis BAUPIN. - J'ai bien entendu la réponse de Pierre SCHAPIRA.

Cette proposition n'est évidemment pas exactement celle que nous avions faite initialement, mais comme je ne souhaite absolument pas que notre Conseil puisse envoyer un signal qui serait négatif par rapport aux Pussy Riot en maintenant un vœu qui serait battu, nous le retirons au profit du vœu de l'Exécutif.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Je vous remercie.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté à l'unanimité. (2013, V. 37).

Je vous remercie.

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à Pinar SELEK.

Vœu déposé par l'Exécutif.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Nous examinons maintenant les vœux référencés n° 76 et n° 76 bis dans le fascicule, déposés par le groupe Communiste et élus du Parti de gauche et l'Exécutif, relatifs à Pinar SELEK.

La parole est à Mme Aline ARROUZE, pour une minute.

Mme Aline ARROUZE. - Merci, Madame la Maire.

Chers collègues, la sociologue turque Pinar SELEK a été condamnée le 24 janvier 2013 à la prison à perpétuité, après un acharnement judiciaire qui dure depuis 15 ans. Militante d'une famille engagée à gauche - son grand-père était l'un des fondateurs du Parti Communiste Turc -, elle est connue pour ses travaux sur les minorités marginalisées en Turquie : les transsexuels, les Kurdes, les femmes. Soutenue par de nombreux universitaires, chercheurs, par le sénateur-maire de Strasbourg Roland RIES, notre solidarité avec cette militante, qui défie le pouvoir turc, doit être sans réserve.

Elle doit savoir que notre Ville l'accueillera toujours à bras ouverts parce qu'elle lui ressemble : féministe et militante.

C'est pourquoi, sur proposition de M. Ian BROSSAT, du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, le Conseil de Paris émet le vœu que Pinar SELEK soit faite citoyenne d'honneur de la Ville de Paris.

Je vous remercie.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Merci.

Pour vous répondre, la parole est à M. Pierre SCHAPIRA.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Merci, Madame la Maire.

Les éléments présentés apportent peu de commentaires, si ce n'est notre soutien à cette sociologue injustement condamnée à la perpétuité, après avoir été acquittée à plusieurs reprises. C'est un acharnement juridique et politique dont elle est l'objet depuis 15 ans, pour un attentat qui n'a pas été commis, qui n'a pas existé, et pour des positions à travers son travail de sociologue en faveur, comme vous le disiez très justement, des minorités en Turquie : les femmes, les homosexuels et les Kurdes.

Elle demeure désormais à Strasbourg. J'ai eu un contact, évidemment, avec le maire Roland RIES, qui la soutient. De nombreux responsables universitaires, le président de l'Université, la Société civile lui apportent un soutien important et constant. Certains se sont même rendu à Istanbul pour son procès.

C'est une femme de conviction et courageuse qui a dû fuir son pays pour être libre, mais exilée.

Donc, nous avons eu cette réunion de la Commission de la citoyenneté d'honneur, et avec un certain nombre d'entre nous, nous n'avons pas pensé utile de la faire citoyenne d'honneur.

Par contre, après en avoir discuté avec le Président BROSSAT, nous avons souhaité que nous continuions à soutenir son combat, celui du respect des minorités en Turquie, et nous proposons de l'inviter à Paris et d'organiser, si elle le souhaite, un colloque sur la défense des droits de l'Homme en Turquie.

C'est l'objet du vœu n° 76 bis.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Très bien.

Dans ces conditions, Madame ARROUZE, retirez-vous votre vœu ?

Mme Aline ARROUZE. - Bien sûr.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Très bien.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté à l'unanimité. (2013, V. 38).

Je vous remercie.

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à Nadir DENDOUNE.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Nous examinons maintenant le vœu référencé n° 77 dans le fascicule, déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, relatif à Nadir DENDOUNE.

La parole est à M. Alexis CORBIÈRE.

M. Alexis CORBIÈRE. - Le journaliste écrivain, intellectuel, pourrait-on dire, et militant engagé, Nadir DENDOUNE, dans le cadre de son activité professionnelle, a été arrêté le 21 janvier en Irak et est actuellement détenu par les autorités de ce pays.

Nous demandons qu'il soit libéré. D'ores et déjà, un comité de soutien s'est constitué. Ils ont rencontré différentes autorités. Je crois savoir que, samedi prochain, il y a encore un rassemblement devant l'Assemblée nationale, mais nous avons souhaité tout de même, même si cela a une valeur symbolique, que ce vœu soit adopté, afin que le nom de Nadir DENDOUNE soit à nouveau répété ici, car la pire des choses qui pourrait arriver à ce journaliste, c'est l'oubli.

Et aussi, si, éventuellement, des journalistes nous entendent, qu'ils n'hésitent pas, à son sujet, à faire preuve du même engagement dont ils font souvent preuve, à juste raison, lorsque d'autres journalistes rencontrent des difficultés. Je crois qu'il en va de la liberté de la presse, de la liberté d'expression : Nadir DENDOUNE doit sortir au plus vite des prisons et la Ville de Paris doit s'engager à ses côtés et exiger auprès des autorités qui le retiennent qu'il soit libéré au plus vite.

Merci.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Merci.

Pour vous répondre, la parole est à M. Pierre SCHAPIRA.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Evidemment, l'Exécutif s'associe à ce vœu.

Ce journaliste s'est effectivement fait arrêter par la police irakienne alors qu'il prenait des photos et exerçait son métier de journaliste, mais enfin, il prenait des photos sur des lieux interdits, d'où le soutien finalement de R.S.F. Il photographiait sans autorisation, apparemment, le Q.G. des services de renseignements irakiens, ainsi que des barrages de police de l'armée.

Voilà !

Je n'irai pas trop dans les détails. Pierre LAURENT est très informé par l'ambassadeur d'Irak, qui me l'a dit lui-même.

Simplement, les autorités françaises ont tout de suite réagi pour éclaircir la situation et demander sa libération rapide. Les liens entre les autorités des pays sont de bonne qualité, même si le M.A.E. a dû déplorer hier le report de la visite consulaire qui aurait dû avoir lieu le 9 février.

Nous souhaitons donc également que le Conseil dans son ensemble lui fasse part de son soutien et demandons sa libération dans les meilleurs délais.

Donc, nous voterons votre texte.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Monsieur POZZO di BORGO, pour une explication de vote ?

M. Yves POZZO di BORGO. - Je voulais proposer à l'adjoint, mais je crois qu'il l'a fait avant moi, et à M. CORBIÈRE de rajouter de demander, d'impliquer complètement nos autorités, le Ministère des Affaires étrangères, la diplomatie française, dans ce soutien-là, mais je crois que M. l'adjoint y a fait allusion, donc, nous, nous voterons le vœu, évidemment, dans ce sens-là pour conforter la position de M. CORBIÈRE et de M. SCHAPIRA.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée à l'unanimité. (2013, V. 39).

Je vous remercie.

2013 DAC 35 - Apposition d'une plaque commémorative (3.000 euros) en hommage à Nicole de Hauteclocque, galerie du Conseil de Paris de l'Hôtel de Ville (4e).

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DAC 35 relatif à l'apposition d'une plaque commémorative en hommage à Nicole de Hauteclocque.

La parole est à M. GOUJON.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Merci, Madame la Maire.

"Je vous adore…

Non, mais ce n'est pas…

… virgule…

J'aime Brigitte !

… de tout mon coeur, mais la France occupe encore la première place dans mon cœur." Tel est le testament que laissa Nicole de Hauteclocque lors de la vague de démantèlement en 1943 du réseau de résistants auquel elle appartenait, faisant primer ainsi, sur son amour de mère, son amour de la France.

Un amour si puissant qu'il conduisit cette femme d'exception à conquérir, tout au long de sa vie, au prix de durs combats, les apanages jusqu'alors réservés aux hommes et pour ouvrir des droits nouveaux aux femmes, à une époque pas si lointaine où celles-ci n'avaient pas le droit de vote.

Gaulliste de guerre dès novembre 1940, Nicole rejoignit l'Armée de l'ombre du réseau Castille du colonel Rémy en tant qu'opératrice radio, transmettant, au prix de sa vie, les messages de Londres, symbole en cela de ces "petites mains de la Résistance", sans qui rien n'aurait été possible, qui discrètement ont connu tous les risques et à qui, finalement, on n'a pas assez rendu hommage.

Elle n'avait que 27 ans, elle élevait seule sa fille à Paris. Son époux, Pierre, futur Compagnon de la Libération, combattait aux côtés du Général, de même que son frère Marc de Saint-Denis, mais ni les arrestations, ni les perquisitions allemandes, ni la capsule de cyanure dont elle ne se séparait jamais ne lui firent renier son engagement qui la conduisit jusqu'aux combats pour la libération de Paris.

De ses faits d'armes, Nicole fut distinguée par la Croix de guerre, la Légion d'honneur à titre militaire, la Rosette de la Résistance, la Médaille de la France libre et, elle en était particulièrement fière, promue capitaine en 1945 pour états de service.

Ainsi s'achevait la première de ses conquêtes, en somme, celle d'avoir pu risquer sa vie, au même titre que les hommes, pour défendre son pays !

C'est ensuite à la demande personnelle et insistante, très insistante même, du Général de Gaulle, qu'elle fut amenée, un peu malgré elle, à ouvrir la voie à l'égalité des droits entre les hommes et des femmes en politique. Elle y accéda par le social, en dirigeant d'abord le Service social des Français libres, puis donnant une dimension publique à son dévouement par le droit de vote et d'éligibilité conféré le 21 avril 1944 aux femmes, elle accéda, à la requête du Général, en se présentant dans un arrondissement où elle fut élue "sous le même képi", comme elle aimait à dire, pendant 42 ans.

Appartenant à cette première génération de femmes à avoir investi le champ politique, elle s'empara aussitôt de sujets jusque-là réservés aux hommes puisqu'elle occupa les fonctions de Rapporteur général du budget spécial de la Préfecture de police, puis d'adjointe chargée de la sécurité auprès de Jacques CHIRAC, où je fus amené à lui succéder en 1989.

Bien plus, elle fut la seule femme, et l'unique, à devenir Présidente du Conseil de Paris en 1972 et 1973.

Députée de la 18e Circonscription de Necker-Grenelle dès 1962, elle dut payer au prix fort son engagement, avec la disparition de sa fille unique, un jour de Noël alors qu'elle était Présidente du Conseil de Paris.

Il y a 20 ans quasiment jour pour jour, le 18 janvier 1993, s'éteignait Nicole de Hauteclocque, qu'un certain nombre d'entre vous ont connue - vous me le rappeliez il y a un instant, Madame VIEU-CHARIER -, et qui a laissé son empreinte non seulement dans les cœurs, et son petit-fils Jean-Marc, qui n'a pas pu être présent ce soir, car grippé, peut en témoigner - mais aussi dans l'histoire en tant que résistante et en tant que femme politique.

Il est plus que légitime que la Ville de Paris lui rende aujourd'hui hommage en apposant une plaque commémorative dans la galerie du Conseil de Paris à l'occasion du centenaire de sa naissance et j'en remercie le Maire de Paris, un hommage à la hauteur de la reconnaissance que chacun doit avoir pour celle qui a contribué à libérer son pays, mais aussi à ouvrir la voie aux femmes dans la politique parisienne.

Je n'oublie pas que je lui dois mon élection comme benjamin du Conseil de Paris. Aujourd'hui encore, je lui suis évidemment reconnaissant de sa confiance.

J'ai beaucoup appris aux côtés de cette femme qui suscitait naturellement le respect, d'une grande autorité, d'une grande dignité dont elle ne s'est jamais départie, même dans les épreuves les plus dures, les plus cruelles qu'elle traversa et qui ne lui ont pas manqué.

Justice lui est faite avec cette plaque qui sera apposée en présence du Maire de Paris dans la galerie du Conseil.

Je vous remercie.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Je vous remercie.

Pour vous répondre, la parole est à Mme Catherine VIEU-CHARIER.

Mme Catherine VIEU-CHARIER, adjointe. - Mes chers collègues, il est certes tard, mais vous voyez, prendre du temps pour parler d'une grande dame, d'une très grande dame comme Nicole de Hauteclocque est vraiment un honneur pour nous tous, dans cet hémicycle.

Il est vrai qu'effectivement j'ai croisé Nicole de Hauteclocque quand j'étais aux côtés de Henri Malberg, président du groupe Communiste à l'époque. Je dois dire qu'elle inspirait un très grand respect et que les gens chuchotaient effectivement derrière elle tous ses faits d'armes et le fait qu'elle avait été la première femme à présider le Conseil municipal parisien.

Vous savez que, dans Paris, déjà, un jardin porte son nom dans le 15e arrondissement, c'est déjà extrêmement nécessaire pour que les gens puissent avoir en tête ce nom et que les jeunes générations puissent se rappeler qui fut Mme Nicole de Hauteclocque.

C'est vrai que le Maire de Paris a tenu à honorer Nicole de Hauteclocque parmi les grandes figures de la Municipalité parisienne et que, donc, son nom figurera auprès des grands noms des élus de notre Assemblée et je pense aussi à ceux du Comité parisien de Libération, notamment.

J'ai enfin le plaisir de vous annoncer que cette plaque sera inaugurée le 8 mars, à l'occasion de la journée internationale des femmes et je pense qu'elle aurait été d'accord avec ce choix de la date.

Je suis extrêmement honorée, émue et heureuse de vous annoncer que nous allons faire cette cérémonie avec beaucoup de cœur, avec beaucoup d'affection.

Je vous remercie.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 35.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2013, DAC 35).

Je vous remercie, nous avons bien noté la date du 8 mars.

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à un hommage aux victimes de la guerre d'Algérie et des combats de Tunisie et du Maroc.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du dernier vœu pour cette séance, le vœu référencé n° 78 dans le fascicule, déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à un hommage aux victimes de la guerre d'Algérie et des combats de Tunisie et du Maroc.

La parole est à M. Gilles ALAYRAC, pour une minute.

M. Gilles ALAYRAC. - Le Parlement, en adoptant la loi reconnaissant le 19 mars journée nationale du souvenir et du recueillement, en mémoire des victimes des combats en Afrique du Nord, a désormais mis un nom et une date sur cette guerre et sur ces combats.

Le 19 mars 1962, jour du cessez-le-feu en Algérie, est dorénavant enfin la date officielle qui nous rassemble.

Les nombreuses requêtes des associations d'anciens combattants, visant à matérialiser par une plaque la reconnaissance de leurs compagnons morts au combat, ainsi que des victimes civiles et militaires, se voient ainsi légitimées.

La nécessaire transmission de l'histoire aux jeunes générations passe en particulier par l'apposition de ces plaques, qui en sont le symbole simple, fort et dépouillé ; c'est donc le sens du vœu que je vous propose pour les mairies qui n'auraient pas encore pris cette initiative.

A travers lui, l'ensemble de mon groupe salue le travail de mémoire réalisé par les associations d'anciens combattants, parmi lesquelles la F.N.A.C.A. qui voit à travers ce vœu son combat reconnu.

Merci.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Merci.

Pour vous répondre, la parole est à Mme Catherine VIEU-CHARIER.

Mme Catherine VIEU-CHARIER, adjointe. - Chers collègues, je remercie M. ALAYRAC de ce vœu qui me paraît extrêmement important, justement en reconnaissance du travail que mènent les anciens combattants.

Simplement, un vœu a été demandé lors de la réunion des présidents de groupe et donc, à l'alinéa 7, il est proposé de remplacer la phrase : "En reconnaissance du sacrifice des combattants morts pendant" par : "A la mémoire des victimes civiles et militaires" et, toujours à l'alinéa 7, la mention "portant les noms de ces combattants" est donc supprimée.

La suppression aussi de l'alinéa 9 et, ainsi amendé, nous émettons un avis favorable sur ce vœu.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Très bien, je vous remercie.

Une explication de vote de Mme Danielle FOURNIER.

Mme Danielle FOURNIER. - Juste pour dire que c'était à la demande de notre groupe que l'on a remplacé "les combattants morts" par "les victimes civiles et militaires".

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Très bien, je vous remercie.

Je soumets au vote le vœu ainsi amendé.

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, amendée par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée à l'unanimité. (2013, V. 40).

Je vous remercie.

2013 DAC 121 - Contrat pluriannuel de performance 2013-2015 entre la Ville de Paris et l'établissement public Paris Musées.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Nous avons encore quelques projets de délibération.

Le projet de délibération DAC 121 relatif au contrat pluriannuel de performance entre la Ville de Paris et l'établissement public Paris Musées.

La parole est à Mme Geneviève BERTRAND.

Mme Geneviève BERTRAND. - Madame la Maire, les musées de la Ville de Paris sont entrés dans une nouvelle phase de leur histoire, le premier janvier dernier, 2013.

Dépendants des adjoints à la culture et au patrimoine, ils avaient déjà connu le virage de la gratuité, ils font aujourd'hui l'expérience de la réunion en un seul établissement public.

Nous devons aujourd'hui adopter la ligne de conduite qui s'imposera à eux dans les années à venir.

Le premier des impératifs, nous semble-t-il, reste celui de la sécurité.

Sécurité des collections, impératif que nous rappelle l'agression subie la semaine dernière par "La liberté guidant le peuple" de Delacroix à Lens, mais aussi le dernier cambriolage du Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris.

Sécurité des collections, sécurité des personnels, comme nous le rappelle la récente chute d'une porte coupe-feu dans le même musée, le M.A.M.

La deuxième obligation pour nos musées, c'est de mieux communiquer. Alors que la concurrence fait rage à Paris même, mais aussi au plan européen, nos musées doivent vanter en permanence les richesses qu'ils renferment. Il leur faut profiter de l'engouement pour les expositions temporaires, afin de mieux faire apprécier leur collections permanentes.

Nos musées doivent être conscients de l'existence d'une réelle concurrence au sein de l'offre culturelle française, européenne et mondiale.

Dernière obligation, celle d'une vraie politique sociale. La motivation des personnels est essentielle, l'évolution des carrières nécessaire. Rien ne se fera sans l'adhésion des personnels de ce nouvel établissement public, dépendant de la Ville.

Notre groupe sera très attentif à cette question qui conditionne le bon fonctionnement de nos musées, qui sont l'une des richesses parfois trop méconnues que la Ville offre à ses habitants et aux touristes toujours plus nombreux qui viennent visiter Paris.

Je vous remercie.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Merci, Madame.

La parole est à M. David ALPHAND.

M. David ALPHAND. - Madame la Maire, merci.

Je voulais saisir l'opportunité de ce projet de délibération pour évoquer ce projet Paris Musées dont, en définitive, on a assez peu parlé jusqu'à présent au sein de notre Assemblée.

Je voulais faire part, tout d'abord, de motifs de satisfaction, mais je voulais également ajouter quelques regrets à ce premier constat.

Côté satisfaction, le projet qui nous est présenté est d'une grande clarté et on sent bien qu'il y a là une véritable rénovation des musées parisiens en perspective.

Les axes stratégiques qui sont retenus dans l'exposé des motifs reprennent également les principales missions.

Je les évoquerai simplement pour mémoire : l'enrichissement des collections, le dynamisme de l'offre culturelle muséale, la fréquentation globale, l'amélioration continue de la gestion et de l'organisation des ressources humaines ainsi que divers éléments, relatifs notamment au contrôle de gestion.

Je crois que, en la matière, il y a, en effet, des marges de manœuvre qui peuvent être exploitées utilement par notre collectivité au profit des musées et de ceux qui les fréquentent dans la capitale.

Néanmoins, ce projet présente également quelques motifs à regret. Je partirai du dernier élément concernant les axes stratégiques et qui concerne le contrôle de gestion.

Il est certes important de présenter aux gestionnaires des musées, aux directeurs, à leurs équipes, à leurs personnels, une perspective pluriannuelle.

Cela permet de cadrer mieux les investissements et de donner un peu plus d'horizon aux gestionnaires. Néanmoins, je regrette que, dans les indicateurs de performance, les objectifs qui sont présentés en annexe de l'exposé des motifs, il ne soit jamais fait référence à une quelconque économie qui pourrait être dégagée de cette réforme conduite sous l'égide de Paris Musées.

En effet, si je comprends bien la logique de la démarche, il s'agit de mutualiser un certain nombre de moyens et de mettre à disposition un certain nombre de soutiens logistiques au profit des différentes équipes. Mais en règle générale, quand on parle de mutualisation, on évoque aussi les économies qui peuvent en résulter. Or, là, nulle référence à ce type de préoccupations.

Je dois d'ailleurs regretter que ce constat est assez général aujourd'hui, pour l'administration DELANOË dont vous êtes la représentante, Madame la Maire.

Nous avons souvent ces échanges en 1ère Commission. Il semblerait que la question des économies ne soit pas une préoccupation majeure de l'Exécutif municipal. Or malheureusement, c'est bien un souci qui devrait orienter pourtant au quotidien votre action.

Alors je déplore l'absence, en particulier d'indicateurs concernant les dépenses de fonctionnement des musées. Ces dépenses de fonctionnement devraient pouvoir trouver à être réduites, si la gestion s'appuie sur un plan pluriannuel et une mutualisation des moyens. Or il n'en est nullement question dans les documents tels qu'ils nous sont proposés.

Je voulais vous interroger, Madame la Maire, sur ces dépenses, sur les coûts induits par la mise en place de Paris Musées et si l'on pouvait en espérer également des économies. Je ne rappellerai pas les fusions d'entreprises du secteur privé, dont on nous promet toujours des réductions de coût et qui, malheureusement, se traduisent bien souvent par une inflation de la dépense.

J'espère et je forme le vœu ce soir qu'il n'en sera pas ainsi concernant le réseau de Paris Musées. Et de ce point de vue-là, j'aimerais vous interroger également, et ce sera ma seconde question, sur un retour qui pourra nous être fait le moment venu. Si bien sûr le tableau d'évaluation semble assez clair, la feuille de route également, néanmoins il faut que l'on en reparle. Est-ce qu'en première commission, ou même devant notre Conseil, nous aurons l'occasion dans un an, et pour les années qui suivent, de pouvoir évoquer les résultats induits par cette réforme de Paris Musées ?

Merci.

Mme Pauline VERON, adjointe, présidente. - Merci.

Pour vous répondre, la parole est à Mme Danièle POURTAUD.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe. - Merci, Madame la Maire.

Je vais essayer de ne pas abuser de la patience du Conseil, mais il faut quand même que je réponde aux orateurs, que je voudrais remercier de s'être intéressés à ce contrat de performance de l'établissement Paris Musées. Cela va me permettre de faire le point sur la création de l'établissement public, mais je voudrais commencer par dire à M. ALPHAND qu'il ne s'agit pas là du projet de Paris Musées, puisque le projet Paris Musées a été présenté à deux reprises l'année dernière devant le Conseil de Paris, qu'il a été créé au 1er juillet 2012 et qu'il est entré en fonctionnement au 1er janvier 2013.

Si, comme vous le dites, je vous cite : "On en a peu parlé", je pense peut-être, Monsieur ALPHAND, que vous êtes moins attentif aux travaux de la 9e Commission qu'à ceux de la 1ère Commission - c'est tout à fait normal - mais vous vous rapprocherez, je pense, de vos collègues de la 9e Commission qui pourront vous rapporter que ce projet a été présenté à deux reprises : devant la 9e Commission, en dehors de toutes les délibérations qui étaient afférentes, de manière à ce qu'un point régulier soit fait devant le Conseil de Paris, devant la 9e Commission de l'avancement des travaux de la mission de préfiguration.

Je remercie encore le travail de Delphine LÉVY à la tête de cette mission de préfiguration qui a vraiment fait un travail remarquable, à la fois de précision et de rapidité l'année dernière.

J'en profite également d'ailleurs pour remercier l'ensemble des directions de la Ville et au premier chef, la DAC, qui ont permis que l'entrée en activité de l'établissement public au 1er janvier et le basculement de nos 14 musées au sein de l'établissement public se passent dans les meilleures conditions, en tout cas pour l'instant.

J'en viens maintenant au contrat de performance qui fait l'objet de ce projet de délibération.

C'est un contrat de performance qui a déjà été voté par le conseil d'administration de l'établissement public Paris Musées et qui est prévu par les statuts.

C'est un contrat entre la Ville et l'établissement. Je ne vais pas revenir en détail sur les axes de ce contrat de performance - cela a été dit par Mme BERTRAND - ils sont au nombre de six.

Ils concernent bien sûr les missions de l'établissement public, la gestion du personnel, mais également les aspects de la gestion.

Chacun de ces axes stratégiques, vous l'aurez constaté mes chers collègues, fait l'objet d'indicateurs, la plupart du temps chiffrés. Quand il n'est pas possible que ce soit chiffré, ce sont des indicateurs qualitatifs ou la réalisation de tableaux de bord qui seront présentés à la tutelle, la Ville, la Direction des affaires culturelles et la Direction des finances et bien entendu, qui seront présentés régulièrement au conseil d'administration.

Je me permettrai simplement de souligner que nous avons effectivement souhaité mettre l'accent sur un axe stratégique fort en direction du personnel avec des indicateurs chiffrés sur la formation de celui-ci.

J'en viens maintenant à vos questions plus particulières sur la gestion, Monsieur ALPHAND.

J'ai bien entendu vos motifs de satisfaction. Je vous rappelle d'ailleurs que votre groupe avait voté la création de l'établissement public. Mais j'ai entendu également vos regrets.

Je ne polémiquerai pas sur vos remarques périphériques concernant l'absence de préoccupation de l'Exécutif parisien, selon vous, concernant les économies en matière de frais de fonctionnement ou de gestion, ni vos considérations sur les coûts induits généralement par les fusions d'entreprises dans le secteur privé. Je vais me contenter de vous répondre précisément par ce qui est d'ailleurs dans le projet de délibération, et vous pourrez vous y reporter, avec le dernier axe stratégique qui porte effectivement sur le développement des ressources propres et l'optimisation des moyens financiers et matériels de l'établissement public.

Je voudrais vous dire que l'objectif de la création de l'établissement public n'est pas de faire des économies, mais s'il y a économie sur la gestion, cela devra profiter à la réalisation des missions premières de l'établissement public, c'est-à-dire l'enrichissement des collections et la réalisation d'expositions ambitieuses.

Le développement des ressources propres avec des indicateurs chiffrés, mais aussi - cela va, je pense, combler vos souhaits de contrôle de gestion -, la mise en place d'une comptabilité analytique qui devra permettre à terme de calculer aussi bien le prix de revient et le résultat dégagé par chacune des activités, qu'il s'agisse des expositions, des publications ou de la conservation des collections.

Des tableaux de pilotage qui seront élaborés courant 2013 puisque évidemment, il s'agit de la mise en place d'un contrôle de gestion et nous n'avons pas pour l'instant ce genre d'outil. Cela sera donc élaboré courant 2013. Il est prévu - vous l'aurez sans doute lu dans le projet de délibération - deux réunions annuelles pour faire le point sur l'exécution du contrat de performance et la présentation au conseil d'administration de l'établissement public.

Mais bien entendu, il y aura également le rendu de ce contrat de performance, et je pense que je peux sans problème, vous donner satisfaction sur votre souhait de voir un rendu, un retour devant le Conseil, sur la mise en place de ces indicateurs et leur suivi.

Je ne sais pas si l'année 2013, qui va quand même être une année de mise en place, sera l'année la plus idoine pour parler vraiment de comparaison d'indicateurs, mais, en tout cas, ce sera celle de la mise en place de ces outils de gestion, et donc, je pense que vos questions seront plus pertinentes l'année prochaine sur ces sujets.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Après toutes ces explications, je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 121.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2013, DAC 121).

Je vous remercie.

Hommage à M. MÉLINAND.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Je crois que M. François DAGNAUD avait un message à nous transmettre.

M. François DAGNAUD, adjoint. - Absolument. Merci, Pauline.

Chers collègues, je voulais d'abord remercier l'ensemble des élus qui sont restés présents jusqu'au bout, remercier les agents de la séance dans leur ensemble et tous ceux qui ont participé à la bonne tenue de cette séance et je voulais que nous rendions ensemble hommage et que nous adressions nos remerciements et notre reconnaissance à M. Christophe MÉLINAND, qui a vécu avec nous cette séance comme la dernière, puisqu'il a été appelé à faire valoir, comme on dit, ses droits à la retraite.

Je voulais vous rappeler très rapidement, rassurez-vous, les mérites éminents de Christophe MÉLINAND, qui est Chevalier des arts et lettres, donc un homme de goût et de culture, qui, en tant qu'attaché d'administration depuis 1979, a été affecté, sans interruption, je crois, au S.G.C.P., où il a exercé d'importantes fonctions, notamment de secrétariat de plusieurs commissions.

J'en profite pour saluer chaleureusement les secrétaires de Commission, et il s'est aussi attelé à la rédaction des comptes rendus du Conseil de Paris, dans leur version courte et dans leur version plus longue.

Il a aussi participé au travail de rénovation et de valorisation du patrimoine intellectuel, historique, que porte le S.G.C.P. avec beaucoup de détermination, notamment en participant à différentes expositions, et notamment à celle qui a rendu hommage aux femmes élues du Conseil de Paris dès 1945 et jusqu'à 2008.

Il a aussi apporté sa touche précieuse à la réalisation de plusieurs expositions photos, qui ont parcouru plusieurs de nos mairies d'arrondissement, le 6e, mais aussi le 19e arrondissement, dans le cadre d'une association "art et éternité" qu'il préside sur l'art roman, l'art orthodoxe et la Géorgie. Bref, art et éternité, voilà de quoi remplir utilement une retraite bien méritée, qu'on lui souhaite, évidemment, sinon éternelle, en tout cas belle et longue ; c'est l'hommage qu'en votre nom, je voulais lui rendre, et, à travers lui, à l'ensemble des fonctionnaires qui sont des collaborateurs magnifiquement précieux pour la réussite de notre exercice démocratique.

Ce sera mon dernier mot en tant qu'adjoint chargé du Conseil.

Merci à tous de m'avoir supporté et vous me retrouverez très bientôt en simple conseiller de Paris.

Merci à tous et bonne soirée.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Merci, François DAGNAUD.

Je pense que tous mes collègues s'associent à l'hommage que vous venez de faire de ce fonctionnaire qui part à la retraite et je crois que nous pouvons tous vous remercier pour l'organisation de ces séances du Conseil de Paris qui se sont toujours très bien déroulées.

Merci beaucoup.

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal et d'une personnalité qualifiée dans divers organismes.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Mes chers collègues, je vous propose à présent de procéder à la désignation de représentants du Conseil de Paris siégeant en formation de Conseil municipal, et d'une personnalité qualifiée dans les organismes suivants :

Commission départementale de présence postale territoriale (R. 1) :

- Mme Frédérique PIGEON, titulaire, en remplacement de M. Jacques BRAVO, désigné les 16 et 17 mai 2011, démissionnaire.

Commission de médiation relative au droit au logement opposable (R. 2) :

- Mme Marie-Pierre GALANO, suppléante, en remplacement de M. Arnaud CHEVREUX, désigné les 13, 14 et 15 décembre 2010, démissionnaire.

- Mme Laurence GUILLEM suppléante en remplacement de M. Jérôme DUCHÊNE, désigné les 13, 14 et 15 décembre 2010, démissionnaire ;

- Mme Fabienne THIBAULT suppléante en remplacement de Mme Christine FOUCART, désignée les 13, 14 et 15 décembre 2010, démissionnaire.

Université Paris-IX "Paris Dauphine" (Conseil d'administration) (R. 3) :

- M. Jean-Louis MISSIKA.

Fondation de coopération scientifique Sorbonne Universités (Conseil d'administration) (R. 4) :

- M. Jean-Louis MISSIKA.

Etablissement public de coopération PSL-Formation (Conseil d'administration) (R. 5) :

- M. Jean-Louis MISSIKA.

Etablissement public de coopération culturelle à caractère industriel et commercial "104 Cent Quatre" (Conseil d'administration) (R. 6) :

- M. Guillaume HOUZÉ, personnalité qualifiée en remplacement de M. Michel ORIER, désigné les 19 et 20 mars 2012, démissionnaire.

Groupement d'intérêt public "Maison de l'Emploi de Paris" (R. 7) :

Titulaire :

- Mme Pauline VERON.

Suppléant :

- M. Salim BENSMAIL, Directeur du développement économique, de l'emploi et de l'enseignement supérieur.

Lycée municipal Théophile Gautier 49, rue de Charenton (12e) (Conseil d'établissement) (R. 8) :

- M. Gérard REY, titulaire, en remplacement de M. Jean-Marie CAVADA, désigné les 26 et 27 mai 2008, démissionnaire.

- Mme Valérie MONTANDON, suppléante, en remplacement de Mme Christine LAGARDE, désignée les 26 et 27 mai 2008, démissionnaire.

Groupement d'intérêt public "Maximilien" (R. 9) :

Titulaire :

- Mme Camille MONTACIÉ ;

Suppléante :

- Mme Claire GUIDI.

Centre d'action sociale de la Ville de Paris (Conseil d'administration) (R. 10) :

- Mme Claire MOREL, en remplacement de M. Gauthier CARON-THIBAULT, désigné le 21 avril 2008, démissionnaire.

"Paris Habitat-OPH" (Conseil d'administration) (R. 11) :

- M. Jérôme COUMET, en remplacement de M. Gauthier CARON-THIBAULT, désigné les 7 et 8 juillet 2008, démissionnaire.

Association "Théâtre de la Ville" (Conseil d'administration) (R. 12) :

- M. Christophe GIRARD, en remplacement de M. David ASSOULINE, désigné le 21 avril 2008, démissionnaire.

- Mme Firmine RICHARD, en remplacement de Mme Pauline VERON, désignée le 21 avril 2008, démissionnaire.

Les candidatures proposées sont adoptées. (2013, R. 1 à R. 12).

Modification de la composition de Commissions.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Mes chers collègues, je vous informe des modifications survenues dans les Commissions suivantes :

Mme Seybah DAGOMA, démissionnaire, ne siégera plus en conséquence au sein de la 2e Commission en qualité de titulaire, ainsi qu'au sein de la 6e Commission, en qualité de suppléante.

M. Loïg RAOUL intègre la 1ère Commission en qualité de titulaire.

Observations relatives à l'ordre du jour.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Mes chers collègues, je vous informe également que le projet de délibération DDEEES 6 est retiré de l'ordre du jour.

Adoption, par un vote global d'approbation de l'Assemblée, des projets de délibération n'ayant pas fait l'objet d'une inscription.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - Je vous propose maintenant, chers collègues, de vous prononcer, à main levée, par un vote global d'approbation sur les projets de délibération n'ayant pas fait l'objet d'une inscription.

Ces projets de délibérations sont adoptés et leur liste sera, selon l'usage, annexée au procès-verbal de la présente séance.

Clôture de la séance.

Mme Pauline VÉRON, adjointe, présidente. - L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Bonne soirée et à la prochaine séance du Conseil.

Merci.

(La séance est levée le mardi 12 février 2013 à dix neuf heures quarante minutes).

Annexe n° 1 - Liste des questions posées à M. le Maire de Paris.

I - Questions du groupe U.M.P.PA.

QE 2013-1 Question de Mme Rachida DATI et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative aux conservatoires de musique dans Paris.

Libellé de la question :

"Mme Rachida DATI et les membres du groupe U.M.P.P.A. demandent à M. le Maire de Paris, pour chaque année entre 2001 et 2012 :

- Quel est le nombre de places proposées dans les conservatoires de musique municipaux ;

- Quel est le nombre d'heures d'enseignement dispensé ;

- Quel est le nombre de demandes d'inscriptions satisfaites par conservatoire ;

- Quel est le nombre de demandes d'inscriptions non satisfaites par conservatoire."

Réponse non parvenue.

QE 2013-2 Question de Mme Rachida DATI et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative aux nombres de jours de fermeture des piscines municipales.

Libellé de la question :

"Mme Rachida DATI et les membres du groupe U.M.P.P.A. demandent à M. le Maire de Paris, pour chaque année entre 2001 et 2012 et pour chaque établissement, le nombre de journées de fermeture des piscines municipales."

Réponse non parvenue.

QE 2013-3 Question de Mme Rachida DATI et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative aux produits encaissés des services de la collectivité parisienne.

Libellé de la question :

"Mme Rachida DATI et les membres du groupe U.M.P.P.A. demandent à M. le Maire de Paris, pour chaque année depuis 2001, quels sont les revenus encaissés respectivement des :

- Redevances et droits globaux des services municipaux et départementaux parisiens,

- Redevances et droits des services à caractère culturel,

- Redevances et droits des services à caractère sportif,

- Redevances et droits des services à caractère social,

- Redevances et droits des services périscolaires et d'enseignement,

- Redevances et droits des services funéraires."

Réponse non parvenue.

QE 2013-4 Question de Mme Rachida DATI et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative aux cessions immobilières.

Libellé de la question :

"Mme Rachida DATI et les membres du groupe U.M.P.P.A. demandent à M. le Maire de Paris, depuis 2001, par arrondissement (pour Paris) et par commune, quelles sont les surfaces respectivement construites et non construites ayant fait l'objet d'une cession immobilière par la Ville ou le Département de Paris, et les montants respectifs encaissés de ces ventes."

Réponse (Mme Anne HIDALGO, première adjointe) :

"Chaque décision de cession immobilière, qu'elle porte sur un terrain bâti ou non bâti, ou même sur des lots de volume, relève uniquement du Conseil de Paris. Chacune des cessions immobilières effectuées depuis 2001 a donc fait l'objet d'une délibération. L'information est ainsi publique et accessible. En outre, des états récapitulatifs détaillant chaque cession et acquisition figurent dans l'état des immobilisations annexé à chaque compte administratif, comme nous l'impose le CGCT.

Par ailleurs, les documents budgétaires précisent les objectifs de cessions immobilières, qu'il s'agisse des cessions opérées dans le cadre des opérations d'aménagement, ou des cessions de patrimoine devenu inutile au service public.

Cependant, face à la complexité de cette matière, M. Jean-François LEGARET a demandé lors de la séance du Conseil de Paris de décembre 2011, dans le cadre du débat budgétaire, la création d'une Mission d'Information et d'Evaluation (M.I.E.) portant sur la politique immobilière de la Ville depuis 2001. Cette demande a été acceptée et la M.I.E. a démarré ses travaux, sous la présidence de M. Jean-François LEGARET, en octobre 2012. Cette mission devra notamment dresser le bilan complet des acquisitions et des cessions réalisées sur la période 2001-2011.

Des questions similaires à la présente question écrite ont été posées dans le cadre de cette M.I.E., et devraient être traitées dans son rapport définitif, après un très important travail de compilation de données."

QE 2013-5 Question de Mme Rachida DATI et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative aux coûts de nettoyage et de remise en état consécutifs aux différentes manifestations qui se sont déroulées à Paris depuis 2008.

Libellé de la question :

"Suite à la "manif pour tous" qui s'est déroulée le 13 janvier 2012, le Maire de Paris a annoncé un coût de remise en état des pelouses du Champ de Mars de 100.000 euros.

Aussi, Mme Rachida DATI et les membres du groupe U.M.P.P.A. demandent à M. le Maire de Paris quels furent les coûts de nettoyage et de remise en état respectifs des différentes manifestations qui se sont déroulées sur le sol parisien depuis son élection en 2008, et quelles furent les sommes recouvrées auprès de l'Etat ou des organisateurs pour rembourser ces frais acquittés par les Parisiennes et les Parisiens."

Réponse non parvenue.

QE 2013-6 Question de Mme Rachida DATI et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative au fonctionnement du tramway T3 en cas de neige.

Libellé de la question :

"Mme Rachida DATI et les membres du groupe U.M.P.P.A. demandent à M. le Maire de Paris pour quelles raisons le tramway T3 n'a pas fonctionné le 20 janvier 2013, et si la configuration technique de cette ligne de transport lui permet de fonctionner par temps de neige sur l'ensemble de ses tronçons."

Réponse (M. Julien BARGETON, adjoint) :

"Le 20 janvier, la sortie des rames et le démarrage de l'exploitation se sont déroulés normalement. Des remontées d'information en provenance des machinistes ont fait état d'un rail glissant tant sur l'arc T3A que sur le T3B, notamment dans le secteur Delphine Seyrig - Hôpital Robert Debré. Plusieurs rames ont rencontré des difficultés pour gravir la côte du Pont de l'Ourcq, entre les stations Ella Fitzgerald et Delphine Seyrig, ce qui a conduit à une interruption de trafic à 8 heures 30 sur l'arc T3B. L'intervention du personnel d'encadrement et le dégagement des zones enneigées ont permis le rétablissement progressif de la circulation des trains jusqu'à 12 heures 55 heures à laquelle la reprise était complète. L'arc T3B a circulé jusqu'à 16 heures 30. Au regard de l'épisode climatique exceptionnel, l'interruption de l'exploitation a été décidée à 18 heures 15.

L'arc T3A, durant cette période, a par ailleurs rencontré des difficultés de signalisation en raison de l'accumulation de la neige. A partir de 12 heures 30, sur l'arc T3A, les difficultés ont conduit à interrompre l'exploitation à 13 heures 30, essentiellement du fait que les ramasses corps rendaient la circulation difficile, au regard de l'épaisseur exceptionnelle du tissu neigeux.

La circulation des trains a repris à 1 heure du matin après le déneigement des voies. Deux trains, accompagnés par du personnel de maintenance de la voie, ont été remis en circulation sur chaque arc pour assurer la mise en œuvre des mesures hivernales et préserver la sortie du lundi matin.

En définitive, les difficultés d'exploitation rencontrées le 20 janvier à l'occasion de cet épisode résultent de la conjonction de plusieurs facteurs négatifs :

- des chutes de neige particulièrement abondantes et continues ;

- des intervalles d'exploitation plus espacés le dimanche favorables à l'accumulation de neige sur la voie ;

- la présence sur les rames de ramasses corps asservis à une barre de détection très sensible, ce dispositif résultant des exigences des services de l'Etat.

A la suite de cet épisode neigeux, plusieurs réflexions ont été engagées par la R.A.T.P. afin de réduire l'impact de ce type de perturbation climatique :

1) Améliorer la capacité de déneigement sur la ligne T3 ; la R.A.T.P. a mis à l'étude une adaptation du matériel rail-route permettant de l'équiper d'une lame aux fins de déneigement, la cas échéant complétée d'une remorque de sable.

2) Etudier la possibilité de recharger les sablières afin d'éviter le retour des matériels roulants au centre de maintenance et de remisage.

3) Engager avec les services de l'Etat et le constructeur une réflexion visant à mieux adapter le dispositif des "ramasse corps" aux épisodes neigeux."

QE 2013-7 Question de Mme Brigitte KUSTER et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative à la requalification de l’avenue de Clichy.

Libellé de la question :

"Un article du "Parisien" du 9 janvier dernier évoque le démarrage d’études "en vue d’engager un nouveau chantier sur le tronçon compris entre La Fourche et la porte de Clichy et sur l’avenue de Saint-Ouen".

Les élus du 17e arrondissement qui proposent une approche globale de la circulation en intégrant tous les grands aménagements à venir (Z.A.C. "Clichy-Batignolles", TGI, GPRU Porte Pouchet, Extension du T3…) n’avaient pas été avisés de cette information alors même qu’un vœu avait été récemment déposé dans ce sens au Conseil de Paris.

Mme Brigitte KUSTER et les élus du groupe U.M.P.P.A. demandent à M. le Maire de Paris de lui transmettre l’ensemble des informations relatives à ce projet et de leur indiquer la nature des études lancées."

Réponse (Mme Anne HIDALGO, première adjointe) :

"Mme Brigitte KUSTER et les élus du groupe U.M.P.P.A. souhaitent obtenir des informations au sujet des études lancées par la Ville de Paris sur l'avenue de Clichy (entre La Fourche et la porte de Clichy) et sur l'avenue de Saint-Ouen.

Les travaux de l'avenue de Clichy actuellement en cours entre la place de Clichy et La Fourche sont une nouvelle étape dans la requalification du secteur, après le réaménagement de la place de Clichy et avant le lancement d'une étude sur les deux tronçons (avenue de Clichy et de Saint-Ouen) au-delà de La Fourche.

Des études seront lancées en 2013 sur l'avenir de ces avenues, dont l'environnement va considérablement se transformer dans les années qui viennent avec l'arrivée du tramway, de la ligne 14 et l'aménagement du quartier Clichy-Batignolles avec la Cité judiciaire.

Ces études comporteront un volet circulation. Vous y serez associée ainsi que le Maire du 18e arrondissement."

II - Question du groupe E.E.L.V.A.

QE 2013-8 Question de M. Sylvain GAREL et des membres du groupe E.E.L.V.A. à M. le Maire de Paris relative aux manifestations promotionnelles et publicitaires sur l’espace public parisien.

Libellé de la question :

"Monsieur le Maire de Paris,

Une manifestation promotionnelle de la multinationale Coca Cola s'est tenue à Paris, rue Saint-Merri dans le 4e arrondissement dans les jours précédant Noël 2012.

En effet, les habitants du quartier ont découvert avec consternation trois immenses camions siglés Coca-Cola avec vitrines pour enfants, personnel déguisé en "Père" Noël et distribution de soda de la marque Coca Cola.

Cela n'est malheureusement pas une première.

En effet, pour rappel, le 1er octobre 2011, la firme Coca Cola avait organisé ce type de manifestation à visée promotionnelle devant l'Opéra Garnier.

A cette occasion, le groupe E.E.L.V.A. au Conseil de Paris, rappelant l'article P5.1 du Règlement Local de Publicité (R.L.P.) qui interdit la publicité apposée sur les véhicules terrestres à des fins essentiellement publicitaires, avait déposé un voeu pour demander "à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police de ne pas autoriser ce type de manifestation à visée promotionnelle et publicitaire sur l'espace public". Ce voeu a été adopté par le Conseil de Paris d'octobre 2011.

Au regard de ce vote et du débat que nous avions eu en Conseil, l'opération qui s'est tenue récemment nous semble totalement inacceptable.

Aussi, M. Sylvain GAREL et les éluEs du groupe E.E.L.V.A. souhaitent :

- connaître les conditions et sur quelle base règlementaire cette autorisation a été donnée ;

- et que M. le Maire de Paris réitère son opposition à ce type d'initiatives sur l'espace publique parisien."

Réponse (Mme Danièle POURTAUD, adjointe) :

"M. Sylvain GAREL et les élus du groupe "Europe Ecologie - Les Verts et apparentés" s'interrogent sur les raisons de fait ou de droit ayant éventuellement permis le stationnement, dans la rue Saint-Merri à Paris 4e et lors des fêtes de fin d'année 2012, de trois camions revêtus des sigles de la société "Coca-Cola" et dotés de vitrines. Des produits de cette marque auraient été distribués aux passants à l'aide de personnes déguisées en "Père Noël".

Ainsi conçus et affectés, ces véhicules peuvent être considérés comme utilisés ou équipés aux fins essentiellement de servir de support à de la publicité.

L'article P 5.1 du règlement de la publicité et des enseignes à Paris interdit, sur l'ensemble du territoire de la Ville de Paris, la pose d'inscriptions, formes ou images publicitaires sur les véhicules ainsi pourvus.

Cette utilisation de l'espace public à des fins publicitaires et de promotion de produits a été effectuée de façon sauvage et sans titre. En effet, les services municipaux en charge de l'instruction et de la délivrance des autorisations temporaires d'occupations du domaine public de voirie n'ont pas été saisis d'une demande en ce sens, qui serait restée irrecevable à la fois dans son principe et ses diverses modalités.

Les véhicules utilisés ou équipés à des fins essentiellement publicitaires auraient pu être verbalisés, au titre du Code de l'environnement et des actes qui en procèdent, par les divers agents municipaux assermentés en charge de l'espace public ou par ceux dépendants de M. le Préfet de police, si leur présence avait été constatée pendant la durée de cette manifestation."

Votes spécifiques.

MM. Christian SAUTTER, Jean-Louis MISSIKA, Mme Lyne COHEN-SOLAL, M. Jean-Bernard BROS, Mme Pauline VERON, MM. Jacques BOUTAULT, Hervé BENESSIANO, Mme Emmanuelle DAUVERGNE, M. Pierre GABORIAU, Mmes Martine NAMY-CAULIER et Valérie SACHS ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DDEEES 12 Subvention (1.620.000 euros) et convention avec l'association Paris Développement (2e).

Mme Isabelle GACHET ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DDEEES 40 Convention avec l'association Mission Locale de Paris et fixation du loyer pour la location de l'immeuble communal 24-26 rue de Châtillon (14e).

M. Jean-Yves MANO, Mme Halima JEMNI, MM. Gauthier CARON-THIBAULT, René DUTREY, Jean TIBERI, Mme Roxane DECORTE ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2013 DEVE 4 Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage avec Paris Habitat pour la réalisation d'un passage dans l'immeuble 10 rue des Rosiers pour l'aménagement de la seconde tranche du jardin Francs-Bourgeois-Rosiers (4e).

2013 DEVE 9 Convention avec Paris Habitat pour la mise à disposition de plantes pour une façade végétalisée avenue de France (13e).

2013 DU 35 - DPE 17 - DJS 274 Signature d'un protocole foncier et d'une convention de maîtrise d'ouvrage conclus avec Paris Habitat-OPH relatifs à l'opération d'aménagement au 49-53 boulevard de Ménilmontant, 7-15 passage de la Folie Régnault et 6 rue René Villermé (11e).

2013 DLH 2 Location par bail emphytéotique, au profit de PARIS HABITAT-OPH, de l'immeuble 28 rue Lacordaire (15e).

2013 DLH 4 Location par bail emphytéotique, au profit de PARIS HABITAT-OPH, de l'immeuble communal 8 impasse de la Grosse Bouteille (18e).

2013 DLH 35 Location par bail emphytéotique, au profit de PARIS HABITAT-OPH, d'un volume de l'immeuble 10, rue des Rosiers (4e).

M. Ian BROSSAT ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DLH 22 Modification des garanties accordées par la Ville de Paris aux emprunts PLA-I et PLUS à contracter par ICF La Sablière en vue de compléter le financement d'un programme de construction neuve comportant 20 logements PLA-I, 50 logements PLUS et 30 logements PLS Lotissement Saussure lot 4.5 (17e).

M. Philippe MOINE ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DLH 26 Modification des garanties accordées par la Ville de Paris aux emprunts PLA-I à contracter par Antin Résidences en vue du financement d'un programme de construction neuve d'une résidence sociale pour jeunes actifs comportant 65 logements PLA-I, 27 rue de la Glacière (13e).

Mme Anne-Christine LANG ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant : DLH 36.

2013 DLH 36 Modification de la garantie d'emprunt accordée par la Ville de Paris au prêt à la Réhabilitation à contracter par EFIDIS en vue du financement d'un programme de réhabilitation Plan Climat de 32 logements, 191 rue du Faubourg Saint-Antoine (11e).

Votes spécifiés.

M. Pierre-Yves BOURNAZEL vote :

POUR le vœu n° 5.

POUR le vœu n° 6.

M. Thierry COUDERT vote :

CONTRE le vœu n° 40.

CONTRE le vœu n° 47.

s'ABSTIENT sur le vœu n° 54.

POUR le vœu n° 60.

M. Yves POZZO di BORGO ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2013 DU 51 Avis sur l'engagement par le Maire d'une procédure de modification du PLU sur le secteur "Grand Parc" du Parc des expositions de la Porte de Versailles (15e).

Projets de délibération adoptés par un vote d'ensemble de l'Assemblée.

Les projets de délibération adoptés par un vote d'ensemble de l'Assemblée sont les suivants :

2013 DVD 15 Avenant n° 3 au marché de maîtrise d'oeuvre - lot 2 pour l'extension du tramway T3 de la porte d'Ivry à la porte de la Chapelle (12e et 20e).

2013 DU 75 Signature de l'accord-cadre entre la Ville de Paris, Paris Batignolles Aménagement, le STIF et la RATP dans le cadre du prolongement de la ligne 14 du métro (8e, 9e et 17e).

2013 DVD 16 Convention de maîtrise d'ouvrage unique avec la SNCF et RFF concernant les études et la réalisation des travaux pour l'aménagement du parvis de la gare Saint Lazare (8e et 9e).

2013 DVD 11 Convention de financement avec RFF relative aux études et travaux connexes à la réalisation d'un pont et d'une passerelle franchissant le faisceau ferré Saint Lazare dans la ZAC Clichy Batignolles (17e).

2013 DVD 12 Signature d'un marché relatif aux prestations d'entretien des panneaux à messages variables du corridor périphérique.

2013 DVD 18 Signature d'un marché de prestations de contrôle des portiques du corridor périphérique et des voies sur berges.

2013 DVD 22 Indemnisation amiable de différents tiers en réparation de dommages accidentels dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.

M. Julien BARGETON, rapporteur.

2013 DUCT 1 Subvention (2.000 euros), Fonds du Maire, à l'association Organisme de Gestion de l'Etablissement Catholique d'enseignement (OGEC) Sainte Jeanne Elisabeth-Saint François Xavier (7e).

2013 DUCT 2 Subvention Fonds du Maire (8.400 euros) au Comité des Fêtes et d'animation du 3e arrondissement.

2013 DUCT 5 Subvention (1.300 euros) Fonds du maire, à l'Association des Locataires "Groupe Modigliani-Félix Faure" (15e).

2013 DUCT 6 Subvention (3.000 euros) Fonds du Maire, à l'association Florimont - le Château Ouvrier (14e).

2013 DUCT 7 Subvention (2.500 euros) Fonds du Maire, à l'association Le marché solidaire (14e).

2013 DUCT 8 Subvention (4.000 euros) Fonds du Maire à l'association Le moulin (14e).

2013 DUCT 9 Subvention (2.000 euros) Fonds du Maire à l'Association pour la Prévention, l'Accueil, le Soutien et l'Orientation (91302 Massy).

2013 DUCT 10 Subvention (1.000 euros) Fonds du Maire, à l'association Mains agiles (14e).

M. Hamou BOUAKKAZ, rapporteur.

2013 DASCO 1 Avenant n° 1 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage signée avec la RIVP pour la réalisation d'une école polyvalente de 14 classes imbriquée à un programme de logements sociaux pour étudiants et d'un foyer de jeunes travailleurs sur le lot M10C de la ZAC Paris Rive Gauche (13e).

2013 DASCO 2 Signature avec la S.N.C.F. de l'avenant n° 2 à la convention du 27 avril 2007 relative à l'organisation du transport des personnes voyageant dans le cadre scolaire, périscolaire ou extra-scolaire.

2013 DASCO 3 Subvention (200.000 euros) et avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs avec l'association "Office Central de Coopération à l'Ecole de Paris" (15e).

2013 DASCO 4 Fixation des tarifs de la restauration scolaire pour la rentrée 2013 (écoles maternelles, élémentaires et lycées municipaux).

2013 DASCO 8 Désaffectation de son usage scolaire de la bande de terrain mitoyenne du mur de l'école élémentaire située 7, rue Richomme (18e).

2013 DASCO 9 Lancement d'un marché relatif au transfert aller et retour par autocar des élèves de l'école maternelle située 60, rue Binet (18e) vers l'école d'accueil située au 118, boulevard Mac Donald (19e).

2013 DPA 7 Approbation des modalités de passation du marché de travaux relatif à la construction d'un groupe scolaire ZAC Beaujon, lots 3-4 et n°15 rue de Monceau (8e).

2013 DPA 9 Indemnisation de la société GAN EUROCOURTAGE suite à un dégât des eaux chez son assuré au 41, rue Monge, dû, en partie, au système d'évacuation des eaux pluviales de l'école maternelle 19, rue des Boulangers (5e).

Mme Colombe BROSSEL, rapporteure.

2013 DDEEES 2 Approbation du principe du renouvellement de la délégation de service public relative à la gestion du marché aux puces de la porte de Montreuil (20e).

2013 DDEEES 9 Signature de deux avenants aux conventions annexes d'occupation du domaine public du 23 juillet 2007 relatives à l'exploitation de deux kiosques loto.

2013 DDEEES 12 Subvention (1.620.000 euros) et convention avec l'association Paris Développement (2e).

2013 DDEEES 44 Indemnisation amiable d'une entreprise en raison de préjudices subis du fait des travaux d'extension du tramway T3.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, rapporteure.

2013 DDEEES 8 Mise en place avec convention d'un dispositif innovant de formation pour les résidents du nouvel incubateur des métiers d'art dans le cadre du Pacte pour l'emploi, la formation et le développement économique de Paris.

Mme Lyne COHEN-SOLAL et M. Jean-Louis MISSIKA, rapporteurs.

2013 PP 1 Approbation d'un projet de règlement amiable d'une affaire mettant en cause la responsabilité de la commune de Paris.

2013 PP 2 Autorisation donnée à M. le Préfet de police de signer les marchés à conclure avec les attributaires désignés par la commission d'appel d'offres de la ville de Paris.

2013 PP 3 Prise à bail par la Ville de Paris (Préfecture de Police) d'un ensemble immobilier à usage de parking (13e).

2013 PP 4 Avenant n° 1 au marché de maîtrise d'oeuvre relatif à la modernisation du centre opérationnel de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à la caserne Champerret (17e).

2013 PP 5 Approbation des modalités d'attribution d'un marché relatif à la location et la mise en service d'une base vie provisoire en structures modulaires sur le site de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Limeil-Brévannes (94).

2013 PP 6 Approbation des modalités d'attribution d'un marché relatif à une mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination pour la construction d'un nouveau centre de secours de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Livry-Gargan (93).

2013 PP 7 Approbation des modalités d'attribution d'un marché relatif à la fourniture de produits d'entretien, d'articles et de matériels de ménage pour les services de la préfecture de police.

2013 PP 8 Approbation des modalités d'attribution d'un marché relatif aux travaux de construction du centre de secours de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Livry-Gargan (93).

2013 PP 9 Autorisation de signer une convention de groupement de commandes avec les services État de la Préfecture de police relatif à la fourniture de pièces de rechange, d'accessoires, d'outils de diagnostic et d'outillages spécifiques nécessaires à l'entretien et à la réparation des véhicules 4 roues.

2013 PP 10 Marché négocié relatif au maintien en conditions opérationnelles de la suite logicielle eSirius et définition d'Unités d'oeuvre permettant la mise en oeuvre d'évolutions techniques et / ou fonctionnelles pour la Préfecture de Police.

Mme Myriam EL KHOMRI, rapporteure.

2013 DAJ 3 Approbation d'un accord de coexistence entre les marques "Velib" et "Sport Lib".

2013 DAJ 4 et DAJ 4-G - Renouvellement de la convention constitutive du Conseil Départemental de l'Accès au Droit et de son annexe financière.

2013 DILT 2 Approbation des modalités de lancement et d'attribution d'un marché à bons de commande relatif à la fourniture et à la livraison de carburants en vrac pour les véhicules des services de la Ville de Paris.

2013 DILT 3 Approbation des modalités de lancement et d'attribution d'un marché à bons de commande de fourniture de pièces détachées, accessoires et produits pour les véhicules de marque Citroën, destinés au parc des services de la Ville de Paris.

2013 DRH 5 Fixation de la nature des épreuves, des modalités et des programmes des examens professionnels d'accès aux grades de principal de 2ème classe et de principal de 1ère classe du corps des techniciens de tranquillité publique et de surveillance de la Commune de Paris.

2013 DRH 6 Indemnisation à agent du montant des traitements qu'il aurait dû percevoir pendant la période du 3 août 2009 au 26 mars 2012.

2013 DRH 8 Fixation de la nature des épreuves et du règlement des concours externe et interne pour l'accès au corps des techniciens supérieurs d'administrations parisiennes grade de technicien supérieur principal, dans la spécialité laboratoires.

2013 DRH 9 Désignation des bénéficiaires des compléments de pension de retraite en application de la Sentence BOUR-MARCEL Paul suite à la délibération 2012 DRH 20 des 19 et 20 mars 2012.

2013 DRH 11 Actualisation de délibération fixant la liste des emplois de la Commune de Paris donnant lieu à un logement de fonction.

2013 DRH 21 Modification de délibération relative à la rémunération accessoire des personnels techniques de la Commune de Paris.

2013 DRH 22 Modification de délibération relative notamment à la nouvelle bonification indiciaire des fonctionnaires de la Commune de Paris exerçant leurs fonctions en zones urbaines sensibles.

2013 DRH 25 Convention de mise à disposition d'un agent de la SNCF auprès de la Ville de Paris.

2013 DSTI 2 Approbation du principe de passation et d'attribution d'un marché à bons de commande pour l'acquisition et la maintenance des licences SAP.

2013 DSTI 3 Signature d'un marché négocié sans publicité préalable et sans mise en concurrence pour la fourniture de licences logicielles GTS, de matériels de billetterie et de leurs maintenances associées.

2013 DSTI 6 Approbation du principe de distribution de la solution CEP, actuellement détenue par la Ville de Paris sous une licence de logiciel libre

2013 DUCT 3 Protocole d'accord transactionnel pour le versement d'une indemnisation provisoire en réparation d'un préjudice subi en mairie du 7e arrondissement

2013 DUCT 4 Protocole d'accord transactionnel pour le versement d'une indemnité en réparation d'un préjudice subi au syndic de l'immeuble 62 bis rue Jean-Pierre Timbaud à Paris (11e).

Mme Maïté ERRECART, rapporteure.

2013 DPA 6 Indemnisation du groupement de maîtrise d'oeuvre dans le cadre des travaux d'accessibilité de la mairie du 10e arrondissement aux personnes à mobilité réduite.

Mme Maïté ERRECART, Mme Véronique DUBARRY, rapporteures.

2013 DJS 244 Demande de subvention auprès de l'Agence Nationale pour les Chèques-Vacances (ANCV) en faveur des équipements de tourisme à vocation sociale pour la construction de l'Auberge de jeunesse Pajol, 22, rue Pajol (18e).

2013 DJS 246 Conclusion par la Ville de Paris avec la Fédération Unie des Auberges de Jeunesse (FUAJ) d'un bail de location pour l'exploitation de l'Auberge de jeunesse Pajol (18e).

2013 DJS 266 Contrat de transaction avec La Ligue de l'enseignement suite à des travaux de mise aux normes sur le CISP Ravel (12e) effectués pour le compte de la Ville.

2013 DJS 267 Contrat de transaction avec l'association CRL 10 suite à la réquisition du gymnase Château Landon (10e) lors du Plan "Grand Froid" (2009-2010).

Mme Isabelle GACHET, rapporteure.

2013 DF 1 Octroi de la garantie de la ville de Paris, à hauteur de 80 %, pour le service des intérêts et l'amortissement de l'emprunt à contracter par la SPLA Paris Batignolles Aménagement, destiné au financement des échéances 2013 des acquisitions foncières de l'opération d'aménagement Clichy Batignolles.

2013 DF 4 Marché à bons de commande pour l'appui au déploiement du contrôle interne comptable et financier (CICF) dans les services de la collectivité parisienne.

M. Bernard GAUDILLÈRE, rapporteur.

2013 DEVE 4 Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage avec Paris Habitat pour la réalisation d'un passage dans l'immeuble 10 rue des Rosiers pour l'aménagement de la seconde tranche du jardin Francs-Bourgeois-Rosiers (4e).

2013 DEVE 9 Convention avec Paris Habitat pour la mise à disposition de plantes pour une façade végétalisée avenue de France (13e).

2013 DEVE 13 Demandes d'autorisations administratives pour l'aménagement d'un jardin au 77, rue Pixerécourt (20e).

2013 DEVE 6 Approbation du principe et des modalités de passation de l'appel d'offres ouvert pour la collecte et la valorisation des déchets verts de la Direction des Espaces Verts et de l'Environnement en 2 lots séparés.

2013 DEVE 12 Lancement et signature d'un appel d'offres ouvert relatif à la fourniture de jeunes plants de serre, de plantes à forcer et de plantes en vert à finir pour les serres du Centre de Production Horticole de la Ville de Paris.

2013 DEVE 3 Protocole transactionnel pour le règlement amiable d'un litige relatif au mur mitoyen entre le 17 rue Saint-Bernard et le square Louis Majorelle (11e).

2013 DEVE 2 Indemnisation amiable de différents tiers en réparation d'un dommage causé aux intéressés lors d'un accident dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.

2013 DEVE 14 Indemnisation amiable de tiers en réparation de dommages causés aux intéressés lors d'accidents dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.

2013 DEVE 21 Indemnisation amiable de différents tiers, en réparation des dommages causés aux intéressés lors d'accidents dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.

2013 DPA 1 Approbation du principe de reconstruction des locaux sociaux, des locaux techniques et de remisage de la Pépinière de Longchamp - Bois de Boulogne, allée du bord de l'eau (16e), des modalités de passation du marché de maîtrise d'oeuvre et du dépôt des demandes d'autorisation d'urbanisme correspondantes.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, rapporteure.

2013 DEVE 10 Modification des modalités d'organisation du travail des fossoyeurs affectés aux cimetières de la Direction des Espaces Verts et de l'Environnement.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, Mme Maïté ERRECART, rapporteures.

2013 DDEEES 46 Convention avec le Département de Paris relative à la mise à disposition de locaux situés rue Jean Antoine de Baïf (13e).

2013 DDEEES 47 Conventions avec l'université Paris Diderot destinées à définir les modalités de remboursement des charges du local situé dans le bâtiment Lavoisier (13e) et le cadre d'un partenariat relatif à l'animation de la Maison des initiatives étudiantes - Labo13.

M. Didier GUILLOT, rapporteur.

2013 DU 18 Désaffectation et déclassement du domaine public de voirie des emprises situées à l'angle de la rue Nationale et de l'avenue d'Ivry (13e). Approbation de l'échange foncier sans soulte relatif aux emprises situées à l'angle de la rue Nationale et de l'avenue d'Ivry et 1-11, rue Nationale et 2-18, avenue d'Ivry (13e).

2013 DU 26 Lancement de marchés relatifs à la numérisation de fonds d'archives de la Direction de l'Urbanisme en deux lots séparés.

2013 DU 93 Cession de l'immeuble communal 6 rue Colbert (2e).

Mme Anne HIDALGO, rapporteure.

2013 DU 48 Acquisition à la SEMAPA de volumes correspondants aux ateliers de création et de production 24 rue Primo Levi, dans la ZAC Paris Rive Gauche (13e).

Mme Anne HIDALGO, Mme Lyne COHEN-SOLAL, rapporteures.

2013 DU 78 Acquisition en vue de la réalisation d'un espace vert, des parcelles 43-47 rue de l'Ermitage et 42 rue des Cascades (20e).

Mme Anne HIDALGO, Mme Fabienne GIBOUDEAUX, rapporteures.

2013 DU 17 Acquisition à la SEMAPA des volumes correspondant au théâtre et à l'ascenseur public au 30 rue du Chevaleret dans le lot M9C de la ZAC Paris Rive Gauche (13e).

2013 DU 97 Cession du terrain d'assiette du Grand Palais (8e) : rééchelonnement du paiement du prix par l'Etat à la Ville de Paris.

Mme Anne HIDALGO, M. Bruno JULLIARD, rapporteurs.

2013 DU 44 Subvention (351.000 euros) et convention avec le syndicat principal des copropriétaires de l'ensemble immobilier Masséna-Choisy pour l'amélioration du site. Réalisation des études de maîtrise d'oeuvre jusqu'à l'analyse des offres des entreprises. - GPRU Olympiades / Place de Vénétie / Villa d'Este - Site Place de Vénétie (13e).

Mme Anne HIDALGO, Mme Gisèle STIEVENARD, rapporteures.

2013 DU 45 Etablissement de servitudes, désaffectation, déclassement du domaine public et cession à la Société l'Olympique de volumes, dans l'ensemble immobilier Stade Charléty situé 9 à 35 et 25A, avenue Pierre de Coubertin (13e).

Mme Anne HIDALGO, M. Jean VUILLERMOZ, rapporteurs.

2013 DAC 8 Subvention (67.500 euros) et avenant n° 4 à la convention avec la SARL Les ateliers de danse, gérant le lieu la Ménagerie de Verre (11e).

2013 DAC 18 Subvention (5.000 euros) à l'association Les Complices de Nina (94260 Fresnes).

2013 DAC 26 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Maurice Boitel 4 avenue Courteline à Paris (12e).

2013 DAC 37 Subvention (500 euros) à l'Association des Amis de Stendhal (4e).

2013 DAC 38 Subvention (4.000 euros) à l'Association pour la Culture et la Musique traditionnelle Vietnamienne ACMVN (95150 Taverny).

2013 DAC 40 Subvention (3.000 euros) à l'Association Rencontre pour la Pédagogie et l'Enseignement du Jazz (ARPEJ) (10e).

2013 DAC 41 Subvention (15.000 euros) à la Société par Actions Simplifiée ORIZA (20e).

2013 DAC 42 Subvention (4.000 euros) et convention avec l'Association de Culture Berbère (20e).

2013 DAC 48 Subventions (7.000 euros) et convention avec l'association Smart (18e).

2013 DAC 52 Subvention (1.000 euros) à l'association Walking Art (1er).

2013 DAC 56 Subvention (4.000 euros) à l'association L'Apprenti Musicien (12e).

2013 DAC 58 Subvention (15.000 euros) à la Société à Responsabilité Limitée Impérial (12e).

2013 DAC 63 Subvention (11.000 euros) à l'Association ACP La Manufacture Chanson (11e).

2013 DAC 80 Subvention (60.000 euros) et avenant avec l'association Friches Théâtre Urbain (17e).

2013 DAC 130 Avenants au bail civil et à la convention d'objectifs avec l'Association 59 Rivoli (1er).

2013 DICOM 1 Lancement des marchés relatifs au spectacle pyrotechnique du 14 juillet 2013 de la Ville de Paris et à son assurance annulation (art. 30 et 27 III du CMP).

2013 DICOM 2 Convention de mécénat exposition "Paris Haute Couture" (Swarovski).

M. Bruno JULLIARD, rapporteur.

2013 DAC 36 - DJS 190 - DPVI 5 Subvention (72.000 euros) avec convention avec l'association Hip-Hop Citoyens (20e).

M. Bruno JULLIARD, Mme Isabelle GACHET, Mme Gisèle STIEVENARD, rapporteurs.

2013 SG 14 Subvention (110.000 euros) et avenant à convention avec l'association Je. Tu. Il. (7e).

2013 SG 15 Subvention (5.000 euros) à l'association Pulsart (93100 Montreuil).

Mme Fatima LALEM, rapporteure.

2013 DASES 6 Signature d'une convention de coopération avec l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris pour la réalisation d'analyses médicales dans le cadre de leurs actions communes de dépistages et de lutte contre les grandes pathologies.

M. Jean-Marie LE GUEN, rapporteur.

2013 DPE 3 Modification du règlement du service public de l'assainissement de Paris.

2013 DPE 4 Modification du règlement du service public de l'eau à Paris.

2013 DPE 2 Convention avec l'Ecole nationale des Ponts et Chaussées, relative aux modalités de participation à la quatrième phase (2013-2016) du programme de recherche dénommé "Observatoire des Polluants Urbains en Ile de France".

2013 DVD 13 Signature d'un contrat de transaction avec la société LAHAYE suite à un préjudice subi au cours de son occupation d'un terrain sur le domaine public au Bassin de Pantin (93).

Mme Anne LE STRAT, rapporteure.

2013 DPE 6 - DGRI 1 Subvention (100.000 euros) avec convention avec l'association Kynarou (15e) pour son projet "So Water" d'aide au développement des villages défavorisés du Tamil Nadu (Inde).

2013 DPE 7 - DGRI 2 Subvention (295.327 euros) avec convention avec l'association Care France pour son programme d'amélioration de la couverture en eau potable, assainissement et amélioration des conditions sanitaires des écoles, centres de santé et communautés rurales du Bénin.

Mme Anne LE STRAT, M. Pierre SCHAPIRA, rapporteurs.

2013 DLH 2 Location par bail emphytéotique, au profit de PARIS HABITAT-OPH, de l'immeuble 28 rue Lacordaire (15e).

2013 DLH 4 Location par bail emphytéotique, au profit de PARIS HABITAT-OPH, de l'immeuble communal 8 impasse de la Grosse Bouteille (18e).

2013 DLH 7 Location par bail emphytéotique, au profit de la SGIM, de l'immeuble communal 23 rue Godefroy Cavaignac (11e).

2013 DLH 8 Location par bail emphytéotique, au profit de la RIVP, de l'immeuble communal 3-5 passage Brûlon (12e).

2013 DLH 12 Prorogation de l'échéance du bail emphytéotique conclu le 1er mars 1963 portant location d'un ensemble immobilier, avenue de la Paix (94 Fresnes).

2013 DLH 15 Garantie de la Ville de Paris aux emprunts complémentaires à contracter par la SGIM pour la réalisation du programme de 6 logements PLA-I et 7 logements PLUS 15 rue Jean Lantier (1er).

2013 DLH 22 Modification des garanties accordées par la Ville de Paris aux emprunts PLA-I et PLUS à contracter par ICF La Sablière en vue de compléter le financement d'un programme de construction neuve comportant 20 logements PLA-I, 50 logements PLUS et 30 logements PLS Lotissement Saussure lot 4.5 (17e).

2013 DLH 26 Modification des garanties accordées par la Ville de Paris aux emprunts PLA-I à contracter par Antin Résidences en vue du financement d'un programme de construction neuve d'une résidence sociale pour jeunes actifs comportant 65 logements PLA-I, 27 rue de la Glacière (13e).

2013 DLH 35 Location par bail emphytéotique, au profit de PARIS HABITAT-OPH, d'un volume de l'immeuble 10, rue des Rosiers (4e).

2013 DLH 36 Modification de la garantie d'emprunt accordée par la Ville de Paris au prêt à la Réhabilitation à contracter par EFIDIS en vue du financement d'un programme de réhabilitation Plan Climat de 32 logements, 191 rue du Faubourg Saint-Antoine (11e).

2013 DLH 38 Transfert de COALLIA à la SA d'HLM COALLIA HABITAT de la maîtrise d'ouvrage du programme de construction neuve d'une résidence sociale de 37 logements PLAI, 194 rue des Pyrénées (20e).

2013 DLH 41 Location par bail emphytéotique au profit de la RIVP de l'immeuble communal, 61 boulevard Barbès / 2 rue Simart (18e).

2013 DLH 42 Octroi de la garantie de la Ville de Paris à un Eco prêt à contracter par EMMAÜS Habitat en vue du financement d'un programme de réhabilitation Plan Climat de 12 logements, 5 rue des Pruniers (20e).

2013 DLH 43 Location par bail emphytéotique, au profit de la SIEMP, des immeubles communaux 133 et 135 rue Pelleport (20e).

2013 DLH 44 Transfert au profit de SNL Paris des subventions initialement accordées par la Ville de Paris à PROLOGUES pour le financement de divers programmes de réhabilitation Plan Climat, dans les 9e, 10e, 11e, 12e, 14e et 19e arrondissements.

2013 DLH 45 Réalisation par la RIVP d'un programme comportant 1 logement PLA-I, 2 logements PLUS et 2 logements PLS, 3-5 passage Brulon (12e).

2013 DLH 46 Modification des garanties accordées par la Ville de Paris aux emprunts PLA-I, PLUS et PLS à contracter par la RIVP en vue du financement d'un programme d'acquisition-réhabilitation comportant 6 logements PLA-I, 9 logements PLUS et 6 logements PLS, 28 rue Biscornet (12e).

2013 DLH 48 Signature d'une convention entre la Ville de Paris, l'ADEME et la Région Île-de-France pour l'aide à la rénovation énergétique en faveur des copropriétés.

2013 DU 3 Vente de lots de copropriété au 88-88bis rue du faubourg du Temple (11e).

2013 DU 6 Cession à EFIDIS des parcelles et du mur de clôture 51-55 rue Baron Leroy (12e).

2013 DU 54 Cession à SNL PROLOGUES d'un lot de copropriété dans l'immeuble 132 rue du Chemin Vert (11e).

2013 DU 55 Vente d'un lot de copropriété à SNL - PROLOGUES dans un ensemble immobilier en copropriété 18bis, rue Jean Moinon (10e).

2013 DU 59 Cession de gré à gré à la Société Anonyme d'HLM DOMAXIS des droits détenus par la Ville de Paris sur l'ensemble immobilier 40-50 rue Saint-Charles (15e).

M. Jean-Yves MANO, rapporteur.

2013 DLH 16 - DU 72 Résiliation anticipée de la location emphytéotique consentie par la Ville de Paris à la SGIM, venue au droit de la SEMIDEP, de la parcelle communale rue Maurice Déménitroux à Créteil (94) et cession corrélative de cette parcelle à Valophis Habitat.

M. Jean-Yves MANO et M. Pierre MANSAT, rapporteurs.

2013 DU 2 Adhésion de la Ville à l'association Europan France et versement de la cotisation pour l'année 2013.

2013 DU 56 Déclassement et cession d'une parcelle de terrain (78510 Triel-sur-Seine).

2013 DU 57 Déclassement et cession d'une parcelle de terrain (93130 Noisy-le-Sec).

2013 DU 92 Vente à la Société GSM d'une parcelle à 78570 Andrésy.

M. Pierre MANSAT, rapporteur.

2013 DASCO 5 Fixation des tarifs de restauration scolaire pour la rentrée scolaire 2013/2014 (écoles d'art).

2013 DASCO 7 Convention entre la Ville de Paris, la Région d'Ile-de-France, l'Ecole Boulle et le lycée professionnel des métiers de l'ameublement, portant sur la mutualisation de moyens et la mise à disposition de locaux.

2013 DDEEES 50 Conventions de mise à disposition du premier étage du réfectoire de l'ancien Couvent des Cordeliers (6e) avec l'Ecole des Neurosciences Paris Ile de France et l'Université Paris Descartes.

2013 DPA 11 Approbation des modalités de passation d'un marché de fourniture du mobilier dans le cadre de la création de l'Institut d'Etudes Avancées de l'Hôtel de Lauzun 17 quai d'Anjou (4e).

M. Jean-Louis MISSIKA, rapporteur.

2013 DA 1 et DA 1-G - Approbation des modalités de lancement et d'attribution de marchés à bons de commande relatifs à des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage d'expertise technico-financière de projets dans le cadre du groupement de commandes pour la maintenance et l'aménagement des locaux et équipements publics de la Ville et du Dpt de Paris, en trois lots.

2013 DA 2 et DA 2-G - Approbation et signature d'une convention constitutive d'un groupement de commandes pour les achats de fournitures et de services transverses recouvrant les besoins relatifs au fonctionnement des services de la Ville, et du Département de Paris.

2013 DA 6 Autorisation à M le Maire de Paris de signer une convention constitutive d'un GIP dénommé "Maximilien" dont l'objet est de mettre en oeuvre un portail de MP, des services d'échanges électroniques et de diffusion de bonnes pratiques, fournis et supportés par un réseau d'organismes publics ou privés chargés d'une mission de service publique.

2013 DA 7 Lancement et signature de trois marchés à bons de commande en appels d'offres ouverts relatifs aux opérations Paris Plages 2013 à 2016 et lancement d'un marché en procédure adaptée en 10 lots séparés (article 30) ainsi qu'un marché en procédure adaptée (article 27-III) relatifs à l'opération Paris Plages 2013.

2013 DA 8 Approbation des modalités de lancement et d'attribution d'un marché à bon de commande pour le pavoisement des établissements dépendant de la collectivité parisienne et la fourniture de divers articles de mairie.

2013 DA 11 et DA 11-G - Signature avec les sociétés COSSEC/ECIAG, CONPAS COORDINATION, BUREAU VERITAS et TILALYS de marchés subséquents à bons de commande (article 76 du code des marchés publics) sur les chantiers relatifs aux lots 1, 2, 3, 4, 5 dans le cadre du groupement de commandes pour la maintenance et l'aménagement des locaux et équipements publics (Ville et Dpt).

2013 DA 12 et DA 12-G - Signature avec DARRAS & JOUANIN du marché subséquent à bons de commande (article 76) sur le fondement de l'accord-cadre pour des travaux Tous Corps d'Etat d'entretien, d'aménagement ou de modernisation des équipements municipaux et départementaux relatif au lot 1 relevant du budget municipal pour la réalisation de travaux dans les équipements V et Dpt.

2013 DAJ 1 Signature des marchés à conclure avec les attributaires désignés par la commission d'appel d'offres les 13 décembre 2012, 15 et 29 janvier 2013.

Mme Camille MONTACIÉ, rapporteure.

2013 DFPE 2 Approbation des modalités de lancement et d'attribution de marchés à bons de commande de prestations de nettoyage de locaux de divers établissements de la petite enfance de la Ville de Paris en 4 lots séparés.

2013 DFPE 3 Signature d'un marché de prestations de service avec l'Hôpital Necker Enfants Malades de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris (15e) pour la mise à disposition de 6 places d'accueil au sein de la crèche de l'Hôpital Necker.

2013 DFPE 5 Marché de prestations de service pour la gestion et l'exploitation d'un établissement d'accueil collectif de petite enfance situé ZAC Batignolles Cardinet Chalabre (17e).

2013 DFPE 9 Subvention (90.464 euros) et convention avec l'association Crèche Parentale Farandole (20e) pour la crèche parentale (20e).

2013 DFPE 10 Subvention (115.146 euros) et avenant n° 4 à l'association des Cités du Secours Catholique (20e) pour la crèche collective Cité le Village (20e).

2013 DFPE 21 Subvention (103.299 euros) et avenant n° 5 avec l'association Le Dauphin Bleu pour la crèche collective Le Dauphin Bleu Les Cloÿs (18e).

2013 DFPE 46 Subvention (1.547.014 euros) et convention avec ABC Puériculture (16e) pour sa structure multi accueil (12e).

2013 DFPE 89 Subvention (237.259 euros) à l'association La Goutte de Lait Saint Léon (15e) pour le multi-accueil Le Petit François (15e).

2013 DFPE 304 Approbation du lancement d'une procédure de délégation de service public pour l'exploitation de l'établissement d'accueil collectif de petite enfance situé 17, rue Lechapelais (17e).

2013 DFPE 305 Approbation du lancement d'une procédure de délégation de service public pour l'exploitation de l'établissement d'accueil collectif de petite enfance situé 16 avenue Simon Bolivar (19e).

2013 DU 61 Déclassement et cession à la RIVP d'une emprise de voirie d'environ 26 m² située au droit des 1 à 29 rue des Mariniers dans le cadre de l'aménagement du site de l'ancien hôpital Broussais (14e).

M. Christophe NAJDOVSKI, rapporteur.

2013 DDEEES 40 Convention avec l'association Mission Locale de Paris et fixation du loyer pour la location de l'immeuble communal 24-26 rue de Châtillon (14e).

2013 DICOM 4 Mise à disposition temporaire des tiers de locaux nus (salle Saint-Jean et salon d'accueil à l'Hôtel de Ville).

M. Christian SAUTTER, rapporteur.

2013 DGRI 9 Subvention (100.000 euros) et convention avec CARE France (19e) pour un programme d'aide d'urgence aux victimes de violences sexuelles dans la région du Kivu, en République démocratique du Congo.

M. Pierre SCHAPIRA, rapporteur.

2013 DGRI 8 - DAC 120 Installation d'un buste d'Habib Bourguiba sur l'esplanade éponyme (7e).

M. Pierre SCHAPIRA et M. Bruno JULLIARD, rapporteurs.

2013 DPVI 2 Subvention (27.596 euros) et convention avec l'association Groupement Jeunes Créateurs Parisiens pour requalifier un mur par la réalisation d'une fresque (17e).

2013 DPVI 6 Subventions (20.898 euros) à 9 associations menant des actions au titre de la Politique de la ville sur le Quartier Porte de Clichy - Porte de Saint Ouen (17e). Première enveloppe 2013.

2013 DPVI 7 Subventions (40.500 euros) à 8 associations menant des actions au titre de la politique de la Ville (13e). Première enveloppe 2013.

2013 DPVI 8 Subventions (9 000 euros) à 2 associations menant des actions au titre de la Politique de la Ville sur le Quartier Amiraux Simplon (18e). Première enveloppe pour 2013.

2013 DPVI 9 Subvention (31 500 euros) à onze associations menant des actions au titre de la Politique de la Ville. Première enveloppe pour 2013. Quartier La Chapelle Porte d'Aubervilliers (18e.)

2013 DPVI 10 Subventions (17 500 euros) à 4 associations menant des actions au titre de la politique de la Ville (18e). Première enveloppe 2013.

2013 DPVI 11 Subventions (35 100) à 9 associations menant des actions au titre de la Politique de la Ville Porte Montmartre Clignancourt (18e). Première enveloppe pour 2013.

2013 DPVI 12 Subventions (46.100 euros) à 14 associations menant des actions au titre de la Politique de la Ville dans les quartiers Flandre, Paris Nord-Est et Danube-Solidarité (19e) - Première enveloppe 2013.

2013 DPVI 13 Subventions (16.000 euros) à 2 associations menant des actions sur les quartiers Politique de la ville Quartier Est 20e. Première enveloppe pour 2013.

2013 DPVI 14 Subventions (56.646 euros) à quinze associations menant des actions au titre de la Politique de la ville. Première enveloppe. Quartier Fontaine au Roi (11e).

2013 DPVI 15 Subventions (35.800 euros) à 15 associations menant des actions au titre de la Politique de la ville sur le quartier Porte de Vanves-Plaisance-Raymond Losserand (14e). Première enveloppe pour 2013.

2013 DPVI 16 Subventions (53.500 euros) à 18 associations menant des actions sur le quartier Politique de la ville Belleville Amandiers (20e). Première enveloppe pour 2013.

2013 DPVI 17 Subventions (21.000 euros) à six associations menant des actions au titre de la Politique de la Ville sur le quartier des Portes Saint-Denis et Saint Martin, Buisson Saint-Louis, Sainte-Marthe, Grange-aux-belles (10e). Première enveloppe 2013.

2013 DU 82 - DPVI 405 Avenant simplifié n° 1 à la Convention ANRU-GPRU Saint Blaise (20e) avec le Préfet, délégué territorial de l'ANRU, la caisse des Dépôts et Consignations, les bailleurs sociaux : Paris-Habitat, RIVP, SAGECO, France Habitation, SIEMP, l'Association Syndicale Libre Saint-Blaise, la SEMAEST aménageur de l'opération d'aménagement Cardeurs Vitruve.

Mme Gisèle STIEVENARD, rapporteure.

2013 DPVI 4 - DJS 231 Subvention (59.000 euros) et avenant à la convention triennale passée avec l'association Les Enfants de la Goutte D'Or (18e).

Mme Gisèle STIEVENARD, M. Jean VUILLERMOZ et Mme Isabelle GACHET, rapporteurs.

2013 CAS 1 Forfaitisation de Paris Énergie Familles.

Mme Olga TROSTIANSKY, rapporteure.

2013 DAC 25 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Raymond Bossus 128 boulevard Davout (20e).

Mme Catherine VIEU-CHARIER, rapporteure.

2013 DJS 3 Subvention (8.500 euros) et convention avec l'Office du Mouvement Sportif du 3e arrondissement (3e).

2013 DJS 14 Subvention (16.000 euros) et convention avec l'Office du Mouvement Sportif du 14e arrondissement (14e).

2013 DJS 18 Subvention (19.500 euros) et convention avec l'Office du Mouvement Sportif du 18e arrondissement (18e).

2013 DJS 20 Subvention (20.400 euros) et convention avec l'Office du Mouvement Sportif du 20e arrondissement (20e).

2013 DJS 66 Subvention (10.500 euros) et convention avec Roc 14 (14e).

2013 DJS 83 Subvention (9.500 euros) et convention avec Rollers et Coquillages (1er).

2013 DJS 106 Subvention (9.500 euros) et convention avec l'association La Gassendiana (14e).

2013 DJS 124 Subvention (35.000 euros) et convention avec l'association Espérance Paris 19 (19e).

2013 DJS 130 Subvention (8.800 euros) et convention avec l'association Paris Unlimited Speed (20e).

2013 DJS 147 Subventions (51.800 euros) à quatre associations du 11e arrondissement.

2013 DJS 148 Subvention (50.000 euros) et convention avec l'association Fémina Sport (14e).

2013 DJS 149 Subvention (17.600 euros) à l'association la Salésienne de Paris (17e).

2013 DJS 155 Subvention (61.500 euros) et convention avec T.C. XII Bercy (12e).

2013 DJS 156 Subvention (46.800 euros) et convention avec l'association T.C. XIII (13e).

2013 DJS 173 Subvention (5.000 euros) et convention avec le Comité Départemental de Tir à l'Arc (12e).

2013 DJS 186 Subvention (11.000 euros) à la Section Olympique Saint-Médard (5e).

2013 DJS 187 Subvention (12.900 euros) à l'association Sporting Club du 14.

2013 DJS 192 Contrat de transaction portant sur une rémunération supplémentaire suite à des prestations imprévues dans le marché de maîtrise d'oeuvre relatif à la rénovation avec mise en accessibilité handicapée des bains douches Meaux (19e).

2013 DJS 197 Subvention (25.000 euros) et convention avec la Fédération Française de Handball à l'occasion de la 4e édition des Finales de la Coupe de France le 25 mai 2013 au P.O.P.B.

2013 DJS 236 Lancement d'un marché sur appel d'offres ouvert concernant le diagnostic technique et fonctionnel de 38 piscines de la Ville de Paris avec proposition d'un plan d'amélioration chiffré.

2013 DJS 243 Demande de subvention auprès du Conseil Régional d'Ile de France pour la réfection et la couverture du TEP de la Porte de Chaumont, 22 avenue de la Porte de Chaumont (19e).

2013 DPA 2 Approbation du principe de réhabilitation des tribunes existantes et de construction des annexes sportives du terrain de rugby du centre sportif Max Rousié, 28 rue André Bréchet (17e), des modalités de passation du marché de maîtrise d'oeuvre et du dépôt des demandes d'autorisation d'urbanisme.

2013 DPA 12 Approbation des modalités de lancement de la consultation du contrat collectif de responsabilité décennale et de certains marchés de travaux en application de l'article 27-III du C.M.P., dans le cadre de la réhabilitation du Carreau du Temple (3e).

2013 DU 81 Acquisition en l'état futur d'achèvement d'un lot de volume correspondant à un gymnase de type B et une salle polyvalente inclus dans un ensemble immobilier 4 à 14, passage Delessert et 10/12, rue Pierre Dupont (10e).

M. Jean VUILLERMOZ, rapporteur.

En outre, l'Assemblée a pris connaissance des communications suivantes :

2013 SG 26 Communication relative à l'avis rendu par la chambre régionale des compte suite saisine de l'agent comptable de l'Opéra national de Paris.

Mme Colombe BROSSEL, rapporteure.

2013 DAJ 5 et DAJ 5-G - Communication de la liste des marchés attribués du 2 novembre 2012 au 26 décembre 2012.

Mme Camille MONTACIÉ, rapporteure.

Liste des membres présents en Commission.

1ère Commission

MM. David ALPHAND, Jacques BRAVO, Jean-Pierre CAFFET, Michel CHARZAT, Pierre GABORIAU, Bernard GAUDILLÈRE, Jean-François LEGARET, Jean-François MARTINS, Mme Camille MONTACIÉ, M. Daniel VAILLANT, Mme Geneviève BERTRAND, M. Loïg RAOUL et Mme Laurence DREYFUSS.

Excusé : Mao PENINOU.

2e Commission

M. Jacques BOUTAULT, Mmes Lyne COHEN-SOLAL, Maïté ERRECART, Laurence GOLDGRAB, M. Didier GUILLOT, Mme Valérie SACHS, M. Christian SAUTTER, Mmes Pauline VÉRON et Geneviève BERTRAND.

Excusé : MM. Jean-Bernard BROS et Louis MISSIKA.

3e Commission

MM. Julien BARGETON, Claude DARGENT, Mmes Laurence DOUVIN, Léa FILOCHE, MM. Etienne MERCIER et Christophe NAJDOVSKI.

4e Commission

Mmes Aline ARROUZE, Claire de CLERMONT-TONNERRE, MM. Yves CONTASSOT, François DAGNAUD, René DUTREY, Mmes Fabienne GASNIER, Fabienne GIBOUDEAUX, Anne LE STRAT et M. Daniel MARCOVITCH.

5e Commission

Mmes Sylvie WIEVIORKA, Myriam EL KHOMRI, Gisèle STIEVENARD, M. Hamou BOUAKKAZ, Mme Fabienne GIBOUDEAUX et M. Mao PENINOU.

Excusés : Mme Geneviève BERTRAND et M. Yves POZZO DI BORGO.

6e Commission

Mmes Claudine BOUYGUES, Catherine BRUNO, Véronique DUBARRY, Myriam EL KHOMRI, M. Romain LEVY, Mmes Firmine RICHARD, Karen TAÏEB et Olga TROSTIANSKY.

Excusée : Mme Liliane CAPELLE.

7e Commission

Mmes Emmanuelle BECKER, Marie-Annick BARTHE, M. Hervé BENESSIANO, Mmes Michèle BLUMENTHAL, Colombe BROSSEL, Isabelle GACHET, MM. Jean-Baptiste MENGUY et M. Christophe NAJDOVSKI.

Excusés : MM. Richard STEIN et Jean VUILLERMOZ.

8e Commission

M. Sylvain GAREL, Mme Anne HIDALGO MM. Jean-Yves MANO, Pierre MANSAT, Mmes Laurence DREYFUSS, Geneviève BERTRAND et M. Alain LHOSTIS.

Excusés : Mme Sandrine CHARNOZ et M. Christophe GIRARD.

9e Commission

Mme Geneviève BERTRAND, M. Pierre AIDENBAUM, Mme Danielle FOURNIER, MM. Christophe GIRARD, Bruno JULLIARD, Mme Hélène MACE de LEPINAY, M. Stéphane MARTINET, Mme Danièle POURTAUD, M. Pierre SCHAPIRA et Mme Catherine VIEU CHARIER.

Excusée : Mme Catherine DUMAS.

Liste des membres présents.

M. Pierre AIDENBAUM, M. Gilles ALAYRAC, M. David ALPHAND, Mme Aline ARROUZE, Mme Lynda ASMANI, M. David ASSOULINE, M. Daniel ASSOULINE, M. Pierre AURIACOMBE, Mme Marie-Chantal BACH, Mme Marinette BACHE, M. Julien BARGETON, Mme Marie-Annick BARTHE, M. Denis BAUPIN, Mme Emmanuelle BECKER, M. Hervé BENESSIANO, Mme Yamina BENGUIGUI, M. Jean-Didier BERTHAULT, Mme Florence BERTHOUT, Mme Geneviève BERTRAND, Mme Hélène BIDARD, M. Patrick BLOCHE, Mme Michèle BLUMENTHAL, M. Hamou BOUAKKAZ, Mme Céline BOULAY ESPERONNIER, M. Pierre-Yves BOURNAZEL, M. Jacques BOUTAULT, Mme Claudine BOUYGUES, M. Jacques BRAVO, M. Jean-Bernard BROS, M. Ian BROSSAT, Mme Colombe BROSSEL, Mme Catherine BRUNO, Mme Delphine BURKLI, M. Jean-Pierre CAFFET, Mme Frédérique CALANDRA, Mme Liliane CAPELLE, M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE, Mme Sandrine CHARNOZ, M. Pierre CHARON, M. Michel CHARZAT, Mme Joëlle CHÉRIOUX DE SOULTRAIT, M. Pascal CHERKI, Mme Odette CHRISTIENNE, Mme Lyne COHEN-SOLAL, M. Yves CONTASSOT, M. Alexis CORBIÈRE, M. Thierry COUDERT, M. Jérôme COUMET, M. Daniel-Georges COURTOIS, M. Gérard d'ABOVILLE, M. François DAGNAUD, M. Claude DARGENT, Mme Virginie DASPET, Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE, Mme Françoise de PANAFIEU, M. Bernard DEBRÉ, Mme Roxane DECORTE, M. Bertrand DELANOË, Mme Laurence DOUVIN, Mme Laurence DREYFUSS, Mme Véronique DUBARRY, M. Jérôme DUBUS, M. Philippe

DUCLOUX, Mme Catherine DUMAS, M. Michel DUMONT, M. René DUTREY, Mme Myriam EL KHOMRI, Mme Maïté ERRECART, M. Rémi FÉRAUD, Mme Léa FILOCHE, Mme Mireille FLAM, Mme Ghislene FONLLADOSA, Mme Danielle FOURNIER, M. Pierre GABORIAU, Mme Isabelle GACHET, Mme Edith GALLOIS, M. Sylvain GAREL, Mme Fabienne GASNIER, M. Bernard GAUDILLÈRE, M. Jean-Jacques GIANNESINI, Mme Danièle GIAZZI, Mme Fabienne GIBOUDEAUX, M. Christophe GIRARD, M. Claude GOASGUEN, Mme Laurence GOLDGRAB, M. Philippe GOUJON, Mme Claire GUIDI, M. Didier GUILLOT, Mme Marie-Laure HAREL, M. Eric HÉLARD, Mme Anne HIDALGO, Mme Valérie HOFFENBERG, Mme Halima JEMNI, M. Bruno JULLIARD, M. Patrick KLUGMAN, Mme Brigitte KUSTER, Mme Fatima LALEM, M. Jean-François LAMOUR, Mme Anne-Christine LANG, M. Jean-Marie LE GUEN, Mme Anne LE STRAT, M. François LEBEL, M. Jean-Pierre LECOQ, M. Jean-François LEGARET, M. Pierre LELLOUCHE, Mme Annick LEPETIT, M. Romain LEVY, M. Alain LHOSTIS, Mme Katia LOPEZ, Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY, M. Roger MADEC, M. Jean-Yves MANO, M. Pierre MANSAT, M. Daniel MARCOVITCH, M. Stéphane MARTINET, M. Jean-François MARTINS, M. Jean-Baptiste MENGUY, M. Etienne MERCIER, Mme Martine MERIGOT de TREIGNY, M. Jean-Louis MISSIKA, M. Philippe MOINE, Mme Camille MONTACIÉ, Mme Valérie MONTANDON, Mme Claire MOREL, M. Christophe NAJDOVSKI, Mme Martine NAMY-CAULIER, Mme Annick OLIVIER, Mme Anne-Constance ONGHENA, M. Mao PENINOU, Mme Frédérique PIGEON, Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN, Mme Olivia POLSKI, Mme Danièle POURTAUD, M. Yves POZZO DI BORGO, M. Loïg RAOUL, M. Gérard REY, Mme Firmine RICHARD, M. Vincent ROGER, Mme Valérie SACHS, M. Christian SAINT-ETIENNE, M. Hermano SANCHES RUIVO, M. Georges SARRE, M. Christian SAUTTER, M. Pierre SCHAPIRA, Mme Danielle SIMONNET, M. Richard STEIN, Mme Gisèle STIEVENARD, Mme Anne TACHÈNE, Mme Karen TAÏEB, M. Jean TIBERI, Mme Claude-Annick TISSOT, M. Patrick TRÉMÈGE, Mme Olga TROSTIANSKY, M. Daniel VAILLANT, M. François VAUGLIN, Mme Pauline VERON, Mme Catherine VIEU-CHARIER, M. Jean VUILLERMOZ, Mme Sylvie WIEVIORKA.

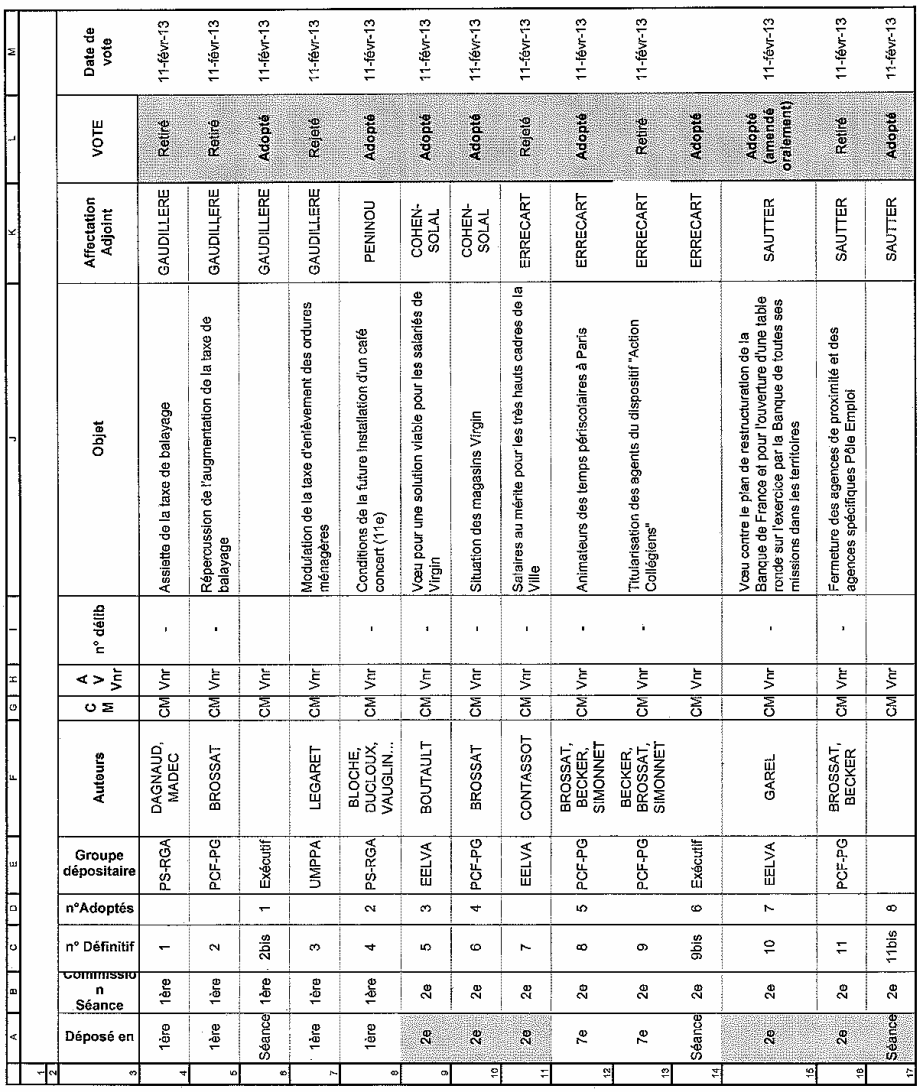
Excusée :

Mme Marie-Pierre de LA GONTRIE.

Absentes :

Mme Rachida DATI, Melle Emmanuelle DAUVERGNE.

Annexe n° 2 - Tableau des vœux et amendements déposés en Commission.



Déposé en	Commission Séance	n° Définitif	n°Adoptés	Groupe dépositaire	Auteurs	C M	A V	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	Date de vote
1ère	1ère	1		PS-RGA	DAGNAUD, MADEC	CM	Vnr	-	Assiette de la taxe de balayage	GAUDILLERE	Retiré	11-févr-13
1ère	1ère	2		PCF-PG	BROSSAT	CM	Vnr	-	Répercussion de l'augmentation de la taxe de balayage	GAUDILLERE	Retiré	11-févr-13
Séance	1ère	2bis	1	Exécutif		CM	Vnr			GAUDILLERE	Adopté	11-févr-13
1ère	1ère	3		UMPPA	LEGARET	CM	Vnr		Modulation de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères	GAUDILLERE	Rejeté	11-févr-13
1ère	1ère	4	2	PS-RGA	BLOCHE, DUCLOUX, VAUGLIN...	CM	Vnr	-	Conditions de la future installation d'un café concert (11e)	PENINOU	Adopté	11-févr-13
2e	2e	5	3	EELVA	BOUTAULT	CM	Vnr	-	Vœu pour une solution viable pour les salariés de Virgin	COHEN-SOLAL	Adopté	11-févr-13
2e	2e	6	4	PCF-PG	BROSSAT	CM	Vnr	-	Situation des magasins Virgin	COHEN-SOLAL	Adopté	11-févr-13
2e	2e	7		EELVA	CONTASSOT	CM	Vnr	-	Salaires au mérite pour les très hauts cadres de la Ville	ERRECART	Rejeté	11-févr-13
7e	2e	8	5	PCF-PG	BROSSAT, BECKER, SIMONNET	CM	Vnr	-	Animateurs des temps périscolaires à Paris	ERRECART	Adopté	11-févr-13
7e	2e	9		PCF-PG	BECKER, BROSSAT, SIMONNET	CM	Vnr	-	Titularisation des agents du dispositif "Action Collégiens"	ERRECART	Retiré	11-févr-13
Séance	2e	9bis	6	Exécutif		CM	Vnr			ERRECART	Adopté	
2e	2e	10	7	EELVA	GAREL	CM	Vnr	-	Vœu contre le plan de restructuration de la Banque de France et pour l'ouverture d'une table ronde sur l'exercice par la Banque de toutes ses missions dans les territoires	SAUTTER	Adopté (amendé oralement)	11-févr-13
2e	2e	11		PCF-PG	BROSSAT, BECKER	CM	Vnr	-	Fermeture des agences de proximité et des agences spécifiques Pôle Emploi	SAUTTER	Retiré	11-févr-13
Séance	2e	11bis	8			CM	Vnr			SAUTTER	Adopté	11-févr-13

	Déposé en	Commission Séance	n° Définitif	n°Adoptés	Groupe dépositaire	Auteurs	C M	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	Date de vote
8	8e	2e	12	9	ELVAA	GIBOUDEAUX	CM	Vnr	-	Réalisation d'un pôle de commerces lié à l'économie sociale et solidaire au rez de chaussée de l'immeuble 1/3, rue Ramponeau (20)	VERON	Adopté	11-févr-13
19	3e	3e	13	10	EELVA	NAJDOVSKI	CM	V	DVD 42	Implantation de stations Vélib' dans le bois de Boulogne	BARGETON	Adopté	11-févr-13
20	3e	3e	14	11	EELVA	NAJDOVSKI	CM	V	DVD 42	Aménagements cyclables dans le bois de Vincennes	BARGETON	Adopté	11-févr-13
21	3e	3e	15		PS-RGA	COUMET	CM	Vnr	-	Desserte du quartier des Peupliers	BARGETON	Retiré	11-févr-13
22	3e	3e	16	12	EELVA	GIBOUDEAUX, NAJDOVSKI	CM	Vnr	-	Réduction de la vitesse de circulation sur les voies secondaires et contrôle du respect de la limitation dans les Bois de Vincennes et Boulogne	BARGETON	Adopté	11-févr-13
23	3e	3e	17	13	EELVA	NAJDOVSKI, BAUPIN	CM	Vnr	-	Sécurité de la traversée piétons du cours de Vincennes à la porte de Vincennes	BARGETON	Adopté	11-févr-13
24	3e	3e	18	14	PCF-PG	BROSSAT	CM	Vnr	-	Sécurisation des boîtes de réseau de type diphasé	BARGETON	Adopté	11-févr-13
25	1ère	3e	19	15	PCF-PG	BROSSAT	CM	Vnr	-	Stationnement résidentiel	BARGETON	Adopté (amendé oralement)	11-févr-13
26	3e	3e	20		UMPPA	KUSTER, BENESSIANO, DUBUS, COUDERT	CM	Vnr	-	Limitation de la vitesse avenue de Clichy	BARGETON	Rejeté	11-févr-13
27	Séance	3e	20bis	16	Exécutif		CM	Vnr				Adopté	11-févr-13

Déposé en	Commission Séance	n° Définitif	n°Adoptés	Groupe dépositaire	Auteurs	C M	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	Date de vote
3e	3e	21		UMPPA	KUSTER, BENESSIANO, DUBUS, COUDERT	CM	Vnr	-	Audit du tracé actuel de la Traverse Batignolles-Bichat	BARGETON	Rejeté	11-févr-13
1ère	3e	22		UMPPA	MENGUY	CM	Vnr		Eclairage des passages piétons	BARGETON	Retiré	11-févr-13
3e	3e	23		UDI	GALLOIS, POZZO DI BORGO	CM	Vnr	-	Prévention ciblée de l'accidentologie spécifique chez les piétons et les deux roues-motorisés	BARGETON	Rejeté	11-févr-13
Séance	3e	23bis	17	Exécutif		CM	Vnr			BARGETON	Adopté	11-févr-13
4e	4e	24		PS-RGA	COUMET	CM	A	DPE 14	Modification des horaires de la collecte des déchets ménagers	DAGNAUD	Adopté	11-févr-13
1ère	4e	25		UMPPA	LEGARET, ROGER, DATI...	CM	A	DPE 14	Marchés de collecte des déchets ménagers assimilés	DAGNAUD	Rejeté	11-févr-13
4e	4e	26		PCF-PG	BROSSAT, SIMONNET	CM	V	DPE 14	Remunicipalisation de la collecte des déchets ménagers	DAGNAUD	Rejeté	11-févr-13
4e	4e	27	18	PCF-PG	BROSSAT, ARROUZE	CM	V	DPE 14	Diminution de la production d'emballages industriels	DAGNAUD	Adopté	11-févr-13
1ère	4e	28		Non inscrit	MARTINS	CM	V	DPE 14 et DPE 18	Instauration d'une part variable dans les prestations versées aux entreprises délégataires de la collecte des déchets	DAGNAUD	Retiré	11-févr-13
1ère	4e	29		UMPPA	LEGARET, TIBERI, LECOQ...	CM	A	DPE 18	Modification des articles 5 et 6	DAGNAUD	Rejeté	11-févr-13
1ère	4e	30		UMPPA	LEGARET, BERTHAULT, TREMEGE...	CM	V	DPE 18	Plan d'urgence pour la modernisation de la DPE	DAGNAUD	Rejeté	11-févr-13
1ère	4e	31		UMPPA	LEGARET, TREMEGE, BERTHAULT...	CM	V	DPE 21	Communication d'un nouvel outil pour identifier les attentes des parisiens	DAGNAUD	Rejeté	12-févr-13
4e	4e	32		PCF-PG EELVA	SIMONNET, GIBOUDEAUX	CM	A	DPE 8	Intégration d'un espace de vente directe pour les vendeurs à la sauvette	DAGNAUD	Adopté	12-févr-13
4e	4e	33		UMPPA	LEBEL, MERIGOT DE TREIGNY	CM	Vnr	-	Usage de groupes électrogènes diesel	DUTREY	Retiré	12-févr-13
4e	4e	34		UMPPA	GIANNESINI, ONGHENA	CM	Vnr	-	Création à titre expérimental de deux espaces de liberté pour les chiens dans le Parc des Buttes Chaumont	GIBOUDEAUX	Rejeté	12-févr-13
1ère	4e	35		UMPPA	MONTANDON	CM	Vnr	-	Protection du bois de Vincennes	GIBOUDEAUX	Rejeté	12-févr-13

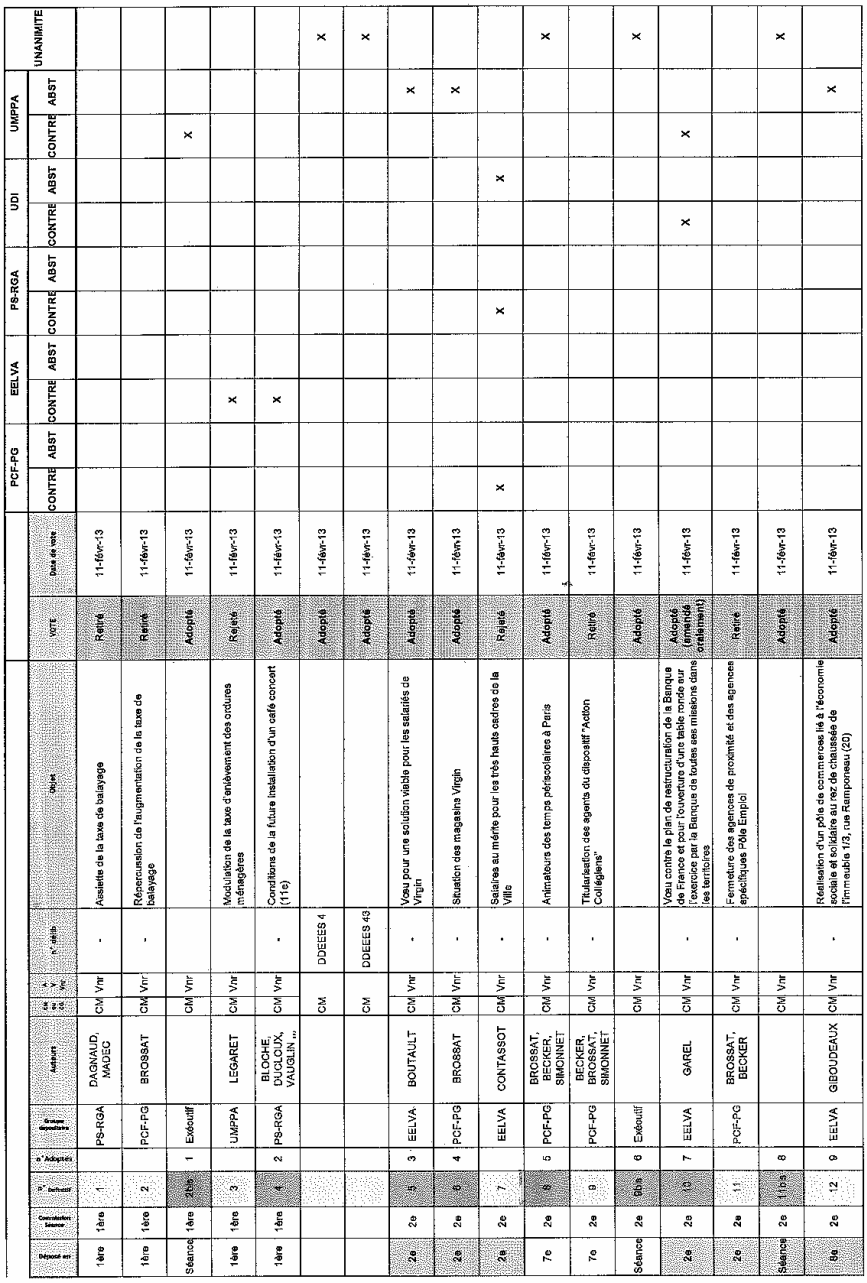
Déposé en	Commission Séance	n° Définitif	n°Adoptés	Groupe dépositaire	Auteurs	C M	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	Date de vote
1ère	4e/6e /8e	36		UMPPA	MONTANDON	CM	A	DEVE 16	Demandes d'autorisation administratives reconquête paysagère plateau de Gravelle (12e) et plaine sud de Longchamp (16e)	GIBOUDEAUX	Rejeté	12-févr-13
3e	4e/6e /8e	37	19	ELVAA	NAJDOVSKI	CM	V	DEVE 16	Qualité des itinéraires piétons dans le bois de Vincennes dans le cadre de la reconquête paysagère sur le plateau de Gravelle	GIBOUDEAUX	Adopté	12-févr-13
1ère	5e	38		PCF-PG	SIMONNET	CM	Vnr	-	Vœu relatif au DAL, contre le recours aux tests ADN et l'inscription dans le fichier FNAEG et pour l'amnistie des militants syndicalistes et associatifs	EL KHOMRI	Rejeté	12-févr-13
Séance	5e	38bis	20	Exécutif		CM	Vnr				Adopté	12-févr-13
5e	5e	39		UMPPA	HAREL	CM	Vnr	-	Troubles de voie publique dans le 3e arrondissement	EL KHOMRI	Rejeté	12-févr-13
5e	5e	40		UDI	POZZO DI BORGO, CHARON, BERTRAND	CM	Vnr	-	Manifestation du 13 janvier 2013,	EL KHOMRI	Retiré	12-févr-13
5e	5e	41		Exécutif		CM	A	DU 43	Modification de l'annexe 1 à l'avenant	STIEVENARD	Adopté	12-févr-13
9e	6e	42		PCF-PG	CORBIERE	CM	Vnr	-	Cité nationale de l'Histoire de l'immigration	BOUYGUES	Rejeté	12-févr-13
1ère	6e	43	21	EELVA	BOUTAULT, NAJDOVSKI	CM	Vnr	-	Association ESCAPADE	DUBARRY	Adopté	12-févr-13
5e	6e	44		UMPPA	GIANNESINI, ONGHENA	CM	Vnr	-	Réquisition de la force publique pour l'exécution des décisions de justice relatives aux campements Roms	TROSTIANSKY	Rejeté	12-févr-13
Séance	7e	44a	22	Exécutif		CM	Vnr		Mise en œuvre de réforme des rythmes éducatifs à Paris	BROSSEL	Adopté	12-févr-13
7e	7e	45	23	EELVA	CONTASSOT, BOUTAULT, FOURNIER...	CM	Vnr	-	Concertation approfondie et création d'un groupe de travail sur la réforme des rythmes éducatifs	BROSSEL	Adopté	12-févr-13
7e	7e	46		PCF-PG	BROSSAT, BECKER, SIMONNET	CM	Vnr	-	Mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires à Paris	BROSSEL	Rejeté	12-févr-13
7e	7e	47		UMPPA	LEGARET, ROGER, TIBERI...	CM	Vnr	-	Mise en place de la réforme des rythmes scolaires	BROSSEL	Rejeté	12-févr-13
7e	7e	48		PCF-PG	BROSSAT, BECKER, SIMONNET	CM	Vnr	-	Locaux scolaires nécessaires à la mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires à Paris	BROSSEL	Rejeté	12-févr-13

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M
1													
2													
3	Déposé en	Commission Séance	n° Définitif	n°Adoptés	Groupe dépositaire	Auteurs	C M	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	Date de vote
59	1ère	7e	49		UMPPA	GOUJON, DEBRE, GIAZZI...	CM	Vnr		Gestion de la Petite enfance	NAJDOVSKI	Rejeté	12-févr-13
60	1ère	7e	50		UMPPA	KUSTER, BENESSIANO	CM	Vnr		Dysfonctionnements en matière de restauration dans les crèches	NAJDOVSKI	Rejeté	12-févr-13
61	Séance	7e	50a	24	Exécutif		CM	Vnr			NAJDOVSKI	Adopté	12-févr-13
62	1ère	7e	51	25	UMPPA	KUSTER, BENESSIANO, DUBUS	CM	Vnr		Récouverture de la halte-garderie rue Berzélius	NAJDOVSKI	Adopté	12-févr-13
63	1ère	7e	52			ALPHAND, DREYFUSS	CM	Vnr	-	Candidature de Paris pour l'Euro 2020 de football	VUILLERMOZ	Retiré	12-févr-13
64	8e	8e	53		Exécutif	HIDALGO	CM	A	DU 53-	Amendement technique	HIDALGO	Adopté	12-févr-13
65	1ère	8e	54		UMPPA	LEGARET, DOUVIN, ROGER...	CM	Vnr		Bilan économique et environnemental du réaménagement des voies sur berges	HIDALGO	Rejeté	12-févr-13
66	2e	8e	55		UMPPA	MONTANDON	CM	Vnr	-	Concertation sur l'aménagement et l'avenir de la rue Baron Leroy et du futur quartier Bercy-Charenton	HIDALGO	Rejeté	12-févr-13
67	8e	8e	56	26	UMPPA	LEBEL, MERIGOT DE TREIGNY	CM	Vnr	-	Dénomination de voie Louis de Funès ou Laure Diebold	HIDALGO	Adopté	12-févr-13
68	8e	8e	57		EELVA	GIBOUDEAUX,	CM	A	DU 35-	Organisation d'un atelier d'urbanisme dans le cadre de la concertation et programmation d'un jardin sur un toit	HIDALGO	Rejeté	12-févr-13
69	Séance	8e	57bis		Exécutif		CM	A	DU 35-DPE 17-DJS 274		HIDALGO	Adopté	12-févr-13

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M
1													
2	Déposé en	Commission Séance	n° Définitif	n°Adoptés	Groupe dépositaire	Auteurs	C M	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	Date de vote
3													
70	8e	8e	58	27	PS-RGA	BLOCHE, DUCLOUX, VAUGLIN, ASSOULINE, MARTINET	CM	Vnr	-	Expulsions des personnes reconnues prioritaires au Droit au Logement Opposable	MANO	Adopté	12-févr-13
71	8e	8e	59	28	PCF-PG	BROSSAT, BIDARD	CM	Vnr	-	Moratoire sur les expulsions locatives	MANO	Adopté	12-févr-13
72	8e	8e	60	29	PCF-PG	BROSSAT, BECKER	CM	Vnr	-	Interdiction des agences de listes	MANO	Adopté	12-févr-13
73	8e	8e	61		PCF-PG	BROSSAT	CM	Vnr	-	Création d'une Charte promoteur régulant le prix de vente moyen du m2 neuf à Paris	MANO	Rejeté	12-févr-13
74	Séance	5e	61bis	30	Exécutif		CM	Vnr			MANO	Adopté	12-févr-13
75	8e	8e	62	31	PCF-PG	BROSSAT, SIMONNET	CM	Vnr	-	Publication des statistiques concernant les logements soumis à la taxe sur les logements vacants et fixation d'un taux dissuasif de ladite taxe	MANO	Adopté	12-févr-13
76	1ère	8e	63		UMPPA	DUMONT, AURIACOMBE, DECORTE...	CM	Vnr		Réforme du système d'attribution des logements sociaux	MANO	Retiré	12-févr-13
77	8e	8e	64		UMPPA	GOUJON, LEGARET, LAMOUR	CM	Vnr	-	Améliorer la tranquillité dans les ensembles sociaux	MANO	Retiré	12-févr-13
78	8e	8e	65		UMPPA	KUSTER, BERTHAULT	CM	Vnr	-	Possibilité d'expulsion par "Paris-Habitat' pour "trouble de jouissance" - quartier Pitet-Curnonsky (17e)	MANO	Retiré	12-févr-13
79	Séance	5e	65bis	32	Exécutif		CM	Vnr			MANO	Adopté (amende oralement)	12-févr-13
80	8e	8e	66		UMPPA	KUSTER, DUBUS	CM	Vnr	-	Possibilité d'expulsion par "Paris-Habitat' pour "trouble de jouissance" d'un locataire du 4 rue Frédéric Brunet (17e)	MANO	Rejeté	12-févr-13
81	1ère	8e	67		Non inscrit	MARTINS	CM	Vnr	-	Occupation de l'immeuble 149 rue du Château (14e)	MANO	Rejeté	12-févr-13

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M
1													
2													
3	Déposé en	Commission Séance	n° Définitif	n°Adoptés	Groupe dépositaire	Auteurs	C M	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	Date de vote
82	1ère	8e	68	33	Non inscrit	MARTINS	CM	Vnr	-	Habitat indigne et hébergement d'urgence	MANO	Adopté (amendé oralement)	12-févr-13
83	1ère	8e	69		Non inscrit	MARTINS	CM	Vnr	-	Biens de moins de 9 m2	MANO	Retiré	12-févr-13
84	Séance	8e	69a	34	Exécutif		CM	Vnr				Adopté	12-févr-13
85	9e	9e	70		Exécutif		CM	A	DAC 96	Amendement technique	JULLIARD	Adopté	12-févr-13
86	9e	9e	71	35	EELVA	GAREL, GIBOUDEAUX, NAJDOVSKI	CM	Vnr	-	Soutnait d'une exposition sur les populations Roms en France	JULLIARD	Adopté	12-févr-13
87	9e	9e	72		UMPPA	LEBEL, MERIGOT DE TREIGNY	CM	Vnr	-	Tournages de films	JULLIARD	Rejeté	12-févr-13
88	1ère	9e	73		Exécutif		CM	A	DAC 34	Acquisition de documents anciens, rares ou précieux pour l'enrichissement des collections des bibliothèques de la Ville de Paris	POURTAUD	Adopté	12-févr-13
89	9e	9e	74	36	UDI	HELARD	CM	Vnr	-	Catacombes de Paris	POURTAUD	Adopté	12-févr-13
90	9e	9e	75		EELVA	BAUPIN, GAREL, FOURNIER, BOUTAULT, CHARZAT...	CM	Vnr	-	Demande de nomination des Pussy Riot comme citoyennes d'honneur de la Ville de Paris	SCHAPIRA	Retiré	12-févr-13
91	Séance	9e	75bis	37	Exécutif		CM	Vnr			SCHAPIRA	Adopté	12-févr-13
92	9e	9e	76		PCF-PG	BROSSAT, ARROUZE	CM	Vnr	-	Demande de citoyenneté d'honneur de la Ville de Paris de Pinar Selek	SCHAPIRA	Retiré	12-févr-13
93	Séance	9e	76bis	38	Exécutif		CM	Vnr			SCHAPIRA	Adopté	12-févr-13
94	9e	9e	77	39	PCF-PG	CORBIERE	CM	Vnr	-	Demande de soutien à Nadir Dandoune	SCHAPIRA	Adopté	12-févr-13
95	9e	9e	78	40	PS-RGA	ALAYRAC, GOLDGRAB, BROS	CM	Vnr	-	Hommage aux victimes de la guerre d'Algérie et des combats de Tunisie et du Maroc.	VIEU CHARIER	Adopté (amendé oralement)	12-févr-13

Annexe n° 3 - Tableau des votes des groupes politiques.



Délibération	Commission Séance	N° Séance	N° Adoptés	Groupe signataire	Auteur	CM ou VC	Vnr	N° délib	Objet	VOTE	Date de vote	PCF-PG CONTRE	PCF-PG ABST	EELVA CONTRE	EELVA ABST	PS-RGA CONTRE	PS-RGA ABST	UDI CONTRE	UDI ABST	UMPPA CONTRE	UMPPA ABST	UNANIMITE
1ère	1ère	1		PS-RGA	DAGNAUD, MADEC	CM	Vnr	-	Assiette de la taxe de balayage	Retiré	11-févr-13											
1ère	1ère	2		PCF-PG	BROSSAT	CM	Vnr	-	Répercussion de l'augmentation de la taxe de balayage	Retiré	11-févr-13											
Séance	1ère	2 bis	1	Exécutif		CM	Vnr			Adopté	11-févr-13									X		
1ère	1ère	3		UMPPA	LEGARET	CM	Vnr		Modulation de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères	Rejeté	11-févr-13			X								
1ère	1ère	4	2	PS-RGA	BLOCHE, DUCLOUX, VAUGLIN, ...	CM	Vnr	-	Conditions de la future installation d'un café concert (11e)	Adopté	11-févr-13			X								
						CM		DDEEES 4		Adopté	11-févr-13											X
						CM		DDEEES 43		Adopté	11-févr-13											X
2e	2e	5	3	EELVA	BOUTAULT	CM	Vnr	-	Vœu pour une solution viable pour les salariés de Virgin	Adopté	11-févr-13										X	
2e	2e	6	4	PCF-PG	BROSSAT	CM	Vnr	-	Situation des magasins Virgin	Adopté	11-févr-13										X	
2e	2e	7		EELVA	CONTASSOT	CM	Vnr	-	Salaires au mérite pour les très hauts cadres de la Ville	Rejeté	11-févr-13	X				X		X				
7e	2e	8	5	PCF-PG	BROSSAT, BECKER, SIMONNET	CM	Vnr	-	Animateurs des temps périscolaires à Paris	Adopté	11-févr-13											X
7e	2e	9		PCF-PG	BECKER, BROSSAT, SIMONNET	CM	Vnr	-	Titularisation des agents du dispositif "Action Collégiens"	Retiré	11-févr-13											
Séance	2e	9 bis	6	Exécutif		CM	Vnr			Adopté	11-févr-13											X
2e	2e	10	7	EELVA	GAREL	CM	Vnr	-	Vœu contre le plan de restructuration de la Banque de France et pour l'ouverture d'une table ronde sur l'exercice par la Banque de toutes ses missions dans les territoires	Adopté (amendé oralement)	11-févr-13							X		X		
2e	2e	11		PCF-PG	BROSSAT, BECKER	CM	Vnr	-	Fermeture des agences de proximité et des agences spécifiques Pôle Emploi	Retiré	11-févr-13											
Séance	2e	11 bis	8			CM	Vnr			Adopté	11-févr-13											X
8e	2e	12	9	EELVA	GIBOUDEAUX	CM	Vnr	-	Réalisation d'un pôle de commerces lié à l'économie sociale et solidaire au rez de chaussée de l'immeuble 1/3, rue Remponeau (20)	Adopté	11-févr-13										X	

Déposé en	Coordination Séance	n° Delib/CE	n° Adoptés	Groupe Rapporteur	Auteurs	de la ou de	n° de Vœu	N° délib	Objet	VOTE	Date de vote	PCF-PG		EELVA		PS-RGA		UDI		UMPPA		UNANIMITE
												CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
						CM		DDEEES 41		Adopté	11-févr-13											X
3e	3e	13	10	EELVA	NAJDOVSKI	CM	V	DVD 42	Implantation de stations Vélib' dans le bois de Boulogne	Adopté	11-févr-13											X
3e	3e	14	11	EELVA	NAJDOVSKI	CM	V	DVD 42	Aménagements cyclables dans le bois de Vincennes	Adopté	11-févr-13											X
						CM		DVD 42		Adopté	11-févr-13											X
						CM		DVD 8		Adopté	11-févr-13											X
						CM		DVD 42		Adopté	11-févr-13											X
						CM		DVD 5		Adopté	11-févr-13											X
						CM		DU 4		Adopté	11-févr-13											X
3e	3e	15		PS-RGA	COUMET	CM	Vnr	-	Desserte du quartier des Peupliers	Retiré	11-févr-13											
3e	3e	16	12	EELVA	GIBOUDEAUX, NAJDOVSKI	CM	Vnr	-	Réduction de la vitesse de circulation sur les voies secondaires et contrôle du respect de la limitation dans les Bois de Vincennes et Boulogne	Adopté	11-févr-13											X
3e	3e	17	13	EELVA	NAJDOVSKI, BAUPIN	CM	Vnr	-	Sécurité de la traversée piétons du cours de Vincennes à la porte de Vincennes	Adopté	11-févr-13											X
3e	3e	18	14	PCF-PG	BROSSAT	CM	Vnr	-	Sécurisation des boîtes de réseau de type diphasé	Adopté	11-févr-13											X
1ère	3e	19	15	PCF-PG	BROSSAT	CM	Vnr	-	Stationnement résidentiel	Adopté (amendé oralement)	11-févr-13							X		X		
3e	3e	20		UMPPA	KUSTER, BENESSIANO, DUBUS, COUDERT	CM	Vnr	-	Limitation de la vitesse avenue de Clichy	Rejeté	11-févr-13	X		X		X						
Séance	3e	23bis	16	Exécutif		CM	Vnr			Adopté	11-févr-13							X		X		
3e	3e	21		UMPPA	KUSTER, BENESSIANO, DUBUS, COUDERT	CM	Vnr	-	Audit du tracé soluel de la Traverse Batignolles-Bichat	Rejeté	11-févr-13	X		X		X						
1ère	3e	22		UMPPA	MENGUY	CM	Vnr		Eclairage des passages piétons	Retiré	11-févr-13			X								
3e	3e	23		UDI	GALLOIS, POZZO DI BORGO	CM	Vnr	-	Prévention ciblée de l'accidentologie spécifique chez les piétons et les deux roues-motorisées	Rejeté	11-févr-13	X		X		X						
Séance	3e	23bis	17	Exécutif		CM	Vnr			Adopté	11-févr-13											X

Séance	Séance	N° Amdt	Auteur	Sort en séance	Objet	N° délib	Vote	Date de vote	PCF-PG		EELVA		PS-RGA		UDI		UMPPA		UNANIMITE
									CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
4e	4e	24	PS-RGA	COUMET CM A	Modification des horaires de la collecte des déchets ménagers	DPE 14	Adopté	11-févr-13								X		X	
1ère	4e	25	UMPPA	LEGARET, ROGER, DATI ... CM A	Marchés de collecte des déchets ménagers assimilés	DPE 14	Rejeté	11-févr-13	X		X		X						
4e	4e	26	PCF-PG	BROSSAT, SIMONNET CM V	Remunicipalisation de la collecte des déchets ménagers	DPE 14	Rejeté	11-févr-13			X		X		X		X		
4e	4e	27	PCF-PG	BROSSAT, ARROUZE CM V	Diminution de la production d'emballages industriels	DPE 14	Adopté	11-févr-13									X		
1ère	4e	28	Non Inscrit	MARTINS CM V	Instauration d'une part variable dans les prestations versées aux entreprises délégataires de la collecte des déchets	DPE 14 et DPE 18	Retiré	11-févr-13											
				CM		DPE 14	Adopté	11-févr-13	X						X		X		
1ère	4e	29	UMPPA	LEGARET, TIBERI, LEGOQ... CM A	Modification des articles 5 et 6	DPE 18	Rejeté	11-févr-13	X		X		X						
1ère	4e	30	UMPPA	LEGARET, BERTHAULT, TREMEGE... CM V	Plan d'urgence pour la modernisation de la DPE	DPE 18	Rejeté	11-févr-13	X		X		X						
				CM		DPE 18	Adopté	11-févr-13	X						X				
1ère	4e	31	UMPPA	LEGARET, TREMEGE, BERTHAULT... CM V	Communication d'un nouvel outil pour identifier les attentes des parisiens	DPE 21	Rejeté	12-févr-13	X		X		X						
				CM		DPE 21	Adopté	12-févr-13							X		X		
4e	4e	32	PCF-PG EELVA	SIMONNET, GIBOUDEAUX CM A	Intégration d'un espace de vente directe pour les vendeurs à la sauvette	DPE 8	Adopté	12-févr-13							X		X		
				CM		DPE 8	Adopté	12-févr-13											X
				CM		DPA 10	Adopté	12-févr-13											X

Déposé en	Commission séance	n° Amdt	n° Adoptés	Groupe déposant	Auteurs	CM ou CE	V ou Vnr	n° délib.	Objet	VOTE	Date de vote	PCF-PG		EELVA		PS-RGA		UDI		UMPPA		UNANIMITE
												CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
4e	4e	33		UMPPA	LEBEL, MERIGOT DE TREIGNY	CM	Vnr	-	Usage de groupes électrogènes diesel	Retiré	12-févr-13											
4e	4e	34		UMPPA	GIANNESINI, ONGHENA	CM	Vnr	-	Création à titre expérimental de deux espaces de liberté pour les chiens dans le Parc des Buttes Chaumont	Rejeté	12-févr-13	X		X		X						
1ère	4e	35		UMPPA	MONTANDON	CM	Vnr	-	Protection du bois de Vincennes	Rejeté	12-févr-13	X		X		X						
						CM		DGRI 6-DPE 10		Adopté	12-févr-13											X
1ère	4e/6e /8e	36		UMPPA	MONTANDON	CM	A	DEVE 16	Demandes d'autorisation administratives reconquête paysagère plateau de Gravelle (12e) et plaine sud de Longchamp (16e)	Rejeté	12-févr-13	X		X		X						
3e	4e/6e /8e	37	19	EELVA	NAJDOVSKI	CM	V	DEVE 16	Qualité des itinéraires piétons dans le bois de Vincennes dans le cadre de la reconquête paysagère sur le plateau de Gravelle	Adopté	12-févr-13							X		X		
						CM		DEVE 16		Adopté	12-févr-13							X		X		
1ère	5e	38		PCF-PG	SIMONNET	CM	Vnr	-	Vœu relatif au DAL, contre le recours aux tests ADN et l'inscription dans le fichier FNAEG et pour l'amnistie des militants syndicalistes et associatifs	Rejeté	12-févr-13					X					NPPV	
Séance	5e	38bis	20	Exécutif		CM	Vnr			Adopté	12-févr-13										NPPV	
5e	5e	39		UMPPA	HAREL	CM	Vnr	-	Troubles de voie publique dans le 3e arrdt.	Rejeté	12-févr-13	X		X		X						
5e	5e	40		UDI	POZZO DI BORGO, CHARON, BERTRAND	CM	Vnr	-	Manifestation du 13 janvier 2013.	Rejeté	12-févr-13											
5e	5e	41		Exécutif		CM	A	DU 43	Modification de l'annexe 1 à l'avenant	Adopté	12-févr-13									X		
						CM		DU 43		Adopté	12-févr-13											
9e	6e	42		PCF-PG	CORBIERE	CM	Vnr	-	Cité nationale de l'Histoire de l'immigration.	Rejeté	12-févr-13			X						X		
						CM		SG 37		Adopté	12-févr-13					X		X				
1ère	6e	43	21	EELVA	BOUTAULT, NAJDOVSKI	CM	Vnr	-	Association EBCAPADE	Adopté	12-févr-13											X
5e	8e	44		UMPPA	GIANNESINI, ONGHENA	CM	Vnr	-	Réquisition de la force publique pour l'exécution des décisions de justice relatives aux campements Roms	Rejeté	12-févr-13	X		X		X						
Séance	7e	44bis	22	Exécutif		CM	Vnr		Mise en œuvre de réforme des rythmes éducatifs à Paris	Adopté	12-févr-13								X		X	
						CM		DASES 7		Adopté	12-févr-13								X		X	

Dépôt en	Commission Séance	n° Scrutin	n° Adoptés	Groupe députaire	Auteurs	CM ou Cde	Vote	n° délib.	Objet	Vote	Date de vote	PCF-PG		EELVA		PS-RGA		UDI		UMPPA		UNANIMITE
												CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
7e	7e	45	23	EELVA	CONTASSOT, BOUTAULT, FOURNIER...	CM	Vnr	-	Concertation approfondie et création d'un groupe de travail sur la réforme des rythmes éducatifs	Adopté	12-févr-13										X	
7e	7e	46		PCF-PG	BROSSAT, BECKER, SIMONNET	CM	Vnr	-	Mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires à Paris	Rejeté	12-févr-13			X		X						
7e	7e	47		UMPPA	LEGARET, ROGER, TIBERI...	CM	Vnr	-	Mise en place de la réforme des rythmes scolaires	Rejeté	12-févr-13	X		X		X						
7e	7e	48		PCF-PG	BROSSAT, BECKER, SIMONNET	CM	Vnr	-	Locaux scolaires nécessaires à la mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires à Paris	Rejeté	12-févr-13				X	X						
						CM		DFPE 8		Adopté	12-févr-13											X
						CM		DFPE 284		Adopté	12-févr-13	X										
1ère	7e	49		UMPPA	GOUJON, DEBRE, GIAZZI...	CM	Vnr		Gestion de la Petite enfance	Rejeté	12-févr-13	X		X		X						
1ère	7e	50		UMPPA	KUSTER, BENESSIANO	CM	Vnr		Dysfonctionnements en matière de restauration dans les crèches	Rejeté	12-févr-13	X		X		X						
Séance	7e	400	24	Exécutif		CM	Vnr			Adopté	12-févr-13											X
1ère	7e	51	25	UMPPA	KUSTER, BENESSIANO, DUBUS	CM	Vnr		Réouverture de la halte-garderie rue Benzélius	Adopté	12-févr-13			X								X
						CM		DJS 189		Adopté	12-févr-13											X
1ère	7e	52			ALPHAND, DREYFUSS	CM	Vnr	-	Candidature de Paris pour l'Euro 2020 de football	Retiré	12-févr-13											
						CM		DU 41		Adopté	12-févr-13											X
8e	8e	53		Exécutif	HIDALGO	CM	A	DU 53-	Amendement technique	Adopté	12-févr-13										X	
						CM		DU 53-		Adopté	12-févr-13											X
1ère	8e	54		UMPPA	LEGARET, DOUVIN, ROGER...	CM	Vnr		Bilan économique et environnemental du réaménagement des voies sur berges	Rejeté	12-févr-13	X		X		X						
2e	8e	55		UMPPA	MONTANDON	CM	Vnr	-	Concertation sur l'aménagement et l'avenir de la rue Baron Leroy et du futur quartier Bercy-Charenton	Rejeté	12-févr-13	X		X		X						

Séance des 11 et 12 février 2013

Séance	Commission Séance	n° Scrutin	n° Amdt/prop.	Groupe demandeur	Auteurs	Pour / Contre	Vote	n° délib.	Objet	VOTE	Date de vote	POF-PG		EELVA		PS-RGA		UDI		UMPPA		UNANIMITE
												CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
8e	8e	58	26	UMPPA	LEBEL, MERIGOT DE TREIGNY	CM	Vnr	-	Dénomination de voie Louis de Funès ou Laure Diebold	Adopté	12-févr-13											X
						CM		DU 61		Adopté	12-févr-13			X								
8e	8e	57		EELVA	GIBOUDEAUX,	CM	A	DU 35-	Organisation d'un atelier d'urbanisme dans le cadre de la concertation et programmation d'un jardin sur un toit	Rejeté	12-févr-13	X				X		X		X		
Séance	8e	87bis		Exécutif		CM	A	DU 35-DPE 17-DJS 274		Adopté	12-févr-13				X						X		
						CM		DU 35		Adopté	12-févr-13								X		X		
						CM		DLH 40		Adopté	12-févr-13										X		
						CM		DLH 48		Adopté	12-févr-13												X
8e	8e	57P	27	PS-RGA	BLOCHE, DUCLOUX, VAUGLIN, ASSOULINE, MARTINET	CM	Vnr	-	Expulsions des personnes reconnues prioritaires au Droit au Logement Opposable	Adopté	12-févr-13										X		
8e	8e	59	28	PCF-PG	BROSSAT, BIDARD	CM	Vnr	-	Moratoire sur les expulsions locatives	Adopté	12-févr-13							X			X		
8e	8e	60	29	PCF-PG	BROSSAT, BECKER	CM	Vnr	-	Interdiction des agences de lettes	Adopté	12-févr-13												X
8e	8e	61		PCF-PG	BROSSAT	CM	Vnr	-	Création d'une Charte promoteur régulant le prix de vente moyen du m2 neuf à Paris	Rejeté	12-févr-13			X		X		X		X		
Séance	5e	61bis	30	Exécutif		CM	Vnr			Adopté	12-févr-13							X			X		
8e	8e	62	31	PCF-PG	BROSSAT, SIMONNET	CM	Vnr	-	Publication des statistiques concernant les logements soumis à la taxe sur les logements vacants et fixation d'un taux dissuasif de ladite taxe	Adopté	12-févr-13								X		X		
1ère	8e	63		UMPPA	DUMONT, AURACOMBE, DECORTE...	CM	Vnr		Réforme du système d'attribution des logements sociaux	Retiré	12-févr-13												
8e	8e	64		UMPPA	GOUJON, LEGARET, LAMOUR	CM	Vnr	-	Améliorer la tranquillité dans les ensembles sociaux	Retiré	12-févr-13												
8e	8e	65		UMPPA	KUSTER, BERTHAULT	CM	Vnr	-	Possibilité d'expulsion par "Paris-Habitat" pour "trouble de jouissance" - quartier Pleyel-Curnonsky (17e)	Retiré	12-févr-13												
Séance	5e	65bis	32	Exécutif		CM	Vnr			Adopté (amendé oralement)	12-févr-13												X

Déposé en	Commission Séance	n° délibé	n° Adoptés	Groupe Politique	Auteurs	CM / CA	Vnr / Ar	n° alinéa	Objet	VOTE	Date du vote	PCF-PG		EELVA		PS-RGA		UDI		UMPPA		UNANIMITE
												CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	
8e	8e	66		UMPPA	KUSTER, DUBUS	CM	Vnr	-	Possibilité d'expulsion par "Paris-Habitat" pour "trouble de jouissance" d'un locataire du 4 rue Frédéric Brunet (17e)	Rejeté	12-févr-13	X		X		X						
1ère	8e	67		Non Inscrit	MARTINS	CM	Vnr	-	Occupation de l'immeuble 149 rue du Château (14e)	Rejeté	12-févr-13	X			X	X						
1ère	8e	68	33	Non Inscrit	MARTINS	CM	Vnr	-	Habitat indigne et hébergement d'urgence	Adopté (amendé oralement)	12-févr-13											X
1ère	8e	69		Non Inscrit	MARTINS	CM	Vnr	-	Biens de moins de 9 m2	Retiré	12-févr-13											
Séance	8e	69a	34	Exécutif		CM	Vnr			Adopté	12-févr-13											X
9e	9e	70		Exécutif		CM	A	DAC 98	Amendement technique	Adopté	12-févr-13											X
						CM		DAC 98		Adopté	12-févr-13											X
9e	9e	71	35	EELVA	GAREL, GIROUDEAUX, NAJDOVSKI	CM	Vnr	-	Souhait d'une exposition sur les populations Roms en France	Adopté	12-févr-13									X		
9e	9e	72		UMPPA	LEBEL, MERIGOT DE TREIGNY	CM	Vnr	-	Tournages de films	Rejeté	12-févr-13	X		X		X						
1ère	9e	73		Exécutif		CM	A	DAC 34	Acquisition de documents anciens, rares ou précieux pour l'enrichissement des collections des bibliothèques de la Ville de Paris	Adopté	12-févr-13									X		
						CM		DAC 34		Adopté	12-févr-13											X
						CM		DPA 3		Adopté	12-févr-13											X
9e	9e	74	36	UDI	HELARD	CM	Vnr	-	Catacombes de Paris	Adopté	12-févr-13											X
9e	9e	75		EELVA	BAUPIN, GAREL, FOURNIER, GUTTIEREZ, CHARZAT...	CM	Vnr	-	Demande de nomination des Pussy Riot comme citoyennes d'honneur de la Ville de Paris	Retiré	12-févr-13											
Séance	9a	75bis	37	Exécutif		CM	Vnr			Adopté	12-févr-13											X
9c	9a	76		PCF-PG	BROSSAT, ARROUZE	CM	Vnr	-	Demande de citoyenneté d'honneur de la Ville de Paris de Pinar Selek	Retiré	12-févr-13											
Séance	9a	76bis	38	Exécutif		CM	Vnr			Adopté	12-févr-13											X
9e	9e	77	39	PCF-PG	CORBIERE	CM	Vnr	-	Demande de soutien à Nadir Dendoune	Adopté	12-févr-13											X
						CM		DAC 35		Adopté	12-févr-13											X
9e	9e	78	40	PS-RGA	ALAYRAC, GOLDGRAB, BROS	CM	Vnr	-	Hommage aux victimes de la guerre d'Algérie et des combats de Tunisie et du Maroc.	Adopté (amendé oralement)	12-févr-13											X
						CM		DAC 121		Adopté	12-févr-13											X